SOMMAIRE

Préambule 13
Les risques particuliers 13
L'analyse des risques 14
La couverture opérationnelle des risques particuliers 14
Les délais de couverture opérationnelle 14
Les orientations génarales de couverture 15

LES RISQUES NATURELS 16

LES RISQUES « FEUX D'ESPACES NATURELS » 17
Les feux de forêt : 17
Définition : 17
Le phénomène « Feux de forêt » : 17
Les feux de broussaille : 18
Les feux de récolte : 18
Les modes de propagation des feux en espaces naturels : 18
Les enjeux : 19
Les atteintes aux hommes, aux biens et aux activités 19
Les atteintes à l'environnement 19
L'analyse statistique des risques « FEUX D'ESPACES NATURELS » (SDIS des Ardennes – 1999/2008) 20
Tableau des relevés opérationnels depuis 1999 20
Graphique des relevés opérationnels depuis 1999 20
Les enjeux dans les Ardennes 21
Carte de la couverture forestière du département en 2006 21
Carte des zones Natura 2000 22
Carte des mesures de protection et des zones naturelles répertoriées 23
Carte des sites et paysages classés des Ardennes 24
Carte des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) 25
CarteS des aléas dans les Ardennes 26
Nombre d'intervention pour feux d'espaces naturels par commune depuis 1977 (SDIS08) 26
Carte des surfaces brulées par commune depuis 1977 (SDIS08) 27
Carte des risques « feux d'espaces naturels » du DDRM 08 28
L'analyse déterministe 29
Les forêts ardennaises et leurs essences : 29
Les enjeux liés aux feux d'espace naturels : 29
Les contraintes des massifs ardennais et la défense incendie 29
Les données opérationnelles : 29
Les communes les plus concernées entre 1999 et 2007 30
Le niveau de risque par secteur : 30
Les objectifs de couverture opérationnelle 31
Le dispositif opérationnel actuel : 31
Délais opérationnels 32
Implantation des moyens : 32
Besoins en personnel qualifiés 32
Formation et information des personnels : 33
Plan d'équipement : 33

Mutualisation des moyens :....34
Organisation du service – Prévention – Prévision :....34
La couverture en matériels de secours :....36
Carte de la couverture actuelle des « feux d'espaces naturels »:....36
LES RISQUES « INONDATIONs »....38
Phénomène :....38
L'inondation....38
Le débit de la rivière....39
Le lit de la rivière....39
Le processus de formation des crues....40
L'influence des facteurs naturels....40
La période de retour des crues....40
Les enjeux et les effets indirects des crues :....41
Les atteintes aux hommes, aux biens et aux activités....41
Les atteintes à l'environnement....41
Les alertes préventives en matière de crues :....42
Le réseau d'alerte nationale : les carte de vigilance des crues....42
Carte de vigilance du bassin « Meuse Moselle »....42
Le risque dans les Ardennes....43
Carte hydrographique des Ardennes....43
Les crues de la Meuse :....44
Les aménagements effectués depuis 1995 en Ardennes (Françaises et Belges) :....44
Aménagements réalisés – Givet et Charleville Mézières:....45
Le logiciel OSIRIS :....47
Les plans de prévention des risques inondations dans les Ardennes....47
Les plans communaux de sauvegarde :....48
Tableau de la pluviométrie dans la zone de Charleville Mézières....50
Les prospectives dans les Ardennes....50
L'analyse statistique des risques « INONDATIONS » (SDIS des Ardennes – 1999/2008)....51
Tableau des relevés opérationnels....51
Graphique des relevés opérationnels....51
carte des aleas dans les ardennes....52
Carte des risques « inondations » DDRM 08....52
Cartes par zone « Meuse » :....54
Cartes par zone « Meuse » :....54
Carte par zone « Aisne » :....72
Les enjeux dans les Ardennes....93
Carte de l'assainissement collectif (DDAF) :....94
L'analyse déterministe....95
Les inondations à montée lente :....95
Les phénomènes de ruissellement :....95
Les phénomènes de crue torrentielle :....95
Les données opérationnelles :....95
Les aménagements préventifs et leurs impacts :....96
Les risques de pollution consécutifs aux crues :....96
Impact sur l'organisation des secours :....96
Les initiatives communales et les plans de sauvegarde communaux :....96
Le niveau de risque par secteur :....96
Les objectifs de couverture opérationnelle....97

Le dispositif opérationnel actuel : 98
Délais opérationnels 98
Implantation des moyens : 99
Qualification des personnels : 99
Formation et information des personnels : 99
Plan d'équipement : 99
Mutualisation des moyens : 100
Organisation du service – Prévention – Prévision : 100
Réponse spécifique : 100
Carte des matériels de couverture 102

Carte des emplacements actuels des moyens d'épuisement « Moto Pompe » 102
Carte des emplacements actuels des moyens d'épuisement « Moto Pompe » 103
Carte des emplacements des embarcations avec leur remorque « RBLS » 104
Carte des emplacements des agrès à accessibilité renforcée 105
Carte des emplacements actuels de l'équipe de plongée 106
Emplacements des moyens aériens limitrophes : 107

LES RISQUES « MOUVEMENTS DE TERRAIN » 109
Définition des mouvements de terrain : 109

Phénomène - Affaissements et effondrements 109

Définition 109
Les paramètres naturels influençant l'aléa 109
Les paramètres anthropiques influençant l'aléa 110
Le risque « affaissement et éffondrement » 110
Phénomène – Éboulements et chutes de pierres et de blocs : 110

Les paramètres naturels influençant l'aléa 110
Les paramètres anthropiques influençant l'aléa 111
Le risque « éboulement et chutes de pierres et de blocs » 111
Phénomène – Glissements de terrain 111

Les paramètres naturels influençant l'aléa 112
Les paramètres anthropiques influençant l'aléa 112
Le risque « glissement de terrain » 112
Phénomène - Les retraits gonflements 113

Les paramètres naturels influençant l'aléa 113
Le risque « retrait gonflement » 113
Le risque dans les Ardennes : 114

Les mouvements de terrain connus : 114
Les principaux mouvements de terrain observables : 115
Les falaises des Ardennes : 116
Les cavités souterraines des Ardennes : 117
Les carrières en activités dans les Ardennes : 117
Les conclusions de l'inventaire des mouvements de terrain départemental du BRGM : 118
Carte des aléas dans les Ardennes 120

Carte des communes concernées par les mouvements de terrain (DDRM 08) 120
Carte des emplacements des mouvements de terrains connus dans les Ardennes (BRGM) : 121
Carte des mouvements de terrain des Ardennes (BRGM): 123
Carte des emplacements des carrières en activités (BRGM) : 124
Carte des enjeux 126

Carte des emplacements des bâtiments d'habitation de grande hauteur (4ième famille) 126
Carte des emplacements des bâtiments d'habitation de grande hauteur (3ième famille) 127
Carte de l'emplacement des grands établissements recevant du public 128

Carte de l'emplacement des grands établissements recevant du public....129
Carte de l'emplacement des grands établissements recevant du public....130
L'analyse statistique dES risqueS « MOUVEMENTS DE TERRAIN » (SDIS des Ardennes – 1999/2008) ...131
Tableau des relevés opérationnels 131
Graphique des relevés opérationnels 131
L'analyse déterministe 132
Le niveau de risque par secteur : 132
Les objectifs de couverture opérationnelle 133
Le dispositif opérationnel actuel : 134
Délais opérationnels : 134
Implantation des moyens : 134
Qualification des personnels : 135
Formation et information des personnels : 135
Plan d'équipement : 135
Mutualisation des moyens : 135
Organisation du service – Prévention – Prévision : 135
Réponse spécifique : 136
Conclusions : 137
La couverture en matériels de secours : 139
Carte de l'emplacement des moyens spécialisés 139
Carte de l'emplacement des moyens logistiques concourant au sauvetage déblaiement 140
LES RISQUES « INTEMPERIES » 142
Les tempêtes : 142
Le phénomène : 142
Les manifestations des tempêtes : Les vents 143
Les tornades 143
Echelle de FUJITA 144
Impact des tornades dans la moitié Nord de la France 145
Les dégâts causés par des vents violents : 145
La pluie....145
Les risques liés aux intempéries : 145
Les conséquences humaines....145
Les conséquences économiques....146
Les conséquences environnementales....146
Les alertes préventives en matière d'intempérie : 146
La Vigilance météorologique....146
Une carte de France 146
Quatre couleurs pour quatre niveaux de vigilance....146
Des bulletins de vigilance....146
Où trouver la carte de vigilance ? 147
La vigilance locale : le site extranet de météo France 147
Les risques dans les Ardennes....148
Les vents....148
Les tornades....150
La pluie....150
Neige et verglas 151
Chaleur....152
Grand froid 152
L'analyse statistique des risques « INTEMPERIES » (SDIS des Ardennes – 1999/2008) 153

Tableau des relevés opérationnels 153
Graphique des relevés opérationnels 153
Carte des enjeux 154
L'analyse déterministe 155
Les coups de vent : 155
Les tempêtes de neige et les risques de verglas : 155
Les tempêtes accompagnées d'épisodes orageux : 156
Les tornades : 156
Le niveau de risque par secteur : 156
Les objectifs de couverture opérationnelle 156
Le dispositif opérationnel actuel : 157
Délais opérationnels 158
Implantation des moyens : 158
Qualification des personnels : 159
Formation et information des personnels : 159
Plan d'équipement : 159
Mutualisation des moyens : 159
Organisation du service – Prévention – Prévision : 159
La couverture en matériels de secours : 161
Emplacements des moyens logistiques concourant aux risques intempéries 161
Emplacements des moyens concourant aux risques intempéries : Echelles aériennes 162
LES RISQUES « SISMIQUEs » 163
Le phénomène sismique 163
Les conséquences des séismes 163
Les préjudices humains 163
Les préjudices matériels 163
Les effets sur l'environnement 164
Les foyers sismiques en France 164
L'aléa dans les Ardennes 166
Carte de l'aléa sismique par commune (Ministère de l'environnement – IGN) : 166
Le risque dans les Ardennes 167
Tableau des séismes « ressentis » sur le territoire des Ardennes (Sis France- BRGM) 167
Tableau des séismes « situés» dans les Ardennes (épicentre sur le territoire) : 167
Les objectifs de couverture du risque sismique 168
LES RISQUES TECHNOLOGIQUES 169
LES RISQUES « HYDRAULIQUES » BARRAGES ET AMENAGEMENTS 170
Les cours d'eau 170
Les barrages 170
Les différents types de barrages 170
Les différents usages 170
Les ruptures de barrage 171
Les causes d'accident et les conséquences 171
Les enjeux humains, matériels et environnementaux 171
Le risque cours d'eau et les équipements hydrauliques dans les Ardennes 172
Les cours d'eau 172
Les subdivisions de gestion des VNF des Ardennes : 173
Les écluses de la Meuse : 173
Les barrages à aiguilles 174

Les barrages particuliers des Ardennes : 174
Les retenues d'eau : 176
Le canal des Ardennes 178
La zone d'expansion des crues de Mouzon....179
Le centre de production hydroélectrique de Saint Nicolas à Revin : 180
Carte du risque « barrage » du DDRM 182
L'analyse statistique des risques hydrauliques (SDIS des Ardennes – 1999/2008) 183
Tableau des relevés opérationnels 183
Graphique des relevés opérationnels 183
L'analyse déterministe 184
Les cours d'eau : 184
Les retenues d'eau : 184
Les barrages à aiguilles : 184
La zone d'expansion des crues de Mouzon : 184
Les écluses de la Meuse : 184
Les équipements hydroélectriques des Ardennes : 184
Le niveau de risque par secteur : 185
Les objectifs de couverture opérationnelle 185
Formation et information des personnels : 185
Mutualisation des moyens : 185
La couverture en matériels de secours : 185
LES RISQUES « INDUSTRIELS » 186
Le risque en détails 186
La réglementation des industries dangereuses : 186
La réglementation " installations classées " 186
La réglementation " Seveso " 187
Les flux de danger considérés 187
LeS risqueS spécifiqueS liéS à la pollution de l'eau 189
Les principaux types de polluants 189
Origine des pollutions....189
Les risques spécifiques liés aux silos 190
La détermination des scénariI d'accident en risque industriel 190
Les actions de prévention face aux risques industriels 191
Les enjeux 191
Les enjeux humains : 191
Les enjeux économiques : 191
Les enjeux environnementaux : 191
Le risque dans les Ardennes 192
Les différentes industries : 192
Les industries soumises à la directive SEVESO seuil bas : 192
Liste des établissements soumis à autorisation avec servitude d'autorité publique (ICPE) : 192
Autres établissements présentant des risques important : 192
Données sur le tissu industriel des Ardennes (Région Champagne Ardennes)....193
Données sur la répartition géographique des activités des Ardennes (CCI Ardennes) 194
Carte des risques « industriels » du DDRM....195
Carte des sites dits « SEVESO seuil bas » des Ardennes (DRIRE – SDIS)....196
Les sites industriels répertoriés par la base de données « ARIA » par commune : 197
Exemple des données de la base ARIA du département pour l'année 2008 : 198
Les sites industriels sensibles des Ardennes : 199

Le risque « Silos » 211
Carte des emplacements de silos dans les Ardennes (DRIRE – SDIS 08) 212
Carte la répartition des types d'exploitation agricoles (AGRESTE) : 213
La prospective dans les Ardennes 214
Le développement industriel dans les Ardennes (DDAFF et DDE) : 214
L'analyse statistique des risqueS « INDUSTRIELS » (SDIS des Ardennes – 1999/2008) 215
Tableau des relevés opérationnels 215
Graphique des relevés opérationnels 215
Carte des enjeux : 216
Carte des populations : 216
Carte de l'assainissement collectif (DDAF) en cas de pollution : 217
L'analyse déterministe 218
Les entreprises à risque : 218
Les industries métallurgiques : 218
Les silos à risque : 218
Les risques de pollution : 218
Les risques feux de liquide inflammable : 219
Les enjeux économiques et sociaux : 219
Les conflits sociaux et les risques industriels dans les Ardennes, une culture de lutte : 219
Le niveau de risque par secteur : 220
Les objectifs de couverture opérationnelle 220
Le dispositif opérationnel actuel : 222
Délais opérationnels 224
Implantation des moyens : 225
Qualification des personnels : 225
Formation et information des personnels : 225
Plan d'équipement : 226
Mutualisation des moyens : 226
Organisation du service – Prévention – Prévision : 226
Réponse spécifique : 227
La couverture en matériels de secours : 228
Carte des emplacements des moyens spécialisés en risque chimique 228
Carte des emplacements des moyens logistiques concourant au risque chimique 229
Carte « actuelle » des emplacements des moyens dotés en émulseur 230
Carte « proposée » des emplacements des moyens dotés en émulseur 231
Carte des emplacements des moyens courants dotés d'émulseur 232
Carte des emplacements des moyens courants doté d'émulseur 233
LES RISQUES « AGRICOLES » 236
Le risque phytosanitaire ; 236
Le risque particulier liés aux pollutions agricoles 236
Conséquences des pollutions agricoles 236
Le risque particuliers liés aux engrais à base de nitrate d'ammonium ; 236
La production de méthane à la ferme 237
Les risques dans les Ardennes 237
Stockage d'engrais 237
Production de méthane 237
Le risque dans les Ardennes : 238
Carte des la répartition des types d'exploitation agricoles (AGRESTE) : 238
Carte des surfaces labourables : 239

Carte des stations d'épuration en cas de pollution : 240
Les prospectives dans les Ardennes 241
Carte de l'évolution des exploitations agricoles des Ardennes 241
L'analyse déterministe 242
Les engrais à risque 242
Les unités de méthanisation 242
Les pollutions 242
Les objectifs de couverture opérationnelle 242

LES RISQUES « NUCLEAIRES ET RADIOLOGIQUES » 243
L'utilisation industrielle de la radioactivité 243
La production d'électricité : 243
Le contrôle non destructif : 243
Mesure de niveau et de densité : 243
Les analyseurs de plomb : 243
Les générateurs électriques de rayonnements X 243
L'utilisation médicale de la radioactivité 243
La médecine nucléaire 243
La radiothérapie 244
La radioscopie 244
Les différents types d'accidents 244
Les accidents de contamination : 244
Les accidents d'irradiation : 244
Les situations d'urgences radiologiques: « les SUR » 245
Qu'est ce qu'une SUR : 245
Les principes de l'intervention 245
Les plans d'urgence en matière de risque radiologique dans les Ardennes 245
Les exercices nationaux dans les CNPE 246
Le risque dans les Ardennes 247
Le Centre National de Production Electrique de Chooz : 247
Le démantèlement de Chooz A de 2008 à 2016. 248
Le transport de combustible irradié : 249
Les déchets radioactifs : 249
Les industries dotées de portique de détection de la radioactivité : 254
Les sites industriels et médicaux employant des matières radioactives dans les Ardennes 254
Tableau des entreprises concernées par les utilisations industrielles : 255
Tableau des communes et entreprises concernées par les utilisations médicales : 256
Carte des aléas dans les Ardennes 257
Les risques nucléaires et radiologiques dans les Ardennes 257
Carte des emplacements de sites dotés de portique de détection dans les Ardennes 258
Carte des emplacements du risque nucléaire dans les Ardennes (DDRM 08) 259
Les communes concernées par le risque nucléaire (données PPI) : 260
Carte des périmètres du PPI du CNPE de Chooz 261
Les prospectives dans les Ardennes 262
L'analyse déterministe 262
Le CNPE de Chooz : 262
Les utilisations industrielles et médicales de matières radioactives : 262
Les transports de matières radioactives : 263
Les objets radioactifs : 263
Les sites de détection de la radioactivité : 263

Le niveau de risque par secteur : 264
Les objectifs de couverture opérationnelle 264
Le dispositif opérationnel actuel : 265
Délais opérationnels 266
Implantation des moyens : 267
Qualification des personnels : 267
Formation et information des personnels : 268
Plan d'équipement : 269
Mutualisation des moyens : 269
Organisation du service – Prévention – Prévision : 270
Réponse spécifique : 270
La couverture en matériels de secours (Equipe CMIR) : 273
La couverture en moyens hospitaliers et soutiens techniques : 274
La courbe de montée en puissance « à atteindre » des moyens de l'équipe départementale RAD : 275
LES RISQUES « TRANSPORTS ET INFRASTRUCTURES » 276
Le transport de matières dangereuses : 276
Les différents types de transport de matières dangereuses : 276
Les matières dangereuses : 277
Le risque liés aux infrastructures de transport 279
Les tunnels : 279
Les ponts : 279
Les passages à niveau dangereux : 279
Les enjeux : 279
Les réseaux de transport dans les Ardennes 281
Les axes majeurs de désserte du territoire 281
Les axes routiers 282
Les axes ferroviaires 286
Les axes fluviaux 288
Les axes aériens 289
Le risque dans les Ardennes 290
Le transport des marchandises 290
Le transport de personnes 292
Les infrastructures de franchissement 298
Carte de l'emplacement des tunnels ferroviaires 298
Les tunnels fluviaux : 299
Carte de l'emplacement des tunnels fluviaux 299
Les ponts 300
Carte des hauteurs sous ponts et des limites de tonnage : 300
Les prospectives dans les Ardennes 306
En matière de transport routier : L'A 34 prolongée par l'A 304 306
Fuseaux non définitif d'implantation de l'A 304 : 307
L'analyse statistique des risques « TRANSPORTS ET INFRASTRUCTURES » (SDIS des Ardennes – 1999/2008) 313
Tableau des relevés opérationnels 313
Graphique des relevés opérationnels 313
L'analyse déterministe 314
Le réseau routier et autoroutier 314
Le réseau ferroviaire 314

Le réseau fluvial 315
Le réseau aérien 315
Le transport de marchandise : 315
Le transport de marchandise dangereuse : 316
Les centres de stockages et de stationnement de marchandise : 316
Le transport de personne 317
Les dispositifs de franchissement : 317
Le niveau de risque par secteur : 318
Les objectifs de couverture opérationnelle 318
Le dispositif opérationnel actuel : 320
Délais opérationnels 320
Implantation des moyens : 320
Qualification des personnels : 321
Formation et information des personnels : 321
Plan d'équipement : 321
Mutualisation des moyens : 321
La couverture en matériels de secours : 324
Carte de l'emplacement des moyens de secours routier (désincarcération et protection) 324
Carte de l'emplacement des moyens spécialisés en sauvetage déblaiement 325
Carte de l'emplacement des moyens logistiques concourant au sauvetage déblaiement 326
LES RISQUES « RESEAUX ET INSTALLATIONS D'ENERGIE » 327
Les risques liés aux transports d'énergie : 327
Les risques des installations électriques 328
Les risques liés aux sites de production alternative : 328
L'éolien 328
Le risque dans les Ardennes 329
Le gaz : 329
L'électricité : 330
Le risque éolien : 331
Carte des aléas dans les Ardennes 333
L'analyse déterministe 340
L'électricité 340
Le gaz 340
L'éoliens 341
Le niveau de risque par secteur 342
Les objectifs de couverture opérationnelle 342
Le dispositif opérationnel actuel : 344
Délais opérationnels 344
Implantation des moyens : 345
Qualification des personnels : 345
Formation et information des personnels : 345
Plan d'équipement : 345
Mutualisation des moyens : 345
LES RISQUES « URBANISTIQUES » 347
Le risque bâtimentaire : 347
Le risque dans les Ardennes 351
Les ouvrages d'art : 351
Le patrimoine historique et culturel : 351
Les établissements recevant du public : 352

Les objectifs de couverture opérationnelle 362

LES RISQUES SOCIETAUX.... 363

LES RISQUES « LIES AUX PERSONNES ».... 364
Les différents types de risques 364
Les grands rassemblements : 364
Les mouvements sociaux : 364
Les zones sensibles : 365
Les installations touristiques et culturelles 366
Les risques nautiques 366
Les risques dans les Ardennes 366
Les rassemblements de personnes : 366
Les mouvements sociaux importants : 367
Les zones sensibles dans les Ardennes : 368
Les cartes de compétence en matière de sécurité publique : 368
Les installations touristiques et culturelles dans les Ardennes 369
Les activités et les risques nautiques : 386
Analyse des risques LIES AU PERSONNES : 388
Les grands rassemblements de personne : 388
Les conflits sociaux dans les Ardennes, une culture de lutte : 388
Les zones sensibles : 388
Les installations touristiques et culturelles dans les Ardennes 389
Les risques nautiques 389
Objectifs de couverture des risques « LIES AUX PERSONNES » : 390
La couverture opérationnelle actuelle 390
La couverture en matériels de secours : 396
Carte des emplacements actuels de l'équipe de plongée 396
Carte des emplacements prévus de l'équipe « SAV » en vert 397

LES RISQUES « SANITAIRES GRAVES » 398
Le risque de pandémie : 398
Généralités 398
Les principales pandémies pris en compte à ce jour : 398
Conséquence des pandémies : 399
Situation actuelle de la France : 399
Le risque d'épizootie : 399
Les contres mesures nationales 399
La réponse nationale de manière générale 399
Pour la grippe aviaire 399
Pour la grippe porcine 401
Le risque dans les Ardennes 401
Les objectifs de couverture opérationnelle 402

LES RISQUES « NRBCe ET MUNITIONS DE GUERRE» 403
Le terrorisme et le territoire francais 403
Extrait du livre de blanc de la défense nationale de 2008 : 403
Les munitions de guerre 405
Les munitions chimiques 406
Les munitions conventionnelles 407
Le risque dans les Ardennes 407

Le terrorisme 407
Les munitions 407
Les objectifs de couverture opérationnelle 408

SYNTHESE DES ANALYSES ET DES preconisations en matiere de coUVERTURE OPERATIONNELLE PAR TYPE DE RISQUE 409

BIBLIOGRAPHIE 424

ANNEXES 425

PREAMBULE

LES RISQUES PARTICULIERS

Cette partie de document traite exclusivement des risques particuliers du département des Ardennes.

Elle propose pour chaque risque considéré, une analyse basée sur trois parties complémentaires :

- Une première partie présente succinctement l'aléa considéré, ses caractéristiques, ses causes et ses conséquences en cas de sinistre ;

- Une seconde partie est basée sur l'analyse du risque dans le département des Ardennes et envisage l'accroissement à moyens terme, du risque considéré ;

- Enfin une troisième partie qui vise d'une part à faire un état des lieux de la couverture actuelle du risque considéré, puis qui propose des axes d'améliorations techniques et organisationnelles, à mettre en œuvre, afin d'adapter la couverture opérationnelle.

Les risques particuliers englobent les risques technologiques, les risques naturels et les risques sociétaux. Ces risques sont par définition de faible occurrence, mais engendrent en cas de survenue des conséquences graves et très dommageable pour la société toute entière.

Le département des Ardennes est concerné par les risques suivants :

- **Les risques technologiques :**

    - *Les risques « industriels » ;*
    - *Les risques « transports et infrastructures » ;*
    - *Les risques « hydrauliques (barrages et aménagements) » ;*
    - *Les risques « nucléaires et radiologiques » ;*
    - *Les risques « agricoles » ;*
    - *Les risques « réseaux et installations d'énergie » ;*
    - *Les risques « urbanistiques » ;*

- **Les risques naturels :**

    - *Les risques « feux d'espaces naturels » ;*
    - *Les risques « inondations » ;*
    - *Les risques « mouvements de terrain » ;*
    - *Les risques « intempéries » ;*
    - *Les risques « sismicité » » ;*

En raison de la situation géographique du département et de son climat, les risques liés aux cyclones, aux avalanches ainsi que ceux liés aux volcans ne seront pas développés dans ce document.

- **Les risques sociétaux :**

    - *Les risques « liés aux personnes » ;*
    - *Les risques « sanitaires graves » ;*
    - *Les risques « NRBCe et munitions de guerre ».*

L'analyse des risques

L'analyse des risques a été menée de deux manières complémentaires. Une manière probabiliste, basée sur l'activité opérationnelle et les retours d'expérience constatés depuis 1999, puis une manière déterministe en tenant compte des données techniques et scientifiques liées à l'existence du risque sur le territoire départemental.

Les données collectées auprès des services déconcentrés et décentralisés ont apporté une aide précieuse pour l'élaboration de ce document.

L'analyse a été basée sur la confrontation permanente des aléas identifiés, aux enjeux soumis directement ou indirectement à ces risques. Les enjeux humains et environnementaux ont guidé en grande partie notre réflexion, toutefois les enjeux économiques et matériels ont été également pris en considération.

LA COUVERTURE OPERATIONNELLE DES RISQUES PARTICULIERS

Il est extrêmement important de noter que depuis 1999, date du dernier SDACR, la couverture opérationnelle du risque particulier n'a pas cessé d'évoluer et d'être adaptée en temps réel.

Elle a été considérablement accrue avec la mise en place d'un dispositif cohérent et complet, instauré en allant. Son efficacité reste toutefois perfectible.

Les éléments déterminant pour la définition des objectifs de couverture ne sont plus simplement l'occurrence comme dans pour les risques courants, mais également la gravité supposée des effets, la spécificité de la réponse et la nécessité de coordination accrue. La réponse devient alors exceptionnelle et hors norme, les procédures dépassent l'organisation quotidienne des secours, les méthodes et le commandement doivent être adaptés.

En matière de réponse opérationnelle, une distinction doit être faite entre les risques particuliers « graves » et les risques particuliers « majeurs ».

Seuls les premiers, considérés comme susceptibles d'être gérés au niveau départemental, seront pris en compte pour dimensionner les objectifs de couverture des risques particuliers. Les risques « majeurs », pour lesquels la réponse opérationnelle ne pourra être uniquement départementale, seront couverts grâce à des renforts zonaux, voire nationaux.

Les délais de couverture opérationnelle

La réalisation des **mesures de protection des personnes** et **la mise en place des mesures conservatoires** relèvent **strictement des moyens courants**, dès lors la couverture des risques particuliers s'assoit totalement, par définition et par choix stratégique, sur la couverture opérationnelle du risque courant.

Les délais de couverture du risque particulier prennent en compte d'une part, les délais fixés pour l'arrivée sur les lieux d'un agrès dit « primo intervenant », de la géographie du département, de la localisation des bassins de risque et de la complémentarité précisée ci-dessus.

Ils doivent être regardés indépendamment pour chaque risque. Dans la majorité des cas ils ne seront pas considérés comme urgents.

Les orientations génarales de couverture

Les orientations choisies pour adapter la couverture des risques particuliers ont été en partie les suivantes :

- Adopter une répartition territoriale des équipes spécialisées, cohérente et adaptée à la spécificité des réponses opérationnelles attendues ;

- Articuler en toute complémentarité le niveau de réponse « courant » et le niveau de réponse « spécialisé » en tenant compte des attributions de chacun ;

- Assurer une réponse opérationnelle graduée, réactive et assise sur des délais raisonnables et compatibles avec les objectifs opérationnels du SDIS ;

- Tenir compte des capacités de renforts extérieurs au département (mutualisation interdépartementale, voire zonale de la réponse face aux risques très spécifiques) ;

- Favoriser la mutualisation, la polyvalence et l'emploi dual des équipes et matériels affectés à la réponse spécifique, tout en conservant un degré de technicité et d'efficacité élevé et cohérent avec les objectifs fixés ;

- Harmoniser l'organisation et la gestion des équipes spécialisées ;

- Assurer une couverture des risques particuliers, pérenne et avec des coûts maitrisés ;

- Favoriser et intégrer en temps réel les retours d'expériences opérationnelles en matière de risques particuliers et développer une approche prévisionnelle plus fine de chacun des risques ;

- Adapter en temps réel le niveau de couverture opérationnelle spécifique en tenant compte de la genèse, du déplacement, de l'accroissement ou de la disparition des risques du territoire ;

- Adapter l'organisation fonctionnelle et opérationnelle, notamment en terme de commandement et de management afin d'assurer la mise en œuvre des objectifs de couverture définis ;

- Favoriser sous l'égide des services de l'état une réponse interservices et développer les actions de coopération transdisciplinaire en matière de risque particulier ;

LES RISQUES NATURELS

Les risques « feux d'espaces naturels » ;

Les risques « inondations » ;

Les risques « mouvements de terrain » ;

Les risques « intempéries » ;

Les risques « sismicité » » ;

LES RISQUES « FEUX D'ESPACES NATURELS »

LES FEUX DE FORET :

Définition :

On parle d'incendie de forêt lorsque le feu concerne une surface minimale **d'un hectare d'un seul tenant** et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. Un incendie est un phénomène qui échappe au contrôle de l'Homme, tant en durée qu'en étendue.

La forêt, dans son intégralité, doit être considérée comme un combustible potentiel. Les flammes peuvent en effet parcourir indifféremment la végétation vivante (branches, feuilles) ou morte (aiguilles, arbres morts sur pied), tout comme les infrastructures humaines implantées en zone forestière.

Le phénomène « Feux de forêt » :

Les conditions de formation :

La période de l'année la plus propice aux feux de forêt est l'été. Les effets conjugués de la sécheresse, d'une faible teneur en eau des sols et parfois la présence d'une population peu sensibilisée au danger, peut en effet favoriser l'éclosion d'incendies.

Dans les zones les plus propices, des conditions météorologiques particulières (année de sécheresse, accumulation d'arbres au sol après une tempête) peuvent également engendrer, en toute période de l'année, des situations favorables aux départs de feux.

L'éclosion :

Selon le type de combustible, les conditions environnantes et le type de facteur à l'origine du déclenchement (naturel ou humain), l'éclosion d'un feu peut être très soudaine ou couver plusieurs jours. L'inflammabilité des végétaux est leur propriété à s'enflammer lorsqu'ils sont exposés à une source de chaleur. Elle varie fortement en fonction de la période de l'année, des conditions climatiques, de l'état de la végétation et de l'intervention humaine.

Les différents types de feux :

Une fois éclos, un feu peut prendre différentes formes, chacune étant conditionnée par les caractéristiques de la végétation et les conditions climatiques (principalement la force et la direction du vent). Ainsi on distingue :

- **Les feux de sol**, qui brûlent la matière organique contenue dans la litière, l'humus ou les tourbières. Alimentés par incandescence avec combustion, leur vitesse de propagation est faible;

- **Les feux de surface**, qui brûlent les strates basses de la végétation, c'est-à-dire la partie supérieure de la litière, la strate herbacée et les ligneux bas. Ils se propagent en général par rayonnement et affectent la garrigue ou les landes ;

- **Les feux de cimes**, qui brûlent la partie supérieure des arbres (ligneux hauts) et forment une couronne de feu. Ils libèrent en général de grandes quantités d'énergie et leur vitesse de propagation est très élevée. Ils sont d'autant plus intenses et difficiles à contrôler que le vent est fort et le combustible sec.

LES FEUX DE BROUSSAILLE :

Les feux de broussaille sont caractérisés par l'incendie de petits végétaux, en sous bois ou dans les forêts de feuillus. Ils peuvent en cas de conditions hygrométrique et météorologique défavorables donner lieu à des feux de forêt. Les départements du Nord de la France sont plus enclins à ce type de feux.

Le printemps reste plus propice à ce type de sinistre.

LES FEUX DE RECOLTE :

Les feux de récolte sont caractérisés par des développements en plaine dans les zones cultivées. On distingue les feux de récolte sur pied et les feux de récolte couchée. Ces incendies interviennent souvent lors des périodes de moisson en fin d'été ou durant des épisodes orageux, propices à l'éclosion de foyer après la chute de la foudre.

LES MODES DE PROPAGATION DES FEUX EN ESPACES NATURELS :

Lorsqu'un feu éclate, il n'est pas nécessairement dangereux, car son impact va dépendre de son intensité et de sa surface d'extension. La propagation de l'incendie va être le plus souvent déterminée par des facteurs naturels, mais des facteurs anthropiques peuvent intervenir. Parmi les premiers, on distingue :

- **La structure et la composition de la végétation** : Le terme de combustibilité caractérise l'aptitude de la végétation à propager le feu en se consumant. Lors de la combustion, des quantités de chaleur plus ou moins importantes vont être libérées, selon la structure de la forêt et des essences végétales présentes ;

- **Le vent** agit de plusieurs manières : Il apporte de l'oxygène, activant ainsi la combustion, il rabat les flammes sur la végétation, il modifie la direction du feu et il transporte des particules incandescentes ;

- **Le relief** : la pente conditionne l'inclinaison des flammes par rapport au sol et ainsi leur vitesse de propagation. L'exposition a également un rôle indirect sur la progression du feu, car elle conditionne le type de végétation, l'influence des vents et l'ensoleillement. Généralement, les versants sud et sud-ouest présentent les conditions les plus favorables pour une inflammation rapide et pour la propagation des flammes.

Certaines actions anthropiques peuvent être des facteurs aggravants de la propagation des incendies. Avec la déprise agricole, de nombreuses zones périphériques des forêts, qui pouvaient servir de zones de coupe feu, ont été colonisées par des formations végétales, telles que des friches.

La situation a été aggravée par la diminution des prélèvements en forêt et un mauvais entretien, qui ont conjointement conduit à la présence de bois morts dans les forêts et au développement des sous-bois. Ainsi, le risque de voir se propager des incendies de grande ampleur a été considérablement accru.

Quels qu'en soient les facteurs, la propagation d'un incendie se décompose en quatre étapes. Tout d'abord il y a combustion du matériel végétal, d'où émission de chaleur, puis celle-ci est transférée vers le combustible situé à l'avant du front de flammes. Dans cette zone, les végétaux absorbent la chaleur et s'enflamment.

LES ENJEUX :

Les atteintes aux hommes, aux biens et aux activités

Parmi les hommes, les plus touchés sont les sapeurs-pompiers qui payent parfois un lourd tribut en protégeant les forêts et les populations exposées aux incendies. Leur travail est d'ailleurs efficace puisqu'on déplore rarement, en France, de victimes de feux de forêt dans la population.

Les habitations, et plus particulièrement celles implantées dans les zones forestières, présentent une forte sensibilité aux feux. La destruction de zones d'activités économiques et industrielles, ainsi que des réseaux de communication, entraîne généralement un coût important et des pertes d'exploitation.

Les atteintes à l'environnement

L'impact d'un feu de forêt sur la faune et la flore est lié à son intensité et à l'intérêt biologique que présentent les espèces concernées.

Un incendie a des conséquences immédiates (modification du paysage, disparition d'animaux ou végétaux, parfois appartenant à des espèces rares), mais également à plus long terme, si l'on considère les temps nécessaires à la reconstitution des biotopes.

Parmi la faune, les reptiles et animaux rampants sont les plus touchés, car ils ne peuvent fuir les flammes comme les oiseaux et le gibier.

Les conséquences sur les sols sont déterminées par la quantité d'humidité qu'ils contiennent et la présence de matières organiques. Ils peuvent être affectés par une perte d'éléments minéraux comme l'azote, mais le principal problème est la dégradation de la couverture végétale. Elle peut être à l'origine d'un accroissement du ruissellement, d'où un risque d'érosion important.

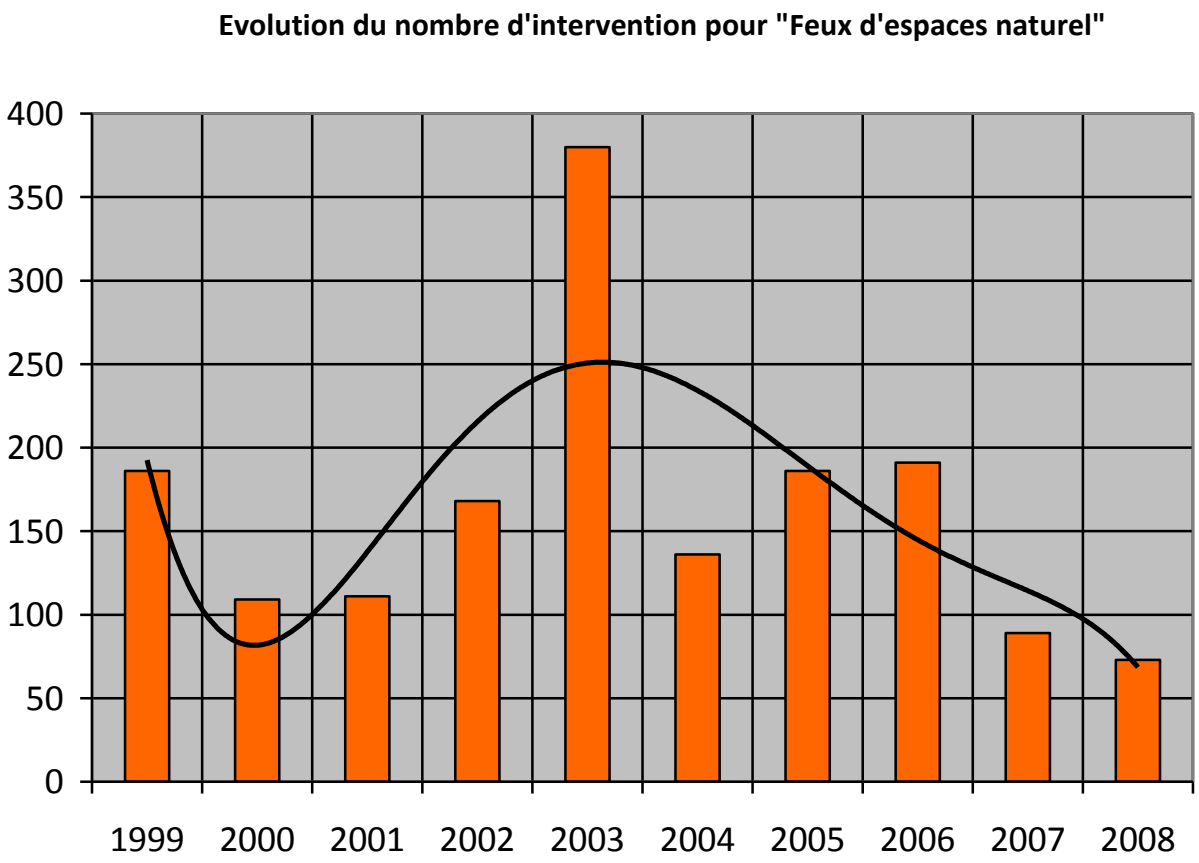
Enfin les paysages subissent d'importantes modifications, soit par l'absence de végétation, soit par la présence de nombreux arbres calcinés. Le reboisement permet de cicatriser un paysage en reconstituant des masses vertes, mais les ambiances originelles des forêts sont très difficiles à restaurer.

L'ANALYSE STATISTIQUE DES RISQUES « FEUX D'ESPACES NATURELS » (SDIS DES ARDENNES – 1999/2008)

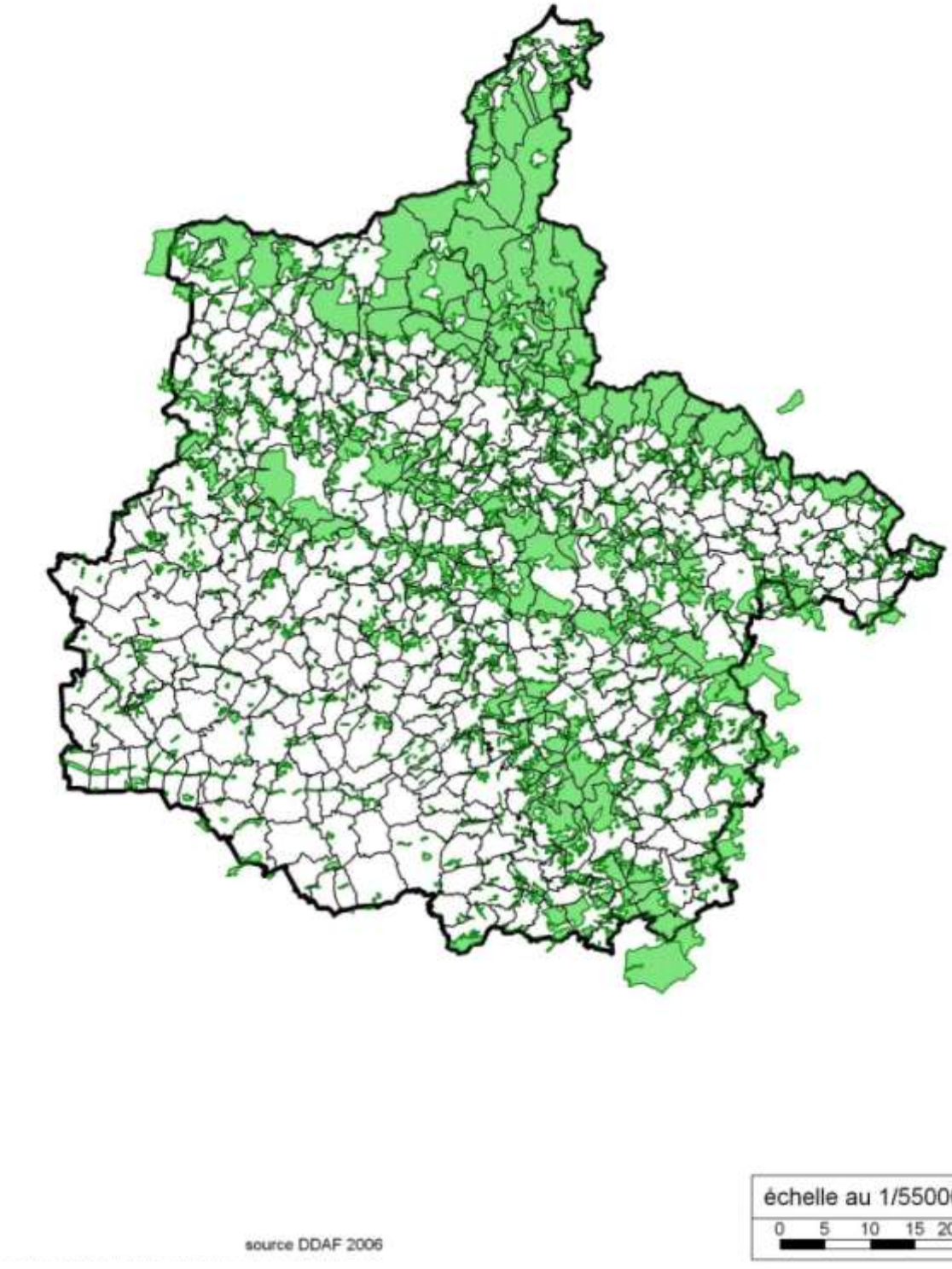
Tableau des relevés opérationnels depuis 1999

Année	*1999*	*2000*	*2001*	*2002*	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*
Nombre d'intervention	186	109	111	168	380	136	186	191	89	73
% d'accroissement		-41,40	+1,83	+51,35	+114,29	-64 ,21	+36,76	+2,69	-53,40	-17,98

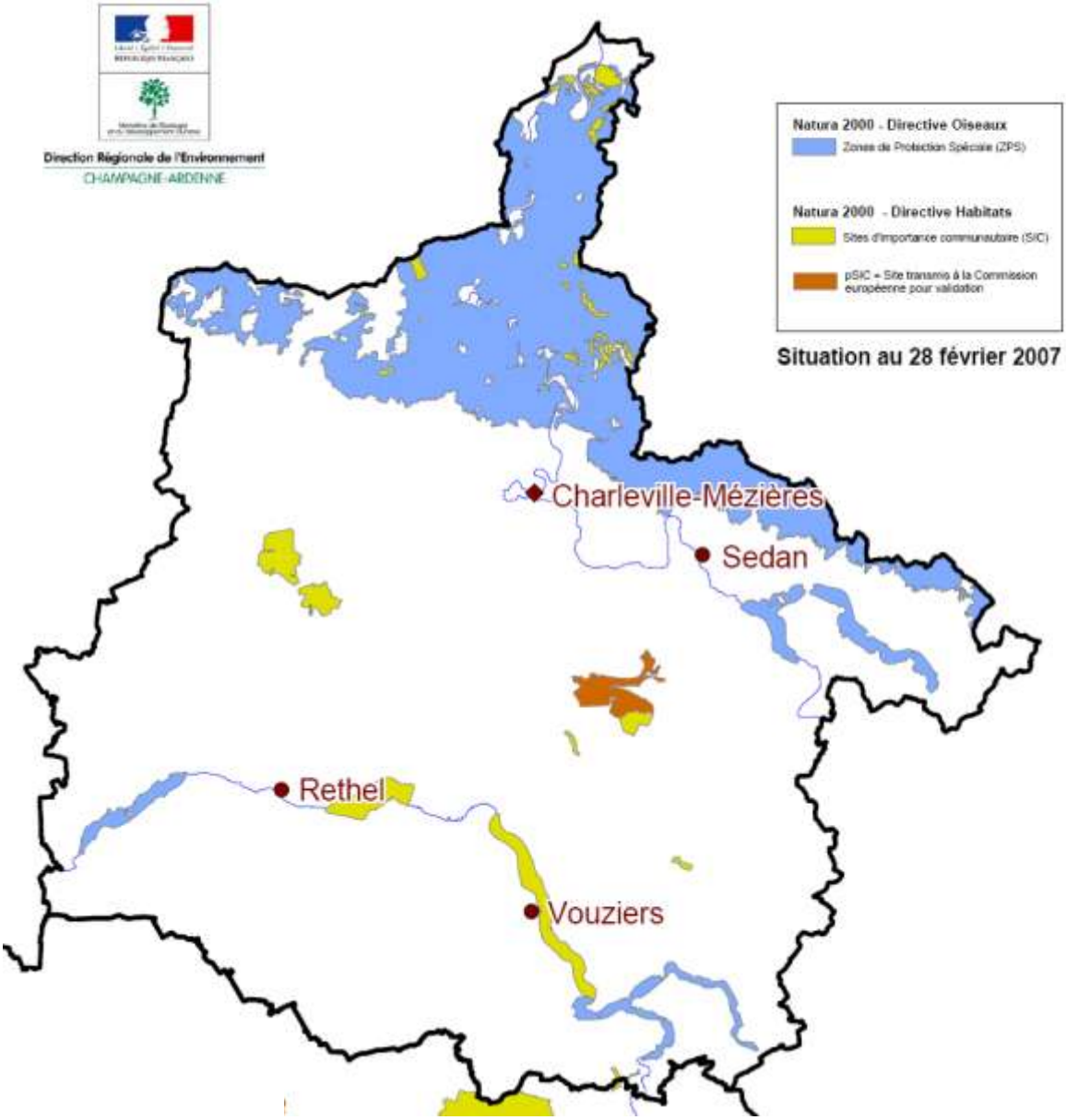
Graphique des relevés opérationnels depuis 1999



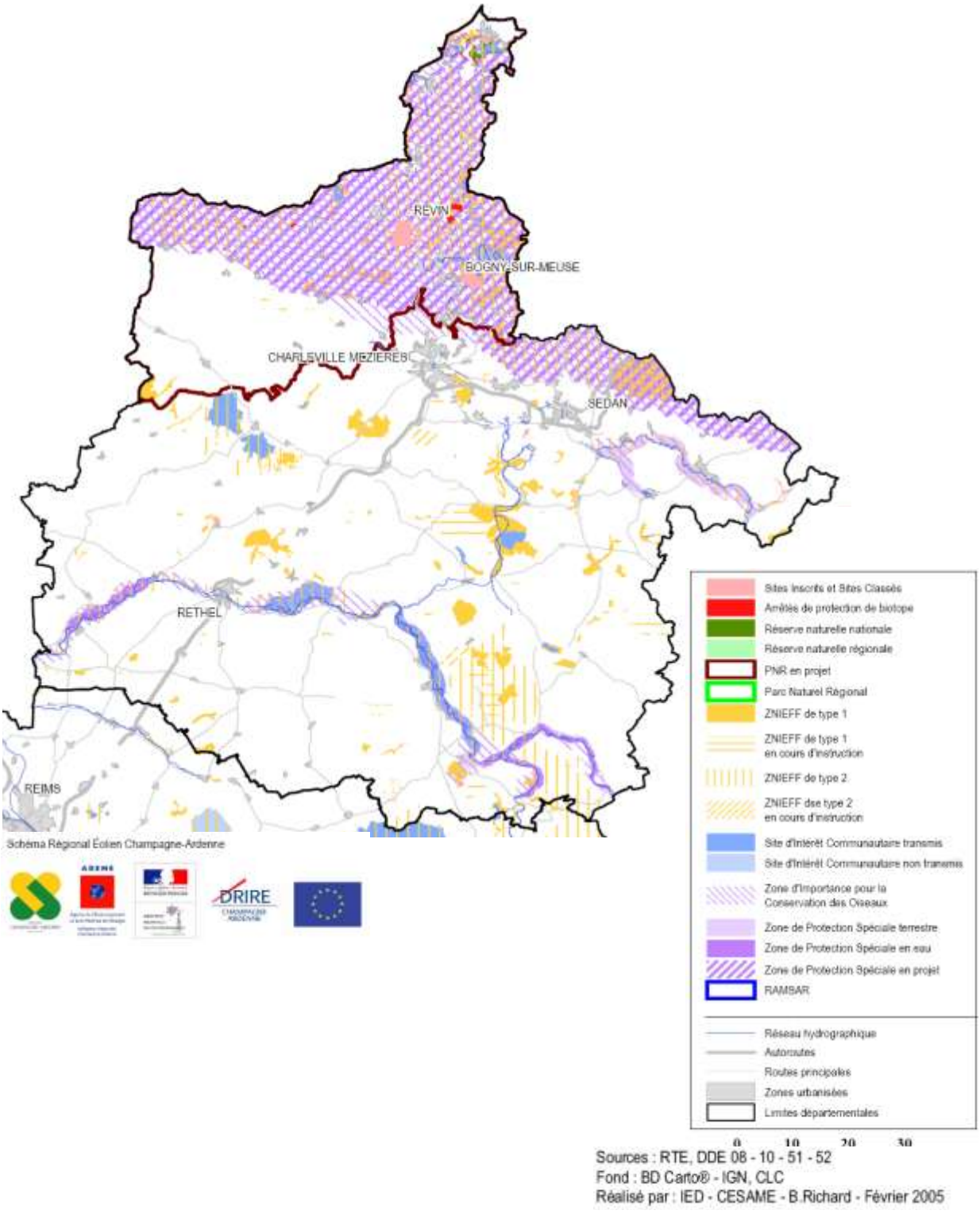
Carte de la couverture forestière du département en 2006



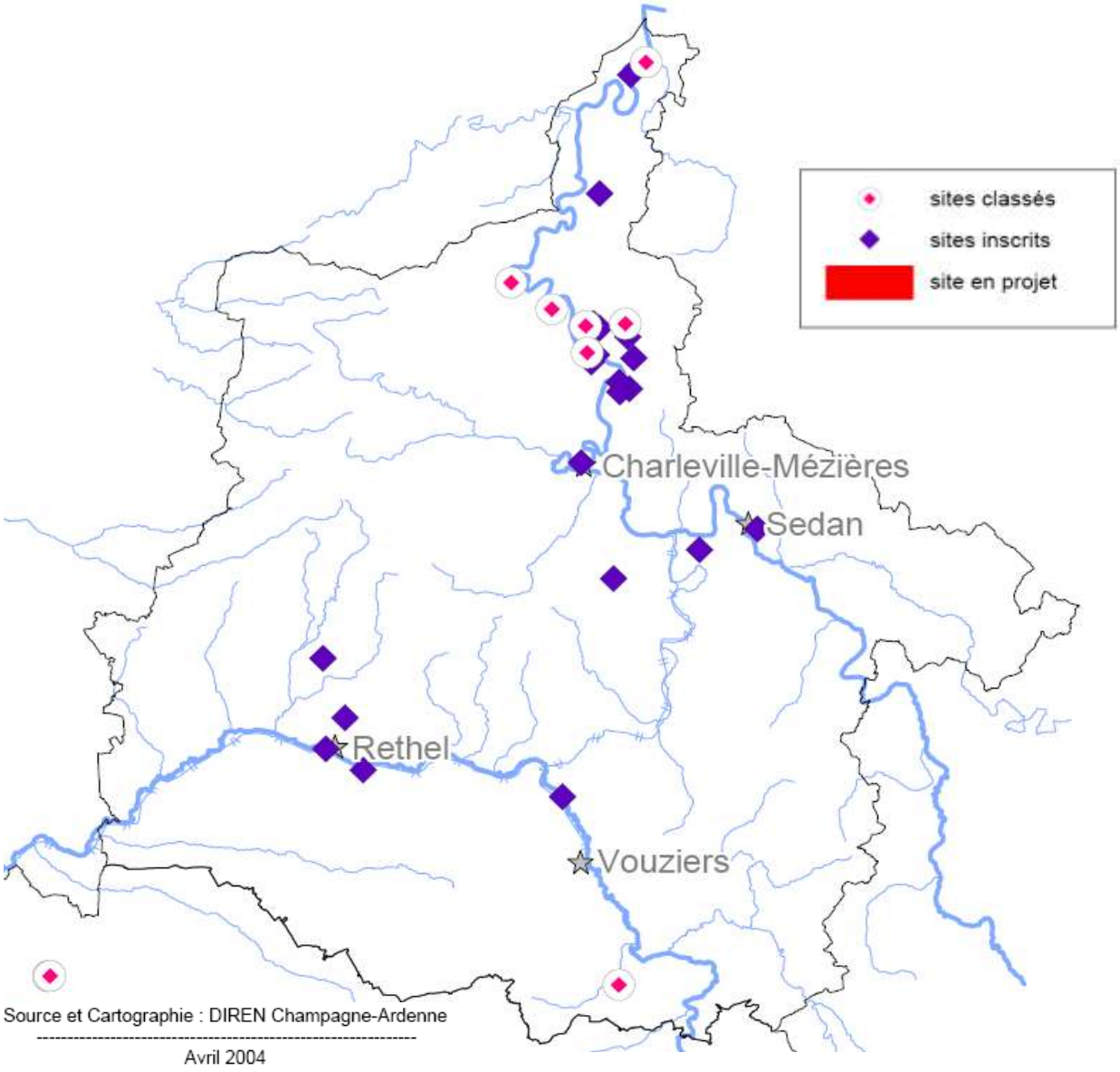
Carte des zones Natura 2000



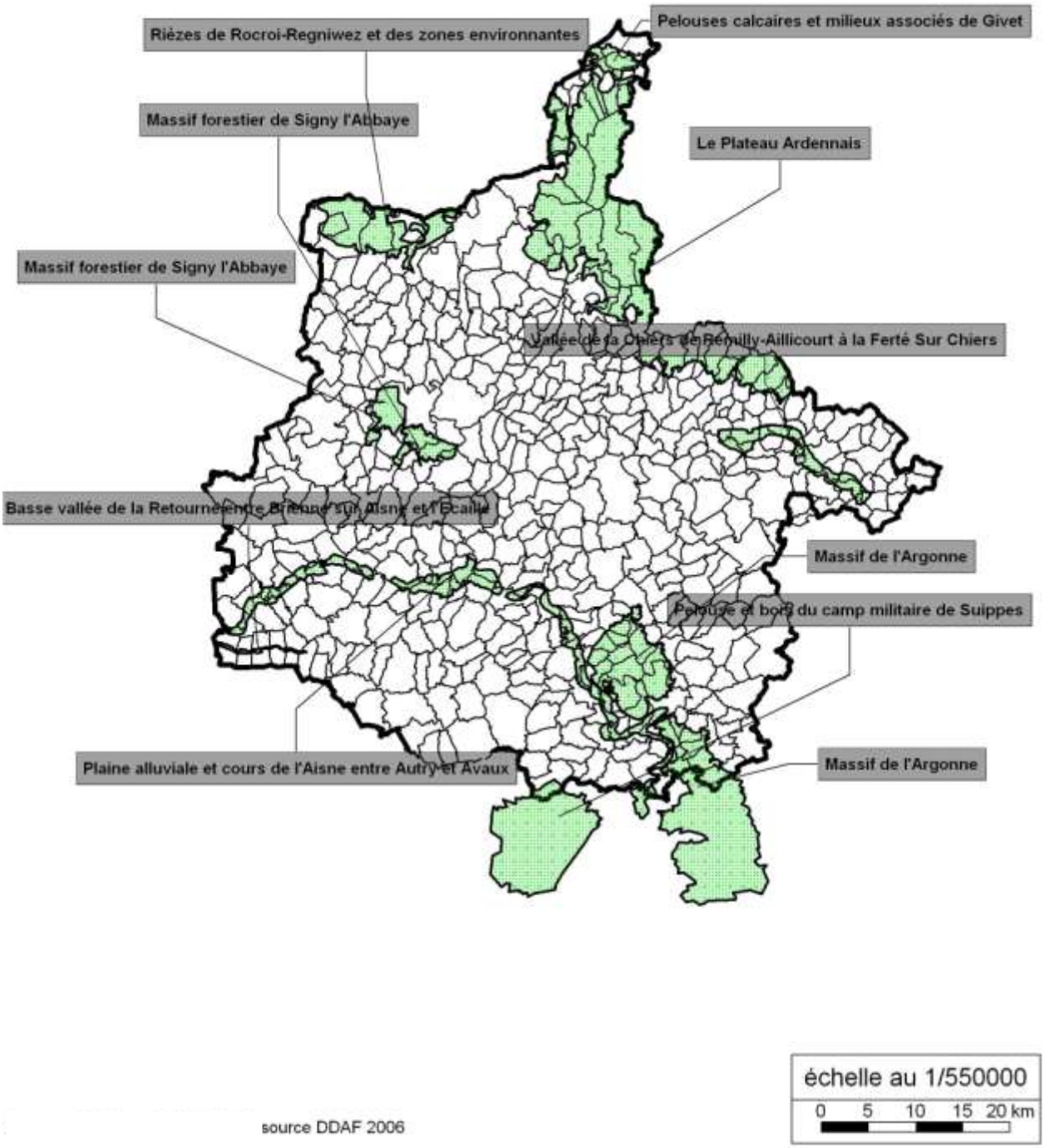
Carte des mesures de protection et des zones naturelles répertoriées



Carte des sites et paysages classés des Ardennes

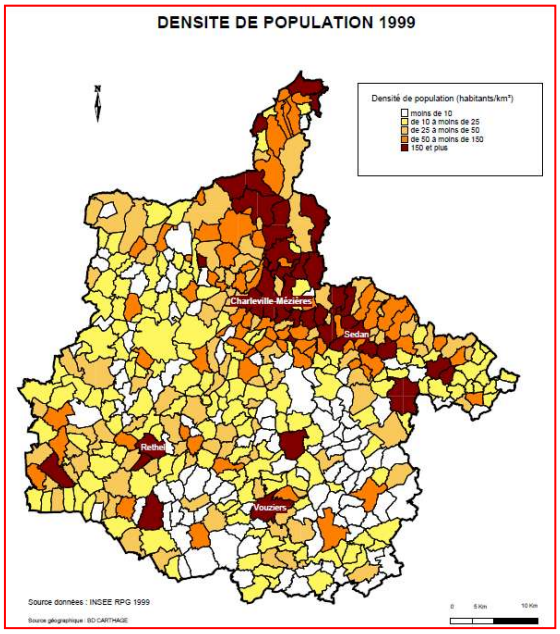


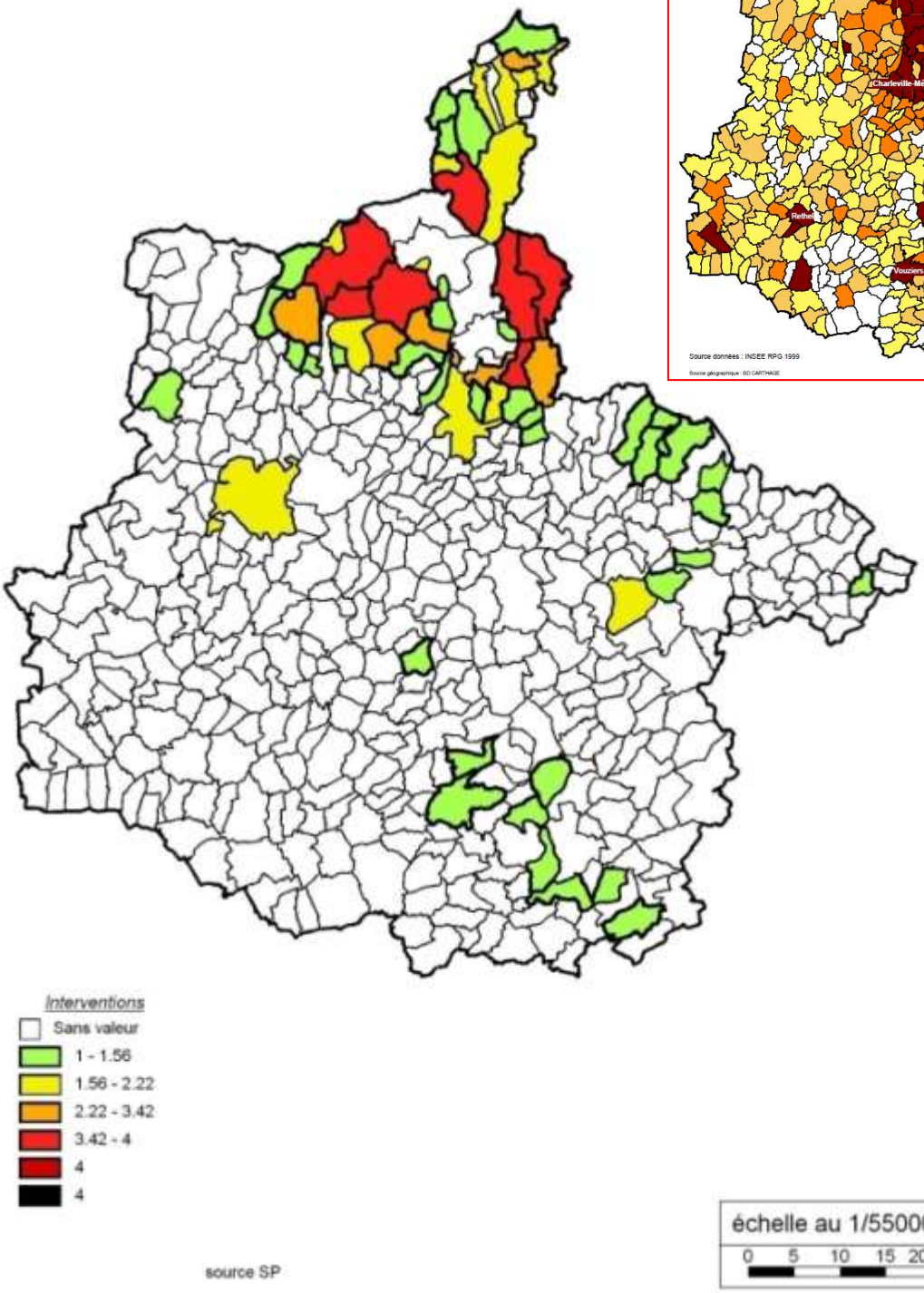
Carte des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)



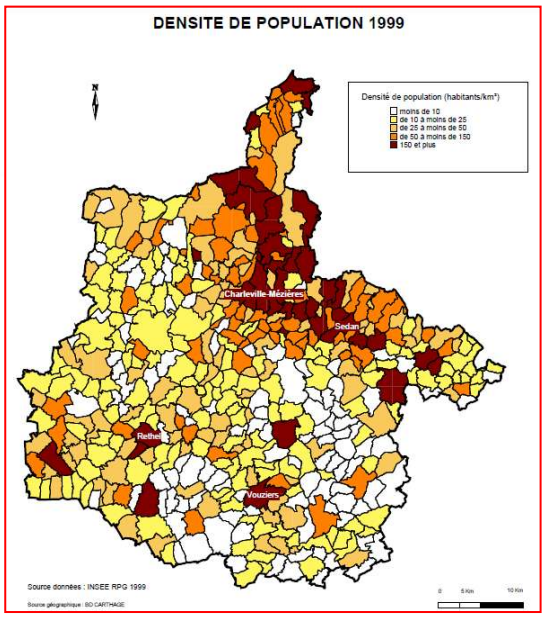
CARTES DES ALEAS DANS LES ARDENNES

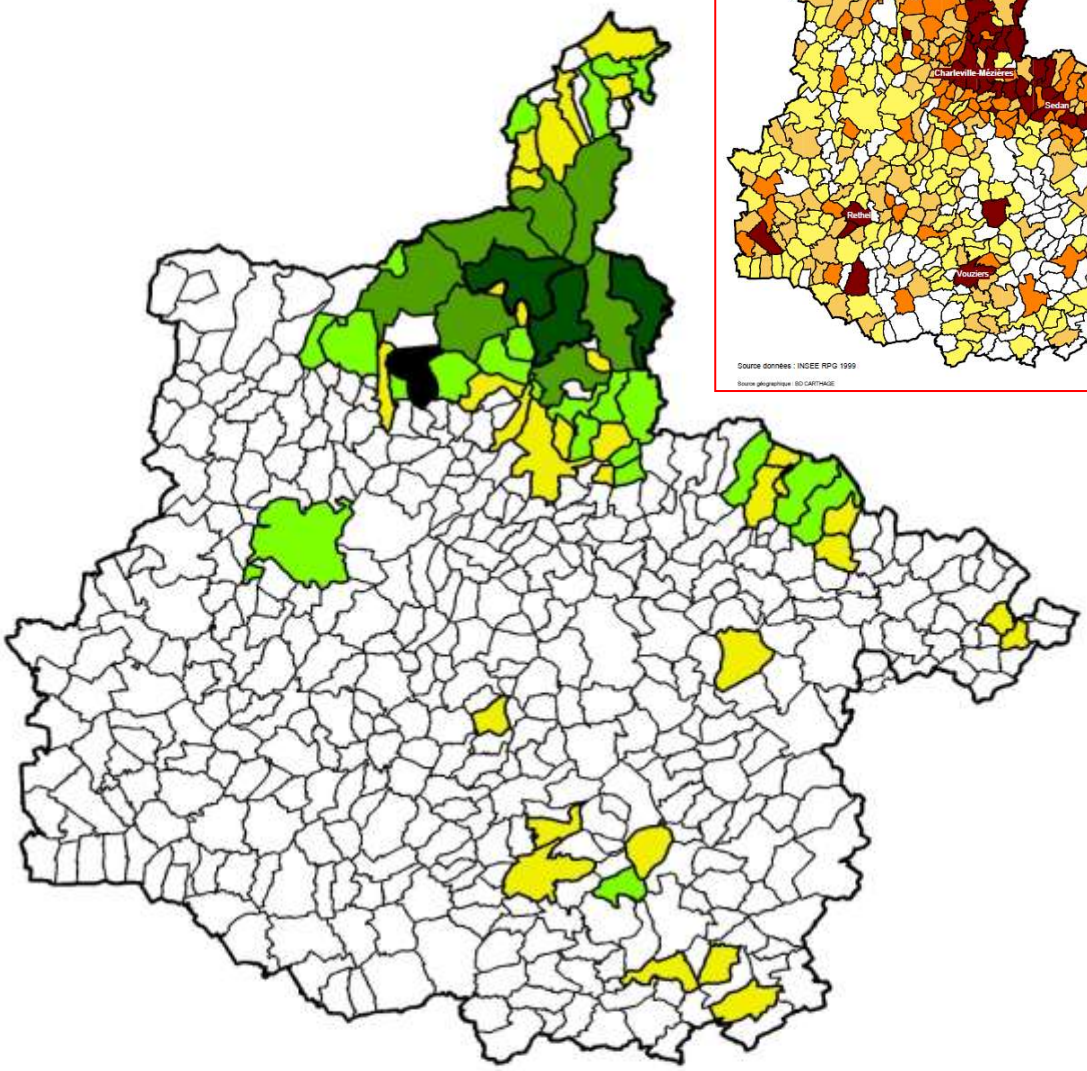
Nombre d'intervention pour feux d'espaces naturels par commune depuis 1977 (SDIS08)





Carte des surfaces brulées par commune depuis 1977 (SDIS08)





surface brulée

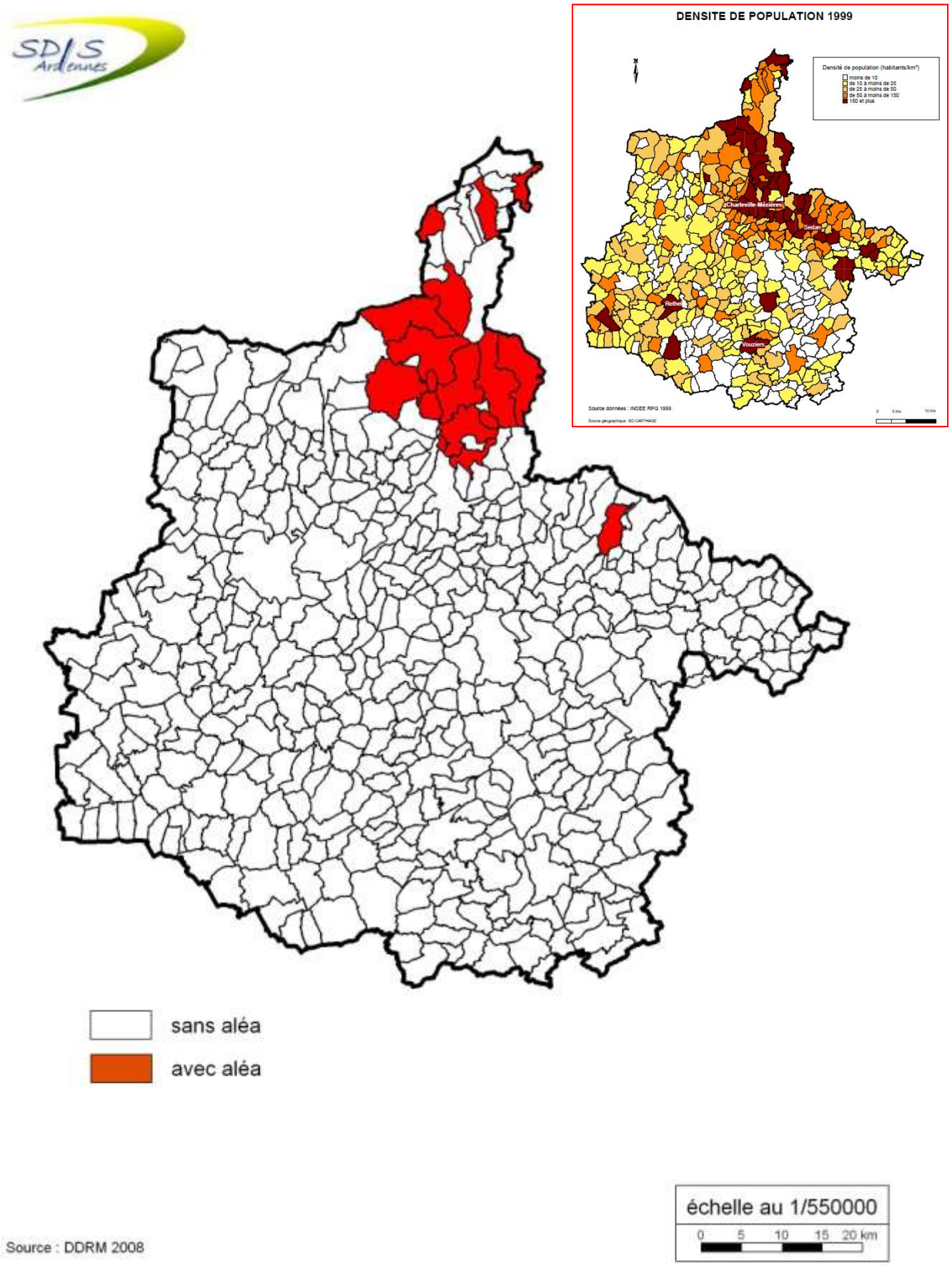
- Sans valeur
- 1 - 1.51
- 1.51 - 2.38
- 2.38 - 3.4
- 3.4 - 4.33
- 4.33 - 5

source SP

échelle au 1/550000

0 5 10 15 20 km

Carte des risques « feux d'espaces naturels » du DDRM 08



L'ANALYSE DETERMINISTE

Le département des Ardennes en raison de ses conditions météorologiques, sa couverture végétale et son relief, présente d'une manière diffuse et non régulière, un degré non négligeable de risque « feux de broussailles » et « feux de récoltes ». Le risque « feux de forêt » reste relativement limité et dépend fortement des conditions météorologiques.

Les forêts ardennaises et leurs essences :

La surface occupée par la forêt dans les Ardennes, représente près de 30 % du territoire (152 600 ha). Le taux de boisement de la partie Nord (45 %) est très supérieur à celui de la partie Sud (10 %).

Les essences composantes des forêts ardennaises sont propices à des feux de surface à propagation lente. Des conditions exceptionnelles, notamment comme celles vécues durant les étés 1976 et 2003, peuvent engendrer une augmentation significative du risque « **feux de forêt** ».

Le Nord du département y compris les secteurs Nord de Charleville Mézières, de Monthermé et de Bogny sur Meuse, reste plus favorable aux « **feux de broussaille** », toutefois les conditions météorologiques et surtout hygrométriques de cette partie du département restent défavorables à ce type de risque en dehors des périodes de sécheresse.

Le reste du département et notamment les plaines du Sud, sont plus enclines aux « **feux de récolte** »

Les enjeux liés aux feux d'espace naturels :

Les zones évoquées ci-dessus sont celles qui présentent les enjeux les plus importants aux regards de la protection des zones Natura 2000 (directive oiseaux), des zones naturelles répertoriées, des sites et paysages classés des Ardennes.

Les zones forestières des Ardennes sont localisées pour une grande partie dans les zones à plus forte densité de population.

Les contraintes des massifs ardennais et la défense incendie

Certains sites Ardennais présentent des difficultés d'accès, impliquant nécessairement des attaques pédestres pour ce type de sinistre (Quatre fils Aymons,…).

Les ressources en eau dans les zones forestières s'avèrent déficientes, aussi aucun équipement de défense incendie dédié à la protection de la forêt n'existe dans les Ardennes. Toutefois la vallée de la Meuse étant la plus concernée par ce risque, la proximité plus ou moins importante du fleuve, garantie une ressource en eau pérenne et utilisable en tous temps et en toutes circonstances.

Les données opérationnelles :

Les données opérationnelles confirment l'emplacement précité du bassin de risque depuis 1976.

Les communes les plus concernées entre 1999 et 2007

Communes	Fréquence des sinistres
BOURG-FIDELE HAYBES LES HAUTES-RIVIERES LES MAZURES NEUFMANIL ROCROI THILAY	> à 20 opérations
GESPUNSART NOUZONVILLE RANCENNES RENWEZ SECHEVAL SEVIGNY-LA-FORET	> à 10 opérations
AIGLEMONT ANCHAMPS AUBRIVES CHARLEVILLE-MEZIERES CHARNOIS CHOOZ FEPIN FROMELENNES GUE-D'HOSSUS HARCY HARGNIES RAUCOURT-ET-FLABA SIGNY-L'ABBAYE	> à 5 opérations

Le niveau de risque par secteur :

SECTEURS	*C.M*	*REVIN*	*SEDAN*	*VOUZIERS*	*RETHEL*
NIVEAU DU RISQUE	+++	+++++	++	+	-

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

La couverture opérationnelle du risque feux d'espaces naturels est réalisée en privilégiant des moyens spécifiques de lutte contre les feux de forêt, notamment des engins dotés d'une motricité renforcée et d'une capacité accrue d'accès aux zones difficiles. Ils sont dotés en sus de matériels particuliers de lutte contre les feux de végétaux.

Les techniques de lutte contre ces incendies étant particulières, les personnels disposent d'une formation spécialisée et font partie intégrante d'une équipe spécialisée dans ce domaine.

Les missions des sapeurs-pompiers

- Assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement ;
  - Assurer l'évacuation ou le confinement et la protection des zones sinistrées ;
  - Assurer la protection de la faune et de la flore ;

- Limiter l'extension et la propagation de l'incendie ;

- Assurer l'extinction du sinistre ;

- Assurer la sécurité des personnels intervenants ;

La stratégie opérationnelle

- Assurer une attaque immédiate et massive des feux naissant et des sinistres en développement, afin de limiter la propagation du sinistre et la mise en péril des enjeux limitrophes ;

- Garantir des actions d'extinction dans des zones difficilement accessibles et doter les primo intervenants des ressources en eau, nécessaires et suffisantes à la lutte contre l'incendie ;

- Favoriser une réponse basée sur la mutualisation des moyens départementaux ;

Le dispositif opérationnel actuel :

La couverture actuelle des risques considérés est assurée par 5 groupes « feux de forêt », répartis sur le territoire départemental comme suit :

Secteur	*Moyens*
Revin	2 groupes
Charleville Mézières	1 groupe
Sedan	1 groupe
Rethel	½ groupe
Vouziers	½ groupe

Les personnels armant ces engins bénéficient d'une formation spécialisée et font partie de l'équipe départementale « feux de forêt » FDF.

Le SDIS dispose actuellement des moyens suivants :

Type de moyen
Véhicule Léger Tout Terrain
CCFL
CCFM
CCFS
Cellules Eau
Cellules dévidoir automobile
Tronçonneuses
Claies de portage

Les équipes spécialisées comptent les effectifs suivants :

Spécialités	*Personnels par niveau de qualification*											
	Niveau 1			**Niveau 2**			**Niveau 3**			**Niveau 4**		
Année	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***
FDF	80	73	69	35	28	23	2	1	1	0	0	0

Il convient pour améliorer la couverture opérationnelle de :

Délais opérationnels

- Baser les délais opérationnels en la matière sur des délais identiques à ceux relevant du risque courant ;

  La stratégie opérationnelle en matière de feux d'espaces naturels impose une réponse immédiate, dès lors les délais sont ceux prescrits dans le cadre du risque courant. Il est toutefois important de signaler que le caractère spécifique de ces interventions, notamment en matière d'accessibilité aux lieux des sinistres, impacte fortement les délais d'arrivée sur les lieux des moyens engagés. Aussi l'anticipation doit rester la règle.

Implantation des moyens :

- Conserver la répartition actuelle des moyens, répartition basée sur le principe de mutualisation de 5 groupes par recomposition.

- Maintenir une couverture opérationnelle accrue dans le Nord du département, en particulier sur la pointe Ardennaise, ainsi que sur la périphérie Nord de Charleville Mézières ;

- Mailler judicieusement le reste du département pour assurer par le biais d'une couverture mutualisée et éparse la lutte contre les « feux de broussailles" et les "feux de récoltes" ;

Besoins en personnel qualifiés

- Calibrer et optimiser les effectifs de l'équipe départementale aux besoins locaux ;

  Les besoins en personnels découleront de l'étude indépendante du plan de formation (étude basée sur les 5 groupes positionnés actuellement dans les Ardennes) ;

- Orienter la formation vers les personnels assurant les fonctions de chef d'agrès des engins de lutte contre les « feux d'espaces naturels », uniquement dans les centres dotés de moyens spécialisés ;

  La formation de tous les personnels susceptibles d'armer les agrès ne semble pas nécessaire au regard des risques locaux.

Formation et information des personnels :

- Former les personnels du bassin de risque conformément au G.N.R et sensibiliser et initier le reste du personnel du département par le simple biais de la formation initiale ;

- Assurer des campagnes de maintien des acquis, basées sur des enseignements pratiques pluri annualisés (notamment pour satisfaire les besoins en matière de renforts extérieurs au département) ;

- Sensibiliser les personnels d'encadrement (chef de groupe et chef de colonne) notamment sur la capacité des moyens opérationnels et sur les modes de commandement adaptés de ce type d'unité (sensibilisation pluridisciplinaire des cadres aux spécialités) ;

- Adopter dans le cadre du plan de formation une position harmonisée face à la problématique de la conduite hors chemin des engins de lutte spécifique ;

  Le relief, ainsi que les aménagements, les dessertes et les pistes des massifs des Ardennes ne justifient pas toujours une formation complète des conducteurs d'engins à la conduite hors chemin. Le GNR conduite en cours de refonte pourra faire l'objet d'aménagement local, afin d'être cohérent avec les besoins réels identifiés ;

  Cette remarque doit être regardée sans nuire ou diminuer la qualité de formation des personnels, donc la sécurité des interventions. Toutefois, elle n'empêche absolument pas la spécialisation de certains personnels dans ce domaine, pour des interventions ponctuelles et spécifiques.

Plan d'équipement :

- Poursuivre la normalisation et l'harmonisation des moyens de lutte disséminés dans le département, afin de garantir un emploi sécurisé et homogène des agrès et matériels et garantir l'interopérabilité des moyens ;

- Mutualiser les équipements de type véhicule léger tout terrain (VLTT) employés dans le cadre de la couverture opérationnelle des «feux d'espaces naturels » avec d'autres besoins (besoins en période d'enneigement et/ou d'inondation, besoins en matière de secours à personne en zone difficile d'accès).

  La définition du nombre de VLTT n'est pas seulement dépendante du risque en question dans ce chapitre.

- Favoriser l'équipement des personnels en moyens projetables, de type claies de portage, pour garantir une attaque efficace des feux difficilement accessibles (alternatives aux approches motorisées) ;

Mutualisation des moyens :

Les sollicitations supra départementales (zonales) restent relativement limitées, en raison de la situation géographique et climatique de la zone Est.

La participation aux renforts nationaux de manière ponctuelle et non systématique ne peuvent être pris en compte dans la définition du niveau de couverture locale du risque.

Organisation du service – Prévention – Prévision :

- Maintenir le fonctionnement actuel de la permanence opérationnelle ;

  Le maintien de la capacité opérationnelle en toute circonstance de cette unité est impératif. Toutefois, au regard de l'occurrence de ce type d'intervention et de l'objectif de couverture mutualisée défini ci-dessus, une astreinte spécifique H24 n'apparaît pas nécessaire.

- Favoriser l'identification des points d'accès aux massifs forestiers ardennais ;

- Identifier les points d'alimentation à privilégier pour chaque massif forestier ;

- Préciser les modalités d'utilisation des moyens de défense extérieure des communes contre l'incendie, sur les communes non siège des sinistres.

A retenir pour le risque « feux d'espaces naturels » :

Analyse des risques

Le département des Ardennes en raison de ses conditions météorologiques, de sa couverture végétale et de son relief, présente d'une manière diffuse et non régulière, un degré non négligeable de risque « feux de broussailles » et « feux de récoltes ». Le risque « feux de forêt » reste relativement limité et dépend fortement des conditions météorologiques.

La surface occupée par la forêt dans les Ardennes, représente près de 30 % du territoire (152 600 ha). Le taux de boisement de la partie Nord (45 %) est très supérieur à celui de la partie Sud (10 %).

Le Nord du département y compris les secteurs Nord de Charleville Mézières, de Monthermé et de Bogny sur Meuse, reste plus favorable aux « **feux de broussaille** », toutefois les conditions météorologiques et surtout hygrométrique, de cette partie du département restent défavorables à ce type de risque en dehors des périodes de sécheresse.

Le reste du département et notamment les plaines du Sud, sont plus enclines aux « **feux de récolte** »

Les zones forestières des Ardennes sont localisées pour une grande partie dans les zones à plus forte densité de population. Certains sites Ardennais présentent des difficultés d'accès, impliquant nécessairement des attaques pédestres des sinistres (Quatre fils Aymons,…).

Les ressources en eau dans les zones forestières s'avèrent déficientes, aussi aucun équipement de défense incendie dédié à la protection de la forêt n'existe dans les Ardennes. Toutefois la vallée de la Meuse étant la plus concernée par ce risque, la proximité plus ou moins importante du fleuve, garantie une ressource en eau pérenne et utilisable en tous temps.

Les données opérationnelles confirment l'emplacement précité du bassin de risque.

Couverture opérationnelle

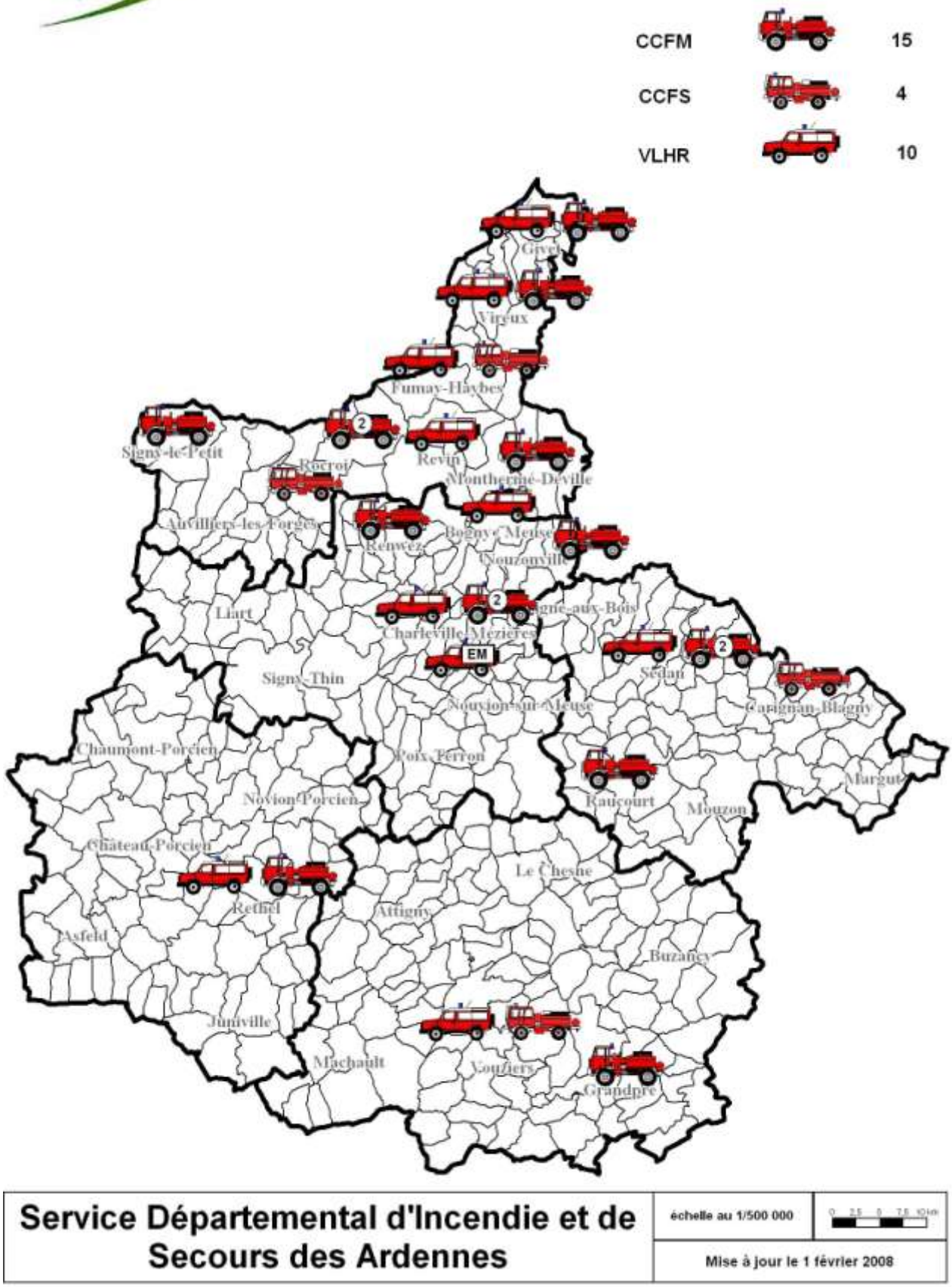
Il convient pour améliorer la couverture de :

- Conserver la répartition actuelle des moyens, basée sur le principe de mutualisation de 5 groupes par recomposition ;
- Maintenir une couverture opérationnelle accrue dans le Nord du département, en particulier sur la pointe Ardennaise, ainsi que sur la périphérie Nord de Charleville Mézières ;
- Mailler judicieusement le reste du département pour assurer une couverture mutualisée et éparse des « feux de broussailles" et des "feux de récoltes" ;
- Calibrer et optimiser les effectifs de l'équipe départementale ;
- Assurer des campagnes de maintien des acquis, basées sur des enseignements pratiques pluri annualisés (notamment dans le cadre des renforts extérieurs au département) ;
- Poursuivre la normalisation et l'harmonisation des moyens de lutte disséminés dans le département, afin de garantir un emploi sécurisé des agrès et matériels et garantir l'interopérabilité des moyens ;

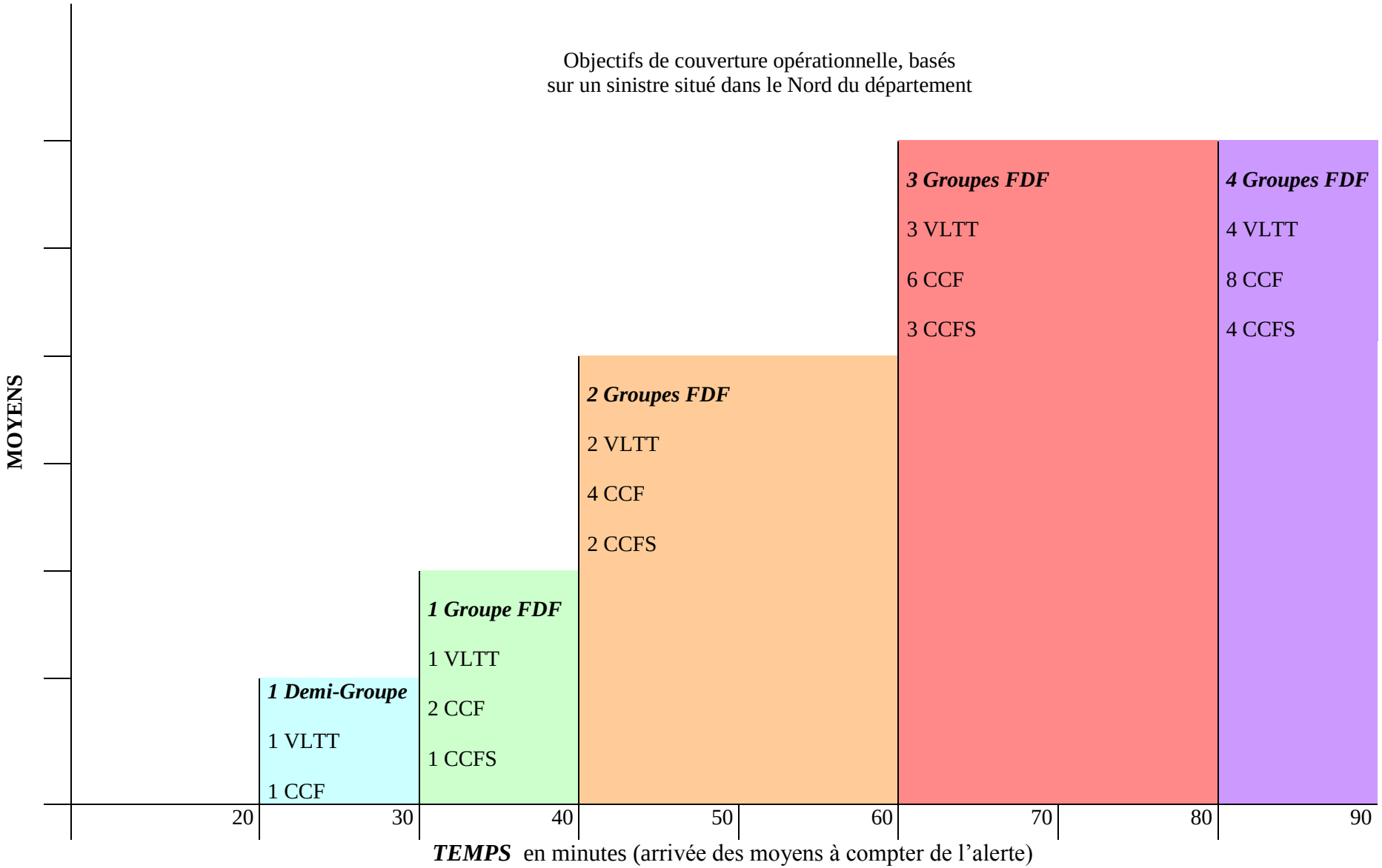
La participation aux renforts nationaux de manière ponctuelle et non systématique ne peuvent être pris en compte dans la définition du niveau de couverture locale du risque.

LA COUVERTURE EN MATERIELS DE SECOURS :

Carte de la couverture actuelle des « feux d'espaces naturels »:



La courbe de montée en puissance actuelle des moyens FDF :



LES RISQUES « INONDATIONS »

PHENOMENE :

L'inondation

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau.

Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes : **l'eau** qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement et l'**homme** qui s'installe dans l'espace alluvial pour y implanter toutes sortes de constructions, d'équipements et d'activités.

On distingue trois types d'inondation :

- La montée lente des eaux en région de plaine

Les inondations de plaine se produisent lorsque la rivière sort lentement de son lit mineur et inonde la plaine pendant une période relativement longue. La rivière occupe son lit moyen et éventuellement son lit majeur.

Après une ou plusieurs années pluvieuses, il arrive que la nappe affleure et qu'une inondation spontanée se produise : on parle d'inondation par remontée de nappe phréatique. Ce phénomène concerne particulièrement les terrains bas ou mal drainés. Sa dynamique lente perdure plusieurs semaines

- La formation rapide de crues torrentielles

Lorsque des précipitations intenses, telles des averses violentes, tombent sur tout un bassin versant, les eaux ruissellent et se concentrent rapidement dans le cours d'eau, engendrant des crues torrentielles brutales et violentes. Le cours d'eau transporte de grandes quantités de sédiments et de flottants (bois morts, etc.), ce qui se traduit par une forte érosion du lit et un dépôt des matières transportées. Ces dernières peuvent former des barrages, appelés embâcles, qui, s'ils viennent à céder, libèrent une énorme vague pouvant être mortelle.

- Le ruissellement pluvial

L'imperméabilisation du sol par les aménagements (bâtiments, voiries, parkings, etc.) et par les pratiques culturales limite l'infiltration des précipitations et accentue le ruissellement. Ceci occasionne souvent la saturation et le refoulement du réseau d'assainissement des eaux pluviales. Il en résulte des écoulements plus ou moins importants et souvent rapides dans les rues.

Au sens large, les inondations comprennent également les inondations par rupture d'ouvrages de protection (brèches dans les digues) et les inondations dans les estuaires. Ces dernières résultent de la conjonction de la crue des fleuves, de fortes marées et de situations dépressionnaires (régime de tempête).

Le débit de la rivière

- La crue

La crue correspond à l'augmentation de la quantité d'eau qui s'écoule dans la rivière (débit) et peut concerner l'ensemble du lit majeur de la rivière. L'importance de l'inondation dépend de trois paramètres : la hauteur d'eau, la vitesse du courant et la durée de la crue.

Ces paramètres sont conditionnés par les précipitations, l'état du bassin versant et les caractéristiques du cours d'eau (profondeur, largeur de la vallée, etc.). Ces caractéristiques naturelles peuvent être aggravées par la présence d'activités humaines.

- L'étiage (débit d'étiage)

C'est le débit minimum d'un cours d'eau, observé sur un temps donné en période de basses eaux.

Le lit de la rivière

- *Le lit mineur*

Le lit mineur est constitué par le lit ordinaire du cours d'eau, pour le débit d'étiage ou pour les crues fréquentes (crues annuelles).

- *Le lit majeur*

Le lit majeur comprend les zones basses situées de part et d'autre du lit mineur, sur une distance qui va de quelques mètres à plusieurs kilomètres. Sa limite est celle des crues exceptionnelles.

On distingue deux types de zone :

- **les zones d'écoulement**, au voisinage du lit mineur ou des chenaux de crues, où le courant a une forte vitesse ;
- **les zones d'expansion** de crues ou de stockage des eaux, où la vitesse est faible. Ce stockage est fondamental, car il permet le laminage de la crue, c'est-à-dire la réduction du débit et de la vitesse de montée des eaux à l'aval.

- *Le lit moyen*

Sous certains climats, notamment méditerranéens, on peut identifier un lit moyen. Pour les crues de période de retour de 1 à 10 ans, l'inondation submerge les terres bordant la rivière et s'étend dans le lit moyen.

LE PROCESSUS DE FORMATION DES CRUES

Comprendre ce processus revient à analyser les différents facteurs concourant à la formation et à l'augmentation temporaire des débits d'un cours d'eau. En simplifiant, on distingue :

- L'eau mobilisable, constituée de l'eau reçue par le bassin versant ;
- Le ruissellement, qui correspond à la part de l'eau qui n'a pu s'infiltrer dans le sol. Il dépend de la nature du sol, de son occupation de surface et de l'intensité de l'épisode pluvieux ;
- Le temps de concentration, qui est défini par la durée nécessaire pour qu'une goutte d'eau partant du point le plus éloigné de l'exutoire du bassin versant parvienne jusqu'à celui-ci ;
- La propagation de l'onde de crue, qui est fonction de la structure du lit et de la vallée alluviale, notamment de la pente et des caractéristiques du champ d'inondation.

L'influence des facteurs naturels

De nombreux paramètres influencent l'apparition d'une crue. Tout d'abord la quantité et surtout la répartition spatiale et temporelle des pluies, par rapport au bassin versant, sont déterminantes. Il peut s'agir de pluies répétées et prolongées de régime océanique ou d'averses intenses de courte durée, qui touchent de petits bassins versants.

La nature et l'occupation du sol dictent l'évaporation et la consommation d'eau par les plantes. L'absorption d'eau par le sol, l'infiltration dans le sous-sol ou le ruissellement, influencent fortement le temps de concentration des eaux. Enfin, la topographie du lit, la pente et la forme du bassin versant jouent également.

Ainsi, pour une même quantité de pluie, une crue apparaîtra ou non.

À ces paramètres s'ajoutent des facteurs naturels aggravants, comme la fonte des neiges ou la formation et la rupture d'embâcles. Les matériaux flottants transportés par le courant peuvent en effet s'accumuler en amont des passages étroits. La rupture éventuelle de ces embâcles provoque une onde puissante et destructrice en aval.

La période de retour des crues

On associe souvent à la notion de crue la notion de période de retour (crue décennale, centennale, millennale, etc.) : plus cette période est grande, plus les débits et l'intensité sont importants.

On distingue par ordre croissant :

- ***les crues fréquentes***, dont la période de retour est comprise entre un et deux ans ;
- ***les crues moyennes***, dont la période de retour est comprise entre dix et vingt ans ;
- ***les crues exceptionnelles***, dont la période de retour est de l'ordre de cent ans ;
- ***la crue maximale vraisemblable***, qui occupe l'intégralité du lit majeur.

L'aléa de référence servant de base à l'élaboration des documents réglementaires correspond à l'événement centennal ou au plus fort événement connu, s'il présente une fréquence supérieure à cent ans.

Une crue de fréquence millénale est une crue dont la probabilité d'occurrence annuelle est égale à 1/1 000 soit 0,001 (une chance sur mille de se produire au cours d'une année donnée).

Une crue de fréquence décamillénale est une crue dont la probabilité d'occurrence annuelle est égale à 1/10 000 soit 0,0001 (une chance sur dix mille de se produire au cours d'une année donnée).

Trois paramètres principaux sont nécessaires pour qualifier l'aléa inondation.

- **La hauteur et la durée de submersion**

La hauteur de submersion peut avoir un impact important sur le bâti, notamment lorsqu'elle dépasse la cote de référence. La structure porteuse de l'habitation peut être endommagée et les sols et murs gorgés d'eau.

Lorsque la durée de submersion est importante (supérieure à 24 h voire 48 h), des problèmes sanitaires peuvent survenir, l'eau étant souvent sale, contaminée par les égouts ou parfois le mazout échappé des cuves.

Pour l'homme, on considère généralement que des hauteurs d'eau supérieures à 50 cm sont dangereuses. À titre d'exemple, une voiture commence à flotter à partir de 30 cm d'eau.

- **La vitesse du courant**

La vitesse d'écoulement est conditionnée par la pente du lit et sa rugosité. Elle peut atteindre plusieurs mètres par seconde. La dangerosité de l'écoulement dépend du couple hauteur/vitesse. À titre d'exemple, à partir de 0,50 m/s, la vitesse du courant devient dangereuse pour l'homme, avec un risque d'être emporté par le cours d'eau ou d'être blessé par des objets charriés à vive allure.

- **Le volume de matière transportée**

Ce volume est communément appelé « ***transport solide*** ». Il s'agit de matériaux (argiles, limons, sables, graviers, galets, blocs, etc.) se trouvant dans les cours d'eau, et dont le transport peut s'effectuer soit par suspension dans l'eau, soit par déplacement sur le fond du lit, du fait des forces liées au courant. Le terme de transport solide ne comprend pas le transport des flottants (bois morts...).

LES ENJEUX ET LES EFFETS INDIRECTS DES CRUES :

Les atteintes aux hommes, aux biens et aux activités

La vulnérabilité de la population est provoquée en particulier par sa localisation en zone inondable. Sa mise en danger survient surtout lorsque les délais d'alerte et d'évacuation sont trop courts ou inexistants, lors des crues rapides ou torrentielles.

Le danger se traduit par le risque d'être emporté ou noyé, ainsi que par l'isolement sur des îlots coupés de tout accès. Lors des inondations des dix dernières années, plus du tiers des victimes étaient des automobilistes surpris par la crue.

L'interruption des communications peut gêner, voire empêcher l'intervention des secours. Par ailleurs, on estime que les dommages indirects (perte d'activité, chômage technique, etc.) sont souvent plus importants que les dommages directs occasionnés aux biens mobiliers et immobiliers.

Les inondations peuvent dans de nombreux cas porter préjudice au système de retraitement et d'épuration d'eau et entrainer une pénurie d'eau potable.

Les atteintes à l'environnement

Les dégâts au milieu naturel sont dus à l'érosion, aux déplacements du lit ordinaire, aux dépôts de matériaux, etc. Les phénomènes d'érosion, de charriage, de suspension de matériaux et d'alluvionnement participent à l'évolution du milieu naturel dans ses aspects positifs comme négatifs.

Pour les zones industrielles situées en zone inondable, un risque de pollution et d'accident technologique est à prendre en compte.

LES ALERTES PREVENTIVES EN MATIERE DE CRUES :

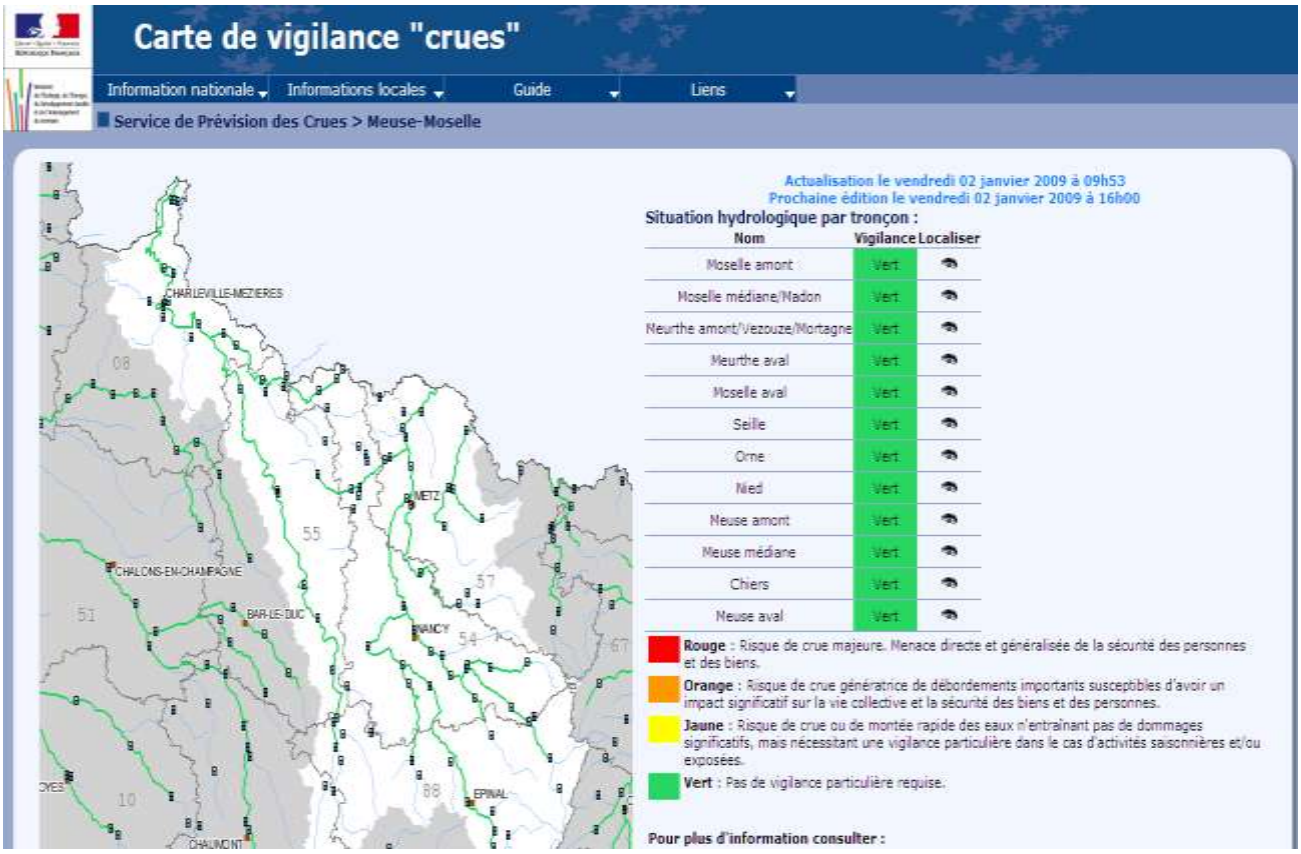
Le réseau d'alerte nationale : les carte de vigilance des crues

La vigilance « crues » est fondée sur les mêmes principes que la vigilance météorologique mise en place par Météo France depuis 2001. Son objectif est d'informer le public et les acteurs de la gestion de crise en cas de risque de crues survenant sur les cours d'eau principaux dont l'Etat prend en charge la mission réglementaire de surveillance, de prévision et de transmission de l'information sur les crues.

La vigilance « crues » est destinée à informer tous les publics intéressés, particuliers, ou professionnels, sous une forme simple et claire. Elle est aussi destinée aux pouvoirs publics en charge de la sécurité civile (préfets et maires), qui déclenchent l'alerte lorsque c'est nécessaire et mobilisent les moyens de secours.

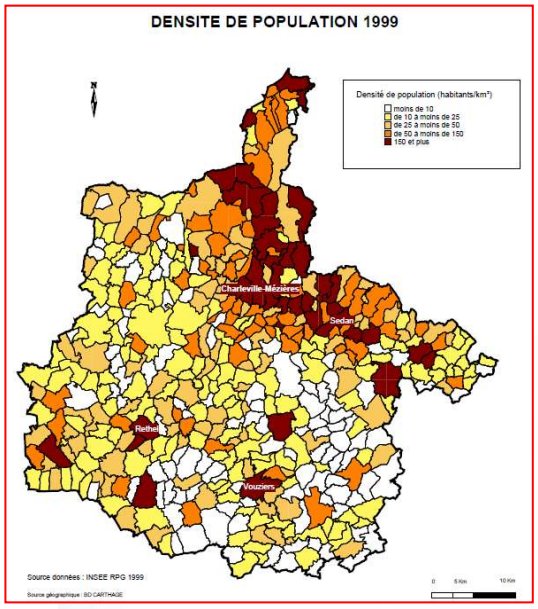
Chaque cours d'eau inclus dans la vigilance « crues », visible sur la carte de vigilance, est divisé en tronçons. A chaque tronçon est affectée une couleur, vert, jaune, orange ou rouge, selon le niveau de vigilance nécessaire pour faire face au danger susceptible de se produire dans les heures ou les jours à venir.

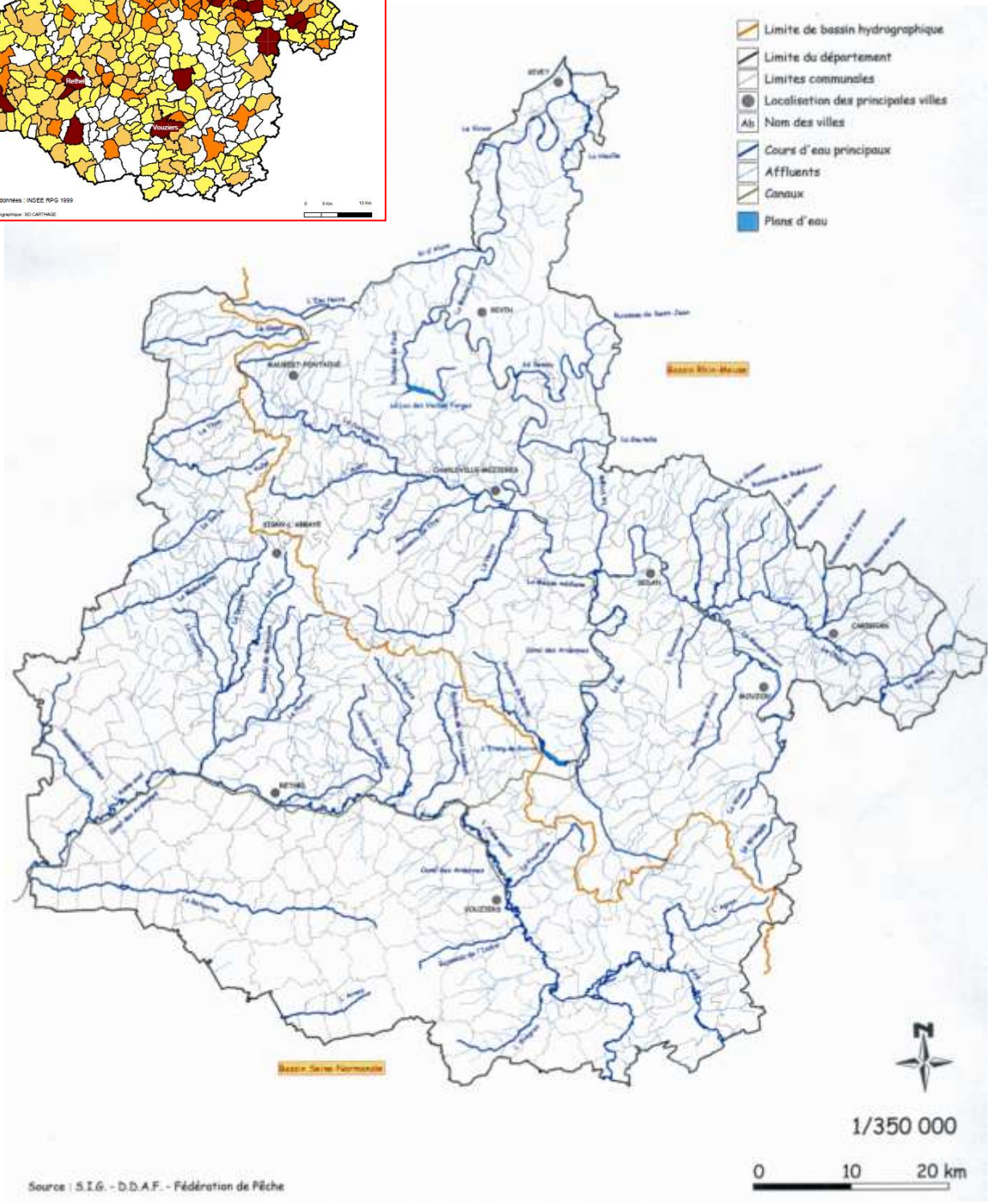
Carte de vigilance du bassin « Meuse Moselle »



LE RISQUE DANS LES ARDENNES

Carte hydrographique des Ardennes





Les crues de la Meuse :

La vallée de la Meuse est soumise à des inondations fréquentes. Dans les Ardennes, se concentrent à la fois le plus fort potentiel d'enjeux et les aléas les plus importants, les dernières crues les plus catastrophiques se sont produites en janvier 1991, décembre 1993 et surtout janvier 1995.

Les aménagements effectués depuis 1995 en Ardennes (Françaises et Belges) :

Suite à ces inondations, à l'initiative des élus lorrains et champardennais, et en concertation avec le préfet de Lorraine, préfet coordonnateur du bassin Rhin – Meuse, l'Etablissement Public d'Aménagements de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA), a été créé le 2 juillet 1996. Syndicat mixte de collectivités, il regroupe les Régions Champagne Ardenne et Lorraine, les départements de la Haute Marne, des Vosges, de la Meuse, et des Ardennes ainsi que de nombreuses communes ou groupements de communes riveraines de la Meuse et de ses affluents.

L'EPAMA intervient dans l'aménagement et la gestion du fleuve et de ses affluents, au service des collectivités qui le composent. Son activité intègre trois préoccupations essentielles :

- **La protection des biens et des personnes**, par des travaux contre les inondations dans les secteurs les plus fortement urbanisés ou industrialisés et par la création d'ouvrages permettant de laminer les crues.

- **La prévention des risques par l'amélioration des systèmes d'annonce des crues** et de gestion des crises inondation ainsi que par la gestion de l'urbanisme dans les secteurs exposés aux inondations.

- **La réhabilitation du fleuve et la protection de l'environnement** enfin, par la préservation des zones humides notamment.

A ce titre l'EPAMA réalise des projets à l'échelle du bassin (études, programmes, travaux). Il contribue à la sensibilisation du public et des divers partenaires concernés. A leur demande, il coordonne et porte les politiques de l'eau menées par ses collectivités membres.

En matière d'aménagement et dans le respect du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), la stratégie adoptée combine deux catégories principales d'aménagements :

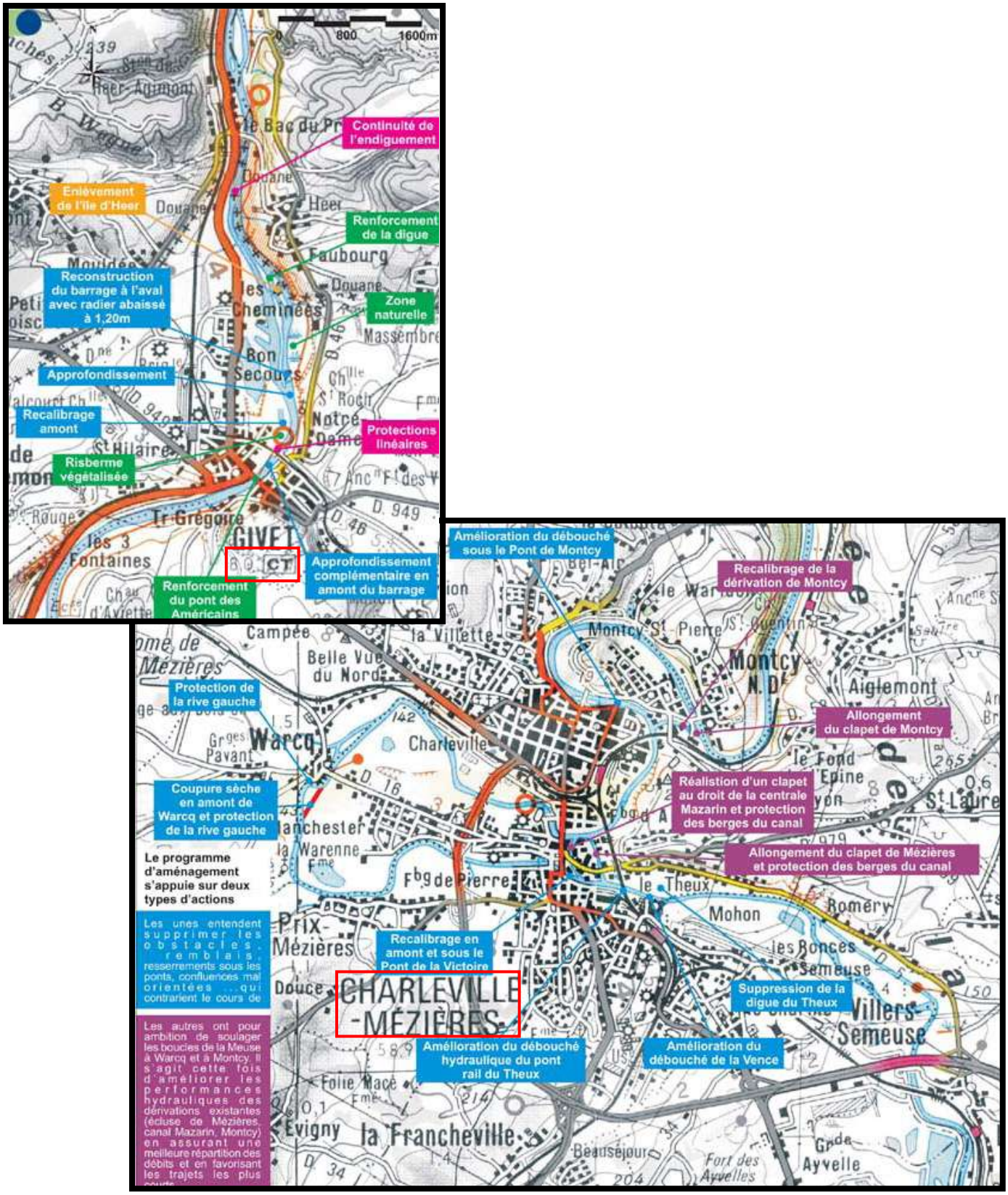
- **Des aménagements dits « globaux »** (retenues sèches) dont le but est de réduire, par la régulation des crues, les débits et donc les hauteurs de submersion sur l'ensemble de la vallée en aval des ouvrages.

- **Des aménagements dits « localisés »** (coupures de boucles, recalibrages, suppression d'obstacles aux écoulements, endiguements) qui visent à augmenter la capacité d'écoulement et donc à réduire localement les hauteurs de submersion ou à mettre hors d'eau les zones les plus exposées.

Au vu des éléments techniques et économiques fournis par l'étude, l'EPAMA a opté pour un scénario d'aménagement combinant l'action d'un aménagement global constitué de retenues en lits majeurs ou zones de ralentissement dynamique des crues (ZRDC), et d'aménagements localisés sur les sites les plus sensibles.

Le premier programme porte sur la réalisation d'aménagements localisés dans la traversée des agglomérations de Charleville – Mézières - Warcq et de Givet, les plus sujettes aux inondations.

Aménagements réalisés – Givet et Charleville Mézières:



Sous maîtrise d'ouvrage du SIVU de Charleville-Mézières Warcq, de Voies Navigables de France et de la ville de Givet, les aménagements retenus sont du type reconstruction de barrage, recalibrage, endiguements et/ou coupures de boucle.

C'est pourquoi l'EPAMA a été chargé de la réalisation d'une Zone de Ralentissement Dynamique des Crues (ZRDC) de la Meuse en amont de Mouzon, dont l'objectif principal est de compenser les effets hydrauliques négatifs induits par les aménagements localisés.

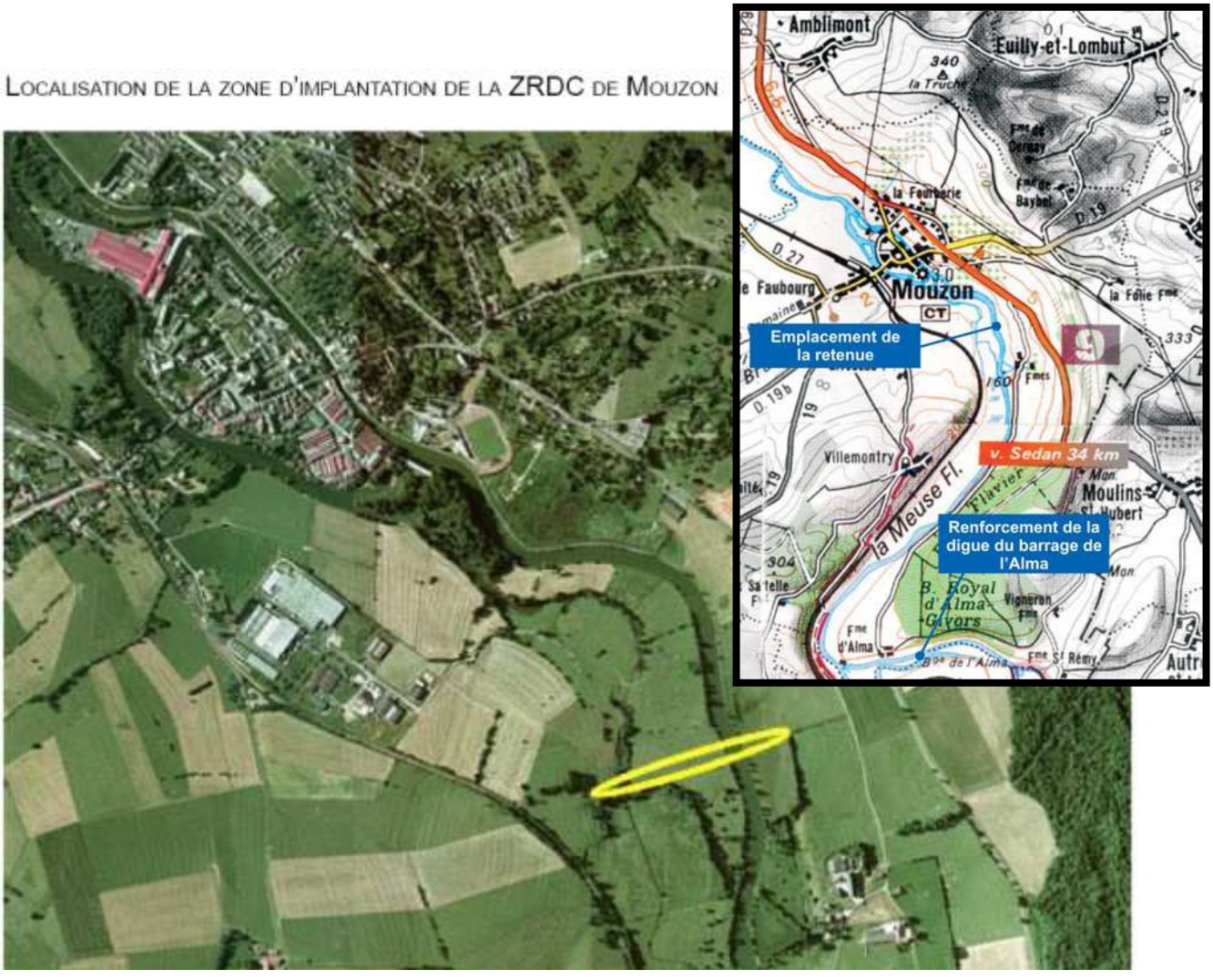
Les avantages se mesurent à une réduction très significative des hauteurs d'inondation pour l'ensemble des types de crue dans les secteurs les plus sensibles de la zone concernée par le programme :

Jusqu'à – 71 cm à Givet pour une crue centennale type 1995,
Jusqu'à – 90 cm à Charleville-Mézières – Warcq pour une crue centennale type 1995

Les zones de relevé des crues de Charleville Mézières, Givet et Sedan figurent en annexe I.

Zone de ralentissement dynamique des crues (ZDRC) de Mouzon:

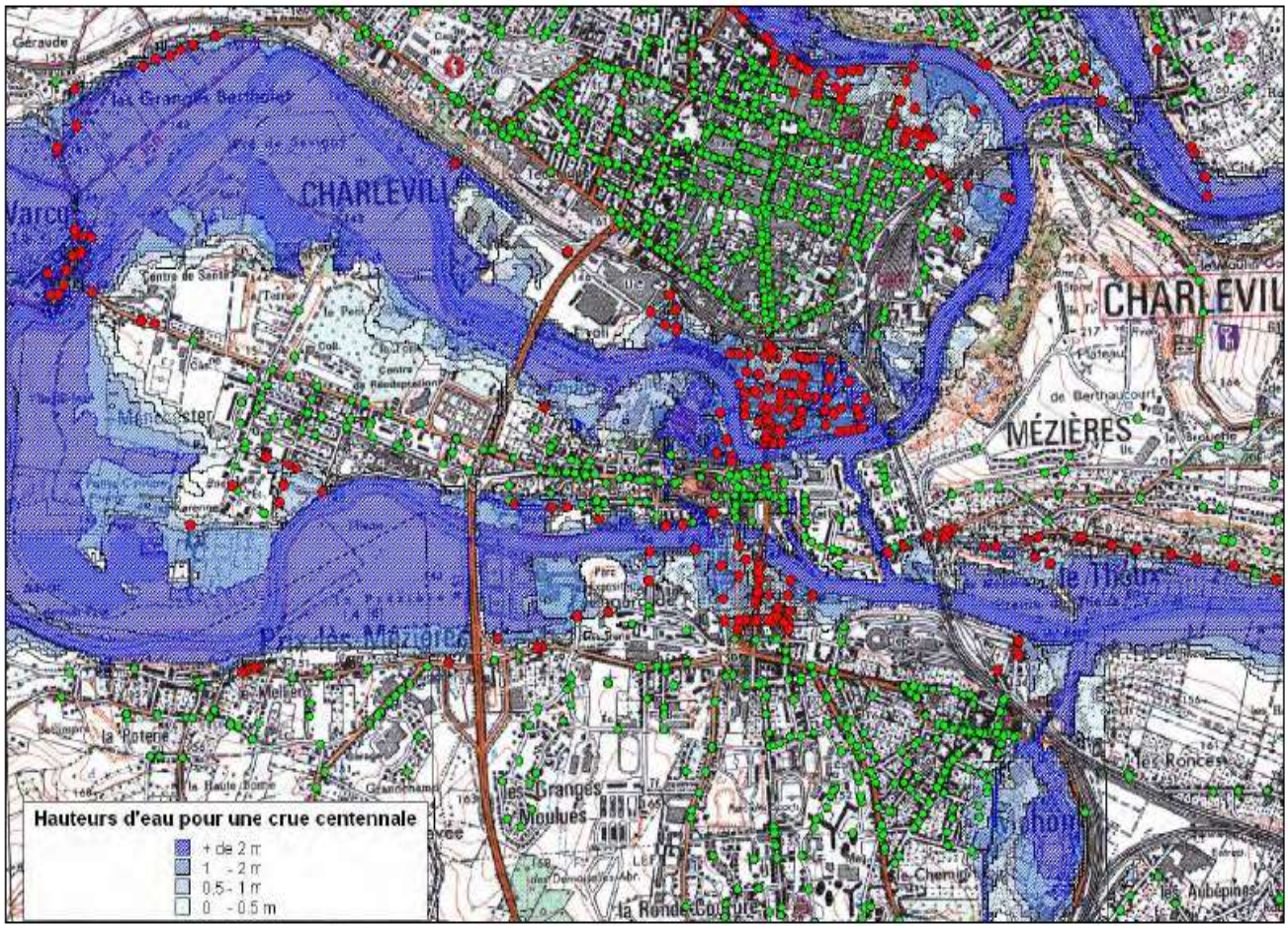
LOCALISATION DE LA ZONE D'IMPLANTATION DE LA ZRDC DE MOUZON



Le logiciel OSIRIS :

L'EPAMA a développé un logiciel d'aide à la décision et de gestion prévisionnel des conséquences des crues. Il permet également de gérer l'annonce des crues et l'information des populations en temps réel. A terme ce logiciel nommé OSIRIS sera capable de gérer ces données sur toutes les communes concernées des Ardennes.

Il permet de donner pour une zone donnée, à partir de constatations des trois dernières crues centennalisées (1983, 1993 et 1995), le nombre de personnes sinistrées dans la zone et d'identifier les établissements pré répertoriés touchés.



Exemple de carte prévisionnelle par niveau de crue

Les plans de prévention des risques inondations dans les Ardennes

Les données pré citées sont notamment employées pour la réalisation des plans communaux de sauvegarde et les plans de prévention des risques inondation (PPRi). Une carte page 48 délivre l'état d'avancement de la validation de PPRi dans le bassin de la Meuse et de l'Aisne.

Nota : Pour limiter les conséquences des risques dans les secteurs urbanisés, le Préfet dispose d'un outil réglementaire créé par l'article L 562-1 du Code de l'environnement, le Plan de Prévention des Risques Naturels qui se décline en Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) lorsqu'il vise à prévenir et limiter les conséquences de fortes crues.

Dans les zones urbanisées, la prévention du risque inondation passe essentiellement par une meilleure maîtrise de l'urbanisation.

Le PPRI a pour objectif de réduire les risques en fixant les règles relatives à l'occupation des sols et à la construction des futurs biens.

Il peut également fixer des prescriptions ou des recommandations applicables aux biens existants. Le PPRI crée des servitudes d'utilité publique intégrées dans le plan local d'urbanisme auquel toute demande de construction doit être conforme.

Les plans communaux de sauvegarde :

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) s'intègre dans l'organisation générale des secours. Créé et mis en œuvre sous l'autorité du maire, il constitue le maillon local de l'organisation de la sécurité civile. Son élaboration repose sur l'analyse des risques et de la vulnérabilité de chaque commune ou de chaque quartier.

Nota : Le plan communal de sauvegarde définit, sous l'autorité du maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Il établit un recensement et une analyse des risques à l'échelle de la commune. Il intègre et complète les documents d'information élaborés au titre des actions de prévention. Le plan communal de sauvegarde complète les plans ORSEC de protection générale des populations.

Carte des plans de prévention des risques inondations :

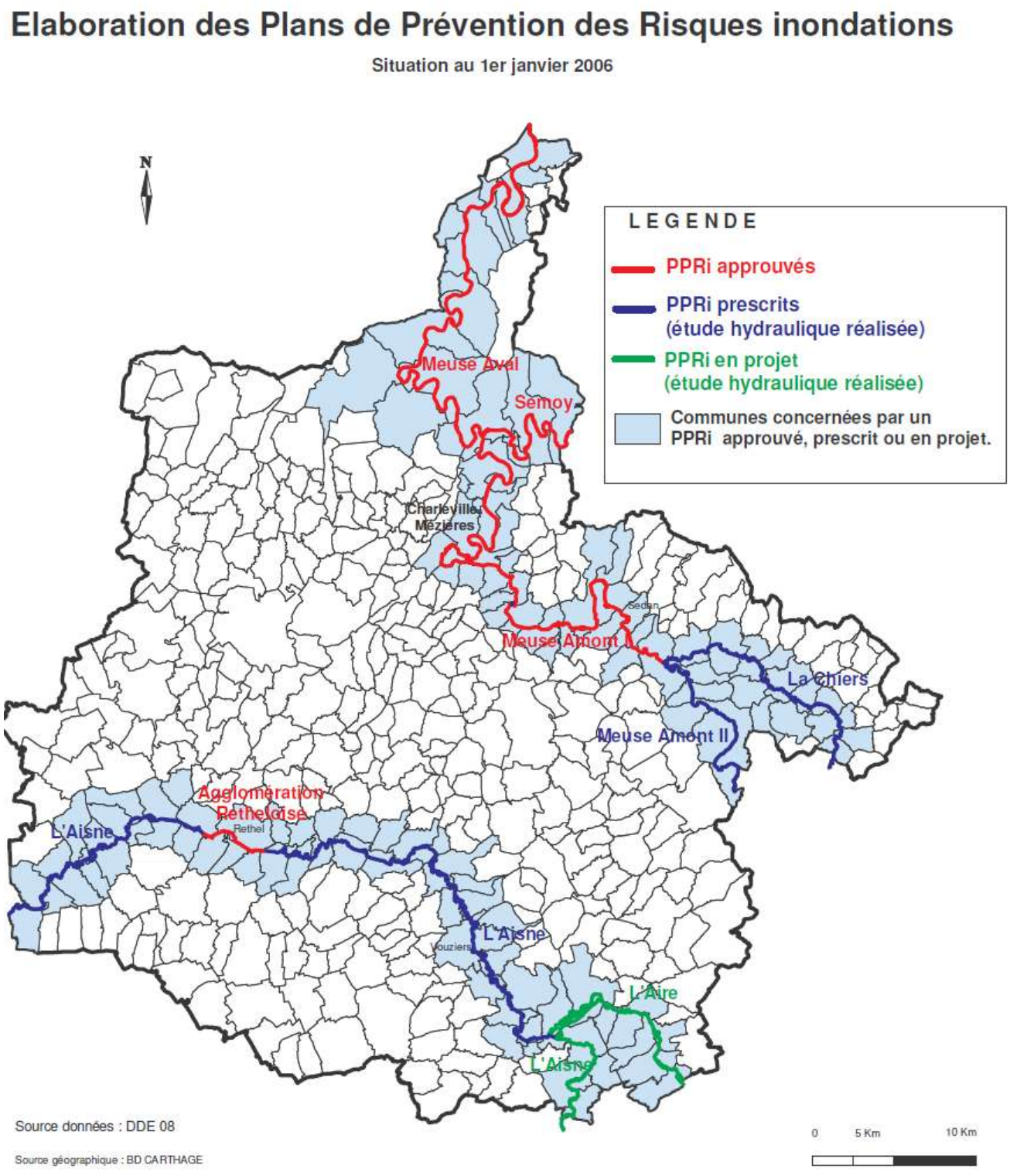
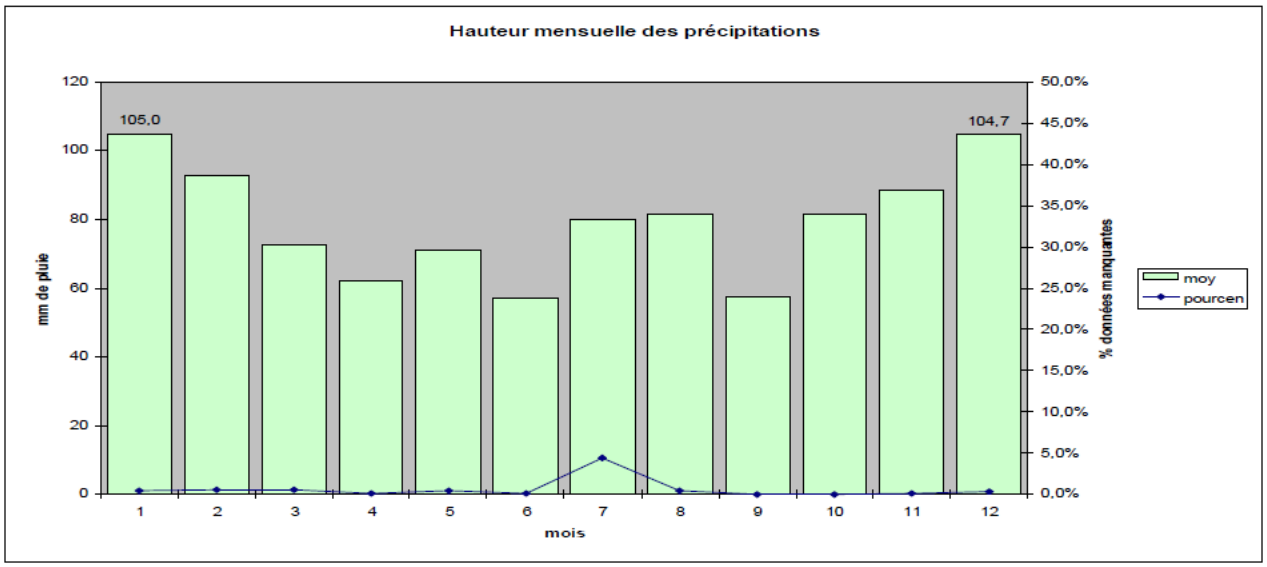


Tableau de la pluviométrie dans la zone de Charleville Mézières



Annexe 2 : Pluviométrie mensuelle de la station de Charleville Mézières – Période 1995-2007

LES PROSPECTIVES DANS LES ARDENNES

Les travaux effectués par l'EPAMA et les constatations faites durant ces dernières années tendent à démontrer qu'une réduction importante des conséquences des inondations sont attendues en cas de sinistre. Toutefois, il est opportun de tenir compte de manière limitée de ces avantages acquis, afin de conserver une vision juste des moyens nécessaires pour répondre à ce type de sinistre.

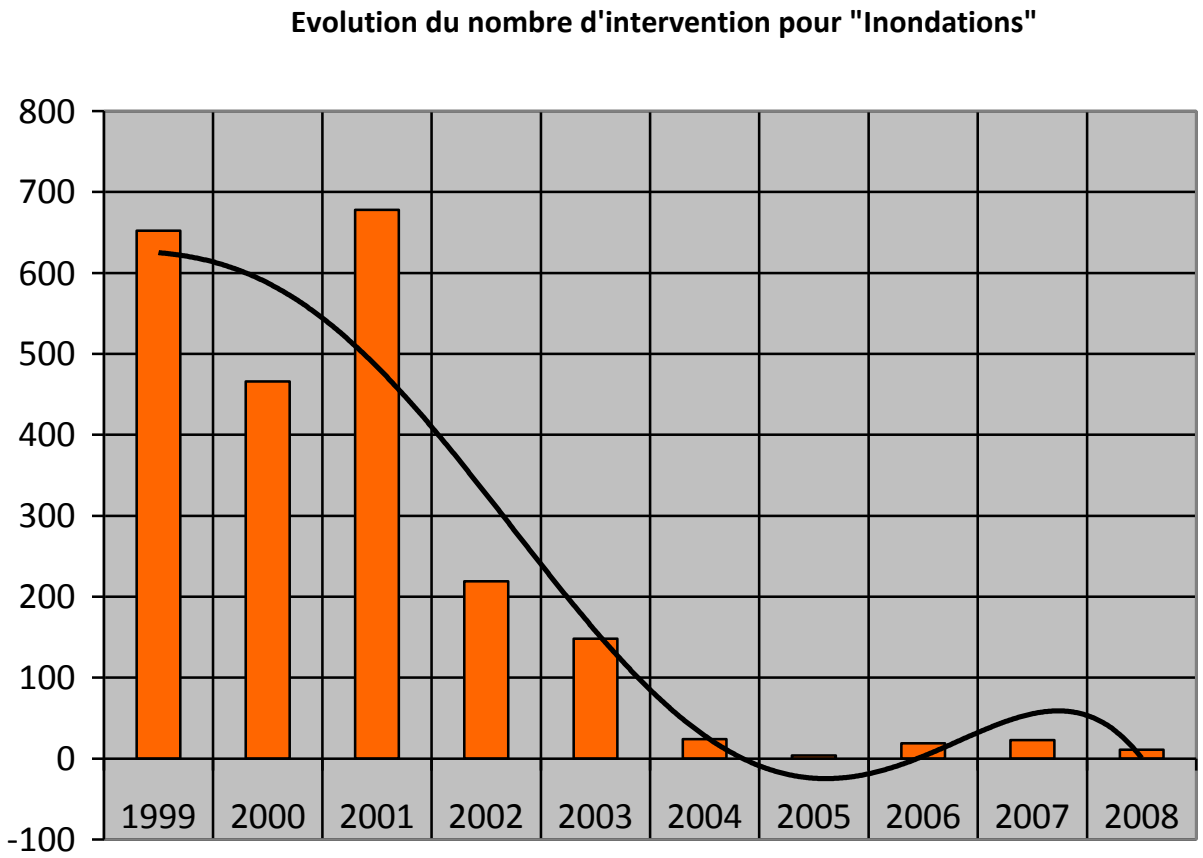
En effet, la réduction des niveaux d'eau n'entraine pas nécessairement une diminution de la sollicitation des moyens humains et matériels nécessaires pour apporter un soutien efficace à la population.

L'ANALYSE STATISTIQUE DES RISQUES « INONDATIONS » (SDIS DES ARDENNES – 1999/2008)

Tableau des relevés opérationnels

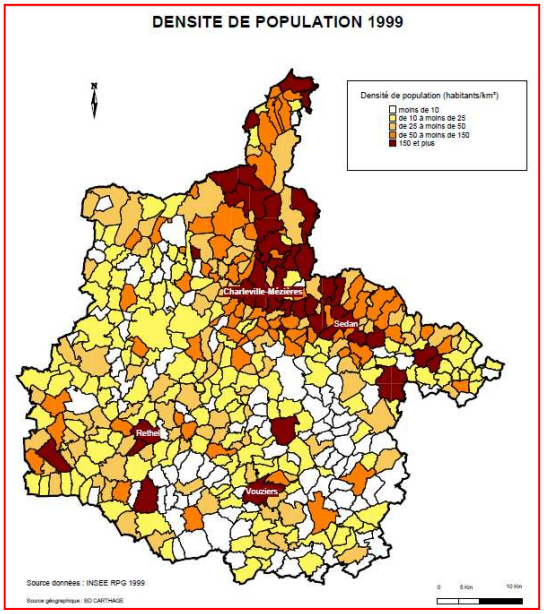
Année	*1999*	*2000*	*2001*	*2002*	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*
Nombre d'intervention	652	466	678	219	148	24	4	19	23	11
% d'accroissement		-28,53	+45,49	-67,70	-32,42	-83,78	-83,33	+375,00	+21,05	-52,17

Graphique des relevés opérationnels



CARTE DES ALEAS DANS LES ARDENNES

Carte des risques « inondations » DDRM 08



sans aléa

avec aléa

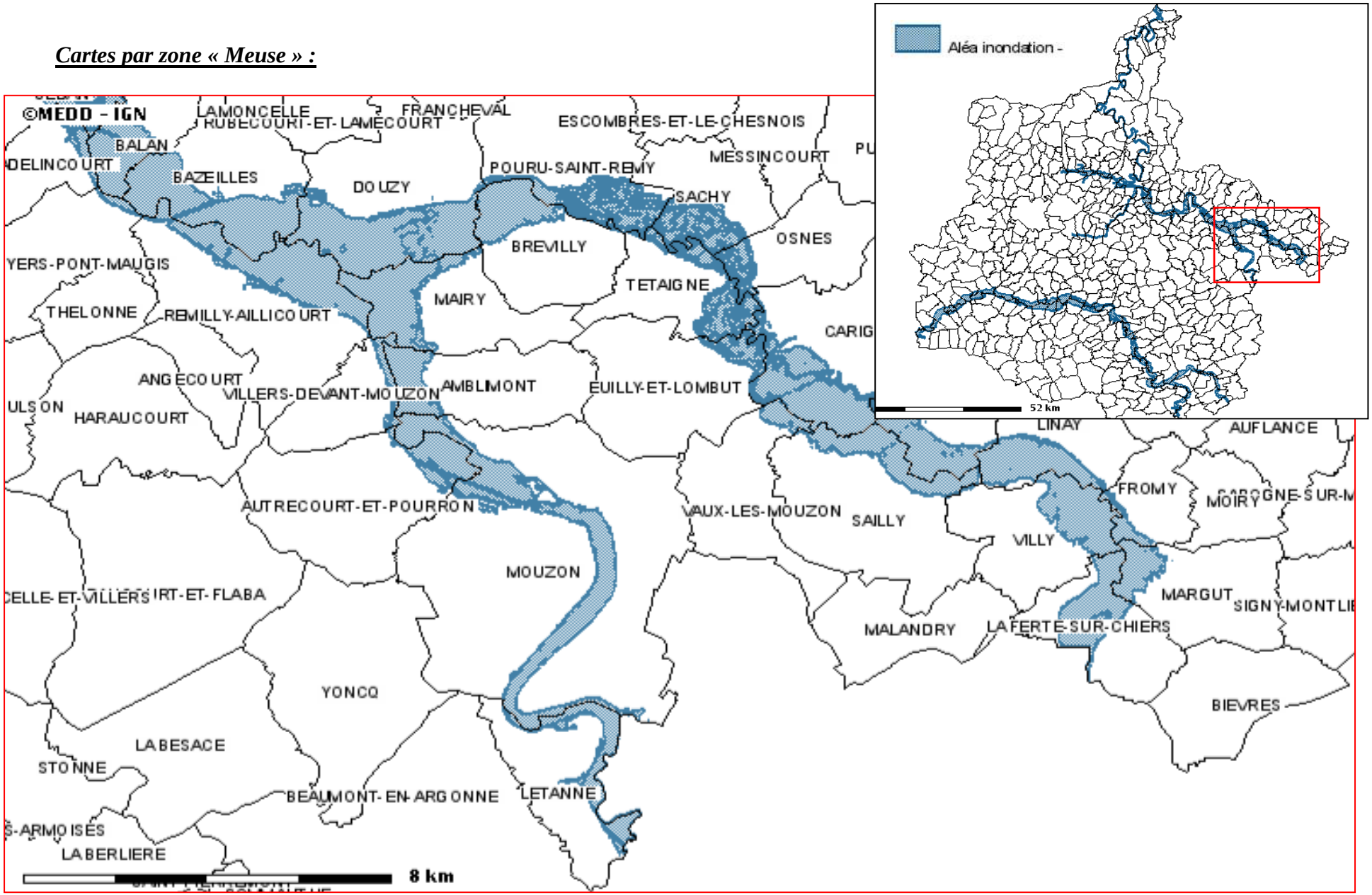
échelle au 1/550000

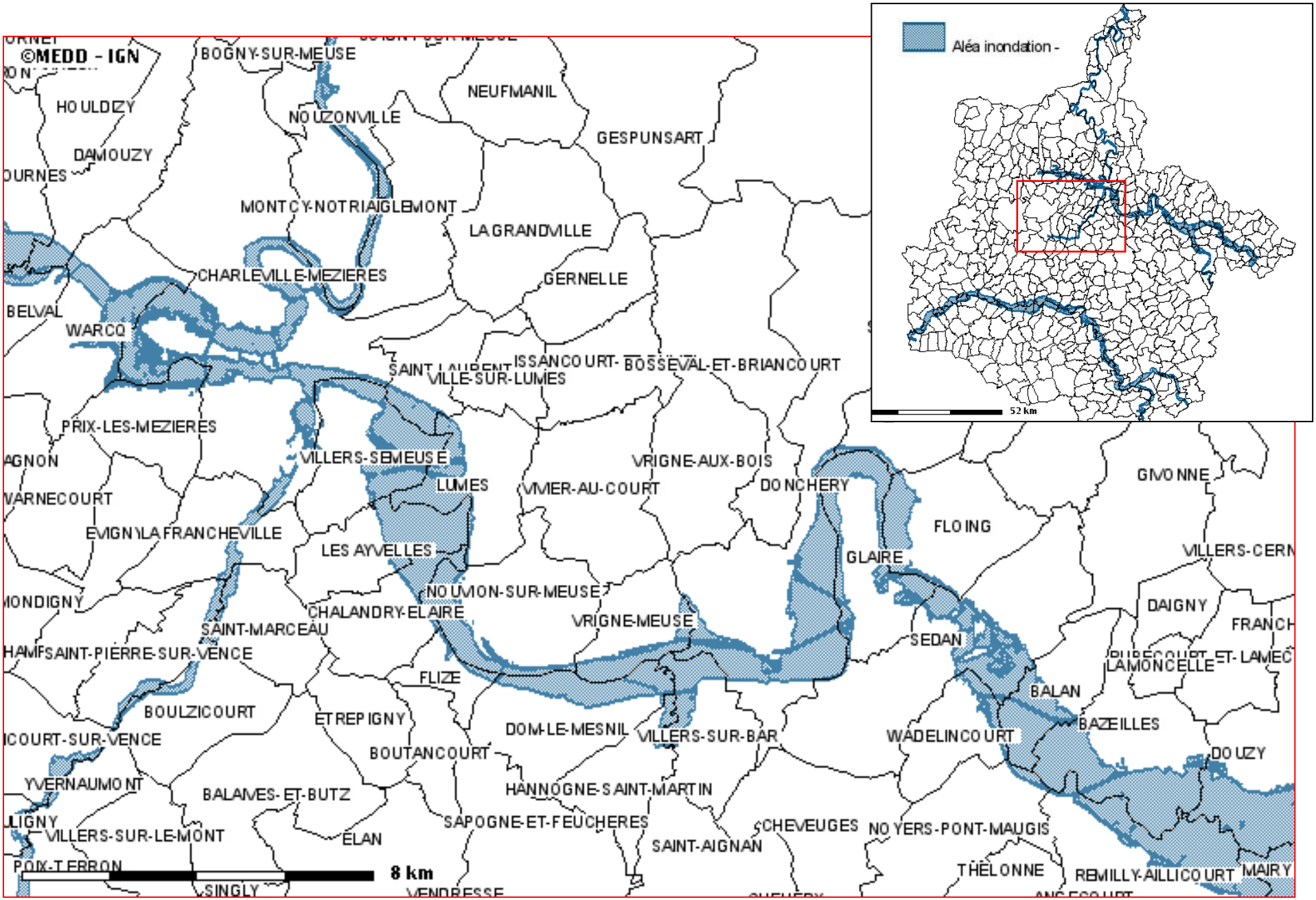
0 5 10 15 20 km

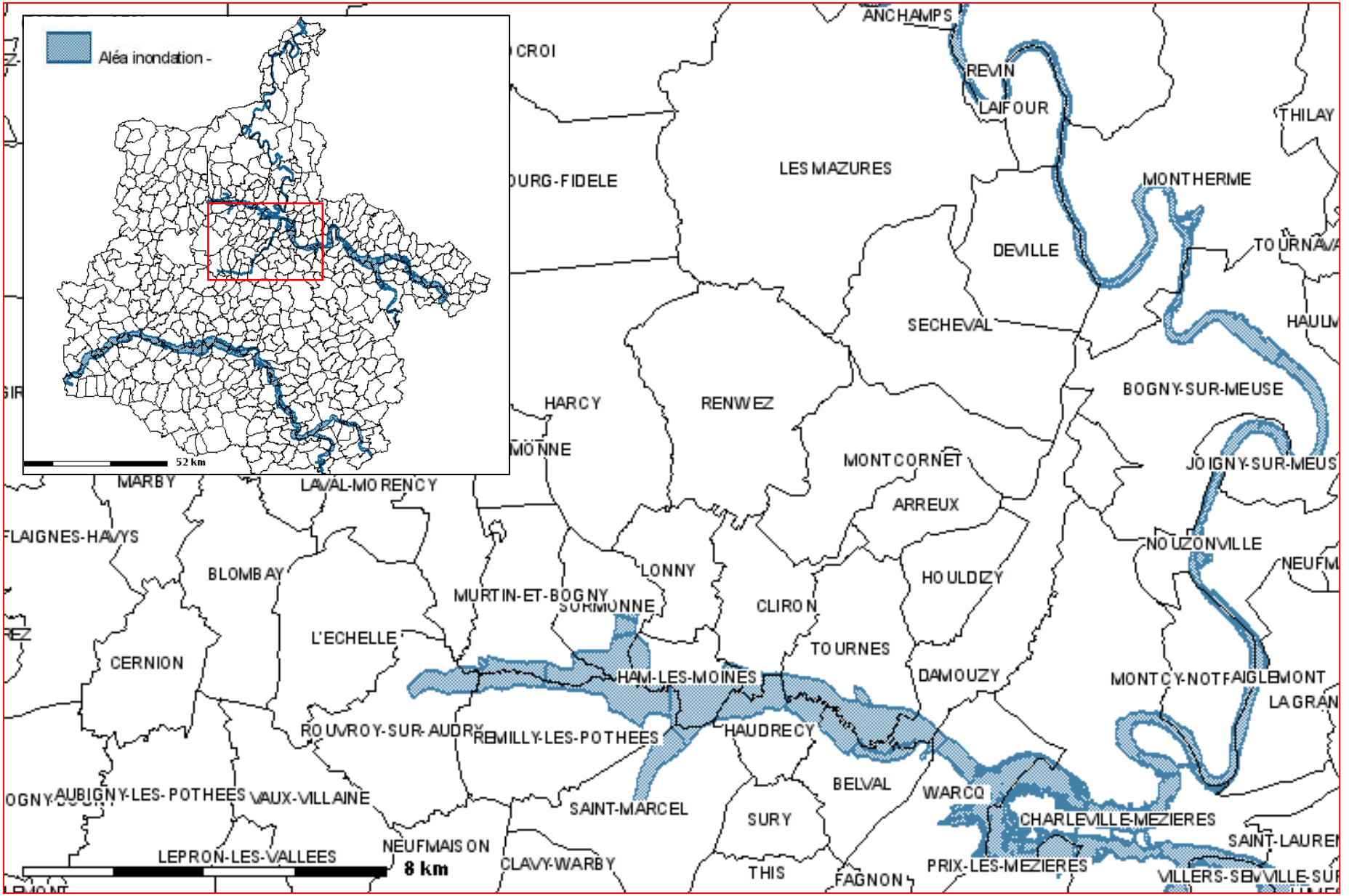
Source : DDRM 2008

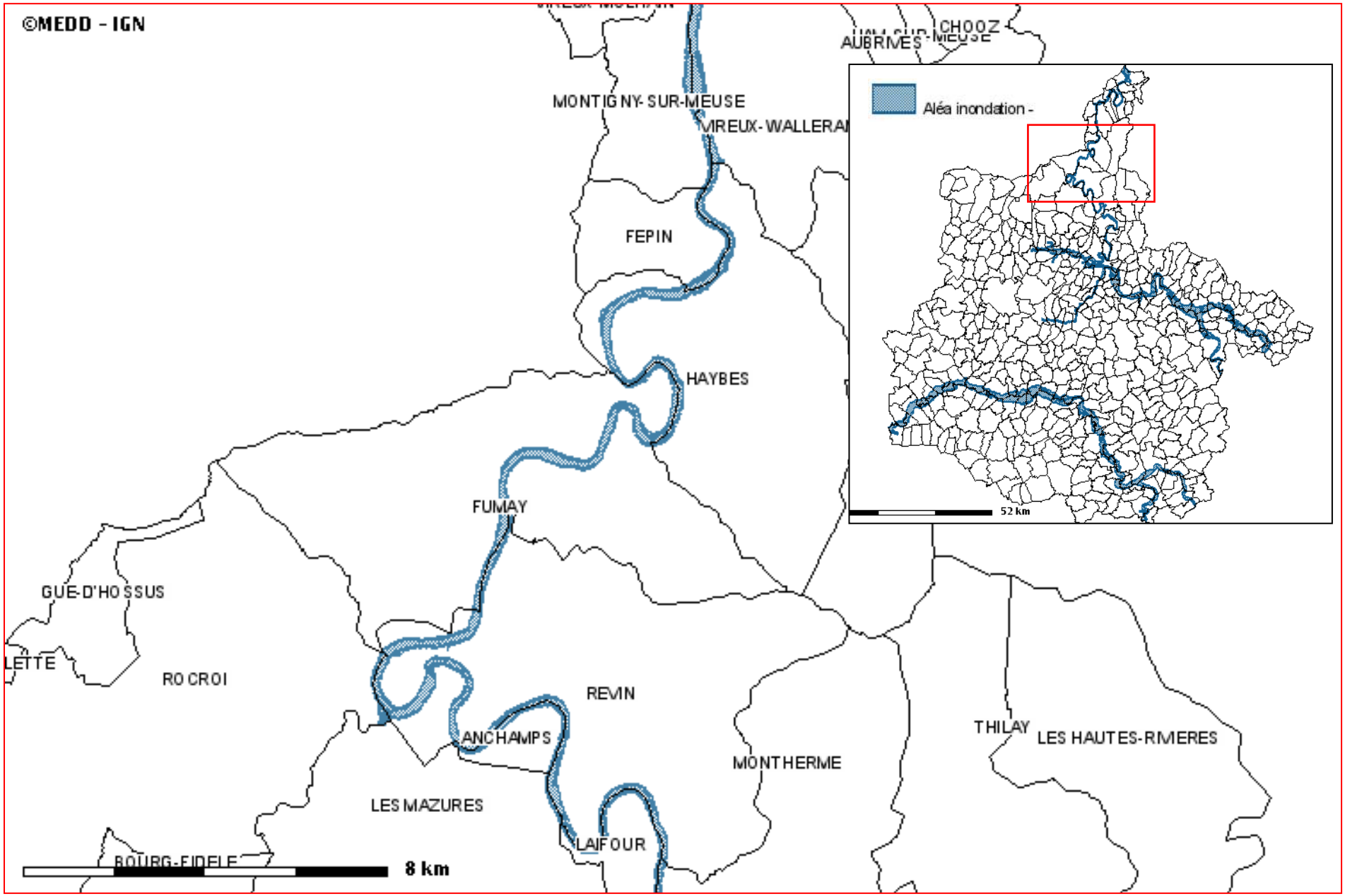
LA MEUSE

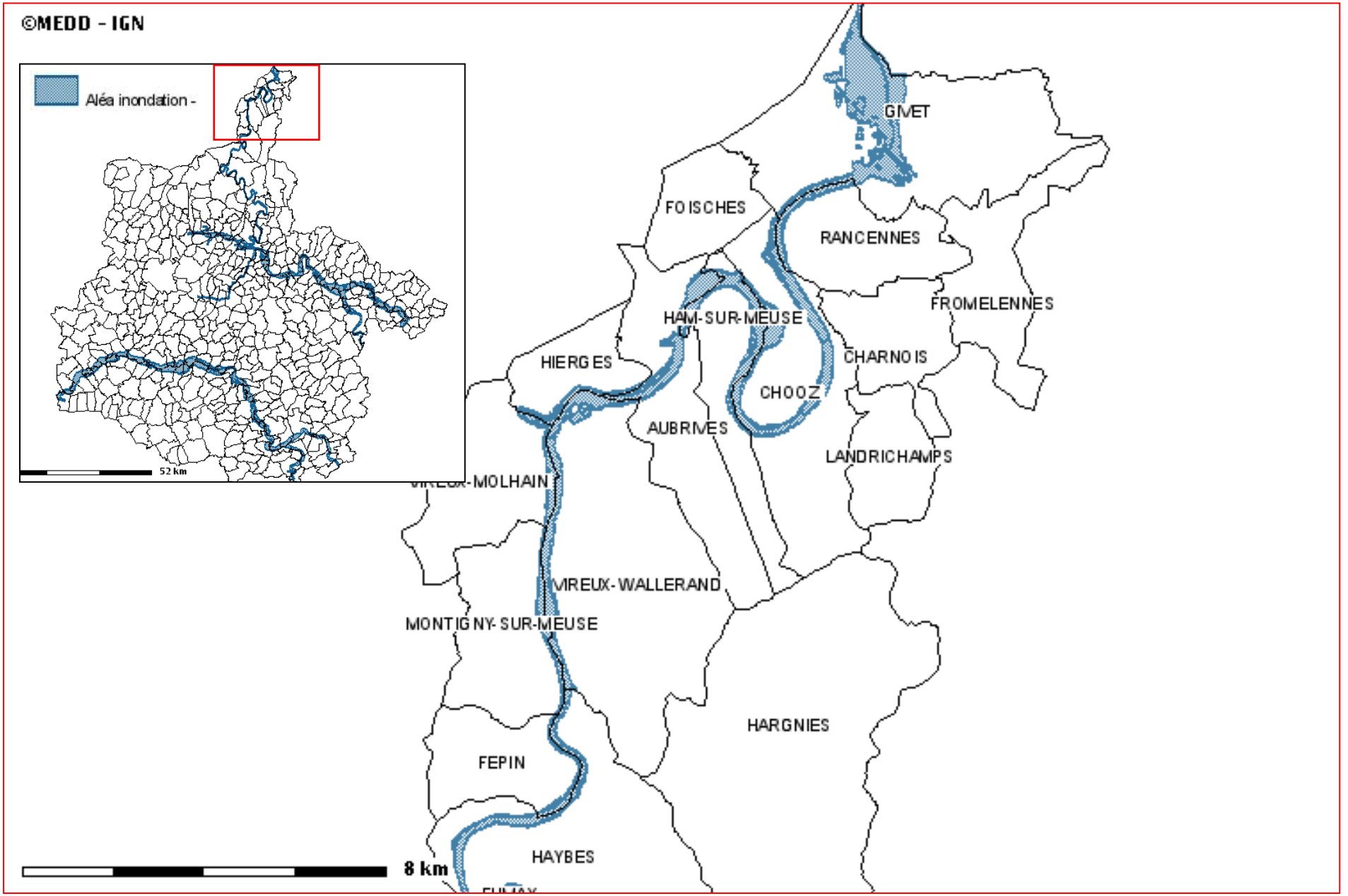
Cartes par zone « Meuse » :

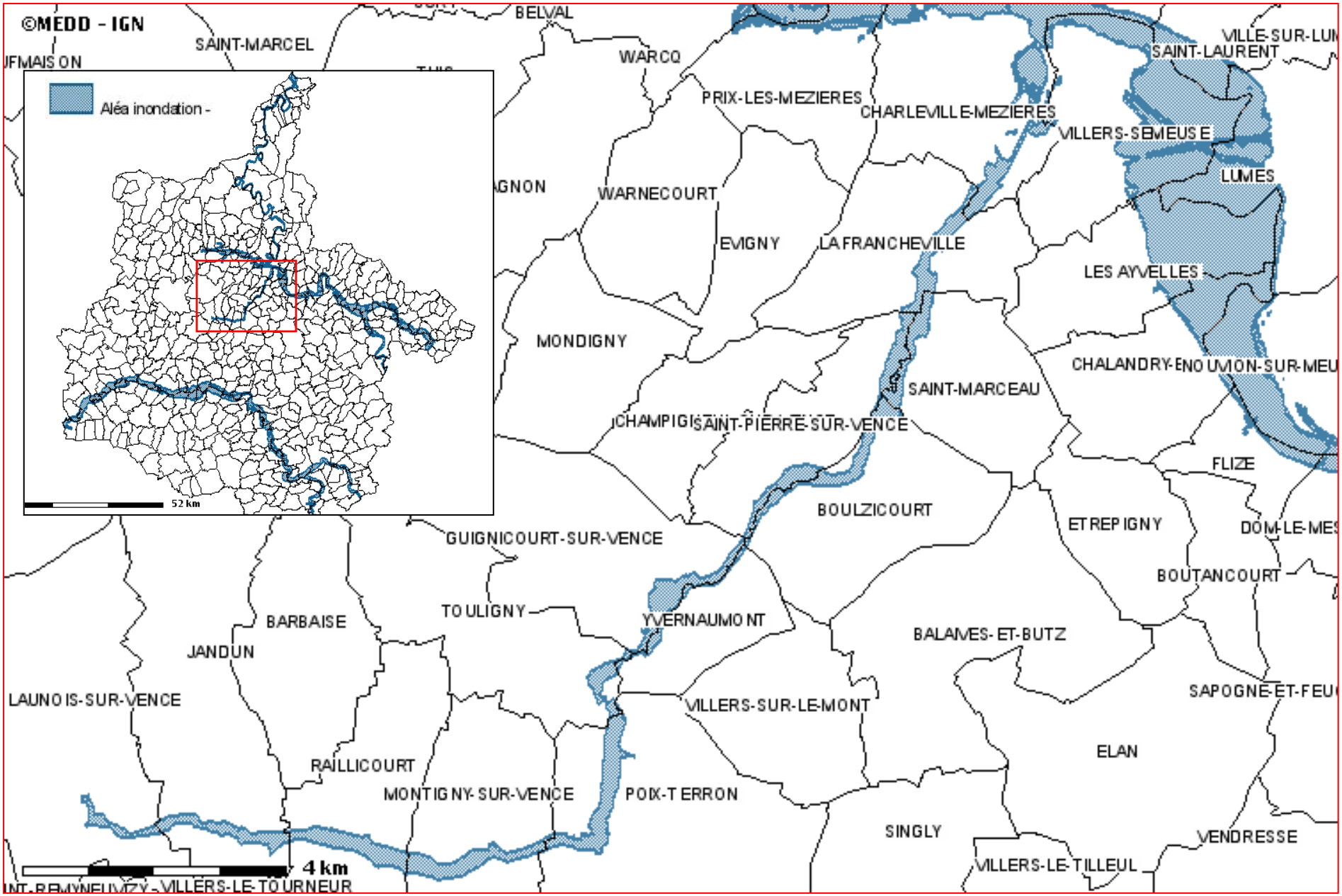



©MEDD - IGN
Aléa inondation -
52 km
8 km
BOGNY-SUR-MEUSE
NEUFMANIL
HOULDIZY
NOUZONVILLE
GESPUNSART
DAMOUZY
MONTCY-NOTRE-DAME
LA GRANDVILLE
CHARLEVILLE-MEZIERES
GERNELLE
BELVAL
WARCQ
ISSANCOURT-ET-RIBEMONT
BOSSEVAL-ET-BRIANCOURT
VILLE-SUR-LUMES
PRIX-LES-MEZIERES
VILLERS-SEMEUSE
VRIGNE-AUX-BOIS
LUMES
VIVIER-AU-COURT
DONCHERY
GIVONNE
VARNECOURT
FLOING
LES AYVELLES
GLAIRE
VILLERS-CERN
NOUVION-SUR-MEUSE
DAIGNY
CHALANDRY-ELAIRE
VRIGNE-MEUSE
SAINT-MARCEAU
SEDAN
SAINT-PIERRE-SUR-VENCE
LAMONCELLE
FLIZE
BALAN
BOULZICOURT
ETREPIGNY
BAZEILLES
DOM-LE-MESNIL
VILLERS-SUR-BAR
WADELINCOURT
BOUTANCOURT
DOUZY
YVERNAUMONT
HANNOGNE-SAINT-MARTIN
BALAIVES-ET-BUTZ
SAPOGNE-ET-FEUCHERES
VILLERS-SUR-LE-MONT
ELAN
SAINT-AIGNAN
NOYERS-PONT-MAUGIS
THELONNE
REMILLY-AILLICOURT
SINGLY


Aléa inondation -
52 km
ANCHAMPS
REVIN
LAIFOUR
THILAY
LES MAZURES
MONTHERME
DEVILLE
SECHEVAL
BOGNY-SUR-MEUSE
HARCY
RENWEZ
MONTCORNET
ARREUX
JOIGNY-SUR-MEUS
NOUZONVILLE
MARBY
LAVAL-MORENCY
BLOMBAY
LONNY
MURTIN-ET-BOGNY
SURMONNE
CLIRON
HOULDIZY
L'ECHELLE
TOURNES
CERNION
HAM-LES-MOINES
DAMOUZY
MONTCY-NOTRE-DAME
ROUVROY-SUR-AUDRY
REMILLY-LES-POTHEES
HAUDRECY
BELVAL
WARCQ
AUBIGNY-LES-POTHEES
VAUX-VILLAINE
SAINT-MARCEL
SURY
CHARLEVILLE-MEZIERES
LEPRON-LES-VALLEES
NEUFMAISON
CLAVY-WARBY
THIS
FAGNON
PRIX-LES-MEZIERES
8 km


©MEDD - IGN
MONTIGNY-SUR-MEUSE
FEPIN
HAYBES
FUMAY
GUE-D'HOSSUS
REVIN
ANCHAMPS
MONTHERME
THILAY
LES HAUTES-RIMERES
LES MAZURES
LAIFOUR
8 km
Aléa inondation -
52 km


©MEDD - IGN
Aléa inondation -
52 km
GIVET
FOISCHES
RANCENNES
FROMELENNES
HAM-SUR-MEUSE
HIERGES
CHARNOIS
CHOOZ
AUBRIVES
LANDRICHAMPS
VIREUX-WALLERAND
MONTIGNY-SUR-MEUSE
HARGNIES
FEPIN
HAYBES
8 km


©MEDD - IGN
Aléa inondation -
52 km
4 km
BELVAL
SAINT-MARCEL
WARCQ
PRIX-LES-MEZIERES
CHARLEVILLE-MEZIERES
SAINT-LAURENT
VILLERS-SEMEUSE
LUMES
WARNECOURT
EVIGNY
LA FRANCHEVILLE
LES AYVELLES
MONDIGNY
CHALANDRY-ENOUVION-SUR-MEU
SAINT-MARCEAU
SAINT-PIERRE-SUR-VENCE
FLIZE
BOULZICOURT
ETREPIGNY
BOUTANCOURT
GUIGNICOURT-SUR-VENCE
TOULIGNY
YVERNAUMONT
BARBAISE
JANDUN
BALAIVES-ET-BUTZ
LAUNOIS-SUR-VENCE
VILLERS-SUR-LE-MONT
SAPOGNE-ET-FEU
ELAN
RAILLICOURT
MONTIGNY-SUR-VENCE
POIX-TERRON
SINGLY
VENDRESSE
VILLERS-LE-TILLEUL

Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Donchery - Vrignes aux Bois



Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Agglomération de Sedan



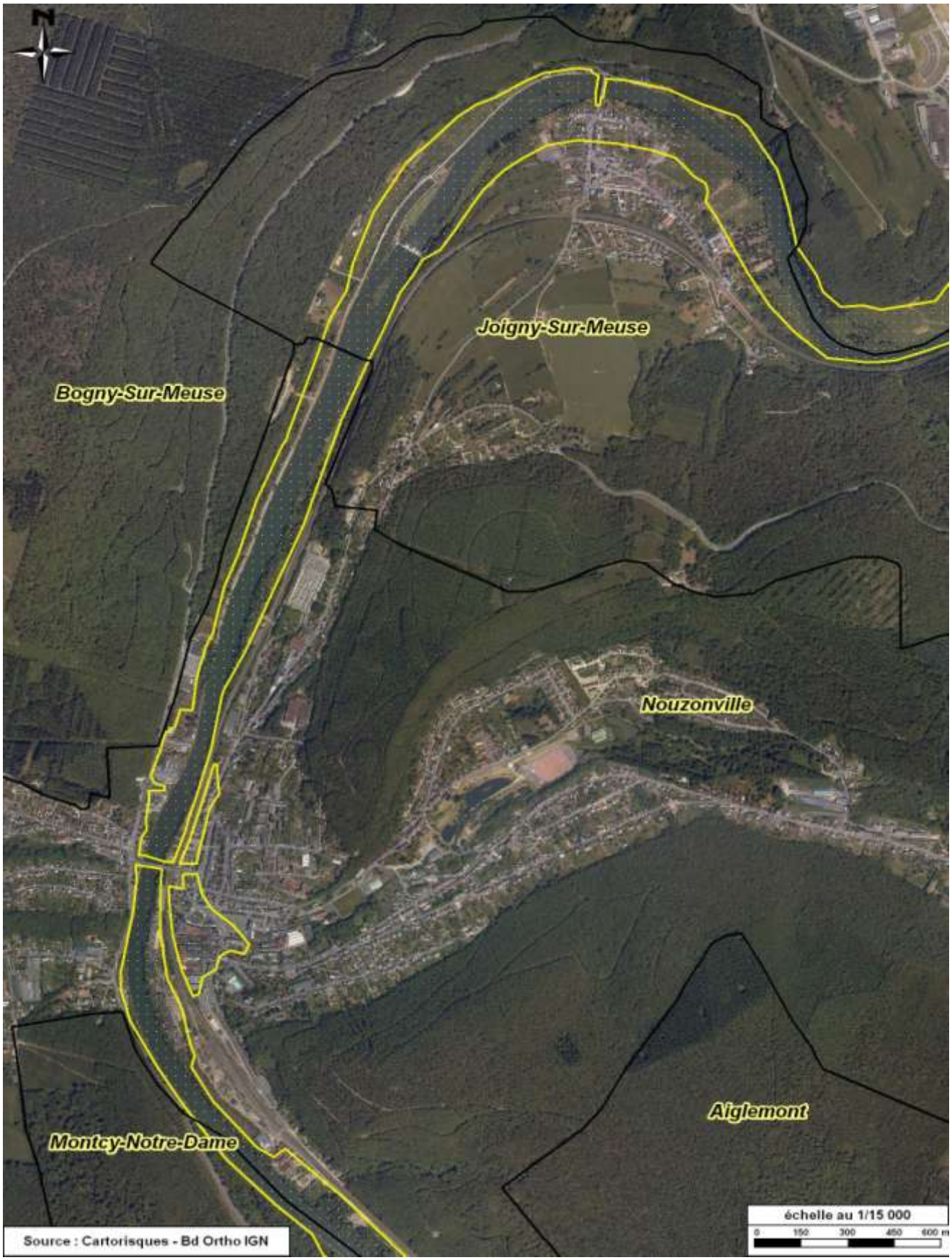

N
Chalandry-Elaire
Nouvion-Sur-Meuse
Vrigne-Meuse
Flize
Dom-Le-Mesnil
Source : Cartorisques - Bd Ortho IGN
échelle au 1/15 000
0 150 300 450 600 m

Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Agglomération de Charleville Mézières




Montcy-Notre-Dame
Warcq
Charleville-Mezieres
Source : Cartorisques - Bd Ortho IGN
échelle au 1/20 000

Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Nouzonville



Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Monthermé



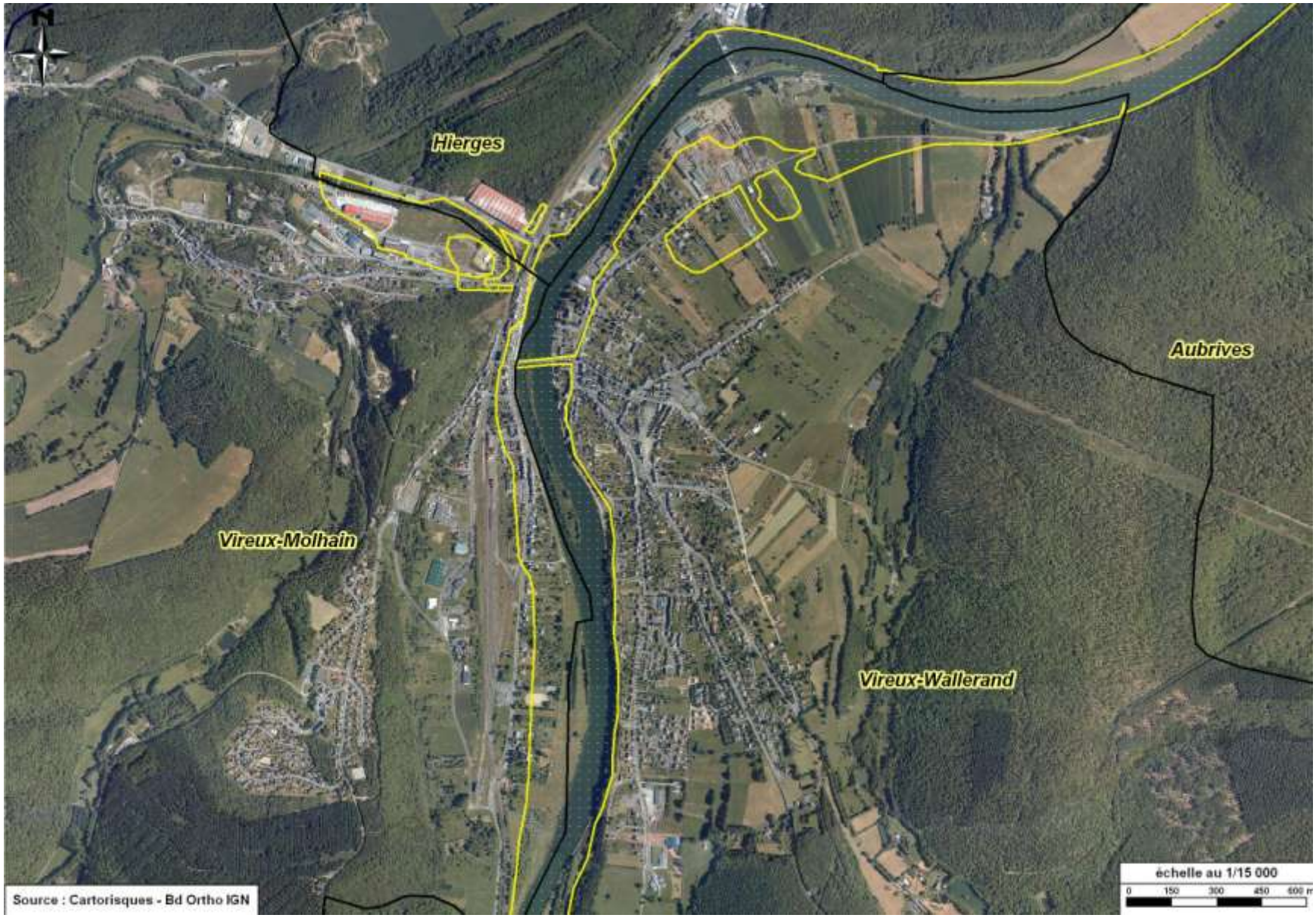
Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Revin - Anchamps



Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Fumay-Haybes



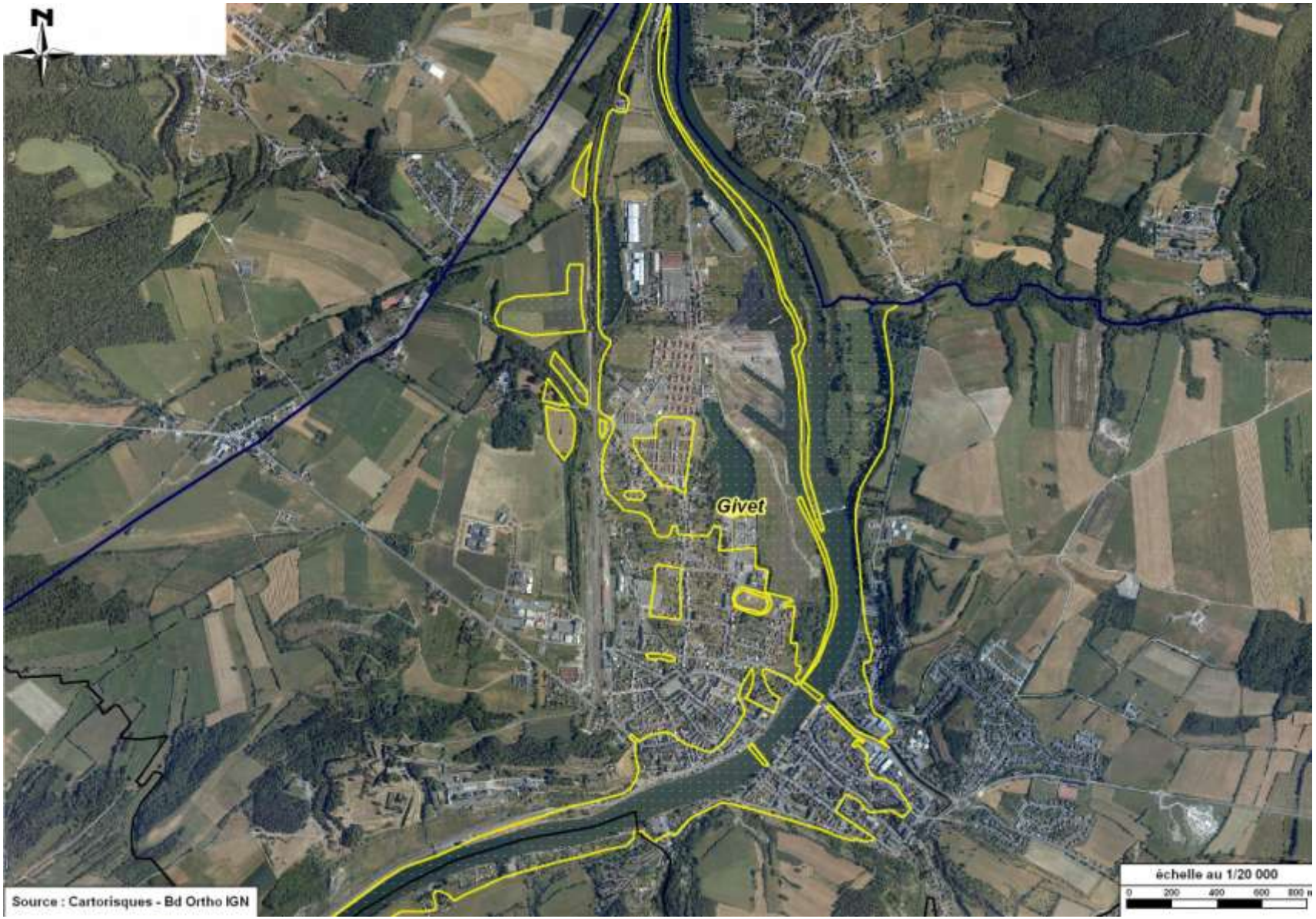
Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Vireux Molhain - Wallerand



Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Aubrives - Chooz

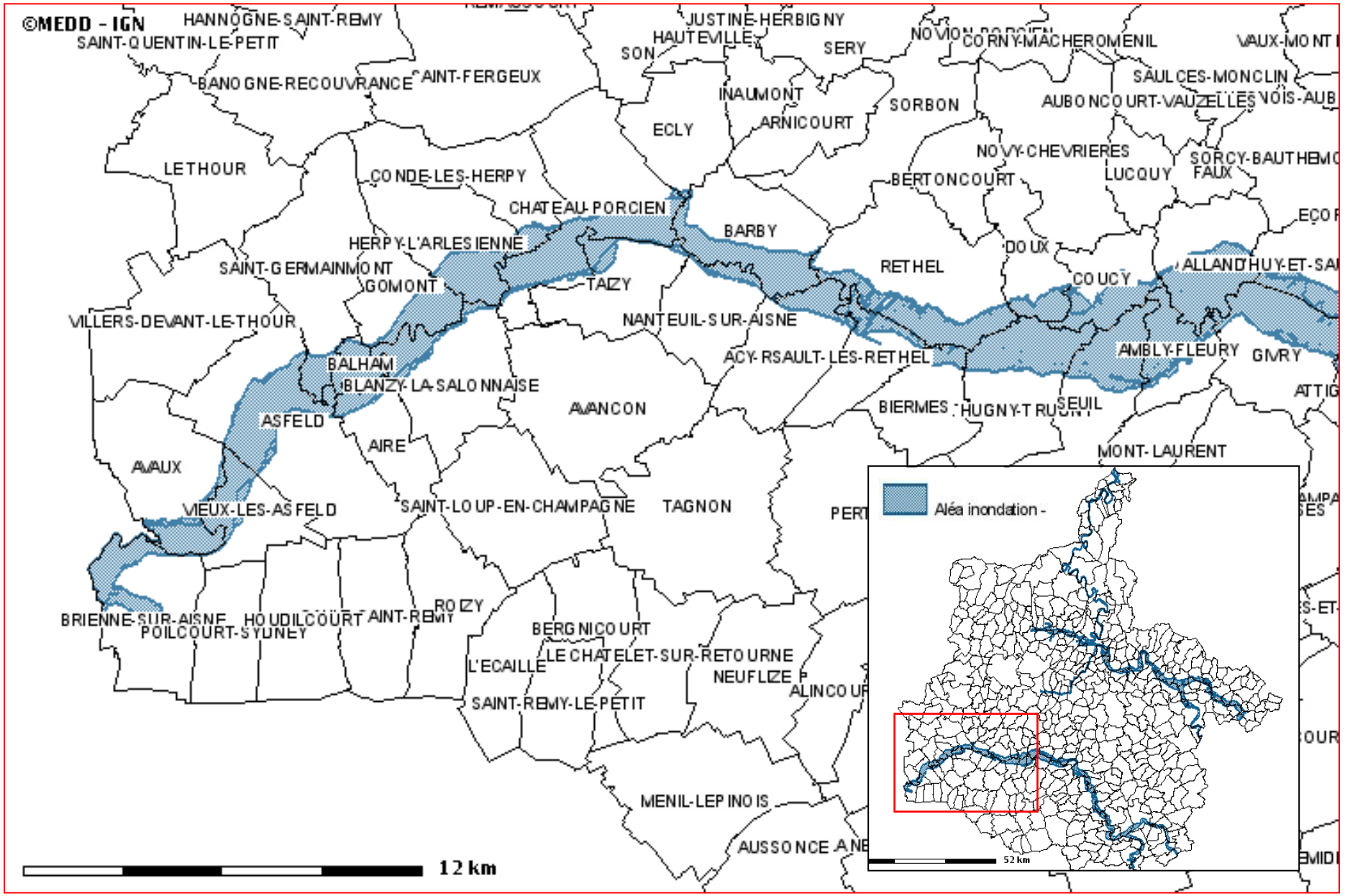


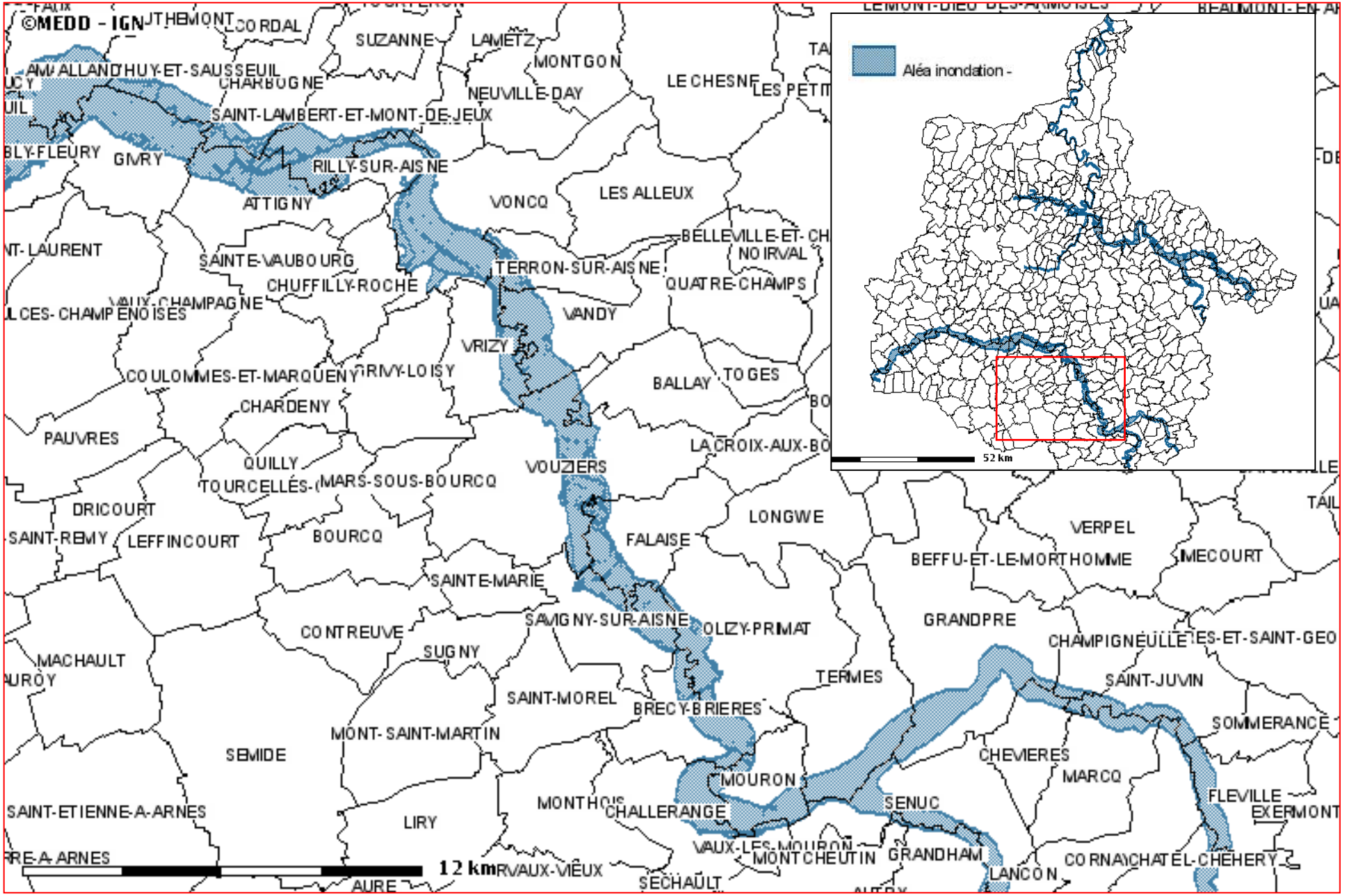
Carte par commune concernée « Meuse » basée sur la crue de 1995 : Givet

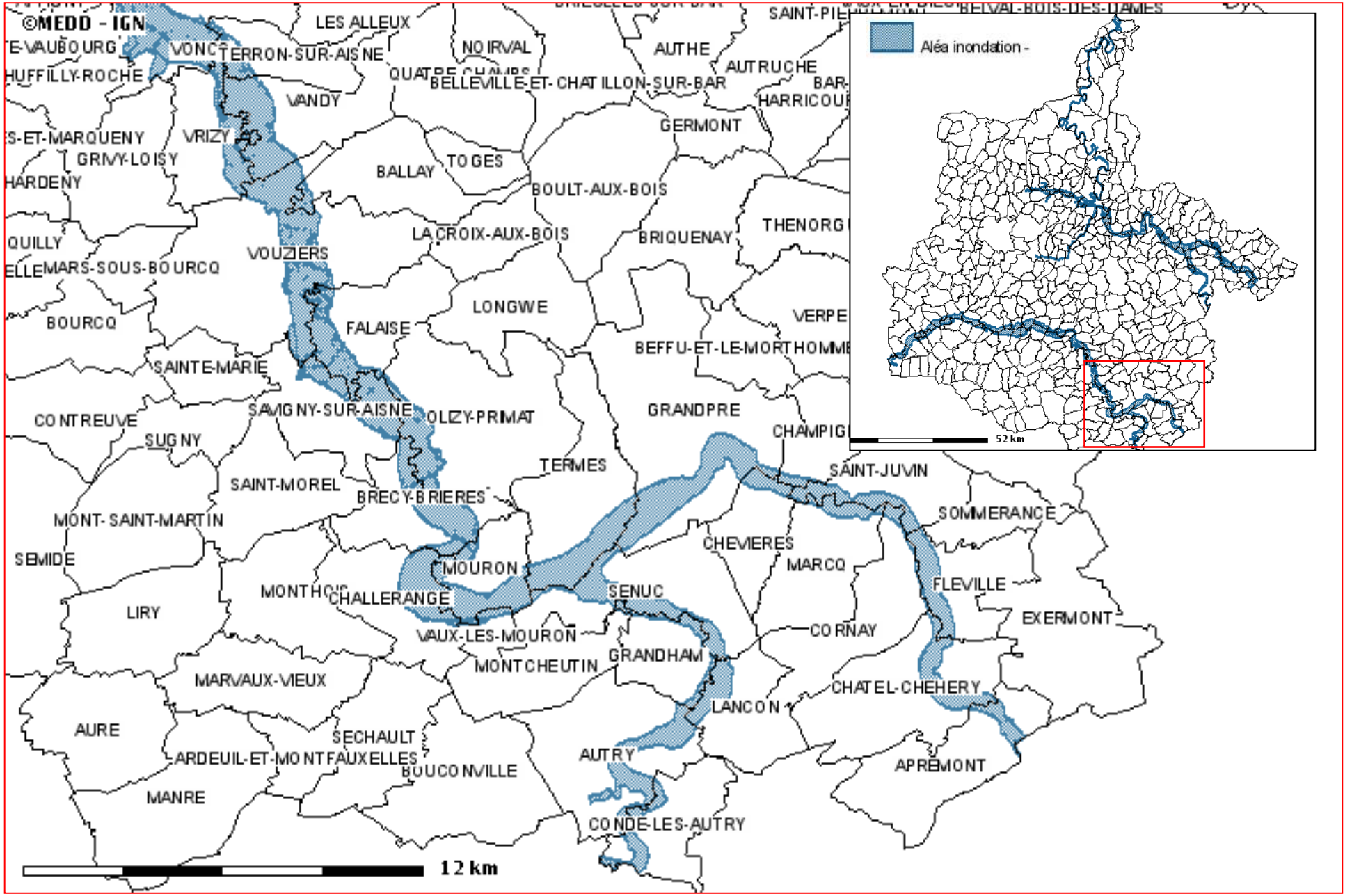


Carte par zone « Aisne » :

L'AISNE


©MEDD - IGN
HANNOGNE-SAINT-REMY
SAINT-QUENTIN-LE-PETIT
BANOGNE-RECOUVRANCE
SAINT-FERGEUX
JUSTINE-HERBIGNY
HAUTEVILLE
SON
SERY
CORNY-MACHEROMENIL
VAUX-MONT
SAULCES-MONCLIN
AUBONCOURT-VAUZELLES
INAUMONT
ARNICOURT
SORBON
ECLY
LETHOUR
CONDE-LES-HERPY
NOVY-CHEVRIERES
LUCQUY
SORCY-BAUTHEMONT
FAUX
BERTONCOURT
CHATEAU-PORCIEN
BARBY
HERPY-L'ARLESIENNE
SAINT-GERMAINMONT
GOMONT
TAIZY
RETHEL
DOUX
COUCY
ALLAND'HUY-ET-SAUSSEUIL
VILLERS-DEVANT-LE-THOUR
NANTEUIL-SUR-AISNE
ACY-ROMANCE-LES-RETHEL
AMBLY-FLEURY
GIVRY
BALHAM
BLANZY-LA-SALONNAISE
AVANCON
ASFELD
BIERMES
HUGNY-TRUCY
SEUIL
AIRE
MONT-LAURENT
AVAUX
VIEUX-LES-ASFELD
SAINT-LOUP-EN-CHAMPAGNE
TAGNON
PERTHES
BRIENNE-SUR-AISNE
POILCOURT-SYDNEY
HOUDILCOURT
SAINT-REMY
ROZY
BERGNICOURT
LE CHATELET-SUR-RETOURNE
L'ECAILLE
NEUFLIZE
ALINCOURT
SAINT-REMY-LE-PETIT
MENIL-LEPINOIS
AUSSONCE
Aléa inondation -
12 km
52 km


©MEDD - IGN
Aléa inondation -
52 km
12 km
SUZANNE
LAMETZ
MONTGON
LE CHESNE
NEUVILLE-DAY
SAINT-LAMBERT-ET-MONT-DE-JEUX
CHARBOGNE
RILLY-SUR-AISNE
ATTIGNY
VONCQ
LES ALLEUX
SAINTE-VAUBOURG
CHUFFILLY-ROCHE
TERRON-SUR-AISNE
QUATRE-CHAMPS
VANDY
VRIZY
COULOMMES-ET-MARQUENY
BALLAY
TOGES
CHARDENY
PAUVRES
QUILLY
VOUZIERS
LA CROIX-AUX-BO
DRICOURT
SAINT-REMY
LEFFINCOURT
BOURCQ
FALAISE
LONGWE
VERPEL
BEFFU-ET-LE-MORTHOMME
MECOURT
SAINTE-MARIE
SAVIGNY-SUR-AISNE
OLIZY-PRIMAT
GRANDPRE
CONTREUVE
SUGNY
MACHAULT
TERMES
SAINT-JUVIN
SAINT-MOREL
BRECY-BRIERES
SOMMERANCE
MONT-SAINT-MARTIN
SEMIDE
CHEVIERES
MARCQ
MOURON
FLEVILLE
SAINT-ETIENNE-A-ARNES
LIRY
MONTHOIS
CHALLERANGE
SENUC
EXERMONT
VAUX-LES-MOURON
MONTCHEUTIN
GRANDHAM
CORNAY
CHATEL-CHEHERY
LANCON
SECHAULT
AURE


©MEDD - IGN
LES ALLEUX
NOIRVAL
AUTHE
AUTRUCHE
BELLEVILLE-ET-CHATILLON-SUR-BAR
VANDY
VRIZY
GERMONT
GRIVY-LOISY
BALLAY
TOGES
BOULT-AUX-BOIS
LA CROIX-AUX-BOIS
BRIQUENAY
VOUZIERS
LONGWE
FALAISE
BOURCQ
SAINTE-MARIE
SAVIGNY-SUR-AISNE
OLIZY-PRIMAT
CONTREUVE
SUGNY
GRANDPRE
TERMES
SAINT-MOREL
BRECY-BRIERES
SAINT-JUVIN
SOMMERANCE
MONT-SAINT-MARTIN
CHEVIERES
MARCQ
MOURON
CHALLERANGE
SENUC
FLEVILLE
EXERMONT
LIRY
CORNAY
VAUX-LES-MOURON
GRANDHAM
MONTCHEUTIN
MARVAUX-VIEUX
CHATEL-CHEHERY
LANCON
AURE
SECHAULT
ARDEUIL-ET-MONTFAUXELLES
AUTRY
APREMONT
BOUCONVILLE
MANRE
CONDE-LES-AUTRY
12 km
Aléa inondation -
52 km

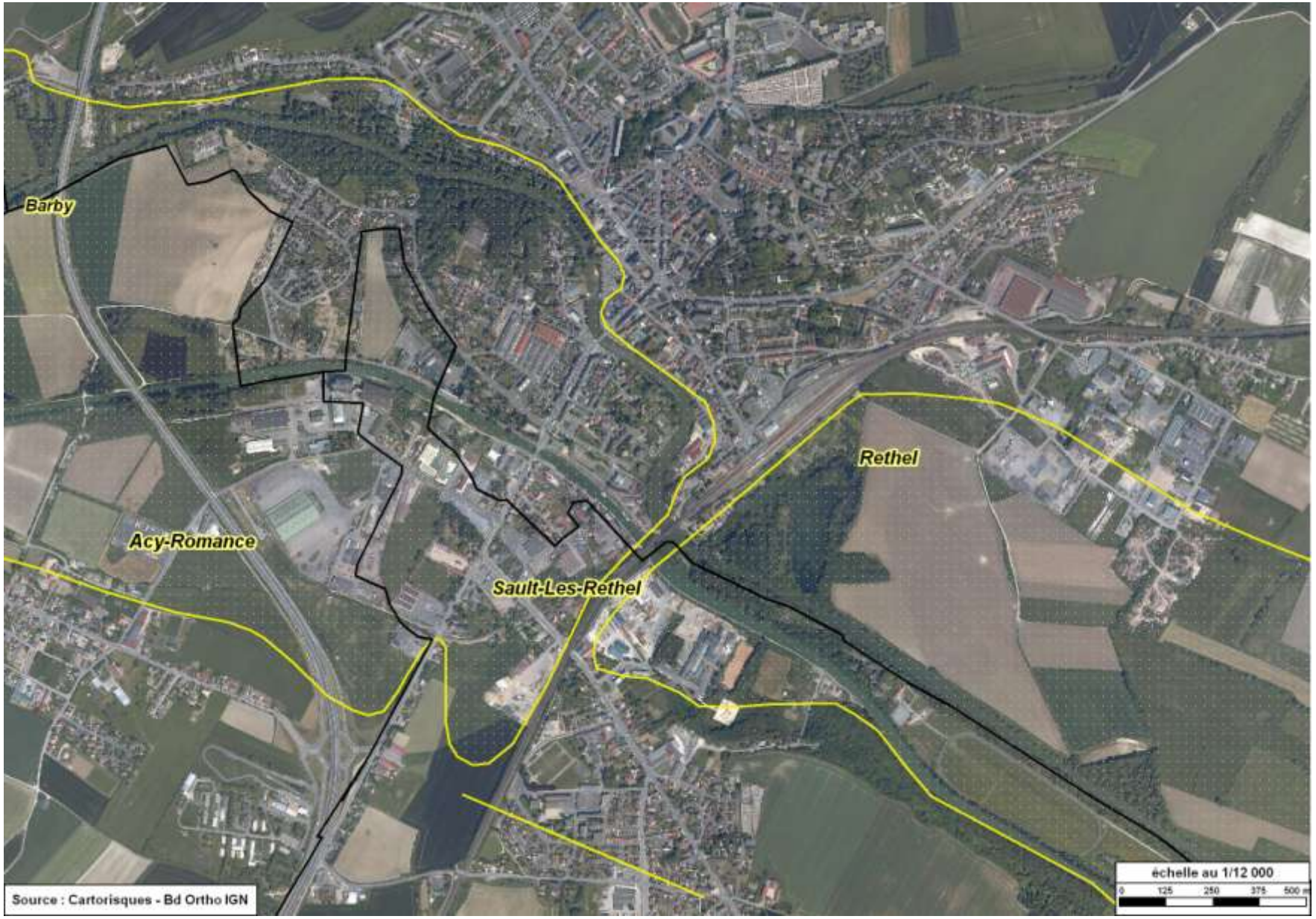
Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Vieux les Asfeld



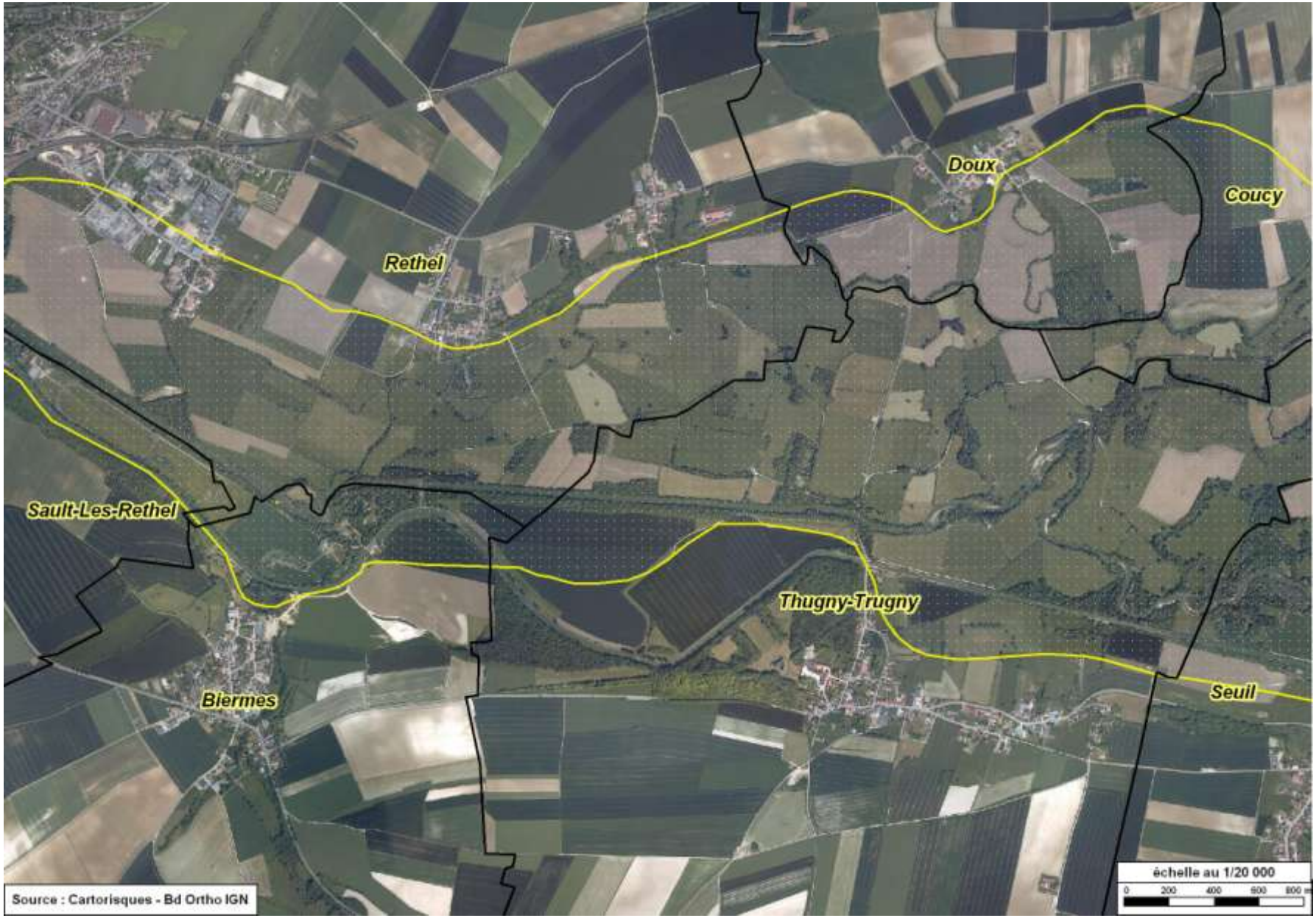
Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Asfeld



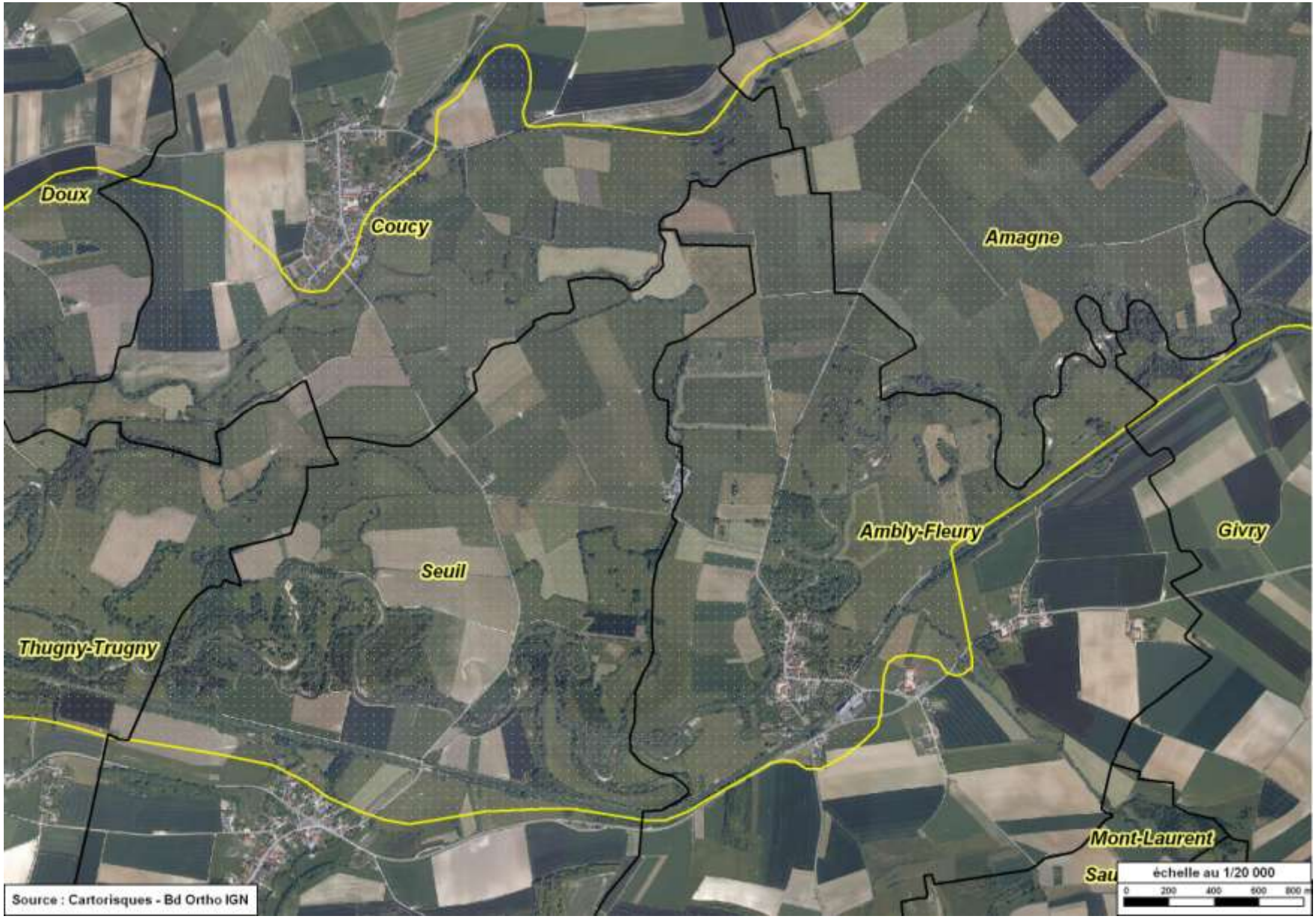
Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Sault les Rethel



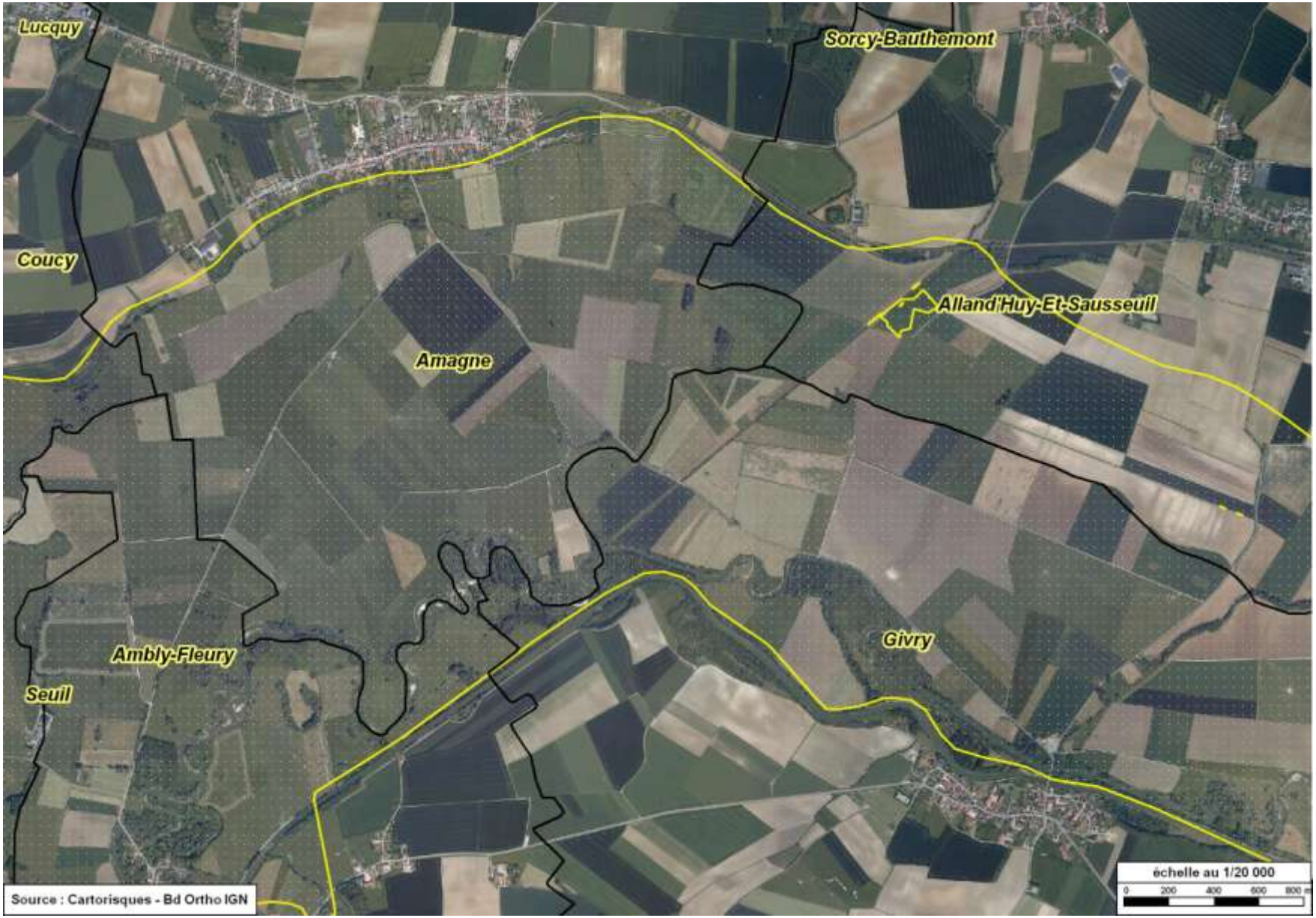
Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Biermes



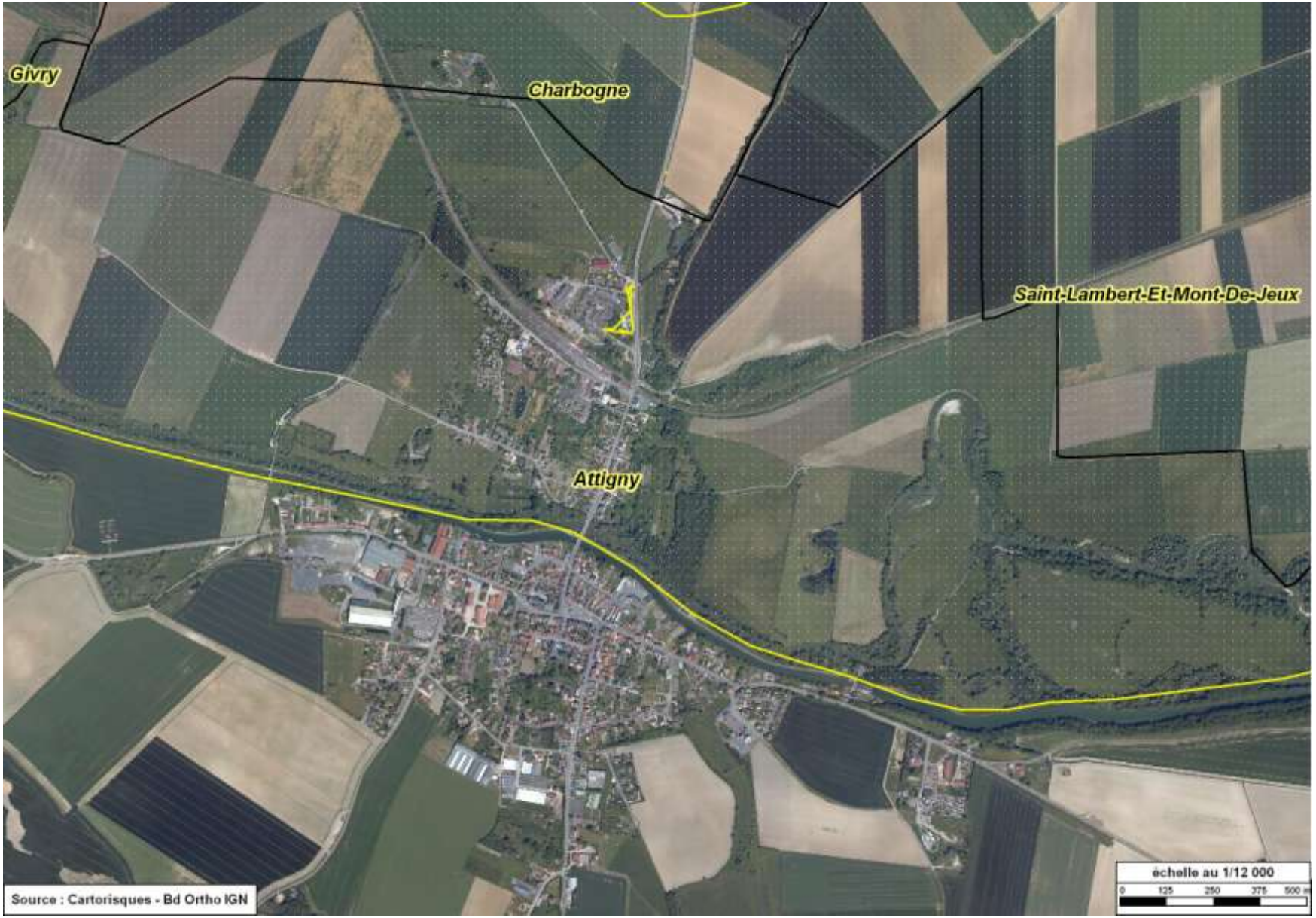
Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Seuil

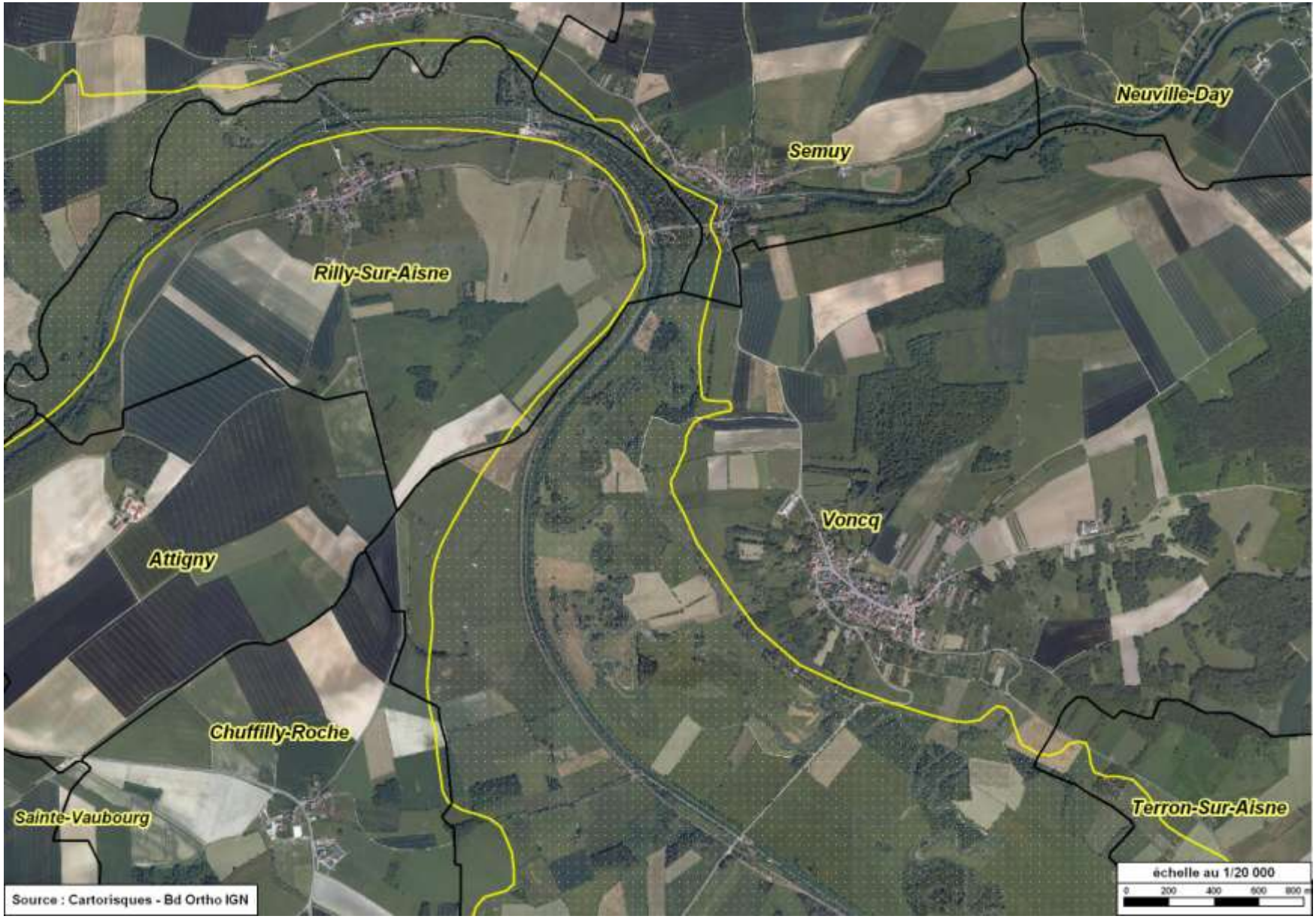


Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Amagne



Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Attigny




Neuville-Day
Semuy
Rilly-Sur-Aisne
Voncq
Attigny
Chuffilly-Roche
Sainte-Vaubourg
Terron-Sur-Aisne
Source : Cartorisques - Bd Ortho IGN
échelle au 1/20 000
0 200 400 600 800 m

Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Terron sur Aisne



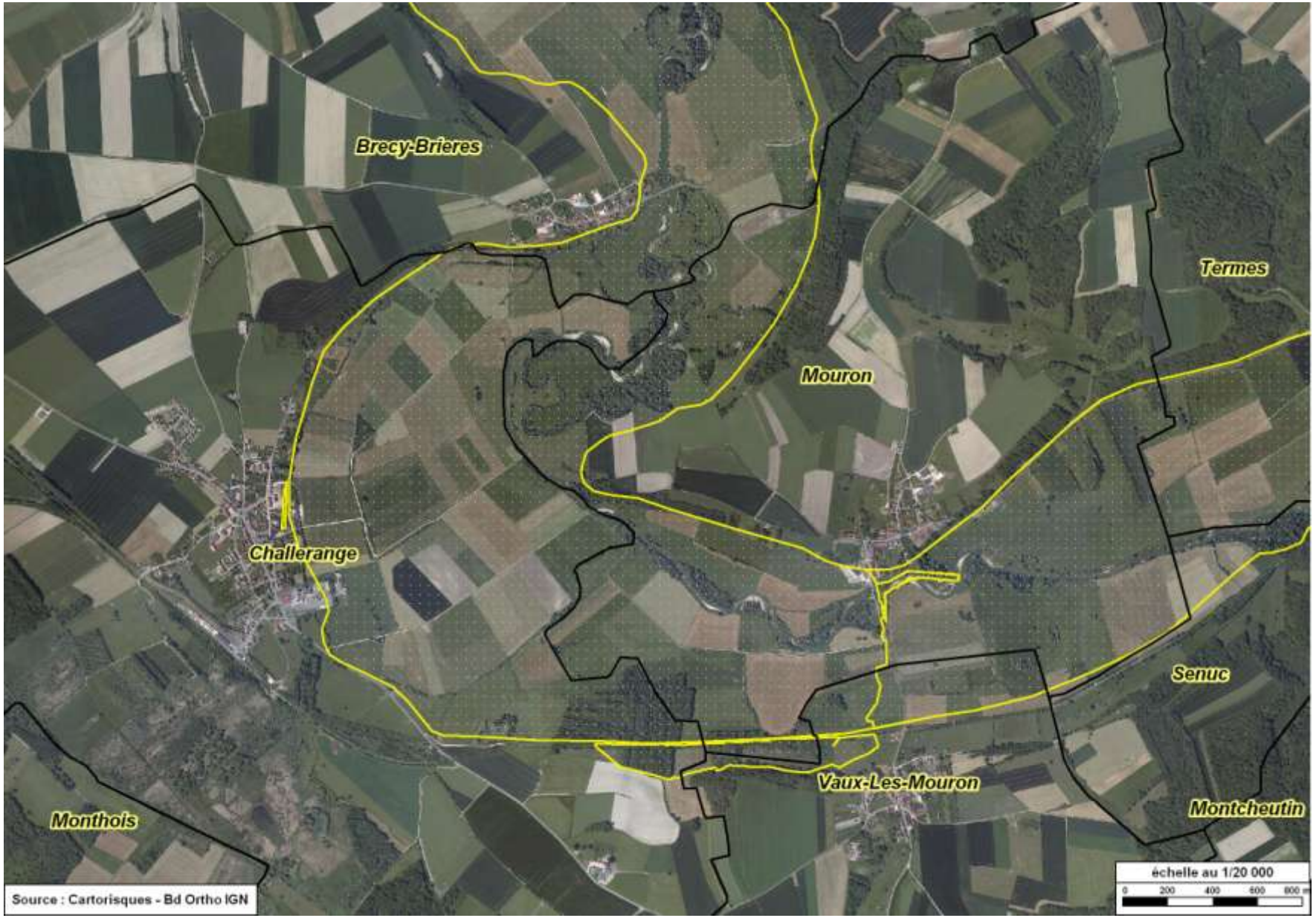
Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Vouziers



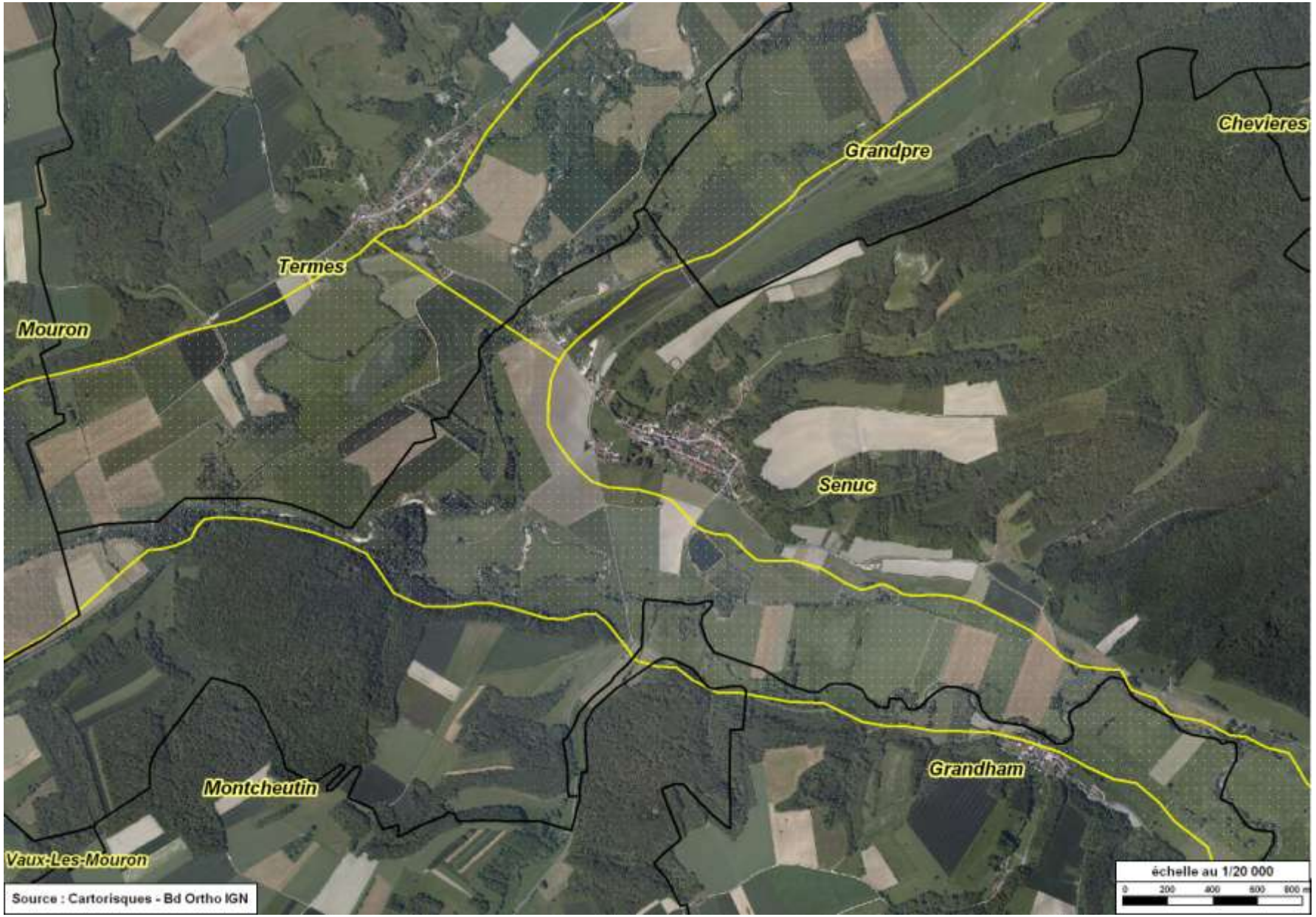
Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Falaise



Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Brecy Brières



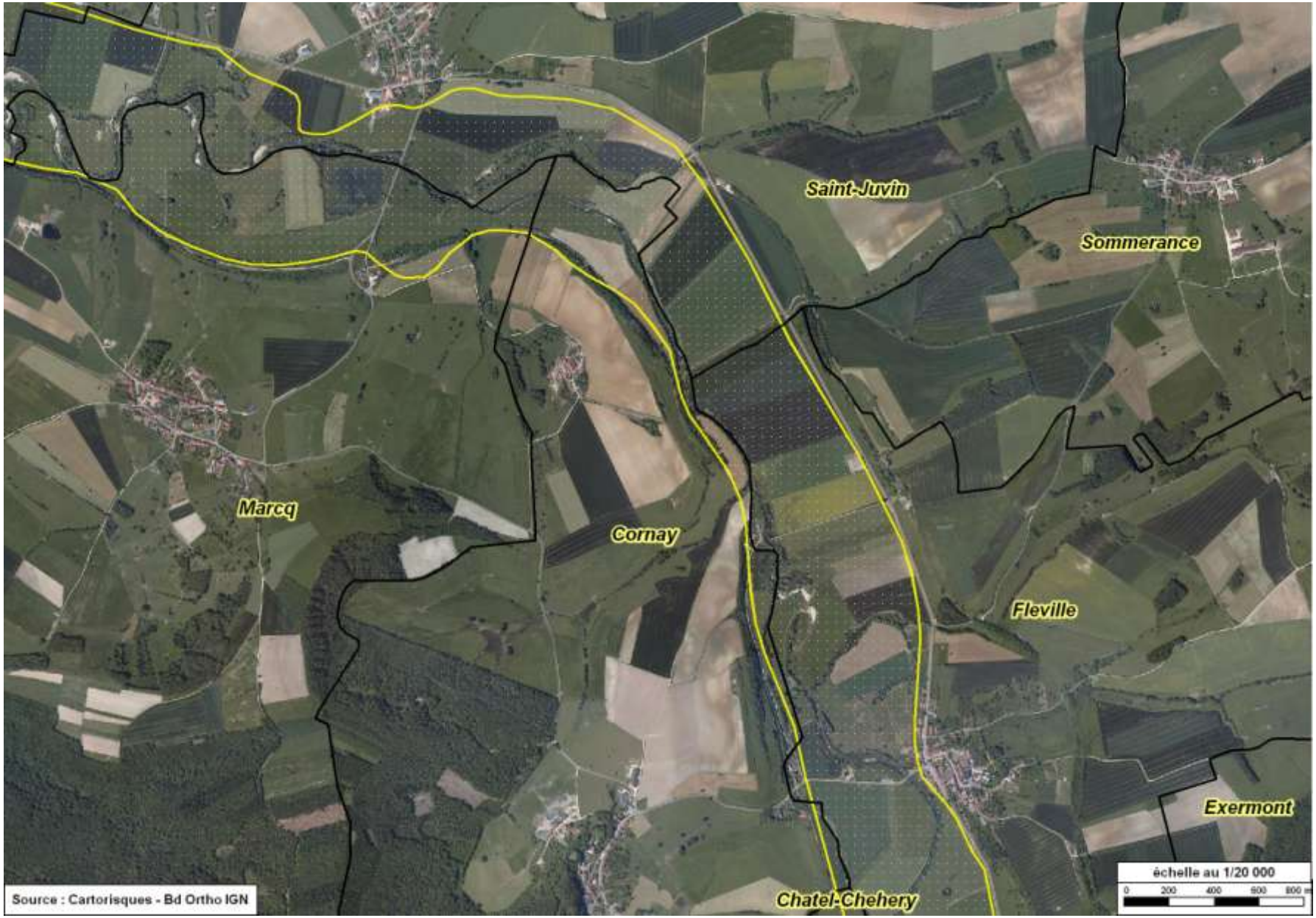
Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Termes

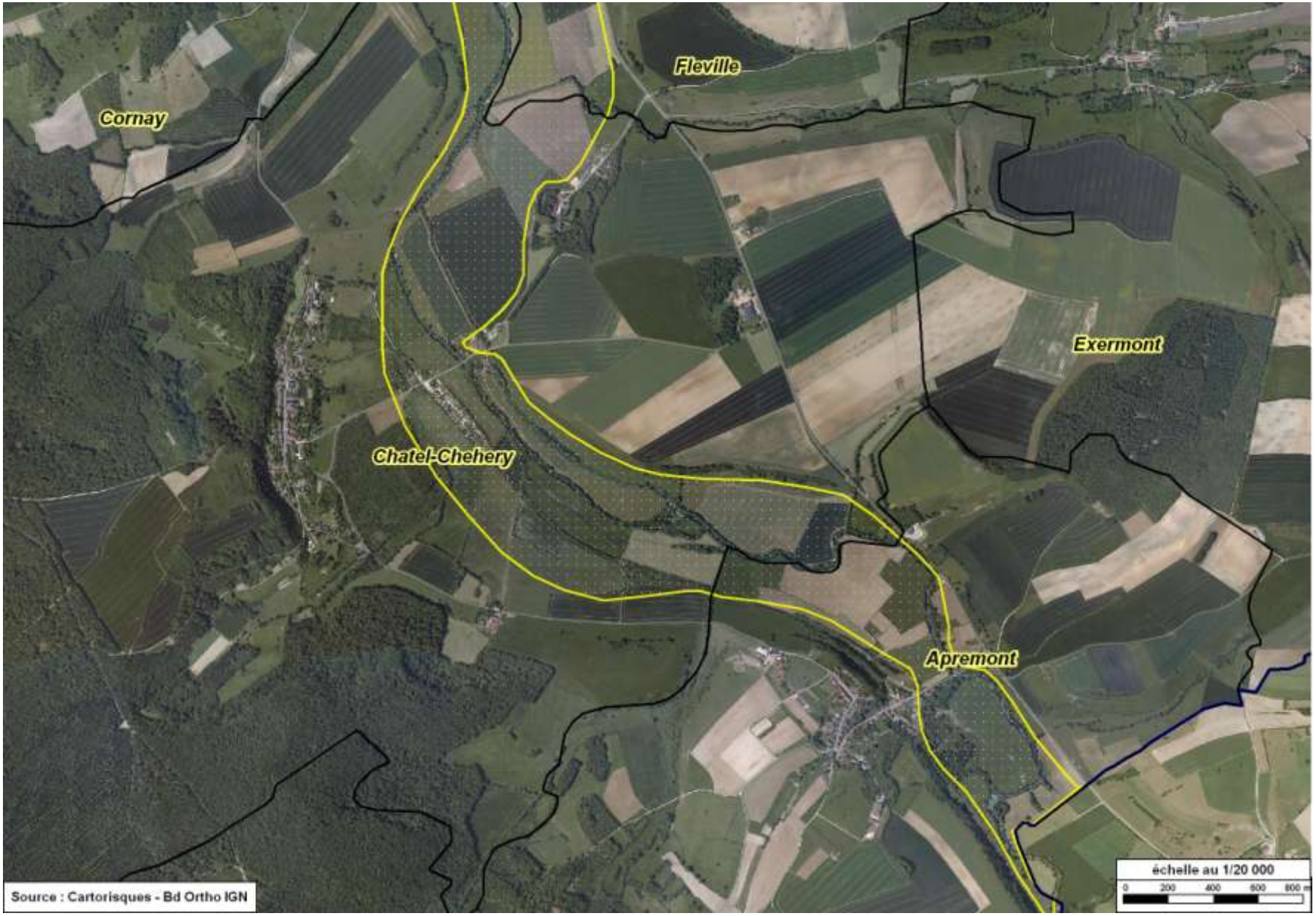


Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Grandpré



Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Saint Juvin




Fleville
Cornay
Exermont
Chatel-Chehery
Apremont
Source : Cartorisques - Bd Ortho IGN
échelle au 1/20 000
0 200 400 600 800 m

Carte par commune concernée « Aisne » basée sur la crue de 1995 : Autry



LES ENJEUX DANS LES ARDENNES

Les conséquences humaines, matérielles et économiques sont considérables en cas de sinistre.

Les crues de la Meuse et de l'Aisne ont été à l'origine de 9 blessés et 2 morts en 1995 et 1993.

Elles ont engendré des dégâts considérables estimés à 120 M€ pour la crue de 1993 et à 250 M€ pour la crue de 1995. Lors de cette crue, **315 communes** ont été reconnues sinistrées et 800 entreprises ont été touchées, entraînant le chômage technique de plus de 10 000 salariés.

La navigation a du être interrompue pendant près de 3 mois.

En 1995 : 12 000 foyers inondés – 44 routes départementales coupées en plus de la nationale N°51 en deux endroits

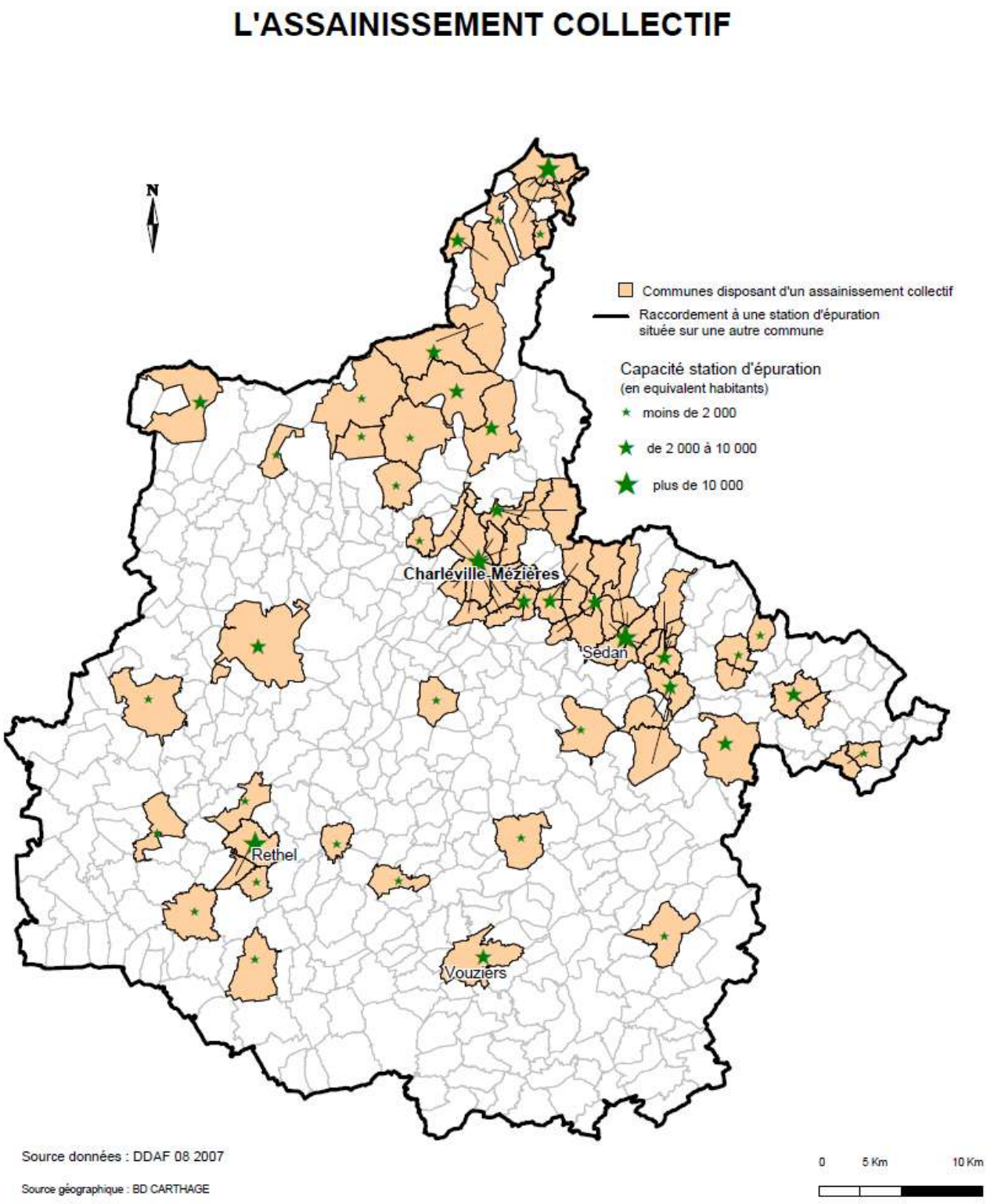
A titre d'exemple, une analyse basée sur les crues centennales constatées en 1993 et 1995 donne sur les communes sinistrées qui comportent 13 557 établissement industriels et commerciaux (SIREN et SIRET), les chiffres suivants :

Nbre communes	Nbre établissements sinistrables	Année
35	2 251 (Sinistrés)	1995
27	720 (Sinistrés)	1983

Les inondations peuvent dans de nombreux cas porter préjudice au système de retraitement et d'épuration d'eau et entrainer une pénurie d'eau potable.

De plus les incidents accompagnants les crues sont à l'origine de nombreuses pollutions des eaux.

Carte de l'assainissement collectif (DDAF) :



L'ANALYSE DETERMINISTE

Les inondations à montée lente :

La Meuse

Le département présente en raison de son relief, de sa géologie, de son climat et de son hydrographie, des risques importants et localisés, d'inondation à montée lente, notamment dans sa partie Nord et Nord-est. Les communes parcourues par la Meuse et ses affluents, en particulier la Chier et la Vence, sont principalement enclines aux inondations.

Caractérisée par une faible pente, **la Meuse** présente des vitesses d'écoulement en période de crue relativement limitée. La période de retour des crues est caractérisée de moyenne dans le département. Toutefois les dernières crues majeures ont atteint des niveaux importants.

L'Aisne

L'Aisne alimentée par ses deux plus importants affluents, l'Aire et la Retourne, semble moins encline aux crues. Le phénomène reste plus limité en raison de la nature du relief, de la géologie et du climat caractérisant sa vallée. Le climat plus chaud et la pluviométrie moins importante que dans la partie Nord du département sont des facteurs favorisant une sécheresse plus précoce et un retour de crue plus limité dans le temps.

Il est important de noter qu'en 1993 et 1995, la montée des eaux a été très rapide du fait des fortes pluies qui s'étaient abattues sur la région (1.5 mètre en deux jours à Charleville Mézières en 1993, puis 3 mètres en 5 jours en 1995 et 1 mètre en une nuit à Biermes en 1993).

Les phénomènes de crue sont dépendant des phénomènes météorologiques ayant lieu sur le bassin des cours d'eau considéré. Les phénomènes de fonte des neiges sur les massifs de l'Est de la France favorisent également les crues dans le bassin de la Meuse.

Les décrues sont généralement très lentes.

Les phénomènes de ruissellement :

Des phénomènes de ruissellement pluviaux restent possibles dans le département des Ardennes, un épisode marquant sur la commune de Sedan en 2007 (Fond de Givonne), en témoigne. Ces phénomènes résultent essentiellement d'épisodes orageux de plus en plus importants et de l'augmentation des zones non absorbantes et non drainantes.

Les phénomènes de crue torrentielle :

Le département n'est pas concerné par le risque de crue torrentielle.

Les données opérationnelles :

Les opérations de secours d'ampleur durant les dernières grandes crues, démontrent le caractère mobilisateur de ce type de sinistre. Des moyens importants, départementaux voir extra départementaux ont été sollicités.

Les effectifs et les moyens employés positionnent ce type d'évènement dans une zone proche des catastrophes majeures.

Les aménagements préventifs et leurs impacts :

Depuis la mise en place de l'EPAMA, de nombreux aménagements structurels globaux ou localisés ont été réalisés. Des diminutions de 70 à 90 cm en fonction des endroits concernés (Givet et Charleville Mézières) seraient constatés pour une crue centennale de type 1995. Nous pouvons imaginer sans certitude que l'ampleur de nouvelle inondation serait alors moindre, toutefois ces remarques ne seront pas totalement prises en compte dans le dimensionnement de la réponse à apporter par le service.

Les risques de pollution consécutifs aux crues :

La carte d'implantation des dispositifs collectifs d'assainissement et de raccordement aux stations d'épuration dresse l'état des communes sensibles aux risques de pollution résultants des crues.

Impact sur l'organisation des secours :

Ce type de sinistre participe en fonction de leur ampleur et de leur cinétique, à la désorganisation importante des secours. Plusieurs facteurs importants y contribuent :

- Ampleur des zones concernées ;
- Les implantations de secours et les personnels intervenants deviennent autant de sinistrés ;
- Mobilisation excessive des personnels et des matériels ;
- Soutenabilité difficile des opérations de secours ;
- Les difficultés et/ou l'impossibilité d'accéder aux zones sinistrées ;
- L'entrave à une couverture normale du risque courant (secours à personne et incendie) ;
- Résilience (retour à la normale) de longue durée ;
- Sur sollicitation des matériels non utilisés couramment (pompes).

Ces sinistres sont généralement caractérisés par un pic de sollicitation opérationnelle durant la phase de montée des eaux. Durant la phase de stagnation et de décrue, le soutien à la population suppose le maintien d'un dispositif opérationnel important.

L'utilisation de moyens aériens tels que des hélicoptères, pour l'identification de l'ampleur du sinistre et les reconnaissances et éventuellement les mises en sécurité de la population et la projection de moyens, restent impératives dans ce cas.

Les initiatives communales et les plans de sauvegarde communaux :

Ce type de sinistre donne lieu dans certaines communes à la mise en place de plan communaux de sauvegarde. Ces plans sont essentiellement fondés, à l'assistance et au soutien des populations durant la crise, mais surtout à favoriser un retour à la normale et une résilience rapide.

Le niveau de risque par secteur :

SECTEURS	***C.M***	***REVIN***	***SEDAN***	***VOUZIERS***	***RETHEL***
NIVEAU DU RISQUE	+++++	+++++	++	+	+

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

La couverture opérationnelle du risque inondation est réalisée en privilégiant des moyens d'épuisement, des agrès permettant une accessibilité accrue, des embarcations légères motorisées et équipées d'effets de sécurité ainsi qu'une une équipe de plongée départementale.

Les risques liés aux sauvetages nautiques seront développés dans la partie traitant des risques sociétaux.

Les missions des sapeurs-pompiers

- Assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement (pollution);
  - Assurer la mise en sécurité des personnes et des animaux dans les zones inondées ;
  - Assurer un soutien sanitaire et l'alimentation des habitants isolés et inaccessibles ;
  - Assurer les recherches de personnes portées disparues ;
  - Participer à la sécurisation des axes de circulation des personnes, dans les zones inondées ;
  - Assister la population dans les opérations de mise hors d'eau, des équipements d'habitat ;
  - Participer aux actions de mise en sécurité des animaux domestiques et d'élevage ;
  - Participer aux actions de protection des biens spécifiques (musées, ….) ;
- Assurer l'épuisement des zones inondées, dès la décrue ;
- Lutter contre les pollutions consécutives aux inondations ;
- Assurer l'accueil des moyens de renfort extérieur.

La stratégie opérationnelle

- Sectorisation des zones sinistrées ;
- Favoriser la mise en sécurité et l'évacuation des personnes sinistrées afin de facilité ensuite, le soutien sanitaire (besoins de première nécessité) à la population ;
- Favoriser la mise en place de reconnaissance sur l'avant, afin de privilégier et hiérarchiser les actions de secours à mener ;
- Garantir l'accès aux zones inondées et/ou difficilement accessibles ;
- Maintenir la couverture opérationnelle du risque courant, notamment le secours à personne et le risque incendie ;
- Anticiper lors des crues, le pré positionnement de moyens de secours dans les zones rendues inaccessibles par recouvrement aquatique ;
- Assurer une gestion pérenne et soutenable des effectifs et du matériel engagés en opération (repos obligatoire et alimentation en nourriture satisfaisante) ;
- Mettre en place des moyens d'épuisement à priori à compter de la décrue.

Le dispositif opérationnel actuel :

Le SDIS dispose actuellement des moyens suivants :

Type de moyen
Embarcation motorisée
Embarcation non motorisée
Remorque de réserve d'embarcation
CCFM
VLTT
Moyens d'épuisement électrique
Moyens d'épuisement thermique
Lots épuisement
Moto Pompe flottante
Véhicule Logistique de transport
Véhicule plongeur

Les équipes spécialisées comptent les effectifs suivants :

Spécialités	*Personnels par niveau de qualification*											
	Niveau 1			**Niveau 2**			**Niveau 3**			**Niveau 4**		
Année	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***
SAL	16	13	11	7	6	7	1	1	2			

Il convient pour améliorer la couverture de :

Délais opérationnels

- Assurer un délai de réponse opérationnelle raisonnable en tenant compte de la sollicitation opérationnelle globale des moyens engagés sur le sinistre ;

  Les moyens engagés pour les inondations relèvent des moyens courants. Toutefois la cinétique et l'ampleur de la tâche à mener pour le traitement de ce type de sinistre, impacte forcément les délais de couverture fixés initialement pour les moyens courants. Aucun délai pour l'intervention des moyens de secours ne peut dans ce cadre être garanti.

  Dans le cadre des inondations, les opérations sont traitées en mode « multiple » (regroupement de sinistre par secteur géographique ou par moyens de réponse). Dès lors un contact de chaque requérant doit intervenir dans un délai raisonnable après son appel afin de hiérarchiser les opérations de secours à mener. Les actions de secours aux personnes restent évidemment prioritaires.

Implantation des moyens :

- Intégrer le risque « inondation » dans les choix des terrains d'assiette des centres de secours ;
- Implanter les moyens de couverture du risque inondation (embarcations et véhicules hors chemin) en priorité, mais pas seulement dans les zones sujettes aux crues ;
- Optimiser et ajuster le maillage territoriale notamment en terme d'embarcation en respectant les zones de non accessibilité en cas de crues ;
- Définir des zones d'accès et de regroupement des moyens en cas de déploiement et de projection de moyens sur des zones inaccessible en devenir (implantation de centres de regroupement des moyens ou de centres de secours déportés) ;
- Identifier les zones de stationnement, d'accueil et d'hébergement des renforts extérieurs en cas de sinistre important ;

Qualification des personnels :

- Orienter les enseignements (formation de base et adaptation à l'emploi) aux risques inondations vers des formations techniques et pratiques ;

  Une orientation plus pratique sur la lutte contre les effets des inondations, notamment les mises en sécurité des populations, devrait être envisagée. La refonte du contenu de l'unité de valeur RTN 1 en formation de base des personnels semble impérative (levée de biens à protéger, mise en place de zone de circulation hors d'eau, respect des règles de déplacement en zone inondée, règles de sécurité en période de crue…).
- Assurer des campagnes de maintien des acquis, basées sur des enseignements pluri annualisés pour faire face aux risques dits « à occurrence faible » ;
- Favoriser la formation et le maintien des acquis dans le domaine de la conduite des embarcations et des véhicules de type « hors chemin » ;

  La maîtrise des embarcations en période de crue ou d'inondation demande des capacités de conduite spécifiques, aussi la formation et le maintien des acquis des personnels titulaires des permis bateaux semblent nécessaires au moins tous les 3 ans.

Formation et information des personnels :

- Rappeler en permanence et de manière efficace les consignes d'emploi et de sécurité pour l'usage des moyens nautiques ;

  La mutualisation des compétences de l'équipe départementale de plongée peut ici s'avérer intéressante en matière d'encadrement. Création d'un groupe de formateur ad' hoc.

Plan d'équipement :

- Favoriser la dotation de chaque secteur en moyens tout terrain, afin de pallier les difficultés d'accessibilité en période d'inondation (également utiles en cas d'intempérie);
- Comptabiliser de manière exhaustive les moyens d'épuisement et mesurer leur capacité de projection dans et en dehors du département ;
- Maintenir et adapter les réserves départementales d'embarcations, au stricte nécessaire et privilégier les embarcations sécurisées, ainsi que les équipements de sécurité nécessaires à la navigation et à la mise en sécurité des populations ;

- Entreprendre un plan de rationalisation et d'entretien régulier des moyens flottants du SDIS ;

  Utilisation peu fréquente des embarcations.

- Diversifier les alimentations électriques et thermiques des équipements d'épuisement ;
- Identifier les moyens aériens mobilisables en cas de sinistre, dans et en dehors de la zone de défense Est et identifier les zones d'atterrissage sécurisée dans les bassins de risque ;
- Conserver en terme matériel l'indépendance de l'équipe départementale.

  Les dotations en embarcation de l'équipe de plongée doivent être regardées comme indépendante des dotations d'embarcations de secours.

Mutualisation des moyens :

Les moyens employés pour la lutte contre les feux d'espaces naturels (véhicules de type tout terrain), servent en cas d'inondation, aux déplacements des moyens de secours. L'implantation de ces agrès devra également tenir compte de ce risque.

La couverture de ces deux risques apparait identique d'un point de vue géographique.

Organisation du service – Prévention – Prévision :

- Identifier et cartographier précisément les zones accessibles hors crues en embarcation et les dispositifs de mise à l'eau sur les cours d'eau Meuse et Aisne ;

- Assurer une veille renforcée du risque de crue en période de danger et diffuser les informations sur le niveau de risque dans les unités opérationnelles de manière régulière en période de crues ;

- Intégrer au système d'information géographique du service, les analyses prévisionnelles effectuées grâce à l'outil OSIRIS et dimensionner pour les secteurs inondés en fonction du niveau de la crue, les moyens de couverture nécessaires.

Réponse spécifique :

- Intégrer pour le dimensionnement des moyens de couverture du risque nautique et subaquatique, le risque inondation ;

A retenir pour les risques « inondations » :

Analyse des risques

Les communes parcourues par la Meuse et ses affluents, en particulier la Chier et la Vence, sont principalement enclines aux inondations. **L'Aisne** alimentée par ses deux plus importants affluents, l'Aire et la Retourne, semble moins sujette aux crues.

Les phénomènes de crue sont dépendant des phénomènes météorologiques ayant lieu sur le bassin des cours d'eau considéré. Les phénomènes de fontes des neiges sur les massifs de l'Est de la France favorisent également les crues dans le bassin de la Meuse. Les décrues sont généralement très lentes.

Des phénomènes de ruissellement pluviaux restent possibles dans le département des Ardennes, un épisode marquant sur la commune de Sedan en 2007 (Fond de Givonne), en témoigne.

Les opérations de secours d'ampleur durant les dernières grandes crues, démontrent le caractère mobilisateur de ce type de sinistre. Des moyens importants, départementaux voire extra départementaux sont nécessaires.

Depuis la mise en place de l'EPAMA, de nombreux aménagements structurels globaux ou localisés ont été réalisés. Nous pouvons imaginer sans certitude que l'ampleur de nouvelle inondation serait alors moindre, toutefois ces remarques ne seront pas totalement prises en compte dans le dimensionnement de la réponse opérationnelle.

Ces types de sinistre participent en fonction de leur ampleur et de leur cinétique, à la désorganisation importante des secours.

Certaines communes ont mis en place des plans communaux de sauvegarde.

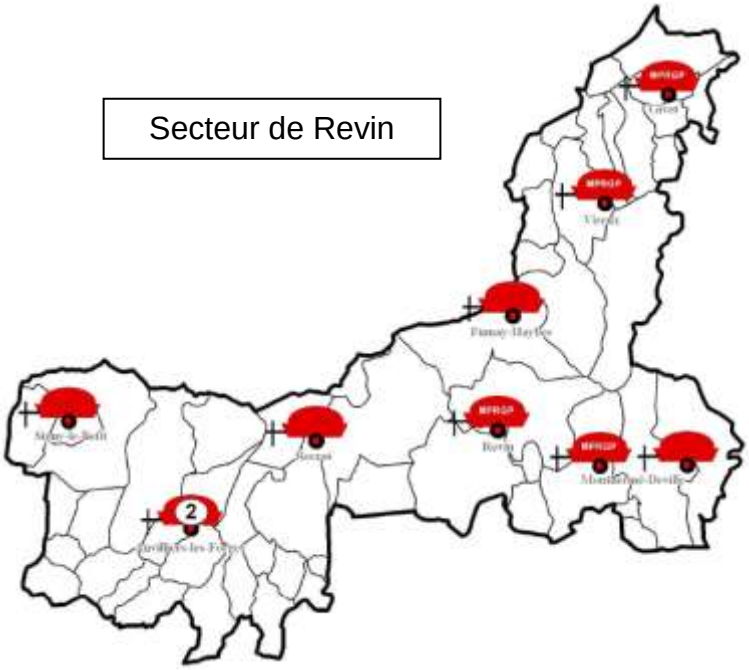
Couverture opérationnelle

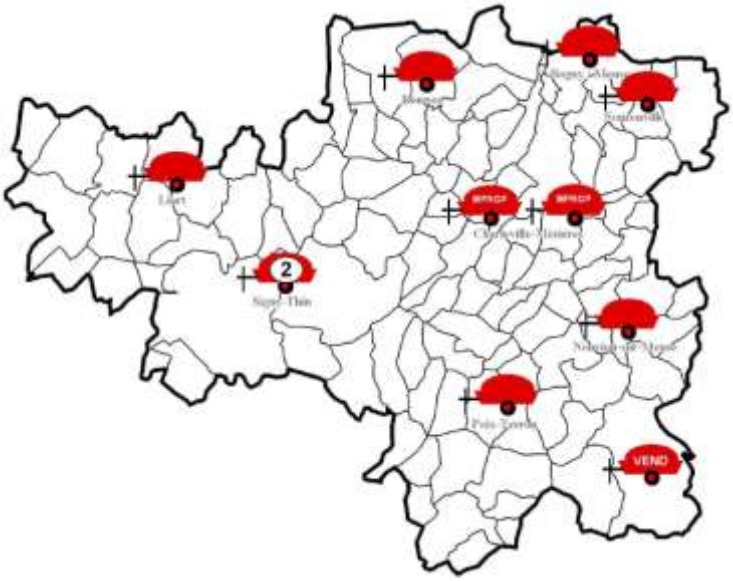
- Intégrer le risque « inondation » dans les choix des terrains d'assiette des centres de secours ;
- Définir des zones d'accès et de regroupement des moyens en cas de déploiement et de projection de moyens sur des zones inaccessibles en devenir (implantation de CRM ou de centre de secours déporté) ;
- Identifier les zones de stationnement, d'accueil et d'hébergement des renforts extérieurs en cas de sinistre important ;
- Orienter les enseignements (formation de base et adaptation à l'emploi) aux risques inondations vers des formations techniques et pratiques ;
- Favoriser la formation et le maintien des acquis dans le domaine de la conduite des embarcations et des véhicules de type « hors chemin » ;
- Rappeler en permanence les consignes d'emploi et de sécurité pour l'usage des moyens nautiques ;
- Favoriser la dotation de chaque secteur de moyens tout terrain, afin de pallier les difficultés d'accessibilité dues aux inondations (également utiles en cas d'intempérie);
- Maintenir et adapter les réserves départementales d'embarcations, au stricte nécessaire et privilégier les embarcations sécurisées, ainsi que les équipements de sécurité nécessaires à la navigation et à la mise en sécurité des populations ;
- Intégrer au SIG, les analyses prévisionnelles effectuées grâce à l'outil OSIRIS, dimensionner les secteurs inondés en fonction du niveau de la crue et les moyens de couverture envisagés.

CARTE DES MATERIELS DE COUVERTURE

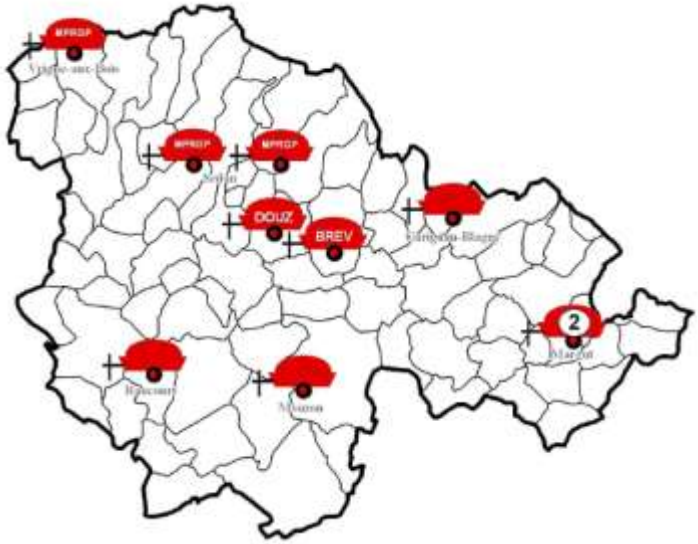
Carte des emplacements actuels des moyens d'épuisement « Moto Pompe »

Secteur de Revin





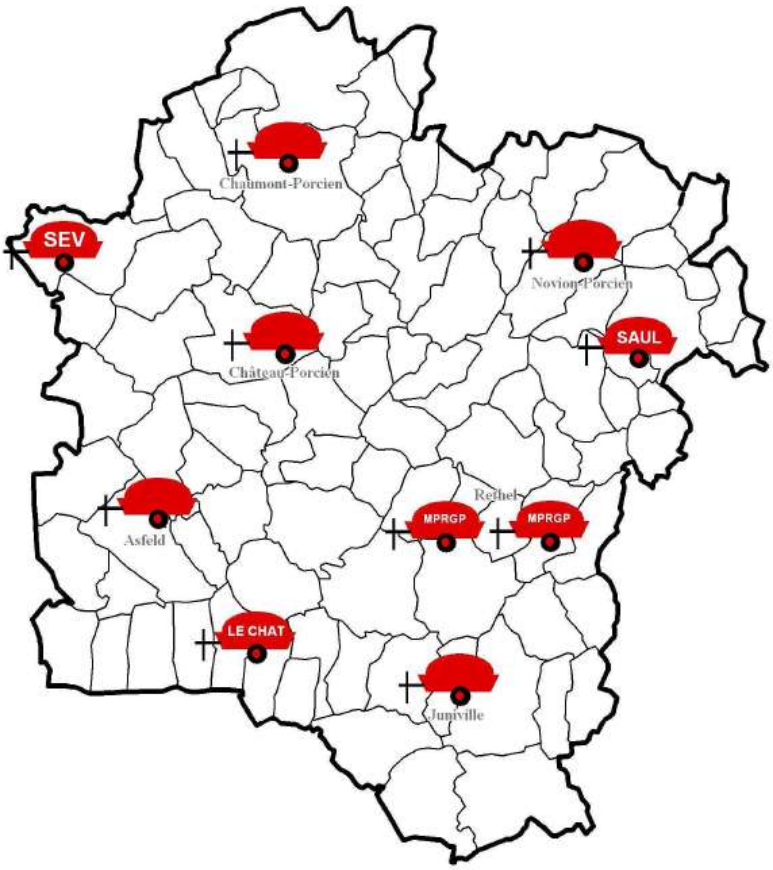
Secteur de Charleville Mézières



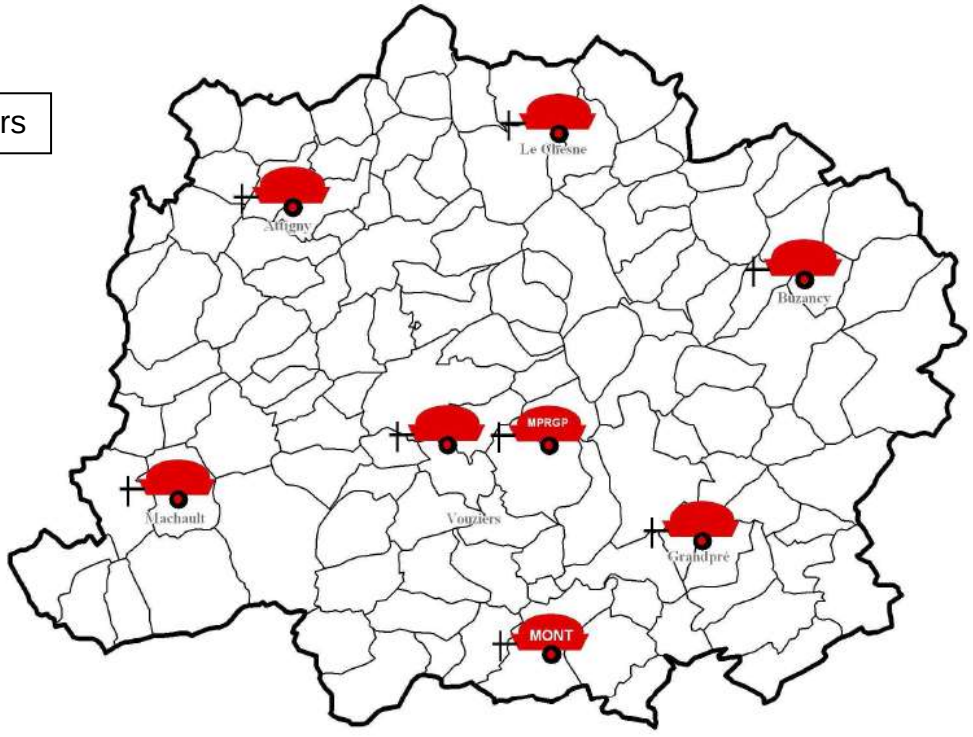
Secteur de Sedan

Carte des emplacements actuels des moyens d'épuisement « Moto Pompe »

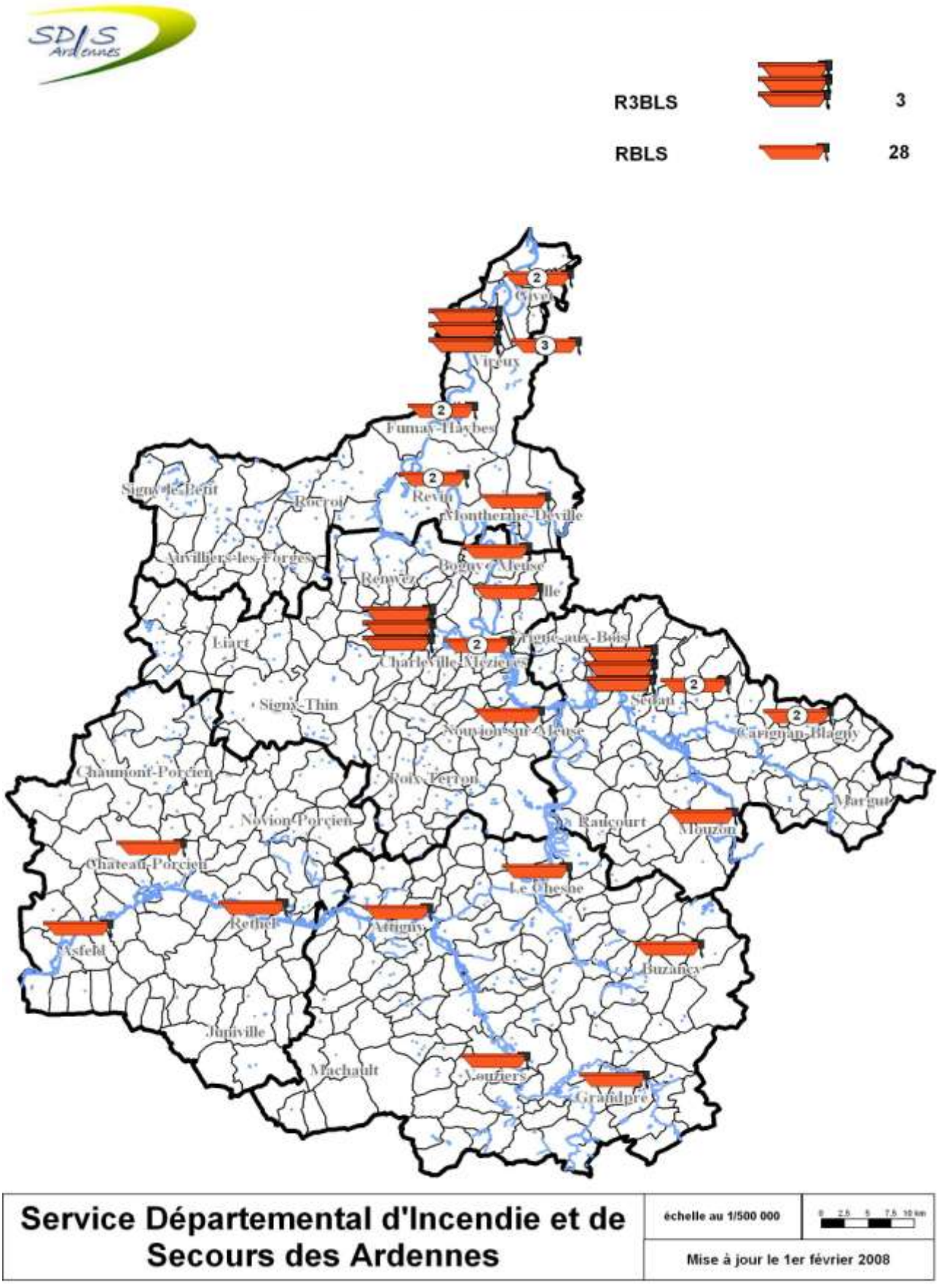
Secteur de Rethel



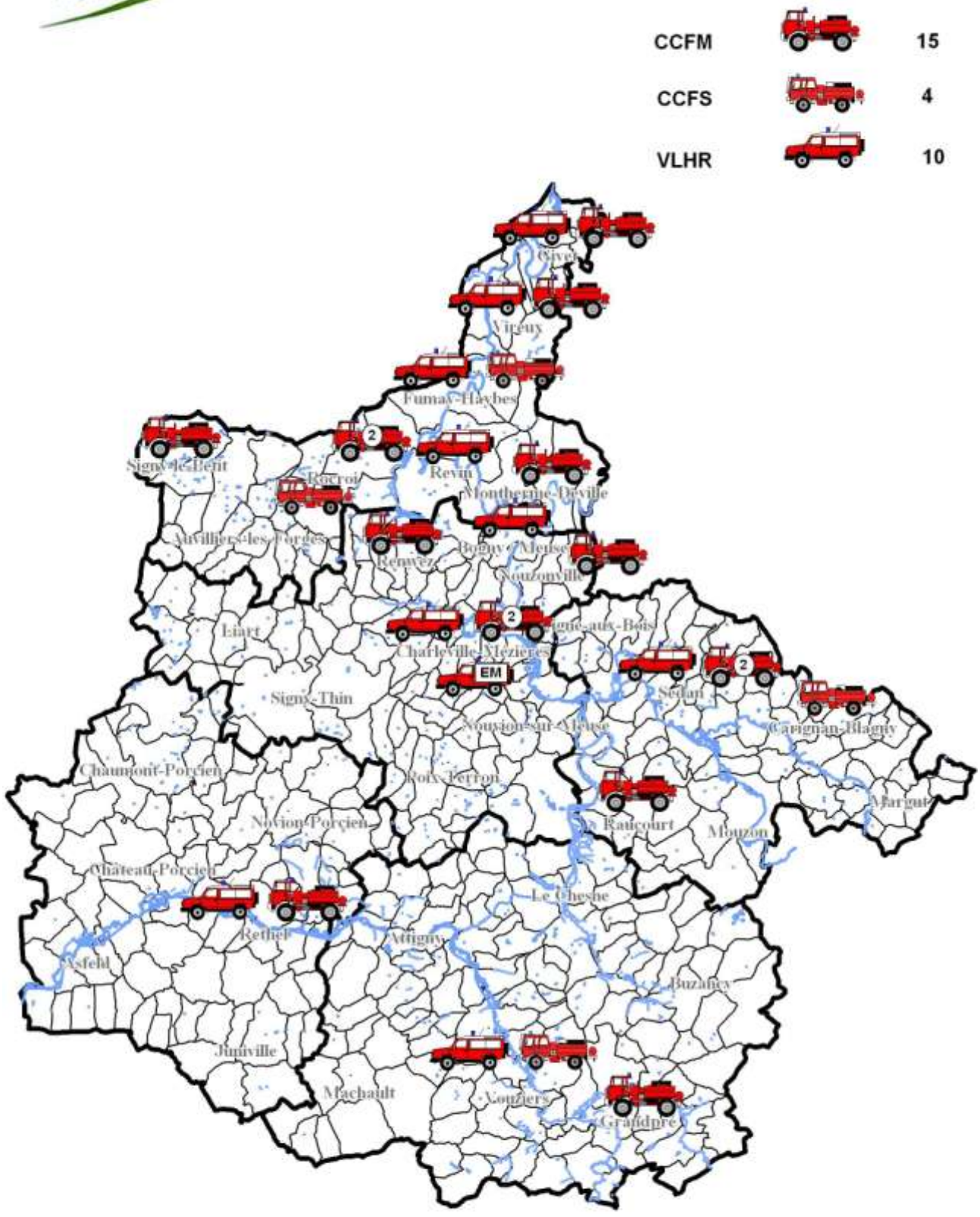
Secteur de Vouziers



Carte des emplacements des embarcations avec leur remorque « RBLS »

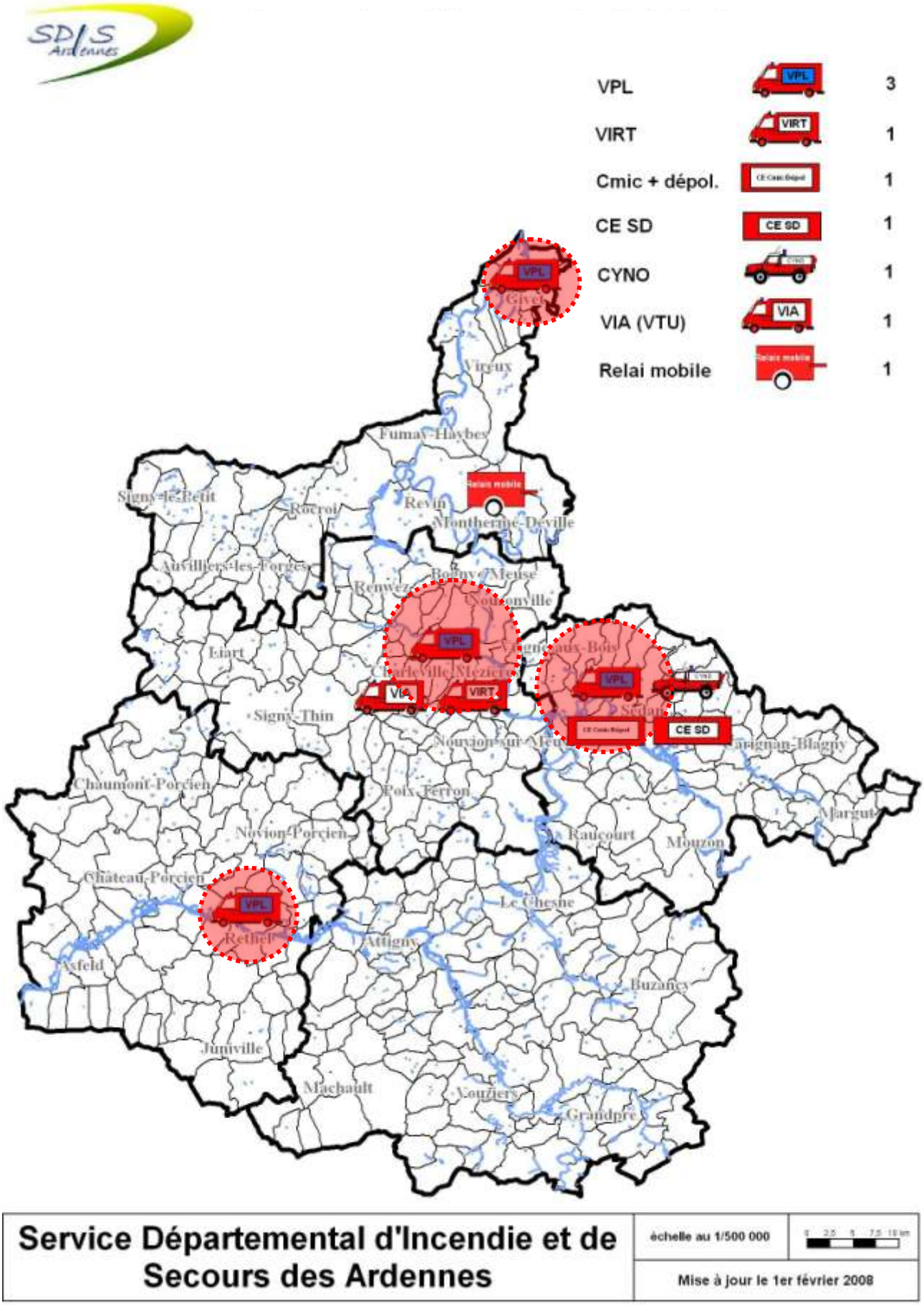


Carte des emplacements des agrès à accessibilité renforcée



Service Départemental d'Incendie et de Secours des Ardennes	échelle au 1/500 000	0 2,5 5 7,5 10 km
	Mise à jour le 1 février 2008	

Carte des emplacements actuels de l'équipe de plongée



Service Départemental d'Incendie et de Secours des Ardennes	échelle au 1/500 000	0 2.5 5 7.5 10 km
	Mise à jour le 1er février 2008	

Emplacements des moyens aériens limitrophes :

La sécurité civile dispose de 22 bases hélicoptères opérationnelles et d'une base de commandement et logistique située à Nîmes (Gard). Elles rassemblent 40 machines réparties comme suit :

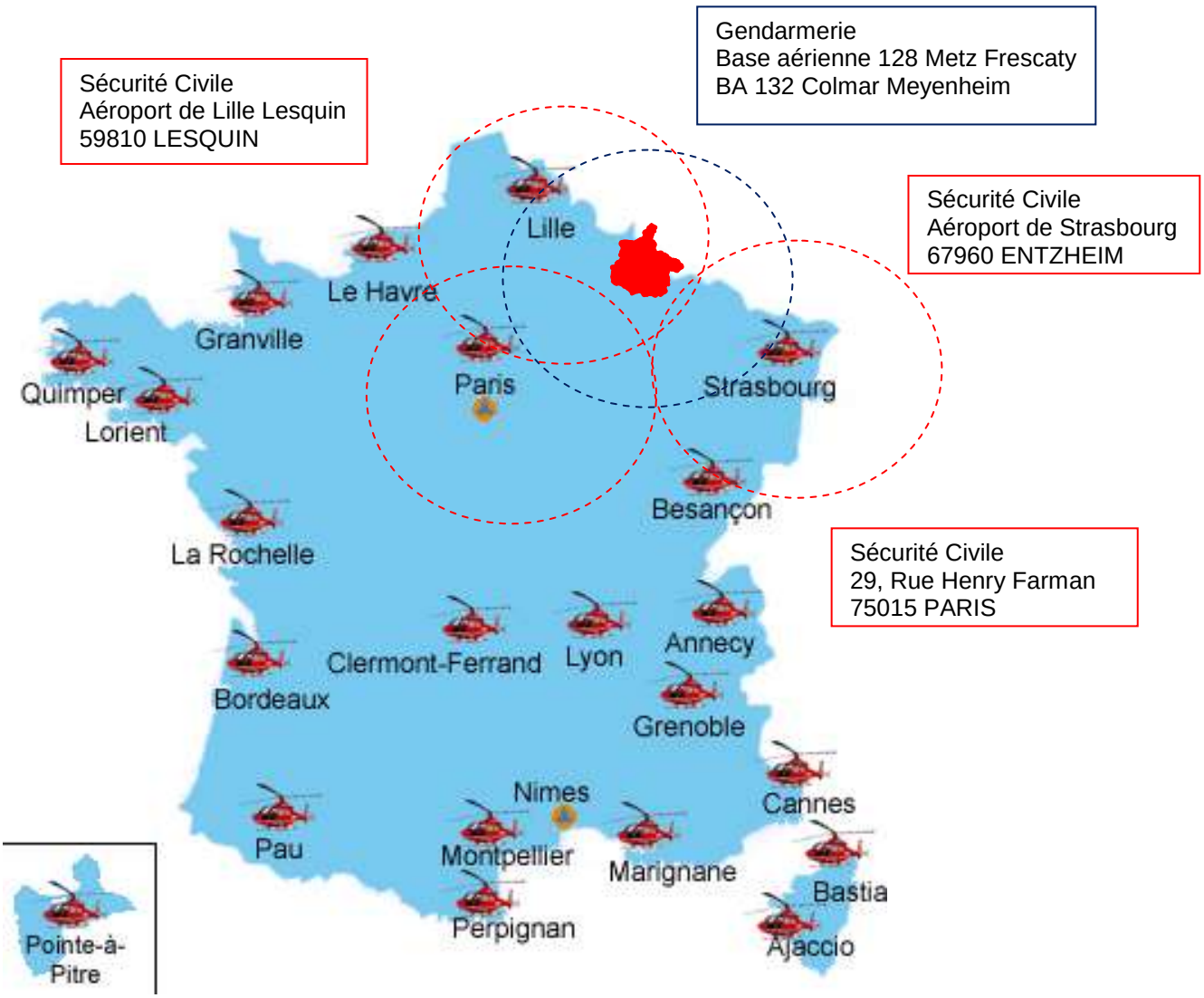
- 30 EC 145
- 6 Alouette III
- 4 Écureuil

La flotte de la gendarmerie nationale a été récemment intégrée au dispositif de sécurité national.

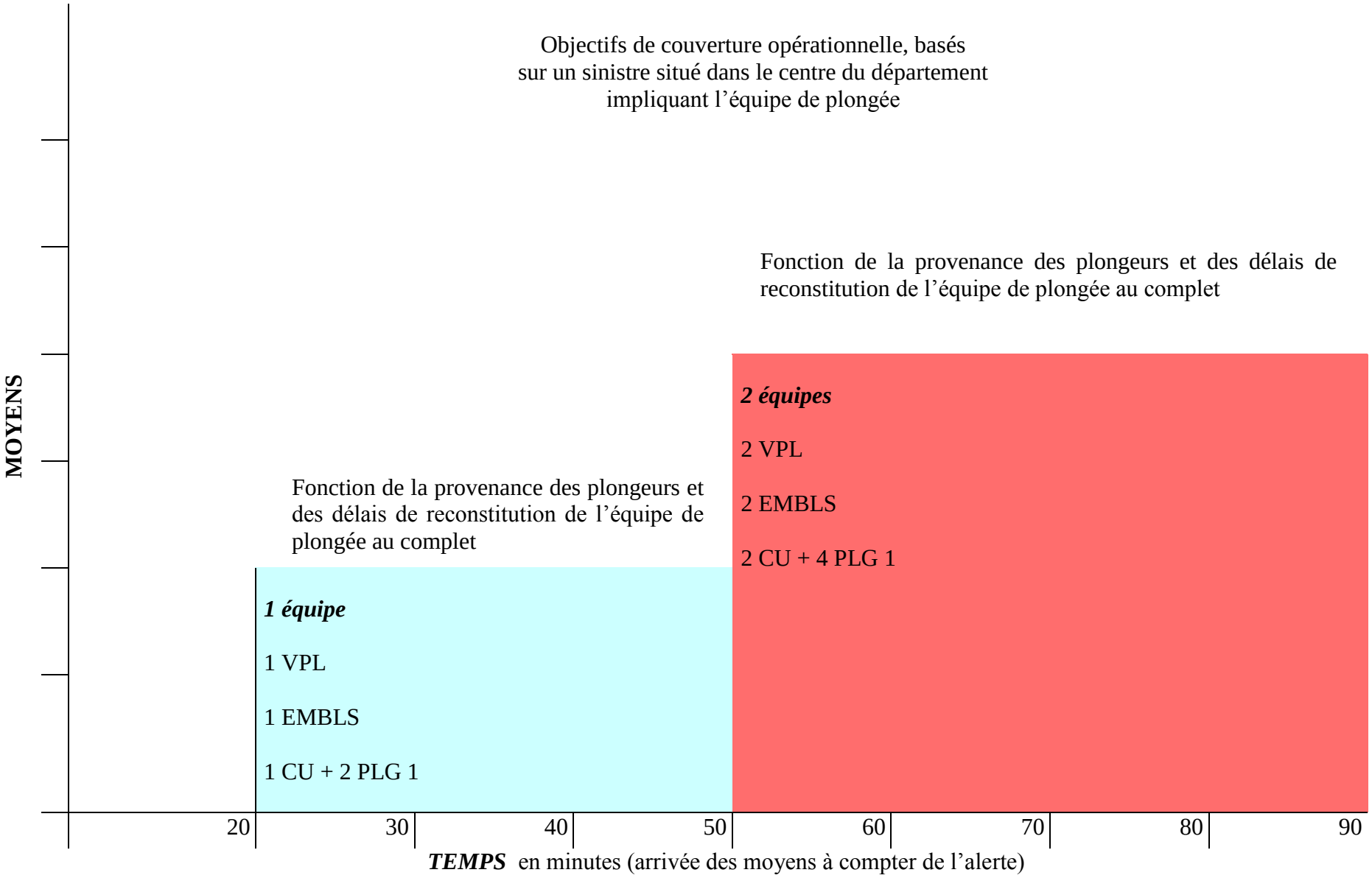
Les missions des hélicoptères sont, par ordre de priorité décroissante, en notant toutefois que le secours aux personnes est toujours prioritaire :

- secours urgent et sauvetage,
- lutte contre les feux de forêts - secours non urgents,
- police et assistance technique,
- mise en condition du personnel et du matériel.

A chaque Zone de Défense correspond un secteur opérationnel disposant d'une base régionale. Les hélicoptères du Groupement Hélicoptères sont affectés aux secteurs opérationnels et répartis dans les bases et détachements implantés de manière permanente ou temporaire sur le territoire national.



La courbe de montée en puissance actuelle des moyens de l'équipe départementale de plongée :



LES RISQUES « MOUVEMENTS DE TERRAIN »

DEFINITION DES MOUVEMENTS DE TERRAIN :

Un mouvement de terrain est un déplacement, plus ou moins brutal, du sol ou du sous-sol sous l'effet d'influences naturelles (agent d'érosion, pesanteur, séisme, etc.) ou anthropiques (exploitation de matériaux, déboisement, terrassement, etc.). Ce phénomène comprend diverses manifestations, lentes ou rapides, en fonction des mécanismes initiateurs, des matériaux considérés et de leur structure.

- ***Les mouvements lents*** entraînent une déformation progressive des terrains, pas toujours perceptible par l'homme. Ils regroupent les affaissements, les tassements, les glissements, la solifluxion, le fluage, le retrait gonflement et le fauchage.

- ***Les mouvements rapides*** se propagent de manière brutale et soudaine. Ils regroupent les effondrements, les chutes de pierres et de blocs, les éboulements et les coulées boueuses.

Les mouvements de terrain, qu'ils soient lents ou rapides, peuvent entraîner un remodelage des paysages. Celui-ci peut se traduire par la destruction de zones boisées, la déstabilisation de versants ou la réorganisation de cours d'eau.

Ces phénomènes sont liés à la présence de cavités souterraines d'origine naturelle (phénomène de dissolution ou de suffusion) ou anthropique (exploitation souterraine, sape de guerre).

PHENOMENE - AFFAISSEMENTS ET EFFONDREMENTS

Définition

- ***Les affaissements*** sont des dépressions topographiques en forme de cuvette dues au fléchissement lent et progressif des terrains de couverture.

- ***Les effondrements*** résultent de la rupture des appuis ou du toit d'une cavité souterraine, rupture qui se propage jusqu'en surface de manière plus ou moins brutale, et qui détermine l'ouverture d'une excavation grossièrement cylindrique. Les dimensions de cette excavation dépendent des conditions géologiques, de la taille et de la profondeur de la cavité ainsi que du mode de rupture. Ce phénomène peut être ponctuel ou généralisé et dans ce cas concerner des superficies de plusieurs hectares. S'il est ponctuel, il se traduit par la création de fontis plus ou moins importants, dont le diamètre est généralement inférieur à cinquante mètres.

Les paramètres naturels influençant l'aléa

- ***La géologie*** : les matériaux ont une influence déterminante sur le déclenchement et l'évolution de ces phénomènes. Ils doivent être favorables à la création et au développement de cavités. La nature des terrains surmontant les cavités conditionne également le développement en surface du mouvement.

- ***L'hydrogéologie*** : la création de cavités naturelles dans le sous-sol est liée aux circulations souterraines d'eau qui entraînent des phénomènes d'érosion et d'altération dans les formations traversées. Dans les matériaux solubles tels le calcaire, formation de réseaux karstiques ou le gypse, les écoulements souterrains d'eau dissolvent et entraînent les matériaux, formant ainsi ces cavités.

Les paramètres anthropiques influençant l'aléa

Les cavités souterraines : l'exploitation de matériaux du sous-sol dans des marnières, des carrières ou des mines, puis l'abandon de ces structures peut entraîner des affaissements ou des effondrements. Le creusement de sapes de guerre durant la première guerre mondiale est également à l'origine de cavités, mal localisées.

- **Les marnières** : on estime entre 100 000 et 150 000 le nombre de marnières, exploitations artisanales du sous-sol, dans les seuls départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.

  De par leur localisation peu précise (absence fréquente d'archives, plans de situation inexistants, distribution aléatoire), elles entraînent un risque notable, d'autant plus qu'elles atteignent des profondeurs importantes et qu'on ne sait pas les détecter.

- **Les sapes de guerre** sont des galeries creusées lors de la Première Guerre mondiale, destinées à la progression des troupes. Le contexte de leur création fait qu'elles ne sont pas toutes répertoriées et localisées.

Le risque « affaissement et éffondrement »

- **Les affaissements** sont des mouvements lents et progressifs. S'ils ne présentent en général pas de risque pour les personnes, ils peuvent avoir des conséquences sur les ouvrages en surface, allant de la simple fissuration jusqu'à la ruine complète.
-

  Les effondrements ont un caractère soudain, augmentant ainsi la vulnérabilité des personnes. Au cours des années 2001 et 2002, trois personnes ont trouvé la mort en France, suite à des phénomènes d'effondrements. Les ouvrages sont également vulnérables et détruits entièrement dans la majeure partie des cas.

En plus des risques sur les vies humaines et les infrastructures, ces mouvements ont des conséquences économiques. Leur survenue entraîne des coûts dus aux réparations, ainsi qu'éventuellement à l'arrêt des activités du secteur concerné. La mise en place de mesures de protection entraîne également des dépenses qui sont en général supportées par les collectivités locales et l'État. Si aucune protection ne s'avère efficace, le coût de l'expropriation et du relogement des populations menacées est à prendre en compte.

PHENOMENE – ÉBOULEMENTS ET CHUTES DE PIERRES ET DE BLOCS :

L'évolution naturelle des falaises et des versants rocheux engendre des chutes de pierres et de blocs ou des éboulements en masse. Les blocs isolés rebondissent ou roulent sur le versant, tandis que dans le cas des éboulements en masse, les matériaux « s'écroulent » à grande vitesse sur une très grande distance. La forte interaction entre les éléments rend la prévision de leurs trajectoires et rebonds complexe, et donc leur modélisation difficile.

Les paramètres naturels influençant l'aléa

- ***La géologie*** : le pendage des couches géologiques, leur état de fracturation, d'altération, leur perméabilité sont autant de paramètres conditionnant l'occurrence et l'intensité des chutes de blocs et des éboulements.

- ***L'hydrogéologie*** : les circulations et la rétention d'eau au sein des formations entraînent des phénomènes d'érosion et d'altération, ainsi qu'une augmentation des pressions interstitielles. L'alternance du gel et du dégel de l'eau présente dans les terrains participe également à cette altération.

- ***Les séismes*** font vibrer les éléments du sol, modifient les conditions de pesanteur et donc l'équilibre des masses en place. Ils peuvent être à l'origine de chutes de blocs ou d'éboulements.

Les paramètres anthropiques influençant l'aléa

- ***La modification de l'hydrologie*** : le développement des activités humaines (habitations, parkings, voiries, etc.) entraîne une imperméabilisation du sol. Ceci peut conduire à une concentration des écoulements d'eau dans des zones sensibles. Les rejets d'eau, le rabattement des nappes par pompage, ainsi que les canalisations souterraines cassées sont également des facteurs aggravants. Les conséquences sont ici semblables à celles résultant des circulations naturelles, mais sur des sites qui n'étaient, à l'origine, pas concernés par ces phénomènes.

- ***L'influence des travaux*** : les opérations de tracé des routes peuvent entraîner un raidissement de la pente conduisant à l'apparition de chutes de pierre. Dans le cas d'utilisation d'explosifs pour les travaux, les vibrations occasionnées peuvent déstabiliser des ensembles de blocs.

Le risque « éboulement et chutes de pierres et de blocs »

Ce phénomène possède un caractère soudain, d'où un risque conséquent pour les personnes. Au cours des années 2001 et 2002, six personnes ont trouvé la mort en France, suite à des chutes de blocs et des éboulements.

Ces mouvements de terrain ont des conséquences sur les infrastructures (bâtiments, voies de communication, etc.), allant de la dégradation partielle à la ruine totale. Ces dommages entraînent un coût direct causé par les réparations ou l'entretien des bâtiments, mais également un coût, difficilement chiffrable, lié à la perturbation des activités du secteur touché.

La mise en place de mesures de protection contre les éboulements entraîne des dépenses qui sont en général supportées par les collectivités locales et l'État.

Les chutes de blocs et les éboulements peuvent entraîner un remodelage des paysages. Par exemple, l'obstruction d'une vallée par les matériaux déplacés peut engendrer la création d'une retenue d'eau. Lorsque les enjeux sont des sources potentielles de pollution (usine chimique, station d'épuration, etc.) un risque particulier de contamination du milieu naturel ou d'accident technologique est à prendre en compte.

PHENOMENE – GLISSEMENTS DE TERRAIN

Il s'agit du déplacement lent d'une masse de terrain cohérente le long d'une surface de rupture. Cette surface a une profondeur qui varie de l'ordre du mètre à quelques dizaines voire quelques centaines de mètres dans des cas exceptionnels. Les volumes de terrain mis en jeu sont alors considérables. Les vitesses d'avancement du terrain peuvent varier jusqu'à atteindre quelques décimètres par an. Lorsqu'il y a rupture, ces vitesses peuvent atteindre quelques mètres par jour durant la période la plus active.

Les paramètres naturels influençant l'aléa

- **La géologie** : les caractéristiques mécaniques d'un matériau, sa perméabilité, son état d'altération, sont autant de paramètres conditionnant la pente limite d'équilibre et l'occurrence du mouvement.

- **La géomorphologie** : l'importance de la pente de terrain va permettre le développement de certains types de glissement. Une pente faible sera suffisante pour le déclenchement de phénomènes de *solifluxion* ou de *fluage*. La couverture végétale joue également un rôle dans la stabilité, la propagation et le déclenchement des glissements de terrain. Ce rôle peut être bénéfique ou néfaste selon le cas. Ainsi, les racines des végétaux renforcent la cohésion des sols, mais en cas de vent, l'effet de levier peut déraciner les arbres, ouvrant ainsi des brèches dans le sol et favorisant les infiltrations d'eau.

- **L'hydrogéologie** : outre les phénomènes d'infiltration, les circulations d'eau en surface contribuent aux instabilités des masses de sol, par un phénomène d'entraînement des matériaux.

- **Les séismes** : là encore, c'est la mise en vibration des éléments du sol et la modification des conditions de pesanteur qui peuvent être à l'origine de la déstabilisation des masses en place.

Les paramètres anthropiques influençant l'aléa

- **La modification de l'hydrologie** : de la même manière que pour les phénomènes d'éboulements, la modification de l'hydrologie par une activité humaine peut créer des zones à risques nouvelles.

- **La modification du relief** : lors des chantiers de construction, les opérations de terrassement peuvent entraîner la suppression d'une butée de pied stabilisatrice d'une masse de terrain, ou bien augmenter la pente d'un versant composé de matériaux pas assez cohérents pour cette nouvelle topographie. Le remblaiement engendre une surcharge pouvant déclencher ou aggraver un glissement. De même il entraîne un tassement du sol et ainsi une diminution de la perméabilité, amplifiant l'instabilité.

Le risque « glissement de terrain »

Les mouvements lents et progressifs ne présentent en général pas de risque pour les vies humaines, sauf parfois lors de la phase de rupture des glissements (comme à La Salle-en-Beaumont, en Isère, le 9 janvier 1994, où un glissement fit quatre victimes, surprises dans leur sommeil), même si le mouvement n'est alors plus considéré comme lent.

Le cas des mouvements de grande ampleur est particulier. Le nombre de victimes peut être très important, du fait des quantités de matériaux mises en jeu et de l'étendue du site concerné. Ces mouvements, plus rares, ont des conséquences difficilement prévisibles.

Les populations sont plus vulnérables aux glissements de terrain soudains, comme les coulées boueuses, mais les victimes restent rares.

Les glissements de terrain, qu'ils soient lents ou rapides, ont des conséquences sur les infrastructures (bâtiments, voies de communication, etc.) pouvant aller de la fissuration à la ruine totale, ou entraîner des pollutions induites. Même les mouvements lents et superficiels (fluage et solifluxion) peuvent dégrader des canalisations et autres réseaux enterrés.

PHENOMENE - LES RETRAITS GONFLEMENTS

Il se manifeste dans les sols argileux et est lié aux variations en eau du terrain. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface : on parle de *retrait*. À l'inverse, un nouvel apport d'eau dans ces terrains produit un phénomène de *gonflement*. Des tassements peuvent également être observés dans d'autres types de sols (tourbe, vase, loess, sables liquéfiables, etc.) lors des variations de leur teneur en eau.

Les paramètres naturels influençant l'aléa

- **La géologie** : les retraits-gonflements se développent dans les argiles, de manière plus ou moins conséquente suivant le type d'argile. On retrouve particulièrement ce phénomène dans les smectites et les interstratifiés.

- **L'hydrogéologie et la météorologie** : les variations de teneur en eau des terrains sont un paramètre essentiel conditionnant l'intensité de ce phénomène. La fluctuation des nappes souterraines due aux précipitations constitue un facteur aggravant.

- **La végétation** : la présence d'arbres ou d'arbustes augmente l'intensité du phénomène, par l'action de pompage par ces végétaux de l'eau contenue dans le sous-sol.

Les paramètres anthropiques influençant l'aléa

- **La modification de l'hydrologie** : les variations de la teneur en eau dans les sols, suite à une activité humaine, peuvent accentuer l'intensité du phénomène de retrait-gonflement.

Le risque « retrait gonflement »

La lenteur et la faible amplitude du phénomène de retrait-gonflement le rendent sans danger pour l'Homme. Néanmoins, l'apparition de tassements différentiels peut avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles. Entre 1989 et 1992, des conditions climatiques particulières entraînèrent des phénomènes de retrait sur l'ensemble du territoire métropolitain causant deux milliards d'euros de dommages.

LE RISQUE DANS LES ARDENNES :

Les mouvements de terrain connus :

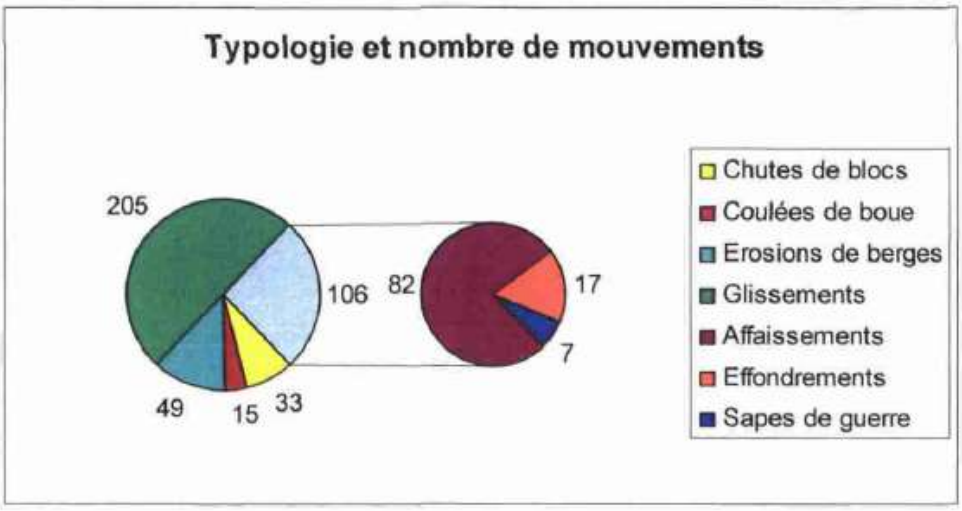
408 mouvements de terrains sont répertoriés par le BRGM, dans les Ardennes.

Ils sont répartis comme suit :

Données BRGM 2006 :

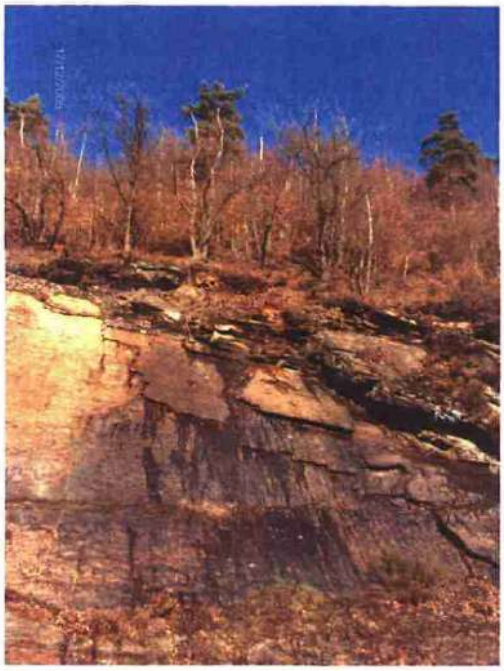
TYPE DE MOUVEMENT	Nombre	
Chute de blocs	33	8 %
Coulées boueuses	15	3,6 %
Erosions de berge	49	12 %
Glissements	205	50 %
Affaissements	82	20 %
Effondrements	17	4%
Sapes de guerre	7	2%
	Total **408**	

Différents types de mouvements de terrain recensés dans les Ardennes



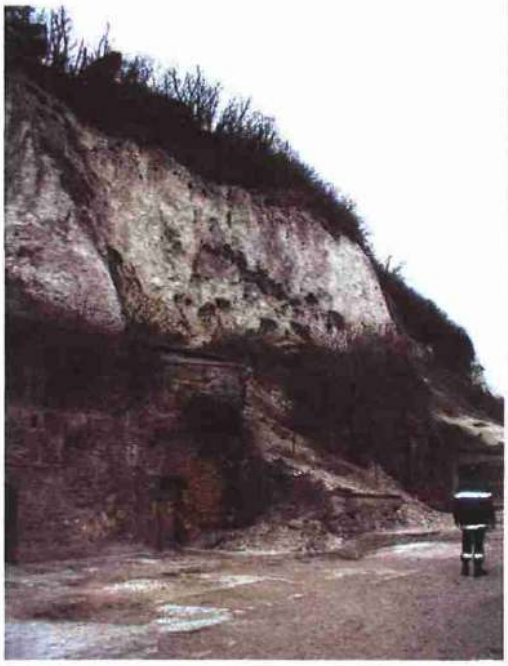
Répartition des différents types de mouvements de terrain dans les Ardennes

Les principaux mouvements de terrain observables :



Revin : chutes de blocs et de plaques de phyllades dans les Schistes tectonisés du Revinien.

- Enjeux : route communale
- Confortement par cloutage et grillages



Château Porcien : éboulement et chute de petits blocs de craie (plusieurs m3 au total).

- Enjeux : groupe scolaire et bâtiment public
- Confortement par grillage en pied de talus



Rocroi : éboulement et chute de blocs début 2006, ayant entraîné la mise à une voie de la RD1

- Enjeux : route départementale
- Travaux et confortements : purge des blocs instables et des formations altérées tirs d'explosifs), mise en place d'un merlon provisoire





Monthermé : éboulement ancien de grande ampleur dans les schistes et quartzites paléozoïques à Monthermé.
Marques d'autres éboulements masqués par la végétation sur le droite.
Pas de travaux ni confortements, enjeux éloignés



Thiéfay : éboulement et glissement dans remblai et formation de schistes altérés (Cévénien) en bordure



Haybes : glissement et éboulement dans les formations de socle altérées (Devillien), en bordure de route, ayant détruit une palissade de protection en bois



La Vaux Gravier Callovien Bathonien



Signy-l'Abbaye (Librecy) Callovien Bathonien



Launois : effondrement en partie remblayé probablement dû à une cavité anthropique (cave ou galerie souterraine)

<u>Les falaises des Ardennes :</u>

Le département comporte dans le Nord, quelques falaises stabilisées, notamment utilisées comme terrain de jeu, pour la pratique de l'escalade. Cette pratique fera l'objet d'un traitement particulier dans la partie risques sociétaux.

Les principaux mouvements de terrain ayant donnés lieu à des falaises encore visibles :

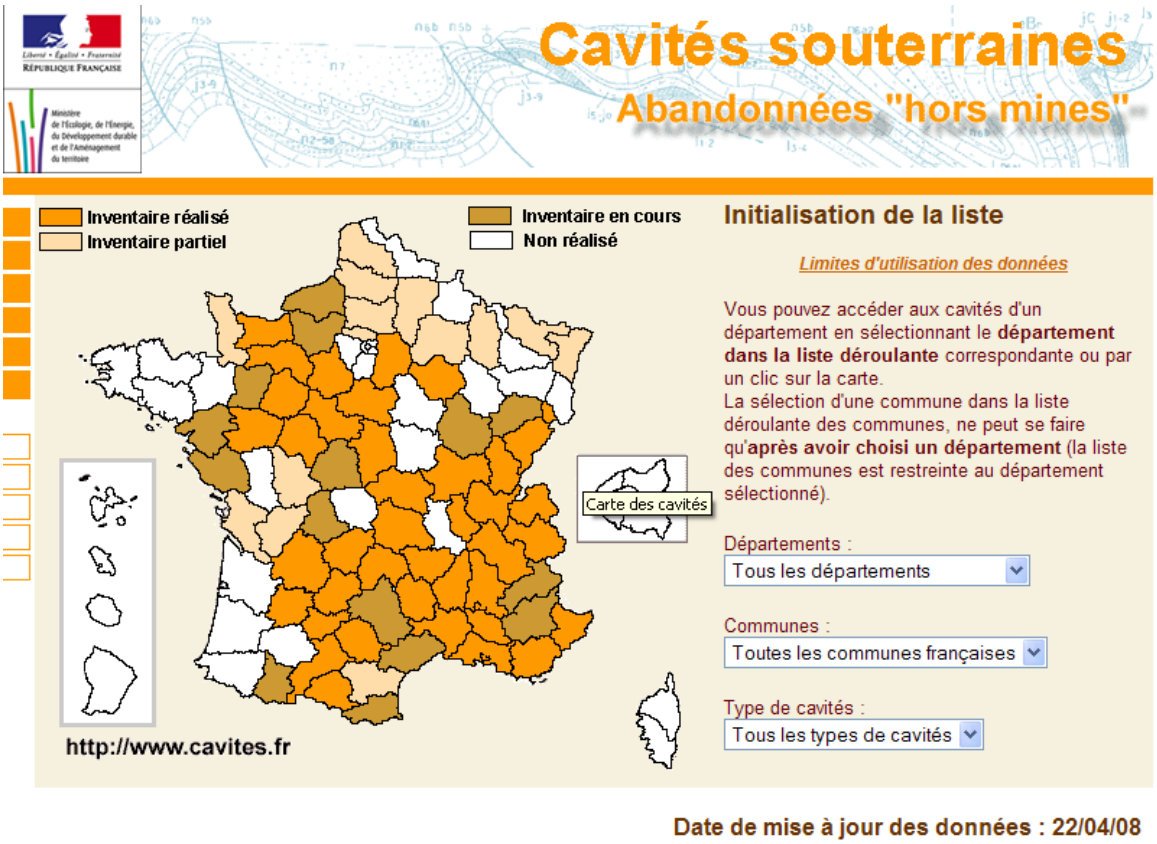


- Roc la tour, commune de Monthermé ;
- La Roche aux Corbeaux, commune de Linchamps ;
- La Roche au Corpias, commune de Monthermé ;

Tous ses secteurs sont aujourd'hui relativement stabilisés, ils ne représentent pas directement de risque d'éboulement ou d'effondrement important. Toutefois la pratique d'activité de loisirs et de tourisme dans ces lieux ne les dénue pas totalement d'intérêt pour les services de secours.

Les cavités souterraines des Ardennes :

L'inventaire des cavités souterraines n'est pas aujourd'hui disponible.



Toutefois, le nombre de cavité n'est pas nul. La commune de Fromelennes comporte une cavité employée pour un usage touristique, la grotte du Nichet. Cette cavité est ouverte au public et accueille des visites guidées. Elle est profonde d'une trentaine de mètres (voir plan détaillé en annexe II).

Les carrières en activités dans les Ardennes :

Le département compte un nombre non négligeable de carrière d'extraction de matière minérale. Une carte de ces carrières figure ci-après.

Certaines de ces carrières sont immergées. Ce risque est abordé dans les risques nautiques dans la partie liée au risque liés aux personnes.

Tableau des communes les plus concernées par le mouvement de terrain :

BASE DE DONNEES NATIONALE DES MOUVEMENTS DE TERRAIN

Département : Ardennes - (08)
Type de mouvement de terrain : Tous
Nombre de communes concernées : 141

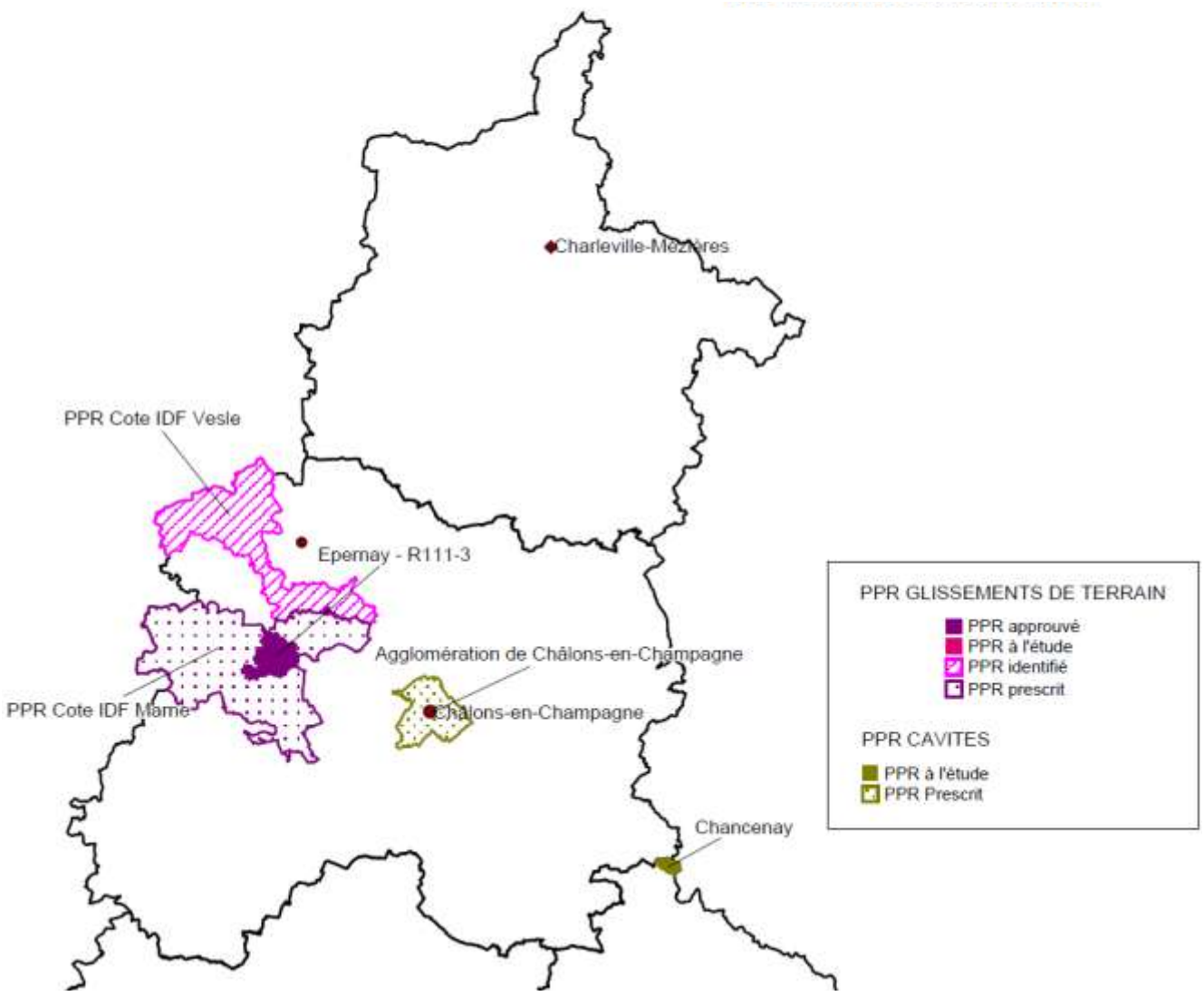
Commune	*Code INSEE*	*Nombre de mouvements*
ARTAISE-LE-VIVIER	08023	8
BELVAL	08058	8
CHARLEVILLE-MEZIERES	08105	5
CHATEAU-PORCIEN	08107	5
CHATEL-CHEHERY	08109	8
CHILLY	08121	8
CORNAY	08131	5
EVIGNY	08160	7
EXERMONT	08161	5
FAGNON	08162	12
GIVRY	08193	6
GRANDHAM	08197	7
LANCON	08245	5
LA SABOTTERIE	08374	10
L'ECHELLE	08149	8
MARCQ	08274	11
PRIX-LES-MEZIERES	08346	10
QUATRE-CHAMPS	08350	7
REMILLY-LES-POTHEES	08358	8
RIMOGNE	08365	5
SAINT-MARCEL	08389	7
SIGNY-L'ABBAYE	08419	14
SINGLY	08422	5
TERRON-SUR-AISNE	08443	5
THIS	08450	5
VONCQ	08489	6
WARCQ	08497	10
WARNECOURT	08498	6

La liste complète située en annexe III, témoigne du caractère diffus du risque au niveau départemental. **141 communes sont ou ont été concernées par ce type de sinistre**.

Les conclusions de l'inventaire des mouvements de terrain départemental du BRGM :

Extrait de l'inventaire de 2006 : *« La densité des évènements recensés, ainsi que la présence d'enjeux tels que les constructions et infrastructures routières, pourraient amenée a envisagé des prescriptions réglementaires dans le cadre de procédures de type PPR, pour certaines communes de la conurbation Charleville Mézières Sedan. Cependant, la majorité des évènements recensés se trouve dans des zones agricoles ou forestières peu peuplées, dans lesquelles les enjeux sont faibles ou limités, hormis les zones d'habitation. »*

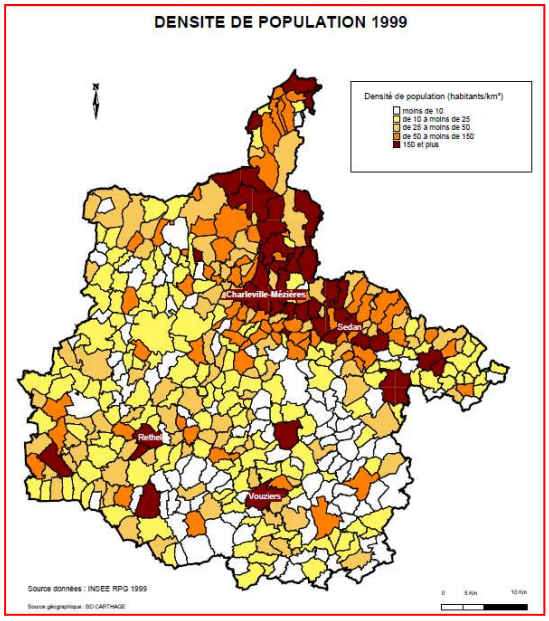
Etat d'avancement des plans de prévention des mouvements de terrain dans les Ardennes (DIREN)

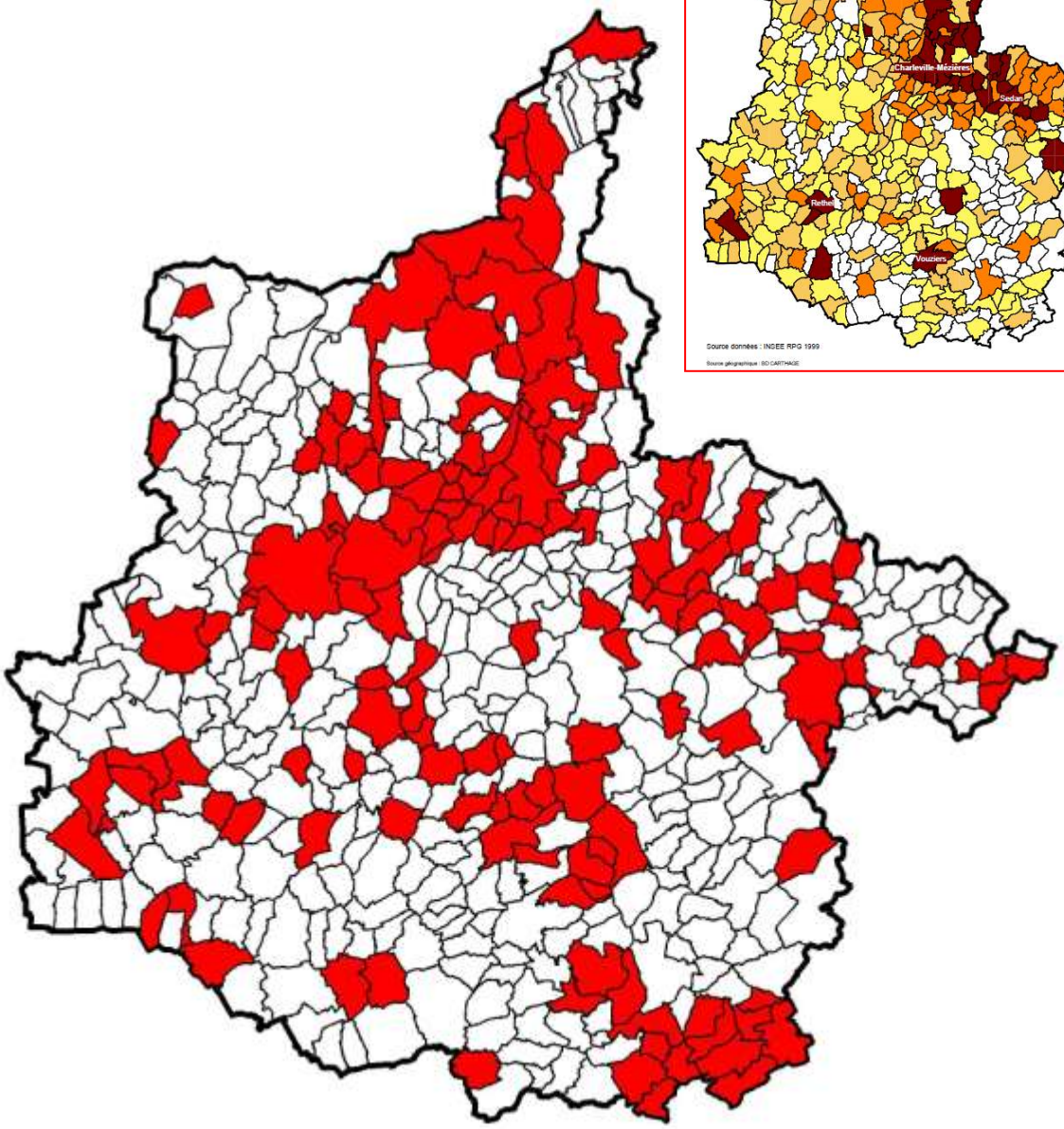


DIREN 2006

CARTE DES ALEAS DANS LES ARDENNES

Carte des communes concernées par les mouvements de terrain (DDRM 08)





sans aléa

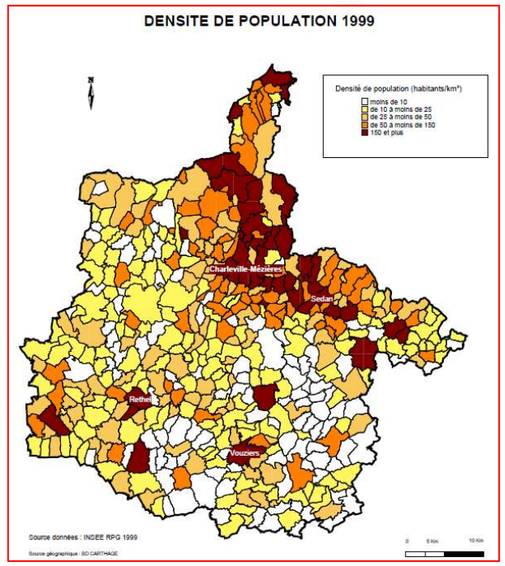
avec aléa

échelle au 1/550000

0 5 10 15 20 km

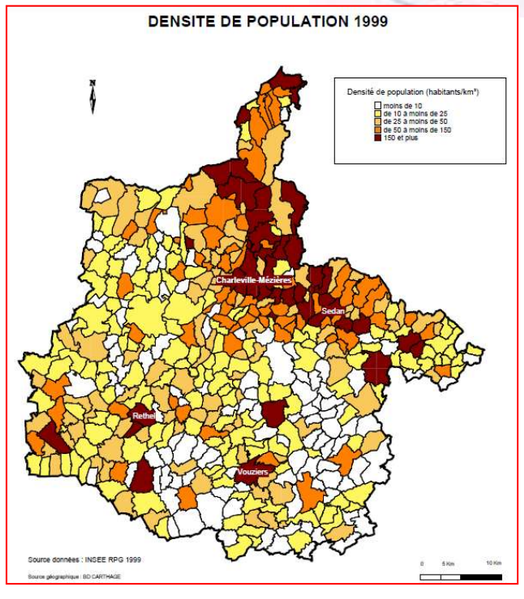
Source : DDRM 2008

Carte des emplacements des mouvements de terrains connus dans les Ardennes (BRGM) :

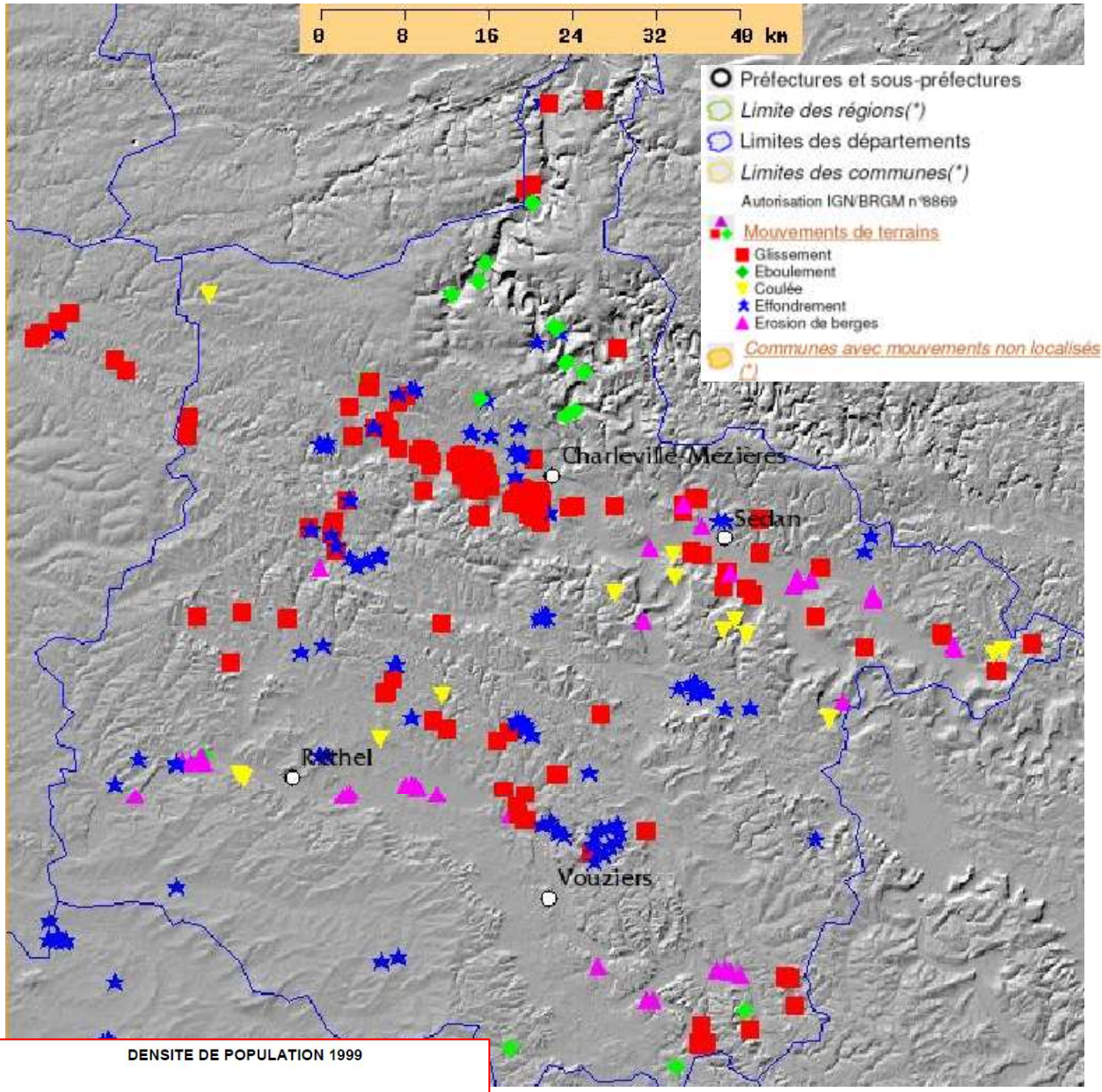


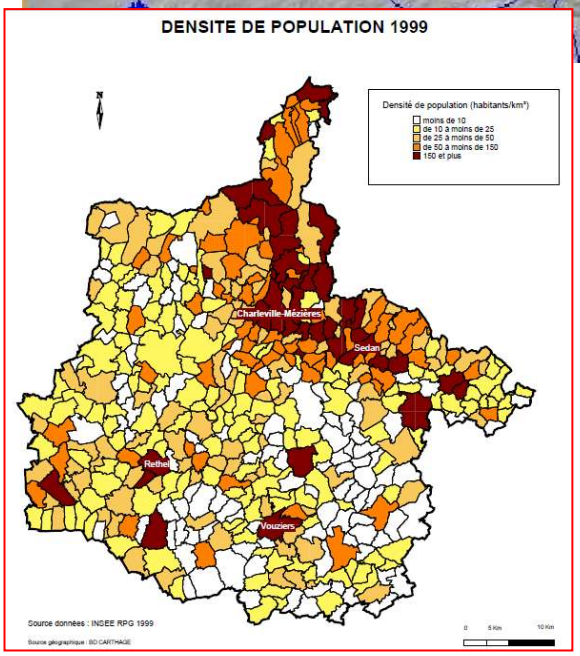



MEUSE
Mouvements de terrain avé
décembre 2000
Effondrements
Affaissements
Coulées de boue
Chutes de blocs
Zones urbaines
Communes
Départements limitrophes


DENSITE DE POPULATION 1999
Densité de population (habitants/km²)
moins de 10
de 10 à moins de 25
de 25 à moins de 50
de 50 à moins de 150
150 et plus
Charleville-Mézières
Sedan
Rethel
Vouziers
Source données : INSEE RPG 1999

Carte des mouvements de terrain des Ardennes (BRGM):





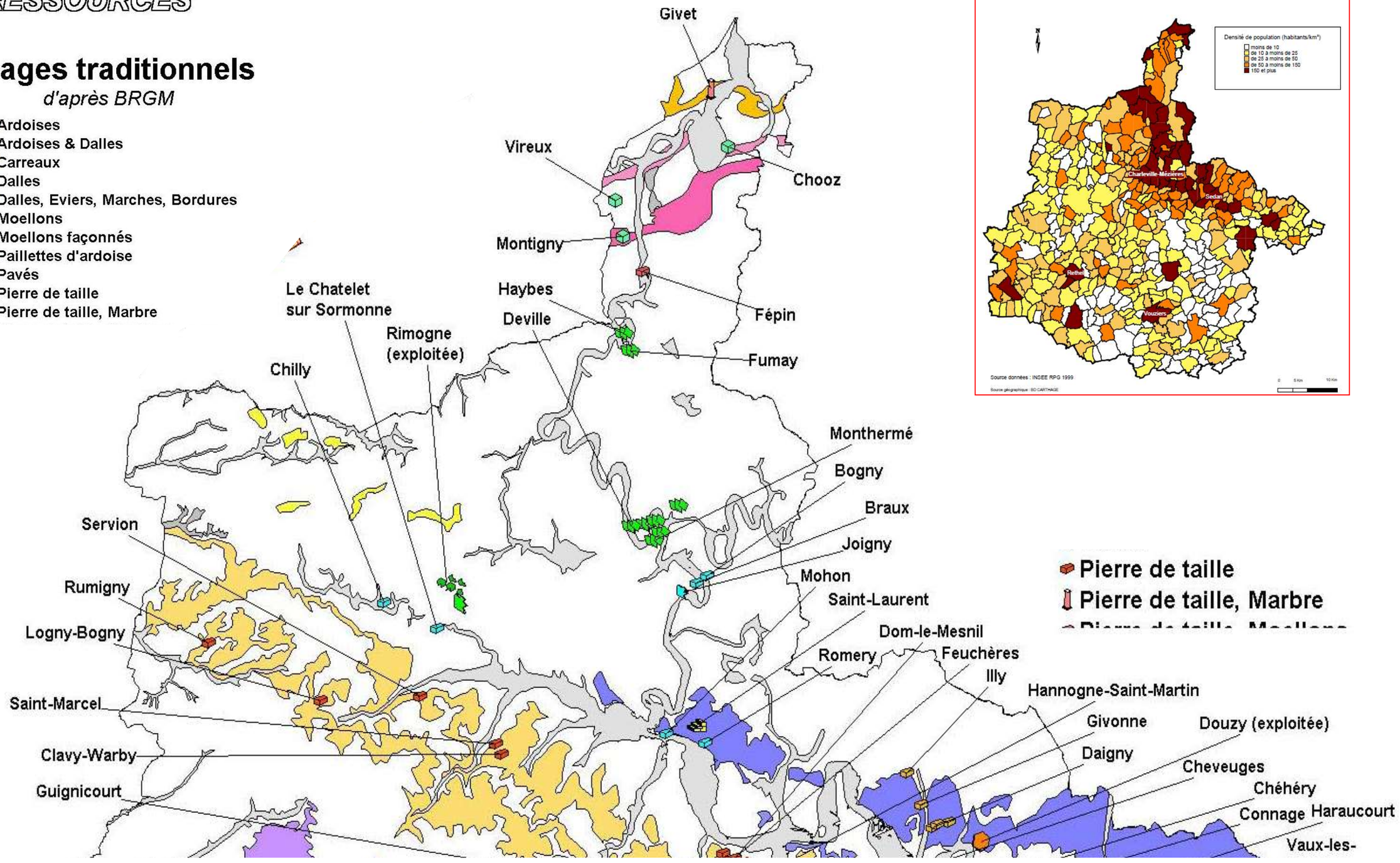
Carte des emplacements des carrières en activités (BRGM) :

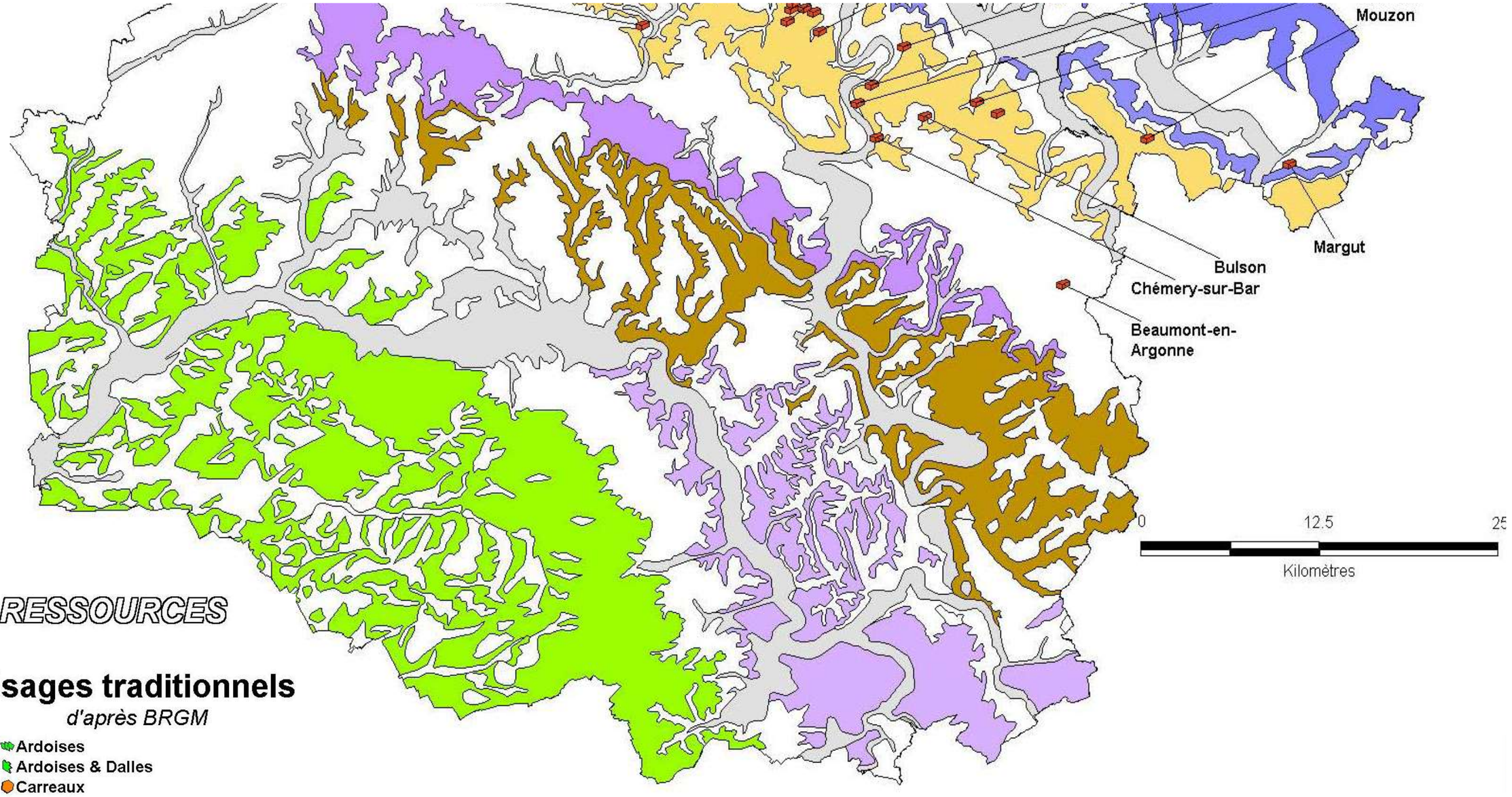
RESSOURCES

Usages traditionnels

d'après BRGM

- Ardoises
- Ardoises & Dalles
- Carreaux
- Dalles
- Dalles, Eviers, Marches, Bordures
- Moellons
- Moellons façonnés
- Paillettes d'ardoise
- Pavés
- Pierre de taille
- Pierre de taille, Marbre

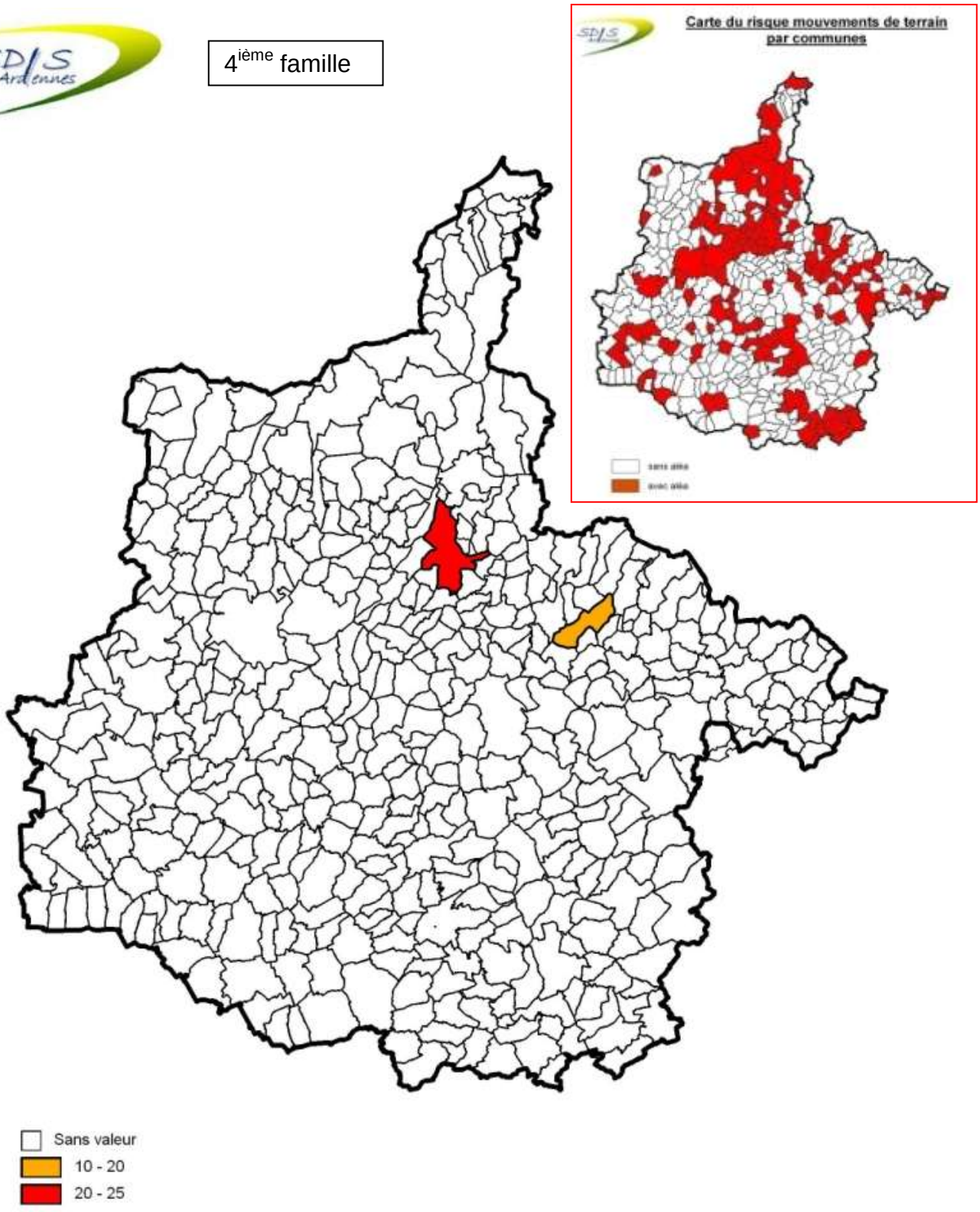



Mouzon
Margut
Bulson
Chémery-sur-Bar
Beaumont-en-
Argonne
0
12.5
25
Kilomètres
RESSOURCES
Usages traditionnels
d'après BRGM
Ardoises
Ardoises & Dalles
Carreaux
Dalles
Dalles, Eviers, Marches, Bordures
Moellons
Moellons façonnés
Paillettes d'ardoise
Pavés
Pierre de taille
Pierre de taille, Marbre

CARTES DES ENJEUX

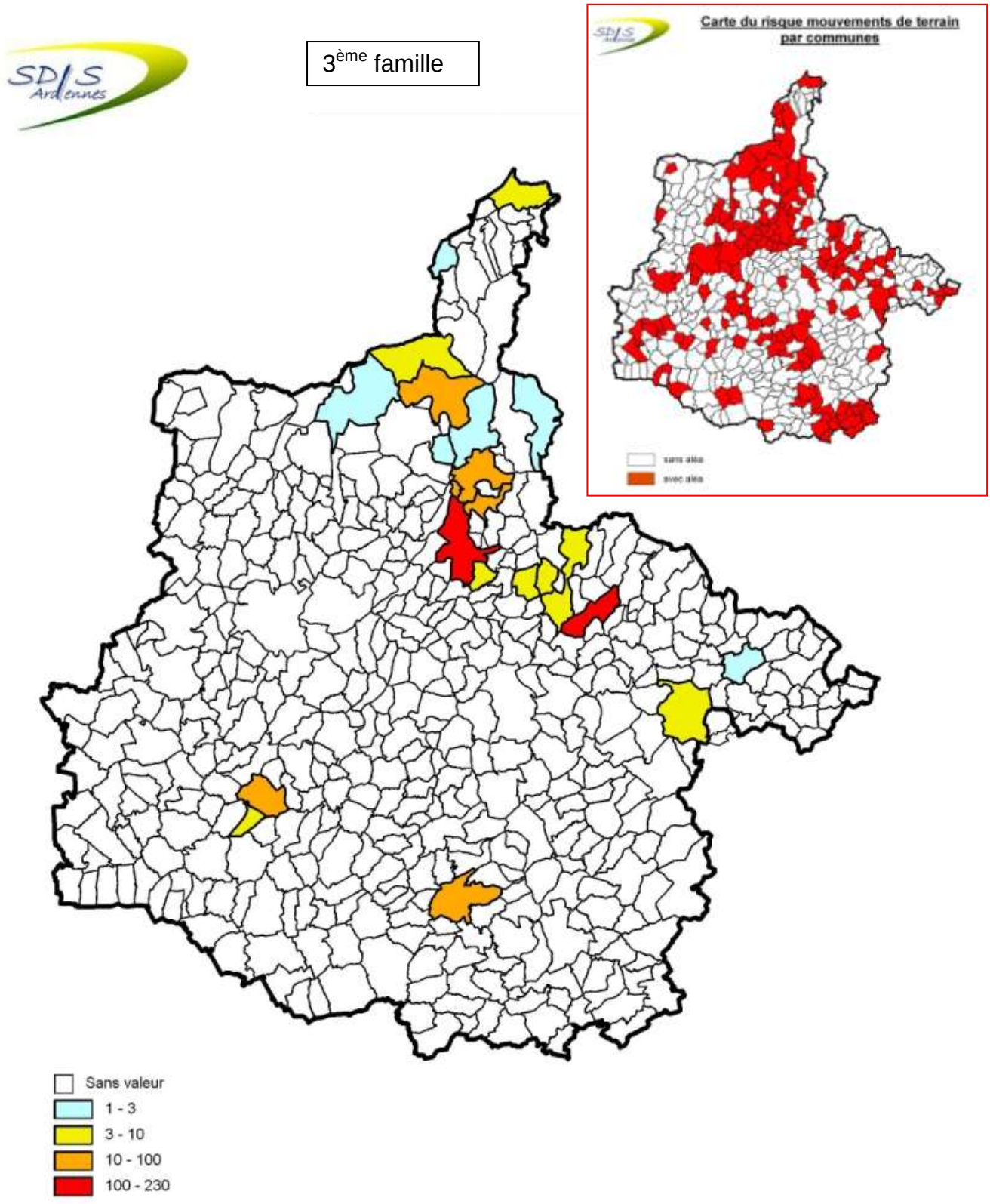
Les enjeux considérés sont les immeubles et des établissements recevant du public menaçant ruine en cas de mouvement de terrain.

Carte des emplacements des bâtiments d'habitation de grande hauteur (4ième famille)



Source : Révision SDACR 2006

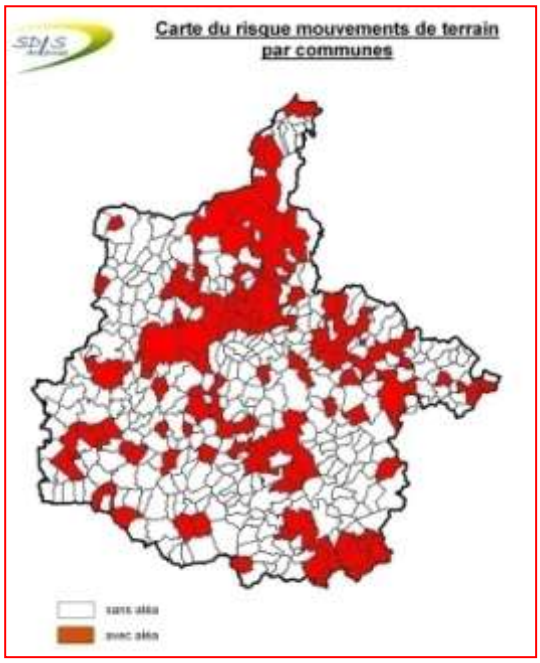
Carte des emplacements des bâtiments d'habitation de grande hauteur (3ième famille)



Source : Révision SDACR 2006

Carte de l'emplacement des grands établissements recevant du public

ERP 3ième catégorie



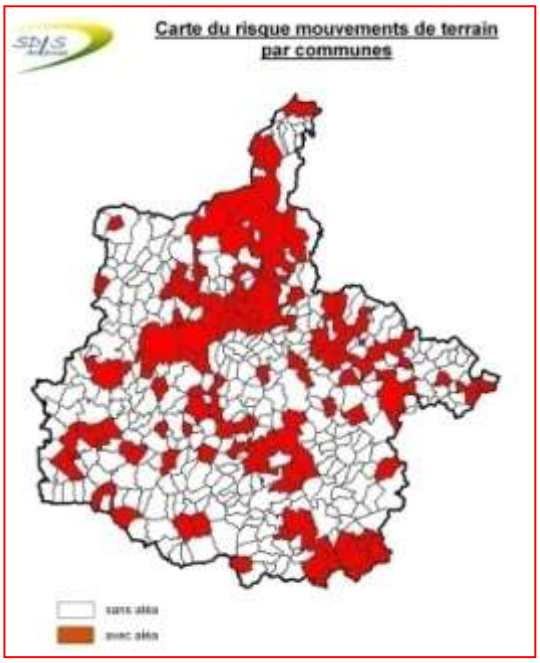
Sans valeur
1 - 2
2 - 9
9 - 20
20 - 42

échelle au 1/550000
0 5 10 15 20 km

Source : Révision SDACR 2006

Carte de l'emplacement des grands établissements recevant du public

ERP 2ième catégorie



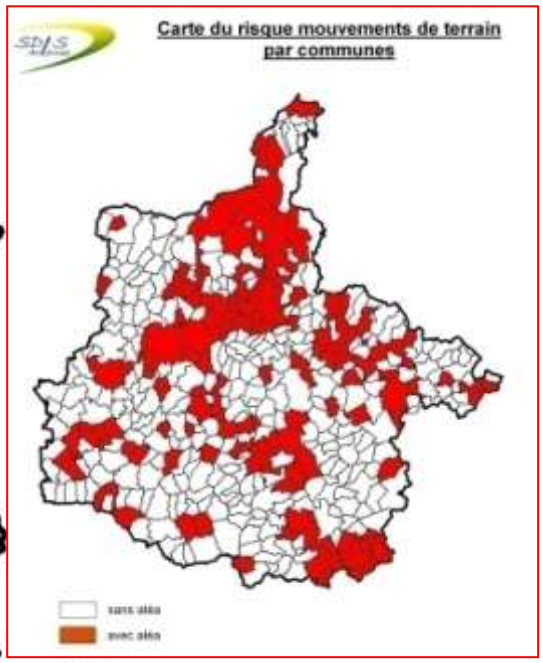
échelle au 1/550000

0 5 10 15 20 km

Source : Révision SDACR 2006

Carte de l'emplacement des grands établissements recevant du public

ERP 1ière catégorie



Sans valeur
1
1 - 2
2
2
2 - 6
6 - 13

échelle au 1/550000
0 5 10 15 20 km

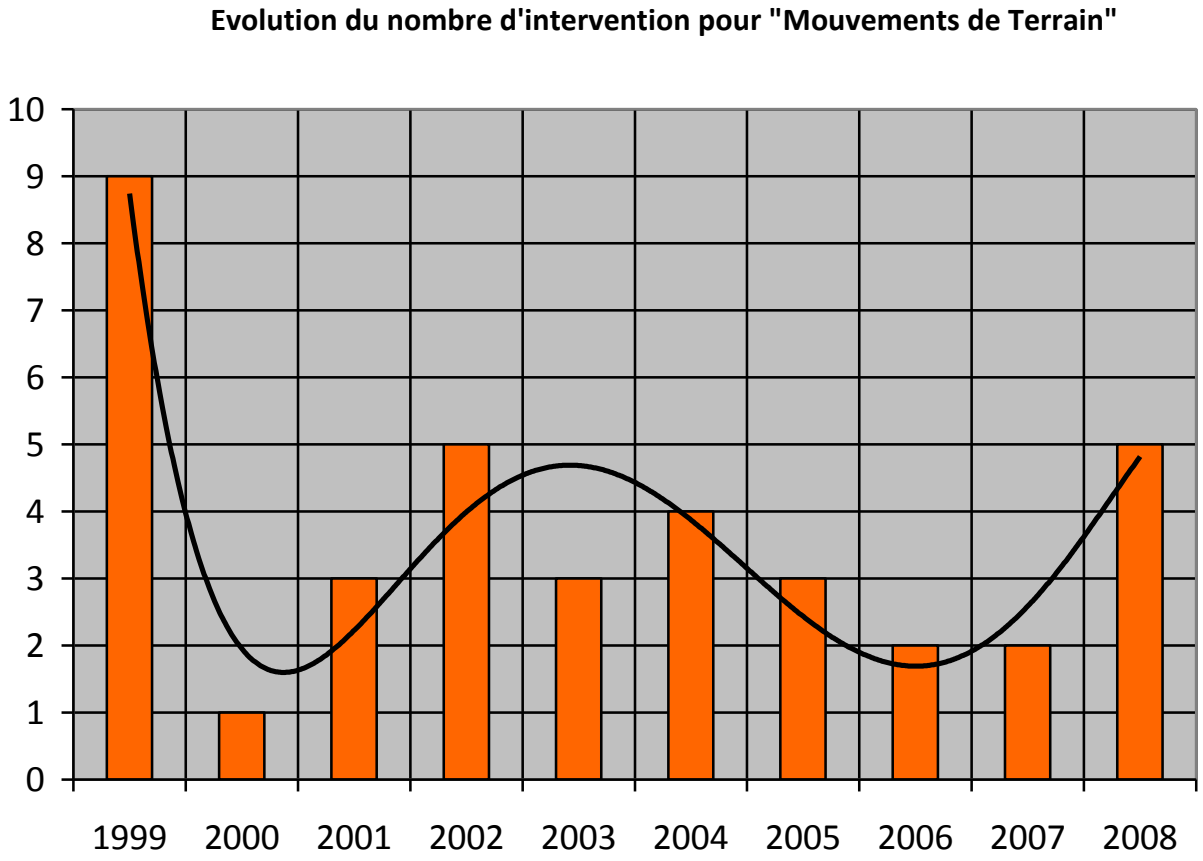
Source : Révision SDACR 2006

L'ANALYSE STATISTIQUE DES RISQUES « MOUVEMENTS DE TERRAIN » (SDIS DES ARDENNES – 1999/2008)

Tableau des relevés opérationnels

Année	*1999*	*2000*	*2001*	*2002*	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*
Nombre d'intervention	9	1	3	5	3	4	3	2	2	5
% d'accroissement		-88,89	+200	+66,67	-40,00	+33,33	-25,00	-33,33	0,00	+150,00

Graphique des relevés opérationnels



L'ANALYSE DETERMINISTE

Le département des Ardennes est enclin de manière diffuse à des mouvements de terrain. Ces mouvements de terrain intéressent des zones généralement à faible urbanisation. Un axe Est Ouest est plutôt caractérisé par des **glissements de terrain** à cinétique lente. La vallée de la Meuse, est caractérisée par des **éboulements**. Des zones diffuses concentrent des phénomènes **d'effondrement**. Les vallées de la Chier et de l'Aisne sont caractérisée par des phénomènes **d'érosion de berge**.

Quelques épisodes d'effondrement à proximité d'habitation ont été relevés lors d'opération de secours, notamment sur les communes de Houldizy (effondrement par poussée suspectée de terrain), et de Launois sur Vence (effondrement sur la place du village, suite à présence suspectée de cavité souterraine non comblée).

Les phénomènes d'effondrement peuvent également être fonction de la situation hygrométrique des sols, les phénomènes de retraits gonflements restent limités dans notre région. La nature des sols ne favorise pas ce type de sinistre.

Les structures de type falaises et éboulements de grande ampleur sont aujourd'hui stabilisées dans le département. Aucun phénomène sismique suffisant ne pourrait entraîner l'accentuation rapide des mouvements de terrain sur les sites connus.

Peu de cavités et excavations sont présentes sur le territoire Ardennais.

Les carrières exploitées sont en général éloignées des habitations et des lieux urbanisés. Il n'existe pas dans le département de carrière abandonnée de type galerie souterraine non comblée.

Les risques seraient essentiellement, en cas de mouvement de terrain, l'effondrement des bâtiments d'habitation, industriels ou recevant du public entrainent l'ensevelissement des personnes.

Dans ce domaine, la capacité du service à effectuer des recherches de personnes ensevelies tend à diminuer fortement à cause d'un désintérêt pour la spécialité cynotechnique.

Le dernier effondrement important sur la commune de Murtin Bogny à mis en exergue l'intérêt de ce type de moyens de localisation de victime et de recherche de personne ensevelies.

Le niveau de risque par secteur :

SECTEURS	*C.M*	*REVIN*	*SEDAN*	*VOUZIERS*	*RETHEL*
NIVEAU DU RISQUE	++++	+++++	+++	++	+

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

La couverture opérationnelle du risque mouvement de terrain est réalisée en privilégiant les moyens de sauvetage déblaiement, des moyens logistiques de transport des matériels de force et de l'équipe cynotechnique.

Les interventions faisant suite à des mouvements de terrain ou à des effondrements relèvent de l'équipe de sauvetage et de déblaiement (SDE) du service. Cette spécialité permet d'intervenir en matière de reconnaissance, de sauvetage et de sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou menaçant ruine. Dans ces cas les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants et leur emploi s'avère dangereux

Les missions des sapeurs-pompiers

- Assurer la protection des personnes et des biens ;

    - Stabiliser et sécuriser (étaiement, percement, découpage, traction, levage) les édifices menaçants ruines afin de poursuivre les missions courantes des sapeurs-pompiers ;
    - Assurer la recherche, la localisation et le dégagement des personnes en surface et des personnes ensevelies ;
    - Assurer le sauvetage des personnes dans les situations particulières dépassant le cadre des moyens courants (excavations supérieures à 12 mètres) ;
    - Participer aux actions de recherche et de dégagement des animaux domestiques et d'élevage ;

- Effectuer des manœuvres de forces (levage / traction) pour le dégagement de victime ;

- Participer à la sécurisation, au zonage, au balisage et la protection des sites menaçant ruine ;

- Participer aux actions de protection des biens spécifiques ;

La stratégie opérationnelle

- Engager rapidement des primo intervenants relevant des moyens courants, dans la limite de leurs prérogatives, pour assurer le sauvetage des impliqués, leur mise en sécurité et la mise en place d'un périmètre adapté ;

- Dans le cadre des secours en excavation, l'abordage des victimes doit dans la mesure du possible relevé des moyens courants (excavations inférieures à 12 mètres). Les dégagements et les mises en sécurité doivent relevés uniquement des moyens spécialisés ;

- Faire assurer rapidement par un premier échelon de personnels SDE, les missions suivantes :
    - Reconnaissance initiale ;
    - Balisage du site d'intervention ;
    - Prise en charge des primo intervenants relevant des moyens courants ;
    - Protection du site pour un travail des moyens courants ;
    - Marquage des ensevelis.

- Compléter la réponse de manière graduée pour effectuer les missions suivantes :
    - Opérations de sauvetage ;
    - Zonage et sécurisation du site.

Le dispositif opérationnel actuel :

Le SDIS dispose actuellement des moyens suivants :

Type de moyen
Berce de Sauvetage et de Déblaiement
Véhicule Logistique de transport
Véhicule de transport de personnel

Les équipes spécialisées comptent les effectifs suivants :

Spécialités	*Personnels par niveau de qualification*											
	Niveau 1			**Niveau 2**			**Niveau 3**			**Niveau 4**		
Année	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***
SDE		50	71		19	21		2	3			
CYN	0	0	0	1	?	1	1	?	1		?	

Il convient pour améliorer la couverture de :

Délais opérationnels :

- Assurer autant que possible, un engagement dans un délai ne dépassant pas le double de l'engagement des moyens courants classiques ;

  Les moyens de sauvetage et de déblaiement, ainsi que les moyens cynotechniques sont considérés comme des moyens de renfort spécifique.

  L'engagement des moyens courants permet d'apporter dans tous les cas, une réponse conforme à la Marche Générale des Opérations de secours. Ainsi les fonctions de secours à personne et celle de limitation des effets des sinistres peuvent être mises en œuvre par les primo intervenants.

Implantation des moyens :

- Etudier précisément l'opportunité de renforcer l'équipe départementale cynotechnique actuelle (2 chiens de recherche et 1 conducteur cynotechnique en activité) ;
- Maintenir l'affectation spécialisée et dédiée des moyens de sauvetage et déblaiement sur le centre de secours de Sedan ;

  La technicité et l'entretien de ces matériels spécialisés nécessitent une implantation fixe et réservée sur un centre support. Cette unité opérationnelle doit être structurée et garante d'une continuité de service effective. Sa professionnalisation assoit le fonctionnement pérenne de l'équipe.

  Les délais d'engagement nécessité par ce type de risque ainsi que la cinétique des interventions de sauvetage et de déblaiement, ne portent pas préjudice au principe d'affectation centralisée de ces moyens.

Qualification des personnels :

- Accroitre le nombre de conducteur cynotechnique à 5 et relancer l'animation départementale en la matière ;

- Favoriser les entrainements commun de l'équipe sauvetage déblaiement et de l'équipe cynotechnique ;

- Calibrer les effectifs de l'équipe départementale de sauvetage et de déblaiement ;

Formation et information des personnels :

- Sensibiliser les personnels des moyens courant aux règles de sécurité à observer dans le cadre des interventions de type sauvetage déblaiement ;

- Sensibiliser les personnels d'encadrement (chef de groupe et chef de colonne) notamment sur la capacité des moyens opérationnels et sur les modes de commandement adaptés de ce type d'unité (sensibilisation pluridisciplinaire des cadres aux spécialités) ;

Plan d'équipement :

- Réaliser un programme pluriannuel d'équipement ;

- Accroitre l'autonomie de l'équipe spécialisée afin de pouvoir valoriser son existence à un niveau supra départemental ;

  Développer une fonction de soutien logistique pour assurer le maintien d'un dispositif opérationnel de longue durée (alimentation des personnels, autonomie des moyens) ;

Mutualisation des moyens :

- Favoriser l'interopérabilité des équipements de « sauvetage et déblaiement » dans le cadre d'une mutualisation interdépartementale, zonale ou nationale ;

- Favoriser la projection sur le terrain des moyens lourds de désincarcération hors berce ;

- Accroitre la mutualisation et l'emploi des moyens de sauvetage et de déblaiement, dans le cadre des risques courants (manœuvre de force, sauvetage de personne en excavation ou en points hauts) ;

Organisation du service – Prévention – Prévision :

- Maintenir le fonctionnement actuelle de la permanence opérationnelle ;

  Le maintien de la capacité opérationnelle en toute circonstance de cette unité est impératif. Toutefois, au regard de l'occurrence de ce type d'intervention et de l'objectif de couverture mutualisée défini ci-dessus, une astreinte spécifique H24 n'apparaît pas nécessaire.

Réponse spécifique :

Le service départemental n'est pas doté d'une équipe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP).

Les opérations nécessitant ce type de moyens, peuvent se satisfaire, au moins en matière de reconnaissance et de mise en œuvre des mesures conservatoires, des moyens SDE.

Réflexion sur l'opportunité de constituer une équipe GRIMP dans le département des Ardennes :

L'analyse probabiliste du risque :

Analyse statistique depuis 1999 montre qu'aucune intervention relevant strictement du GRIMP n'a été utile. Aucune intervention d'une équipe extérieure au département n'a été enregistrée depuis cette date.

L'analyse déterministe :

Les risques liés à la pratique croissante des activités de loisirs et le développement de certaines activités industrielles en hauteur, imposent désormais des aléas nouveaux.

Ces aléas proviennent essentiellement :

- Des activités de loisirs en hauteur ou en falaise impliquant des risques de blessures en hauteur (accro branche – escalade – tyrolienne, etc…) ;
- Des activités de fêtes foraines se manifestant par des manèges de grande hauteur ;
- L'accroissement du parc éolien dans le département, impliquant des zones de travail et donc potentiellement d'accident à très grande hauteur ;
- La réalisation de travaux employant des grues ou des engins de levage (grues, BEA, nacelle) ;
- La démocratisation de la pratique du vol à voile (parapente, delta plane, para moteur, ULM) ;

Le risque « excavation » reste limité dans le département, il est en partie couvert par les moyens courants, grâce aux lots de sauvetage et de protection contre les chutes (profondeur de travail maximum de 12 mètres).

Il apparait donc que les risques prépondérants sont les risques à dénivelé positif.

Les moyens de couverture actuels :

Aucune couverture spécifique n'existe localement pour les sauvetages en hauteurs. En cas de besoin, la mobilisation des départements de la zone de défense Est ou de la zone de défense Nord est aujourd'hui envisagée. Moyens à proximité du SDIS des Ardennes au 14 janvier 2009 :

Département	GRIMP	
	Unité G.R.I.M.P.	Nombre d'IMP 3
ARDENNES	0	0
AUBE	1	5
MARNE	1	7
MEURTHE & MOSELLE	11	3
MEUSE	4	5
MOSELLE	4	14
Total	**21**	**34**

La mise en place d'une équipe spécialisée GRIMP dans les Ardennes :

- *Les avantages :*

    - Couvrir le risque croissant, des activités de loisirs en hauteur ou en milieu difficilement accessibles (accro branche, pleine nature) et accroître les capacités du SDIS en matière d'intervention en milieux périlleux ;
    - Effectuer des secours en excavation (> 15 mètres) et en hauteur (> 30 mètres) ;
    - Répondre en cas d'opération de secours en hauteur au référentiel national « GRIMP » ;

- *Les inconvénients :*

    - Investissement lourd en matériels et équipements (véhicule, effets de protection, matériels spécialisés) ;
    - Volume de maintien des acquis des personnels très important (la disponibilité nécessaire aux personnels pour le maintien des leur acquis, recentre cette spécialité vers les personnels professionnels, déjà fortement sollicités par ailleurs dans les autres spécialités) ;
    - Nécessité de limiter les cumuls de spécialités opérationnelles de manière stricte ;
    - Très faible occurrence opérationnelle ;

Conclusions :

Le rapport risque à couvrir et sollicitation opérationnelle reste extrêmement limité et ne permet pas pour l'instant, d'envisager la mise en place d'une équipe de ce type.

D'autre part, un effort conséquent en matière d'harmonisation de la gestion et du fonctionnement des équipes spécialisées existantes doit rester une priorité aujourd'hui.

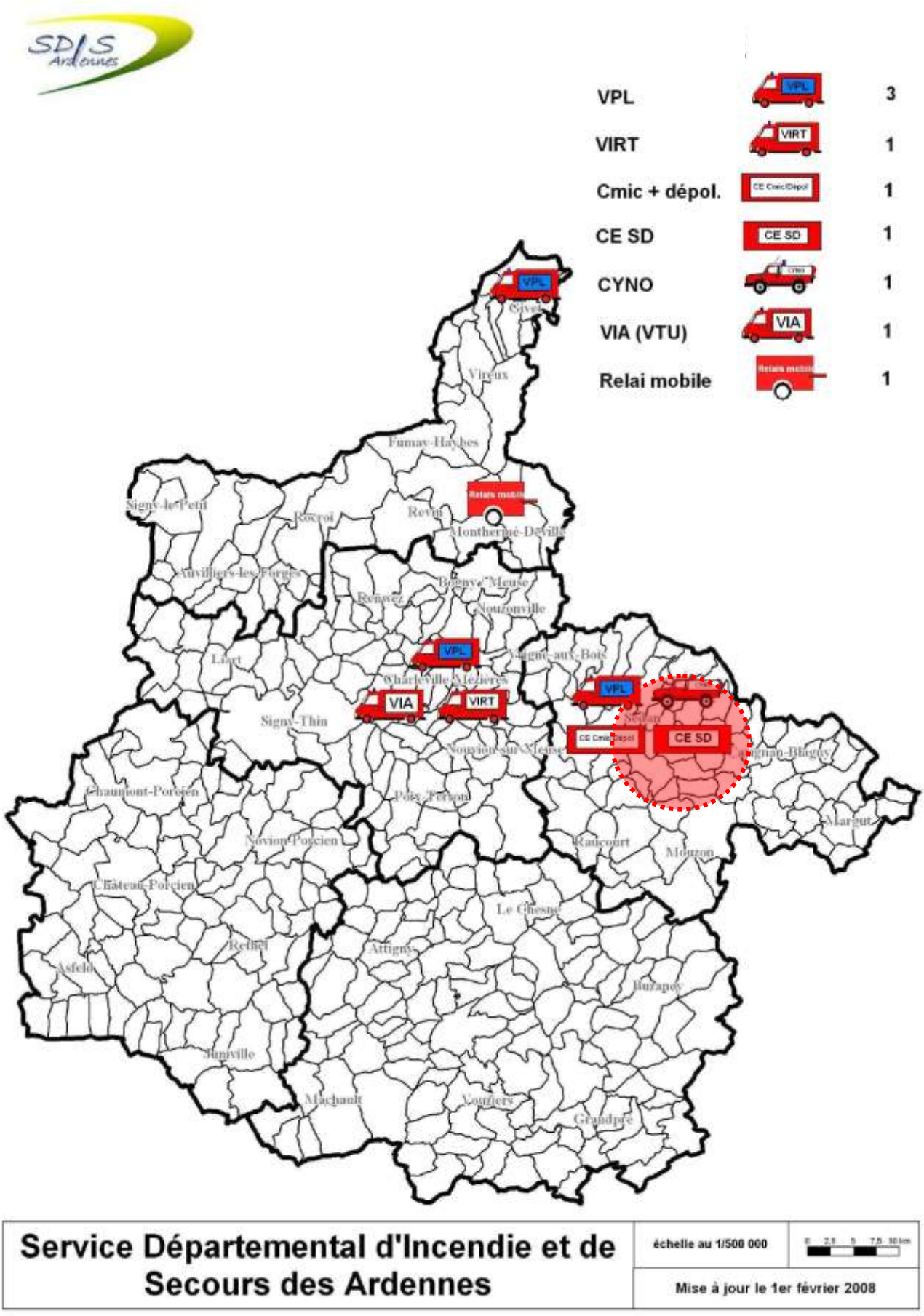
La sollicitation des équipes extra départementales restera la règle dans ce domaine.

A retenir pour les risques « mouvements de terrain » :

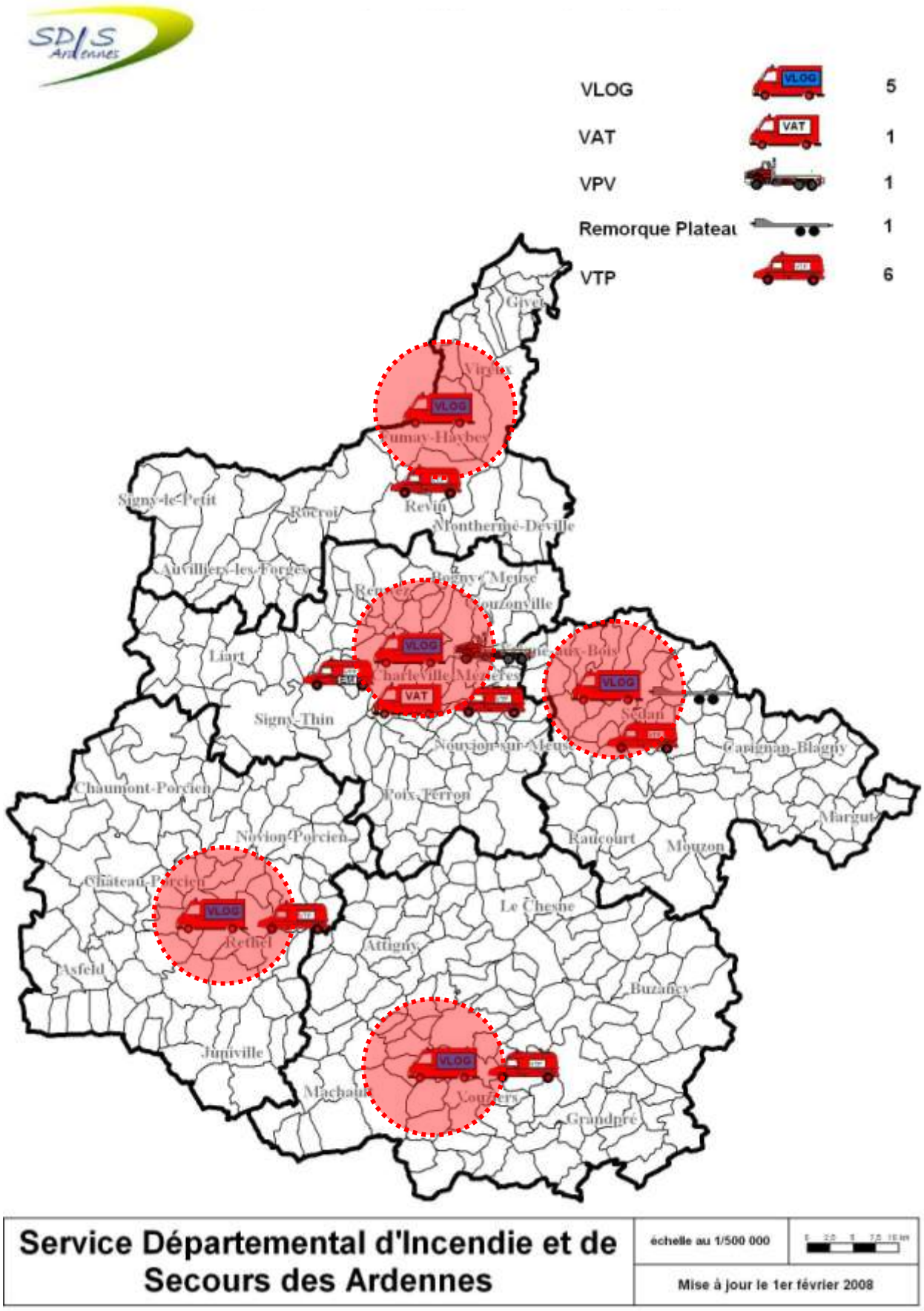
Analyse des risques
Le département des Ardennes est enclin de manière diffuse à des mouvements de terrain. Les structures de type falaises et éboulements de grande ampleur sont aujourd'hui stabilisées dans le département. Très peu de cavités et excavations sont présentes sur le territoire Ardennais. Les carrières exploitées sont en général éloignées des habitations et des lieux urbanisés. Les risques résident essentiellement dans l'entrainement, en cas de mouvement de terrain, de l'effondrement des bâtiments d'habitation, industriels ou ceux recevant du public et dans l'ensevelissement des personnes. Aucune couverture des risques liés aux installations en hauteur n'existe.
Couverture opérationnelle
• Maintenir le fonctionnement actuelle de la permanence opérationnelle ; • Etudier l'opportunité de renforcer l'équipe départementale cynotechnique actuelle (2 chiens de recherche et 1 conducteur cynotechnique en activité) ; • Maintenir l'affectation spécialisée et dédiée des moyens de couverture du risque mouvement de terrain sur le centre de secours de Sedan ; • Favoriser les entrainements commun de l'équipe sauvetage déblaiement et de l'équipe cynotechnique ; • Calibrer et optimiser les effectifs de l'équipe départementale ; • Accroitre l'autonomie de l'équipe spécialisée afin de pouvoir valoriser son existence à un niveau supra départemental ; • Favoriser l'interopérabilité des équipements de « sauvetage et déblaiement » dans le cadre d'une mutualisation interdépartementale, zonale ou nationale ; • Accroitre la mutualisation et l'emploi des moyens de sauvetage et de déblaiement, dans le cadre des risques courants quand cela est possible (désincarcération lourde, manœuvre de force, sauvetage de personne en excavation ou en points hauts) ;

LA COUVERTURE EN MATERIELS DE SECOURS :

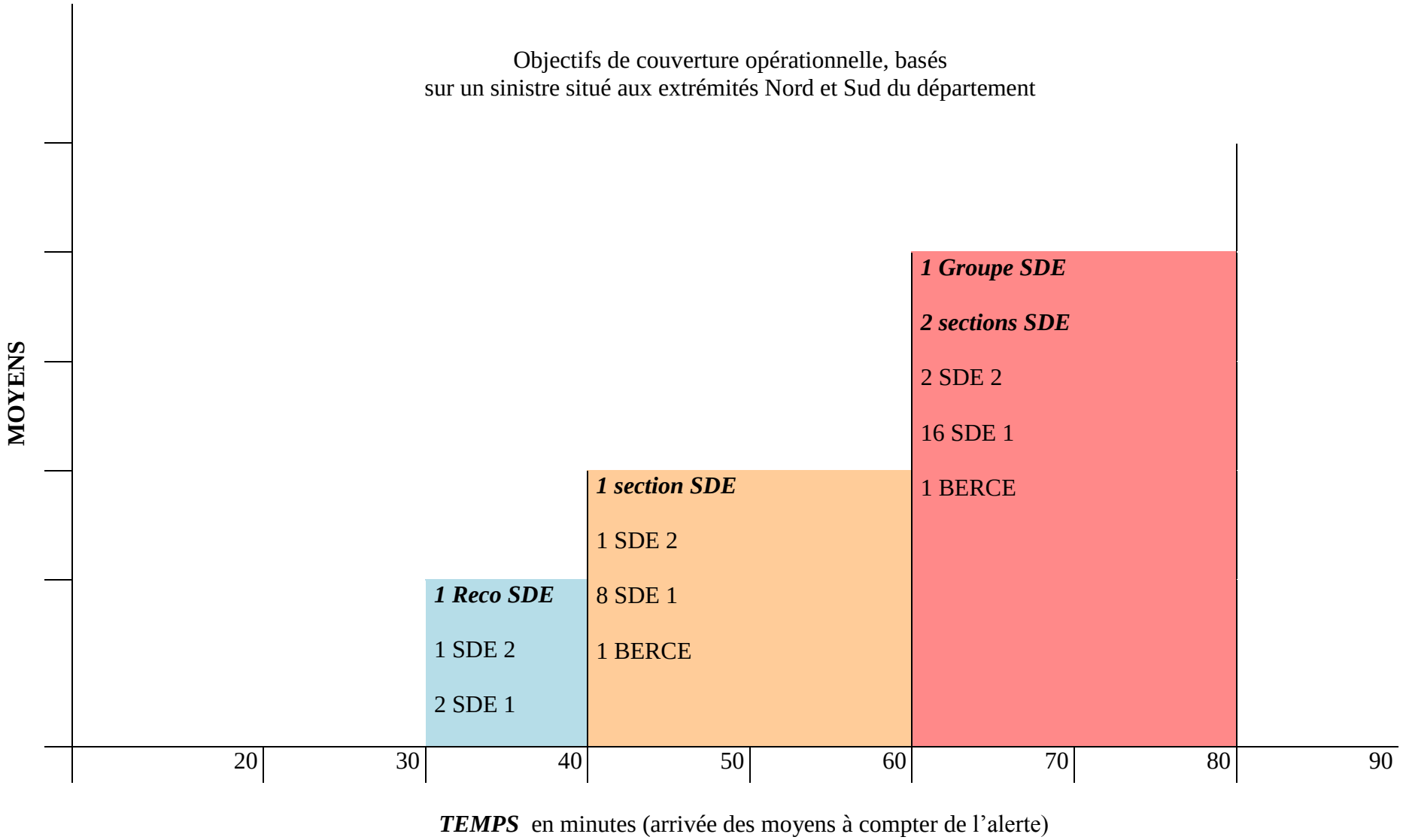
Carte de l'emplacement des moyens spécialisés



Carte de l'emplacement des moyens logistiques concourant au sauvetage déblaiement



La courbe de montée en puissance actuelle des moyens SDE :



LES RISQUES « INTEMPERIES »

L'aléa météorologique présente différents visages, dont certains peuvent se conjuguer : les vagues de chaleur ou de froid, la sécheresse, les précipitations intenses ou caractérisées par des cumuls importants (sous forme de pluie, neige ou grêle), la foudre, ainsi que les divers phénomènes de vents violents.

LES TEMPETES :

Parmi ces derniers, les tempêtes affectant nos régions tempérées, bien qu'en général sensiblement moins dévastatrices que les phénomènes touchant les zones intertropicales, peuvent être à l'origine de pertes importantes en biens mais aussi en vies humaines. En effet, aux vents pouvant dépasser 200 km/h en rafales, peuvent s'ajouter notamment des pluies importantes, facteurs de risques pour l'Homme et ses activités. Les dommages causés par les tempêtes en Europe s'élèvent à plusieurs dizaines de morts et des centaines de millions d'euros par an. L'ampleur de ces dégâts s'explique par l'étendue des zones touchées par un même phénomène, ainsi que par les difficultés persistantes dans la prévision de son intensité et dans l'information de la population.

Aux tempêtes " classiques ", il convient d'ajouter **les tornades**, phénomènes tempétueux isolés ou issus de perturbations de plus grande échelle. Elles sont particulièrement dévastatrices en dépit de leur caractère ponctuel dans le temps et dans l'espace. Plusieurs d'entre elles touchent chaque année l'Europe, avec un lourd bilan tant humain que financier.

Le risque " tempête " concerne l'ensemble de l'Europe, et en premier lieu le nord du continent situé sur la trajectoire d'une grande partie des perturbations atmosphériques. **En France, la sensibilité est plus marquée dans la partie nord du territoire**

Selon Météo-France, en moyenne quinze tempêtes affectent la France chaque année. Une sur dix peut être qualifiée de " forte " selon le critère utilisé par cet organisme *(un épisode est qualifié de " forte tempête " si au moins 20 % des stations départementales enregistrent un vent maximal instantané quotidien supérieur à 100 km/h).*

Le phénomène :

Trois grands paramètres permettent de caractériser l'état de l'atmosphère et de prévoir, par leur quantification et leur variation, ses perturbations :

- **La pression atmosphérique** diminue avec l'altitude, suivant un gradient moyen (dans les basses couches de l'atmosphère) de 3 hectopascals (hPa) par tranche de 25 m.

  La pression de référence, utilisée pour définir " haute " et " basse " pression est de 1013 hPa (soit 1013 mbar), correspondant encore à la pression d'une colonne de mercure de 760 mm de haut (baromètre de Torricelli). Il s'agit de la pression exercée au sol avec une température de 0 °C, au niveau de la mer et à une latitude de 45 °.

  Les zones de basse pression sont appelées **dépressions**, celles de haute pression **anticyclones**.

- **La température** est un paramètre très variable, notamment en fonction de l'altitude, de la longitude, de la saison, des conditions météorologiques, etc. Elle diminue depuis le sol jusqu'au sommet de la troposphère, sauf cas très particuliers, suivant un gradient moyen de 0,6 °C par 100 m d'élévation.

- **Le taux d'humidité** (ou hygrométrie) correspond à la quantité d'eau contenue dans l'air sous forme de vapeur, provenant de l'évaporation des mers et des lacs notamment, et de la transpiration des plantes. Plus l'air est chaud, plus il peut contenir de vapeur d'eau.

Les manifestations des tempêtes : Les vents

Les vents sont la conséquence directe de l'inégalité des pressions. Ils sont ainsi d'autant plus violents que le gradient de pression entre la zone anticyclonique et la zone dépressionnaire est élevé. On notera par ailleurs que l'énergie d'un vent est proportionnelle au carré de sa vitesse (un vent de 200 km/h exerce une force quatre fois supérieure à celle d'un vent de 100 km/h).

Du fait des forces de frottement :

- La vitesse des vents à l'intérieur des terres est souvent inférieure à celle des rafales soufflant sur les mers. De plus, l'intensité des vents décroît au fur à mesure de l'avancement de la perturbation sur le continent. Ceci explique la menace pesant plus particulièrement sur les zones littorales ;

- En revanche, en raison du caractère turbulent de l'écoulement de l'air, la violence (et donc le pouvoir destructeur) des vents terrestres peut être sensiblement supérieure à celle des vents marins.

Bien que le développement d'une tempête résulte d'interactions entre les basses couches de l'atmosphère et le courant-jet, sa force n'est globalement que peu sensible à la surface du sol dès lors que la dépression existe. Un courant-jet assez fort associé à des phénomènes tourbillonnants d'une amplitude suffisante, sont de nature à compenser les déperditions dues sur terre aux forces de frottement, et à entraîner une amplification de la tempête.

Les vents sont dus non seulement aux différences de température des masses d'air, provoquant des différences de pression, mais aussi notamment :

- à la rotation de la Terre (force de Coriolis) ;
- à la courbure des trajectoires des courants aériens ;
- aux frottements sur la surface terrestre.

LES TORNADES

Les tornades sont des courants ascendants tourbillonnaires, très localisés, de quelques centaines de mètres de diamètre, associés à certains orages. Elles engendrent les vents les plus forts rencontrés à la surface du globe. Phénomènes rares en France, elles peuvent néanmoins être meurtrières et provoquer localement d'importants dégâts.

Les tornades consistent en un tourbillon de vent ascendant intense dont la présence se manifeste par une colonne nuageuse ou un cône nuageux renversé en forme d'un entonnoir, sortant de la base d'un cumulo-nimbus. Ce cône est constitué de vapeur et de gouttelettes d'eau descendant du nuage. Quand le tourbillon parvient à mi distance entre le nuage et la surface du sol ou de la mer, un effet de succion intense mais très localisé se produit. Il génère un « buisson » par soulèvement de matériaux provenant de la surface du sol. Quand le tourbillon et le buisson se rejoignent, ils forment un mince tube, terriblement destructeur.

L'essentiel des dommages causés est dû au vent, mais la chute brutale de pression qui accompagne leur passage peut provoquer des phénomènes d'explosion par mise en surpression des bâtiments situés sur leur trajectoire.



Les tornades les plus violentes en France peuvent engendrer des vents de 300 à 400 km/h. Mais les vitesses des tornades ne sont jamais qu'estimées car aucun appareil de mesure ne leur résiste. Quoique localisés, elles peuvent provoquer des dégâts dramatiques.

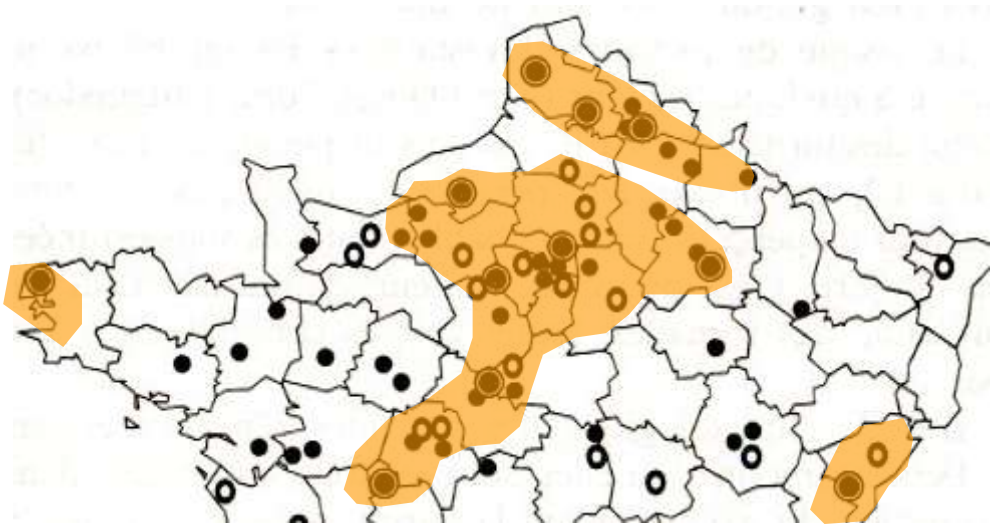
T. T. Fujita a proposé une classification des tornades en fonction des vitesses, maximales du vent et des dommages qu'il produit.

Echelle de FUJITA

Elle repose sur l'évaluation de la nature et de l'étendue des dégâts observés suite au passage des tornades. Cette échelle a fait l'objet d'une réévaluation en profondeur durant l'année 2005. Un groupement composé de météorologues, d'experts en bâtiments et d'ingénieurs a réajusté précisément les vitesses de vent à l'échelle des dégâts, en étudiant les effets du vent sur plus d'une vingtaine de types de construction différents.

Échelle	Dommages	Vitesse du Vent (km/h)	Spécifications
F0	légers	105-135	Casse de petites branches d'arbres, torsion de panneaux de signalisation.
F1	modérés	136-175	Arrachage de tuiles sur les toits, déplacement latéral des voitures sur les routes, renversement de caravanes.
F2	importants	176-220	Soulèvement de toits entiers, déracinement d'arbres, des débris légers commencent à être emportés sur de longues distances.
F3	sévères	221-270	Arrachage des murs, retournement de véhicules lourds comme camions et trains, des objets de taille moyenne (quelques kg) sont transportés en altitude.
F4	dévastateurs	271-320	Soulèvement et déplacement de bâtiments sans fondations, de véhicules légers, des corps de toutes sortes (pesant jusqu'à une centaine de kilogrammes) volent littéralement.
F5	incroyables	> 320	Soulèvement et déplacement de bâtiments avec fondations, de camions, de trains, arrachage systématique de tous les arbres et de toutes les structures proéminentes, les débris se transforment en projectiles d'une violence inouïe.

Impact des tornades dans la moitié Nord de la France



Le caractère très local et bref des tornades empêche de prévoir l'endroit où l'une d'elles va se produire. La prévision du risque équivaut approximativement à la prévision du risque d'orages très violents ou de tempêtes (J. Dessens, 1984).

Les dégâts causés par des vents violents :

- Toitures et cheminées endommagées ;
- Arbres arrachés ;
- Véhicules déportés sur les routes ;
- Coupures d'électricité et de téléphone.

La circulation routière peut également être perturbée, en particulier sur le réseau secondaire en zone forestière.

LA PLUIE

Les pluies potentiellement importantes associées aux tempêtes constituent un phénomène générateur d'aléas importants : inondations plus ou moins rapides, glissements de terrains et coulées boueuses.

LES RISQUES LIES AUX INTEMPERIES :

Du fait de la pluralité de leurs effets (vents, pluies, vagues) et de zones géographiques touchées souvent étendues, les conséquences des tempêtes sont fréquemment importantes, tant pour l'Homme que pour ses activités ou pour son environnement.

Les conséquences humaines

Le nombre de victimes peut être important : décès, personnes blessées, mais aussi sans abris en nombre potentiellement conséquent. L'imprudence et/ou l'inconscience sont, dans de nombreux cas, à l'origine des décès à déplorer. Les autres causes sont notamment les impacts par des objets divers projetés par le vent, les chutes d'arbres, les décès dus inondations ou aux glissements de terrains.

Les conséquences économiques

Il s'agit des coûts et pertes (ou perturbation) d'activités résultant des destructions ou dommages (édifices privés ou publics, infrastructures de transport ou industrielles, etc.) et de l'interruption des trafics (routier, ferroviaire, aérien). Par ailleurs, les réseaux d'eau, téléphonique et électrique subissent à chaque tempête, à des degrés divers, des dommages à l'origine d'une paralysie temporaire de la vie économique. Enfin, le milieu agricole paye régulièrement un lourd tribut aux tempêtes, du fait des pertes de revenus résultant des dommages au bétail, aux élevages et aux cultures. Il en est de même pour le monde de la conchyliculture.

Les conséquences environnementales

On peut distinguer les effets directs des tempêtes (destruction de forêts due aux vents, dommages résultant des inondations, etc) et leurs effets indirects (pollution plus ou moins grave et étendue du littoral due à un naufrage, pollution à l'intérieur des terres dues aux dégâts sur les infrastructures de transport, etc.).

LES ALERTES PREVENTIVES EN MATIERE D'INTEMPERIE :

La Vigilance météorologique

La Vigilance météorologique est conçue pour informer la population et les pouvoirs publics en cas de phénomènes météorologiques dangereux en métropole. Elle vise à attirer l'attention de tous sur les dangers potentiels d'une situation météorologique et à faire connaître les précautions pour se protéger.
La Vigilance est également destinée aux services de la sécurité civile et aux autorités sanitaires qui peuvent ainsi alerter et mobiliser respectivement les équipes d'intervention et les professionnels et structures de santé.

Une carte de France

La Vigilance météorologique est composée d'une carte de la France métropolitaine actualisée au moins deux fois par jour à 6h et 16h. Elle signale si un danger menace un ou plusieurs départements dans les prochaines 24 heures.

Quatre couleurs pour quatre niveaux de vigilance

Chaque département est coloré en vert, jaune, orange ou rouge, selon la situation météorologique et le niveau de vigilance nécessaire. Si un changement notable intervient, la carte peut être réactualisée à tout moment.

En cas de phénomène dangereux de forte intensité, la zone concernée apparaît en orange. En cas de phénomène très dangereux d'intensité exceptionnelle, la zone concernée apparaît cette fois en rouge. En vigilance orange ou rouge, un pictogramme précise sur la carte le type de phénomène prévu : vent violent, pluie-inondation, orages, neige/verglas, avalanches, canicule, grand froid.

Des bulletins de vigilance

En vigilance orange ou rouge, la carte est accompagnée de bulletins de vigilance, actualisés aussi souvent que nécessaire. Ils précisent l'évolution du phénomène, sa trajectoire, son intensité et sa fin, ainsi que les conséquences possibles de ce phénomène et les conseils de comportement définis par les pouvoirs publics. Pour accéder aux bulletins de vigilance, il suffit de cliquer sur le département concerné.

Où trouver la carte de vigilance ?

La carte et les bulletins de vigilance sont consultables en permanence sur www.meteo.fr.

En situation orange ou rouge, les services téléphoniques et télématiques de Météo-France reprennent l'information. Les médias reçoivent également ces éléments et peuvent communiquer une information spéciale en cas de danger.

4 niveaux de vigilance

Une vigilance absolue s'impose ; des phénomènes dangereux d'intensité exceptionnelle sont prévus ; tenez-vous régulièrement au courant de l'évolution de la situation et respectez impérativement les consignes de sécurité émises par les pouvoirs publics.

Soyez très vigilant ; des phénomènes dangereux sont prévus ; tenez-vous au courant de l'évolution de la situation et suivez les conseils de sécurité émis par les pouvoirs publics.

Soyez attentifs ; si vous pratiquez des activités sensibles au risque météorologique ou exposées aux crues ; des phénomènes habituels dans la région mais occasionnellement et localement dangereux (ex. mistral, orage d'été, montée des eaux) sont en effet prévus ; tenez-vous au courant de l'évolution de la situation.

Pas de vigilance particulière.

Partenaires de la Vigilance

La **carte de Vigilance** élaborée par Météo-France est le résultat d'une collaboration avec :

- Le ministère de l'Intérieur (Direction de la Sécurité civile),
- La Délégation à la Sécurité et à la Circulation (ministère du Développement durable),
- La Direction générale de la Prévention des Risques (ministère du Développement durable),
- L'Institut de Veille sanitaire (Direction générale de la Santé au ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative).

La vigilance locale : le site extranet de météo France

Conformément à la convention avec la DSC, Météo-France peut désormais mettre à la disposition des COZ, des SIDPC et des SDIS un site extranet de gestion des crises liées à la météo.

Il permet aux acteurs de la sécurité civile de disposer directement d'observations et de prévisions météorologiques. Ces éléments ne doivent pas être dissociés des conseils fournis par Météo-France en cellule de crise. Il s'agit plutôt d'un support pour la discussion entre les acteurs de la sécurité civile et Météo-France.

A terme, le site ne sera activé qu'en cas de crise (vigilance météorologique, PPI, exercices, événement local le justifiant).

Le site couvre la zone de Défense Est, l'activation est systématique en cas de vigilance orange ou rouge, pour les autres cas elle est en général décidée par Météo-France en concertation avec le COZ.

LES RISQUES DANS LES ARDENNES

Les vents

Records de vent fort sur le département des Ardennes :

Les plus fortes rafales enregistrées ces dernières années sur le département des Ardennes sont les suivantes :

- 137 km/h à Charleville-Mézières/Belval le 02 Juillet 2000 (rafale sous orage)
- 137 km/h à Rocroi le 03 Juin 1999 (rafale sous orage)
- 136 km/h à Saulces-Champenoises le 17 Décembre 2004 (tempête d'hiver)
- 130 km/h à Douzy le 18 Août 2004 (rafale sous orage)
- 126 km/h à Rocroi le 18 Août 1999 (rafale sous orage)
- 126 km/h à Roroi le 19 Juillet 1999 (rafale sous orage)
- 122 km/h à Charleville-Mézières/Belval le 28 Février 1990 (tempête d'hiver)
- 116 km/h à Douzy le 08 Décembre 2006 (tempête d'hiver)
- 115 km/h à Charleville-Mézières le 03 Février 1990 (tempête d'hiver)

Les roses des ventes des points significatifs des Ardennes figurent en annexe IV.

Derniers épisodes marquants dans la région :

- *Tempête du 17 Décembre 2004*

Il y a eu des victimes (6 en tout) en Ile-de-France, dans la Manche et en Picardie. La tempête présentait des caractéristiques semblables à la tempête de 1999, même si son intensité était dans l'ensemble moins forte et sa trajectoire différente.

On relève 136 km/h à Saulces-Champenoises, 115 km/h à Rocroi, 103 km/h à Douzy, 101 km/h à Charleville-Mézières/Belval. Sur les départements voisins, il a notamment été mesuré 147 km/h à Septsarges (Meuse).

- *Tempête du 26 Décembre 1999*

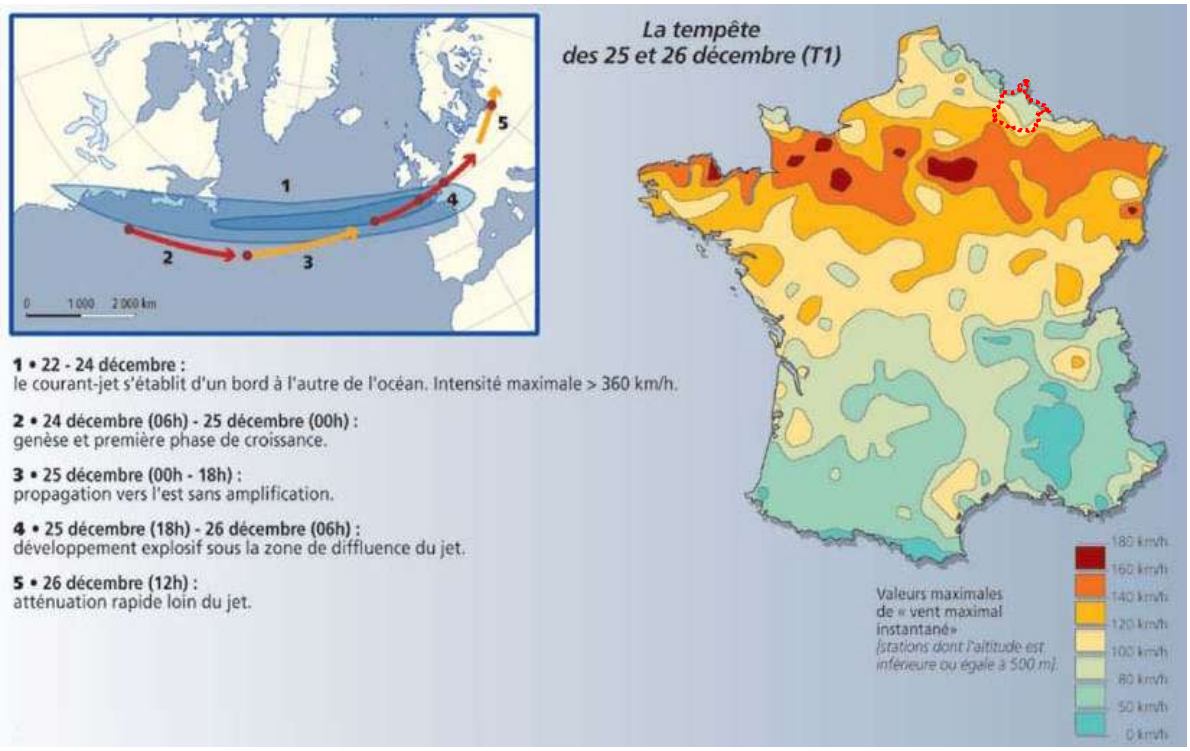
On ne retrouve aucun autre exemple d'un tel phénomène météorologique en métropole dans l'histoire récente. C'est cet événement qui, entre autres, devait aboutir à la création de la Vigilance météorologique en 2001.

Le Nord des Ardennes a été moins touché avec 90 km/h à Rocroi, les rafales ayant été plus fortes sur le Sud du département. Ailleurs, il a été relevé 150 km/h à Reims/Courcy (Marne), 144 km/h à Septsarges (Meuse), 158 km/h à St-Dizier (Haute-Marne). Certaines rafales ont atteint 173 km/h à Orly et 184 km/h sur les hauteurs des Vosges.

- *Trombes du 20 Septembre 1982 dans les Ardennes*

Dans un contexte très orageux, une trombe s'est formée sur l'Est du département. Sa trajectoire a été pratiquement rectiligne sur une trentaine de kilomètres. Plusieurs villages ont été touchés, à des degrés divers : Villers-devant-Mouzon, Sachy, Messempré, puis en Belgique à Chassepierre et Léglise. Sur le territoire Français, il y a eu quatre blessés légers et vingt-cinq habitations ou hangars détruits ou emportés ; en Belgique les dégâts ont été plus importants : des blessés, un camping dévasté, et le village de Léglise détruit à 80 % avec 200 personnes sinistrées.

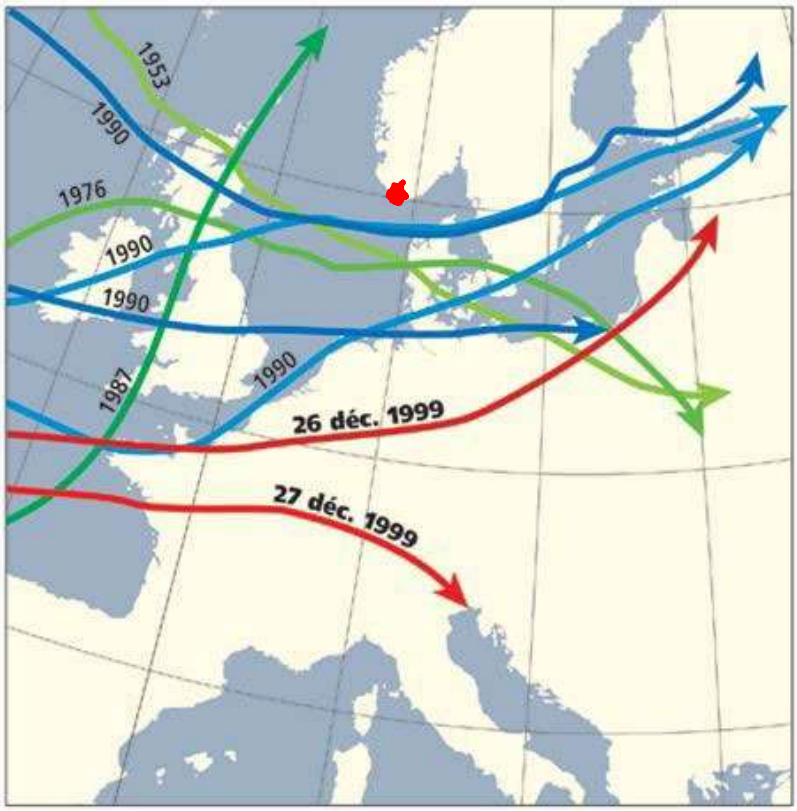
La tempête de 1999 en France.



Trajectoires de quelques tempêtes ayant touché l'Europe

Le constat général sur la " surexposition " des zones littorales ne doit pas faire oublier que des effets locaux dus aux reliefs et la possibilité pour une tempête de se renforcer sur les terres, peut induire des dégâts analogues, voire supérieurs, à ceux observés sur le littoral.

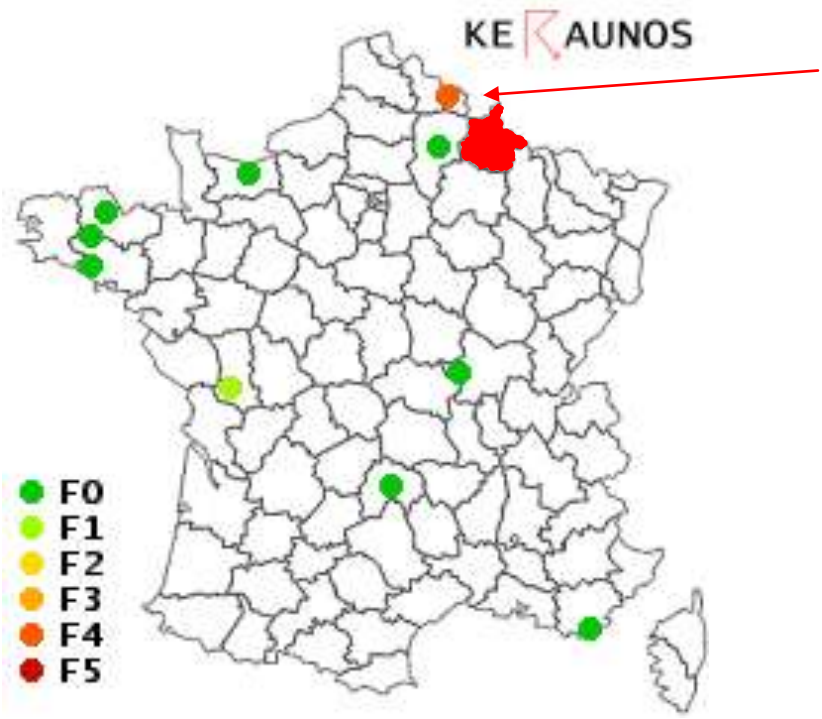
Le Nord de la France reste propice à ce type de sinistre dévastateur.



Les tornades

Une récente tornade de catégorie F3 s'est abattue dans le département du Nord, causant 4 morts et des dégâts considérable, le 3 août 2008.

Carte des tornades 2008 en France





La pluie

Les plus fortes pluies enregistrées ces dernières années sont les suivantes :

Sur 1 jour :

- 114 mm à Champlin le 26 Juin 1983 *(à titre de comparaison, la pluviométrie moyenne d'un mois de juin à Champlin est de 90.6 mm)*
- 105.2 mm à Linay le 16 Août 2004
- 95 mm à La Romagne le 10 Août 1981
- 90.8 mm à La Chapelle le 27 Décembre 1994

Sur 1 mois :

- 489.4 mm à La Chapelle en Décembre 1993 *(à titre de comparaison, la pluviométrie moyenne d'un mois de décembre à Charleville-Mézières est de 128.4 mm)*
- 429.5 mm à Singly en Décembre 1993
- 416.8 mm à La Chapelle en Janvier 1995

Derniers épisodes marquants dans le département

- *Coulées de boue sur Sedan le 8 Juin 2007*

Un orage stationnaire d'une intensité exceptionnelle se déclenche en soirée du 08 Juin quelques kilomètres au Nord de Sedan le long des frontières Belges. En certains endroits le cumul est estimé autour de 100 mm en 1 heure, voire plus. Plusieurs Communes en aval de ces pluies sont touchées par les phénomènes de ruissellement et de coulées de boue sur plusieurs kilomètres, dont une partie de la ville de Sedan.

- *Inondations de la Meuse de Janvier 1995*

L'essentiel des pluies s'est produit en une douzaine de jours, du 17 au 29 Janvier 1995. Les sols étaient déjà très humides en raison d'importants épisodes pluvieux intervenus au cours des semaines précédentes. Lors de la dernière décade de janvier, on a relevé sur toute la moitié Nord des Ardennes plus de 200 mm de pluie, voire en certains endroits plus de 300 mm (322 mm à La Chapelle en 11 jours, avec 2 journées dépassant les 70 mm).

- *Inondations de la Meuse de Décembre 1993*

La période de fortes pluies a duré du 07 au 23 Décembre 1993. Elle a été un peu plus longue qu'en Janvier 1995, avec là encore une succession rapprochée de journées très pluvieuses concernant tout le département. Les records ont été battus sur la pluviométrie mensuelle. De manière plus marquée qu'en Janvier 1995, les pluies tombées en amont (département de la Meuse notamment) ont joué un rôle important.

Neige et verglas

Derniers épisodes de neige/verglas sur le département

Hauteur de neige maximale relevée à la station de Charleville-Mézières/Belval depuis 1990 : 22 cm le 16 février 1991.

Exemples d'épisodes récents :

- 23 Novembre 2008 : entre 5 cm et jusqu'à plus de 20 cm du Sud au Nord du département, autour de 10 cm dans les environs de Charleville
- Episodes tardifs des 24 Mars et 07 Avril 2008 : autour de 5 à 10 cm du côté de Charleville, jusqu'à 15 cm sur les hauteurs.
- Episodes de verglas des 26 Décembre 2007 et 03 Janvier 2008 : chute de neige roulée puis de pluie sur des sols gelés.
- 24 Novembre 2005 : 7 cm de neige à Charleville-Mézières, 10 à 20 cm ailleurs.

Chaleur

Records de chaleur sur le département

Les mesures météorologiques de températures sont réalisées sous abri ; les températures ressenties en plein soleil peuvent donc être supérieures à celles qui sont mesurées par Météo-France.

- *Août 2003*

  Du 03 au 13 Août, les températures maximales ont dépassé quotidiennement 33°C, avec des pics de chaleur les 08 et 12 Août où la température atteint les 40°C en plusieurs endroits du département (record absolu sur le département des Ardennes 40.7°C à Rethel le 12 Août 2003). A noter que durant cette période les températures minimales ne sont pas descendues en-dessous de 15°C dans la plupart des endroits du département.

  Août 2003 est considéré comme le principal événement caniculaire de ces dernières années. Cependant on peut noter quelques autres exemples de canicules :

- *Juillet 2006*

  La période de chaleur s'est produite tout au long du mois mais a été moins intense qu'en Août 2003. Cependant à plusieurs reprises les 33°C ont été dépassés, le maximum étant atteint dans la plupart des endroits le 19 Juillet, la température atteignant parfois 37 °C.

- *Juillet 1995*

  Le mois a connu quelques fortes chaleurs en particulier le 21 Juillet où les températures ont atteint 38°C à Vouziers et à Rethel.

Grand froid

Records de froid sur le département

Janvier 1985

La vague de froid a duré plusieurs semaines mais la période la plus intense s'est produite du 05 au 17 Janvier 1985, avec régulièrement des gelées généralisées en-dessous de –10°C, voire en-dessous. Le record de froid enregistré sur les Ardennes est de –24°C à Linay le 09 Janvier. Certains jours les températures maximales sont restées inférieures à –10°C.

On peut également lister d'autres vagues de froid depuis cette date, même si elles ont été moins intenses :

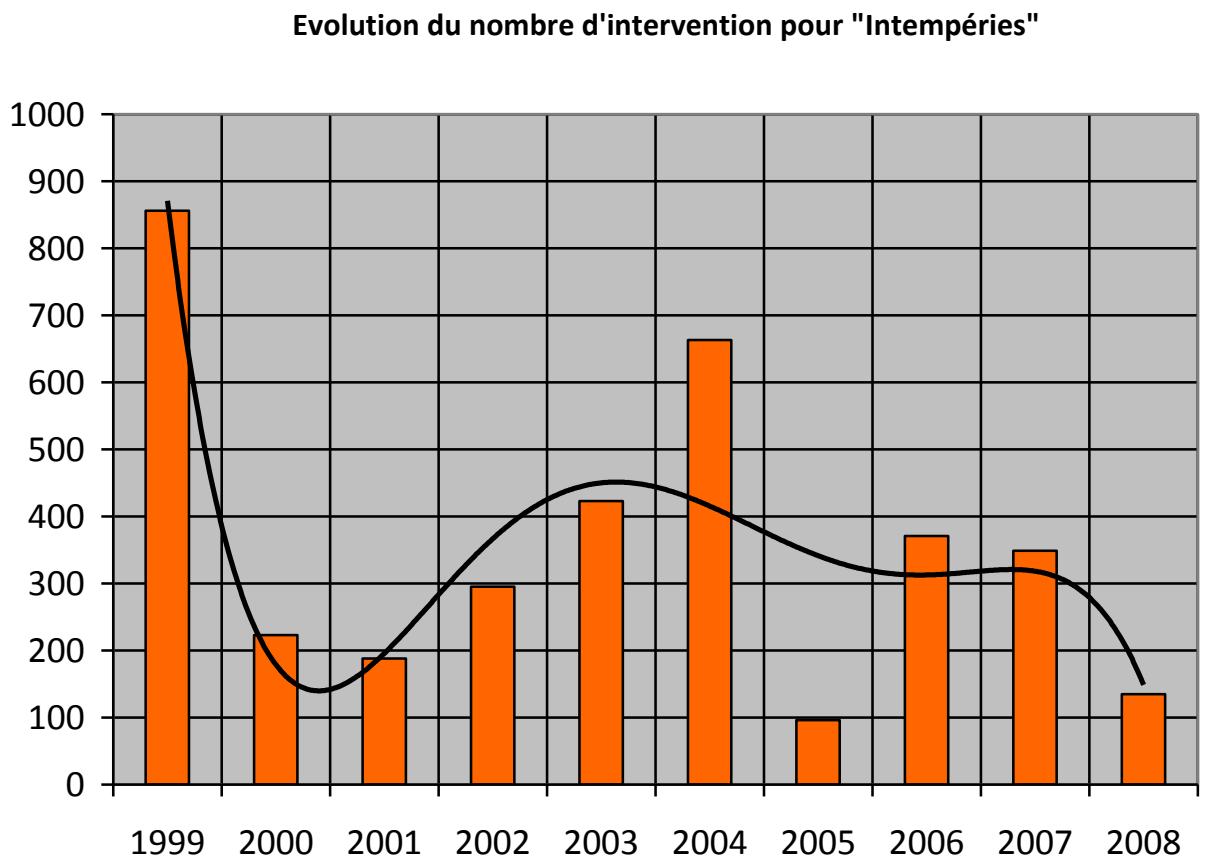
- **Février 1986**, surtout du 20 au 27 Février, avec au minimum –17.1°C à Mouzon le 23 Février.
- **Février 1991**, en particulier du 02 au 11 février, avec –22.4°C aux Hauts-Buttés le 07 Février.
- **Décembre 1996-Janvier 1997**, en particulier du 25 Décembre au 03 Janvier, avec –19.4 °C à Juniville le 01er Janvier.
- **Janvier 2009**, du 04 au 12 Janvier, avec –19.7°C le 07 Janvier à Givet

L'ANALYSE STATISTIQUE DES RISQUES « INTEMPERIES » (SDIS DES ARDENNES – 1999/2008)

Tableau des relevés opérationnels

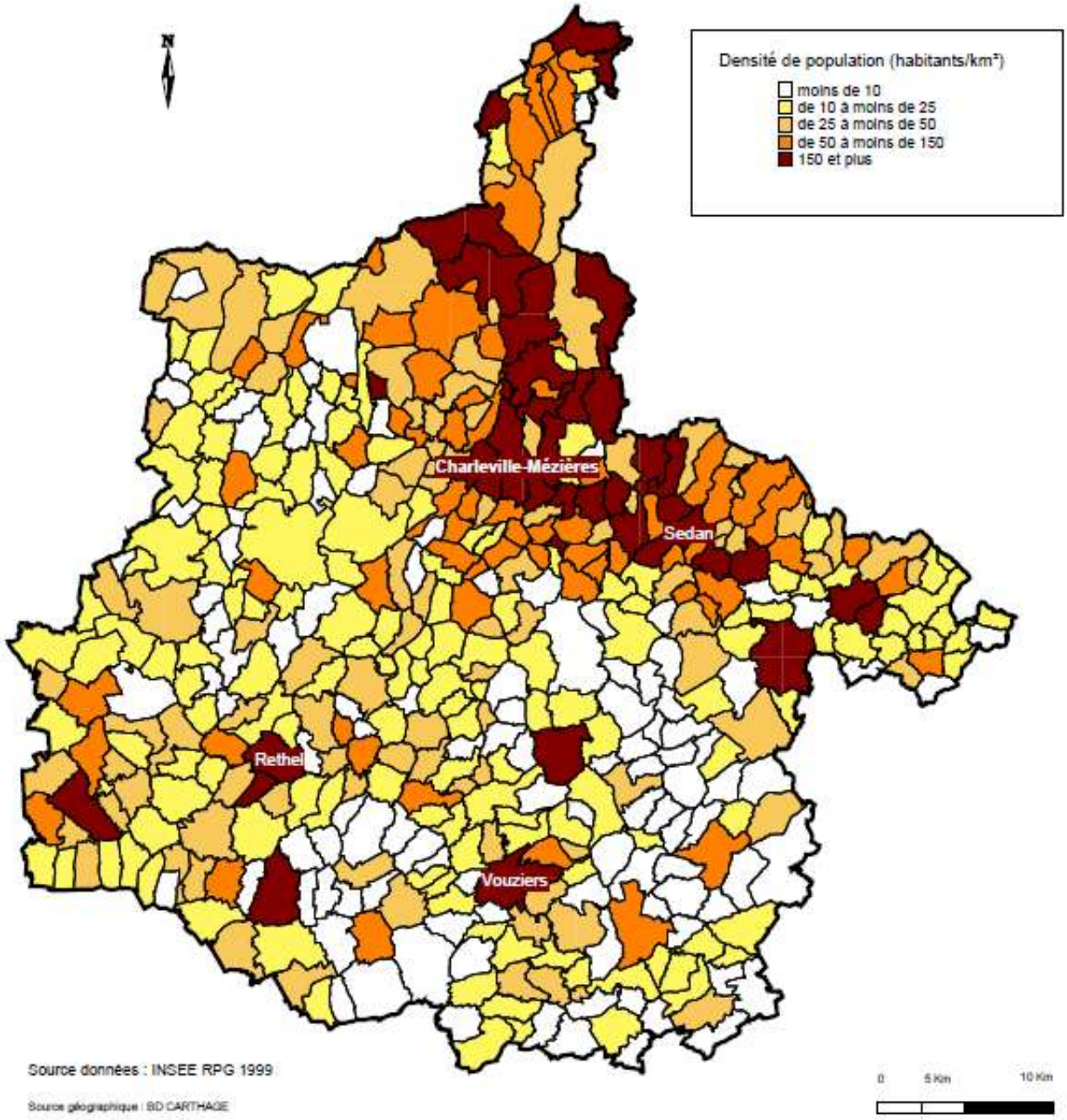
Année	*1999*	*2000*	*2001*	*2002*	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*
Nombre d'intervention	856	223	188	295	423	663	96	371	349	135
% d'accroissement		-73,95	-15,70	+59,91	+43,39	+56,74	-93,84	+286,46	-5,93	-63,32

Graphique des relevés opérationnels



CARTES DES ENJEUX

DENSITE DE POPULATION 1999



L'ANALYSE DETERMINISTE

Les coups de vent :

Le département des Ardennes en raison de sa position géographique, se trouve sur l'axe des derniers plus importants épisodes de tempête mesurés en France. En témoigne la tempête de 1999 et les nombreux « coup de vent » enregistrés depuis.

Le risque reste diffus sur le territoire départemental, toutefois au regard du relief et de la couverture végétale du Nord du département, les effets des éventuelles tempêtes, y est plus marqués, notamment dans la vallée de la Meuse.

La vigilance météo a été renforcée depuis 1999, elle garantit aujourd'hui une information préventive des autorités, services et des populations. Ces informations, basées sur des relevés de terrain et des modèles mathématiques complexes de prévision, ne permettent pas encore de prévoir les coups de vent très localisés et très destructeurs.

Ces épisodes sont généralement caractérisés par un pic de sollicitation opérationnelle immédiatement après le coup de vent, puis s'en suit une sollicitation continue, mais plus faible. Les sinistres surviennent surtout durant la tempête, mais les situations accidentogènes persistent durant un temps plus ou moins important (chute d'arbre, objets menaçant la voie publique, destruction des cheminées, des antennes, murs fragilisés, chute de grue….).

De nombreuses opérations de protection de biens succèdent à l'évènement météorologique, elles mobilisent des moyens importants de protection de biens (bâchage de toiture) et de travail en hauteur (amarrage d'objets menaçants). Le dégagement des chaussées de circulation occupe également dans ce cas, bon nombre de moyens.

D'autre part, la rupture des axes communication, de réseau d'alimentation énergétique jouent dans ce cas en défaveur des moyens de secours et implique une prise en charge des populations (alimentation en eau potable, en électricité). Ces opérations sont très mobilisatrices en moyens humains et de vecteur de déplacement.

La mutualisation supra départementale est dans ce cas impérative afin de couvrir les besoins locaux notamment en matière de couverture continue des risques courants (secours à personne et incendie).

Les tempêtes de neige et les risques de verglas :

Le département des Ardennes n'est pas enclin à un enneigement important, toutefois un épisode neigeux peut engendrer de nombreuses interventions et de nombreuses gênes pour les services de secours.

La prise en charge des populations à cours de ressources s'effectuera à plus long terme. Il convient de tenir compte après les expériences vécues dans d'autres départements en 2004, de la mise en œuvre de mesure de soutien des populations en cas de coupure de longue durée des axes de circulation. Les populations considérées étant stationnées et/ou en attente sur les voies autoroutières et/ou routières et mise en sécurité dans des points de regroupement des impliqués.

Ces épisodes ne sont pas sans poser des problèmes d'accessibilité pour les moyens de secours. Comme pour les inondations, les délais d'intervention opérationnelle s'en voient considérablement allongés. D'autre part les personnels du SDIS deviennent également des sinistrés.

Les tempêtes accompagnées d'épisodes orageux :

Les tempêtes peuvent également être accompagnées d'épisode orageux et/ou de fortes précipitations. Des risques d'inondations localisées viennent pénaliser le travail de protection des personnes et des biens.

Un cumul des besoins opérationnels doit intervenir entre les moyens nécessaires aux inondations et pour faire face aux différentes intempéries, notamment à des fins de sauvetage et d'accès aux impliqués.

Les tornades :

Les récentes tornades constatées en France témoignent que les régions Nord et Champagne Ardennes sont sujettes à ce type de phénomène météorologique. La tornade du 3 août 2008 à Hautmont dans le Nord (100 km de Charleville Mézières) rend compte de la violence et des effets constatés lors de ces catastrophes.

Ces évènements, en raison de leur taille et de leurs caractéristiques, sont quasiment impossibles à prévoir. Dès lors, le département des Ardennes présente un risque non négligeable de tornade localisée. Les mois de mai à septembre sont propices à ces phénomènes dans nos régions, toutefois le mois d'août reste le plus probable.

Le niveau de risque par secteur :

SECTEURS	***C.M***	***REVIN***	***SEDAN***	***VOUZIERS***	***RETHEL***
NIVEAU DU RISQUE	++++	+++++	++++	+++	+

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

La couverture opérationnelle du risque intempérie est réalisée grâce aux équipes et matériels employés pour le risque inondation, aux moyens permettant d'assurer le bâchage, le tronçonnage et la protection des biens endommagés.

Tous les sapeurs-pompiers disposent, à contrario de certains risques spécifiques, des qualifications nécessaires pour intervenir sur à la suite de ces évènements.

Les missions des sapeurs-pompiers

- Assurer la protection des personnes et des biens ;

  - Mettre en sécurité des personnes des habitations sinistrées ;
  - Assurer le sauvetage et le dégagement des populations isolées ;
  - Assurer les recherches de personnes portées disparues ;
  - Assurer le regroupement et la prise en charge des usagers des voies de communication bloquées par les intempéries (axes routiers, réseaux SNCF) ;

- Participer aux actions de protection des biens ;

    - Bâcher des toitures endommagées ;
    - Dégager des voies de circulation et tronçonner des arbres tombés à terre ;
    - Epuiser des zones inondées ;
    - Dégager des zones inaccessibles.

- Participer au maintien des liaisons et au ravitaillement des populations isolées ;

- Participer aux missions de soutien de la population en énergie en cas de coupure de longue durée de l'alimentation ;

    - Mettre à disposition de groupes électrogènes ;
    - Reconnaitre et assurer une liaison physique.

La stratégie opérationnelle

- Sectoriser la zone sinistrée et les actions de secours;
- Favoriser la mise en place de reconnaissances sur l'avant, afin de privilégier et hiérarchiser les actions de secours à mener ;
- Mettre en place des unités mobiles et autonomes, chargées des missions de base en matière de protection des populations et des biens sinistrés ;
- Garantir l'accès aux zones inondées et/ou difficilement accessibles ;
- Maintenir la couverture opérationnelle du risque courant, notamment le secours à personne et le risque incendie ;
- Anticiper lors des intempéries, le pré positionnement de moyens de secours dans les zones rendues inaccessibles ;
- Assurer une gestion pérenne et soutenable des effectifs et des matériels engagés en opération (repos obligatoire et alimentation satisfaisante) ;

Le dispositif opérationnel actuel :

Le SDIS dispose actuellement des moyens suivants :

Type de moyen
Véhicule de transport de personnel
Véhicule logistique de transport

Les équipes spécialisées comptent les effectifs suivants :

Spécialités	*Personnels par niveau de qualification*											
	Niveau 1			**Niveau 2**			**Niveau 3**			**Niveau 4**		
Année	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***
SDE		50	71		19	21		2	3			
CYN	0	0	0	1	1	1	1	1	1			
SAL	16	13	11	7	6	7	1	1	2			

Il convient pour améliorer la couverture de :

Délais opérationnels

- Assurer un délai de réponse opérationnelle raisonnable fonction de la sollicitation opérationnelle globale sur les sinistres ;

  Les moyens engagés pour les intempéries relèvent des moyens courants. Toutefois la cinétique et l'ampleur de la tâche à mener pour le traitement de ce type de sinistre, impacte forcément les délais de couverture fixés initialement pour les moyens courants. Aucun délai pour l'intervention des moyens de secours ne peut dans ce cadre être garanti.

  Dans le cadre des intempéries, les opérations sont traitées en mode « multiple » (regroupement de sinistre par secteur géographique ou par moyens de réponse). Dès lors, un contact de chaque requérant doit intervenir dans un délai raisonnable, après son appel, afin de hiérarchiser les opérations de secours à mener. Les actions de secours aux personnes restent évidemment prioritaires.

Implantation des moyens :

- Implanter les moyens de couverture sur tout le département, en privilégiant le nord du département (moyen de tronçonnage, de dégagement, de balisage de la chaussée, de protection des toitures) ;

- Equiper les engins de secours courant (secours à personne et incendie) et les agrès de commandement, d'équipements de neige permettant une conduite sur route gelée ou enneigée ;

- Implanter dans chaque secteur, des moyens de reconnaissance et de commandement de type véhicule léger tout terrain (voir les remarques formulées sur les risque inondations et feux d'espaces naturels – cumul des risques pour quantifier les besoins) ;

- Mettre en place, en parallèle des « plans grands froids », un plan interne au SDIS pour la mise en œuvre des mesures « neiges et verglas » ;

  D'une manière générale, la question du maintien de la capacité opérationnelle de nos moyens opérationnels et fonctionnels doit être envisagée sur le modèle d'un plan de maintien et de reprise d'activité de l'établissement public en cas d'intempérie (P.M.R.A).

- Identifier avec anticipation, les zones de stationnement, d'accueil et d'hébergement des moyens de renfort extra départementaux.

Qualification des personnels :

En la matière, les qualifications des personnels relèvent strictement des formations de base.

- Accompagner la mise en œuvre du plan interne « neige et verglas » de la transmission d'information à caractère sécuritaire vers les personnels des unités opérationnelles.

  Une information renforcée relayant les bulletins d'alerte météorologique doit être adressée aux unités opérationnelles concernées, régulièrement et en temps réel.

Formation et information des personnels :

- Accroître et favoriser le maintien des acquis pratiques, des personnels en matière de tronçonnage et de travail en hauteur, de manière pluriannuel ;

  Les règles de sécurité lors des interventions sur la voie publique, en cas de tronçonnage et/ou de travail en hauteur doivent être prises en considération et rappelées régulièrement ;

- Définir et communiquer sur les procédures opérationnelles d'utilisation des appareils de levage et des nacelles (application de la circulaire de la DSC) ;

Plan d'équipement :

- Poursuivre le plan d'équipement collectif des personnels en matière d'effets de protection de tronçonnage et contre les chutes.

- Poursuivre le déploiement des véhicules dits « Logistiques » afin de mettre en œuvre les lots de protection dit « lots tempête » ;

  Leur répartition éparse, assure une couverture quasi complète du territoire ardennais. La modularité de ce type d'équipement et de vecteur assure une vacuité des moyens intéressante dans la couverture des risques diffus (noria de dépose de matériels, noria de renfort, noria de retrait de matériels).

Mutualisation des moyens :

Les moyens employés dans la carde des tempêtes concourent également à la couverture des risques courants de type incendie.

Organisation du service – Prévention – Prévision :

- Sécuriser les centres de secours et garantir leur autonomie énergétique en toutes circonstances (carburants, électricité) ;

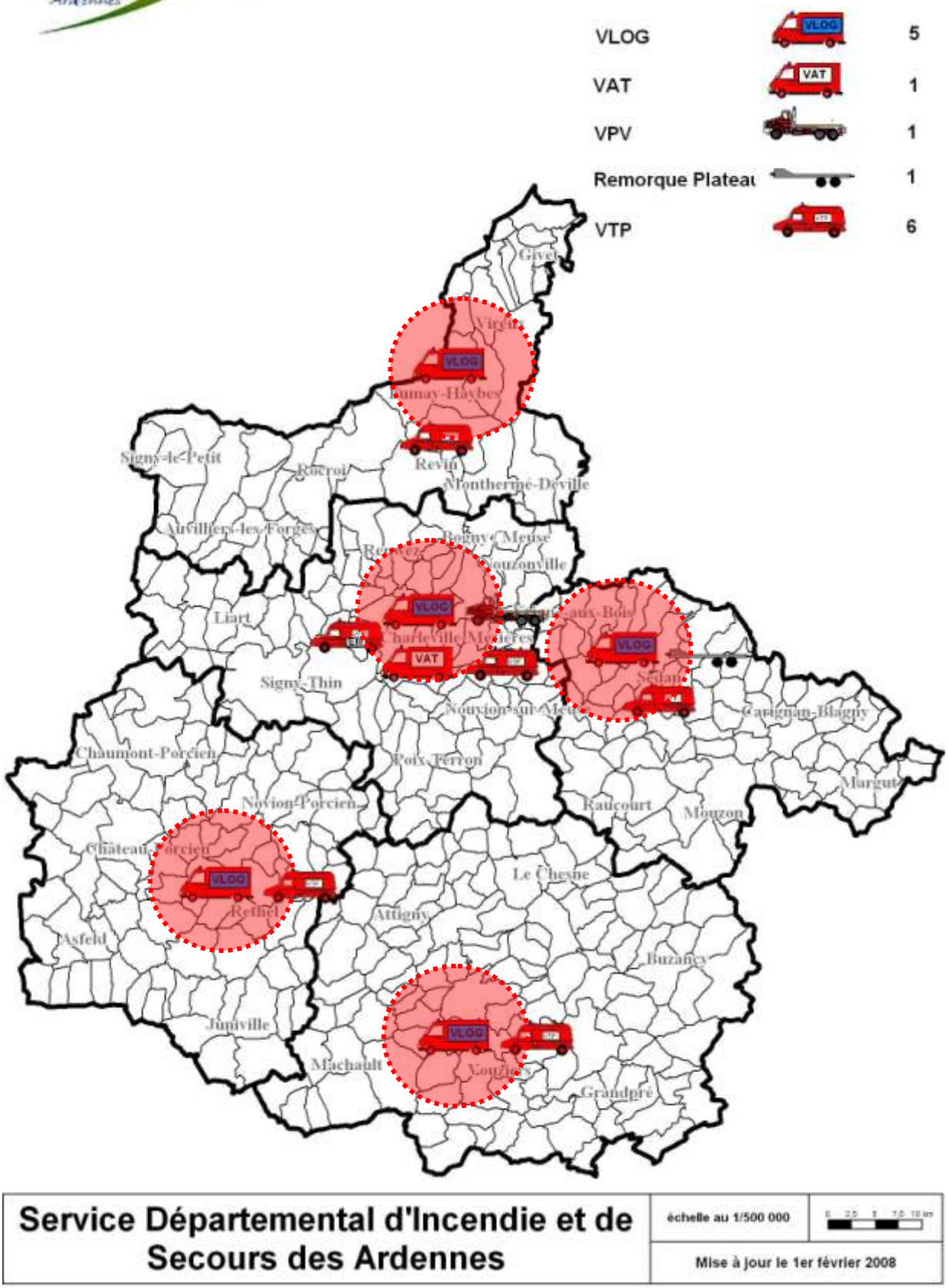
  Le caractère désorganisant de ces sinistres, nécessite de construire des centres de secours dotés des redondances nécessaires au maintien des fonctions principales des casernes (fréquence d'alerte FTA, groupe électrogène, ouverture des portes, communication avec le CODIS,…)

A retenir pour les risques « intempéries » :

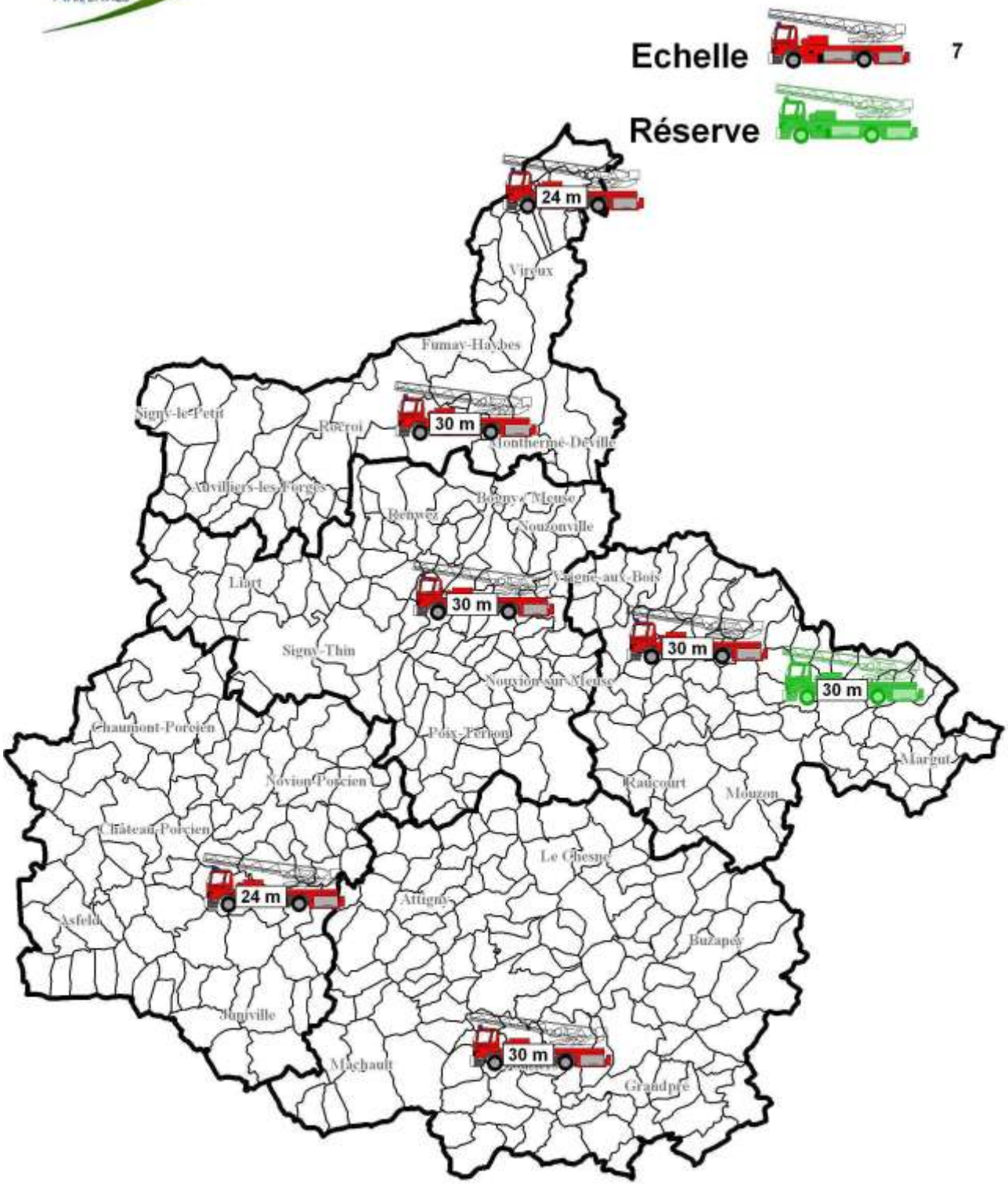
Analyse des risques
Le département des Ardennes en raison de sa position géographique, se trouve sur l'axe des derniers plus importants épisodes de tempête mesurés en France. En témoigne la tempête de 1999 et les nombreux « coup de vent » enregistrés depuis. Le risque reste diffus sur le territoire départemental, toutefois au regard du relief et de la couverture végétale du Nord du département, les effets des éventuelles tempêtes, y est plus marqués, notamment dans la vallée de la Meuse. La vigilance météo a été renforcée depuis 1999. De nombreuses opérations de protection de biens succèdent à l'évènement météorologique. Elles mobilisent des moyens importants de protection de biens (bâchage de toiture) et de travail en hauteur (amarrage d'objets menaçants). Ces opérations sont très mobilisatrices en moyens humains et en vecteurs de déplacement. La mutualisation supra départementale est dans ce cas impérative afin de couvrir les besoins locaux notamment en matière de couverture continue des risques courants (secours à personne et incendie). Le département des Ardennes n'est pas enclin à un enneigement important, toutefois un épisode neigeux peut engendrer de nombreuses interventions et de nombreuses gênes pour le service de secours. Les récentes tornades constatées en France témoignent que les régions Nord et Champagne Ardennes sont sujettes à ce type de phénomène météorologique.
Couverture opérationnelle
• Implanter les moyens de couverture sur tout le département, en privilégiant le nord du département (moyen de tronçonnage, de dégagement, de balisage de la chaussée, de protection des toitures) ; • Equiper les engins de secours courants (secours à personne et incendie) et les agrès de commandement, d'équipements de neige permettant une conduite sur route gelée ou enneigée ; • Implanter dans chaque secteur, des moyens de reconnaissance et de commandement de type véhicule léger tout terrain (voir les remarques formulées sur les risque inondations et feux d'espaces naturels – cumul des risques pour quantifier les besoins) ; • Mettre en place, en parallèle des « plans grands froids », un plan interne au SDIS pour la mise en œuvre des mesures « neiges et verglas » ; • Identifier avec anticipation, les zones de stationnement, d'accueil et d'hébergement des moyens de renfort extra départementaux. • Sécuriser les centres de secours et garantir leur autonomie énergétique en toutes circonstances (carburants, électricité) ;

LA COUVERTURE EN MATERIELS DE SECOURS :

Emplacements des moyens logistiques concourant aux risques intempéries



Emplacements des moyens concourant aux risques intempéries : Echelles aériennes



Service Départemental d'Incendie et de Secours des Ardennes	échelle au 1/500 000	0 2,5 5 7,5 10 km
	Mise à jour le 1er février 2008	

LES RISQUES « SISMIQUES »

LE PHENOMENE SISMIQUE

La tectonique des plaques, dont le principe est connu depuis la seconde moitié du XX^{e} siècle, est à l'origine des chaînes de montagne et de phénomènes tels que les séismes et le volcanisme.

La lithosphère (croûte et manteau supérieur) est morcelée en plusieurs fragments, appelés plaques, qui constituent la surface terrestre. En raison des mouvements de convection au sein du manteau, ces plaques sont mobiles les unes par rapport aux autres, avec des vitesses de quelques centimètres par an.

Les efforts tectoniques peuvent occasionner des déplacements au niveau d'une faille (*foyer*). Cette libération brutale d'énergie occasionne une vibration du sol : le séisme. À la surface du sol, le point situé à la verticale du foyer est appelé épicentre. Le foyer peut être situé à faible profondeur (quelques kilomètres), on parle alors de séisme superficiel, ou à grande profondeur (plusieurs dizaines, voire centaines de kilomètres), on parle alors de séisme profond. Le séisme est d'autant plus violent en surface que la quantité d'énergie emmagasinée au niveau de la faille avant le séisme est importante et que la faille est proche de la surface.

La sismicité française métropolitaine, par les magnitudes attendues, ne peut être comparée à celle observée dans les zones les plus sensibles de la planète, évoquées ci-dessus. Toutefois, la situation tectonique de la France ne la met pas à l'abri d'un tremblement de terre destructeur**.**

LES CONSEQUENCES DES SEISMES

Les préjudices humains

Les séismes sont des phénomènes naturels pouvant être très destructeurs. Les victimes humaines directes sont pour la plupart concernées par l'effondrement des bâtiments, les mouvements de terrain associés.

Mais les grands séismes destructeurs occasionnent également un grand nombre de victimes indirectes du fait des ruptures de canalisation de gaz et des violents incendies qui s'ensuivent (San Francisco, Tokyo, etc.). Les populations sans abri doivent parfois être déplacées vers des zones moins affectées, ce qui augmente encore le préjudice psychologique des victimes.

Les préjudices matériels

Les dommages matériels dépendent de l'amplitude et de la durée du mouvement du sol, ainsi que du mode de construction. Il peut s'agir de détérioration des structures (fissuration) ou de destructions (écroulement des bâtiments). Outre les habitations, les séismes ont un impact très fort sur l'économie : destruction des infrastructures (ponts, routes, voies ferrées, etc.), détériorations de l'outil de production (usines), rupture des conduites d'eau, de gaz et d'électricité pouvant provoquer incendies, explosions, électrocutions.

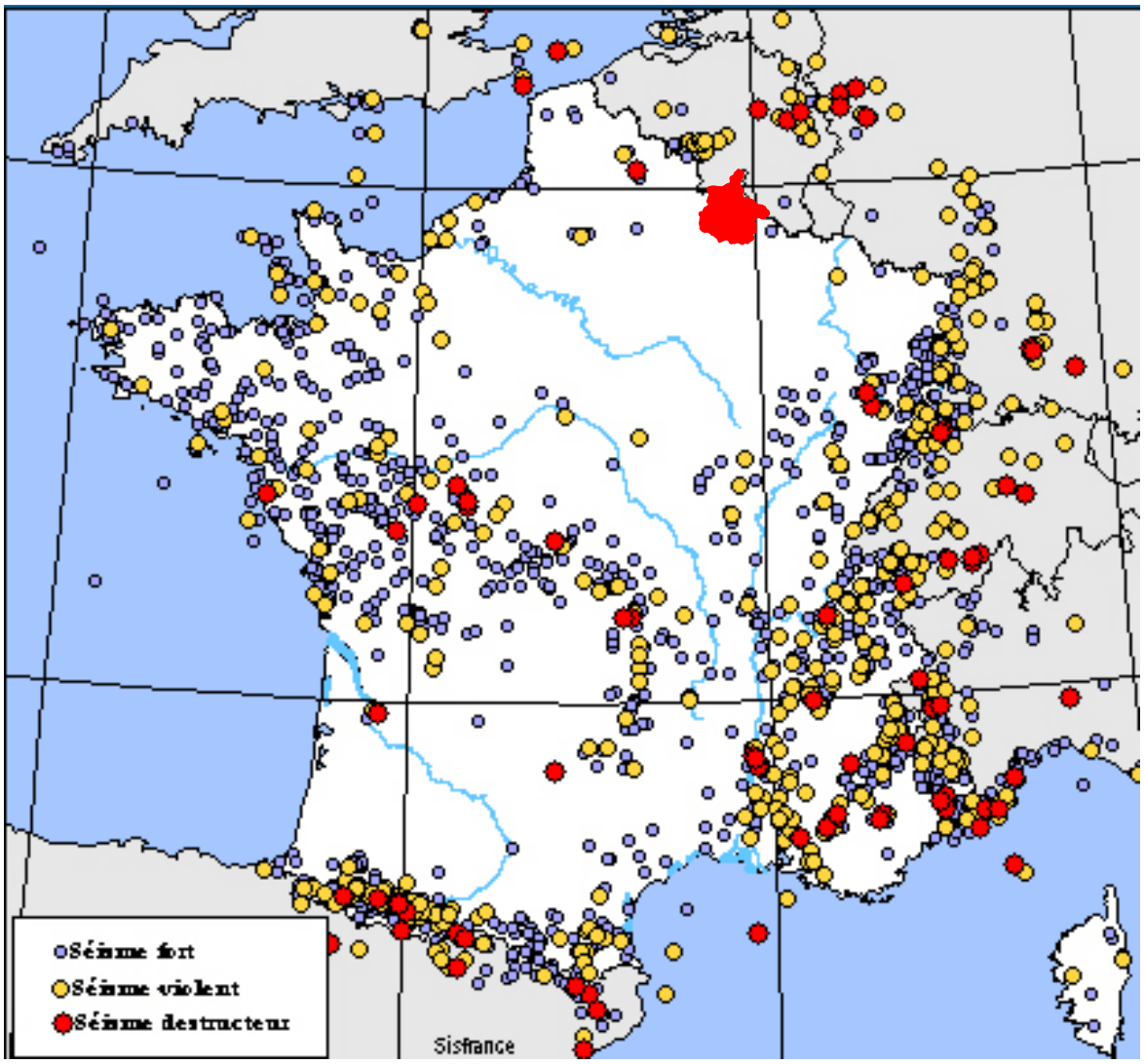
Les effets sur l'environnement

Les grands séismes peuvent occasionner des désordres dans l'environnement. Pour les séismes les plus forts, le jeu des failles peut faire apparaître des dénivellations ou des décrochements de plusieurs mètres, avec parfois changement total de paysage (vallées barrées par des glissements de terrain et transformées en lacs, rivières déviées, etc.). Des sources peuvent se tarir, de nouvelles peuvent apparaître.

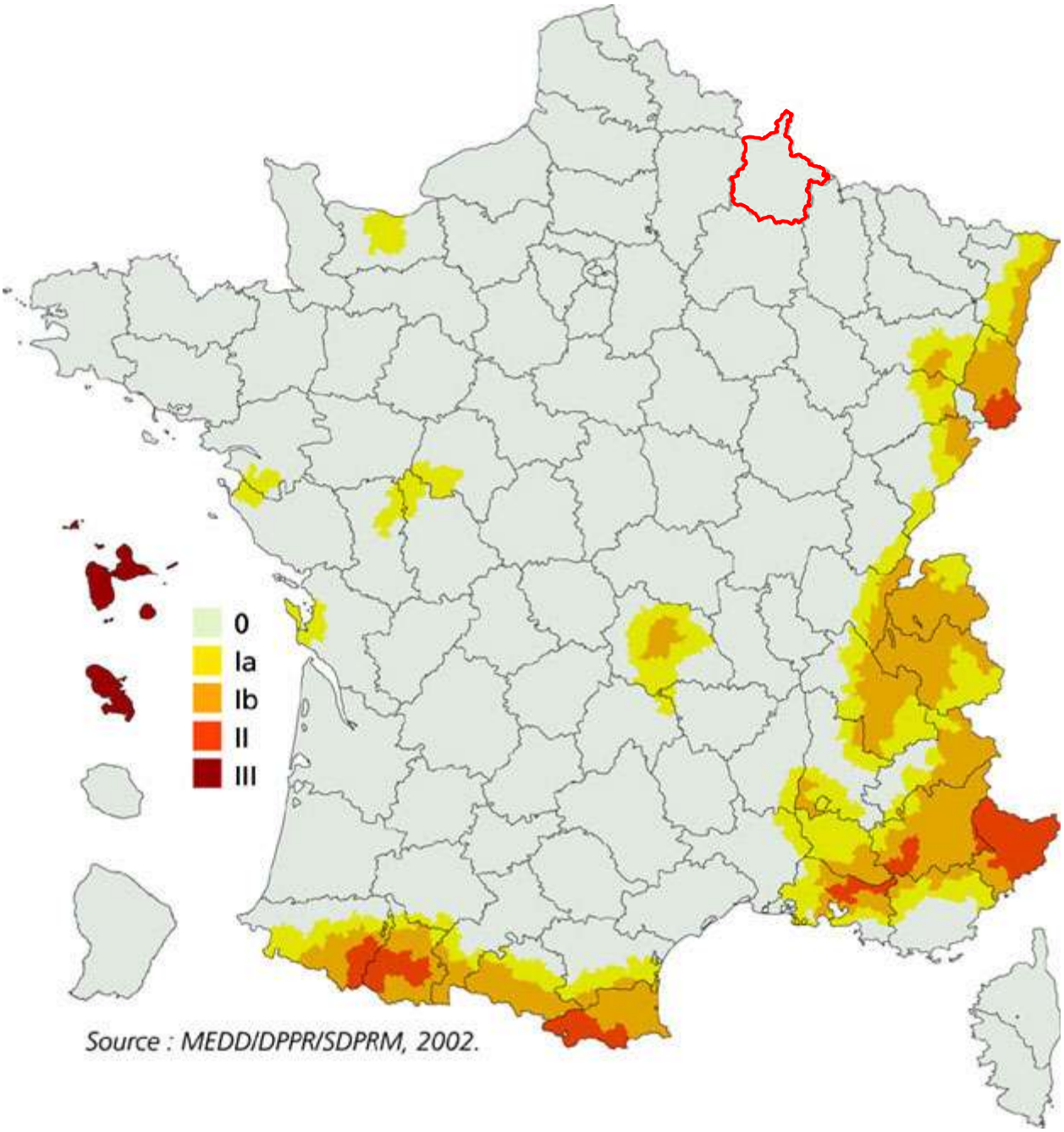
Les foyers sismiques en France

En France métropolitaine, 37 départements sont classés, en tout ou partie, en zone de sismicité.

Carte de la sismicité de la France et des régions limitrophes

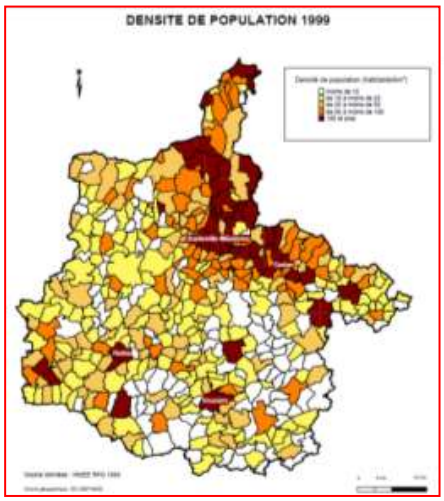


Classement des zones de sismicité en France en 2002



L'ALEA DANS LES ARDENNES

Carte de l'aléa sismique par commune (Ministère de l'environnement – IGN) :



Cartographie des risques en Ardennes - Information préventive - Source : http://cartorisque.prim.net

LE RISQUE DANS LES ARDENNES

La sismicité est très faible voir négligeable dans le département des Ardennes. Toutefois, les lieux à sismicité même faible sont situés dans les zones à plus forte densité de population.

Tableau des séismes « ressentis » sur le territoire des Ardennes (Sis France- BRGM)

Date	Heure	Choc	Localisation épicentrale	Région ou pays de l'épicentre	Intensité épicentrale
22 Février 2003	20 h 41 min 6 sec		PAYS FORESTIER SOUS-VOSGIEN (RAMBERVILLERS)	VOSGES	6,5
20 Juin 1995	1 h 54 min 49 sec		HAINAUT (THUIN)	BELGIQUE	5,5
13 Avril 1992	1 h 20 min 3 sec		LIMBOURG (ROERMOND)	HOLLANDE	6,5
8 Novembre 1983	0 h 49 min 35 sec		PAYS DE LIEGE (LIEGE)	BELGIQUE	7,5
14 Mars 1951	9 h 46 min 58 sec		HAUTES-FAGNES (EUSKIRCHEN)	ALLEMAGNE	7,5
11 Juin 1938	10 h 57 min 34 sec		FLANDRES (RENAIX-OUDENAARDE)	BELGIQUE	7
18 Novembre 1881	23 h 10 min		HAUTES-FAGNES (SPA)	BELGIQUE	6
26 Août 1878	8 h 50 min		HAUTES-FAGNES (DUREN)	ALLEMAGNE	7,5
29 Juillet 1846	21 h		TAUNUS (KAUB)	ALLEMAGNE	7
8 Avril 1843			VALLEE DU CHIERS (OLIZY)	ARDENNE	4
23 Février 1828	8 h 20 min		LIMBOURG (ST-TROND)	BELGIQUE	7,5
22 Juin 1767	3 h		HAUTES-FAGNES (DUREN ?)	ALLEMAGNE	
20 Janvier 1760	22 h 15 min		HAUTES-FAGNES (AIX-LA-CHAPELLE)	ALLEMAGNE	7
3 Juin 1756	1 h	R	HAUTES-FAGNES (STOLBERG)	ALLEMAGNE	6
20 Février 1756	4 h	R	HAUTES-FAGNES (STOLBERG)	ALLEMAGNE	
18 Février 1756	7 h 45 min		HAUTES-FAGNES (STOLBERG)	ALLEMAGNE	8
27 Décembre 1755	0 h 12 min		HAUTES-FAGNES (AIX-LA-CHAPELLE)	ALLEMAGNE	7
26 Décembre 1755	23 h 56 min	P	HAUTES-FAGNES (AIX-LA-CHAPELLE)	ALLEMAGNE	
28 Octobre 1692	6 h	R	PAYS DE LIEGE (SOIRON ?)	BELGIQUE	6
18 Septembre 1692	14 h		PAYS DE LIEGE (CHARNEUX-EMAEL)	BELGIQUE	7,5
12 Mai 1682	2 h 30 min		HAUTES-VOSGES (REMIREMONT)	VOSGES	8
4 Avril 1640	3 h 30 min		HAUTES-FAGNES (DUREN)	ALLEMAGNE	7,5
23 Août 1504	23 h		HAUTES-FAGNES (AIX-LA-CHAPELLE)	ALLEMAGNE	6,5
3 Janvier 1117	17 h		LOMBARDIE (VERONE)	ITALIE	

Tableau des séismes « situés» dans les Ardennes (épicentre sur le territoire) :

Date	Heure	Choc	Localisation épicentrale	Région ou pays de l'épicentre	Intensité épicentrale
8 Avril 1843			VALLEE DU CHIERS (OLIZY)	ARDENNE	4

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE DU RISQUE SISMIQUE

Les conséquences des séismes se caractérisent par des effets semblables aux mouvements de terrain, les objectifs de couverture sont alors identiques. Voir le chapitre « Mouvements de terrain ».

LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les risques « hydrauliques (barrages et aménagements) » ;

Les risques « industriels » ;

Les risques « agricoles » ;

Les risques « nucléaires et radiologiques » ;

Les risques « transports et infrastructures » ;

Les risques « réseaux et installations d'énergie » ;

Les risques « urbanistiques » ;

LES RISQUES « HYDRAULIQUES » BARRAGES ET AMENAGEMENTS

LES COURS D'EAU

Les cours d'eau présentent des risques essentiellement liés à leur débordement dans le cadre des inondations. Ces données ont été traitées spécifiquement dans le risque « inondation ».

Toutefois les cours d'eau présentent également des risques liés d'une part à leur présence à proximité immédiate des populations et d'autre part liés à leur utilisation et leur emploi dans le cadre d'activité nautique. L'aménagement des cours d'eau favorise le rapprochement et l'accessibilité des personnes aux risques qu'ils présentent.

LES BARRAGES

Un barrage est un ouvrage artificiel ou naturel (causé par l'accumulation de matériaux à la suite de mouvements de terrain) établi en travers du lit d'un cours d'eau, retenant ou pouvant retenir de l'eau. Les barrages artificiels doivent être placés dans des cuvettes géologiquement étanches. Ils sont composés d'un corps conçu de manière spécifique à chaque type d'ouvrage, reposant sur une fondation étanche ou rendue étanche en amont.

Un barrage en béton est découpé en plusieurs tranches verticales, appelées *plots*. Des ouvrages annexes lui sont associés, tels que les évacuateurs de crues, les prises d'eau, les turbines, les vidanges de fond, etc.

Les différents types de barrages

- **Les barrages en remblai** sont souvent appelés digues. Ils peuvent être composés d'un seul matériau assurant à la fois la stabilité et l'étanchéité : on parle alors de barrage homogène.

- **Les barrages en maçonnerie** (*Matériau moins utilisé actuellement mais composant un grand nombre de barrages existants)* ou en béton peuvent être de différents types.

Les différents usages

Les barrages sont conçus dans un objectif bien précis, mais certains ouvrages peuvent combiner plusieurs usages. Parmi ces fonctions, on trouve la *régulation des cours d'eau* (maintien d'un niveau minimum des eaux en période de sécheresse, barrage écrêteur de crue), le *stockage d'une réserve d'eau*, utilisée pour alimenter un canal ou une ville, *lutter contre les incendies* ou *irriguer les cultures*, *la production d'énergie électrique*, *la plaisance* ou encore la *décantation* et le *stockage de déchets miniers*.

- Les barrages mobiles, installés sur les grands fleuves, servent à réguler la hauteur d'eau pour la navigation, au moyen de vannes.

- La fonction d'un barrage écrêteur de crue est de retenir temporairement une partie du débit de la crue et de relâcher ensuite petit à petit le volume correspondant. Les effets de la crue dans la partie aval du bassin versant s'en trouvent réduits d'autant.

Les ruptures de barrage

Le risque « rupture de barrage » entre dans la catégorie des risques technologiques. Les causes ainsi que les mécanismes en jeu lors d'une rupture sont variables en fonction des caractéristiques propres au barrage.

Si l'on se place dans un contexte mondial, il convient de souligner les limites de l'analyse du risque de rupture de barrage. En effet, cette analyse repose notamment sur deux éléments qui ne sont connus qu'avec une certaine incertitude : le nombre de grands barrages et le nombre de ruptures observées.

- La première incertitude est due à une définition plutôt imprécise du terme « grand barrage »

- La seconde incertitude, qui porte sur le nombre de ruptures observées, est due au fait que tous les pays n'abordent pas de la même façon le phénomène de rupture. En effet, outre le fait que la frontière entre incident grave et rupture soit parfois difficile à fixer, un tel phénomène présente un aspect fortement négatif que certains pays peuvent préférer garder secret.

Les causes d'accident et les conséquences

Les causes de rupture

- **Des problèmes techniques** peuvent entraîner la rupture d'un ouvrage. Il peut s'agir d'un défaut de fonctionnement des vannes permettant l'évacuation des crues ou bien d'un vice de conception, de construction ou de matériaux. Le type de barrage, les matériaux utilisés, la nature des fondations ainsi que l'âge de l'ouvrage vont avoir une influence sur l'apparition de ces problèmes. Cependant, l'évolution des techniques de construction rend les barrages modernes beaucoup plus sûrs.

- **Les glissements de terrains**, soit de l'ouvrage lui-même dans le cas de barrages en remblai, soit des terrains entourant la retenue sont également une cause de rupture. L'ouvrage peut être déstabilisé par un glissement (barrage de Malpasset, 1959) ou bien submergé par la vague engendrée par un glissement en amont de la retenue (barrage du Vajont, 1963).

- **Des causes humaines** peuvent enfin être à l'origine d'accidents : études préalables pas assez approfondies, contrôle d'exécution insuffisant, erreurs d'exploitation, défaut de surveillance et d'entretien ou encore actes de malveillance, sabotage, attentat, guerre (les barrages sont néanmoins protégés par la convention de Genève).

Les enjeux humains, matériels et environnementaux

L'onde de submersion, par sa force intrinsèque, occasionne d'énormes dommages en aval du barrage. Elle est suivie d'une inondation importante, mêlant eau et matériaux issus du barrage, et de l'érosion intense de la vallée.

Un tel événement a **des conséquences sur les populations** allant de blessures plus ou moins graves à la mort par noyade ou ensevelissement. Les victimes peuvent également être isolées suite à l'inondation des voies de communication ou subir un relogement temporaire durant le temps que dure la crise et le retour à la normale.

Les conséquences sur les biens vont également des simples dommages à la destruction totale des habitations, voies de communication et autres ouvrages. Dans le cas où d'autres barrages seraient présents en aval, l'onde de submersion peut provoquer à son tour leur rupture et accentuer ainsi les dommages.

Les conséquences environnementales sont multiples : la faune et la flore sont détruites par le passage de l'eau ; le sol est emporté, ce qui rend l'exploitation agricole des terrains difficile. Diverses pollutions peuvent être occasionnées par la destruction d'usines et autres bâtiments industriels. Des accidents technologiques dus à l'implantation d'entreprises dans la vallée (déchets toxiques, explosions par réaction avec l'eau, etc.) peuvent avoir lieu suite au passage de l'onde.

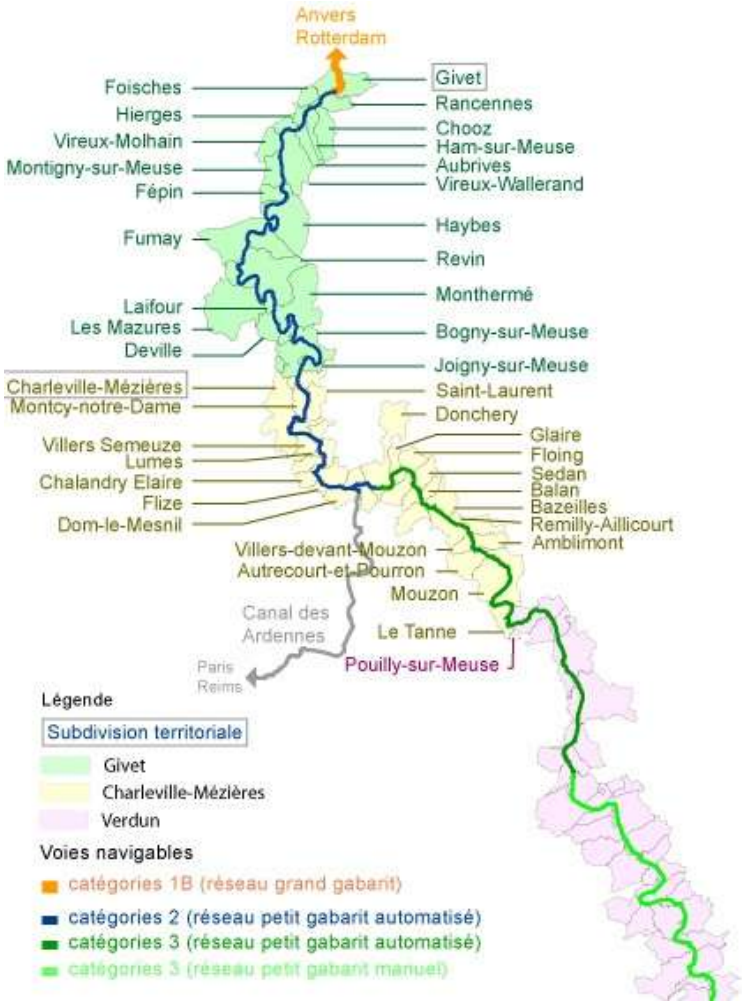
LE RISQUE COURS D'EAU ET LES EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES DANS LES ARDENNES

Les cours d'eau

La Meuse

La Meuse a une longueur totale de 950 km, elle déroule ses méandres sur environ 176 km dans les Ardennes.

Elle pénètre dans les Ardennes à Létanne à 320 km de l'endroit où elle prend sa source au plateau de Langres, près du village d'Andilly à 384 mètres d'altitude dans le département de la Haute Marne. La Meuse constitue la principale artère du massif ardennais.



Après avoir coulé dans la dépression liasique selon une direction Est-Ouest, elle bifurque à partir de Charleville-Mézières vers le Nord jusqu'à Givet. Elle quitte ensuite les Ardennes pour aller s'unir en Hollande au Whaal, l'un des bras inférieurs du Rhin et se jeter dans la mer du Nord à Moerdijk.

Ses principaux affluents sont :

- **la Chiers**, qui, du département de la Meuse, entre dans les Ardennes près de Carignan et se jette dans la Meuse à Remilly ;

- **la Vence,** qui prend sa source près de Launois et vient se jeter dans la Meuse dans le quartier de Mohon.

- **la Bar, la Vrigne, la Sormonne, la Semoy** qui arrive du Luxembourg par la Belgique et entre en France à Monthermé ;

- **la Houille**.

En raison de sa faible pente, la Meuse a été facilement rendue navigable par l'établissement de quelques écluses et le creusement de canaux qui ont supprimé les nombreux méandres du fleuve. Aménagée au gabarit européen, soit 1 350 tonnes, la vallée de la Meuse constituerait une superbe voie de communication.

La Meuse compte tout au long de son tracé un nombre certain d'aménagements hydrauliques. Des écluses, des barrages de petite taille dit à aiguilles, puis des barrages plus imposants. D'autres structures de type barrage existent dans les Ardennes. Elles sont directement assimilables à des barrages ou retenue d'eau.

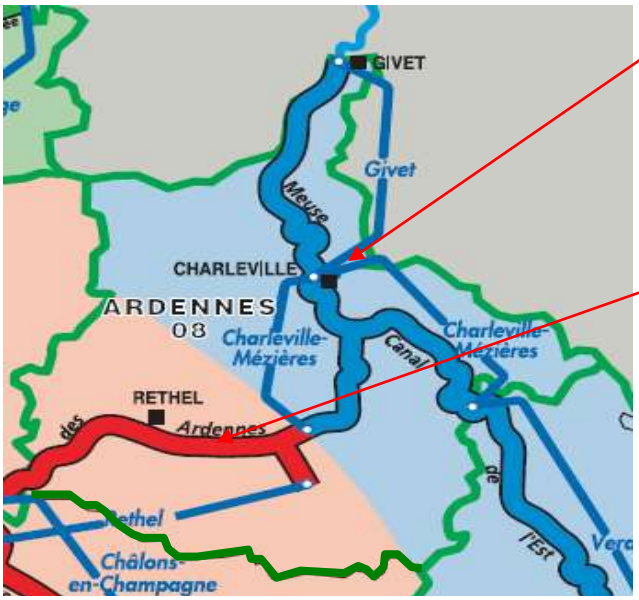
L'Aisne

Beaucoup moins importante que la Meuse, **l'Aisne** qui a une longueur totale de 335 km, **arrose le Sud du département sur 140 km**. Venue du département de la Meuse, elle entre dans les Ardennes à Condé-les-Autry, traverse Vouziers, Attigny, Rethel et Asfeld avant de les quitter pour se jeter dans l'Oise près de Compiègne.

L'Aisne reçoit dans les Ardennes deux affluents notables : **l'Aire** près de Grandpré et **la Retourne** à la sortie du département.

Son faible débit et sa profondeur insuffisante l'ont empêché de jouer un rôle économique significatif. Elle n'a pu être utilisée qu'après le creusement en 1831 du Canal des Ardennes lequel, à travers la région des crêtes et le long de la vallée de la Bar, la relie au réseau meusien.

<u>Les subdivisions de gestion des VNF des Ardennes :</u>



DIRECTION INTERRÉGIONALE DU NORD-EST
Service de la navigation du Nord-Est
28, boulevard Albert 1er - Case Officielle n°62
54036 NANCY cedex
Tél : 03 83 95 30 01 Fax : 03 83 98 56 61

DIRECTION INTERRÉGIONALE DU BASSIN DE LA SEINE
Service de la navigation de la Seine
2, Quai de Grenelle
75732 PARIS cedex 15
Tél : 01 40 58 29 99 Fax : 01 45 78 08 57

Arrondissement des Boucles de la Seine
23, Ile de la Loge - BP 52
78380 BOUGIVAL cedex
Tél. : 01 39 18 80 26 - Fax : 01 39 69 67 41

Arrondissement Champagne
76, rue Talleyrand
51084 REIMS cedex
Tél. : 03 26 79 72 33 - Fax : 03 26 79 72 44

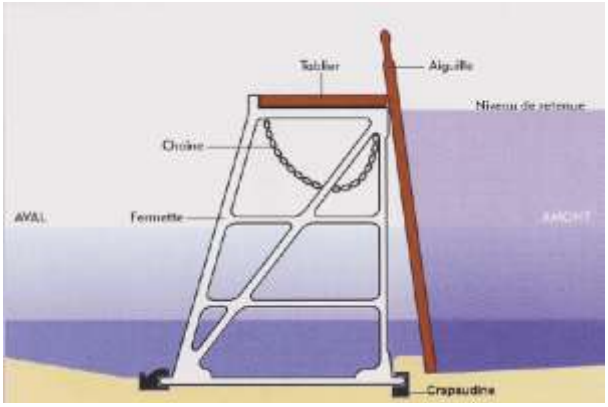
<u>Les écluses de la Meuse :</u>

Ouvrage d'art hydraulique implanté dans un canal ou un cours d'eau pour le rendre navigable et permettre aux bateaux de franchir des dénivellations.

Intervention d'entretien des écluses

Des opérations de prestation de service à caractère payant sont régulièrement effectuées pour le compte des Voies Navigables de France. Elles consistent au nettoyage et à l'entretien des portes et des dispositifs de commande subaquatique des écluses.

Les barrages à aiguilles



Le système Poirée consiste en un rideau de madriers mis verticalement côte à côte barrant le lit du fleuve. Bien que ce type de barrage soit remplacé par des techniques plus modernes et automatiques ; sur certains barrages encore existants, les aiguilles de bois sont remplacées par des aiguilles en aluminium remplies de polystyrène (pour la flottabilité en cas de chute dans la rivière), d'un poids bien moindre et plus facilement manœuvrables.

24 sont situées sur le fleuve Meuse.

Les risques attenants aux barrages

Les risques concernant ces barrages sont surtout d'origine anthropique, les entretiens, les poses et déposes des aiguilles représentent des situations dangereuses pour les intervenants. Les risques de chute à l'eau et de noyade sont non négligeables.





Les barrages particuliers des Ardennes :

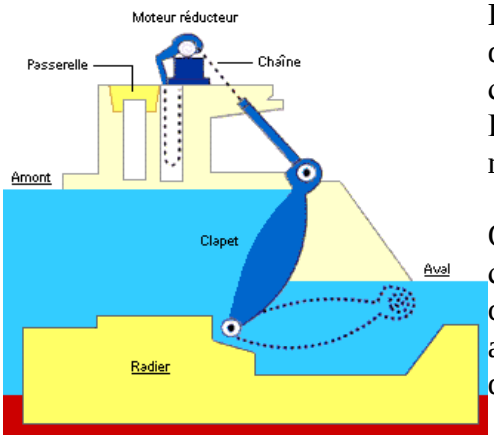
Villers avant Mouzon : Un barrage à cousin gonflage :



Principe : des volets métalliques sont manœuvrés par gonflage ou dégonflage de coussins en caoutchouc.

Le barrage de Villers-devant-Mouzon comprend 3 modules (coussin+volet), pour une longueur totale d'environ 17.50 m. La hauteur du barrage est de 2.00 m.

Monthermé : Un barrage à clapet :



Les vannes clapets sont articulées en pied sur des pivots scellés dans le radier, et manœuvrées à leurs extrémités. La poussée d'eau est reprise par les organes de manœuvre et par le radier. L'écoulement s'effectue par sur verse. Elles permettent une régulation fine du niveau amont, même pour les petits débits.

Ce type de vanne est très fiable et ne requiert que peu d'intervention. Les vannes clapets paraissent bien adaptées aux conditions hydrauliques du barrage de Givet et présentent des avantages déterminants en termes de facilité d'installation, d'exploitation et d'entretien.

Givet : La barrage des quatre cheminées :

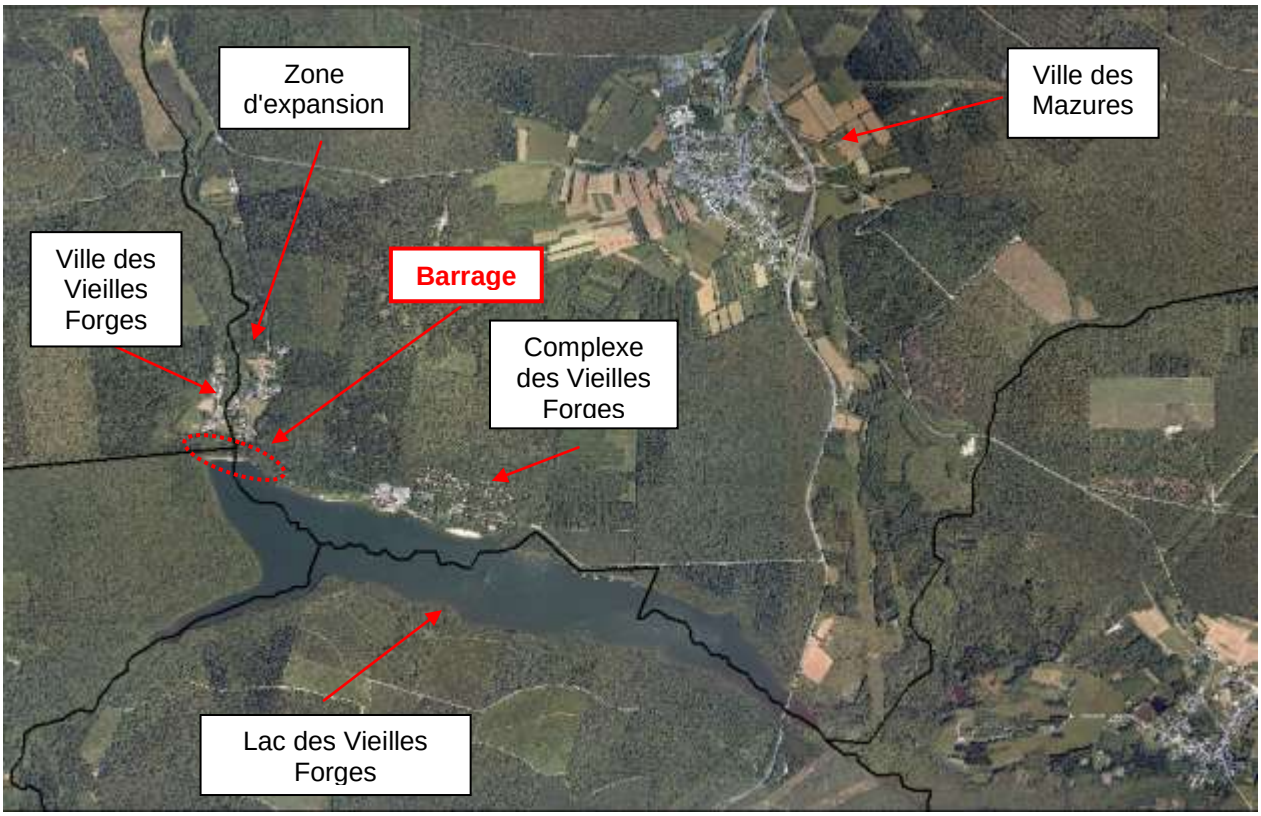
Le barrage des quatre cheminées date de la canalisation de la Meuse (1875) et il est le dernier barrage avant la frontière belge. C'est dans les Ardennes que le potentiel d'inondations du bassin de la Meuse est le plus élevé. La vétusté de cet ouvrage et son état général nécessitait d'importants travaux d'entretien. C'est pourquoi il a été décidé de ne pas restaurer ce barrage mais d'en construire un nouveau, de type mécanisé. Il sera situé une centaine de mètres à l'aval de l'actuel, ce dernier étant toujours en fonction le temps de la durée des travaux. Les travaux on débuté en 2006 et devraient durer 30 mois.

Les vues aériennes de tous les barrages et écluses de la Meuse figure en annexe V.

Les retenues d'eau :

Le barrage des Veilles Forges – Commune des Mazures:

En 1927, les anciennes forges « Witacker » hydrauliques ont cessés leurs activités, mais la Société Hydro-électrique du Nord-Est décide d'ériger un barrage sur la Faux pour couvrir les besoins en électricité de la région. En 1949, le barrage fut agrandi et le lac atteignit son niveau actuel, un immense plan d'eau de plus de 150 hectares de superficie, avec près de 12km de berges.

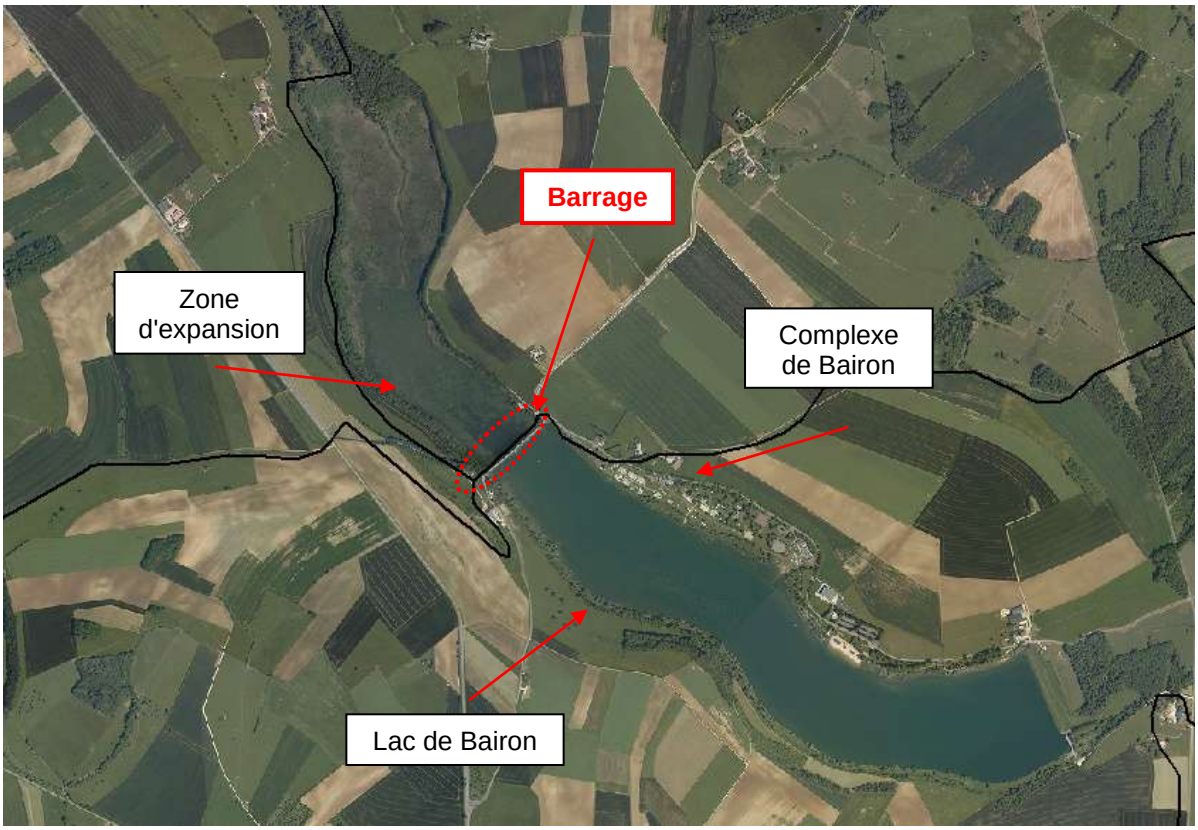


Le réservoir de Bairon – Commune de Le Chesne :

C'est en 1821 que commencèrent les travaux du canal des Ardennes, qui relie le canal de la Meuse au canal latéral à l'Aisne. Douze années plus tard, il était mis en exploitation. En plus de deux prises d'eau dans la Bar, le réservoir du Bairon alimente par gravité, le bief de partage du canal des Ardennes, au P.K. 23,500.

Ce barrage réservoir a été construit sur le ruisseau du Bairon pour porter à 4 500 000 m³ d'eau, les 600 000 m³ stockés dans un premier réservoir déjà existant. Cet ouvrage est composé d'une digue principale aval et d'une digue intermédiaire entre les deux plans d'eau (celui amont étant le plus restreint).

- Volume d'exploitation : 4 500 000 m³
- Surface du réservoir : de 1, 360 km²
- Longueur de la digue en crête : 437 m
- Hauteur de la digue : 10,97 m > fondations
- Largeur de la digue en crête : 8,20 m
- Largeur maximale : 66,00 m



Le canal des Ardennes

Le Canal des Ardennes fut mis en exploitation sur toute sa longueur en 1833. Sur le Service de la Navigation du Nord-Est, il commence à Pont-à-Bar et termine à Semuy, soit 38,480 km. Le sens réglementaire d'écoulement des eaux est respectivement depuis l'écluse n°1 de Sauville vers Pont-à-Bar et vers Vieux-lès-Asfeld.

Canal à bief de partage au gabarit Freycinet reliant les vallées de l'Aisne et de la Meuse. Long de 87,779 kilomètres, il comporte 44 écluses (37 sur le versant Aisne et 7 sur le versant Meuse), et un tunnel à Saint-Aignan.



Il fait la jonction entre le Canal de la Meuse à Pont-à-Bar (08) et le Canal latéral à l'Aisne à Vieux-lès-Asfeld (08), soit 60,881 km. La première partie du canal longue de 39 km permet de franchir le seuil entre les vallées de Meuse et de l'Aisne en empruntant la vallée de la Bar, délaissée brièvement à Saint-Aignan pour un raccourci à travers un souterrain. Après le bief de partage il descend rapidement vers l'Aisne par une suite de 26 écluses sur seulement 9 km. A partir de Semuy le canal suit de près le cours de l'Aisne. Par endroit il emprunte même l'ancien lit de la rivière et présente de nombreux virages alors que la rivière a été déviée dans des tronçons très rectilignes. A partir de là, le canal poursuit son cours vers la Meuse .Sur cette partie a bief de partage il est alimenté par une réserve d'eau (lac de Bairon) et par un pompage en Meuse. Sur son cours latéral à l'Aisne il est alimenté par des prises d'eau régulières dans la rivière (barrages de Vouziers, Rilly, Givry, Biermes et Asfeld).

Sur le versant Aisne, il y a un embranchement long de 12,066 km pour une dénivellation de près de 9m. Cet embranchement qui mène de Vouziers à Semuy en longeant l'Aisne comporte 4 écluses.

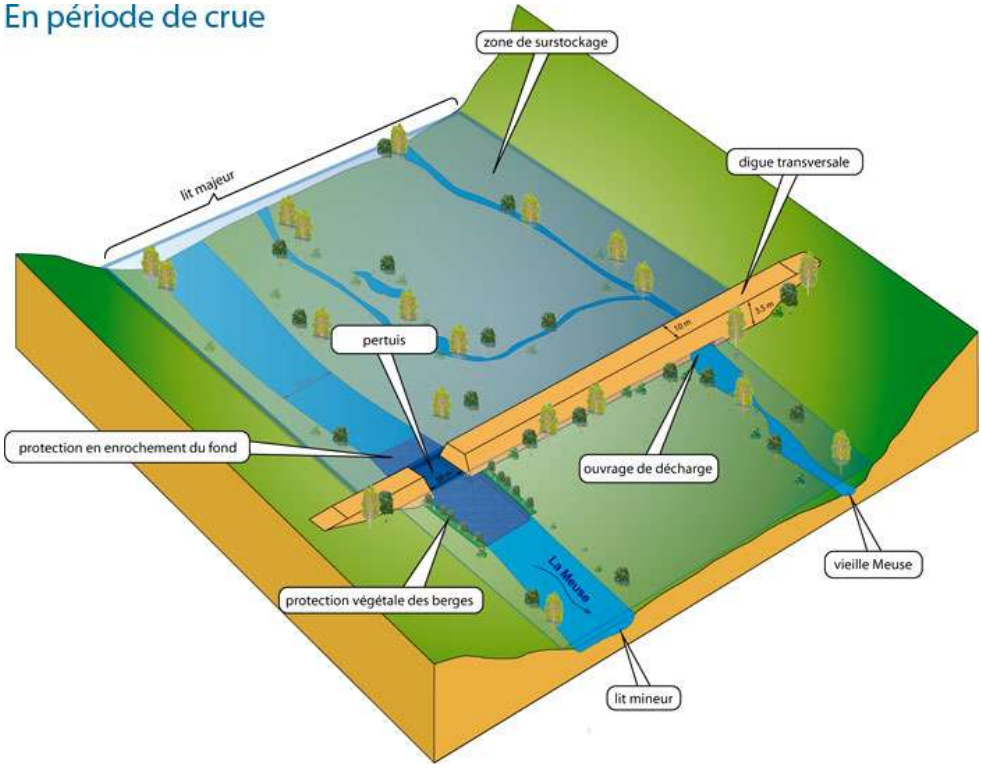
Ce canal comporte la particularité d'avoir deux repérages kilométriques. Le premier concerne la partie allant de la Meuse à l'Aisne (39 km), le second débute à Vouziers et se poursuit latéralement à l'Aisne en aval de Semuy (59 km).

La zone d'expansion des crues de Mouzon

L'aménagement :

La Zone de Ralentissement Dynamique de Crues de Mouzon (ZRDC) constitue un maillon essentiel de la stratégie globale de réduction des inondations développée par l'EPAMA.

La digue constituant l'ouvrage de ralentissement des crues, ouverte en son pertuis, forme un obstacle partiel à l'écoulement en crue. Elle provoque une remontée de la ligne d'eau en amont de l'ouvrage (remous). En aval, il se produit une diminution du débit sous l'effet du stockage et donc un abaissement généralisé de la ligne d'eau.



Principe de fonctionnement :

Pour les crues non débordantes :

le flot s'écoule par l'ouverture en lit mineur (pertuis) sans impact sur les conditions d'écoulement.

Pour les crues moyennes (jusqu'à la période de retour 2 ans)

les écoulements ont lieu en lit mineur (pertuis) et lit majeur (ouvrage de décharge) avec une incidence hydraulique ponctuelle en lit majeur rive gauche.

Pour les crues dommageables, la crue centennale notamment :

la digue de retenue barre le lit majeur de la Meuse et empiète même dans le lit mineur. L'ouvrage ne laisse donc s'écouler le débit de la rivière que par le lit mineur, et ceci avec une perte de charge importante, calculée de telle sorte qu'il engendre un remous tel que la rétention soit de nature à ralentir et écrêter les crues.

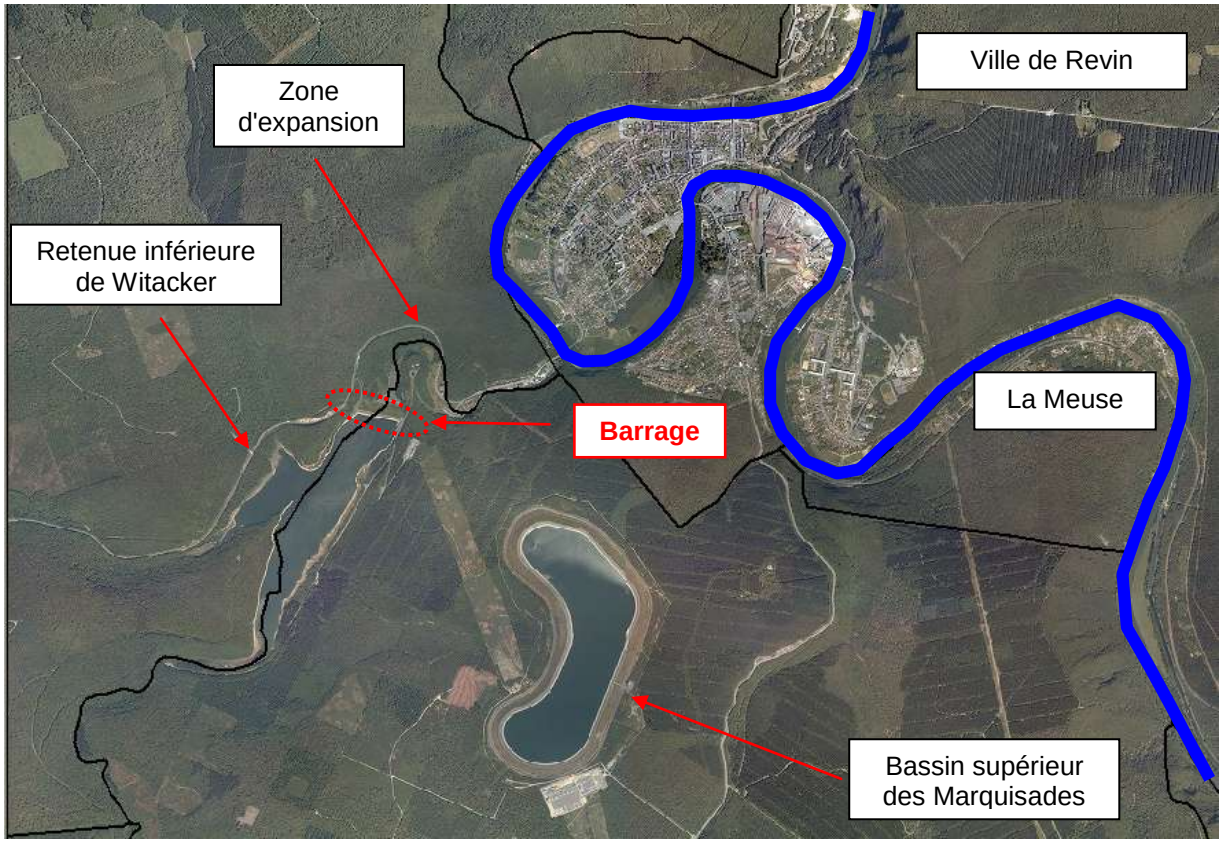
Pour les crues plus rares : au delà de la crue centennale

l'ouvrage doit être transparent, c'est à dire ne plus engendrer de rétention supplémentaire. Pour cela, la digue qui barre l'écoulement en lit majeur doit permettre un déversement sur l'ensemble de ce lit afin de limiter au maximum la surcote engendrée par l'ouvrage.

Le centre de production hydroélectrique de Saint Nicolas à Revin :

Le lac de Whitacker (65 hectares), et plus haut, la retenue des Marquisades (66 hectares entourés de digues) ont été crées artificiellement par l'EDF entre 1967 et 1974 pour servir d'accumulateur d'énergie afin de répondre aux pointes de demandes en électricité.

Plan de masse du site :



Photos du site :



Bassin supérieur des Marquisades



Bassin supérieur des Marquisades



Retenue inférieure de Witacker

Principe de fonctionnement

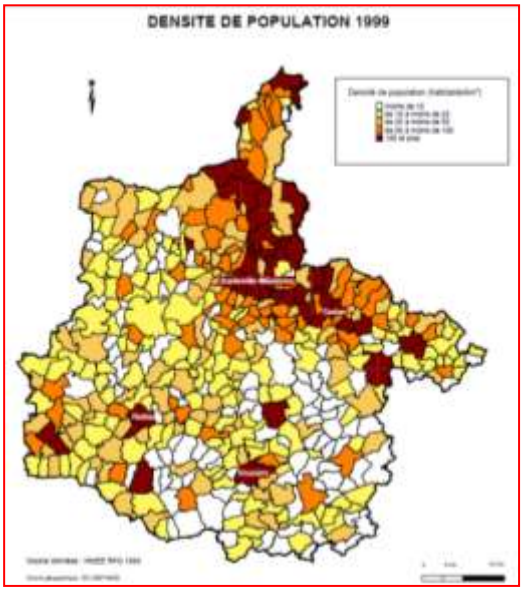
Il consiste à échanger toujours la même eau entre un bassin supérieur et un bassin inférieur, de capacité identique, séparés par une dénivellation de quelques centaines de mètres.

L'eau circule dans les mêmes conduites, tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. Suivant une technique complexe, elle traverse les mêmes machines qui tournant dans un sens travaillent en turbine classique et produisent de l'énergie, et entraînées dans l'autre sens par les alternateurs utilisés en moteurs travaillent en pompes.

L'énergie excédentaire fournie par la production classique est utilisée pour pomper l'eau du bassin inférieur vers le bassin supérieur. Aux heures de pointe de la consommation, l'eau est déstockée du bassin supérieur vers le bassin inférieur pour produire une énergie de grande valeur.

Souplesse et performance sont les atouts de cette station qui, en deux minutes, et ce par décision du poste de commande de Nancy, peut mettre 800 MW à la disposition du réseau « Très Haute Tension » en cas de défaillance d'une centrale conventionnelle importante.

Carte du risque « barrage » du DDRM



sans aléa

avec aléa

échelle au 1/550000

0 5 10 15 20 km

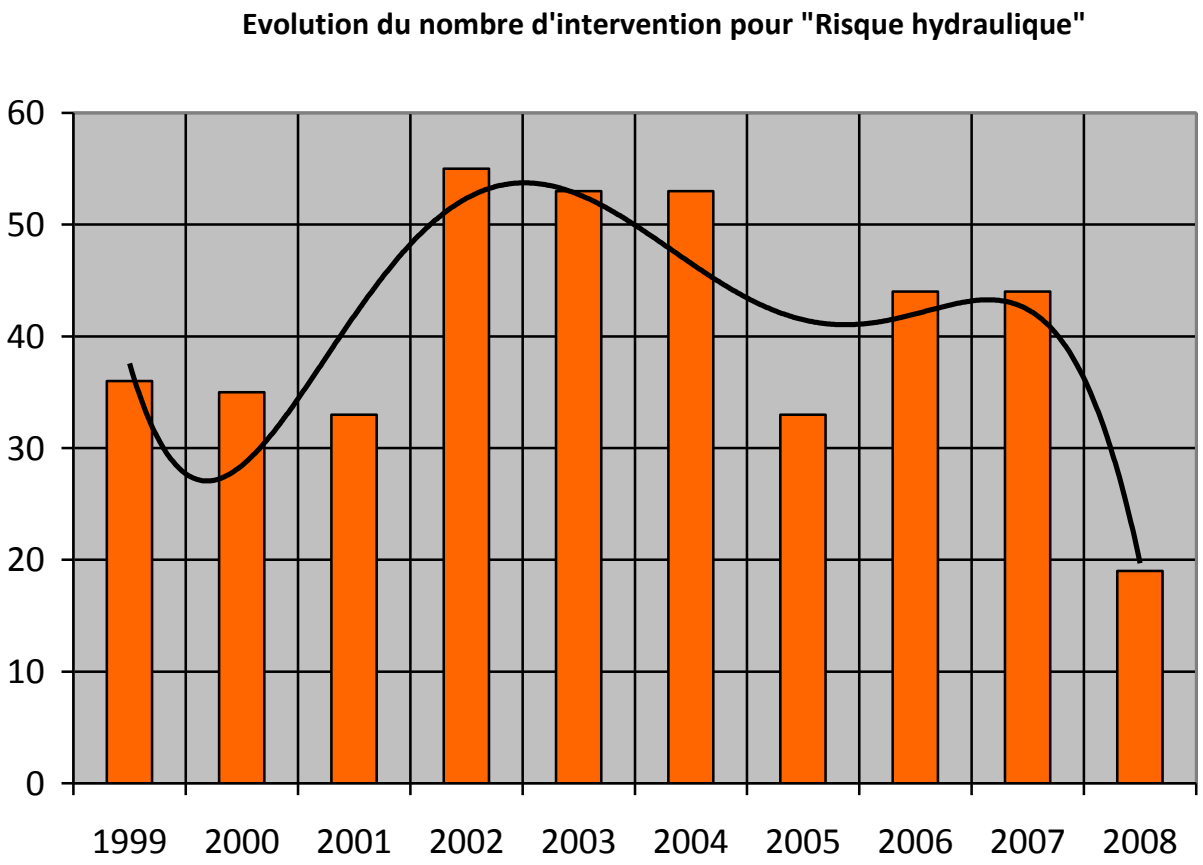
Source : DDRM 2008

L'ANALYSE STATISTIQUE DES RISQUES HYDRAULIQUES (SDIS DES ARDENNES – 1999/2008)

Tableau des relevés opérationnels

Année	*1999*	*2000*	*2001*	*2002*	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*
Nombre d'intervention	36	35	33	55	53	53	33	44	44	19
% d'accroissement		-2,78	-5,71	+66,67	-3,64	0,00	-37,74	33,33	0,00	-56,82

Graphique des relevés opérationnels



L'ANALYSE DETERMINISTE

Les cours d'eau :

La Meuse, le canal des Ardennes, ainsi que l'Aisne et tous leurs affluents représentent un risque nautique et subaquatique important.

Les retenues d'eau :

Le barrage des Vielles Forges et de Bairon sont des dispositifs de retenu d'eau. Le risque de rupture de barrage ne peut être négligé, toutefois il reste très peu concevable. Les enjeux soumis à ces risques restent extrêmement limités, un effet de vague n'aurait que peu de conséquence, notamment sur le site des Vieilles Forges.

Les barrages à aiguilles :

Les risques concernant ces barrages sont surtout d'origine anthropique, l'entretiens, la pose et dépose des aiguilles représentent des situations dangereuses pour les intervenants. Les risques de chute à l'eau et de noyade sont non négligeables.

Les barrages étant escamotables en cas de crue, les risques de rupture sont très peu envisageables. Les effets de vague produits alors auraient très peu de conséquences.

Le risque d'arrachement par des bateaux de plaisance reste concevable, les conséquences seraient limitées. Seuls les secours aux personnes situées sur le bateau et en difficulté, imposeraient une intervention des secours.

La zone d'expansion des crues de Mouzon :

Le risque de débordement de la zone d'expansion des crues de Mouzon reste possible en cas de dépassement extraordinaire des côtes notées jusqu'alors, la côte de référence restant la crue centennale.

En cas de débordement, l'écoulement est prévu dans le lit majeur de la Meuse. Aucun effet de remous ou de vague n'est à prévoir en particulier sur ce type d'installation. Aucun effet de sur côte n'est engendré par l'aménagement.

Les écluses de la Meuse :

Les écluses de la Meuse sont des équipements qui ne présentent pas de risque en tant que telle. Toutefois des prestations à caractère payant donnent lieu régulièrement à des opérations d'entretien par les plongeurs sapeurs-pompiers, pour le compte des Voies Navigables de France.

Les équipements hydroélectriques des Ardennes :

Le centre de production électrique de Saint Nicolas sur la commune de Revin présente très peu de risque en termes de rupture d'équipement. La rupture du bassin supérieur à la vue de son mode de construction reste très peu probable. Celle du bassin inférieur de Witacker serait elle, plus problématique. Un déversement des eaux retenues interviendrait dans le lit de la Meuse, en créant un effet de vague non négligeable. Ce scénario reste toutefois très peu probable.

Le risque lié au transport fluvial et les risques liées aux activités nautiques seront respectivement développés dans les parties traitant des risques «liés aux transports » et des « risques liés aux personnes ».

Le niveau de risque par secteur :

SECTEURS	*C.M*	*REVIN*	*SEDAN*	*VOUZIERS*	*RETHEL*
NIVEAU DU RISQUE	++++	+++++	+++	++	+

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

Les objectifs de couverture mise en œuvre en cas de rupture d'édifice sont identiques à ceux employés et quantifiés pour le risque « inondations ».

Formation et information des personnels :

- Diffuser les procédures opérationnelles afin de prendre en compte la nature particulière des interventions sur les équipements de type « barrage à aiguille » ;

  Un document technique opérationnel a été constitué avec les services de VNF, afin de pourvoir aux accidents de personnes travaillant sur ce type d'édifice.

Mutualisation des moyens :

Moyens mutualisés avec le risque inondation.

LA COUVERTURE EN MATERIELS DE SECOURS :

Prendre connaissance des données mentionnées dans la partie traitant des risques « inondations ».

LES RISQUES « INDUSTRIELS »

LE RISQUE EN DETAILS

Un risque industriel est un événement accidentel se produisant sur un site industriel fixe et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens ou l'environnement.

On distingue usuellement treize familles de risques industriels :

- Les industries extractives,
- Les dépôts d'hydrocarbures,
- Les industries chimiques,
- Les industries diverses,
- Les dépôts d'explosifs et de munitions,
- Les déchets industriels,
- Les entrepôts de produits toxiques,
- L'agriculture,
- Les silos de stockage de céréales et de matières organiques,
- Les grands entrepôts de matières combustibles,
- La production d'énergie électrique,
- Le transport d'énergie électrique,
- Les installations mettant en œuvre des matières nucléaires.

Cette dernière catégorie ainsi que l'agriculture, les silos de stockage et le transport d'énergie électrique, seront traités dans des parties indépendantes.

LA REGLEMENTATION DES INDUSTRIES DANGEREUSES :

En France, deux réglementations concernent les sites industriels.

La réglementation " installations classées "

La loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement du 19 juillet 1976, dite loi ICPE, concerne toute activité ou stockage pouvant générer des nuisances ou des risques pour l'environnement.

Cette réglementation donne lieu à un classement des entreprises concernées selon trois " régimes " :

- Soumis à déclaration ;
- Soumis à autorisation préfectorale d'exploiter ;
- Soumis à autorisation préfectorale d'exploiter avec servitude d'utilité publique.

Afin de définir à quel régime l'exploitant est soumis, les autorités de contrôle de ces sites se basent sur la nomenclature ICPE. Cette nomenclature définit des seuils (quantités de produits ou nature d'activité) à partir desquels l'entreprise est soumise à tel ou tel régime.

La réglementation " Seveso "

La directive européenne Seveso 2 de 1996 remplace, depuis le 3 février 1999, la directive européenne Seveso 1 de 1982. Cette directive, concerne certaines installations classées pour la protection de l'environnement utilisant des substances ou des préparations dangereuses.

Contrairement à la réglementation ICPE, la réglementation européenne ne concerne que les risques industriels majeurs. Elle ne traite pas la question des nuisances.

Cette réglementation introduit deux seuils de classement : " **Seveso seuil bas** " et " **Seveso seuil haut** ". Dans le langage courant, lorsque l'on dit d'un site qu'il est classé Seveso, cela signifie qu'il est " Seveso seuil haut ".

Pour la détermination du classement Seveso, des seuils, complémentaires de la réglementation ICPE, sont définis. Un établissement ne peut être classé Seveso que si au moins une de ces installations est soumise à autorisation au sens de la loi sur les ICPE.

Correspondance entre l'ampleur du risque et le classement ICPE ou Seveso :

Nature du risque	Classement ICPE	Classement Seveso
Nuisance ou risque assez important	Déclaration	-
Nuisance ou risque important	Autorisation	-
Risque important	Autorisation	Seuil bas
Risque majeur	Autorisation avec servitude d'utilité publique	Seuil haut

Les flux de danger considérés

Le risque industriel repose sur la confrontation de deux couples :

Sources / Flux : La source étant le site ou l'équipement considéré, donnant naissance à un risque potentiel et le flux le mode de déplacement et de propagation du risque émanant de la source ;

Flux / Cible : La cible étant les enjeux, humains, matériels et environnementaux soumis par le flux au risque considéré.

Les risques sont de différentes natures :

- Les risques thermiques (explosifs et inflammables) ;
- Les risques mécaniques (projection de missile) ;
- Les risques toxiques (nuage toxique ou écoulement polluant) ;
- Les risques radioactifs ;
- Les risques de pollution.

Ces risques peuvent être **uniques** ou **multiples** pour un site ou une zone géographique donnée. D'autre part, un évènement générant un premier risque peut entrainer directement ou indirectement la naissance d'un deuxième risque associé. C'est l'effet domino pris en compte en matière de risque industriel.

Les risques les plus probables induits par les activités industrielles :

- **L'explosion** peut être occasionnée par un choc avec production d'étincelles (notamment pour les citernes de gaz inflammables), par l'échauffement d'une cuve de produit volatil ou comprimé, par le mélange de plusieurs produits ou par l'allumage inopiné d'artifices ou de munitions.

  Une explosion consécutive à la rupture d'enceinte, due à la formation de mélanges particulièrement réactifs ou à un incendie, peut provoquer des effets thermiques, mais également mécaniques (effet de surpression), du fait de l'onde de choc. À proximité du sinistre et jusque dans un rayon de plusieurs centaines de mètres, les blessures peuvent être très graves et parfois mortelles : brûlures, asphyxie, lésions internes consécutives à l'onde de choc, traumatismes dus aux projectiles. Au-delà d'un kilomètre, les blessures sont rarement très graves.

- **L'incendie** peut être causé par l'échauffement anormal d'un organe, un choc (avec production d'étincelles), l'inflammation accidentelle d'une fuite, une explosion au voisinage immédiat, voire un sabotage.

  Un incendie de produits inflammables solides, liquides ou gazeux engendre des effets thermiques (brûlures) qui peuvent être aggravés par des problèmes d'asphyxie et d'intoxication, liés à l'émission de fumées toxiques. Un incendie peut provoquer des brûlures à des degrés variables selon la distance à laquelle il se produit.

- **Le nuage toxique** peut provenir d'une fuite de produit toxique ou résulter d'une combustion (même d'un produit non toxique), qui se propage à distance du lieu du sinistre. En se propageant dans l'air, l'eau et/ou le sol, les matières dangereuses peuvent être toxiques par inhalation, par ingestion directe ou indirecte lors de la consommation de produits contaminés, par contact.

  Les produits toxiques pénètrent principalement dans le corps par les poumons, mais la peau et les yeux risquent également d'être atteints. En fonction de la concentration des produits et de la durée de l'exposition aux produits, les symptômes peuvent varier d'une simple irritation de la peau ou d'une sensation de picotements de la gorge, à des atteintes graves comme des asphyxies ou des œdèmes pulmonaires. Ces effets peuvent être ressentis jusqu'à quelques kilomètres du lieu du sinistre.

- **Le risque de pollution** peut intervenir par déversement dans l'environnement de matière susceptible de porté atteinte à la faune, à la flore et aux individus de cet environnement. Les pollutions peuvent intervenir de manière chronique ou aigue. Elles peuvent intéresser les sols, l'eau et l'atmosphère.

LES RISQUES SPECIFIQUES LIES A LA POLLUTION DE L'EAU

En ce qui concerne l'eau, les milieux potentiellement sujets à la pollution sont les cours d'eau, les nappes souterraines, les lacs et les retenues d'eau naturelles ou artificielles. Les rejets industriels en cas de pollution sont caractérisés par leur très grande diversité.

Les principaux types de polluants

• La pollution organique

Les rejets renfermant des substances organiques sont à l'origine d'une consommation de l'oxygène présent dans le milieu aquatique qui les reçoit et peuvent, s'ils sont trop abondants, tuer les poissons par asphyxie. La pollution organique a également un impact sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

• La pollution de matières solides en suspension dans les eaux

Par leur effet obscurcissant, les matières en suspension (MES) (fibres, poussières minérales) présentes dans les eaux diminuent l'effet de la photosynthèse qui contribue à l'aération de l'eau. Les organismes vivants peuvent alors manquer d'oxygène.

Par ailleurs, les matières en suspension donnent à la rivière un aspect sale et trouble et peuvent gêner ou tuer les poissons par bouchage des branchies. Enfin, elles sont à l'origine d'envasement, posant aussi un problème d'entretien des cours d'eau.

• La pollution toxique

Un certain nombre de substances présentes dans les pollutions industrielles peuvent, même à dose infinitésimale, être dangereuses pour le milieu aquatique et pour l'homme (baignade ou eau potable). Les pollutions toxiques peuvent être rangées en 2 groupes suivant leur origine :

- les produits d'origine minérale (métaux et métalloïdes, mercure, cadmium, plomb, arsenic...) ;
- les produits d'origine organique (organo halogénés, organophosphorés, dérivés nitrés, huiles).

Origine des pollutions

L'effluent sortant d'un établissement peut être dirigé :

- soit vers le réseau d'assainissement aboutissant à une station collective industrielle ou urbaine de traitement des eaux avant rejet au milieu naturel ;
- soit vers le milieu naturel, après traitement dans une station d'épuration interne à l'usine.

Les risques de pollution de l'eau sont particulièrement suivis par les services de l'état, étant donné le sens de son écoulement vers la Belgique et les Pays Bas. Toutes les pollutions sont signalées en temps réel, au captage d'eau, aux exploitants de cette ressource, ainsi qu'aux deux pays cités ci-dessus.

LES RISQUES SPECIFIQUES LIES AUX SILOS

Les dangers engendrés par les silos sont principalement de trois types : le phénomène d'auto-échauffement, l'incendie et l'explosion.

L'auto-échauffement est causé par la fermentation aérobie ou anaérobie des grains, ou lorsque les conditions de stockage présentent des températures trop élevées. Si cet auto-échauffement est non maîtrisé, il peut conduire à un incendie. Ce type de phénomène survient de façon générale dès que les trois facteurs suivants sont réunis :

- **Une source d'inflammation** : c'est-à-dire une source de chaleur qui peut être de nature biologique (dans le cas précédent de l'auto-échauffement), thermique (si une surface chaude existe, suite à des travaux de soudure par exemple), électrique (arcs, étincelles…), mécanique ou électrostatique.

- **Une matière combustible** : ici les céréales, ou les poussières stockées.

- **Un comburant** : l'air présent dans les cellules ou dans les locaux de l'installation.

Enfin, les accidents les plus dramatiques ont souvent été causés par des explosions, qui surviennent lorsque les poussières en suspension ou des gaz inflammables (produits par les phénomènes d'auto-échauffement) sont enflammés par une source d'énergie suffisante.

Il n'est donc pas rare que soient présents dans les scénarii d'accidents, les trois évènements précédents (auto-échauffement, incendie et explosion), de manière combinée.

Il existe aussi un risque de ruine (effondrement) de la structure du silo.

LA DETERMINATION DES SCENARII D'ACCIDENT EN RISQUE INDUSTRIEL

L'approche française du risque majeur est dite déterministe (opposée à l'approche probabiliste). Ceci signifie que les études de danger prennent en compte l'ensemble des scénarios d'accident, quelle que soit leur probabilité d'occurrence (même les scénarios très improbables).

L'étude du danger d'une installation, définit donc deux types de scénarios :

- **Les scénarii dimensionnants** : Ils étudient les effets d'une défaillance d'une installation dans les conditions les plus défavorables (en considérant qu'aucune des sécurités en place ne fonctionne). Ils permettent donc d'envisager la " **pire** " des situations ;

- **Les scénarii résiduels** : Ils étudient les effets d'un accident en tenant compte des moyens de prévention et de protection mis en place (systèmes de sécurités dites " positives "). Ces scénarii ont donc **une ampleur moindre** que les précédents et doivent être, si toutes les sécurités sont bien dimensionnées et entretenues, ceux que l'on observe en cas d'accident. Bien qu'ils soient dénommés résiduels, les effets de ces évènements peuvent sortir des limites de l'établissement.

L'ensemble de ces scénarii est étudié par l'industriel et décrit dans l'étude de danger. Ceux ainsi retenus serviront de référence pour le dimensionnement des contres mesures, des dispositifs de secours, l'aménagement du territoire et l'information des populations.

LES ACTIONS DE PREVENTION FACE AUX RISQUES INDUSTRIELS

La politique de prévention des accidents industriels en France se décline en quatre axes principaux :

- La maîtrise du risque à la source (prévention) ;
- La planification des secours (planification) ;
- La maîtrise de l'urbanisation autour des sites à risques ;
- L'information des populations.

LES ENJEUX

Les principaux enjeux sont :

Les enjeux humains :

Il s'agit des personnes physiques directement ou indirectement exposées aux conséquences de l'accident. Ces personnes peuvent se trouver dans un lieu public, chez elles, sur leur lieu de travail Le risque pour ces personnes peut aller de la blessure légère au décès ;

Les enjeux économiques :

Un accident industriel majeur peut altérer l'outil économique d'une zone : les entreprises voisines du lieu de l'accident, des routes ou des voies de chemin de fer peuvent être détruites ou gravement endommagées. Dans ce cas, les conséquences économiques peuvent être désastreuses ;

Les enjeux environnementaux :

Un accident industriel majeur peut avoir des répercussions importantes sur les écosystèmes. On peut assister à une destruction de la faune et de la flore, mais les conséquences d'un accident peuvent également avoir un impact sanitaire (pollution des nappes phréatiques par exemple).

Les différentes industries :

Environs 182 industries Ardennaises relèvent de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les industries soumises à la directive SEVESO seuil bas :

Les Ardennes comportent un nombre limités de sites SEVESO seuil bas, toutefois ils apparaissent comme les plus dangereux en cas de sinistre :

ENTREPRISE	*C.P*	*Commune*	*Classement*	**Activité(s) à risques**
BRENNTAG ARDENNES	8090	Cliron	Seuil Bas	Dépôt et conditionnement chimiques
ARDENITY (ex SOROCHIMIE)	8600	Givet	Seuil Bas	Chimie fine de synthèse
RHENACOAT	8200	Glaire	Seuil Bas	Fabrication de peintures
COOP JUNIVILLE - PHYTOS CAJ	8300	Le Châtelet-sur-Retourne	Seuil Bas	Stockage de produits agropharmaceutiques
ITW PRODUITS CHIMIQUES (ex SPRAYTEC)	8320	Vireux-Molhain	Seuil Bas	Conditionnement produits chimiques

Liste des établissements soumis à autorisation avec servitude d'autorité publique (réglementation ICPE) :

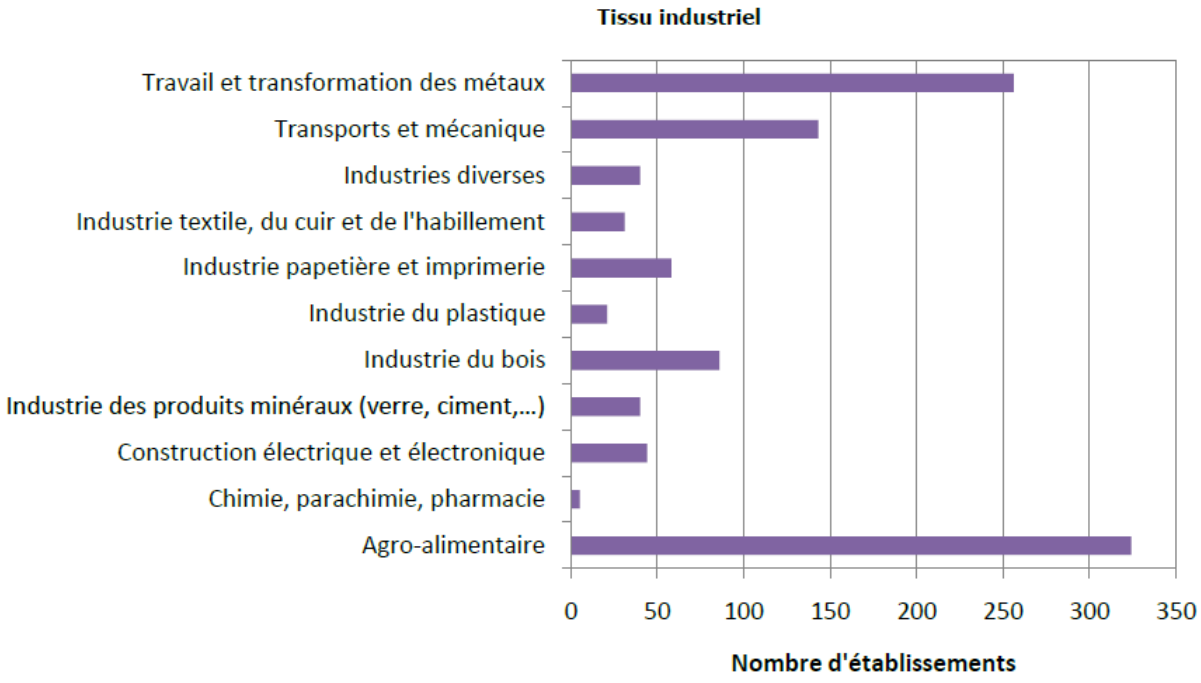
ENTREPRISE	*C.P*	*Commune*	*Classement*	**Activité(s) à risques**
EUROBENGALE	08390	Singly	AS	Fabrication et dépôt d'artifices

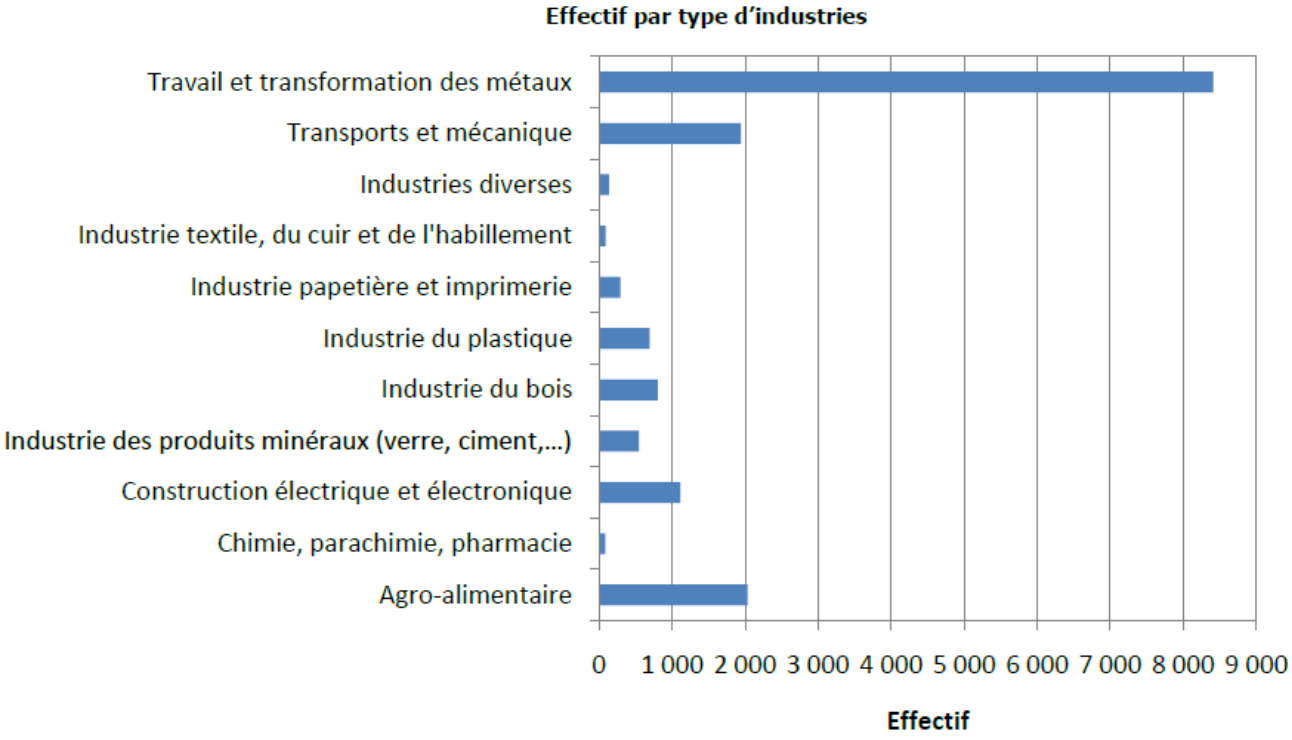
La liste des établissements industriels soumis à la réglementation sur les ICPE dans les Ardennes est fournie en annexe VII.

Autres établissements présentant des risques important :

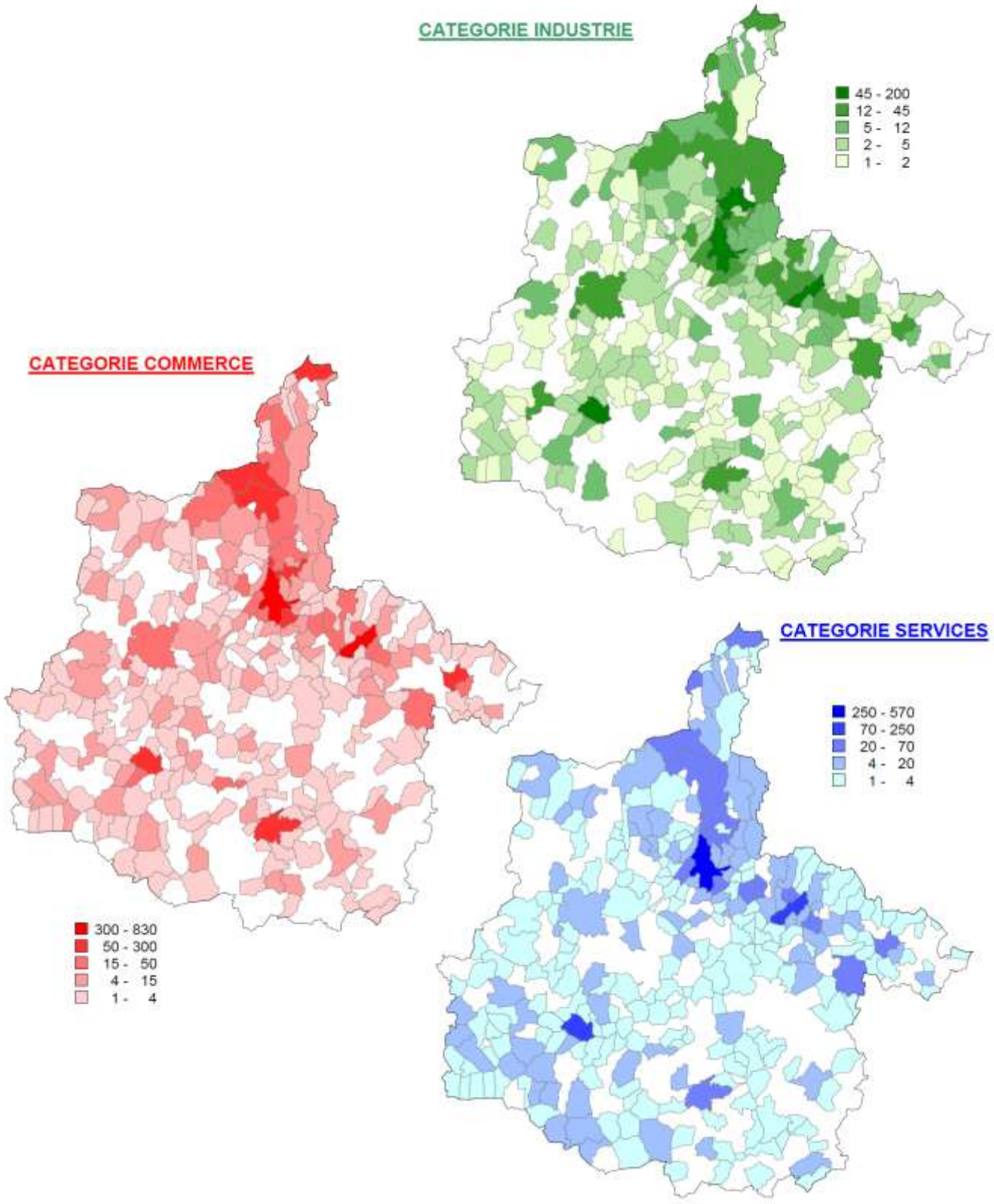
Le Centre National de Production d'Electricité de Chooz, présente dans le cadre des ses activités nucléaires des risques importants d'incendie, des risques chimiques, toxiques et de pollution.

Données sur le tissu industriel des Ardennes (Région Champagne Ardennes)

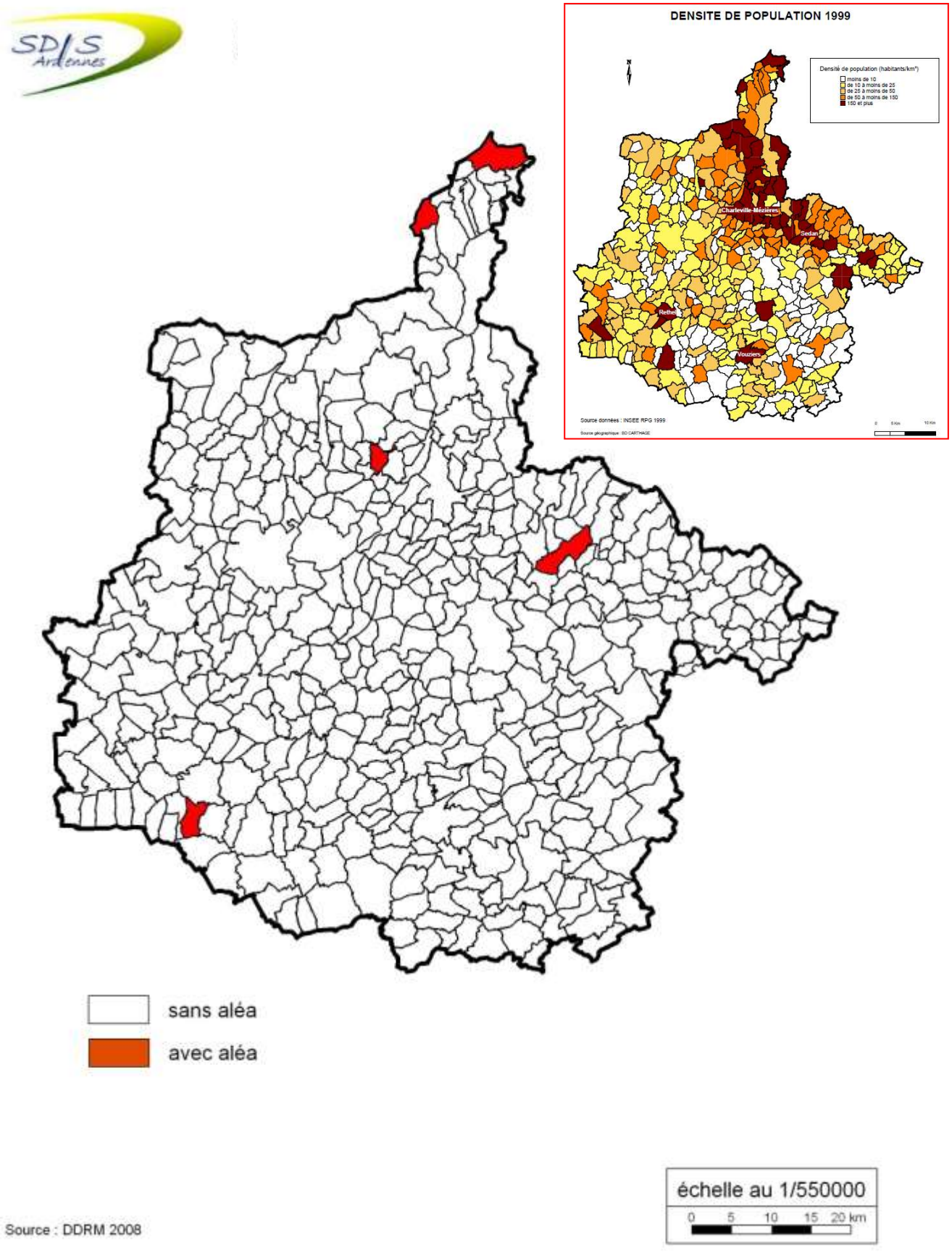




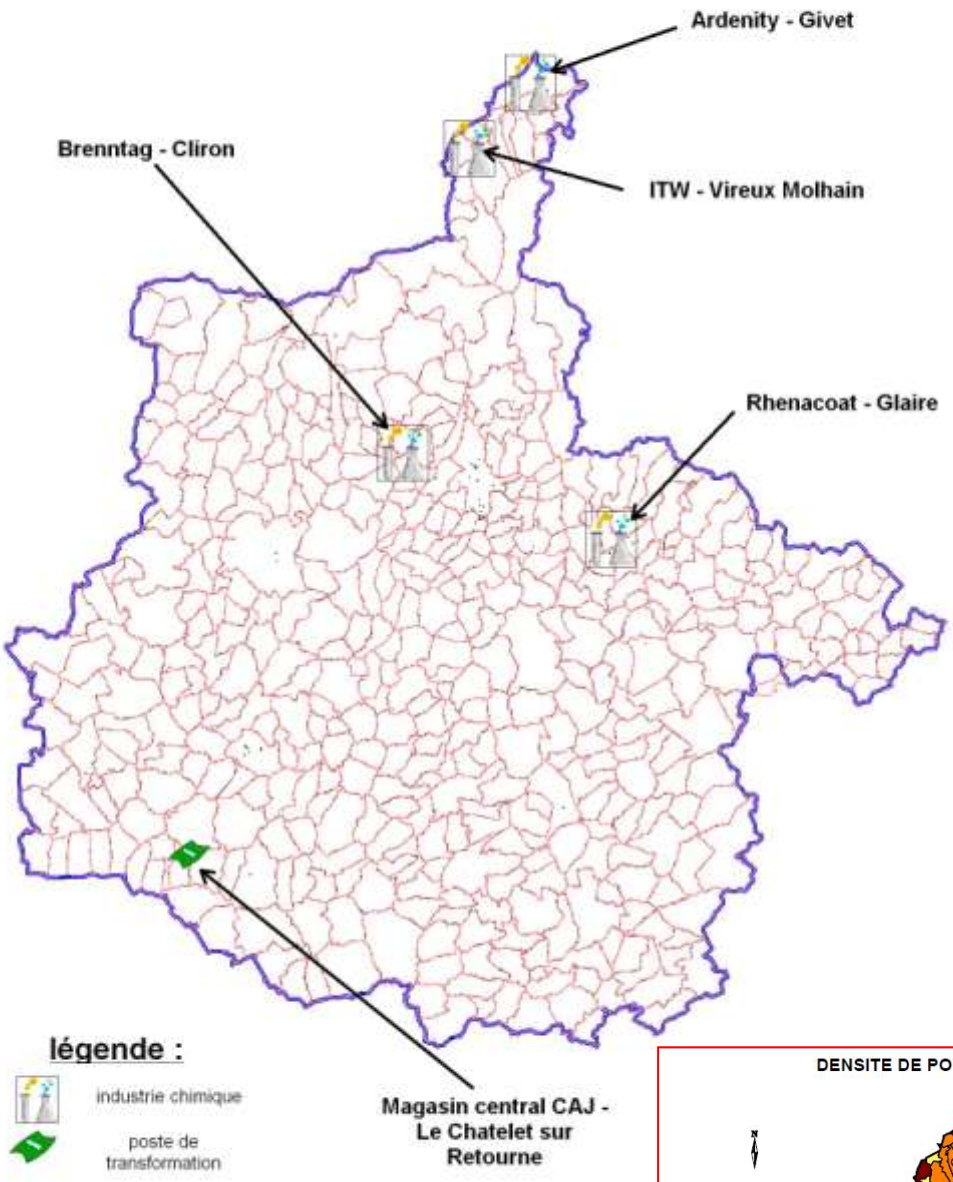
Données sur la répartition géographique des activités des Ardennes (CCI Ardennes)



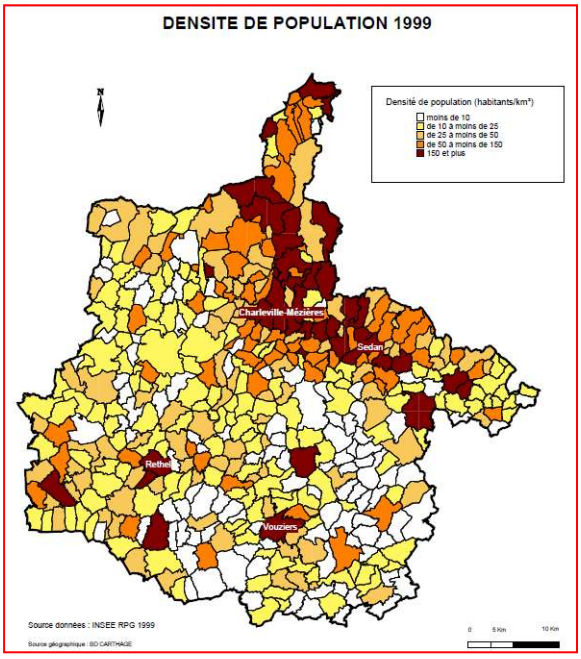
Carte des risques « industriels » du DDRM



Carte des sites dits « SEVESO seuil bas » des Ardennes (DRIRE – SDIS)

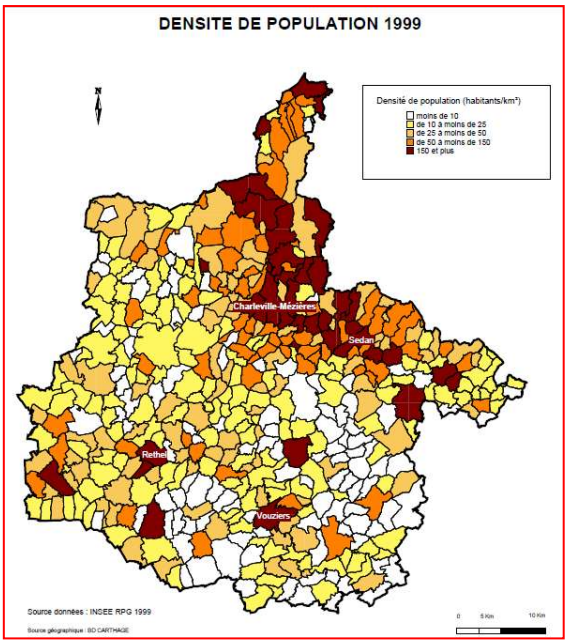


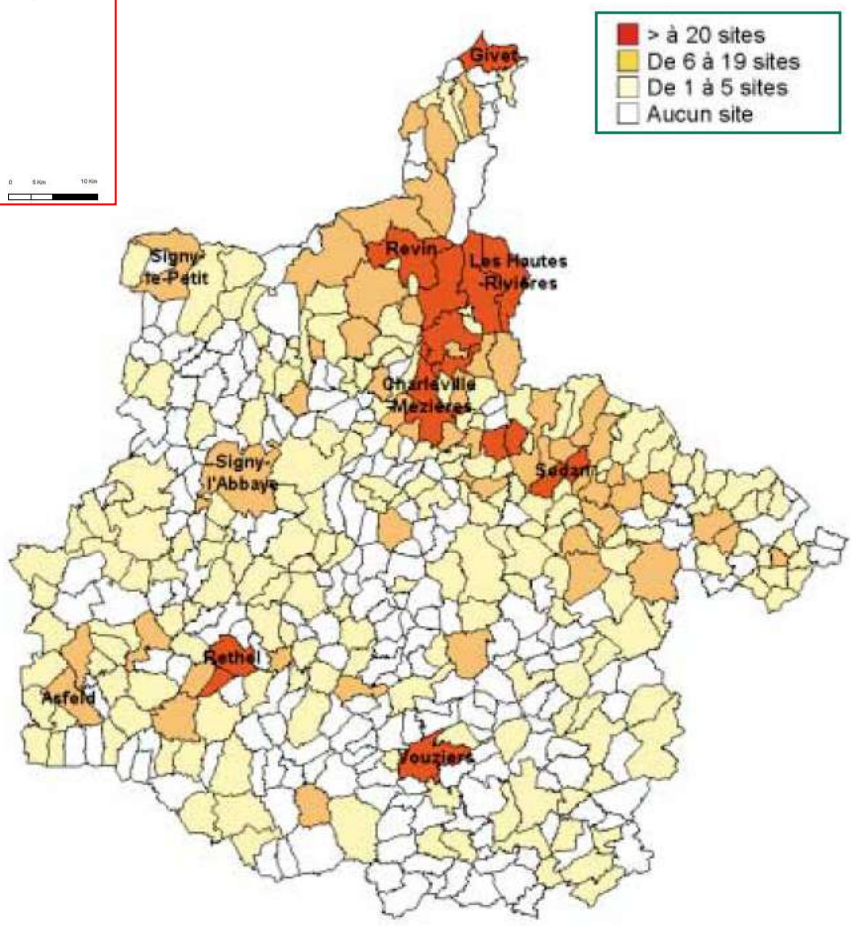
Source : SDIS 08



<u>Les sites industriels répertoriés par la base de données « ARIA » par commune :</u>

Cette base de données, tenue à jour par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, recense les incidents ou accidents qui ont, ou auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement. Pour l'essentiel, ces événements résultent de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, carrières, élevages classés au titre de la législation relative aux Installations Classées, ainsi que du transport de matières dangereuses.





La liste des incidents et accidents industriels répertoriés dans les Ardennes depuis 1969 est fournie en annexe VIII.

Figure en annexe IX, la liste des sites industriels reconnus comme pollués.

Exemple des données de la base ARIA du département pour l'année 2008 :

N° 34669 - 05/06/2008 - FRANCE - 08 – NOUZONVILLE

C23.61 - Fabrication d'éléments en béton pour la construction

Un incendie se déclare vers 1 h dans une usine de fabrication de pierres de parement de 2 500 m². Selon la presse, l'origine du sinistre serait criminelle : 4 foyers ont été allumés à des endroits stratégiques. Les dommages sont énormes. Aucun blessé n'est à déplorer mais l'outil de production est touché et 10 employés sont en chômage technique. Les autorités effectuent une enquête pour déterminer les causes de l'accident.

N° 34656 - 02/06/2008 - FRANCE - 08 – SEDAN

G46.66 - Commerce de gros d'autres machines et équipements de bureau

Un feu se déclare vers 13h30 dans une ancienne filature de 10 000 m² réhabilitée en plusieurs entrepôts. Les services de secours évacuent 160 élèves d'une école voisine et mettent en oeuvre 5 lances à débit variable pour circonscrire l'incendie. Le bilan de l'accident fait état d'un pompier légèrement blessé par l'explosion d'une bouteille de gaz et d'une personne incommodée par les fumées ; 1 500 m² du bâtiment sont détruits. Selon la presse, de l'essence aurait été inflammée accidentellement par une cigarette lors du remplissage d'une motocyclette. Le propriétaire du véhicule a vainement essayé d'éteindre le feu, mais la propagation a été quasiment instantanée.

N° 34668 - 01/06/2008 - FRANCE - 08 – GLAIRE

C22.23 - Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction

Dans une usine de production de revêtement de sol plastique, un feu se déclare vers 10h30 sur le four de l'une des 2 lignes de production, au cours d'une opération de maintenance. La machine d'une trentaine de mètres de long émet un fort dégagement de fumée. L'équipe de sécurité de l'usine intervient et évacue le personnel. Des moyens importants sont déployés, le feu est rapidement maîtrisé, puis éteint à 13h20. Le bâtiment n'est pas atteint ; seule, la chaîne de fabrication est endommagée. L'importance exacte du dommage subi restant à déterminer, il est impossible de prévoir la durée d'immobilisation de la chaîne ; 67 employés sont en chômage technique.

N° 34061 - 07/01/2008 - FRANCE - 08 – REVIN

C24.51 - Fonderie de fonte

Un feu d'huile se déclare vers 13h30 dans une fonderie de fonte à la suite de la rupture de flexibles hydrauliques et de l'écoulement de l'huile sur des baignoires à 950 °C en cours de moulage. Les pompiers éteignent l'incendie en 1 h avec une lance à mousse. Aucun blessé n'est à déplorer. La production est interrompue une semaine le temps de remettre en état les installations. La brigade de gendarmerie s'est rendue sur les lieux.

Les sites industriels sensibles des Ardennes :

BRENNTAG ARDENNES

Code postal : 08090
Commune : Cliron

Activité principale : **Chimie minérale inorganique autre**
Etat d'activité : En fonctionnement
Zone d'action : Dpts 02 - 08 - 10 - 51 - 55 - 54 – 57- Luxembourg

Activités :

Réception, conditionnement, stockage, manutention et expédition d'alcool, de solvants inflammables, d'acide-base, de solvants chlorés et de produits toxiques.

Personnels :

38 personnes dont 16 personnels administratifs, 12 employés et 10 personnels roulants. Travail de journées (peut être à partir de 5 h pour le personnel roulant).

Risques (basés sur l'étude de danger) :

Explosif – Inflammable	Toxique	Autres
Explosion d'une cuve de stockage de solvants. Incendie zone de dépotage XYLENE.	Acide FLUORHYDRIQUE Bouteilles de CHLORE	Pollution

Cartographie du site :



Contre-mesure SDIS :

Prévention	Prévision	Opération
	Relations régulières avec l'exploitant. Manœuvre sur le site avec le personnel Risque Chimique. Plan ETARE et P.O.I. disponibles dans la salle CODIS	Dimensionnement des échelons de secours effectué au moyen de la base START

Données et rubriques de classement SEVESO de **BRENNTAG** :

Haut du formulaire	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
1111	1b	12/11/2007	En fonct.	A	Très toxiques (emploi ou stockage)	1,5	t
1111	2b	12/11/2007	En fonct.	A	Très toxiques (emploi ou stockage)	10	t
1131	1c	12/11/2007	En fonct.	D	Toxiques (emploi ou stockage)	19,5	t
1131	2b	12/11/2007	En fonct.	A	Toxiques (emploi ou stockage)	29	t
1138	2	12/11/2007	En fonct.	A	Chlore (emploi ou stockage)	4	t
1172		12/11/2007	En fonct.	NC	Dangereux pour l'environnement - A - très toxiques (stockage et emploi)	18	t
1173		12/11/2007	En fonct.	NC	Dangereux pour l'environnement - B - toxiques (stockage et emploi)	90	t
1200	2b	12/11/2007	En fonct.	A	Comburants (fabrication, emploi, stockage)	75	t
1212	5b	12/11/2007	En fonct.	D	PEROXYDES ORGANIQUES (EMPLOI ET STOCKAGE)	1,5	t
1432	2a	12/11/2007	En fonct.	A	Liquides inflammables (stockage)	615	m3
1433		12/11/2007	En fonct.	NC	Liquides inflammables (mélange ou emploi)	2500	l
1434	1a	12/11/2007	En fonct.	A	Liquides inflammables (remplissage ou distribution)	36	m3/h
1450	2a	12/11/2007	En fonct.	A	Solides facilement inflammables	5	t
1510	2	12/11/2007	En fonct.	DC	Entrepôts couverts		m3
1523		12/11/2007	En fonct.	NC	Soufre (fabrication, fusion, emploi et stockage)	10	t
1611	1	12/11/2007	En fonct.	A	ACIDE ACETIQUE, CHLORHYDRIQUE, FORMIQUE, ETC (EMPLOI OU STOCKAGE)	437	t
1630	B2	12/11/2007	En fonct.	D	Soude ou potasse caustique	180	T
167	a	12/11/2007	En fonct.	A	Déchets industriels d'I.C. (élimination des)	50	t
2663		12/11/2007	En fonct.	NC	Pneumatiques, produits avec polymères>50%(stockage)	200	m3
2920		12/11/2007	En fonct.	NC	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	5,5	kw

ARDENITY SAS

Code postal : 08600
Commune : Givet

Activité principale : **Pétrochimie carbochimie organique**
Etat d'activité : En fonctionnement

Activités :

La société fabrique de l'Acide SULFANILIQUE pur et technique, de SULFANILATE DE SODIUM et du SULFANILATE DE POTASSIUM, des pâtes isolantes pour câbles électriques, des mélanges de produits en poudre, essentiellement pour l'automobile.

Personnels :

25 personnes, les équipes de production ACIDE SULFANILIQUE travaillent 24h/24h 5,5j / 7. Encadrement de production : **1 responsable production et 3 assistants** de production postés (de 5h00 à 12h00, de 11h30 à 18h30 et de 18h00 à 01h00).

Risques (basés sur l'étude de danger) :

Explosif – Inflammable	Toxique	Autres
Explosion de mélanges de poudre par surpression, risque très local et ne mettent en danger que le personnel présent à proximité. Le stockage 2A est le seul stockage où sont stockées des quantités significatives de produits combustibles.	La seule substance étiquetée toxique est L'ANILINE. C'est un aminobenzène de point éclair 70% et classée comme liquide inflammable de 2ème catégorie. Ce produit est étiqueté toxique, et dangereux pour l'environnement.	Le risque de pollution des eaux est prévenu par la mise en rétention de l'atelier.

Cartographie du site :



Contre-mesure SDIS actuelles :

Prévention	Prévision	Opération
	Plan ETARE et P.O.I. disponibles dans la salle CODIS	Dimensionnement des échelons de secours effectué au moyen de la base START

Données et rubriques de classement SEVESO d'ARDENITY **SAS** :

Rubrique	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
1131	2b	02/02/2006	En fonct.	A	Toxiques (emploi ou stockage)	50	t
1432	2b	02/02/2006	En fonct.	DC	Liquides inflammables (stockage)	14,2	m3
1611	2	02/02/2006	En fonct.	D	ACIDE ACETIQUE, CHLORHYDRIQUE, FORMIQUE, ETC (EMPLOI OU STOCKAGE)	55	t
2260	2	02/02/2006	En fonct.	D	Broyage, concassage, criblage, etc des substances végétales	87	kW
2515	2	02/02/2006	En fonct.	D	Broyage, concassage, criblage... de pierres... et autres minéraux	87	kw
261		30/07/1992	A l'arrêt	A	LIQUIDES INFLAMMABLES (MELANGE, EMPLOI)		
261		30/07/1992	A l'arrêt	D	LIQUIDES INFLAMMABLES (MELANGE, EMPLOI)	6	m3
261		30/07/1992	A l'arrêt	D	LIQUIDES INFLAMMABLES (MELANGE, EMPLOI)	3	M3
2910	A2	02/02/2006	En fonct.	DC	Combustion (installation de)	11,2	MW
2915	2	02/02/2006	En fonct.	D	Chauffage (procédé de) fluide caloporteur organique combustible	17000	l
2920	2b	02/02/2006	En fonct.	D	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	135	kW
2921	1b	02/02/2006	En fonct.	D	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de)	1400	kW
355		30/07/1992	A l'arrêt	D	POLYCHLOROBIPHENYLES, -TERPHENYLES	660	KG
361		30/07/1992	A l'arrêt	D	REFRIGERATION, COMPRESSION (INSTALLATION)	180	KW

RENHACOT

Code postal : 08200
Commune : Glaire

Activité principale : **Fabrication de peintures**
Etat d'activité : En fonctionnement

Activités :

Fabrication de peintures et vernis pour emballages métalliques et plastiques. Les matières premières arrivent sur le site par camions et citernes. Ces produits sont livrés en vrac citerne, en containers et en fûts. Les produits en vrac sont stockés en citernes et sont déposés sur une aire de livraison placée sur rétention.

Personnels :

50 personnes

Risques (basés sur l'étude de danger) :

Explosif – Inflammable	Toxique	Autres
Les études montrent que les scénarios de VCE dans une cuve, explosion d'une cuve suite à un incendie, sont fortement improbables, du faite de la nature des équipements et des activités exercées. Le scénario majorant est celui mettant en jeu la plus grande surface de stockage, soit le stock B (825m2).	Les produits utilisés sur le site sont classés comme nocifs (Xn) ou irritants (Xi). Le rejet accidentel d'un gaz toxique en volume susceptible de provoquer un impact sur les tiers hors de l'installation n'est donc pas envisagé à ce stade de l'étude.	Installation est située dans une zone industrielle qui jouxte une zone pavillonnaire distante de 7,50m de la limite de propriété et une école maternelle située à 300 m, ce qui représente les enjeux majeur à préserver à l'extérieur du site. Pollution.

Cartographie du site :



Contre-mesure SDIS actuelles :

Prévention	Prévision	Opération
	Le P.O.I. permet d'envisager l'extinction d'un feu de cuvette dans un délai maximal de 3 heures. Plan ETARE en cours d'élaboration.	Dimensionnement des échelons de secours effectué au moyen de la base START

Données et rubriques de classement SEVESO de **RENHACOT** :

Rubrique	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
1131	1c	21/07/2005	En fonct.	D	Toxiques (emploi ou stockage)	5	t
1131	2c	21/07/2005	En fonct.	D	Toxiques (emploi ou stockage)	5	t
1173	3	21/07/2005	En fonct.	DC	DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT - B - TOXIQUES (EMPLOI et STOCKAGE)	300	t
1180	1	21/07/2005	En fonct.	D	POLYCHLOROBIPHENYLES, ...TERPHENYLES	30	l
1432	2a	21/07/2005	En fonct.	A	Liquides inflammables (stockage)	1136	m3
1433	Aa	21/07/2005	En fonct.	A	Liquides inflammables (mélange ou emploi)	200	t
1434	2	21/07/2005	En fonct.	A	Liquides inflammables (remplissage ou distribution)	72	m3/h
2640	a	21/07/2005	En fonct.	A	COLORANTS ET PIGMENTS ORGANIQUES, MINERAUX ET NATURELS (FABRICATION ... ET EMPLOI DE)	8	t/j
2661	2b	21/07/2005	En fonct.	D	Polymères (transformation)	8	t/j
2662	b	21/07/2005	En fonct.	D	Polymères (stockage de)	400	m3
2920	2b	21/07/2005	En fonct.	D	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	90	kW
2921	1b		En fonct.	D	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de)		kW
2925		21/07/2005	En fonct.	D	ACCUMULATEURS (ATELIERS DE CHARGE D')	20	kW

COOPERTATIVE AGRICOLE JUNIVILLE

Code postal : 08300
Commune : Le Châtelet-sur-Retourne

Activité principale : **Chimie, phytosanitaire, pharmacie**
Etat d'activité : En fonctionnement

Activités :

La Coopérative agricole de Juniville (CAJ) exploite un stockage de 150 tonnes de produits agropharmaceutiques. Suite à la modification de la nomenclature et de l'arrêté du 10 Mai 2000, le stockage de produits agropharmaceutiques (et produits toxiques, très toxiques, dangereux pour l'environnement) de la coopérative est soumis à autorisation et classé SEVESO seuil bas.

Personnels :

5 personnes

Risques (basés sur l'étude de danger) :

Explosif – Inflammable	Toxique	Autres
Incendie du stockage de produits agro pharmaceutiques. Les effets seraient limités par l'extinction automatique en moins de 6 minutes.	Les effets toxiques peuvent être liés à l'éventuelle présence de produits toxiques dans les fumées de combustion.	La pollution éventuelle des sols et des eaux par les eaux d'extinction chargées en produits toxiques Fuite ou renversement de produits agro pharmaceutiques. (zones de déchargement, manipulation et chargement des produits)

Cartographie du site :



Contre-mesure SDIS actuelles :

Prévention	Prévision	Opération
L'actualisation de l'étude des dangers doit intervenir au plus tard le 7 octobre 2010	Manœuvre effectuée sur le site afin de palier à une éventuelle défaillance du système d'extinction automatique mousse. Plan ETARE	Dimensionnement des échelons de secours effectué au moyen de la base START

Données et rubriques de classement SEVESO de **COOPERATIVE AGRICOLE DE JUNIVILLE** :

Rubrique	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
1111	2c	29/01/2008	En fonct.	DC	Très toxiques (emploi ou stockage)	0,24	t
1155	2	29/01/2008	En fonct.	A	Agropharmaceutiques(dépôts de produits), sauf 1111, 1150, 1172, 1173 et 1430-liqu. inflam. A	149	t
1172	2	29/01/2008	En fonct.	A	Dangereux pour l'environnement - A - très toxiques (stockage et emploi)	150	t
1173	3	29/01/2008	En fonct.	DC	Dangereux pour l'environnement - B - toxiques (stockage et emploi)	150	t
1331		29/01/2008	En fonct.	NC	Engrais solides simples ou composés à base de nitrate d'ammonium conformes (stockage)		t
1412		29/01/2008	En fonct.	NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage)	156	
1432		29/01/2008	En fonct.	NC	Liquides inflammables (stockage)	0,5	kg
1510	2	29/01/2008	En fonct.	DC	Entrepôts couverts	9975	m3
2910		29/01/2008	En fonct.	NC	Combustion (installation de)	170	m3
2920		29/01/2008	En fonct.	NC	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	1,1	Kw
2925		29/01/2008	En fonct.	NC	Accumulateurs (atelier de charge d')	20	Kw

ITW PRODUIT CHIMIQUE

Code postal : 08320
Commune : Vireux-Molhain

Activité principale : **Industrie des gaz**
Etat d'activité : En fonctionnement

Activités :

Conditionnement d'aérosols

Personnels :

25 personnes, 6h00 à 12h00 et 13h00 à 17h00. Pas de travail de nuit ni de week end sauf cas exceptionnels

Risques (basés sur l'étude de danger) :

Explosif – Inflammable	Toxique	Autres
Danger lié au mélange BUTANE/ISOBUTANE/PROPANE Risque MAJEUR scénario ultime de BLEVE d'un réservoir par effet domino Danger lié au Diméthylether (DME) non usuel Oxyde de diméthyle est un gaz liquéfié incolore d'odeur légèrement éthérée. Il est extrêmement inflammable.	Dispersion d'un nuage toxique due à la combustion de produits ou à la fuite sur une citerne.	Pollution accidentelle sur sol.

Cartographie du site :



Contre-mesure SDIS actuelles :

Prévention	Prévision	Opération
	Plan ETARE	Dimensionnement des échelons de secours effectué au moyen de la base START.

Données et rubriques de classements SEVESO de **ITW PRODUIT CHIMIQUE** :

Rubrique	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
1414	1	07/07/1995	En fonct.	A	Gaz inflammables liquéfiés (remplissage ou distribution)		
211BIS		07/07/1995	En fonct.	D	GAZ COMBUSTIBLES LIQUEFIES (REMPLISSAGE, DISTRIBUTION)	14400	KG
211BIS		07/07/1995	En fonct.	D	GAZ COMBUSTIBLES LIQUEFIES (REMPLISSAGE, DISTRIBUTION)	70	M3
253	B	07/07/1995	En fonct.	A	LIQUIDES INFLAMMABLES (DEPOT)	224	M3
261		07/07/1995	En fonct.	A	LIQUIDES INFLAMMABLES (MELANGE, EMPLOI)	50	M3
361		07/07/1995	En fonct.	D	REFRIGERATION, COMPRESSION (INSTALLATION)	55	KW

CNPE de CHOOZ

Code postal : 08600
Commune : Chooz

Activité principale : **Site nucléaire de production d'électricité**
Etat d'activité : En fonctionnement

Activités :

Le CNPE de Chooz est un centre national de production d'électricité. Il assure la production d'électricité à partir de deux réacteurs nucléaires à eau sous pression, d'une puissance thermique de 1500 Méga Watt chacun (Chooz B). Un réacteur en fin d'exploitation (arrêt effectif) Chooz A est en cours de démantèlement.

Personnels :

700 personnes (sans les prestataires extérieurs)

Risques (basés sur l'étude de danger) :

Explosif – Inflammable	Toxique	Autres
Stockage important de graisse inflammable. Dispositif alternateur employant de l'hydrogène. Nombreux transformateurs électriques	Nombreux acides et bases sur site.	La pollution éventuelle des sols et des eaux par les eaux d'extinction chargées en produits toxiques Fuite ou renversement de produits. (zones de déchargement, manipulation et chargement des produits)

Cartographie du site :



Contre-mesure SDIS actuelles :

Prévention	Prévision	Opération
Plan de secours PPI pour le site ; Détachement d'un officier de sapeur-pompier sur le site	Manœuvre effectuée sur le site régulièrement ; Plan ETARE du site établi ; Scénarii d'accident EDF établi sur chaque installation.	Dimensionnement des échelons de secours effectué au moyen de la base START. Couverture permanente de 2 FPT à moins de 20 minutes du site. Garde au poste au CS de Vireux ou Givet.

Données et rubriques de classement SEVESO de **CNPE de CHOOZ** :

Rubrique	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
1418	3	09/10/1984	En fonct.	D	Acétylène (stockage ou emploi)	0,140	t
2560	2	09/10/1984	En fonct.	D	Métaux et alliages (travail mécanique des)	163	kW
2920	2a	07/10/2002	En fonct.	A	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	528	kW
2920	2b	07/10/2002	En fonct.	D	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	62,800	kW
2925		09/10/1984	En fonct.	D	Accumulateurs (atelier de charge d')	62,800	kW

Le risque « Silos »

Le nombre d'exploitations agricoles dans les Ardennes est passé de 5 542 en 1998 à 3768 en 2000.

Depuis 1980, 260 accidents (incendies et explosions) dont 12 mortels sont survenus sur des silos en France. Une liste des silos sensibles a été éditée en 2006.

Depuis la catastrophe de Blaye en juillet 1997 et, bien que le ministère chargé de l'Environnement ait renforcé la réglementation (arrêté ministériel du 29 juillet 1998), 88 accidents de silos se sont produits en France. Ils sont dus en général à des problèmes de manutention des céréales stockées ou à des opérations de maintenance (meulage, découplage).

Ces accidents ont provoqué, pour 85 % environ, un incendie et, pour 8 %, une explosion, 6 accidents concernent des épandages de grains à la suite d'effondrement ou de rupture de cellules (hors explosion).

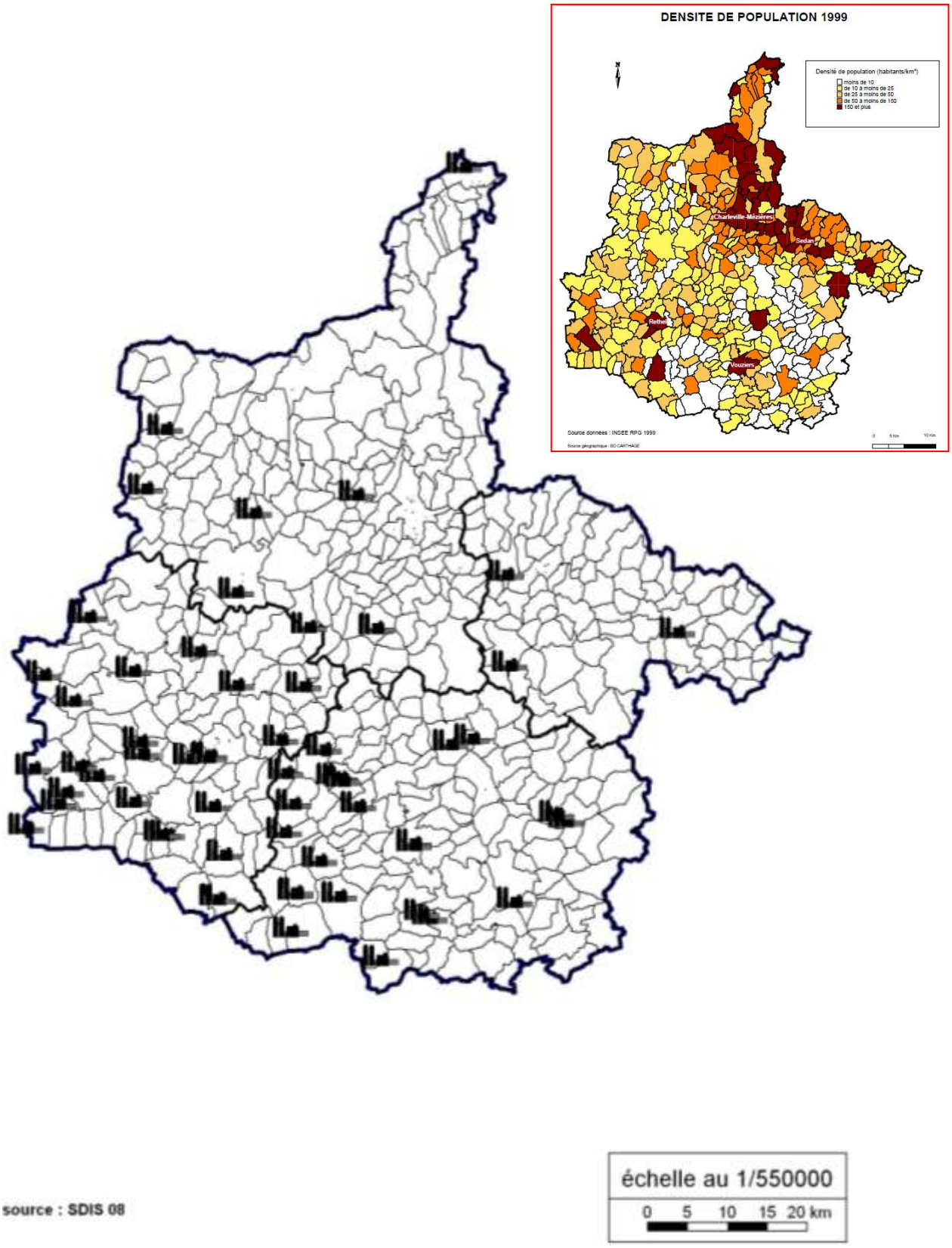
Liste des silos soumis à autorisation dans les Ardennes (ICPE rubrique 2160) :

Entreprise	***Commune***
Champagne Céréales	*Acy-Romance*
	Alland'Huy
	Château-Porcien
	Givet
	Le Chesne
	Monthois
	Novion-Porcien
	Vouziers (St Paul)
Coop Agricole de Juniville	*Aire*
	Le Chatelet Sur Retourne
	Taizy
Euroluz	*Pauvres*
Champagne Céréales	*Attigny*
	Vouziers (Arrondissement)

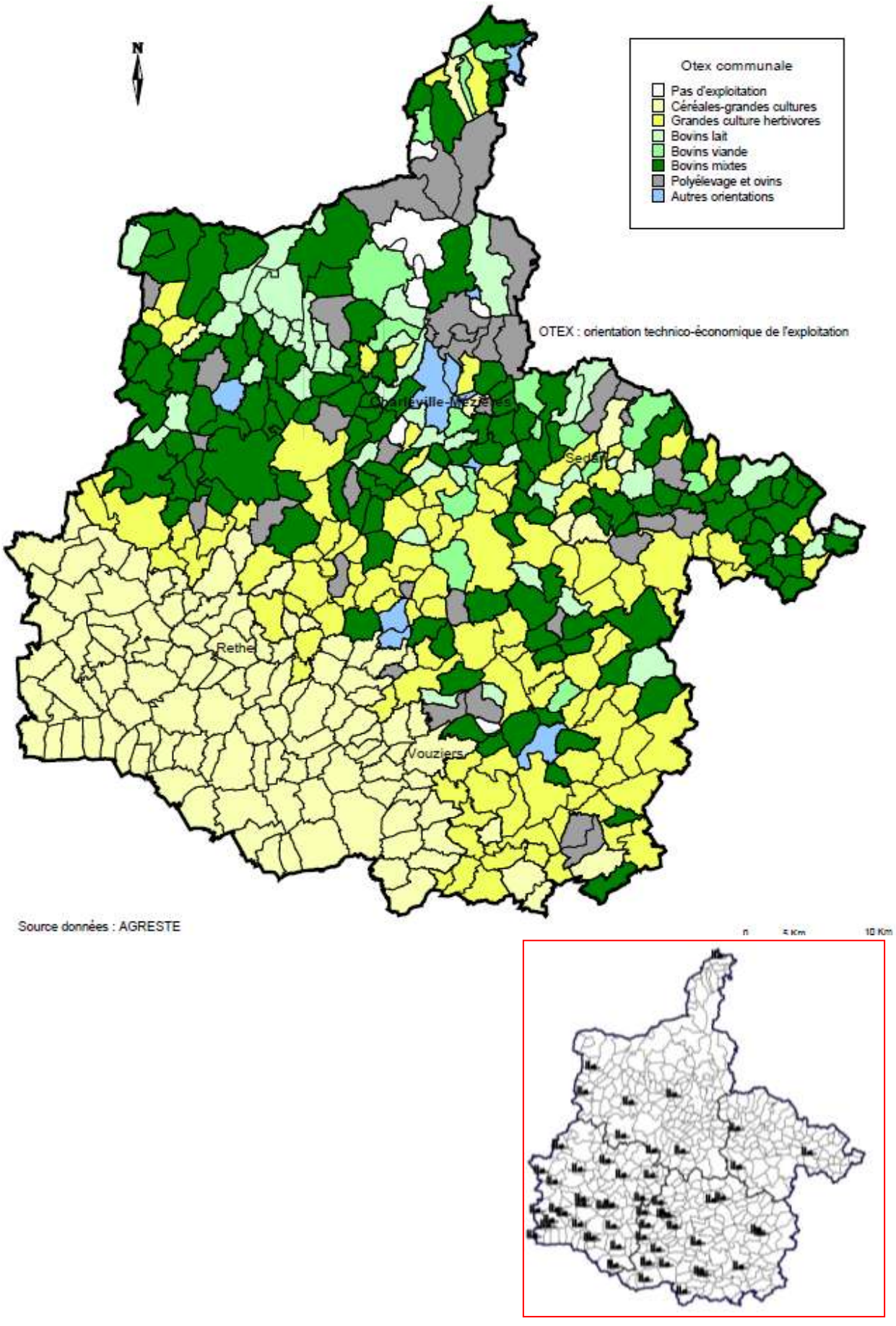
Liste des silos à enjeux importants :

Etablissement	***Commune***
Ardennes Chicorées	*Saint-Germainmont*
Champagne Céréales	*Acy-Romance*
	Attigny
	Givet
	Le Chesne
	Vouziers arrondt
Coopérative agricole de Juniville	*Le Châtelet-sur-Retourne*

Carte des emplacements de silos dans les Ardennes (DRIRE – SDIS 08)

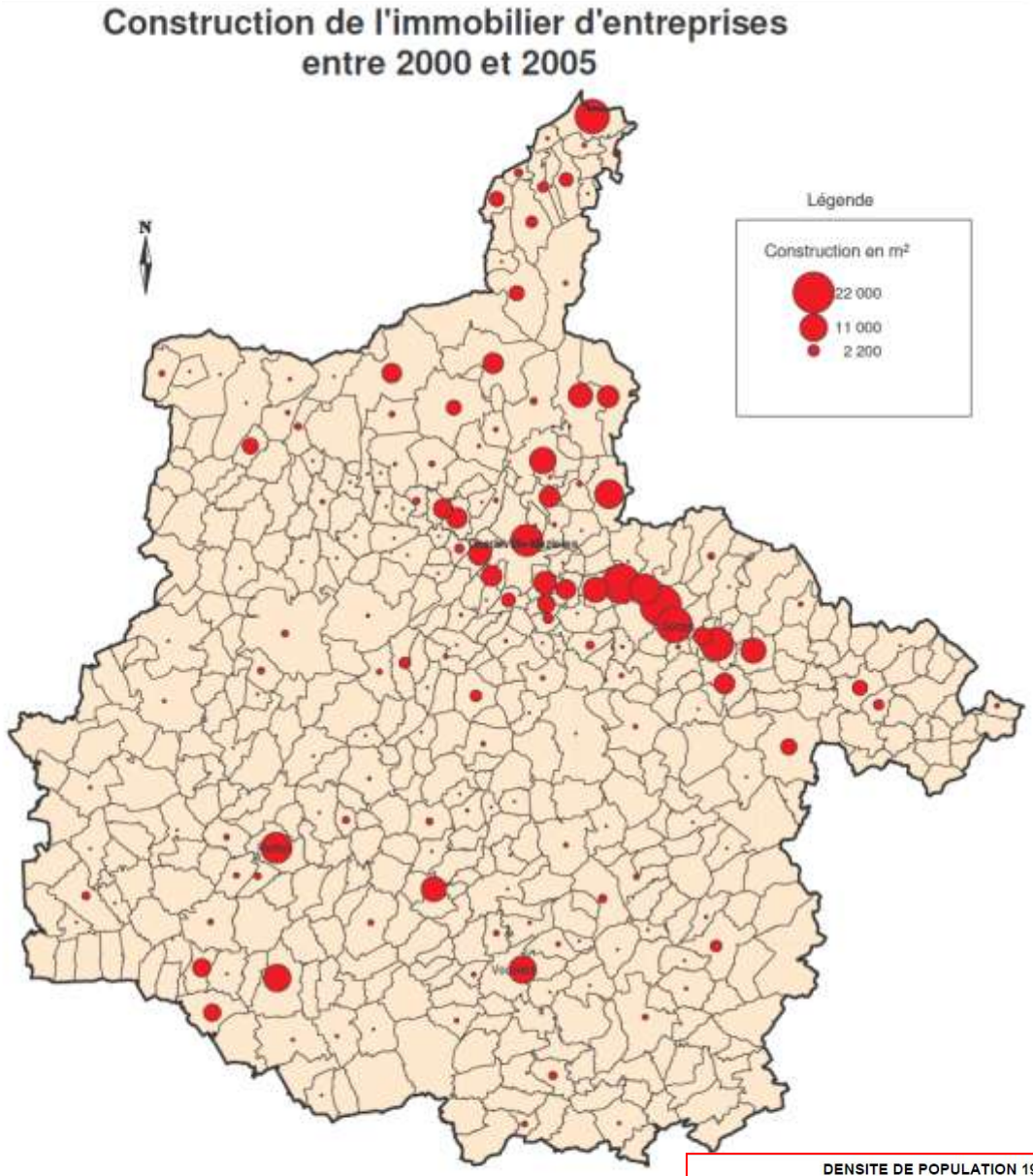


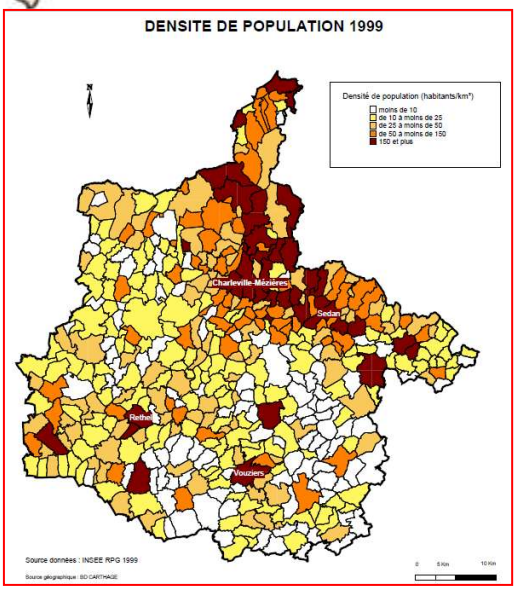
Carte la répartition des types d'exploitation agricoles (AGRESTE) :



LA PROSPECTIVE DANS LES ARDENNES

Le développement industriel dans les Ardennes (DDAFF et DDE) :



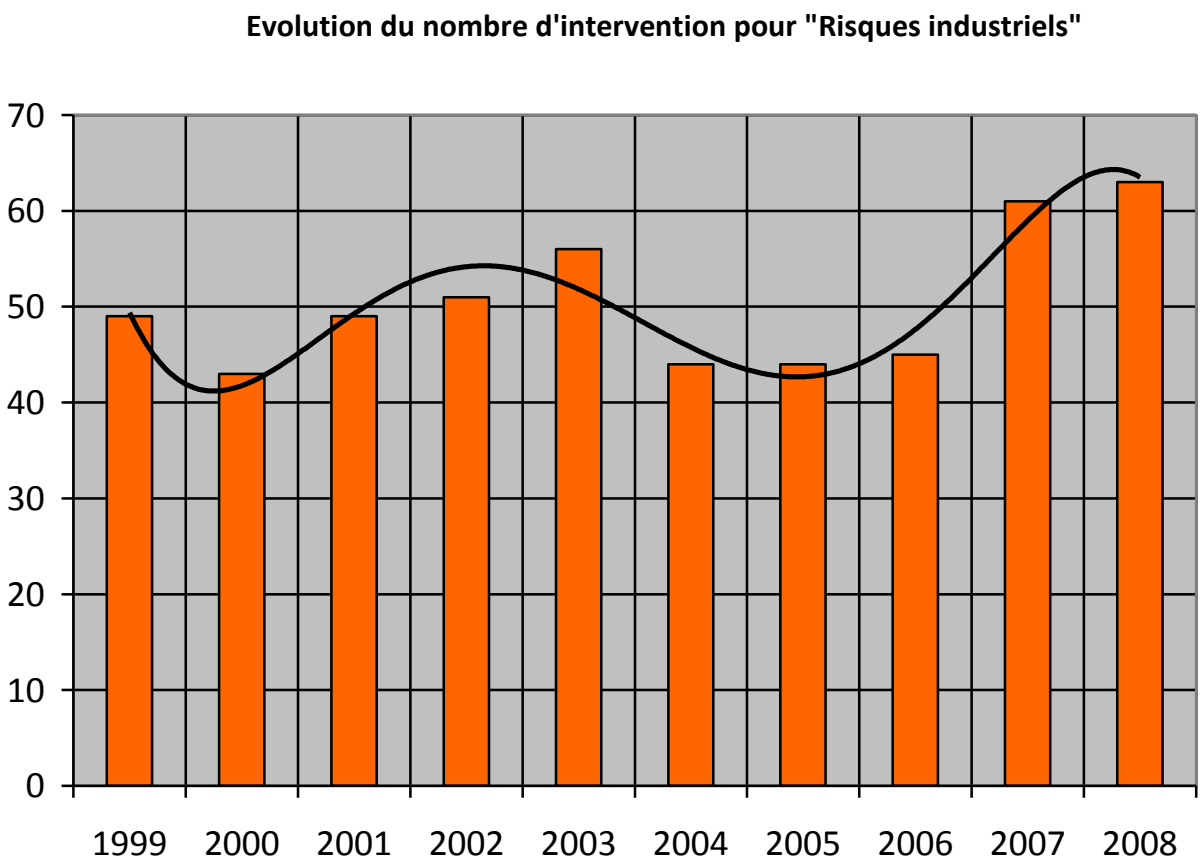


L'ANALYSE STATISTIQUE DES RISQUES « INDUSTRIELS » (SDIS DES ARDENNES – 1999/2008)

Tableau des relevés opérationnels

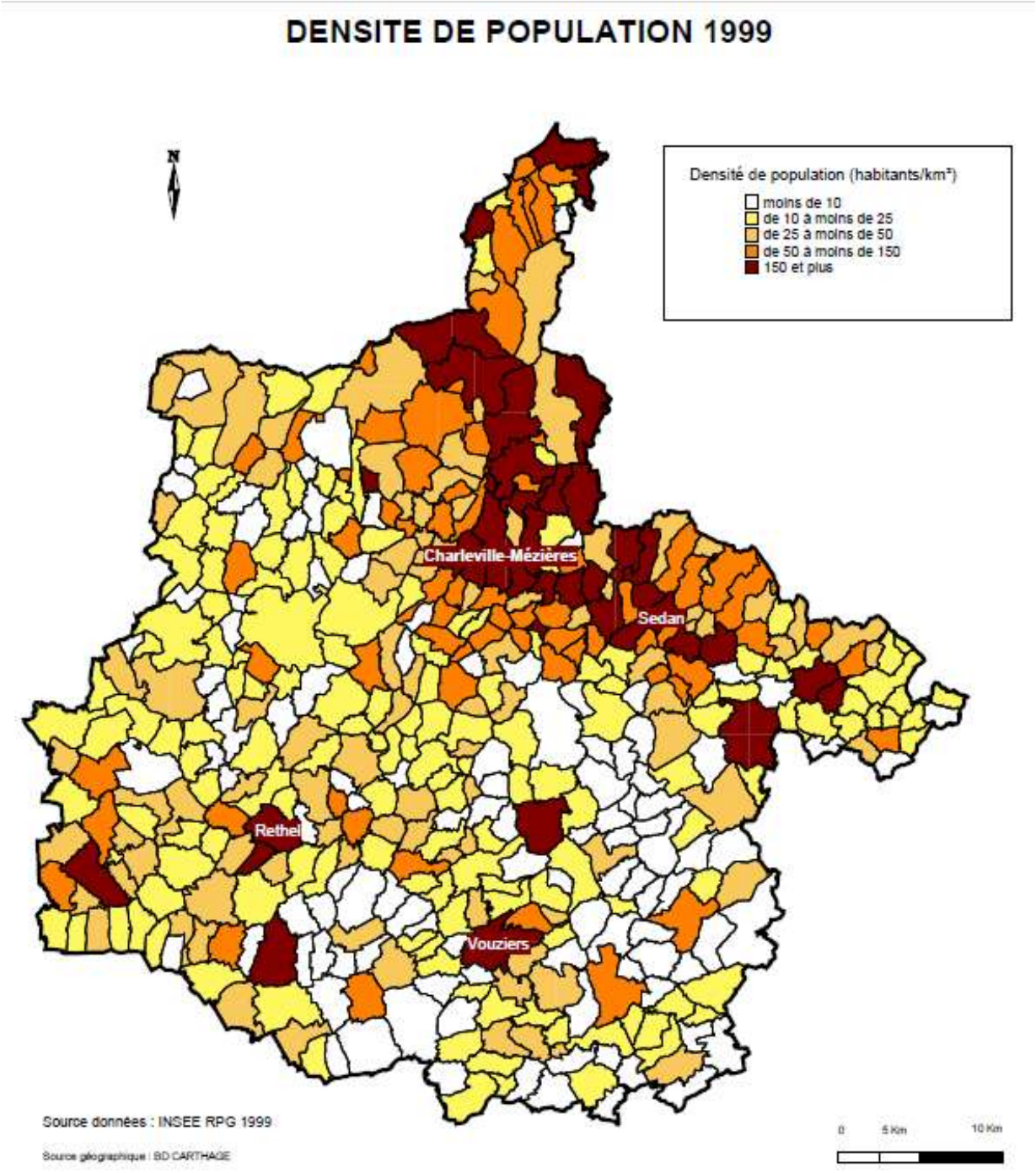
Année	*1999*	*2000*	*2001*	*2002*	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*
Nombre d'intervention	49	43	49	51	56	44	44	45	61	63
% d'accroissement		-12,24	+13,95	+4,08	+9,80	-21,43	0,00	+2,27	+35,56	+3,28

Graphique des relevés opérationnels

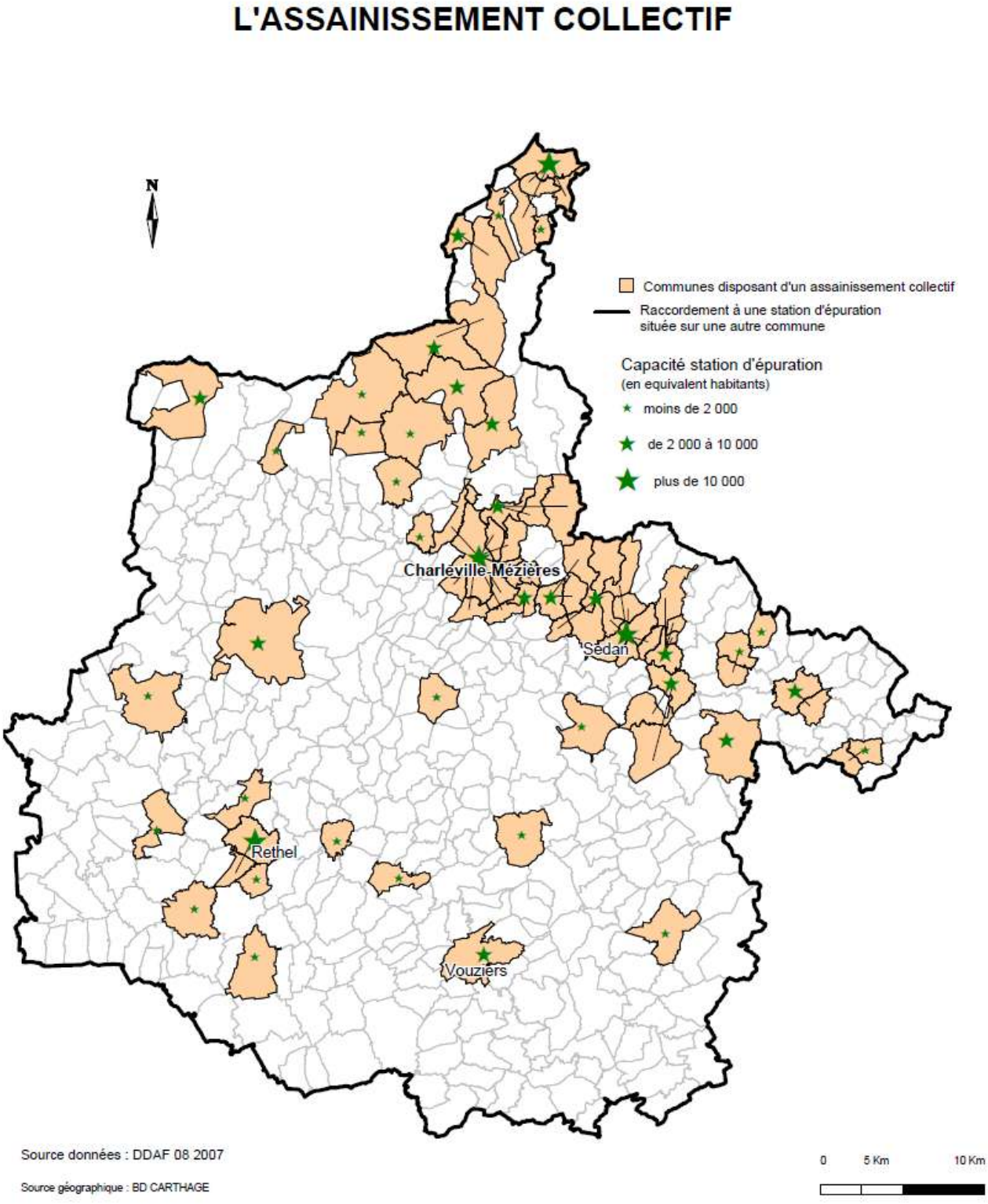


CARTE DES ENJEUX :

Carte des populations :



Carte de l'assainissement collectif (DDAF) en cas de pollution :



L'ANALYSE DETERMINISTE

Le tissu industriel concerne essentiellement les zones urbanisées, telles que l'agglomération de Charleville Mézières, de Sedan et la vallée de la Meuse en générale. Le secteur de Rethel accueille de plus en plus d'entreprises. La ville de Vouziers dispose d'une industrialisation plus limitée, mais toutefois présente.

Le développement des surfaces industrielles intervient essentiellement dans les zones de périurbanisation. La zone située entre Charleville Mézières et Sedan est essentiellement concernée.

Les entreprises à risque :

Les entreprises de type SEVESO seuil bas, situées sur le territoire Ardennais sont celles qui présentent les risques les plus marqués.

Toutefois, la réglementation des ICPE et la directive SEVESO impose à ces entités la mise en place de systèmes de sécurité intégrée qui garantissent en cas de sinistre, la mise en œuvre de contre-mesures adaptées. La réponse opérationnelle interne, l'alerte des services extérieurs, ainsi que l'information des populations sont des points maitrisés par les industriels. Il est utile de noter que l'occurrence des sinistres dans ces établissements reste très faible, même si leur gravité peut rapidement évoluer vers la catastrophe.

Les autres entreprises, dont la taille et les activités sont plus modestes en volume, restent plus sensibles en ce sens que les règles de sécurité et les dispositifs de prévention et de protection sont moins importants en général.

En raison de la prépondérance des entreprises de travail et de transformation des métaux, les risques industriels sont essentiellement liés aux explosions, incendies, fuites et épandages de produits toxiques ou corrosifs et aux pollutions de l'eau, de l'atmosphère et des sols.

Les industries métallurgiques :

Ce type d'entreprise présentent des risques accrues d'explosion, d'incendie et surtout de pollution (produit de traitement des métaux et traitements de surface, utilisation de métaux en fusion, d'acides et bases). Industrie prépondérante dans les Ardennes.

Les silos à risque :

Le département des Ardennes comporte 7 silos dits « à enjeux importants ». Les conséquences d'explosions et d'inflammations concernant ces silos restent très importantes. En raison de leur situation géographique, les enjeux restent relativement limités.

La forte diminution du nombre d'exploitations agricoles, limite de plus en plus le caractère diffus du risque « silos », toutefois ceux restant présentent des risques non négligeables. Des techniques, matériels et méthodes particuliers existent pour les interventions sur silos.

Les risques de pollution :

Les risques de pollution sont présents dans toutes les entreprises ou exploitations agricoles qui emploient en grande quantité des matières dites « polluantes et dangereuses pour l'environnement ». Les acides-bases, alcools, hydrocarbures, solvants sont concernés, la liste n'est évidemment pas exhaustive.

Les pollutions qui surviennent régulièrement, proviennent essentiellement de manipulations accidentelles dans des exploitations agricoles et/ou dans les industries métallurgiques.

Le développement des réseaux d'assainissement (72 communes concernées) et le raccordement des réseaux à des unités de retraitement des eaux garantissent une prise en compte plus aisée des éventuelles pollutions des eaux et cours d'eau, notamment lors de la mise en œuvre de restriction de consommation d'eau et/ou d'information des populations en cas de risque sanitaire.

Les risques feux de liquide inflammable :

Peu d'établissements emploient dans les Ardennes des quantités importantes de liquide inflammable. Aucun stockage de carburant n'existe à l'heure actuelle.

Toutefois même de faibles quantités de matières inflammables, nécessitent en cas de sinistre des moyens de lutte adaptés, notamment des moyens de type « émulseur » pour les opérations d'extinction.

Les enjeux économiques et sociaux :

Les risques industriels présentent, en sus des risques qu'ils font encourir à la population et à l'environnement, la particularité d'engendrer des risques d'ordre économique.

En effet, toutes les destructions induites par un sinistre, impliquent des conséquences économiques importantes. En raison du contexte économique et social fragile dans les Ardennes, un sinistre majeur chez un des grands employeurs, peut entrainer des périodes de chômage technique plus ou moins longues, des pertes d'emploi et/ou des fermetures de sites périphériques.

Les conflits sociaux et les risques industriels dans les Ardennes, une culture de lutte :

Le département des Ardennes, faible économiquement depuis plusieurs années, a vu naître à compter des années 2000, un détournement des usages normaux et prévisibles des risques « industriels ».

Les manifestations sociales des travailleurs ont été accompagnées, dans de nombreuses entreprises au bord de la faillite ou en cours de fermeture, par l'emploi comme outils de lutte et de revendication, des matières chimiques et/ou toxiques présentent sur les sites industriels. Ces détournements servent avant tout à focaliser l'intérêt médiatique. Elles n'ont pas, dans la grande majorité des cas, d'issue dommageable.

Les épisodes de CELLATEX (2001), de THOME GENOT (2006) et de LENOIR ET MERNIER (2008) nous rappellent que les risques proviennent autant des procès industriels, que des détournements volontaires des matières dangereuses, dans le cadre d'actions « terroristes ».

Les conséquences et les impacts en cas de sinistre sont pour autant, identiques aux risques industriels, à la différence du retentissement médiatique en découlant.

Le niveau de risque par secteur :

SECTEURS	*C.M*	*REVIN*	*SEDAN*	*VOUZIERS*	*RETHEL*
NIVEAU DU RISQUE	+++++	+++++	+++++	++	+++

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

La couverture opérationnelle du risque industriel est réalisée en privilégiant d'une part les moyens courant dans le cadre de la lutte contre les incendies, puis des secours à personne, puis en employant des matériels et personnels spécialisés en risque chimique (les risques radiologiques et nucléaires sont évalués dans une partie distincte de celle traitant des risques industriels).

La couverture opérationnelle du risque de pollution relève entièrement des moyens de lutte contre les risques chimiques.

Les missions des sapeurs-pompiers

- Assurer la protection des personnes et des biens ;

  - Soustraire et assurer la prise en charge précoce des impliqués ;
  - Réaliser les mesures de sauvegarde des populations, et notamment assurer l'évacuation et/ou le confinement des impliqués ;
  - Assurer la mise en place d'un balisage et un zonage (SAS) du lieu de l'intervention ;
  - Adapter les tenues de protection des personnels intervenant et assurer leur sécurité ;
  - Assurer le déshabillage et la décontamination des impliqués souillés ;
  - Prendre les dispositions afin de limiter le transfert de contamination ;

- Identifier la nature du sinistre ;

  - Recueillir des informations spécifiques sur le sinistre ;
  - Caractériser le risque et évaluer ses conséquences ;
  - Détecter et localiser la source, identifier le flux et les cibles potentielles du sinistre ;
  - Identifier les produits incriminés ;

- Limiter l'impact du sinistre et réduire les risques

  - Barrer, colmater ou stopper les fuites de produits dangereux ;
  - Limiter l'expansion de la zone sinistrée ;
  - Assurer l'endiguement et la rétention des produits incriminés ;

- Limiter le risque de pollution ;

  - Assurer l'endiguement et la rétention des produits incriminés ;
  - Mettre en place des moyens sommaires de récupération ;
  - Effectuer éventuellement des prélèvements in situ ;
  - Participer aux opérations de réduction de la pollution.

La stratégie opérationnelle

- Assurer l'extraction des impliqués par des personnels courants dotés des effets de protection adaptés, à concurrence de leurs limites opérationnelles (contamination des impliqués, travail en milieu viciés et/ou dangereux) ;

- Assurer rapidement une levée de doute quant au caractère chimique de l'intervention ;

- Favoriser l'engagement d'un cadre de la spécialité risque chimique, afin d'évaluer précocement la nature et l'ampleur du sinistre et adapter ensuite la montée en puissance des moyens ;

- Mutualiser en toute complémentarité, la réponse locale spécialisée (secteur siège de l'intervention) avec la réponse des unités sièges des équipes spécialisées ;

- Engager en opération les effectifs conformes aux missions à réaliser, afin notamment d'assurer la sécurité des personnels à engager (engagement minimum de 2 binômes qualifiés pour toutes interventions relevant du risque chimique) ;

Dans le cadre d'une intervention mettant « apparemment » en jeu des matières dangereuses, l'engagement mutuel des moyens chimiques et radiologiques favorise une levée de doute efficace. Un accompagnement par des personnels qualifiés du SSSM est envisageable en présence d'impliqués.

Le dispositif opérationnel actuel :

Le SDIS dispose actuellement des moyens suivants :

Mission	*Type de moyen*
Vecteur	Véhicule risques technologiques léger
	Berce risques chimique et dépollution
Anti pollution	Barrage flottant – remorque
	Barrage flottant - indépendant
	Lots de détection eau (PH, Oxymètre, Thermomètre)
	Poudre absorbante « eau »
	Poudre absorbante « sol »
	Plaque absorbante « sol et eau »
	Boudin absorbants « eau »
Explosimétrie / Toximétrie	Explosimètres
	Toximètres
	Appareils de détection des toxiques de guerre
Colmatage obturation	Brides
	Jeux de coussins circulaires
	Jeux de coussins cylindriques
Récupération	Citerne auto portante 1,5 m^3
	Citerne auto portante 7 m^3
	Pédiluve
Décontamination	Douche de décontamination – Petit format
	Douche de décontamination – Grand format
	Kit de décontamination sommaire
	Pulvérisateur thermique
Liquide inflammable	Lances canon portable
	Lances canon remorquables
	Moyens à production de mousse TURBEX
	Berce émulseur 8 000 L
	Bidons d'émulseur (fûts de 200 L)
	Emulseur embarqué
Protection des personnels	Tenue de protection lourde MATISSEC – Type 1
	Tenue de protection lourde TYKEM – Type 1
	Tenue de protection légère – Type 3
	Bottes de protection
	Gants de protection
	ARI 9 litres
	Masque à cartouche « spectre large »
Pompage	Pompe à membrane anti acide
	Ecrémeuse flottante

Matériels de transvasement

Les matériels de transvasement existant en 1999 ne sont plus en service (pompe hydraulique de transvasement anti déflagrante). L'emploi de ces matériels est aujourd'hui laissé au secteur privé spécialisé. En effet, la haute technicité de mise en œuvre de ces moyens et les impératifs de sécurité ne peuvent être respectés, compte tenue de la vétusté et de l'inadéquation des moyens aux risques.

Moyens en émulseur

En matière de lutte contre les feux de liquide inflammable, le SDIS a opté pour une couverture graduée, basée sur trois niveaux d'intervention.

- Un premier niveau basé sur les **dispositifs intrinsèques des engins** de lutte contre les incendies (réserves d'émulseur de 200 litres et dispositifs d'injection sous pression) permettant de couvrir **le risque courant** (feux de voiture isolée, feux de petit local avec liquides inflammables) ;

- Un second niveau basé sur la présence de **stocks** plus important (fûts de 200 litres projetables au moyen des véhicules logistiques), pour la couverture **des risques courants importants** (feux de véhicule lourd, feux de petit stock de liquides inflammables) ;

- Enfin sur une **berce émulseur,** basée dans le Nord du département, disposant de 8 000 litres de produits pour la lutte contre les feux de liquides inflammables. Elle assure la couverture **des risques particuliers**.

Tableau des moyens en émulseur :

Secteur	Moyens en émulseur
C.M	400 L
Sedan	400 L
Revin	400 L
Vouziers	400 L
Rethel	400 L

Un dispositif de production de mousse haut foisonnement de type TURBEX a été positionné au centre du département, avec un stock d'émulseur adapté.

Les lances canons portables et remorquables équipant le SDIS en 1999 n'ont pas subit d'entretien, ni de modification. Elles ont été complétées par les moyens en partie identique de la berce émulseur (lance portable de type « crapaud»).

Moyens en « poudre »

Le SDIS dispose également dans le cadre de la lutte contre les feux spéciaux de moyens d'attaque de type « Poudre ». Ces moyens sont aujourd'hui embarqués sur les moyens courant de type fourgon pompe tonne, en dévidoir portable de 50 Kg. Ces équipements ont remplacé les remorques poudre devenu difficile à tracter.

Les équipes spécialisées comptent environs les effectifs suivants :

Spécialités	*Personnels par niveau de qualification*											
	Niveau 1			**Niveau 2**			**Niveau 3**			**Niveau 4**		
Année	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***
RCH	102	56	53	40	28	28	7	5	8	1	1	1

La couverture du risque chimique

La couverture actuelle du risque chimique en particulier est assurée par un **véhicule de reconnaissance léger et polyvalent**, permettant d'assurer une primo couverture du risque chimique, biologique et radiologique.

Un agrès lourd de type « Berce » vient renforcer le cas échéant, le moyen de reconnaissance, notamment en matière de limitation des effets des pollutions.

Des lots et kits opérationnels palettisés ou en caisses projetables, viennent compléter les moyens précités par le biais des véhicules logistiques. Ce système assure une montée en puissance graduée et adaptée en tenant compte des besoins opérationnels.

La couverture opérationnelle en personnels est assurée par la mutualisation de l'équipe départementale d'une part et des personnels et matériels du secteur opérationnel siège de l'intervention. **Aucune permanence opérationnelle dédiée n'existe actuellement.**

Le rappel des personnels est effectué en mobilisant les personnels inscrits sur le « Dispositif Opérationnel Permanant » et disposant des qualifications spécialisées.

La couverture opérationnelle à venir devra tenir compte des remarques suivantes :

Délais opérationnels

- Anticiper, au regard de la centralisation des moyens de reconnaissance et des moyens lourds l'engagement immédiat en plus des moyens courants du véhicule léger de reconnaissance. Les délais doivent en terme de reconnaissance et de levée de doute, rester proches des délais des moyens courants ;

  La stratégie opérationnelle en matière de risque chimique ou biologique n'impose pas une réponse immédiate. Elle est basée sur une montée en puissance graduée et sur l'intervention des moyens primo intervenants équipés en conséquence.

  L'engagement des moyens courants permet d'apporter dans tous les cas, une réponse conforme à la Marche Générale des Opérations de secours (MGO). Ainsi, les fonctions de secours à personnes et celle de limitation des effets des sinistres peuvent être mises en œuvre par les primo intervenants (sauvetages et extraction des impliqués, mise en place d'un balisage adapté)

Implantation des moyens :

- Maintenir l'affectation centralisée des agrès spécialisés dans des centres supports disposant d'une organisation et d'une structure mixte, permettant un entretien et un contrôle des matériels réguliers ;

  La technicité et l'entretien de ces matériels spécialisés nécessitent une implantation fixe et réservée sur un centre support. Cette unité opérationnelle doit être structurée et garante d'une continuité de service effective. Sa professionnalisation assoit le fonctionnement pérenne de l'équipe.

  Les délais d'engagement nécessités par ce type de risque ainsi que la cinétique des interventions en risque chimique, ne portent pas préjudice au principe d'affectation centralisée de ces moyens.

- Compléter les moyens lourds en émulseur (berce mousse) dans le secteur de péri urbanisation et industrialisé de Charleville Mézières Sedan.

Qualification des personnels :

- Mettre en place un plan de formation pluriannuel intégrant les besoins identifiés dans chaque domaine spécialisé ;

- Assurer la formation des personnels spécialisés sur la base des niveaux dits « d'intervention » niveau 2, dans les GNR, afin de faciliter le maintien des acquis et pour favoriser la polyvalence des personnels d'un point de vue opérationnel ;

  Maintien d'un groupe de spécialistes au niveau 1 en attendant la formation au niveau 2.

- Favoriser une couverture diffuse du département en formant des personnels relevant des centres de secours à proximité des bassins de risque ;

  Une couverture maillée du département en matière de spécialiste, permet de garantir une réaction rapide et adaptée dans le cadre des secours courants confrontés à des matières chimiques. Le risque diffus lié au transport de toute nature, témoigne en particulier pour cette conception.

Formation et information des personnels :

- Sensibiliser les personnels d'encadrement (chef de groupe et chef de colonne) notamment sur la capacité des moyens opérationnels et sur les modes de commandement adaptés de ce type d'unité (sensibilisation pluridisciplinaire des cadres aux spécialités) ;

- Planifier des exercices et des entrainements de cadres réguliers sur des thèmes dimensionnant, impliquant des matières dangereuses et faisant appel à des risques connexes ;

- Favoriser l'information des personnels de maitrise et d'encadrement (chef d'agrès et chef de groupe) à la mise en place des mesures conservatoires dans le cadre d'opérations relevant des équipes spécialisées ;

  Développer dans le cadre des recyclages pluriannuels des personnels « chefs d'agrès », des thèmes à composantes spécialisées (risque chimique, radiologique).

- Assurer la formation des personnels des moyens courants à l'habillage et à l'emploi des tenues de protection de type 3 ou équivalent, afin de pouvoir effectuer une mise en sécurité ou un sauvetage d'impliqué soumis à un risque chimique ou biologique, avant l'arrivée des moyens spécialisés ;

Plan d'équipement :

- Implanter dans chaque agrès de couverture du risque incendie (type FPT), les équipements de protection (tenue de type 3) afin de pouvoir effectuer une mise en sécurité ou un sauvetage d'impliqué soumis à un risque chimique ou biologique, avant l'arrivée des moyens spécialisés ;

- Maintenir et favoriser la mise en place de moyens polyvalents et projetables permettant une réponse graduée et adaptée aux risques identifiés (véhicule d'intervention face aux risques technologiques) ;

- Positionner dans chaque secteur des moyens de balisage et de zonage, puis des moyens sommaires de lutte contre les pollutions ;

- Adapter et modifier la berce « RCH » existante, en tenant compte des besoins actuels du service, notamment en matière de lutte contre les pollutions ;

Mutualisation des moyens :

- Développer les relations interdépartementales en matière de formation et d'équipement ;

- Favoriser la formation des personnels des Ardennes en matière de décontamination de masse, notamment dans le cadre de la mise en place d'une chaine de décontamination (renfort auprès de la dotation des départements limitrophes et participation à des renforts nationaux) ;

- Favoriser les exercices et les entrainements interdépartementaux en matière de risque chimique, biologique et radiologique ;

- Favoriser un rapprochement entre les conseillers techniques dans les domaines précités, pour les départements, aux moins limitrophes ;

Organisation du service – Prévention – Prévision :

- Favoriser la mise en place pour chaque établissement industriel, d'outils d'aide à la décision de type plan ETARE et/ou fiche de départ, orientés sur les risques chimiques, biologiques et radiologiques connus dans l'établissement ;

- Favoriser et développer les exercices sur les sites industriels des Ardennes, afin d'une part d'identifier clairement nos besoins en terme de formation et d'équipement, puis d'autre part d'accroître la connaissance des sites par nos personnels ;

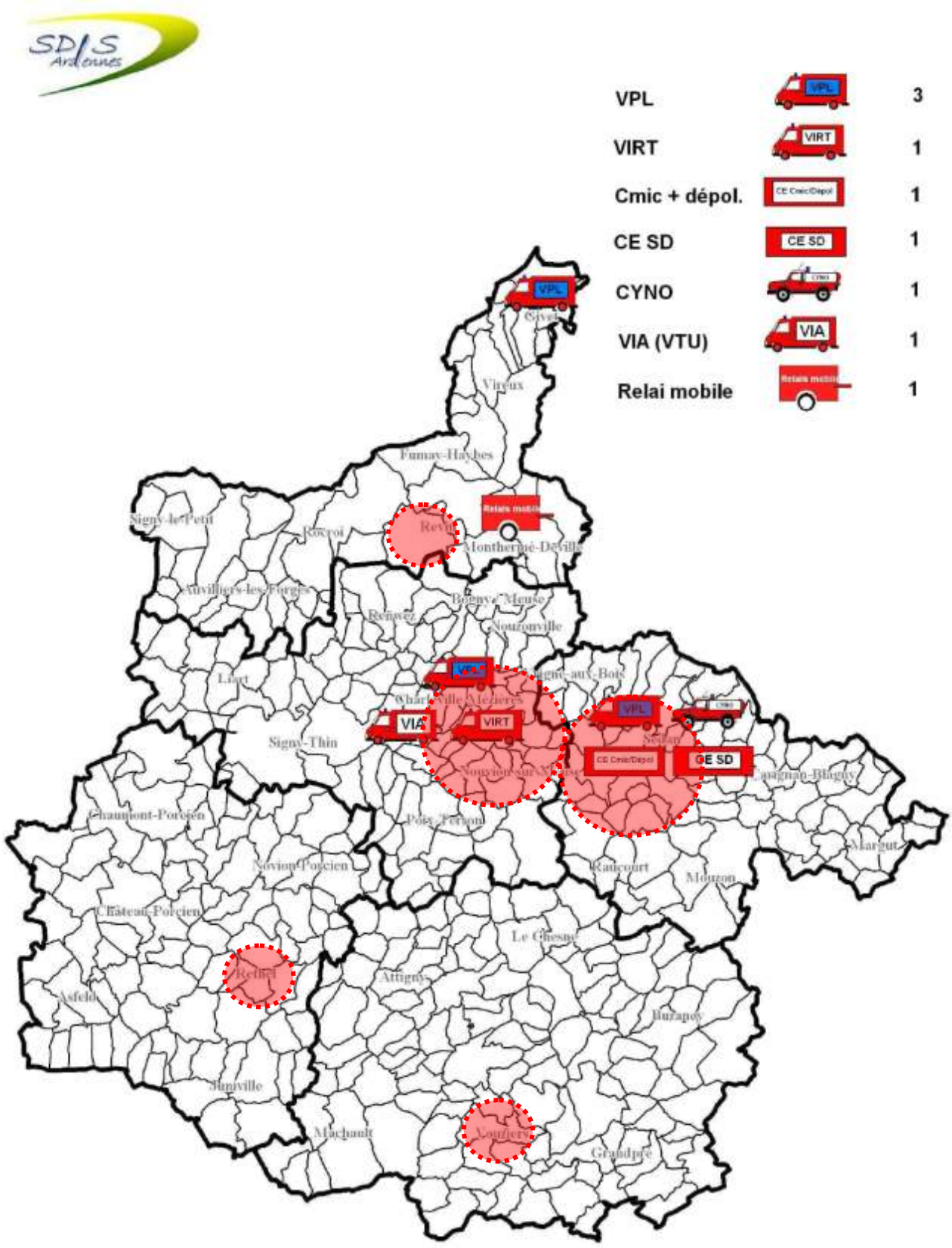
Réponse spécifique :

- Développer une approche « par fonction » pour chaque type de risque, afin d'affiner précisément nos besoins, en terme de formation et d'équipement ;

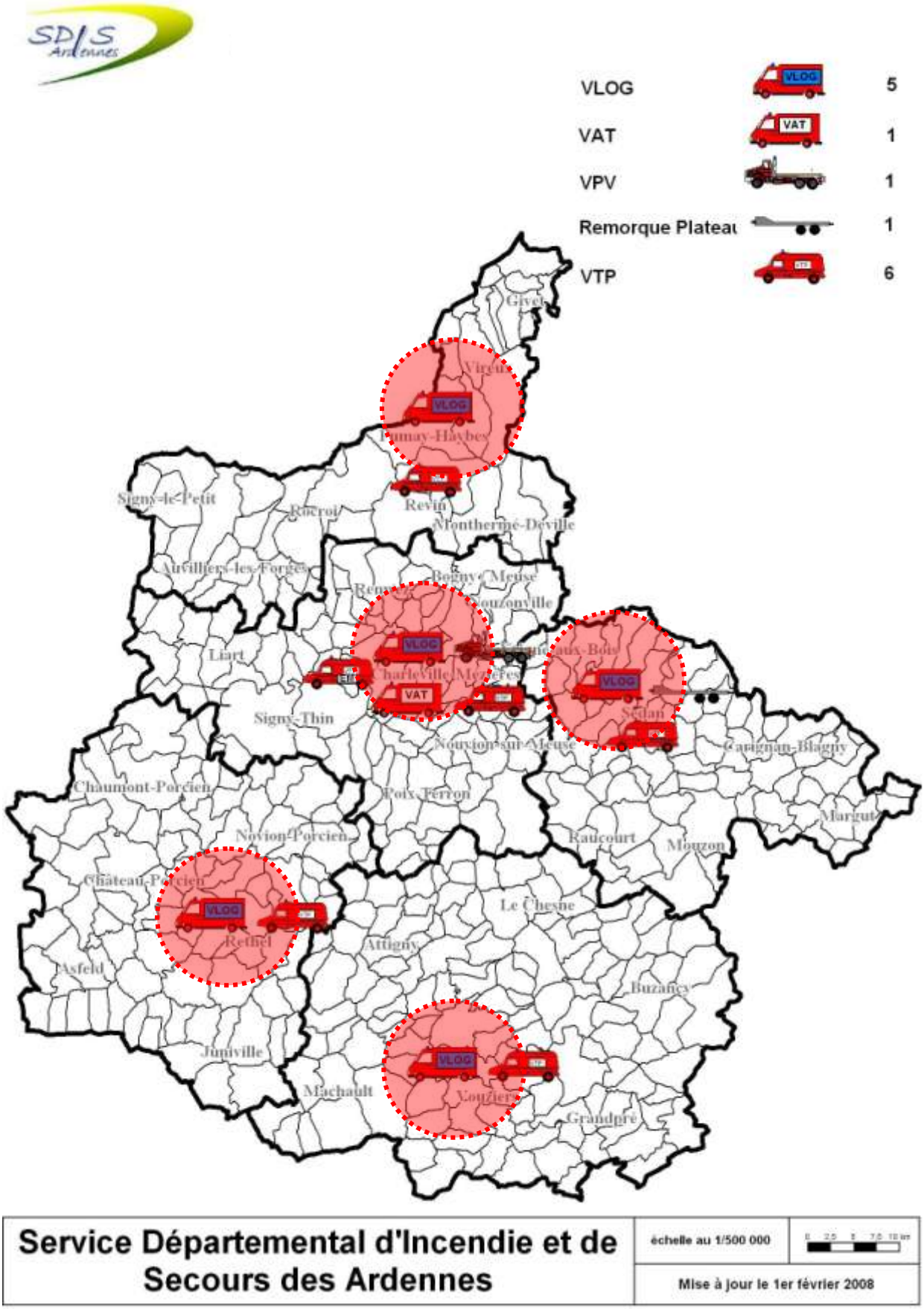
  Ce type d'approche permet de hiérarchiser et d'affiner les objectifs de couverture dans chaque domaine (fonction de zonage, d'identification, de détection, de décontamination d'urgence).

LA COUVERTURE EN MATERIELS DE SECOURS :

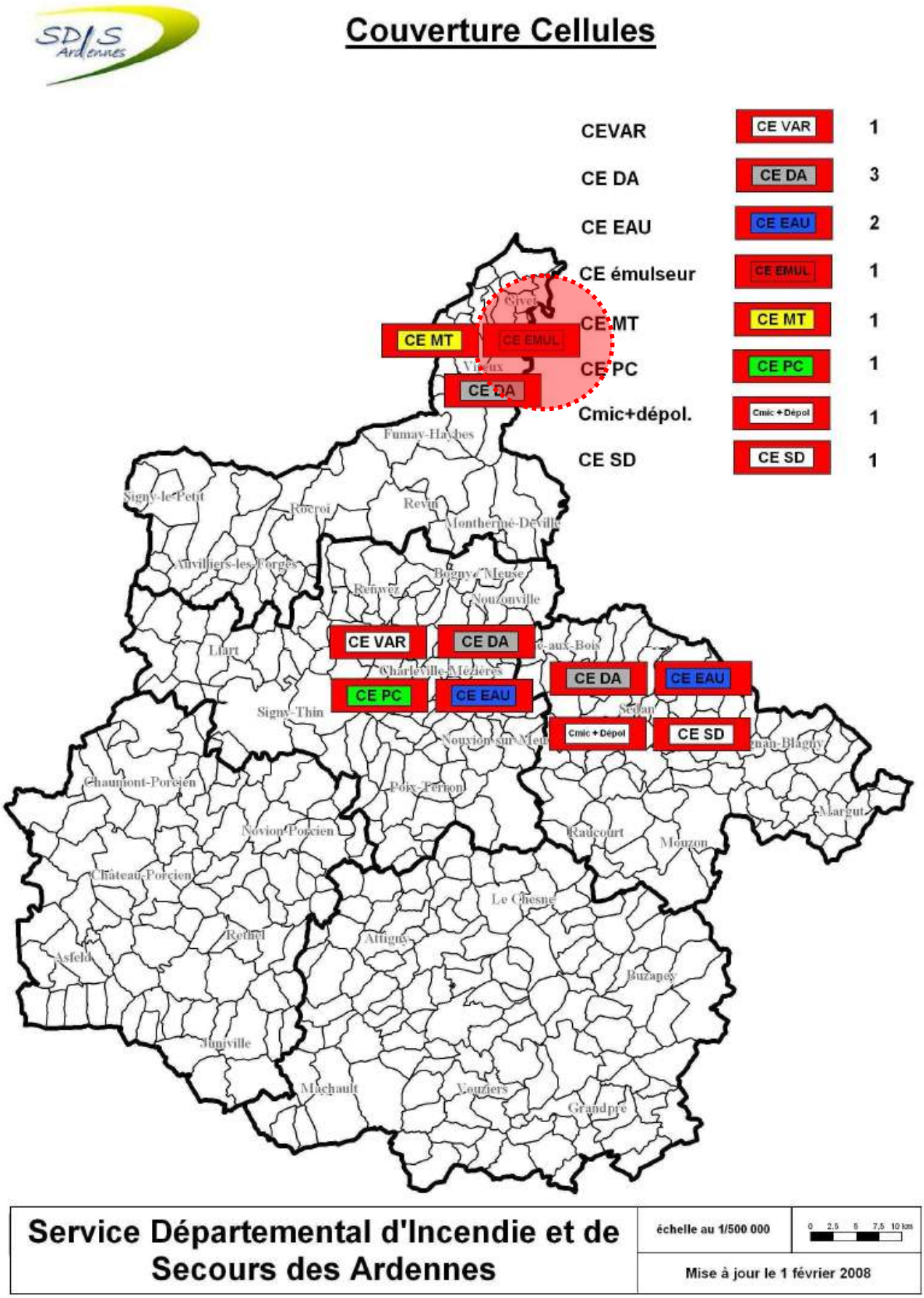
Carte des emplacements des moyens spécialisés en risque chimique



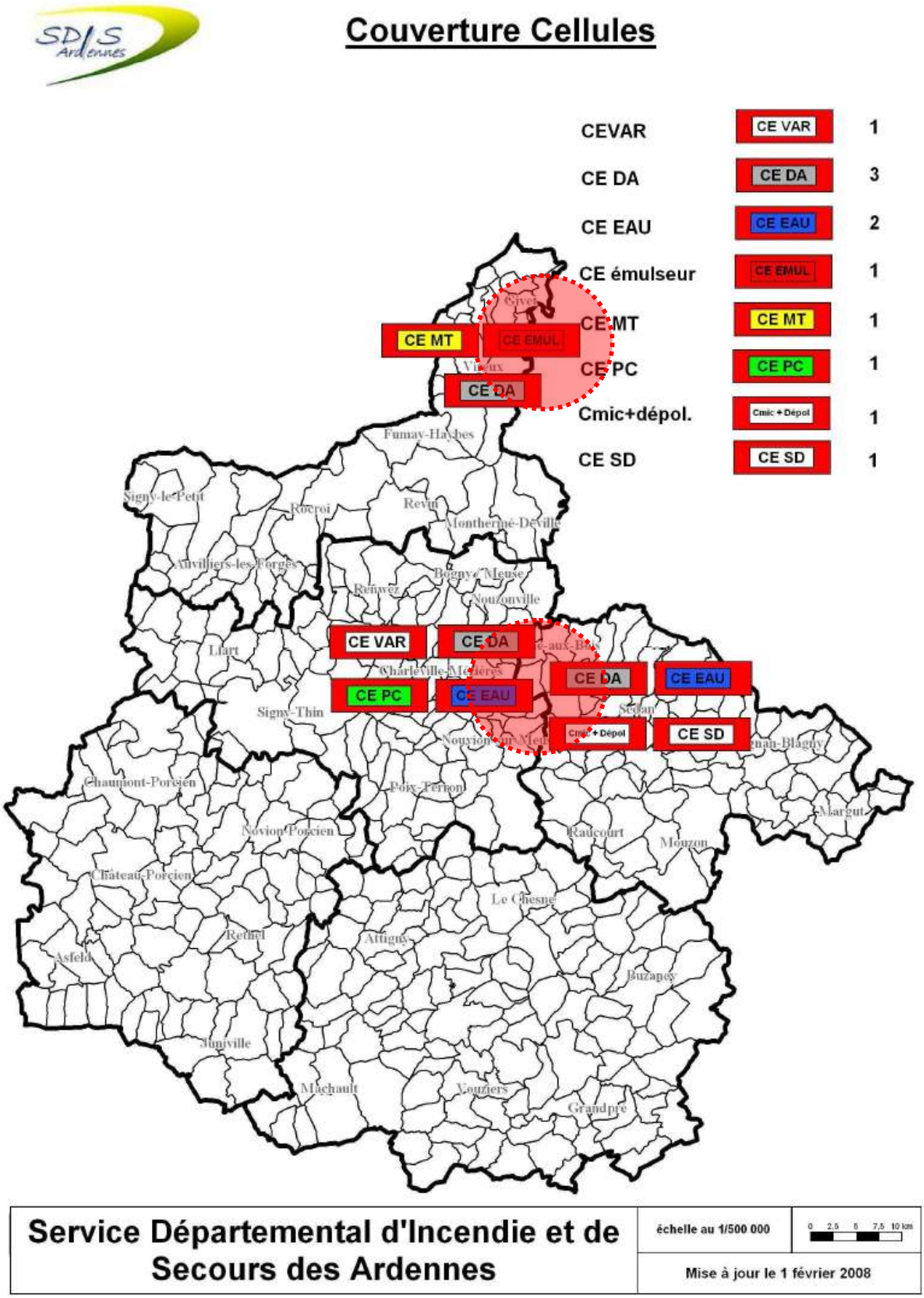
Carte des emplacements des moyens logistiques concourant au risque chimique



Carte « actuelle » des emplacements des moyens dotés en émulseur



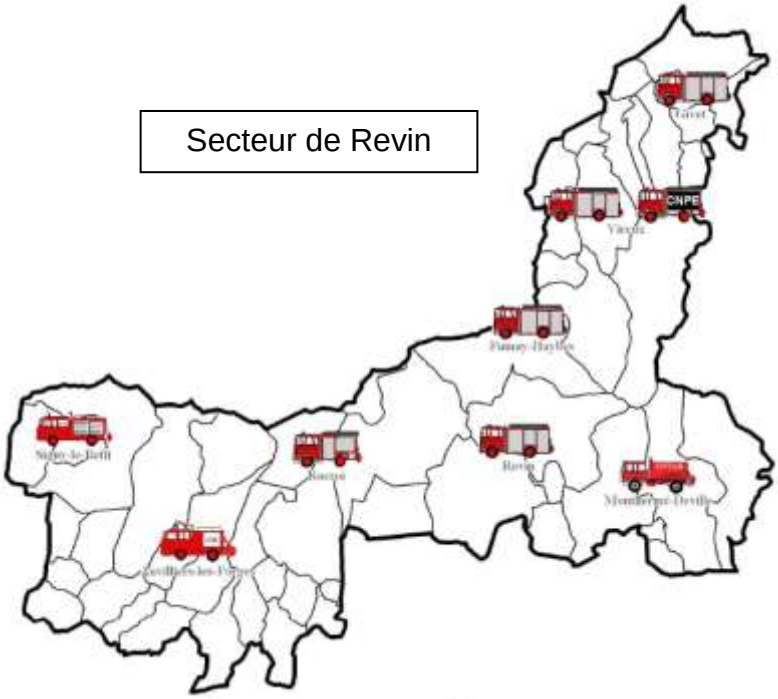
Carte « proposée » des emplacements des moyens dotés en émulseur



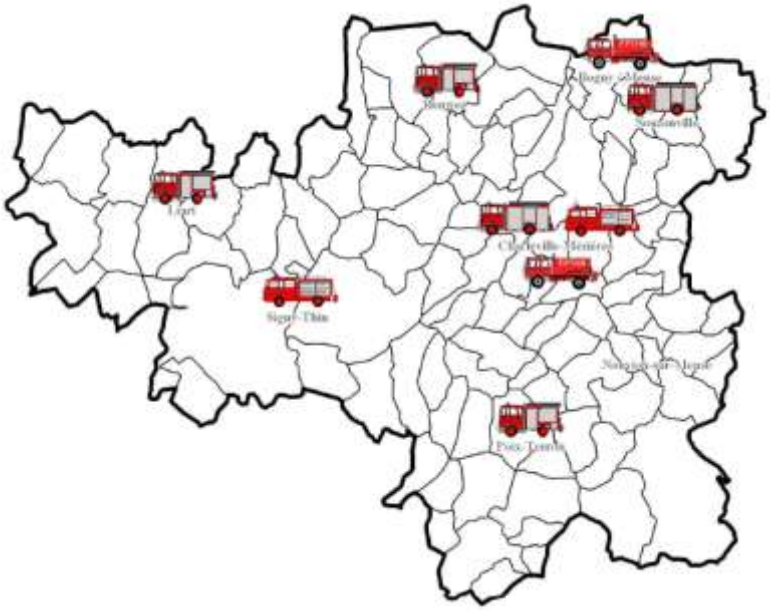
Service Départemental d'Incendie et de Secours des Ardennes	échelle au 1/500 000	0 2,5 5 7,5 10 km
	Mise à jour le 1 février 2008	

Carte des emplacements des moyens courants dotés d'émulseur

Secteur de Revin



Secteur de Charleville Mézières

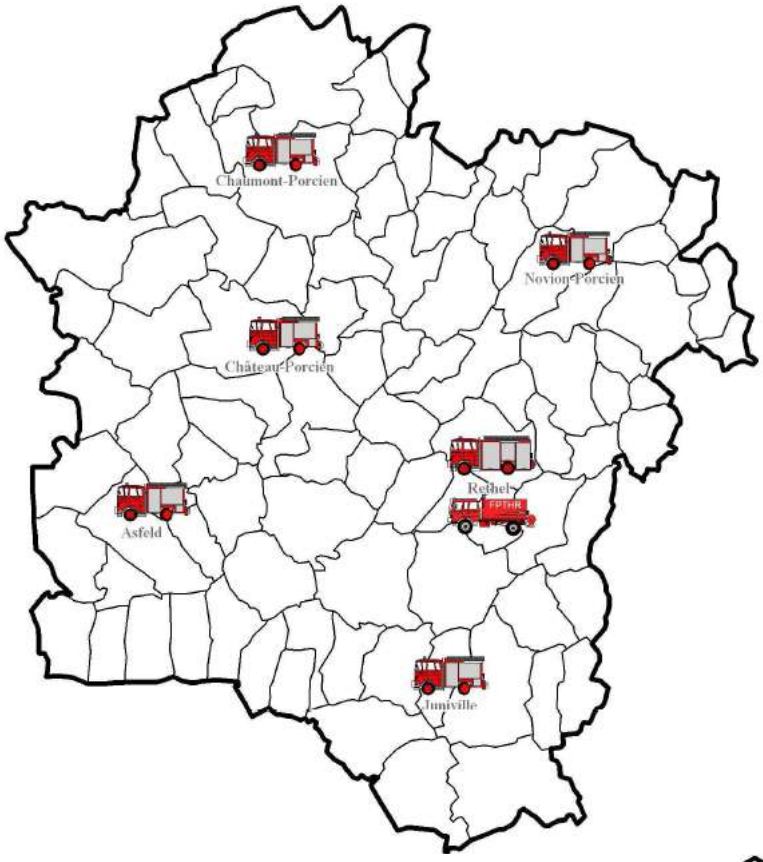


Secteur de Sedan

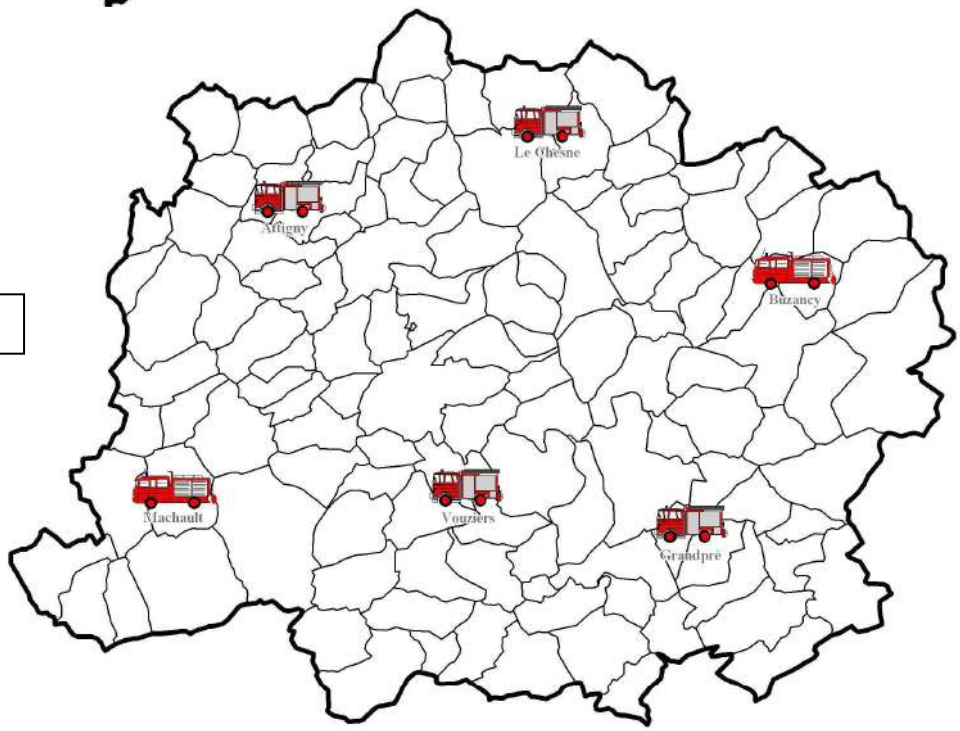


Carte des emplacements des moyens courants doté d'émulseur

Secteur de Rethel



Secteur de Vouziers



A retenir pour les risques « industriels » :

Analyse des risques
Le tissu industriel concerne essentiellement les zones urbanisées, telles que l'agglomération de Charleville Mézières, de Sedan et la vallée de la Meuse en générale. Le secteur de Rethel accueille de plus en plus d'entreprise. La ville de Vouziers dispose d'une industrialisation plus limitée, mais toutefois présente. Les entreprises de type SEVESO seuil bas, situées sur le territoire Ardennais sont celles qui présentent les risques les plus marqués. Toutefois, la réglementation des ICPE et la directive SEVESO imposent à ces entités la mise en place de systèmes de sécurité intégrée. En raison de la prépondérance des entreprises de travail et de transformation des métaux, les risques industriels sont essentiellement liés aux explosions, incendies, fuites et épandages de produits toxiques ou corrosifs et aux pollutions de l'eau, de l'atmosphère et des sols. Le département des Ardennes comporte 7 silos dits « à enjeux importants ». Les risques de pollution sont présents dans toutes les entreprises ou exploitations agricoles qui emploient en grande quantité des matières dites « polluantes et dangereuses pour l'environnement ». Peu d'établissement emploient dans les Ardennes des quantités importantes de liquide inflammable. Aucun stockage de carburant n'existe à l'heure actuelle. Toutefois même de faibles quantités de matières inflammables, nécessitent en cas de sinistre des moyens de lutte adaptés. Les risques industriels présentent, en sus des risques qu'ils font encourir à la population et à l'environnement, la particularité d'engendrer des risques d'ordre économique. Les épisodes de CELLATEX (2001), de THOME GENOT (2006) et de LENOIR ET MERNIER (2008) nous rappellent que les risques proviennent autant des procès industriels, que des détournements volontaires des matières dangereuses, dans le cadre d'actions « terroristes ».
Couverture opérationnelle
• Anticiper, au regard de la centralisation des moyens de reconnaissance et des moyens lourds l'engagement immédiat en plus des moyens courants du véhicule léger de reconnaissance. • Maintenir l'affectation centralisée des agrès spécialisés dans des centres supports disposant d'une organisation et d'une structure mixte, permettant un entretien et un contrôle des matériels réguliers ; • Compléter les moyens lourds en émulseur (berce mousse) dans le secteur de péri urbanisation industrialisé de Charleville Mézières Sedan. • Assurer la formation des personnels spécialisés sur la base des niveaux dits « d'intervention » niveau 2, dans les GNR, afin de faciliter le maintien des acquis et pour favoriser la polyvalence des personnels d'un point de vue opérationnel ; • Favoriser une couverture diffuse du département en formant des personnels relevant des centres de secours à proximité des bassins de risque ;

- Planifier des exercices et des entrainements de cadre réguliers sur des thèmes impliquant des matières dangereuses et faisant appel à des risques connexes ;

- Assurer la formation des personnels des moyens courants à l'habillage et à l'emploi des tenues de protection de type 3 ou équivalent, afin de pouvoir effectuer une mise en sécurité ou un sauvetage d'impliqué soumis à un risque chimique ou biologique, avant l'arrivée des moyens spécialisés ;

- Implanter dans chaque agrès de couverture du risque incendie (type FPT), les équipements de protection (tenue de type 3) afin de pouvoir effectuer une mise en sécurité ou un sauvetage d'impliqué soumis à un risque chimique ou biologique, avant l'arrivée des moyens spécialisés ;

- Positionner dans chaque secteur des moyens de balisage et de zonage, puis des moyens sommaires de lutte contre les pollutions ;

- Adapter et modifier la berce « RCH » existante, en tenant compte des besoins actuels du service, notamment en matière de lutte contre les pollutions ;

- Développer les relations interdépartementales en matière de formation et d'équipement ;

- Favoriser la formation des personnels des Ardennes en matière de décontamination de masse, notamment dans le cadre de la mise en place d'une chaine de décontamination (renfort auprès de la dotation des départements limitrophes et participation à des renforts nationaux) ;

- Favoriser les exercices et les entrainements interdépartementaux en matière de risque chimique, biologique et radiologique ;

- Favoriser la mise en place pour chaque établissement industriel, d'outil d'aide à la décision de type plan ETARE et/ou fiche de départ, orientés sur les risques chimiques, biologiques et radiologiques connus dans l'établissement ;

- Développer une approche « par fonction » (fonction de zonage, d'identification, de détection, de décontamination d'urgence) pour chaque type de risque, afin d'affiner précisément nos besoins, en terme de formation et d'équipement ;

LES RISQUES « AGRICOLES »

Le risque lié aux silos de stockage a été traité dans la partie risque industriel.

LE RISQUE PHYTOSANITAIRE ;

Les composés phytosanitaires servent essentiellement d'engrais pour l'agriculture.

Ils peuvent se trouver sous forme liquide ou solide.

Les entreprises et exploitation employant des matières phytosanitaires sont référencées dans le cadre des réglementations SEVESO et ICPE. Dès lors elles figurent parmi les établissements visés dans la partie risque industriel.

Les risques sont principalement de trois ordres :

- Incendies et explosions (fumées et gaz de combustions toxiques) ;
- Toxique ;
- Pollution des sols et des cours d'eau.

LE RISQUE PARTICULIER LIES AUX POLLUTIONS AGRICOLES

L'agriculture constitue la première cause des pollutions diffuses des ressources en eau. Lorsque l'on considère les pollutions d'origine agricole, il faut englober à la fois celles qui ont trait aux cultures et à l'élevage. Les activités agricoles sont, en particulier, largement impliquées dans les apports d'azote et, surtout, de ses dérivés, nitrates et nitrites, que l'on trouve en forte concentration dans les engrais, mais aussi dans les lisiers et purins d'élevage.

Les pesticides utilisés pour le traitement des cultures sont également une source connue de dégradation des ressources en eau.

Conséquences des pollutions agricoles

Les pollutions d'origine agricole peuvent empêcher certaines utilisations de l'eau, notamment son emploi pour l'alimentation humaine et animale, et certains usages industriels (eaux souterraines et superficielles) et entraîner une dégradation des milieux aquatiques.

Les fertilisants, nitrates et phosphates, concourent ainsi à l'eutrophisation (prolifération des algues) des eaux continentales et littorales, dont les conséquences économiques (impact sur le tourisme, la pisciculture, la conchyliculture,...) s'ajoutent au dommage environnemental et écologique.

Le risque particuliers liés aux engrais à base de nitrate d'ammonium ;

Les ammo nitrates à haut et moyen dosage de nitrate d'ammonium sont classés comme comburants par la législation relative au transport de marchandises dangereuses : ils entretiennent la combustion d'une substance ou d'un matériau déjà enflammé.

Les principaux dangers liés aux engrais contenant du nitrate d'ammonium sont :

- **La décomposition** en présence d'un point chaud entraînant le dégagement de gaz très toxiques pour l'homme. Les conséquences d'une décomposition sont plus graves pour certains engrais composés

- **La détonation** des ammonitrates, notamment à plus de 28 % d'azote. Ce danger est généralement considéré comme peu probable pour les produits conformes aux règles de fabrication en vigueur et stockés dans des conditions normales. Par ailleurs, les poussières d'engrais contenant du nitrate d'ammonium en suspension dans l'air, ne sont pas combustibles et ne présentent pas de risque d'explosion, contrairement aux poussières de grains ou de matières organiques combustibles. *(Cas vraisemblable de l'explosion à AZF en 2001)*

LA PRODUCTION DE METHANE A LA FERME

Plusieurs exploitants agricoles dans les Ardennes, ont mis en place ou vont mettre en place des unités de méthanisation à la ferme.

La méthanisation à la ferme est un procédé biologique permettant de valoriser des matières organiques en produisant une énergie renouvelable (du méthane et de la chaleur) et un digestat utilisé comme fertilisant.

LES RISQUES DANS LES ARDENNES

Stockage d'engrais

Aucun stockage important et dédié d'engrais, n'existe dans le département. Toutefois, des stockages de faible importance et à usage individuel peuvent exister dans les exploitations agricoles des Ardennes.

Production de méthane

Le département des Ardennes fait figure de pionnier puisque deux réalisations existent sur son territoire.

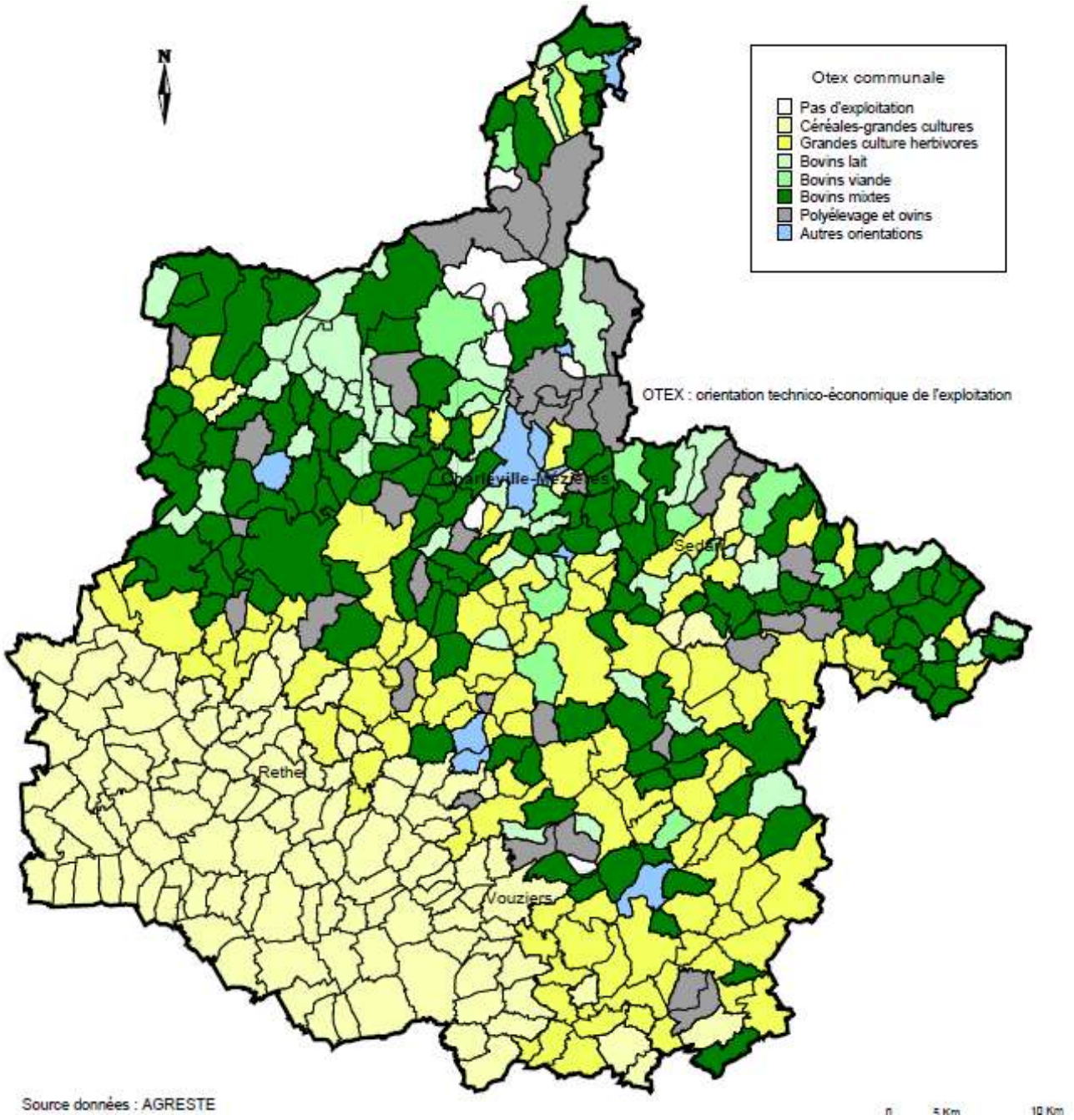
Deux unités de méthanisation existent dans les communes de :

- Etrépigny ;
- Clavy Warby.

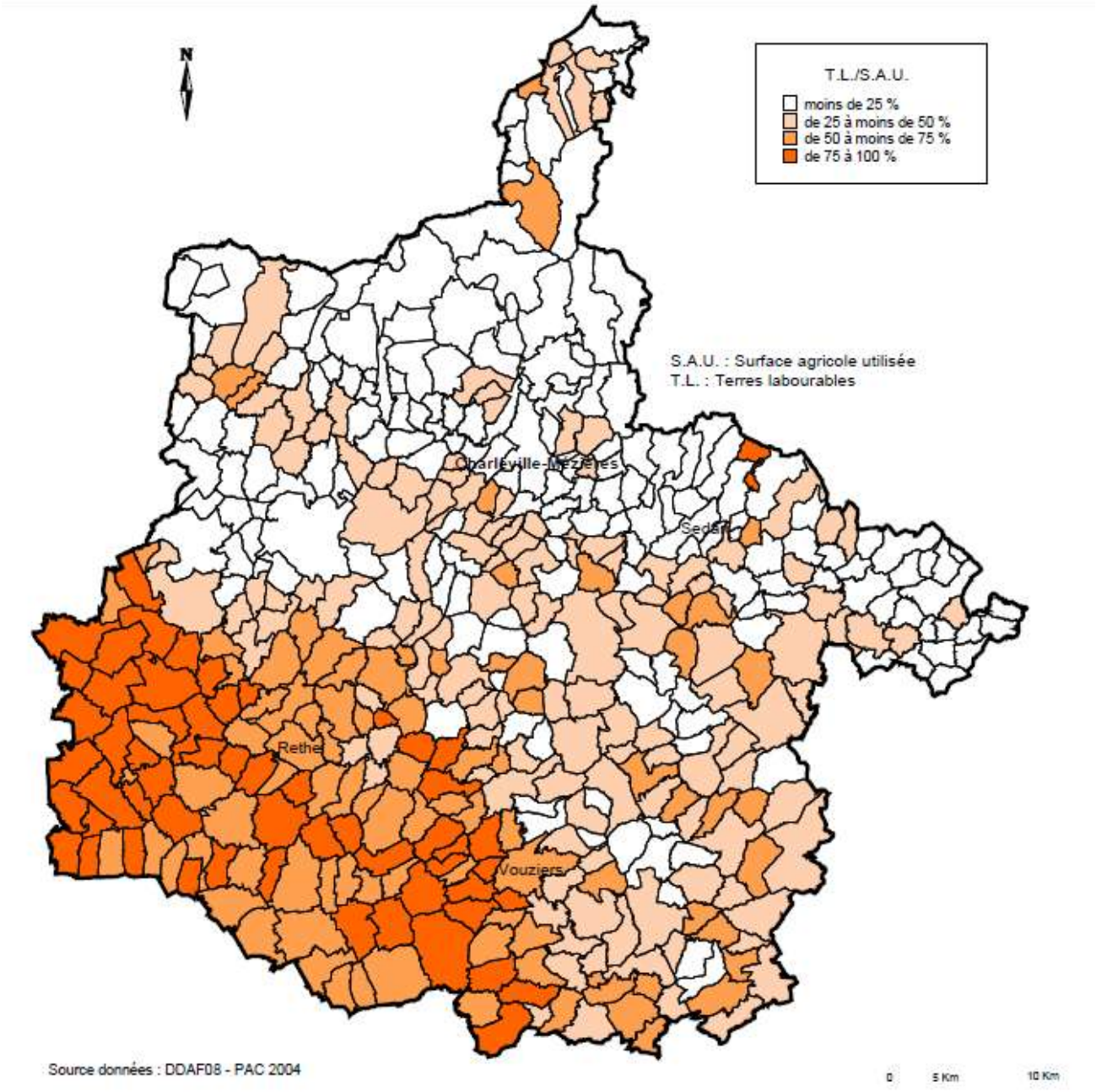
L'installation d'Etrépigny peut produire environ 330.000 m^3 de biogaz par an.

LE RISQUE DANS LES ARDENNES :

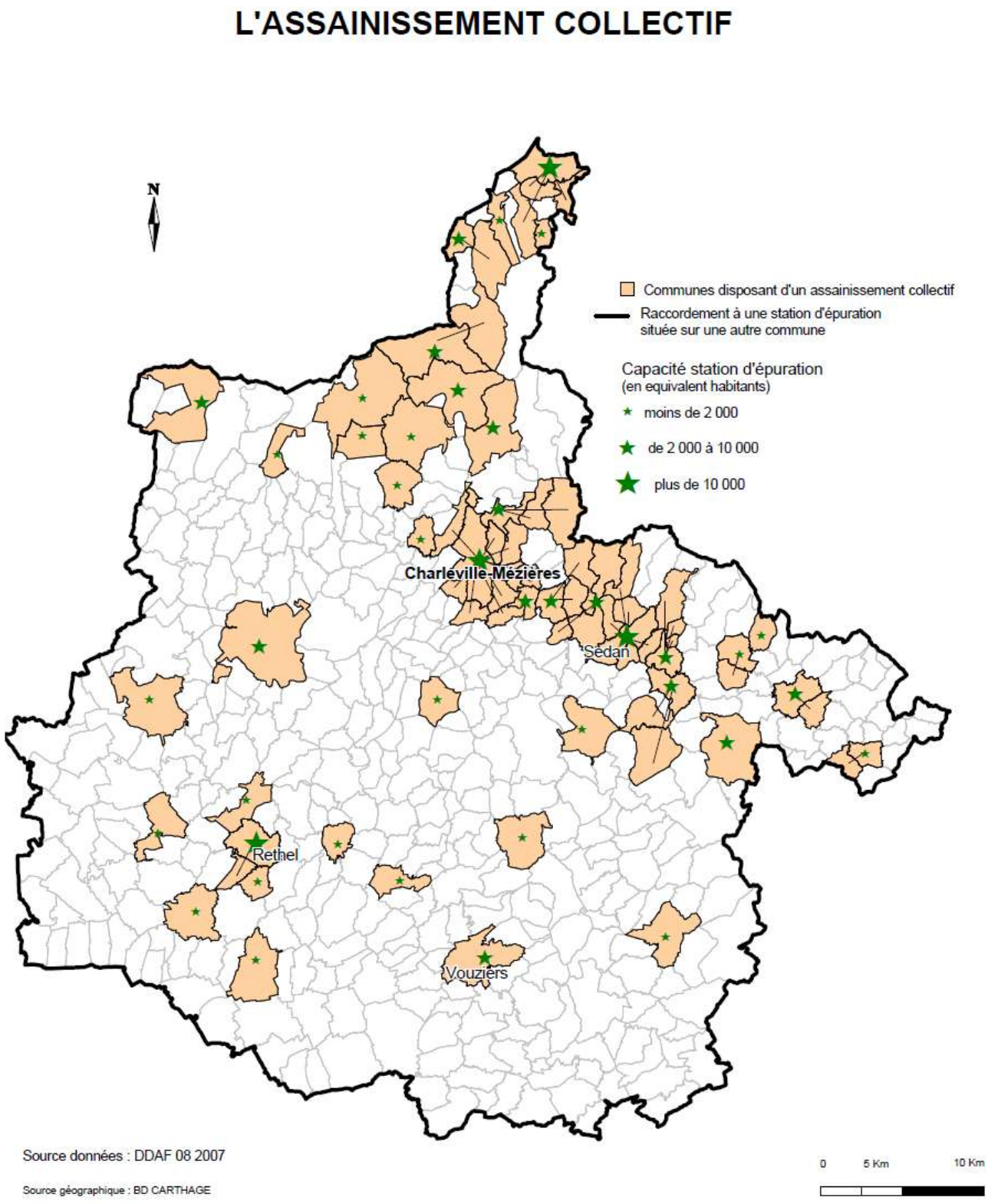
Carte des la répartition des types d'exploitation agricoles (AGRESTE) :



Carte des surfaces labourables :

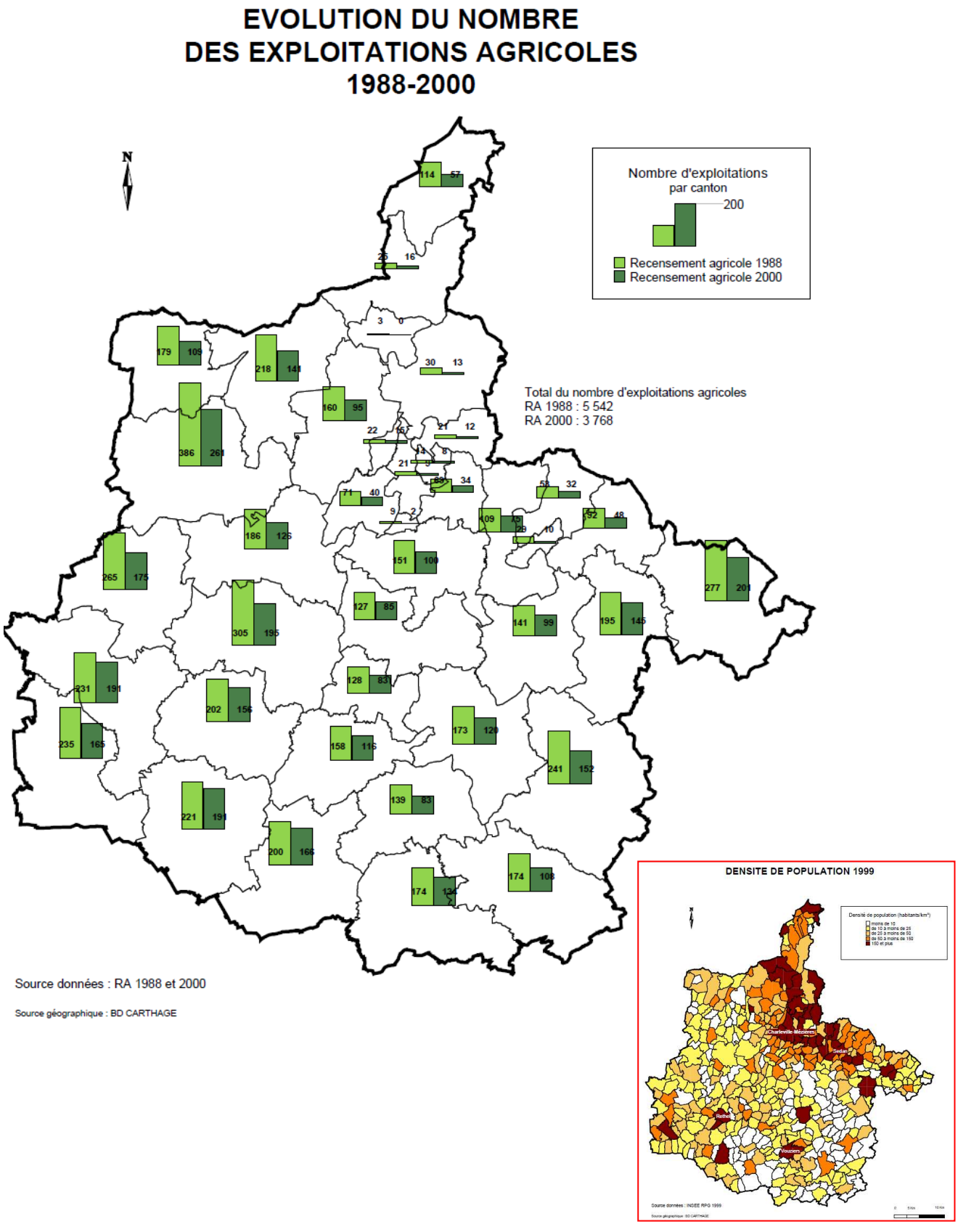


Carte des stations d'épuration en cas de pollution :



LES PROSPECTIVES DANS LES ARDENNES

Carte de l'évolution des exploitations agricoles des Ardennes



L'ANALYSE DETERMINISTE

Le tissu agricole est passé de 1988 à 2000, de 5 542 à 3 768 exploitations soit une perte de 30 %.

Les engrais à risque

Aucune installation de stockage de produits phytosanitaires n'existe dans le département, toutefois des stocks de faible quantité peuvent exister dans chaque exploitation.

Les risques d'explosion en cas d'incendie ne sont alors absolument pas négligeables.

Les unités de méthanisation

Ces installations ne présentent pas de risque important. Le cycle de production et de valorisation de méthane est réalisé et employé en interne.

Les pollutions

Les risques de pollution dans le milieu agricole sont de deux ordres.

- D'une part, il résulte de l'emploi et du stockage des engrais. La plupart des interventions effectuées pour des pollutions dans les exploitations agricoles relèvent d'épandage accidentelle d'engrais sous forme liquide.

- D'autre part, les stockages de carburant à destination des machines agricoles engendrent également des pollutions par déversement d'hydrocarbures dans l'environnement.

Il résulte de ces incidents, dans la majorité des cas, des pollutions de sols et des eaux de surface.

Ce risque est essentiellement situé dans les exploitations employant des engrais. Elles sont essentiellement situées dans le Sud et le Sud Ouest du département (Rethélois et Vouzinois).

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

Les moyens de couverture relèvent dans le cas des risques d'incendie et d'explosion, des moyens dévolus normalement aux risques courants (moyens de lutte contre l'incendie).

Pour les pollutions, les moyens et les personnels spécialisés en risque chimique sont à même de répondre à ce risque conformément aux explications délivrées dans la partie sur les risques industriels.

LES RISQUES « NUCLEAIRES ET RADIOLOGIQUES »

L'UTILISATION INDUSTRIELLE DE LA RADIOACTIVITE

La production d'électricité :

Les centrales de production d'électricité utilisent en France deux énergies distinctes. Le nucléaire et les matières fossiles (gaz, fuel). Les centrales nucléaires emploient pour produire de l'électricité un alternateur entrainé par des turbines, elles mêmes mues par de la vapeur. La production de vapeur est réalisée en captant l'énergie libérée par une réaction en chaine nucléaire maitrisée par le biais d'un fluide caloporteur, l'eau. L'uranium enrichi est employé dans les centrales nucléaires.

Le contrôle non destructif :

Parmi les techniques de contrôle non destructif, l'une d'elles utilise notamment des sources radioactives. Il s'agit de la gammagraphie, qui permet d'apprécier des défauts d'homogénéité dans le métal et en particulier dans les cordons de soudure. Cette technique utilise notamment des sources d'iridium 192 et de cobalt 60.

Mesure de niveau et de densité :

Un faisceau de rayonnement gamma traverse le conteneur rempli d'un liquide. Il est reçu sur un détecteur situé en vis-à-vis. L'atténuation du signal sur ce détecteur permet de connaître le niveau de remplissage du container et de déclencher automatiquement certaines opérations.

Mesure de densité et d'humidité des sols ou gamma densimétrie, en particulier dans l'agriculture et les travaux publics.

Les analyseurs de plomb :

Certains appareils destinés à mesurer la teneur en plomb des peintures, dans le cadre des diagnostics « habitats » emploient une source radioactive.

Les générateurs électriques de rayonnements X

Les générateurs électriques de rayonnements X sont destinés essentiellement à des analyses structurales non destructives (tomographie, diffractométrie…), des vérifications de la qualité des cordons de soudure, ou du contrôle de la fatigue des matériaux (notamment en métallurgie).

Seules les utilisations existantes dans les Ardennes sont développées, d'autres existent.

L'UTILISATION MEDICALE DE LA RADIOACTIVITE

La médecine nucléaire

La médecine nucléaire regroupe toutes les utilisations de radioéléments en sources non scellées à des fins de diagnostic ou de thérapie. Les utilisations de diagnostics se décomposent en techniques in vivo, fondées sur l'administration à un patient de radioéléments, et en applications exclusivement in vitro.

La radiothérapie

La radiothérapie est, avec la chirurgie et la chimiothérapie, l'une des techniques majeures employées pour le traitement des tumeurs cancéreuses. Elle met en œuvre les rayonnements ionisants pour la destruction des cellules malignes. Les rayonnements ionisants nécessaires pour la réalisation des traitements sont, soit produits par un générateur électrique, soit émis par des radioéléments artificiels sous forme scellée.

On distingue la radiothérapie externe (ou transcutanée), pour laquelle la source de rayonnement est placée à l'extérieur du patient de la curiethérapie pour laquelle la source est positionnée au contact direct du patient, dans ou au plus près de la zone à traiter.

La radioscopie

Elle met en œuvre le principe de la radiographie classique, et couvre la grande majorité des examens radiologiques réalisés. Il s'agit principalement des examens osseux, du thorax et de l'abdomen.

LES DIFFERENTS TYPES D'ACCIDENTS

Les accidents de contamination :

Ils conduisent à un rejet de produits radioactifs à l'extérieur des enceintes où ils sont contenus et donc à une contamination de l'environnement. Celle-ci provoque des irradiations externes, puis des irradiations internes par inhalation d'air contaminé ou ingestion d'eau ou d'aliments contaminés.

Les accidents les plus graves survenant dans les centrales électronucléaires font partie de cette catégorie, d'autre part il faut noter les accidents susceptibles de survenir dans les établissements de type médicaux employant des matières radioactives, sont de même nature.

Les accidents d'irradiation :

Ils ont lieu lorsqu'une source radioactive intense sort de ses protections et émet des rayonnements ionisants. De tels accidents peuvent se produire dans les cas d'utilisation de la radioactivité, suivants :

- Les accidents de transport :

Des sources radioactives intenses sont transportées quotidiennement par route et éventuellement par rail. Leurs emballages, constitués de blindages importants, arrêtent les rayonnements et sont conçus et testés de façon à résister à tout accident, y compris aux incendies. Cependant, une fuite au cours d'un accident ne peut être totalement exclue.

Il est impératif de distinguer les accidents de transport de matière radioactive classique et les accidents de transport de combustible nucléaire, neuf ou usagé, qui font l'objet de mesures de protection complémentaires.

- Les utilisations industrielles de radioéléments :

- Les utilisations médicales de source radioactive :

LES SITUATIONS D'URGENCES RADIOLOGIQUES: « LES SUR »

Qu'est ce qu'une SUR :

Les activités radioactives et nucléaires sont exercées de façon à prévenir les accidents, mais aussi à en limiter les conséquences. À cet effet, conformément aux principes de la défense en profondeur, il convient de prévoir les dispositions nécessaires pour faire face à une situation d'urgence radiologique, même peu probable.

Par « **situation d'urgence radiologique** », on entend une situation qui découle d'un incident ou d'un accident risquant d'entraîner une émission de matières radioactives ou un niveau de radioactivité susceptibles de porter atteinte à la santé publique.

Le terme de « **crise nucléaire** » est réservé aux événements pouvant conduire à une situation d'urgence radiologique sur une installation nucléaire de base (CNPE) ou un transport de substances radioactives (TMR).

Les accidents radiologiques peuvent survenir en dehors des installations nucléaires de base :

- Dans un établissement exerçant une activité nucléaire (hôpital, laboratoire de recherche…),
- Du fait de la perte d'une source radioactive,
- Par dissémination involontaire ou volontaire de substances radioactives dans l'environnement.

Les principes de l'intervention

Devant la multiplicité des émetteurs possibles d'une alerte et des circuits d'alerte associés aux situations accidentelles mettant en jeu des matières radioactives, il est nécessaire d'identifier un guichet unique où aboutissent toutes les alertes et d'où elles sont répercutées vers les autres acteurs.

Le guichet unique est le centre de traitement de l'alerte centralisé des appels de secours des sapeurs-pompiers (CODIS-CTA).

Une fois les pouvoirs publics alertés, l'intervention comporte généralement quatre phases principales :

- La prise en charge des personnes impliquées,
- La confirmation du caractère radiologique de l'événement,
- La mise en sécurité de la zone et la réduction de l'émission,
- La mise en propreté.

Les plans d'urgence en matière de risque radiologique dans les Ardennes

Un plan d'urgence est un document à vocation pratique et opérationnelle. Les plans d'urgence sont des documents établis par les pouvoirs publics et les industriels d'installations à risques (ils concernent aussi bien des installations fixes - centrales nucléaires-... que des installations mobiles - transports de matières dangereuses -). Ils visent en particulier à définir les mesures nécessaires pour protéger les travailleurs, la population et l'environnement des conséquences d'un incident ou d'un accident.

- **Les PUI : Les plans d'urgence interne (PUI)**, établi par l'exploitant, a pour objet de ramener l'installation dans un état sûr et de limiter les conséquences de l'accident. Il précise l'organisation et les moyens à mettre en œuvre sur le site. Il comprend également les dispositions permettant d'informer rapidement les pouvoirs publics.

- **Les PPI : Les plans particuliers d'intervention (PPI)**, établi par le préfet, a pour objet de protéger à court terme les populations en cas d'accident sur une installation nucléaire de base (INB). Il précise les missions des différents services concernés, les schémas de diffusion de l'alerte et les moyens matériels et humains.

- **ORSEC-TMR : Les plans de secours annexés au plan ORSEC « transport de matières radioactives (ORSEC-TMR),** établi par le préfet, a pour objet de protéger à court terme les populations en cas d'accident sur un transport de matières radioactives. Il précise les missions des différents services concernés, les schémas de diffusion de l'alerte et les moyens matériels et humains.

NOTA : Le plan ORSEC

Le plan Orsec s'inscrit dans le dispositif général de la planification de défense et de sécurité civiles. Il organise la mobilisation, la mise en œuvre et la coordination des actions de toute personne publique et privée concourant à la protection générale des populations.

Le dispositif opérationnel Orsec constituant une organisation globale de gestion des événements est adaptée à la nature, à l'ampleur et à l'évolution de l'événement par son caractère progressif et modulaire. Il organise l'échange d'informations provenant des personnes publiques et privées afin d'assurer une veille permanente.
Cette organisation globale prévoit des dispositions générales traitant des éléments nécessaires à la gestion de tout type d'événement, complétées, le cas échéant, par des dispositions spécifiques pour faire face aux conséquences prévisibles de chacun des risques et menaces recensés.

Le plan Orsec comprend :

- Un inventaire et une analyse des risques et des effets potentiels des menaces de toute nature pour la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement, recensés par l'ensemble des personnes publiques et privées ;

- un dispositif opérationnel répondant à cette analyse et qui organise dans la continuité la réaction des pouvoirs publics face à l'événement ;

- les modalités de préparation et d'entraînement de l'ensemble des personnes publiques et privées à leur mission de sécurité civile.

Il est organisé en dispositions générales (DG) et en dispositions spécifiques (DS). Les DG forment le tronc commun du plan avec notamment l'organisation de gestion de crise, l'alerte, la remontée d'information, les éléments du plan rouge etc. Les DG forment une boite à outils intégrant les éléments spécifiques aux risques particuliers. Elles intègrent les éléments des anciens PSS et PPI.

Les exercices nationaux dans les CNPE

Tous les 5 ans, un exercice PPI est organisé sur chaque CNPE (3 ans pour les départements frontaliers), le calendrier est fixé pour 2009 dans les Ardennes (exercice déjà organisé en 2003 et 2006). Afin de remplir cette obligation et pour valider la refonte du PPI, des exercices de cadres permettront d'appréhender les missions et le rôle de chacun lors des exercices et lors de crises éventuelles.

Les exercices concernent d'une part les mesures propres à l'organisation de la réponse technique face à une crise radiologique et d'autre part l'organisation de la mise en place des actions de protection des populations.

LE RISQUE DANS LES ARDENNES

Le Centre National de Production Electrique de Chooz :

Implanté sur la commune de CHOOZ à 50 Km au nord-nord-est de CHARLEVILLE-MEZIERES, le CNPE de CHOOZ occupe une superficie de 134 hectares sur la rive gauche de la Meuse et 60 hectares sur la rive droite (site de l'ancienne centrale « CHOOZ A »). La Meuse forme un méandre presque fermé autour du site.

Les agglomérations importantes les plus proches sont :

- *GIVET à 6 Km au nord-nord-est*
- *FUMAY à 12 Km au sud-ouest*
- *REVIN à 20 Km au sud-ouest*

La frontière Belge entoure le site à l'Est, au Nord et à l'Ouest. La distance la plus proche entre le CNPE et la frontière est de 4 Km (à l'Est et à l'Ouest).

Le Site de Chooz comprend deux générations de centrales nucléaires de production d'électricité de type Réacteur à Eau Pressurisée (REP) :

- **Chooz A** d'une puissance de 305 Mégawatts, démarrée en 1967, mise à l'arrêt en 1991, et actuellement en cours de démantèlement jusqu'en 2016 ;

- **Chooz B** comporte deux unités pouvant chacune produire 1450 Mégawatts sur le réseau électrique (Chooz B1 démarrée en août 1996 et Chooz B2 avril 1997). Ces deux unités sont de type Réacteur à Eau Pressurisée (comme toute la filière française actuelle). Ce sont les premières unités du nouveau palier de puissance appelé N4.

Le CNPE de Chooz fait l'objet d'un plan particulier d'intervention (PPI) arrêté par le Préfet des Ardennes, conformément à la réglementation en vigueur en matière de planification opérationnelle face au risque radiologique et nucléaire.

L'accident grave dans une centrale électronucléaire et ses conséquences :

L'accident le plus grave sur une telle installation est une rupture importante dans le circuit primaire de refroidissement du cœur du réacteur. La conséquence en est que l'eau du circuit primaire s'échappe et que le cœur n'est plus refroidi. Continuant à s'échauffer, celui-ci peut fondre. Des circuits de secours d'injection d'eau entrent alors en action et rétablissent petit à petit le refroidissement du cœur, avant que celui-ci n'ait fondu. Un tel accident est dit accident de dimensionnement.

Les centrales françaises ont été conçues pour que l'enceinte de confinement, enceinte béton qui contient le réacteur, résiste à toutes les contraintes pouvant résulter de l'accident grave **pendant au moins vingt quatre heures.** Au-delà, si la pression dans l'enceinte augmentait jusqu'à risquer de dépasser la limite de résistance de celle-ci, il est possible de la dépressuriser à travers des filtres qui retiendraient la majeure partie de la radioactivité répandue à l'intérieur.

Ceci étant, on **considère qu'il pourrait être nécessaire d'évacuer la population dans un rayon donné autour de la centrale, avant que ne se produisent des rejets substantiels de radioactivité,** et qu'il y aurait lieu de demander à la population de se mettre à l'abri à l'intérieur d'habitations ou de locaux fermés dans un rayon de dix kilomètres.

« Le préfet, saisi d'une alerte par l'exploitant, informe immédiatement le ministre de l'intérieur par le biais du COGIC (Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises), et, le cas échéant, prend la direction des opérations de secours. Il met en œuvre les dispositions du plan ORSEC (PPI) et ordonne les actions de protection de la population. »

Quelles actions de protection des populations ?

En cas d'accident grave, et à titre préventif, plusieurs mesures peuvent être envisagées par le préfet pour protéger la population :

- **La mise à l'abri et à l'écoute :** les personnes concernées, alertées par une sirène, devraient se mettre à l'abri dans un bâtiment en dur, toutes ouvertures soigneusement closes, et y rester à l'écoute des consignes du préfet ;
- **La prise de comprimé d'iode:** sur ordre du préfet, les personnes susceptibles d'être touchées par ces rejets devraient prendre la dose prescrite de comprimés d'iodure de potassium ;
- **L'évacuation :** en cas de menace imminente de rejets radioactifs importants, le préfet peut ordonner l'évacuation. Les populations sont alors invitées à préparer un bagage, mettre en sécurité le domicile et quitter celui-ci pour se rendre au point de regroupement le plus proche ;
- **L'interdiction ou la limitation de consommation de denrées alimentaires**

Le rôle du SDIS :

Dans ce cadre le SDIS doit effectuer des mesures de radioactivité dans l'environnement et participer avec d'autres services à la mise en place des actions précitées de sauvegarde des populations.

Le SDIS des Ardennes prend dans cette organisation opérationnelle, une part importante. Il participe en plus de son action visant à mettre en sécurité les populations à une action particulière, relevant du domaine radiologique : Les mesures de radioactivité dans l'environnement.

Un ensemble de points de mesures a été défini autour du site nucléaire, en fonction de l'occupation des sols et des spécificités géographiques (reliefs, cours d'eau…). Ces points sont numérotés et permettent à toutes les entités impliquées dans le domaine des mesures de radioactivité de disposer d'un référentiel commun.

Les équipes du SDIS débutent et effectuent ces mesures dans l'environnement pour le compte des pouvoirs publics. Ils participent en sus à la mesure de mise en sécurité et d'évacuation des populations.

Le démantèlement de Chooz A de 2008 à 2016.

Le flux de transport routiers et ferroviaires de matières démantelées du premier réacteur de Chooz, sera accrus jusqu'en 2016 (1200 tonnes de déchets en cours de traitement et évacuées d'ici à 2016)

Ces déchets seront évacués par voies routières et ferroviaires. Les enjeux liés à la protection des personnes et de l'environnement, peuvent être importants, tant lors des opérations actives de démantèlement, que lors des phases passives de surveillance.

En outre, le caractère fortement évolutif de l'installation est un facteur de risque non négligeable dans la mesure où il est plus difficile que pour une installation en exploitation de garantir la prise en compte cohérente et exhaustive de l'ensemble des risques qu'elle présente.

Les risques sont donc multiples :

- Les risques liés à la **gestion des déchets** sont présents pendant toutes les phases où la production de déchets est importante ou très diverse.

- Enfin, sont à considérer **les risques courants** pouvant générer des conséquences non négligeables du point de vue de la radioprotection (**risque d'incendie** dû aux travaux de découpe ou par points chauds, risque d'explosion, **risque électrique**, risque lié à la manutention, **risque chimique** lié à l'usage de solvants, etc.).

- Sont également à prendre en compte les risques liés aux **secours à personne** (les opérations de démantèlement exigent que des travailleurs aillent dans des lieux qu'il n'était pas usuel de fréquenter en exploitation).

- Les risques liés au problème de la **stabilité de structures** partiellement démontées sont également à prendre en considération, ainsi que les risques liés à l'obsolescence des matériels (notamment, en ce qui concerne les départs de feu dans les installations électriques anciennes).

Le transport de combustible irradié :

La fabrication du combustible puis le retraitement de celui-ci à l'issue de son passage dans les réacteurs nucléaires constituent le cycle du combustible.

La présence en territoire Ardennais d'un CNPE, implique des flux de matières combustibles irradiés. Les éléments de combustible non activés et ceux usagés, sont diligentés ou retirés du site avant et après utilisation, par voie ferroviaire et routière.

Les convois sécurisés et encadrés par les forces de l'ordre assurent une liaison entre le site du CNPE à Chooz et le site de chargement multimodal de Vireux Wallerand.

Ainsi un flux de matière radioactive dite du « cycle du combustible » empreinte les voies routières et ferroviaires des Ardennes.

Les déchets radioactifs :

Les exploitations employant des matières radioactives doivent assurer après leur utilisation, l'élimination des déchets. Ces déchets présentent des risques non négligeables en matière de protection des populations, notamment lors de leur évacuation et de leur transport.

L'élimination de ces déchets entraine des flux de matière et des transports par voies routières et ou ferroviaires.

Les producteurs de déchets radioactifs sont identifiés dans les Ardennes par l'Autorité de Sureté Nucléaire « ASN » et par l'Agence Nationale des Déchets RAdioactifs « ANDRA » :

Les types de déchets radioactifs dans les Ardennes :

DEPARTEMENTS : 08-10-51-52

CATEGORIE	LOCALISATION – SITES DETAILLES DANS LES TABLEAUX (Voir pages suivantes)	LOCALISATION – SITES DETAILLES DANS LES FICHES (Voir pages suivantes)	FICHE N°	PAGE
1 – Amont du cycle du combustible				
2 – Centres Nucléaires de Production d'Electricité		CHOOZ - 08 CHOOZ - 08 NOGENT-SUR-SEINE - 10	CHA 01 CHA 08 CHA 03	91 92 93
3 – Aval du cycle du combustible				
4 – Etablissements de traitement des déchets ou de maintenance				
5 – Centres d'études et de recherche du CEA civil				
6 – Etablissements de recherche (hors centres CEA)				
7 – Activités médicales : diagnostic, thérapeuthique, analyses	CHARLEVILLE-MEZIERES - 08 REIMS - 51 CHAUMONT - 52			
8 – Activités industrielles : fabrication de sources, maintenance, contrôle				
9 – Industries non nucléaire, utilisation de matériaux naturellement radioactifs ou de radionucléides				
10 – Centres d'études, de production ou d'expérimentation de la force de dissuasion		MORONVILLIERS - 51	CHA 04	94
11 – Etablissements de la Défense - DGA - SSA - Armées Terre / Air / Mer - Gendarmerie	CHALONS-EN-CHAMPAGNE - 51 COURCY - 51			
12 – Entreposages, stockages		SOULAINES-D'HUYS - 10 MORVILLIERS-LA-CHAISE - 10	CHA 02 CHA 09	95-96 97

Recensement régional : **10** producteurs ou détenteurs de déchets, rattachés à **10** communes

Sites assainis et/ou en cours ou en attente d'assainissement	PARGNY-SUR-SAULX - 51	

ACTIVITES MEDICALES

N° LIGNE	SITUATION GEOGRAPHIQUE	DEPT	INTITULE DE L'UNITE	RADIONUCLEIDES UTILISES	EXUTOIRE
1	CHARLEVILLE-MEZIERES	08	CENTRE HOSPITALIER DE CHARLEVILLE-MEZIERES / MEDECINE NUCLEAIRE	57Co - 99mTc - 123I - 131I - 153Sm - 201Tl	décroiss. / CSFMA
2	REIMS	51	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS - HOPITAL ROBERT DEBRE / BIOCHIMIE - RADIOIMMUNOLOGIE	3H - 35S - 125I	décroiss. / CSFMA
3	REIMS	51	POLYCLINIQUE DE COURLANCY / CURIETHERAPIE	192Ir	décroiss.
4	CHAUMONT	52	CENTRE HOSPITALIER DE CHAUMONT / MEDECINE NUCLEAIRE	51Cr - 67Ga - 90Y - 99mTc - 131I - 153Sm - 169Er - 186Re - 201Tl	décroiss.

Il est important de noter l'entrée en France de transports de déchets radioactifs par le poste frontière de GUE D'HOSSUS.

Les stockages des déchets radioactifs :

Carte des sites de stockage, identifiés dans les Ardennes.



Détail de l'inventaire régional de 2005 des déchets radioactifs dans les Ardennes (ANDRA) :

INVENTAIRE NATIONAL DES DECHETS RADIOACTIFS

FICHE N° CHA 1 **MISE A JOUR : JUIN 2005**

NOM DU SITE : CHOOZ "B"
EXPLOITANT : EDF

REGION : CHAMPAGNE-ARDENNE
DEPARTEMENT : ARDENNES (08)
COMMUNE : CHOOZ

CATEGORIE :
CENTRES NUCLEAIRES DE PRODUCTION D'ELECTRICITE

DESCRIPTION BREVE :
Deux réacteurs nucléaires REP de 1 450 MWe en service. Premier couplage au réseau en 1996.

DECHETS			FAMILLES ET VOLUMES			
NATURE DES DECHETS :	ACTIVITE	RADIO NUCLEIDE(S)	%	CODE FAMILLE	CLASSE	Volume conditionné (m^3)
SITUATION AU : 31/12/2004						
1. **Déchets de moyenne activité (MA - VL) entreposés en piscine**	34 PBq	PA (PF)				
- Grappes (autres que source) (quantité 169)			100	F2-2-01	MA-VL	1,2
- Grappes sources (quantité 8)			100	F2-2-01	MA-VL	0,1
- Doigts de gants RIC en étuis (1 pièce)			100	F2-2-01	MA-VL	0,1
- Eléments de structure d'assemblage ou autres (quantité 2)			100	F2-2-01	MA-VL	0,1
2. **Déchets non conditionnés de moyenne faible ou très faible activité (MA-FA VC ou TFA)**	403 GBq	PA (PF)				
- Métaux ferreux (2,8 tonnes)			100	F3-7-02	FMA-VC	0,6
- Filtres d'eau (0,9 tonnes)			100	F3-01b	FMA-VC	0,3
- Pièges à iode – charbon actif (21 tonnes)			100	TFA-02	TFA	42
- Boues séchées (2,6 tonnes)			100	TFA-02	TFA	2
- Silice, sable, corindon, grenaille (0,6 tonnes)			100	TFA-02	TFA	0,4
- Huiles (6,1 tonnes)			100	F3-7-01	FMA-VC	-
- Résines échangeuses d'ions APG (14,3 tonnes)			100	F3-7-01	FMA-VC	1,2
- Résines échangeuses d'ions APG (86 tonnes)			100	TFA-02	TFA	96
- Résines échangeuses d'ions APG (43 tonnes)			100	F3-2-04	FMA-VC	70
- Amiante (0,2 tonnes)			100	TFA-02	TFA	1
- Piles (0,9 tonnes)			100	TFA-02	TFA	1,3
3. **Déchets conditionnés à fin 2004 dans 349 colis en attente d'expédition à l'Andra pour stockage ou à CENTRACO pour traitement**	22,3 TBq	PA (PF)				
a) Répartition des colis par type de conditionnement et famille						
- Fûts de 200 litres (quantité 77)			100	F3-01b	FMA-VC	10
- Coques de 2 m^3 (quantité 33)			100	F3-2-05	FMA-VC	66
- Coques de 1,2 m^3 (quantité 14)			100	F3-2-05	FMA-VC	17
- Fûts de 200 litres (quantité 115)			100	F3-7-01	FMA-VC	3
- Fûts de 200 litres (quantité 83)			100	F3-7-02	FMA-VC	8
- Big bag de 1 m^3 (quantité 27)			100	TFA-02	TFA	27

REGIME ADMINISTRATIF : INB 139 (réacteur 1) INB 144 (réacteur 2)

SOURCE D'INFORMATION : EDF

INVENTAIRE NATIONAL DES DECHETS RADIOACTIFS

FICHE N° CHA 8 **MISE A JOUR : MAI 2005**

NOM DU SITE : CHOOZ (AD)

EXPLOITANT : EDF

REGION : CHAMPAGNE-ARDENNE
DEPARTEMENT : ARDENNES (08)
COMMUNE : CHOOZ

CATEGORIE :
CENTRES NUCLEAIRES DE PRODUCTION D'ELECTRICITE

DESCRIPTION BREVE :
Premier réacteur nucléaire REP (de 305 MWe) construit en France, Chooz A est mis en service en 1967. Construit et exploité par EDF et des sociétés belges regroupées dans la « Société Electro Nucléaire des Ardennes » (SENA). Arrêté définitivement en 1991, le réacteur est mis à l'arrêt définitif en 1999. La fin du démantèlement total des installations, à la charge d'EDF, est prévu pour 2024.

DECHETS			FAMILLES ET VOLUMES			
NATURE DES DECHETS :	ACTIVITE	RADIO NUCLEIDE(S)	%	CODE FAMILLE	CLASSE	Volume conditionné (m^3)
SITUATION AU : 31/12/2004						
1. Déchets de Faible et Moyenne Activité à Vie Longue (FMA-VL)						
- Crayons sources (quantité 138)	68,4 TBq	PA (PF)	100	F2-2-01	MA-VL	1,4
2. Déchets de Faible et Moyenne Activité à Vie Courte (FMA-VC)						
- Gants, vinyle, tenues de protection (déchets technologiques) (22 m^3)	-	PA (PF)	100	F3-7-01	FMA-VC	4,4
- Huiles (0,3 m^3)	-	PA (PF)	100	F3-7-01	FMA-VC	-
- Déchets graisseux (9 fûts de 200 litres)	-	PA (PF)	100	F3-7-01	FMA-VC	0,1
- Bois (16 fûts de 200 litres)	-	PA (PF)	100	F3-7-01	FMA-VC	0,2
- Filtres de circuit d'eau (8 fûts de 200 litres)	-	PA (PF)	100	F3-2-11	FMA-VC	4
- Gravats, terre (33 fûts de 200 litres)	-	PA (PF)	100	F3-2-11	FMA-VC	8
- Durcisseur et solvant (0,2 m^3)	-	PA (PF)	100	F3-7-01	FMA-VC	-
- Plomb (1 caisson 5 m^3)	-	PA (PF)	100	F3-7-01	FMA-VC	0,5
3. Déchets de très faible activité (TFA)						
- Enrobé routier bitumeux (83 fûts de 200 litres)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	17
- Déchets amiantés (1 fût de 200 litres)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	0,2
- Câbles électriques (15 m^3)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	15
- Pulvérulents (7 fûts de 200 litres)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	1,4
- Verre (1 fût de 200 litres)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	0,2
- Amiante / polystyrène (9 big-bag)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	9
- Plâtre (37 big-bag)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	37
- Ferrailles (22 caissons de 8 m^3)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	76
- Ferrailles (3 conteneurs de 6 m^3)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	18
- Laine de roche (11 big-bag)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	11
- Boues	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	0,4
- Gravats (53 big-bag)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	53
- Gravats (2 caissons de 5 m^3)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	10
- Cables électriques (6 conteneurs de 2 m^3)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	12
- Gravats (300 tonnes)	-	PA (PF)	100	TFA-02	TFA	210

REGIME ADMINISTRATIF : INB 163 - Décret d'autorisation de démantèlement partiel et de création de l'INB d'entreposage.

SOURCE D'INFORMATION : EDF

Les industries dotées de portique de détection de la radioactivité :

Certaines entreprises dans le cadre de leurs activités industrielles doivent, soit prévenir l'introduction sur leur site et dans leur process industriel de traces de radioactivité, soit s'assurer que les déchets de leurs utilisations de matières radioactives ne quittent le site, par le schéma classique de retraitement des déchets.

Aussi, elles sont dotées en limite d'enceinte, de portique de détection de la radioactivité. Ces portiques permettent également de détecter une éventuelle situation d'urgence radiologique (SUR), provenant ou non de leur établissement.

Sont concernés entre autres :

- Le centre de stockage et de traitement des ordures ménagères d'Eteignière ;
- Le centre hospitalier de Charleville Mézières,
- Le centre de valorisation des métaux de Nouzonville ;
- Le Centre National de Production d'Electricité de Chooz.

La liste des établissements employant des matières radioactives figure en annexe VII.

Les sites industriels et médicaux employant des matières radioactives dans les Ardennes

De nombreuses entreprises emploient dans leurs process industriels, des appareils utilisant la radioactivité.Ces sites sont répertoriés et connus des services de l'état (DRIRE – ASN) chargés de leur contrôle.

Ils relèvent en sus, de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Tableau des entreprises concernées par les utilisations industrielles :

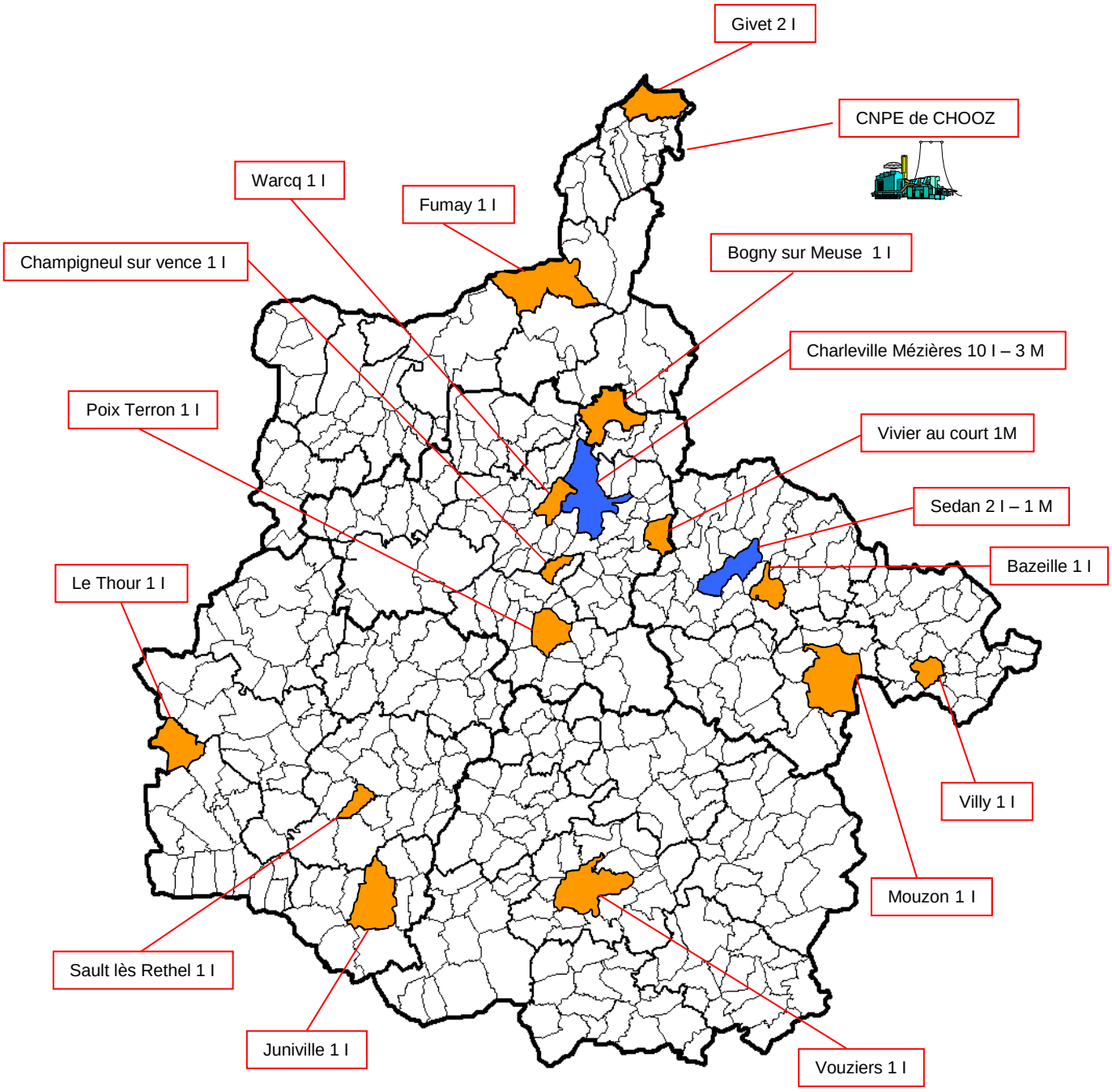
Ville	*Raison Sociale*	*CP*	*Rue*	*Type d'utilisation*
BAZEILLES	UNILIN SA	08140	ZI DE BAZEILLES BP 18	Appareil de mesure
BOGNY SUR MEUSE	SARL ADIAG-IMMO	08120	57, rue Roger Salengro	Contrôle non destructif
CHAMPIGNEUL SUR VENCE	Cabinet JALOUX Bruno	08430	Route de la Mairie	Contrôle non destructif
CHARLEVILLE MEZIERES	FONDERIES GRANDRY	08001	21 rue Jules Lobet BP 15	Contrôle non destructif
	DDE	08011	7, rue Albert Caquot BP 852	Appareil de mesure
	URANO (ENTREPRISE)	08013	Chemin de Sury WARCQ - BP 2	Appareil de mesure
	C.R.I.T.T.	08000	3 Boulevard Jean Delautre ZHT du Moulin Leblanc	Contrôle non destructif
	Delaloi Géomètre-Experts Associés	08000	22, rue Waroquier	Contrôle non destructif
	Cabinet ALIZE - OLIVIER MOQUET	08000	1, bis rue de l'Eglise	Contrôle non destructif
	GEOMETRE EXPERT DPLG	08000	16, rue des granges Moulues	Contrôle non destructif
	PSA PEUGEOT CITROEN	08001	ZI les Ayvelles	Appareil de mesure et contrôle non destructif
	AZURTECH Environnement SARL	08001	53, Rue Ferroul	Contrôle non destructif
	CAL PACT des Ardennes	08000	103, Cours Briand	Contrôle non destructif
		08000	Route de Warnécourt	Appareil de mesure
FUMAY	Cabinet d'Expertise NICOLAY JEAN-GUY	08170	2, rue des Déportés	Contrôle non destructif
GIVET	SOPAL	08600	Rue du Luxembourg	Appareil de mesure
	EDF - CNPE DE CHOOZ	08600	BP 174	Comptage étalonnage et recherche
JUNIVILLE	EUROLUZ	08310	B.P. 6 PAUVRES	Appareil de mesure
LE THOUR	AALLO EXPERT IMMOBILIER	08190	2, rue de Lor	Contrôle non destructif
MOUZON	FAURE CIA	08210	ZONE INDUSTRIELLE BP 27	Appareil de mesure
	ARCELOR	08210	RUE DE LA DEMI-LUNE B.P.3	Appareil de mesure et contrôle non destructif
POIX TERRON	TRELLEBORG STANTON S.A	08430	RN 51	Appareil de mesure
SAULT LES RETHEL	SMURFIT MARTIN-GUILLEMIN	08300	Rue de la Petite Prée BP 5109	Appareil de mesure
SEDAN	CABINET D'EXPERTISES ARDEN'BAT	8200	3 rue de la Budille	Appareil de mesure
	TARKETT	08203	2, Avenue François Sommer	Contrôle non destructif
	TARKETT	08203	2, Avenue François Sommer	Appareil de mesure
VILLY	EURL BETEC	08370	5 Chemin de Presles	Contrôle non destructif
VIVIER AU COURT	LA FONTE ARDENNAISE	08440	22 Rue Joliot Curie	Appareil de mesure
VOUZIERS	BM EXPERTISE	8400	1, Le Joli Bois	Contrôle non destructif
WARCQ	VILLEMIN S.A.R.L.	08000	126, Boulevard Lucien Pierquin	Contrôle non destructif

Tableau des communes et entreprises concernées par les utilisations médicales :

Ville	*Raison Sociale*	*CP*	*Rue*	*Type d'utilisation*
Charleville-Mézières	OMNIUM SANTE	08000	18 ter avenue Georges Corneau	Radiothérapie
	Centre hospitalier	08000	45 avenue de Manchester	Médecine Nucléaire
		08000		Radiologie
		08000		Radiologie
	SCM cabinet radiologique	08100	99 cours A. Briand	Radiologie
Sedan	Centre hospitalier	08200	avenue du Général Margueritte	Radiologie

CARTE DES ALEAS DANS LES ARDENNES

Les risques nucléaires et radiologiques dans les Ardennes



Utilisations industrielles

Utilisations médicales

Utilisations médicale et industrielles

CNPE de Chooz

Commune x I – y M

Nom de la commune

Nombre de sociétés concernées

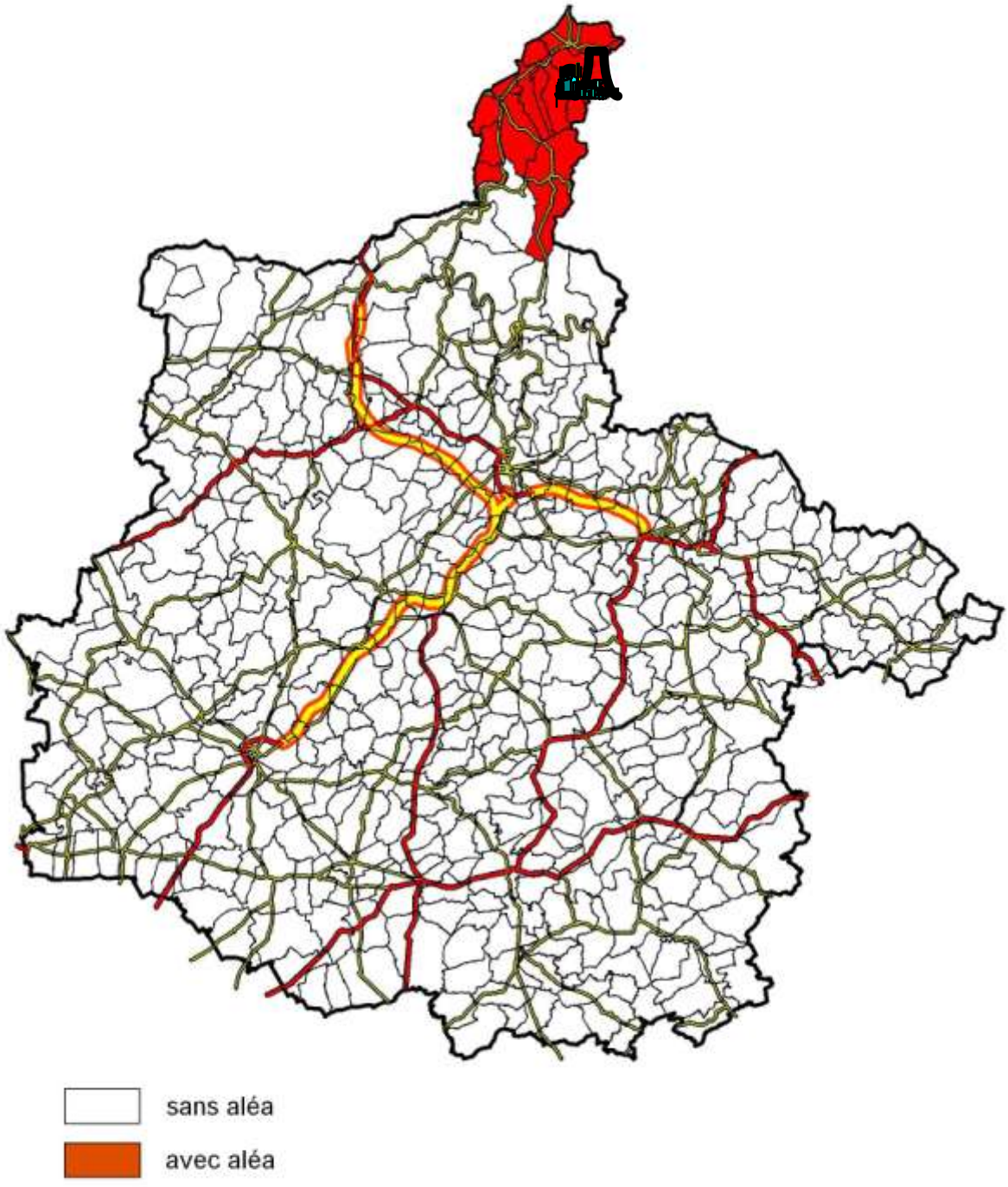
I = Usage industriel
M = Usage médical

Carte des emplacements de sites dotés de portique de détection dans les Ardennes



Source : SDIS 08

Carte des emplacements du risque nucléaire dans les Ardennes (DDRM 08)



Source : DDRM 2008

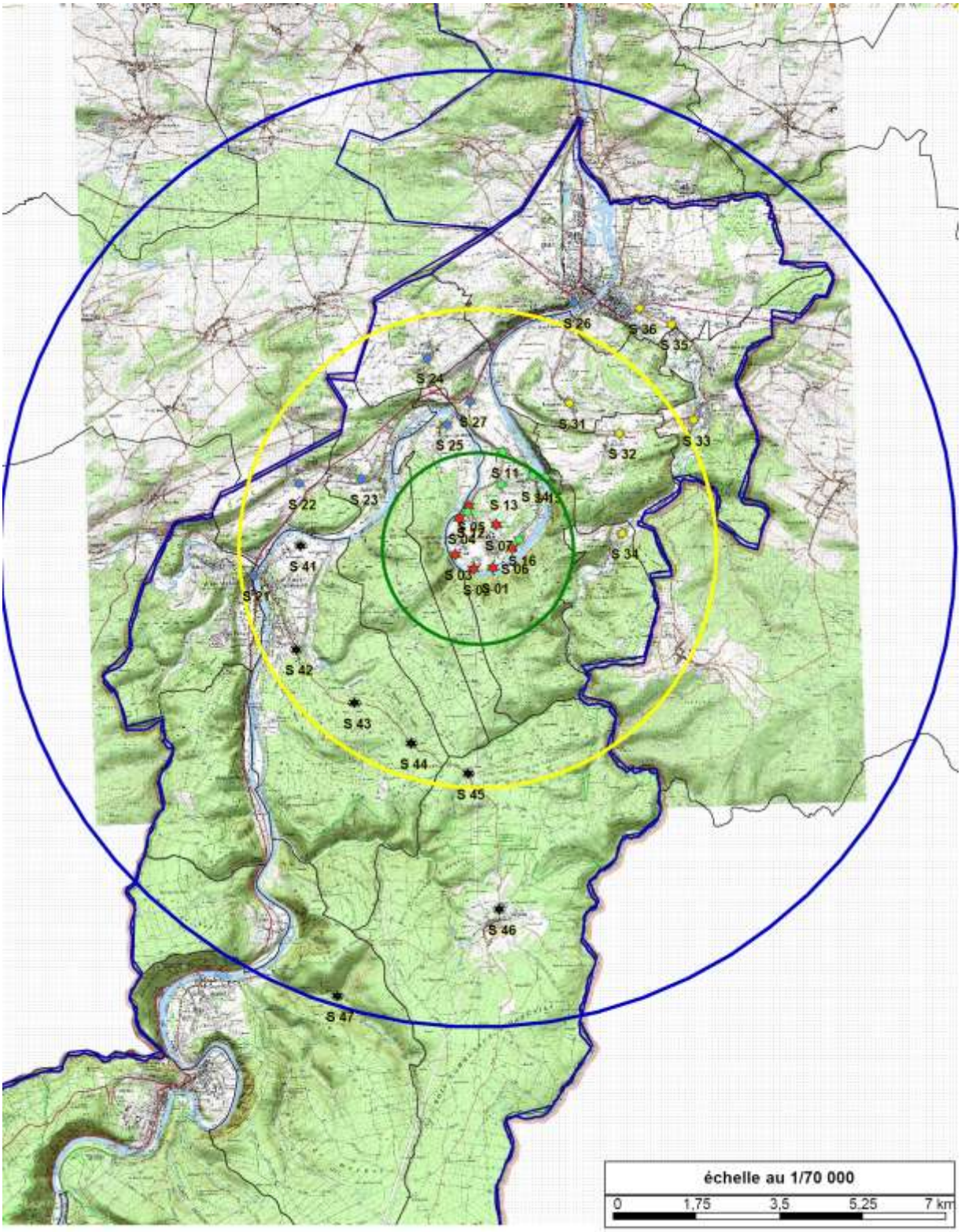
Les communes concernées par le risque nucléaire (données PPI) :

15 communes françaises et 18 communes belges sont situées dans un rayon de 10 km autour de la centrale de Chooz :

Nom de la commune	Distance du CNPE	Nombre d'habitants*	Nombre de foyers
CHOOZ	0 à 2 km	762	290
LANDRICHAMPS	0 à 2 km	142	39
Total de la zone comprise entre 0 et 2 km		***904***	***329***
AUBRIVES	2 à 5 km	956	370
CHARNOIS	2 à 5 km	85	35
FOISCHES	2 à 5 km	211	85
HAM-SUR-MEUSE	2 à 5 km	244	93
RANCENNES	2 à 5 km	725	286
VIREUX-MOLHAIN	2 à 5 km	1871	724
VIREUX-WALLERAND	2 à 5 km	1916	772
Total de la zone comprise entre 2 et 5 km		***6008***	***2327***
FEPIN	5 à 10 km	262	99
FROMELENNES	5 à 10 km	1075	445
GIVET	5 à 10 km	6949	3003
HARGNIES	5 à 10 km	498	199
HIERGES	5 à 10 km	201	89
MONTIGNY-SUR-MEUSE	5 à 10 km	79	34
Total de la zone comprise entre 5 et 10 km		***9 064***	***3 869***

Total du périmètre PPI (0 à 10 km)	**15976 habitants**	**6 563foyers**

Carte des périmètres du PPI du CNPE de Chooz



Légende : Périmètre : des 2 km des 5 km des 10 km

Cette carte présente en plus des périmètres de mesure de protection des populations autour du CNPE, les différents points identifiés pour les mesures de radioactivité dans l'environnement autour du site, dans le cadre du PPI.

LES PROSPECTIVES DANS LES ARDENNES

Près de 3 115 communes en France présentent les caractéristiques géologiques pour assurer l'accueil d'un centre de stockage des déchets radioactifs de faible activité à vie longue. Avec l'ouverture de ce futur centre de stockage, prévue en 2019, et la mise en service du stockage en couche géologique profonde en 2025, la France disposera de solutions de stockage sûres et pérennes pour la gestion de tous les déchets radioactifs qu'elle produit.

Une partie des communes du Sud Est ardennais répondent aux critères demandés. La décision définitive d'affectation du centre sera prise en 2019. Le prochain SDACR devra tenir compte de cette échéance.

Le projet d'implantation dans le département, du deuxième EPR (Europeen Presurised Reactor) n'a pas été retenu.

L'ANALYSE DETERMINISTE

Le CNPE de Chooz :

Le département des Ardennes comporte un Centre National de Production d'Electricité.

Les risques radiologiques ou nucléaires sont de deux ordres pour cet établissement.

D'une part, un évènement nucléaire majeur, prévu et anticipé dans le cadre de la réponse de sécurité civile (OSREC PPI), et d'autre part, des sinistres relevant du risque courant mais impliquant des personnels ou des installations sur le site du CNPE. En cas de sinistre grave, le plan de prévention particulier annexé au plan ORSEC départemental (PPI), serait déclenché sous l'égide du préfet. Les moyens de secours du SDIS seraient alors sollicités, pour la mise en place des actions de protection des populations (mise à l'abri, évacuation) et pour effectuer des mesures de la radioactivité dans l'environnement.

A la vue des règles de sureté et de sécurité mises en place dans les CNPE, l'incident nucléaire reste extrêmement peu probable. Les risques courants, notamment l'incendie se révèlent bien plus probables, ils pourraient entrainer en cas de sinistre important un dysfonctionnement du CNPE, voir la dégradation des fonctions de sureté.

Les composantes "incendie" et "secours à personnes" restent des craintes majeures dans ce type d'établissement, bien au delà du risque nucléaire.

Les utilisations industrielles et médicales de matières radioactives :

Dans les Ardennes, un nombre non négligeable d'établissements utilisent dans le cadre de leurs activités industrielles et ou commerciales des matières radioactives.

Deux types de sinistres radiologiques sont à redouter. D'une part un sinistre impliquant directement les sources radioactives, tel qu'un acte de malveillance ou une destruction des appareils et sources radioactives et d'autre part la composante "incendie" qui mettrait en jeux des matières radioactives.

Les transports de matières radioactives :

Le transport de matière radioactive recouvre celui des matériels et appareils employant des matières radioactives, mais également celui des éléments de combustible irradiés ou non, à destination du CNPE de Chooz ou de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague.

Les voies routières et ferroviaires sont ici concernées. Le transit des éléments combustibles est connu, ce risque est traité comme un risque localisé et fait l'objet d'un plan de secours spécialisé « plan ORSEC TMR ». Le service est normalement averti de ces transits.

L'utilisation de sources radioactives industrielles ou médicales, implique des mouvements de matériel radioactif dans le département. En effet, la réglementation impose un contrôle annuel des sources par un organisme agréé. Aussi, ces contrôles ont rarement lieu sur les sites d'utilisation. Les sources ou appareils employant de la radioactivité sont amenés à transiter par voie routière ou par voie ferroviaire, au minimum une fois par an. Dans quelques cas seulement le service est averti de ces transits.

L'utilisation médicale impose l'emploi de matières radioactives en flux tendu (contraintes de certains radioéléments employés, à vie très courte). Les livraisons sont effectuées en temps réel et à la demande.

Ce type de risque de transport reste considérablement diffus dans le département. Ces dernières années d'autres départements à forte dominante rurale comme la Meuse ou la Marne, ont subit des accidents de transport graves, impliquant des matières radioactives (ex : accident TMR sur la Nationale 4 près de Fère Champenoise).

La planification et la réponse de sécurité civile, par le biais de l'ORSEC TMR (Transport de Matière Radioactive), implique très fortement les services de secours en cas de sinistre.

Le risque transport représente aujourd'hui le risque majeur en matière de risque radiologique dans les Ardennes.

Les objets radioactifs :

L'utilisation passée de la radioactivité dans des domaines divers et variés (médicale, éducative, paramédical, industriel, paratonnerre), implique des découvertes d'objets en tous genres, considérés aujourd'hui comme dangereux.

Des sollicitations peuvent provenir directement du public, pour des levées de doute ou pour le retrait des matériels incriminés. A titre d'exemple, la France compte encore près de 40 000 paratonnerres radioactifs situés sur les édifices publics ou religieux.

Les sites de détection de la radioactivité :

Le département comporte au moins quatre sites dotés de dispositif de détection de la radioactivité, sans compter le CNPE. Ces sites peuvent être à l'origine de la découverte d'une situation d'urgence radiologique. Dès lors le CODIS en sa qualité de guichet unique, sera le premier interlocuteur du requérant.

Le niveau de risque par secteur :

Le tableau prend en compte essentiellement le risque transport et CNPE.

SECTEURS	*C.M*	*REVIN*	*SEDAN*	*VOUZIERS*	*RETHEL*
NIVEAU DU RISQUE	++++	+++++	++++	+	++

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

La couverture opérationnelle des risques radiologiques et nucléaires est réalisée en privilégiant d'une part les moyens courants dans le cadre de la lutte contre les incendies et les secours à personne, puis en employant des matériels et personnels spécialisés en risque radiologique.

Les missions des sapeurs-pompiers

- Assurer la protection des personnes ;

  - Soustraire et assurer la prise en charge précoce des impliqués ;
  - Réaliser les mesures de sauvegarde des populations, et notamment assurer l'évacuation et/ou la mise à l'abri et à l'écoute des impliqués ;
  - Assurer la mise en place d'un balisage et un zonage (SAS) du lieu de l'intervention ;
  - Adapter les tenues de protection des personnels intervenants ;
  - Assurer la sécurité des services intervenants et le suivi de leur dosimétrie ;
  - Assurer le contrôle de contamination, le déshabillage et la décontamination d'urgence des contaminés ;
  - Prendre les dispositions afin de limiter le transfert de contamination ;

- Confirmer le caractère radiologique de l'événement ;

  - Recueillir des informations spécifiques sur le sinistre et les radioéléments incriminés ;
  - Caractériser le risque et évaluer ses conséquences ;
  - Suspecter la présence de contamination ;
  - Effectuer des mesures de contamination et/ou d'irradiation et des prélèvements (PPI, ORSEC TMR) ;
  - Détecter et localiser la source radioactive ou la contamination ;

- Mettre en sécurité la zone et réduire l'émission de radioactivité

  - Limiter le risque d'exposition des populations et des intervenants ;
  - Limiter le transfert de contamination ;
  - Limiter les effets de l'exposition ;
  - Effectuer si possible le confinement de la source.

- Participer à la mise en propreté du site ;

  - Participer à la décontamination ou à la remédiation des sites incriminés ;
  - Mettre en place des moyens sommaires de récupération des déchets ;
  - Effectuer éventuellement des prélèvements.

La stratégie opérationnelle

- Assurer l'extraction des impliqués en cas **«** d'urgence vitale **»,** uniquement par des personnels des moyens courants, dotés des effets de protection adaptés (risque de contamination des impliqués) ;

- Assurer rapidement une levée de doute quant au caractère radiologique de l'intervention ;

- Favoriser l'engagement d'un cadre de la spécialité, afin d'évaluer précocement la nature et l'ampleur du sinistre et adapter ensuite la montée en puissance des moyens (engagement d'équipes de reconnaissance puis montée en puissance d'un dispositif) ;

- Mutualiser la réponse locale spécialisée (secteur siège de l'intervention) avec la réponse des unités sièges des équipes spécialisées, en toute complémentarité ;

Dans le cadre d'une intervention mettant « apparemment » en jeu des matières dangereuses, l'engagement mutuel des moyens radiologiques et chimiques favorise une levée de doute efficace. Un accompagnement par des personnels qualifiés du SSSM est envisageable en présence d'impliqués.

- Engager en opération les effectifs suffisants afin d'assurer les missions à réaliser et permettant notamment d'assurer la sécurité des personnels (engagement minimum de 2 binômes qualifiés pour toutes interventions relevant du risque radiologique) ;

Le dispositif opérationnel actuel :

Le SDIS dispose actuellement des moyens suivants :

Mission	***Type de moyen***
Vecteur	Véhicule risques technologiques léger
Appareil de détection	Ictomètres
	Radiamètres
	Dosimètres actifs
Prélèvement	Kit de prélèvement
Décontamination	Douche de décontamination – Petit format
	Douche de décontamination – Grand format
	Kit de décontamination d'urgence
	Pulvérisateur thermique
	Rouleau de vinyle
Protection des personnels	Tenue de protection lourde – Type 1
	Tenue de protection lourde TYKEM – Type 1
	Tenue de protection légère – Type 3
	Bottes de protection
	Gants de protection
	ARI 9 litres
	Masque à cartouche « spectre large » + Iode
Confinement	Château de plomb
	Pince de prélèvement + jeux de tête

Les équipes spécialisées comptent environs les effectifs suivants :

Spécialités	*Personnels par niveau de qualification*											
	Niveau 1			**Niveau 2**			**Niveau 3**			**Niveau 4**		
Année	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***	***2006***	***2007***	***2008***
RAD	44	54	29	25	24	11	1	2	2	1	1	1

La couverture actuelle du risque radiologique et nucléaire est assurée par un véhicule léger de reconnaissance. Véhicule qui assure également la couverture du risque chimique.

Des lots et kits opérationnels palettisés ou en caisses projetables, viennent compléter les moyens précités par le biais des véhicules logistiques. Ce système assure une montée en puissance graduée et adaptée en tenant compte des besoins opérationnels.

La couverture opérationnelle en personnel est assurée par la mutualisation de l'équipe départementale en risque radiologique d'une part et des personnels du secteur opérationnel siègent de l'intervention. **Aucune permanence opérationnelle dédiée n'existe actuellement.**

Le rappel des personnels est effectué en mobilisant les personnels inscrits sur le « Dispositif Opérationnel Permanant » disposant des qualifications suffisantes.

Le risque nucléaire : CNPE

La réponse opérationnelle visant à assurer la couverture du risque CNPE prend actuellement deux formes distinctes :

- La mise en place d'équipes de mesure dans l'environnement dans le cadre du PPI ;

  Actuellement seules 2 ou 3 équipes de mesure ardennaises sont à même d'être engagées dans des délais raisonnables dans le cadre de déclenchement d'un PPI. Les moyens supplémentaires devraient venir des départements limitrophes.

- La couverture du risque incendie sur le CNPE ;

  Actuellement deux engins pompes peuvent intervenir dans un délai d'environ 30 minutes après l'appel, en cas de sinistre incendie. Ces moyens ont été installés en renforçant la présence de personnels professionnels dans le secteur du CNPE et en instaurant des gardes au poste dites à t0 (engagement directement après l'appel sans délai de rappel des personnels en caserne).

La couverture opérationnelle à venir devra tenir compte des remarques suivantes :

Délais opérationnels

- Anticiper, au regard de la centralisation des moyens de reconnaissance et de lutte contre le risque radiologique, leur engagement immédiat.

  Contrairement aux risques chimiques, la stratégie opérationnelle en matière de risque radiologique n'impose pas une réponse immédiate. Les délais peuvent être en terme de reconnaissance et de levée de doute, supérieurs à ceux des moyens courants, la cinétique des interventions étant plus lente en générale ;

L'engagement des moyens courants permet d'apporter dans tous les cas, une réponse conforme à la Marche Générale des Opérations de secours. Ainsi les fonctions « secours à personne » et celles de limitation des effets des sinistres peuvent être mises en œuvre par les primo intervenants non spécialisés (sauvetages des impliqués, mise en place d'un balisage adapté).

Implantation des moyens :

- Baser les moyens de lutte contre les risques radiologiques, d'une part au centre du département, de manière couvrir rapidement les risques diffus liés aux transports et d'autre part à proximité immédiate du CNPE.

  La technicité et l'entretien de ces matériels spécialisés nécessitent une implantation fixe et réservée sur un centre support. Ces unités opérationnelles doivent être structurées et garantes d'une continuité de service effective. Leur professionnalisation assoit le fonctionnement pérenne de l'équipe.

  Les délais d'engagement nécessités par ce type de risque ainsi que la cinétique des interventions en risque radiologique, ne portent pas préjudice au principe d'affectation centralisée de ces moyens.

- Renforcer et pérenniser la couverture incendie sur le CNPE ;

  Aux vues du manque de disponibilité des personnels volontaires, de la difficulté de recrutement et de maintien d'effectif suffisant, il convient afin de pérenniser la couverture opérationnelle de ce risque, de renforcer dans des proportions limitées, les effectifs professionnels dans ce secteur.

Qualification des personnels :

- Accroitre rapidement le nombre de cadres qualifiés dans ce domaine particulier ;

  Le renforcement de l'encadrement de l'équipe spécialisée apparait comme incontournable afin d'animer et de pérenniser la gestion et la coordination de l'équipe départementale ;

- Porter à court terme, le nombre de personnels formés, aux besoins nécessaires pour armer en cas de sinistre au moins 2 équipes d'intervention et 1 équipe de reconnaissance ;

  Les moyens du département ne permettent pas à l'heure actuelle de gréer en toutes circonstances une CMIR complète au sens du GNR. A court terme, cet objectif devra être atteint afin de participer mieux au dispositif PPI prévu pour le CNPE.

  La mutualisation interdépartementale est rendue difficile dans ce cas, par les délais de route pour accéder au CNPE (pointe Nord du département).

- Favoriser une couverture diffuse du département en formant des personnels relevant des centres de secours à proximité des bassins de risque ;

  Un maillage du département en matière de spécialistes RAD, permet de garantir des réactions rapides et adaptées dans le cas ou les secours courants sont confrontés à des matières radioactives. Le risque diffus de transport, témoigne en particulier, pour cette conception du maillage du territoire.

- Assurer la formation des personnels spécialisés sur la base des niveaux dits « d'intervention » niveau 2, dans les GNR, afin de faciliter le maintien des acquis et pour favoriser la polyvalence des personnels, d'un point de vue opérationnel ;

  Maintien d'un groupe de spécialistes au niveau 1 en attendant la formation au niveau 2.

Formation et information des personnels :

Les intervenants sapeurs-pompiers sur un risque radiologique sont classés en deux groupes (code de la santé publique) :

- Le premier groupe est composé des personnels formant des équipes spécialisées préalablement constituées pour faire face à une urgence radiologique. Ces personnels reçoivent une formation spécifique et sont dotés de matériels adaptés à la nature du risque radiologique ;

- Le second groupe est constitué des personnels ne relevant pas des équipes spécialisées intervenant au titre des missions définies dans leur cadre d'emploi et bénéficiant d'une information adaptée à la nature du risque radiologique associé à une exposition aux rayonnements ionisants.

- Adapter en priorité la formation des personnels relevant du 1^{ier} groupe aux activités liés en particuliers à la réalisation des missions des sapeurs-pompiers dans le cadre du PPI (circuit de mesure) et d'autre part à la réalisation des missions imposées par des accidents de transport (ORSEC TMR) ou les accidents industriels.

- Sensibiliser les personnels du 2^{ième} groupe (tous les sapeurs-pompiers) aux activités relevant des moyens courants effectuées dans le cadre d'une intervention impliquant des matières radioactives (intervention des moyens courants dans le cadre du PPI de Chooz ou dans le cas de l'ORSEC TMR) ;

  Ces informations à destination des personnels non membres des équipes techniques d'intervention pré constituées sont d'ores et déjà imposées par la réglementation (code de la santé publique).

- Mettre en place un programme pluriannuel de formation et de maintien des acquis pour les personnels qualifiés en risque radiologique ;

- Renforcer l'information des cadres du SDIS (chefs de groupe et chef de colonne), aux nouvelles dispositions relevant du plan particulier d'intervention du CNPE de Chooz, en vue de leur implication éventuelle dans la chaine de commandement ;

  Cette information devra être pérennisée au même titre que celle dévolue à la mise en place des autres plans de secours (Plan Rouge – PSS TMR…)

- Planifier des exercices et des entrainements réguliers de cadre, sur des thèmes impliquant des matières radioactives et faisant appel à des risques connexes ;

  Tous les 5 ans, un exercice PPI est organisé sur chaque CNPE (3 ans pour les départements frontaliers), le calendrier est fixé pour 2009 dans les Ardennes (exercice déjà organisé en 2003 et 2006). Afin de remplir cette obligation et pour valider la refonte du PPI, des exercices de cadres permettront d'appréhender les missions et le rôle de chacun lors des exercices et lors de crises éventuelles.

- Favoriser l'entrainement hors département des personnels relevant strictement de l'équipe d'intervention sur des sources dites non scellées (possibilités offertes dans des départements détenteurs d'autorisation d'emploi de ces sources non scellées dans le cadre de convention) ;

Plan d'équipement :

- Réaliser un programme d'équipement pluriannuel en matière de risque radiologique ;

- Procéder au remplacement et au complément des appareils de détection de la radioactivité ;

  La nécessité de disposer de suffisamment de moyen de détection dans le cadre des missions dévolues au service lors du PPI, l'état de vétusté ainsi que la désuétude de certains appareils, imposent ce remplacement et ce complément.

- Doter l'équipe RAD des moyens nécessaires au suivi dosimétrique de ces personnels, conformes aux attentes réglementaires en la matière (code de la santé publique) ;

  L'équipe n'est pas actuellement dotée de dosimètres passifs.

- Renforcer la capacité de décontamination d'urgence des victimes radio contaminées ;

Mutualisation des moyens :

- Mutualiser quand cela est possible les moyens et les fournitures employées avec l'équipe « risque chimique » ;

  Pour d'une part effectuer des économies d'échelle et d'autre part favoriser le travail de levée de doute et d'intervention multifactorielle commun (RCH + RAD + SSSM = approche NRBC prévue dans les années à venir).

- Développer les relations interdépartementales en matière de formation et d'équipement ;

  Cette mutualisation interdépartementale doit être consentie impérativement aux vues des moyens nécessités par la montée en puissance de la réponse opérationnelle face à une catastrophe impliquant des matières radioactives.

- Favoriser la formation des personnels en matière de décontamination de masse, notamment dans le cadre de la mise en place d'une chaine de décontamination (renfort auprès de la dotation du département limitrophe et des renforts nationaux) ;

- Favoriser les exercices interdépartementaux en matière de risque chimique, biologique et radiologique ;

- Favoriser un rapprochement entre les conseillers techniques dans les domaines précités, pour les départements, aux moins limitrophes ;

Organisation du service – Prévention – Prévision :

- Etablir un audit interne en matière de gestion et de suivi réglementaire des personnels de l'équipe RAD, notamment en matière de suivi médicale, de suivi dosimétrique et mesurer la capacité de détention de sources scellées d'entrainement du SDIS ;

- Etudier l'opportunité de détenir et d'employer une source radioactive scellée à des fins de formation et d'entrainement ;

  La valorisation des compétences des personnels employés au CNPE de Chooz et ayant contracté un engagement de sapeur-pompier volontaire peut être intéressante dans ce domaine.

Réponse spécifique :

- Renforcer le suivi médical des personnels relevant de l'équipe RAD ;

- Mettre en place un protocole commun ou une convention d'assistance mutuelle inter service (SAMU – SDIS – CNPE), pour la prise en charge d'une victime radio contaminée, des lieux d'un sinistre vers un plateau technique médical ;

  Chaque structure est d'une manière isolée non compétente dans ce domaine, à l'exception du CNPE dans le cadre du traitement de ses personnels contaminés et légèrement blessés.

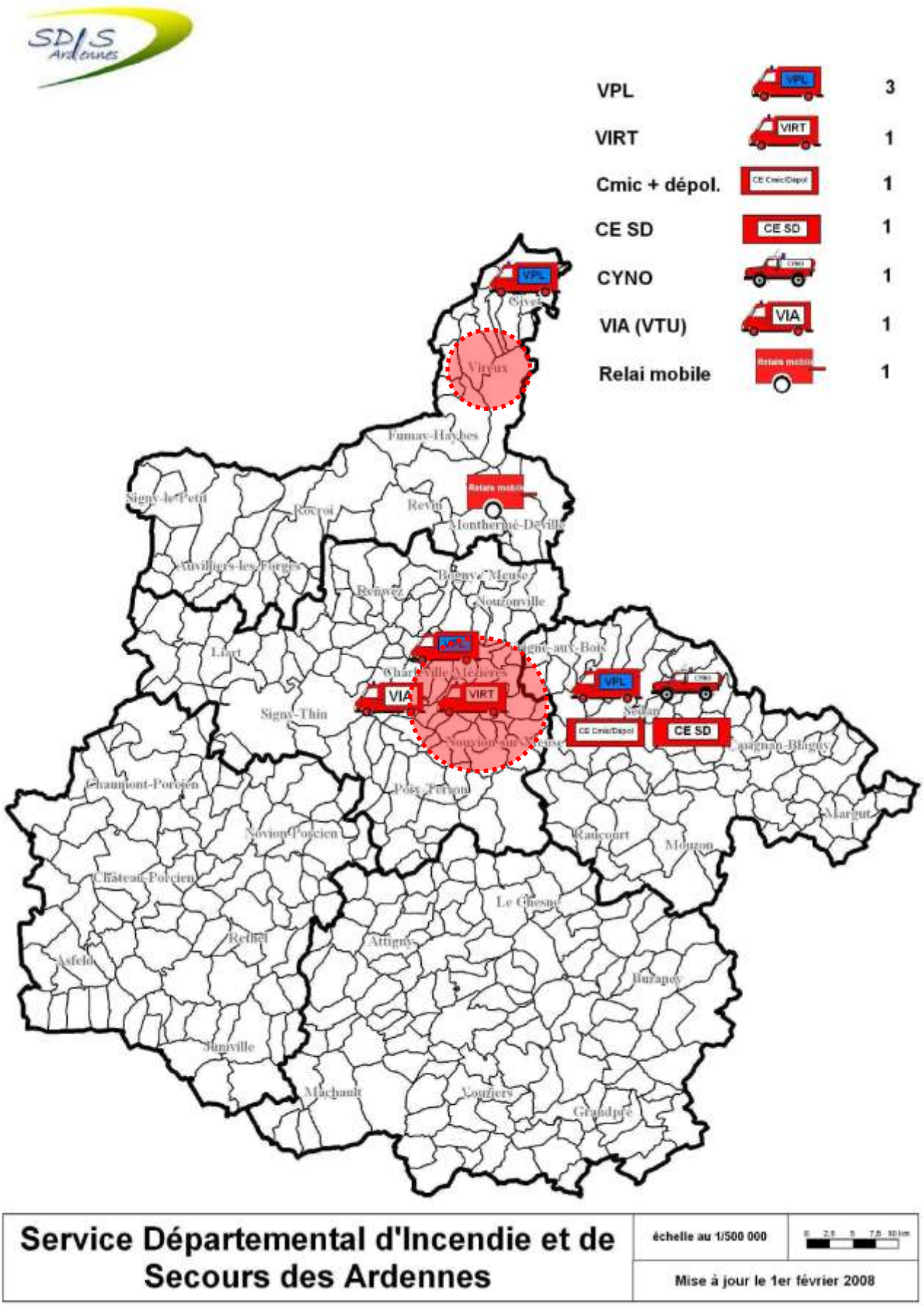
A retenir pour les risques radiologiques et nucléaires :

Analyse des risques
Le département des Ardennes comporte un Centre National de Production d'Electricité. A la vue des règles de sureté et de sécurité mises en place dans les CNPE, l'incident nucléaire reste extrêmement peu probable. Les risques courants, notamment l'incendie se révèlent bien plus probables, ils pourraient entrainer en cas de sinistre important un dysfonctionnement du CNPE, voir la dégradation des fonctions de sureté. Les composantes "incendie" et "secours à personnes" restent des craintes majeures dans ce type d'établissement, bien au delà du risque nucléaire. Dans les Ardennes, un nombre non négligeable d'établissements utilisent dans le cadre de leurs activités industrielles et ou commerciales des matières radioactives (28 industrielles et 4 médicales). Le transport de matière radioactive recouvre celui des matériels et appareils employant des matières radioactives, mais également celui des éléments de combustible irradiés ou non, à destination du CNPE de Chooz ou de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague. Les voies routières et ferroviaires sont ici concernées. Le risque transport représente aujourd'hui le risque majeur en matière de risque radiologique dans les Ardennes. L'utilisation passée de la radioactivité dans des domaines divers et variés (médicale, éducative, paramédical, industriel, paratonnerre), implique des découvertes d'objets en tous genres, considérés aujourd'hui comme dangereux. Le département comporte au moins quatre sites dotés de dispositifs de détection de la radioactivité, sans compter le CNPE.

Couverture opérationnelle

- Renforcer et pérenniser la couverture incendie sur le CNPE ;
- Accroitre rapidement le nombre de cadres qualifiés dans ce domaine particulier ;
- Porter à court terme, le nombre de personnels formés, aux besoins nécessaires pour armer en cas de sinistre au moins 2 équipes d'intervention et 1 équipe de reconnaissance ;
- Favoriser une couverture diffuse du département en formant des personnels relevant des centres de secours à proximité des bassins de risque ;
- Assurer la formation des personnels spécialisés sur la base des niveaux dits « d'intervention » niveau 2, dans les GNR, afin de faciliter le maintien des acquis et pour favoriser la polyvalence des personnels, d'un point de vue opérationnel ;
- Renforcer l'information des cadres du SDIS (chefs de groupe et chef de colonne), aux nouvelles dispositions relevant du plan particulier d'intervention du CNPE de Chooz, en vue de leur implication éventuelle dans la chaine de commandement ;
- Planifier des exercices et des entrainements réguliers de cadre, sur des thèmes impliquant des matières radioactives et faisant appel à des risques connexes ;
- Favoriser l'entrainement hors département des personnels relevant strictement de l'équipe d'intervention sur des sources dites non scellées (possibilités offertes dans des départements détenteurs d'autorisation d'emploi de ces sources non scellées dans le cadre de convention) ;
- Procéder au remplacement et au complément des appareils de détection de la radioactivité ;
- Doter l'équipe RAD des moyens nécessaires au suivi dosimétrique de ces personnels, conformes aux attentes réglementaires en la matière (code de la santé publique) ;
- Renforcer la capacité de décontamination d'urgence des victimes radio contaminées ;
- Développer les relations interdépartementales en matière de formation et d'équipement ;
- Favoriser la formation des personnels en matière de décontamination de masse, notamment dans le cadre de la mise en place d'une chaine de décontamination (renfort auprès de la dotation du département limitrophe et des renforts nationaux) ;
- Etudier l'opportunité de détenir et d'employer une source radioactive scellée à des fins de formation et d'entrainement ;
- Renforcer le suivi médical des personnels relevant de l'équipe RAD ;
- Mettre en place un protocole commun ou une convention d'assistance mutuelle inter service (SAMU – SDIS – CNPE), pour la prise en charge d'une victime radio contaminée ;

LA COUVERTURE EN MATERIELS DE SECOURS (EQUIPE CMIR) :



LA COUVERTURE EN MOYENS HOSPITALIERS ET SOUTIENS TECHNIQUES :

Les entités suivantes sont susceptibles d'apporter leur concours en cas d'urgence, même si elles ne sont pas dans la région.

Hôpital des armées

HIA Legouest

27, avenue des Plantières
57998 METZ ARMÉES — 03 87 56 46 46

HIA Percy

101, avenue Barbusse
92141 CLAMART — 01 41 46 62 31
01 41 46 69 20
01 41 46 60 00

Site nucléaire

CEA Valduc

21120 IS-SUR-TILLE — 03 80 23 40 00

CNPE Nogent-sur-Seine (EDF)

BP 62
10400 NOGENT-SUR-SEINE — 03 25 25 60 60

CNPE Chooz (EDF)

BP 174
08600 GIVET — 03 24 42 60 00

Autorité de sûreté nucléaire (ASN)
Division de Chalons

2, rue Grenet Tellier
51038
CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex — 03 26 69 33 00

Zone de défense Est

Centre hospitalier universitaire de Nancy

SAMU 54
Centre hospitalier universitaire
29 av. du Mal de Lattre de Tassigny
F-54035 - NANCY Cedex — 03 83 85 14 96
03 83 85 26 22

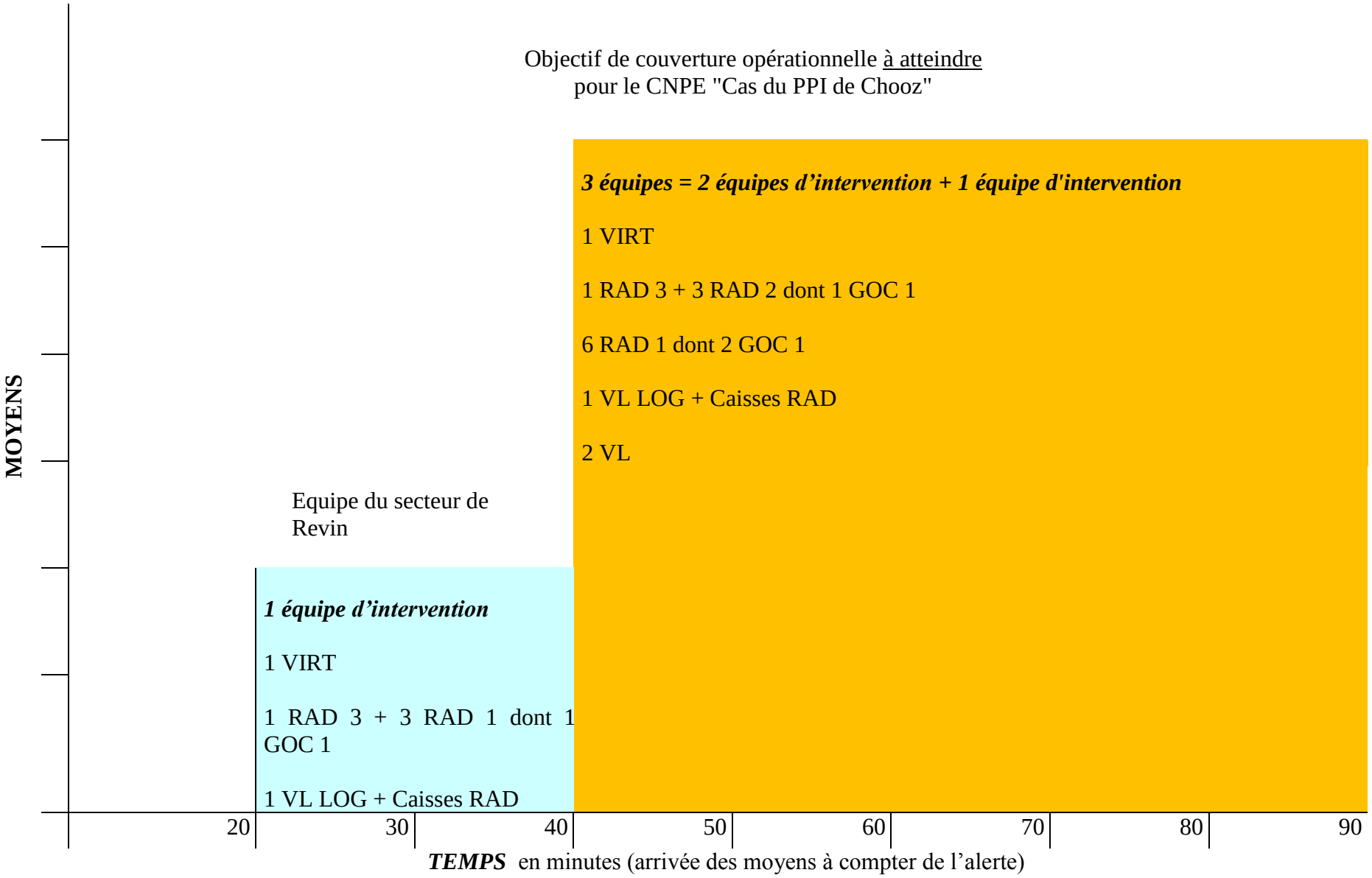
samu@chu-nancy.fr

Hôpitaux universitaires de Strasbourg

SAMU 67
Régional
Hopitaux universitaires de Strasbourg
Hopital civil - 1 place de l'Hopital
F-67091 - STRASBOURG Cedex — 03 88 11 69 16
03 88 11 69 05

samu.67@chru-strasbourg.fr

La courbe de montée en puissance « à atteindre » des moyens de l'équipe départementale RAD :



LES RISQUES « TRANSPORTS ET INFRASTRUCTURES »

LE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES :

Le risque de transport de matières dangereuses ou risque « TMD » est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, ferroviaire, aérienne, voie d'eau ou par canalisation de matières dangereuses.

Les différents types de transport de matières dangereuses :

Les matières dangereuses peuvent être acheminées par différents modes de transport :

- L**e transport par route** (camions) représente environ 80 % du tonnage transporté sur l'ensemble de la France ;
- **Le transport par voie ferrée** supporte environ 15 % du tonnage. Le transport de produits dangereux peut se faire en vrac (citernes) ou dans des emballages tels que jerricanes, fûts, sacs ou caisses ;
- **Le transport par voie d'eau** (transport fluvial) : bien qu'il ne représente moins de 5 % du trafic, ce mode de transport est en véritable évolution. Les atouts de ce type de transport sont la grande capacité de transport, un prix attractif et un réseau non saturé ;
- **Le transport par canalisations enterrées** (qui peuvent être aériennes sur de très faibles distances). Ce type de transport se compose d'un ensemble de conduites sous pression, de diamètres variables, qui sert à déplacer de façon continue ou séquentielle des fluides ou des gaz liquéfiés. Les canalisations sont principalement utilisées pour véhiculer du gaz naturel (gazoducs), des hydrocarbures liquides ou liquéfiés (oléoducs, pipelines), certains produits chimiques (éthylène, propylène, etc.) et de la saumure (saumoduc).
- **Le transport par air** est négligeable. On peut noter cependant son utilisation pour le transport de matières radioactives ou biologiques, à destination médicale. Il fait l'objet d'une réglementation spécifique.

Plusieurs facteurs contribuent à rendre difficile l'évaluation du risque lié au transport de matières dangereuses, notamment :

- La diversité des dangers : les substances transportées sont multiples. Elles peuvent être inflammables, toxiques, explosives, corrosives ou radioactives ;
- La diversité des lieux d'accidents : autoroutes, routes départementales, voies communales, dans ou hors agglomération (**75 % des accidents sur route ont lieu en rase campagne**) ;
- La diversité des causes : défaillance du mode de transport, du confinement, erreur humaine, etc.

On s'accorde à classer et identifier le risque TMD selon trois types :

- **Le risque TMD rapproché** : lorsque ce risque est à proximité d'une installation soumise à un plan particulier d'intervention (c'est cette installation qui est génératrice de l'essentiel du flux de TMD) ;
- **Le risque TMD diffus** : le risque se réparti sur l'ensemble du réseau routier, ferroviaire et fluvial ;
- **Le risque TMD canalisation** : c'est le risque le plus facilement identifiable, dès lors qu'il est répertorié dans différents documents et localisé.

Les matières dangereuses :

Une matière est classée dangereuse lorsqu'elle est susceptible d'entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement, en fonction de ses propriétés physiques et/ou chimiques, ou bien par la nature des réactions qu'elle peut engendrer.

Les principaux risques liés aux matières dangereuses :

On distingue huit catégories de risques :

- Le **risque d'explosivité** : propriété de se décomposer violemment sous l'action de la chaleur ou d'un choc, en provoquant une énorme masse de gaz chauds et une onde de choc ;
- **L'inflammabilité** : propriété de prendre feu facilement ;
- **La toxicité** : propriété d'empoisonner, c'est-à-dire de nuire à la santé ou de causer la mort par inhalation, absorption cutanée ou ingestion ;
- **La radioactivité** : propriété d'émettre divers rayonnements dangereux pour les êtres vivants ;
- **La corrosivité** : propriété de ronger, d'oxyder ou de corroder les matériaux (métaux, étoffes, etc.) ou les tissus vivants (peau, muqueuses, etc.) ;
- **Le risque infectieux** : propriété de provoquer des maladies graves chez l'homme ou les animaux. Ce risque concerne les matières contenant des micro-organismes infectieux tels que les virus, les bactéries, les parasites ;
- **Le danger de réaction violente spontanée :** possibilité de réagir vivement et spontanément sous forme d'explosion avec production de chaleur et libération de gaz inflammables ou toxiques sous forte pression.
- **Le risque de brûlures** : propriété de provoquer des brûlures par le chaud ou le froid ;
- **Le risque de pollution :** déversement dans l'environnement de matière dangereuse pour la faune, la flore et pour les individus de manière générale.

Nota : Certaines matières ne présentent qu'un seul risque, la plupart en regroupent plusieurs.

Certains risques restent plus probables :

- **L'explosion** peut être occasionnée par un choc avec production d'étincelles (notamment pour les citernes de gaz inflammables), par l'échauffement d'une cuve de produit volatil ou comprimé, par le mélange de plusieurs produits ou par l'allumage inopiné d'artifices ou de munitions.

  Une explosion consécutive à la rupture d'enceinte, due à la formation de mélanges particulièrement réactifs ou à un incendie, peut provoquer des effets thermiques, mais également mécaniques (effet de surpression), du fait de l'onde de choc.

  À proximité du sinistre et jusque dans un rayon de plusieurs centaines de mètres, les blessures peuvent être très graves et parfois mortelles : brûlures, asphyxie, lésions internes consécutives à l'onde de choc, traumatismes dus aux projectiles. Au-delà d'un kilomètre, les blessures sont rarement très graves.

- **L'incendie** peut être causé par l'échauffement anormal d'un organe du véhicule, un choc contre un obstacle (avec production d'étincelles), l'inflammation accidentelle d'une fuite, une explosion au voisinage immédiat du véhicule, voire un sabotage.

  60 % des accidents de TMD concernent des liquides inflammables. Un incendie de produits inflammables solides, liquides ou gazeux engendre des effets thermiques (brûlures) qui peuvent être aggravés par des problèmes d'asphyxie et d'intoxication, liés à l'émission de fumées toxiques. Un incendie peut provoquer des brûlures à des degrés variables selon la distance à laquelle il se produit.

- **Le nuage toxique** peut provenir d'une fuite de produit toxique ou résulter d'une combustion (parfois d'un produit non toxique), qui se propage à distance du lieu de l'accident. En se propageant dans l'air, l'eau et/ou le sol, les matières dangereuses peuvent être toxiques par inhalation, par ingestion directe ou indirecte lors de la consommation de produits contaminés, par contact.

  Les produits toxiques pénètrent principalement dans le corps par les poumons, mais la peau et les yeux risquent également d'être atteints. En fonction de la concentration des produits et de la durée de l'exposition aux produits, les symptômes peuvent varier d'une simple irritation de la peau ou d'une sensation de picotements de la gorge, à des atteintes graves comme des asphyxies ou des œdèmes pulmonaires. Ces effets peuvent être ressentis jusqu'à quelques kilomètres du lieu du sinistre.

- **Le risque de pollution** peut intervenir par déversement dans l'environnement de matières susceptibles de porter atteinte à la faune, à la flore et aux individus de cet environnement. Les pollutions peuvent intervenir de manière chronique ou aigue. Elles peuvent intéresser les sols, l'eau et l'atmosphère.

Toutes les manifestations décrites ci-dessus peuvent êtres associés (explosion + incendie + nuage toxique + pollution).

LE RISQUE LIES AUX INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Les tunnels :

Les risques liés aux tunnels résident essentiellement dans l'aggravation des conséquences prévisibles des incidents ou accidents intervenant dans ces édifices, en raison du caractère confiné des tunnels.

Le caractère clos des ces édifices présente des contraintes fortes pour les moyens de secours, notamment en terme d'accessibilité, de possibilité d'extraction des victimes, de dégagement des fumées et d'extinction du sinistre en cas d'incendie.

Les tunnels routiers

L'immense majorité des incidents sont causés par des incendies suite à des défaillances techniques de véhicules en circulation.

Les tunnels ferroviaires

Les risques de déraillement, d'incendie et d'arrêt intempestif et de longue durée d'un train de voyageur ou de marchandise sont d'autant plus aggravés qu'ils interviennent dans les tunnels.

Les tunnels fluviaux

Les collisions d'embarcations et les embrasements des chargements ou des éléments de propulsion des navires sont les risques prépondérants en matière de navigation.

Les ponts :

Les risques liés aux ponts résident essentiellement dans les risques d'effondrement et d'affaissement des structures. Des chutes de véhicule peuvent également intervenir depuis ces ouvrages. Elles interviennent parfois sur d'autres voies de circulation causant alors des désagréments en terme de trafic voire des sur accidents.

Les passages à niveau dangereux :

Les risques liés à ces infrastructures résident dans les accidents impliquant des moyens de transport conventionnels de type véhicules légers, poids lourds transport en commun et des moyens ferroviaires de transport de personnes ou de marchandises.

Dans tous les cas les risques sont majorés dans ces infrastructures, en cas d'accident impliquant des matières dangereuses.

LES ENJEUX :

Pour l'homme :

En fonction de la nature des produits transportés, de leur quantité, de l'importance de l'accident (ex : quantité faible ou importante de produit dispersé) et de la distance à laquelle se produit l'accident, les dangers sont plus ou moins importants.

Pour l'environnement

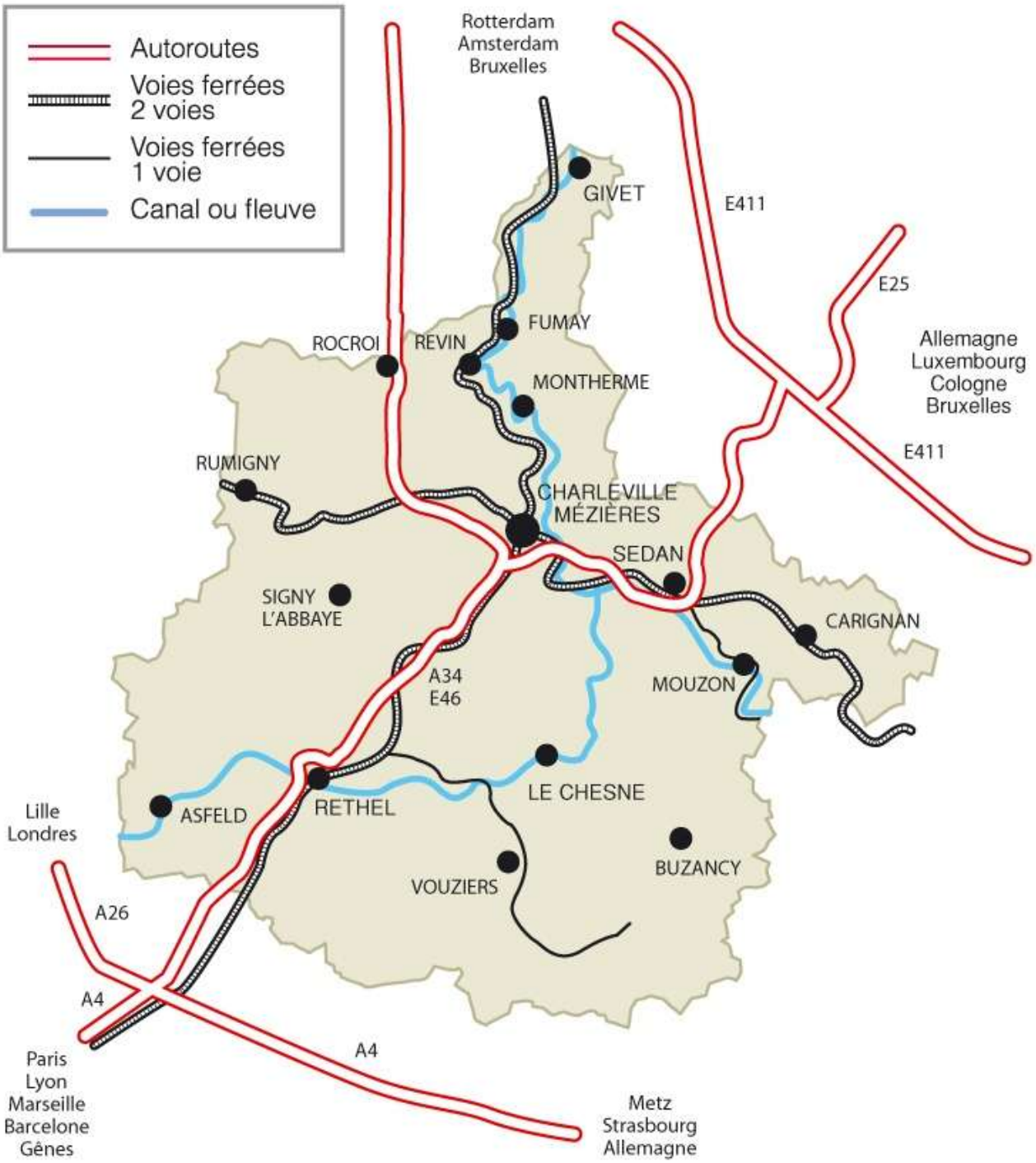
L'eau est un milieu particulièrement vulnérable, qui peut propager une pollution sur de grandes distances. Un rejet liquide ou gazeux peut conduire à une pollution brutale ou différée de l'air, des eaux superficielles ou souterraines (nappe phréatique), avec risque d'atteinte de la flore, des fruits et légumes, de la faune, puis des hommes, au bout de la chaîne alimentaire.

Pour les biens

Un accident chimique peut avoir des conséquences néfastes sur les biens. Un incendie ou une explosion provoquent des destructions, des détériorations, ainsi que des dommages aux habitations, aux ouvrages, aux cultures.

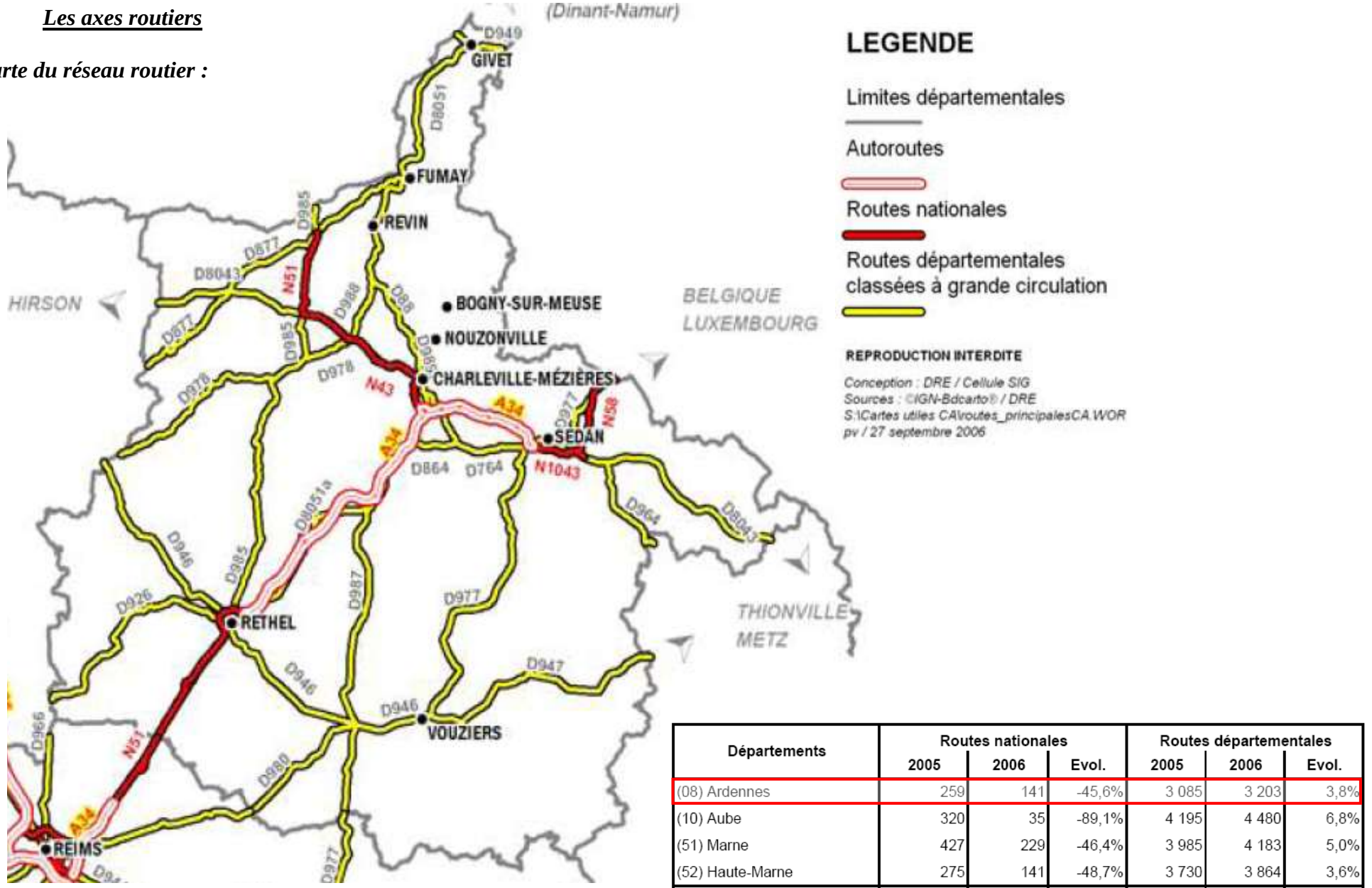
LES RESEAUX DE TRANSPORT DANS LES ARDENNES

Les axes majeurs de désserte du territoire



Les axes routiers

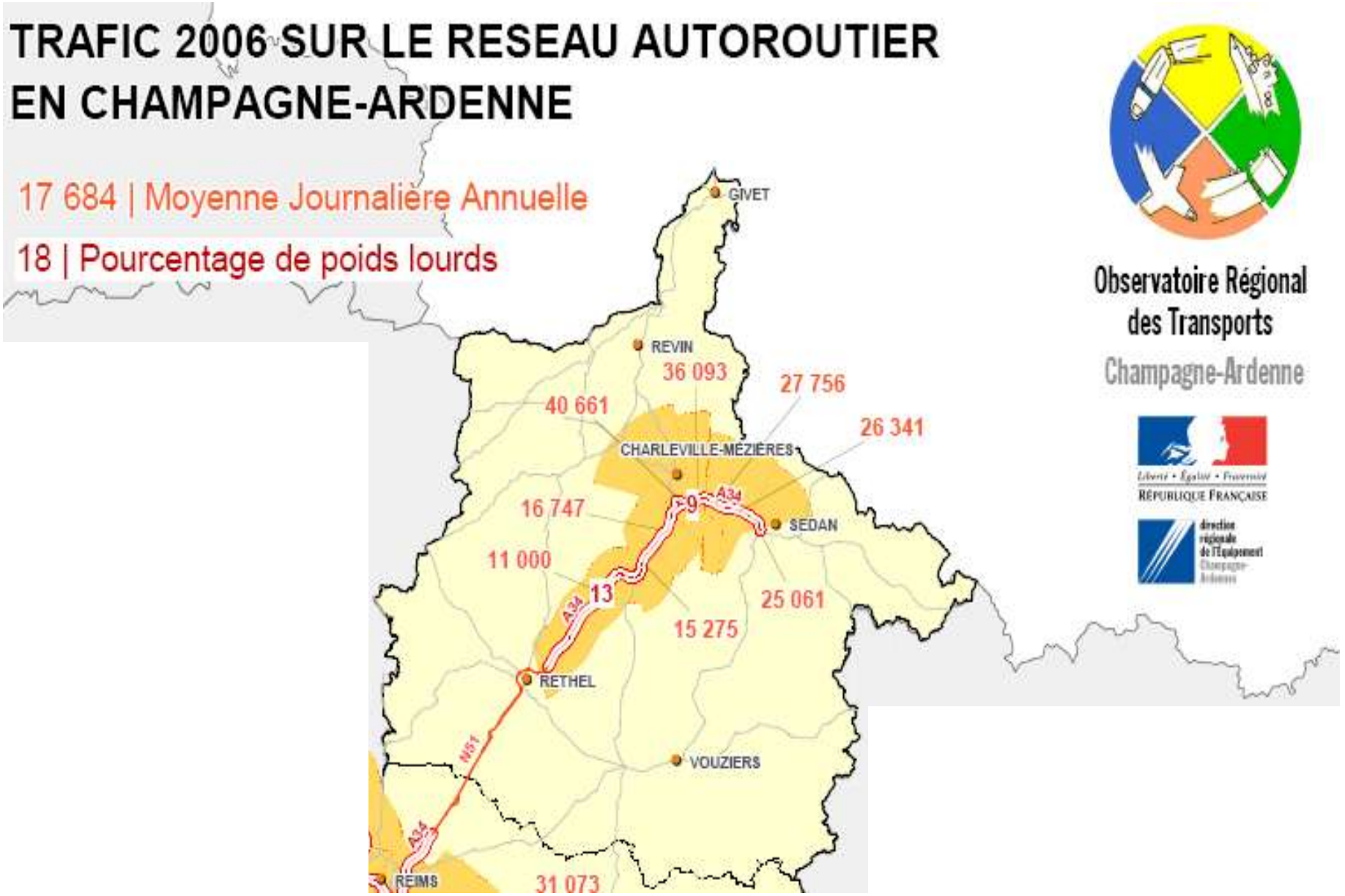
Carte du réseau routier :

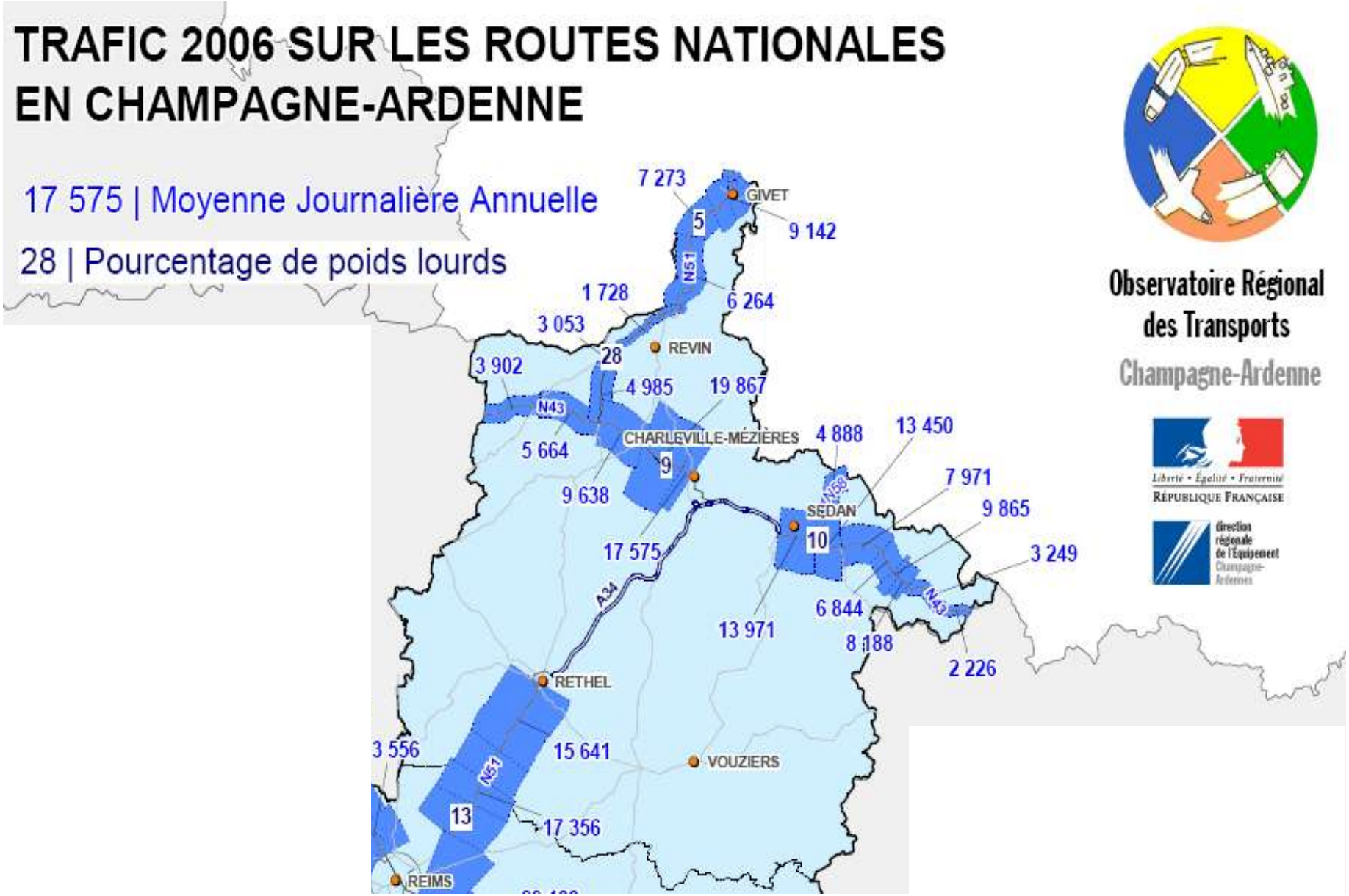


Départements	Routes nationales			Routes départementales		
	2005	2006	Evol.	2005	2006	Evol.
(08) Ardennes	259	141	-45,6%	3 085	3 203	3,8%
(10) Aube	320	35	-89,1%	4 195	4 480	6,8%
(51) Marne	427	229	-46,4%	3 985	4 183	5,0%
(52) Haute-Marne	275	141	-48,7%	3 730	3 864	3,6%
Région	**1 281**	**546**	**-57,4%**	**14 995**	**15 730**	**4,9%**

Source : DRE Champagne-Ardenne *Unité : Km*

Données sur les flux de circulation autoroutière :




TRAFIC 2006 SUR LES ROUTES NATIONALES EN CHAMPAGNE-ARDENNE
17 575 | Moyenne Journalière Annuelle
28 | Pourcentage de poids lourds
Observatoire Régional des Transports
Champagne-Ardenne
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
direction régionale de l'Équipement Champagne-Ardenne
7 273
GIVET
5
9 142
N51
1 728
6 264
3 053
REVIN
28
3 902
4 985
19 867
N43
CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
4 888
13 450
5 664
9
9 638
7 971
N59
SEDAN
9 865
10
17 575
3 249
A34
6 844
13 971
N43
8 188
2 226
RETHEL
3 556
15 641
VOUZIERS
N51
13
17 356
REIMS

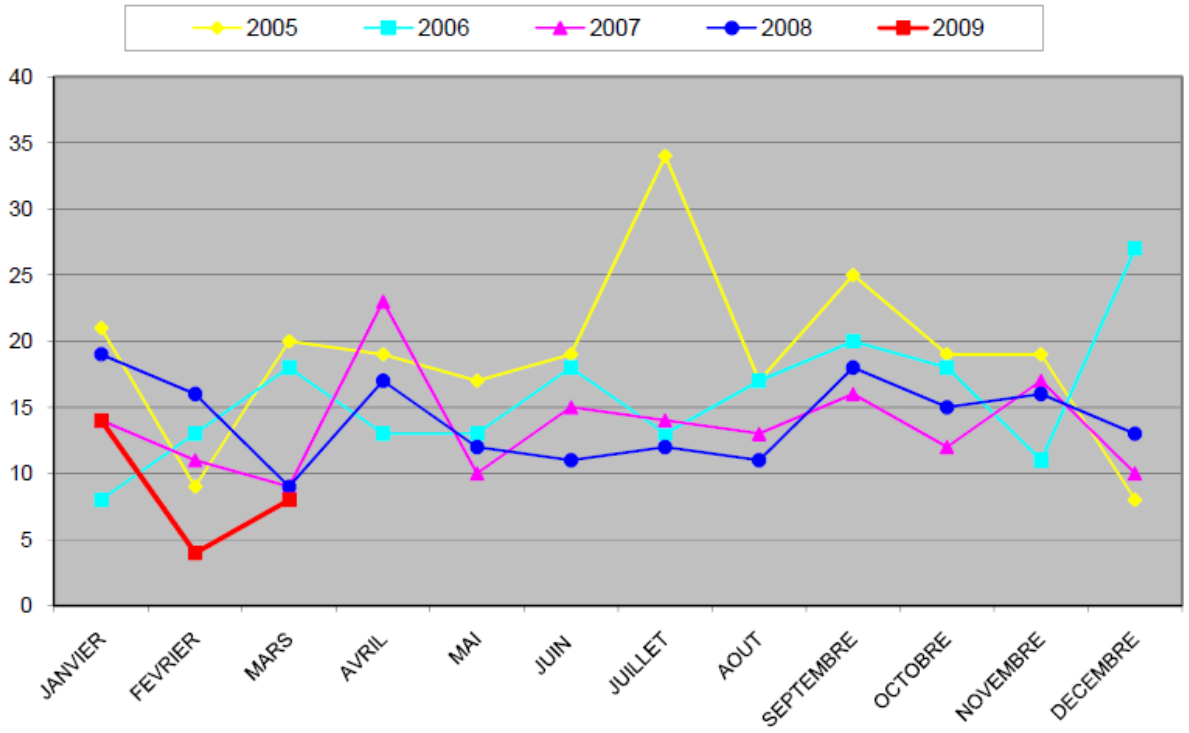
Bilans des accidents routiers constatés dans les Ardennes (préfecture des Ardennes)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Bilan des accidents constatés de 2005 à 2009

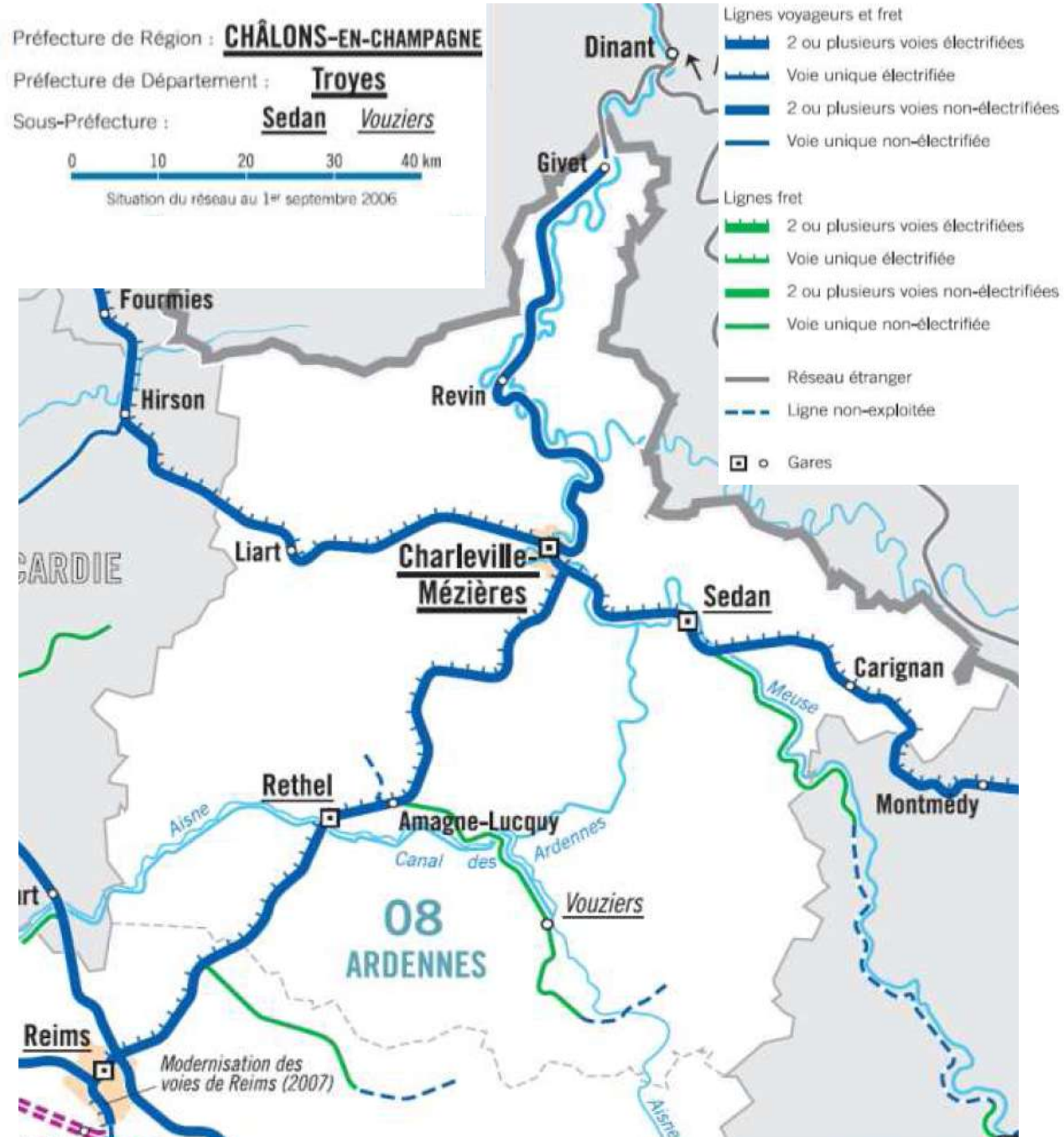
DEPARTEMENT DES ARDENNES

	2005	2006	2007	2008	2009	évolution 2009/2008 (nb)	évolution 2009/2008 (%)
JANVIER	21	8	14	19	14	-5	-26
FEVRIER	9	13	11	16	4	-12	-75
MARS	20	18	9	9	8	-1	-11
AVRIL	19	13	23	17			
MAI	17	13	10	12			
JUIN	19	18	15	11			
JUILLET	34	13	14	12			
AOUT	17	17	13	11			
SEPTEMBRE	25	20	16	18			
OCTOBRE	19	18	12	15			
NOVEMBRE	19	11	17	16			
DECEMBRE	8	27	10	13			
TOTAL	227	189	164	169	26	-18	-41



Les axes ferroviaires

Carte des réseaux ferroviaires



Les points particuliers de stationnement des moyens de transport

Les postes frontières :

Il est à noter la présence de deux aires de stationnement conséquentes en zone frontalière. La première se situe en France sur la RN.58 au niveau des communes de VILLERS-CERNAY et de LA CHAPELLE. Au niveau de ce poste frontière, il est constaté l'entrée régulière en France de transports de munitions et d'explosifs. Ces chargements prennent ensuite la direction de l'Italie.

La seconde se trouve en Belgique sur le territoire de la commune de COUVIN (village du BRULY) à la limite de la frontière française (commune de GUE D'HOSSUS sur la RD. 985). Il est à noter l'entrée en France de transports de déchets radioactifs par le poste frontière de GUE D'HOSSUS.

Gare de triage de Lûmes :

La gare de triage de Lumes est la plus grande installation de ce type dans le département. Elle accueille en temps normal un stockage important de wagons en attente de réacheminement ou de triage, y compris les wagons transportant des déchets nucléaires. Elle se situe à proximité immédiate de la Meuse et d'une ballastière.

Partie supérieure :

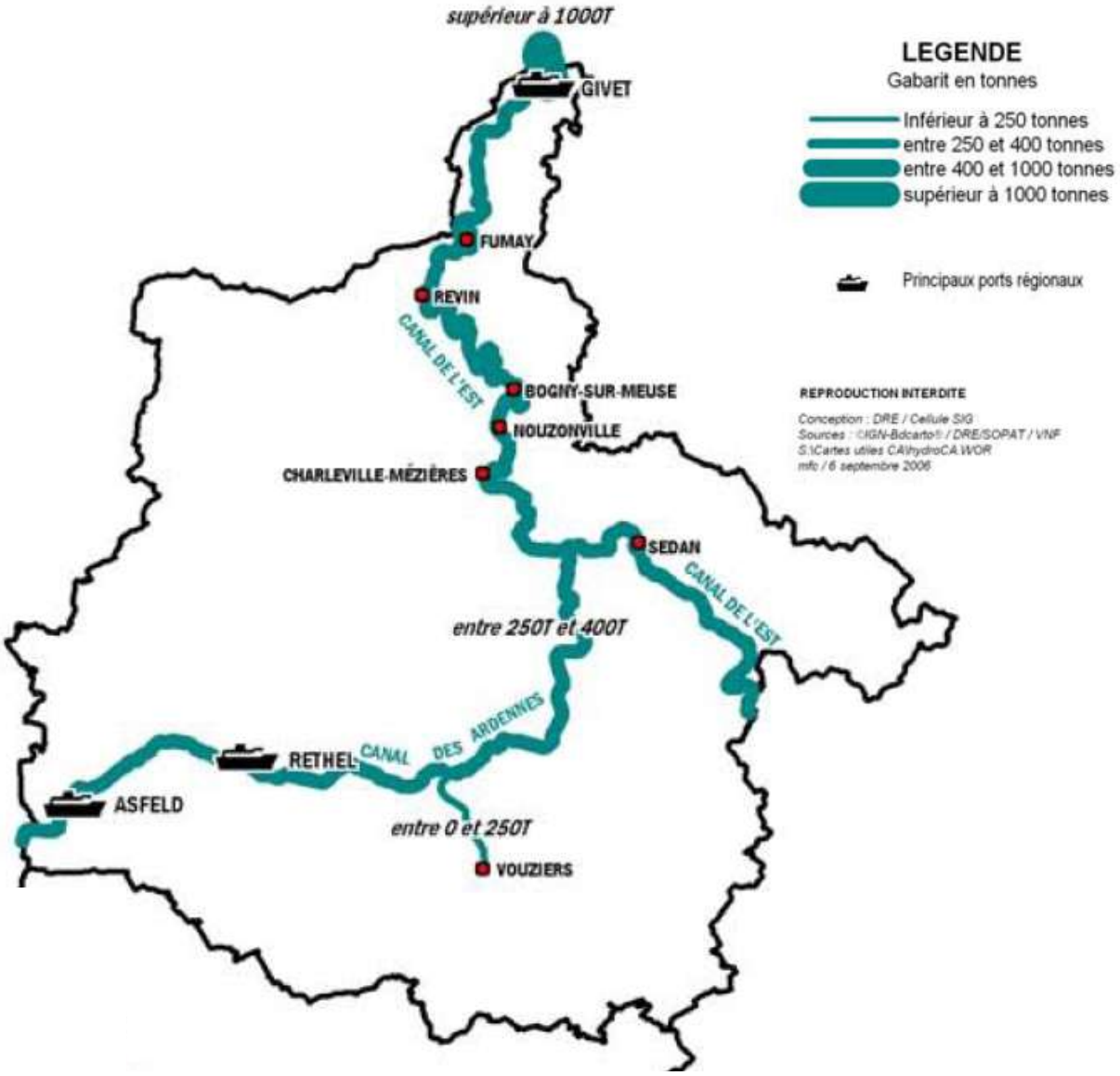


Partie inférieure :



Les axes fluviaux

Carte des dessertes fluviales



Evolutions des flux des principaux ports régionaux

Ports	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Givet	167 985	183 060	191 914	229 627	248 758	274 986	266 621	277 500	262 863	442 663
Nogent/Seine	64 220	99 178	152 520	206 015	122 486	107 176	145 905	179 105	325 377	305 712
Châlons-en-C.	72 543	199 336	230 609	184 933	192 770	109 198	142 066	98 840	114 681	71 550
Reims	205 291	259 068	263 139	299 290	229 992	195 260	215 265	151 497	156 594	111 348
Vitry-le-F.	40 102	109 606	68 263	73 893	88 572	49 353	51 399	58 432	42 164	48 898
Tot. Région	**833 766**	**1 257 626**	**1 228 432**	**1 342 106**	**1 160 095**	**974 173**	**1 091 523**	**978 279**	**1 079 794**	**1 089 396**

Source : VNF *Unité : Tonnes*

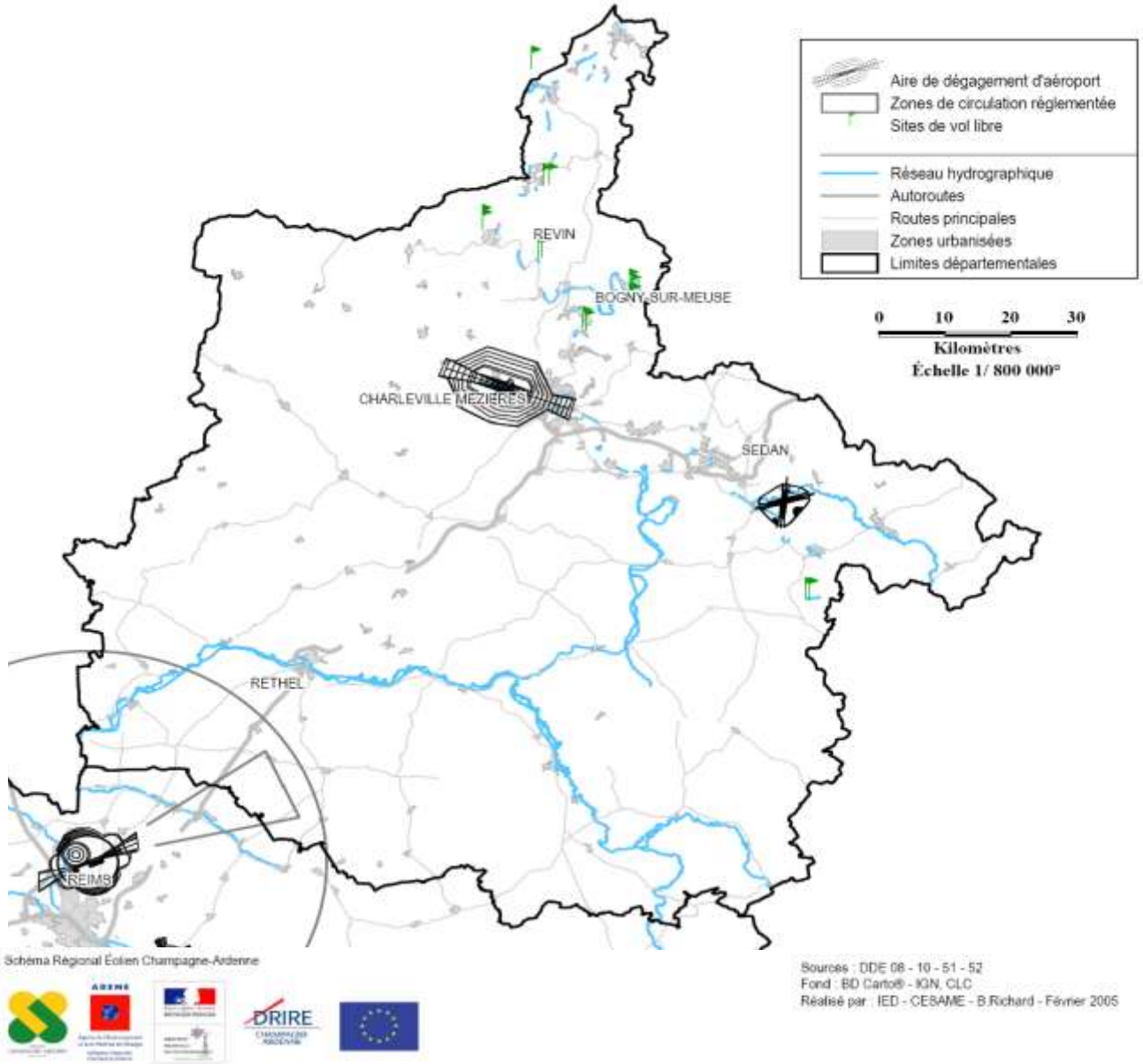
En 2006, Givet devient le premier port champardennais avec une nette hausse de son activité en surpassant même Nogent-sur-Seine qui affiche tout de même une bonne forme. Suit ensuite le port de Reims et Châlons-en-Champagne qui observent eux un repli de leur trafic en comparaison avec l'année 2005.

Les axes aériens

Les aérodromes régionaux, dont trois d'entre eux sont d'intérêt départemental, au service d'une aviation d'affaire : Troyes-Barberey, Charleville-Mézières et Chaumont-Semoutiers.

Aérodromes	Gestionnaire	Cat.	Accès	Infrastructures aéroportuaires
Charleville-Mézières	CCI des Ardennes	C	6 km au SO de Charleville 10' de Charleville-Mézières Parking gratuit 50 pl.	1 piste 1500x30 m + piste ULM réservée aux basés Aérogare 260 m² Stationnement 9 500 m² Hangar aéronefs 1 650 m²

Carte des servitudes aériennes sur les aérodromes des Ardennes



Le transport des marchandises

Evolution du volume global de transport des marchandises :

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002*	2003*	2004*	2005*	2006*	Evol. 06/05
						Entrants						
Total région	13 991	15 696	16 241	17 645	18 926	19 387	18 221	17 367	16 977	17 824	18 871	5,87%
Ardennes	2 301	2 300	2 572	3 351	3 020	2 875	2 033	1 980	2 344	3 007	2 705	-10,04%
Marne	6 035	6 825	7 043	7 345	8 641	9 138	8 188	8 704	8 205	8 329	8 628	3,59%
Haute-Marne	2 932	3 131	3 201	3 533	3 489	4 110	3 452	3 689	3 123	3 229	3 176	-1,64%
Aube	2 723	3 440	3 425	3 416	3 776	3 264	3 020	2 994	3 305	3 259	4 362	33,84%
						Sortants						
Total région	16 956	18 385	18 753	20 121	20 169	20 593	19 069	16 915	18 224	19 101	19 865	4,00%
Ardennes	2 147	1 701	2 240	2 478	3 148	2 701	1 793	1 708	2 173	2 063	2 182	5,77%
Marne	8 372	8 586	8 789	9 340	9 464	9 802	7 481	8 680	8 543	8 704	9 478	8,89%
Haute-Marne	2 643	3 835	3 572	3 790	3 779	3 474	2 529	2 941	3 154	4 006	3 327	-16,95%
Aube	3 794	4 263	4 152	4 513	3 778	4 616	3 710	3 586	4 354	4 328	4 878	12,71%
						Total						
Total région	30 947	34 081	34 994	37 766	39 095	39 980	37 290	34 282	35 201	36 925	38 736	4,90%
Ardennes	4 448	4 001	4 812	5 829	6 168	5 576	3 826	3 688	4 517	5 070	4 887	-3,61%
Marne	14 407	15 411	15 832	16 685	18 105	18 940	15 669	17 384	16 748	17 033	18 106	6,30%
Haute-Marne	5 575	6 966	6 773	7 323	7 268	7 584	5 981	6 630	6 277	7 235	6 503	-10,12%
Aube	6 517	7 703	7 577	7 929	7 554	7 880	6 730	6 580	7 659	7 587	9 240	21,79%

Source : SESP *Unité : milliers de tonnes*

Transport routier de marchandise :

Nombre d'entreprises inscrites au registre des transporteurs publics routiers de marchandises par départements

Départements	2003	2004	2005	2006
(08) Ardennes	203	195	193	201
(10) Aube	255	244	240	241
(51) Marne	456	471	468	461
(52) Haute-Marne	124	125	124	123
Total Région	**1 038**	**1 035**	**1 025**	**1 026**
Région < 3,5 t	283	300	294	303
Région > 3,5 t	755	735	731	723

Source : DRE Champagne-Ardenne, Service Transports et Sécurité Routière

Dans un souci d'économie kilométrique, la région de GIVET est de plus en plus utilisée pour du transit de marchandises belges. C'est également le cas de la RD.777 dite « route du transit » située entre les villages belges de CORBION (entité de BOUILLON, Province du Luxembourg) et de SUGNY (entité de VRESSE-SUR-SEMOIS, Province de Namur). Cette route emprunte le territoire français sur une distance de cinq kilomètres environ.

Transport ferroviaire de marchandise :

L'artère électrifiée et autorisée nord-est (lignes 2 et 20) qui relie le Nord-Pas-de-Calais à la Lorraine via Charleville- Mézières constitue un axe majeur pour le fret, avec une centaine de trains quotidiens.

Transport fluvial de marchandise :

Evolutions du trafic annuel des ports régionaux de Champagne Ardennes :

Évolution du trafic annuel des principaux ports régionaux depuis 2003

Ports	2003	2004	2005	2006	2007	07/06
(08) Asfeld	35 443	51 781	31 570	18 176	21 053	+13,7%
(08) Givet	266 621	277 500	262 863	442 663	370 661	-19,4%

Les ports de Givet







En annexe XI figure le détail des caractéristiques des ports de Givet.

Transport aérien de marchandise :

Quasi inexistant dans les Ardennes.

<u>Le transport de personnes</u>

Transport routier de personnes :

Nombre d'entreprises inscrites au registre des transporteurs publics routiers de personnes par département

Départements	2003	2004	2005	2006
(08) Ardennes	72	85	89	83
(10) Aube	55	71	78	72
(51) Marne	113	112	114	121
(52) Haute-Marne	86	84	89	96
Total Région	**326**	**352**	**370**	**372**

Source : DRE Champagne-Ardenne, Service Transports et Sécurité Routière

Les circuits des transports en commun

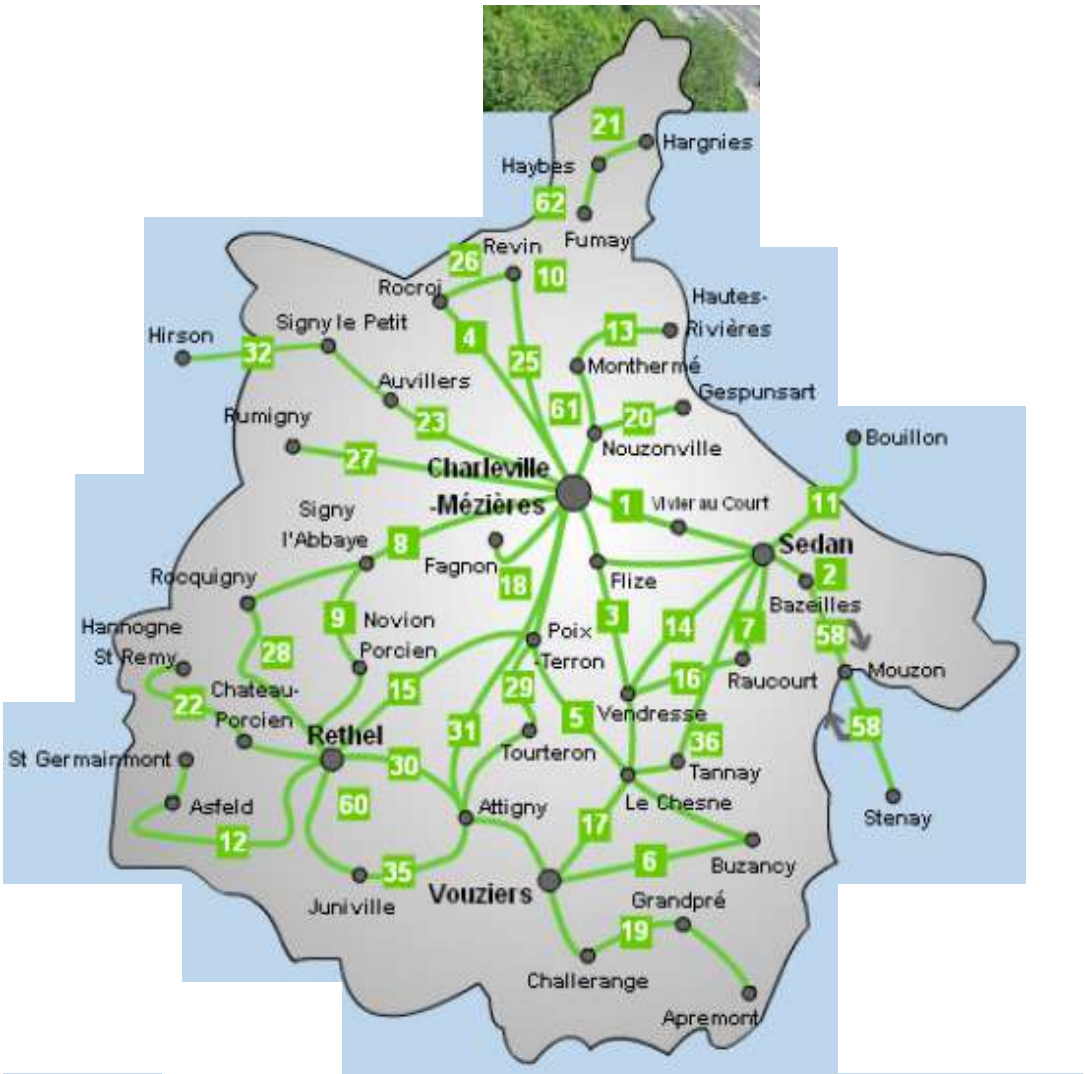


Les réseaux de transport urbain :

Un réseau de transport urbain existe entre autre sur la communauté d'agglomération de Charleville-Mézières : TAC (Transports urbains de l'Agglomération de Charleville)

La régie départementale des transports des Ardennes (RDTA) a mis en place un réseau de bus urbain pour circuler dans Sedan intra-muros. Elle assure également une série de trajet reliant les différentes agglomérations des Ardennes.

Carte des circuits intercommunaux de la RDTA

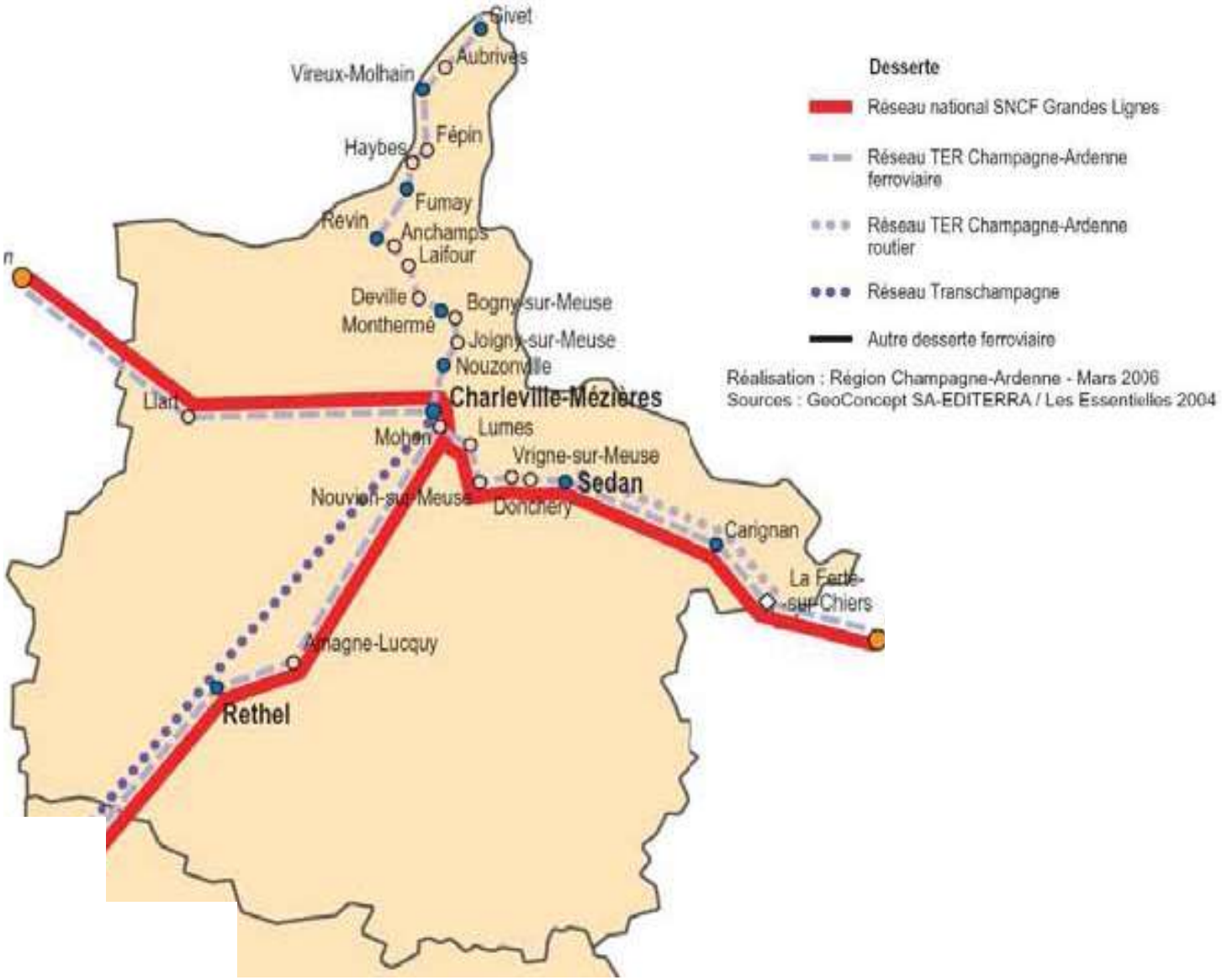


Les circuits scolaires

ASFELD**,** ATTIGNY, BUZANCY, CHARLEVILLE MEZIERES, CHAUMONT, LE CHESNE, MONTHERME, POIX-TERRON, RETHEL, REVIN, ROCROI, SEDAN, SIGNY L'ABBAYE

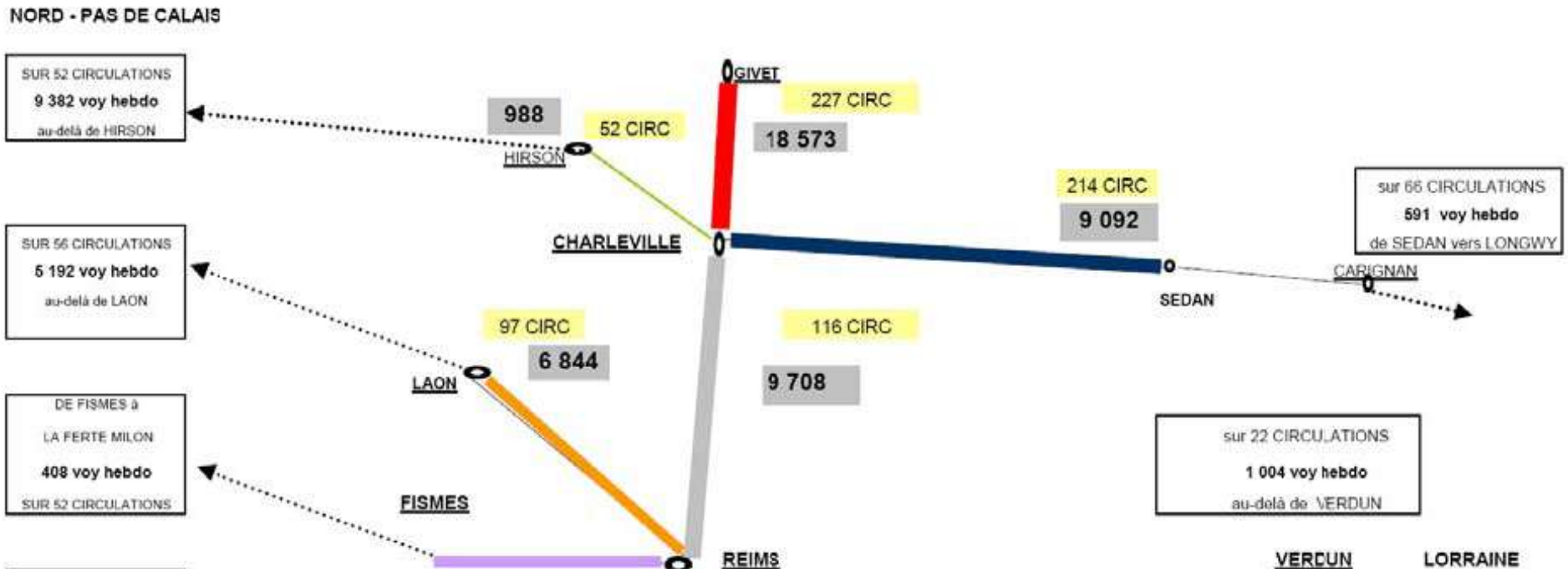
Transport ferroviaire de personnes :

Carte des transports de personne par TER et bus



Les flux majeurs des transports ferroviaires

En nombre de passagers et de circulations hebdomadaires.



Transport fluvial de personnes :

Carte des ports de plaisance

La plaisance est très développée sur la Meuse et le canal des Ardennes.



Transport aérien de personnes :

Carte des emplacements des aérodromes



Flux de transport de l'aérodrome de Charleville-Mézières

Passagers	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
passagers locaux	2 140	2 520	2 082	1 283	643	664	1 449
internationaux	*0*	*385*	*91*	*75*	*33*	*34*	*41*
nationaux	*2 140*	*2 135*	*1 991*	*1 208*	*610*	*630*	*1 408*
transit	0	0	0	0	0	0	0
Total	**2 140**	**2 520**	**2 082**	**1 283**	**643**	**664**	**1 449**

Source : UCCEGA

Mouvements	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
mouvements commerciaux	245	291	202	118	89	88	127
mouvements non commerciaux	5 372	5 152	4 811	7 514	6 994	6 994	4 114
locaux	*4 353*	*3 932*	*3 610*	*4 955*	*4 488*	*4 488*	*2 432*
voyages	*1 019*	*1 220*	*1 201*	*2 559*	*2 506*	*2 506*	*1 682*
Total	**5 617**	**5 443**	**5 013**	**7 632**	**7 083**	**7 082**	**4 241**

Source : UCCEGA

L'aérodrome de Charleville Mézières n'est plus aujourd'hui exploité.

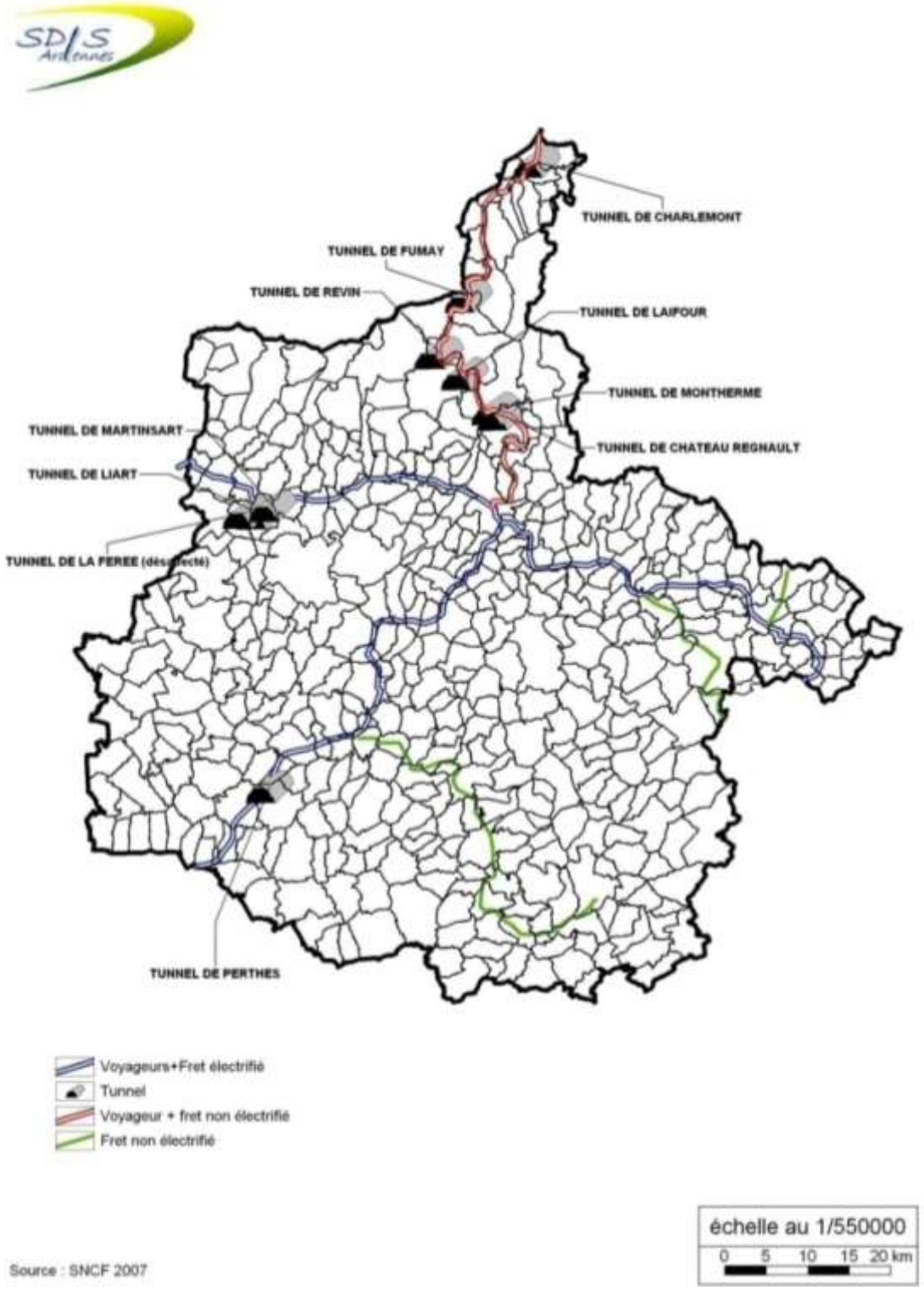
Les infrastructures de franchissement

Les tunnels :

Le département des Ardennes comporte 3 tunnels fluviaux et 10 tunnels ferroviaires. Aucun tunnel routier n'est répertorié.

Les tunnels ferroviaires :

Carte de l'emplacement des tunnels ferroviaires

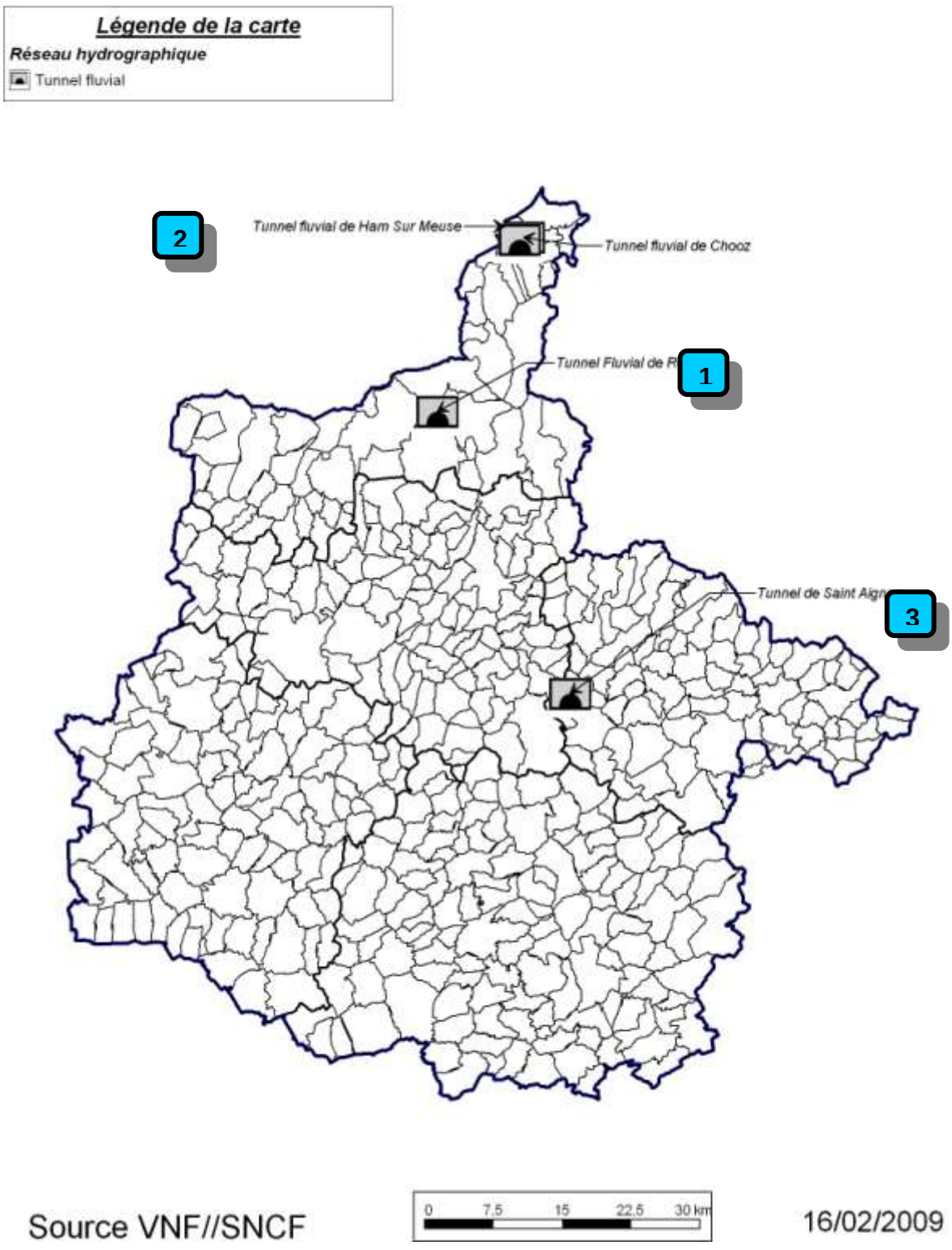


Source : SNCF 2007

En annexe XII, figurent les caractéristiques techniques et cartographiques de tous les tunnels ferroviaires du département.

LES TUNNELS FLUVIAUX :

Carte de l'emplacement des tunnels fluviaux

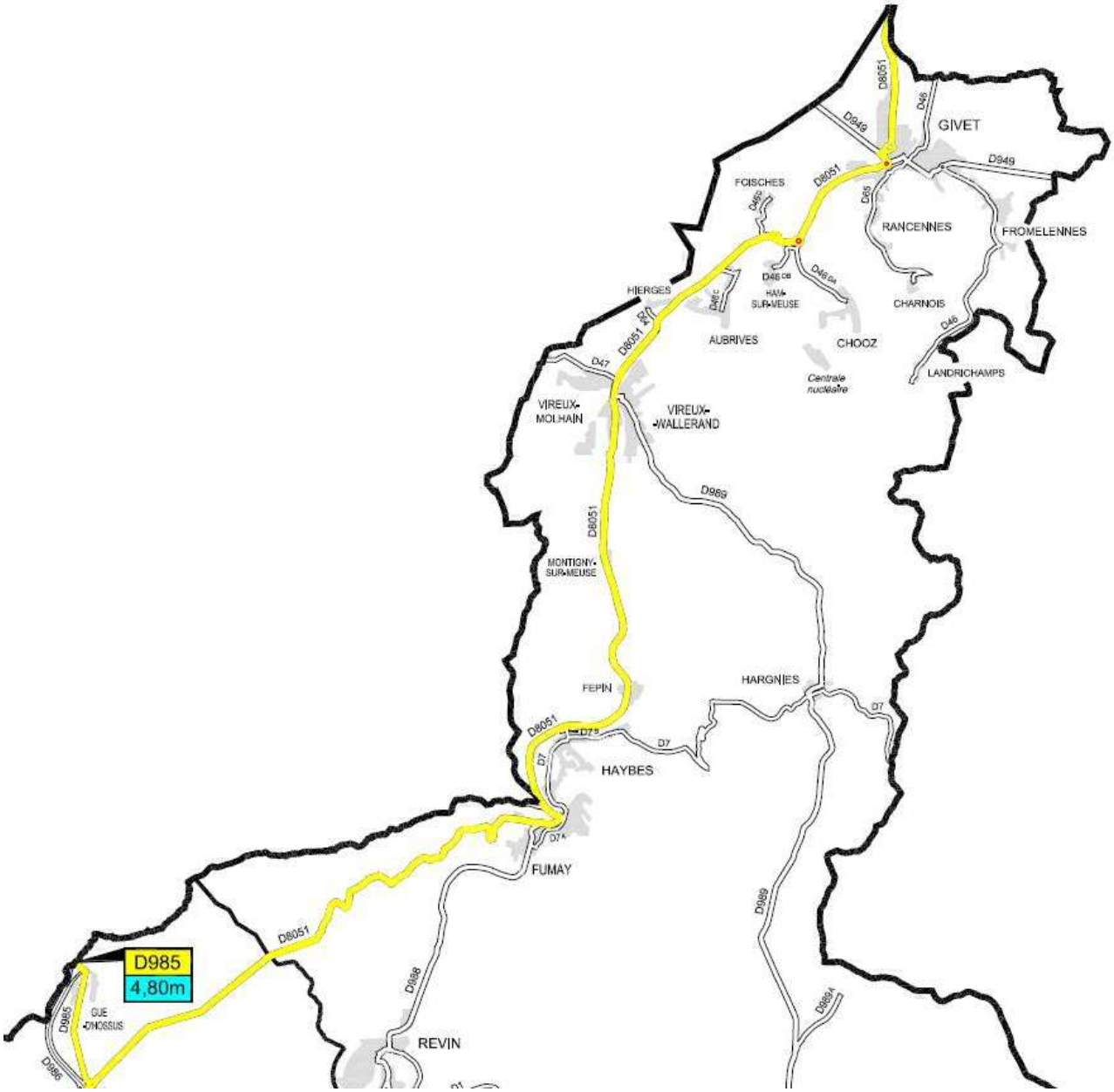


Les détails intéressants les tunnels fluviaux figurent en annexe VIII.

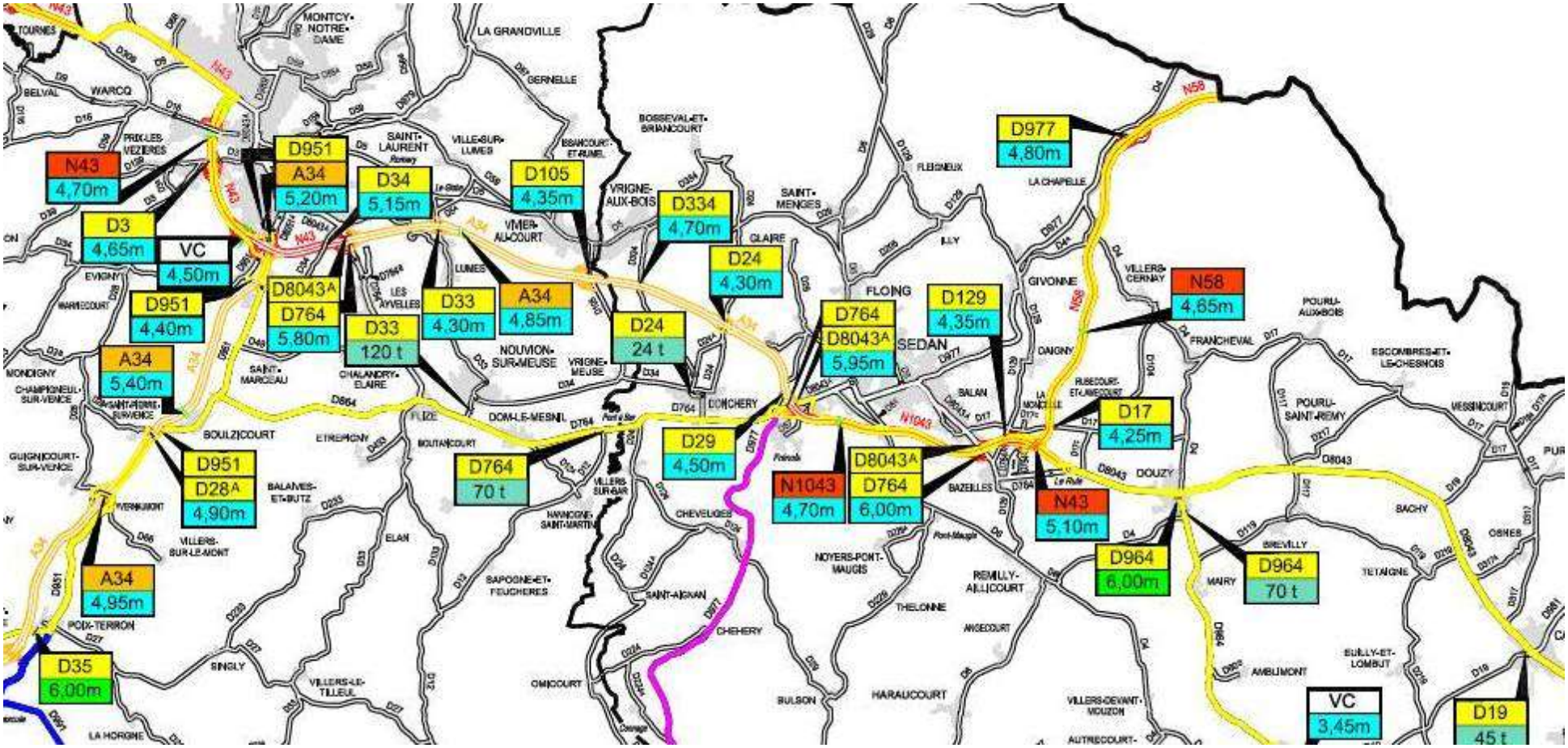
LES PONTS

Carte des hauteurs sous ponts et des limites de tonnage :

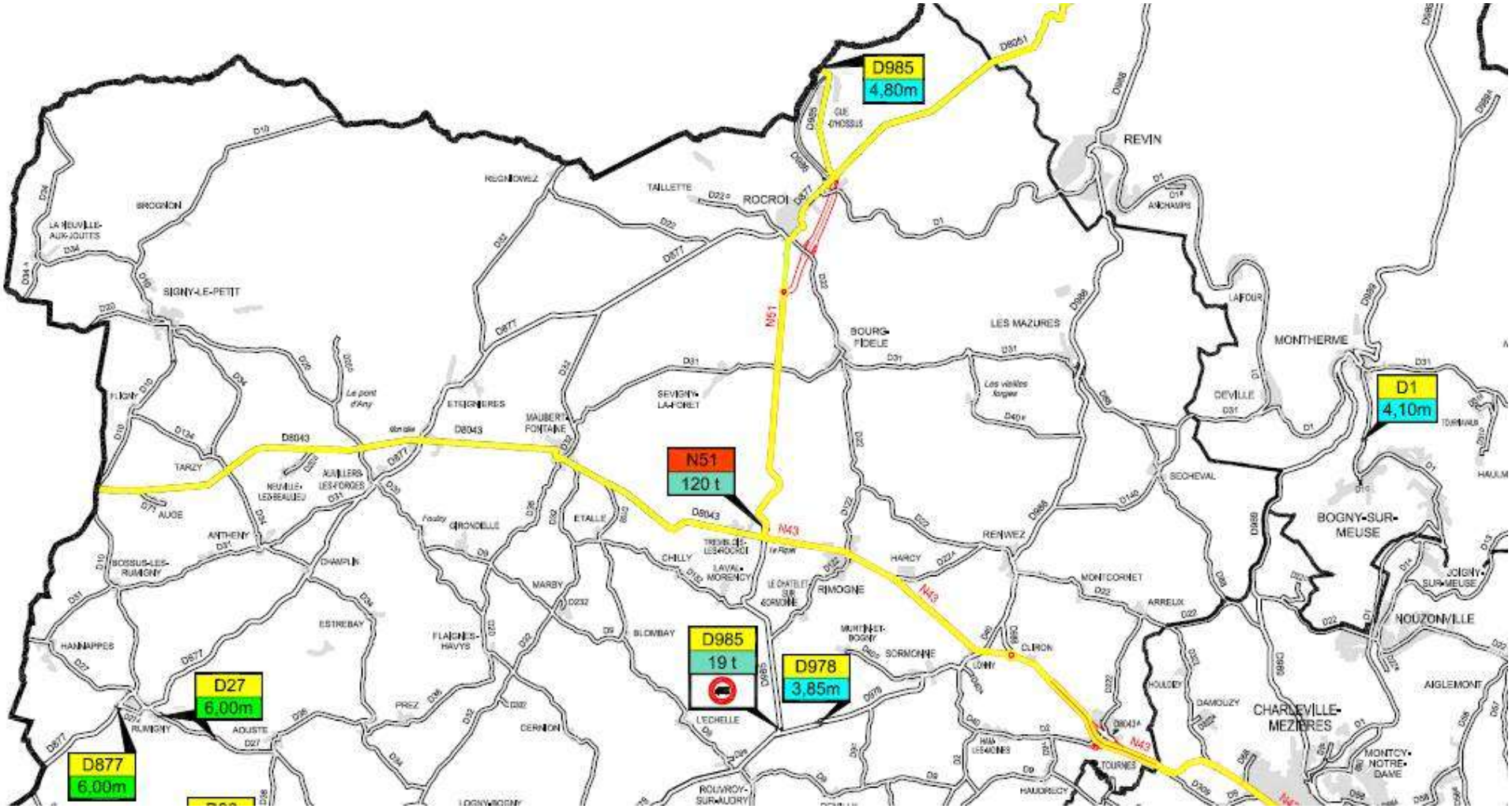
La pointe des Ardennes :



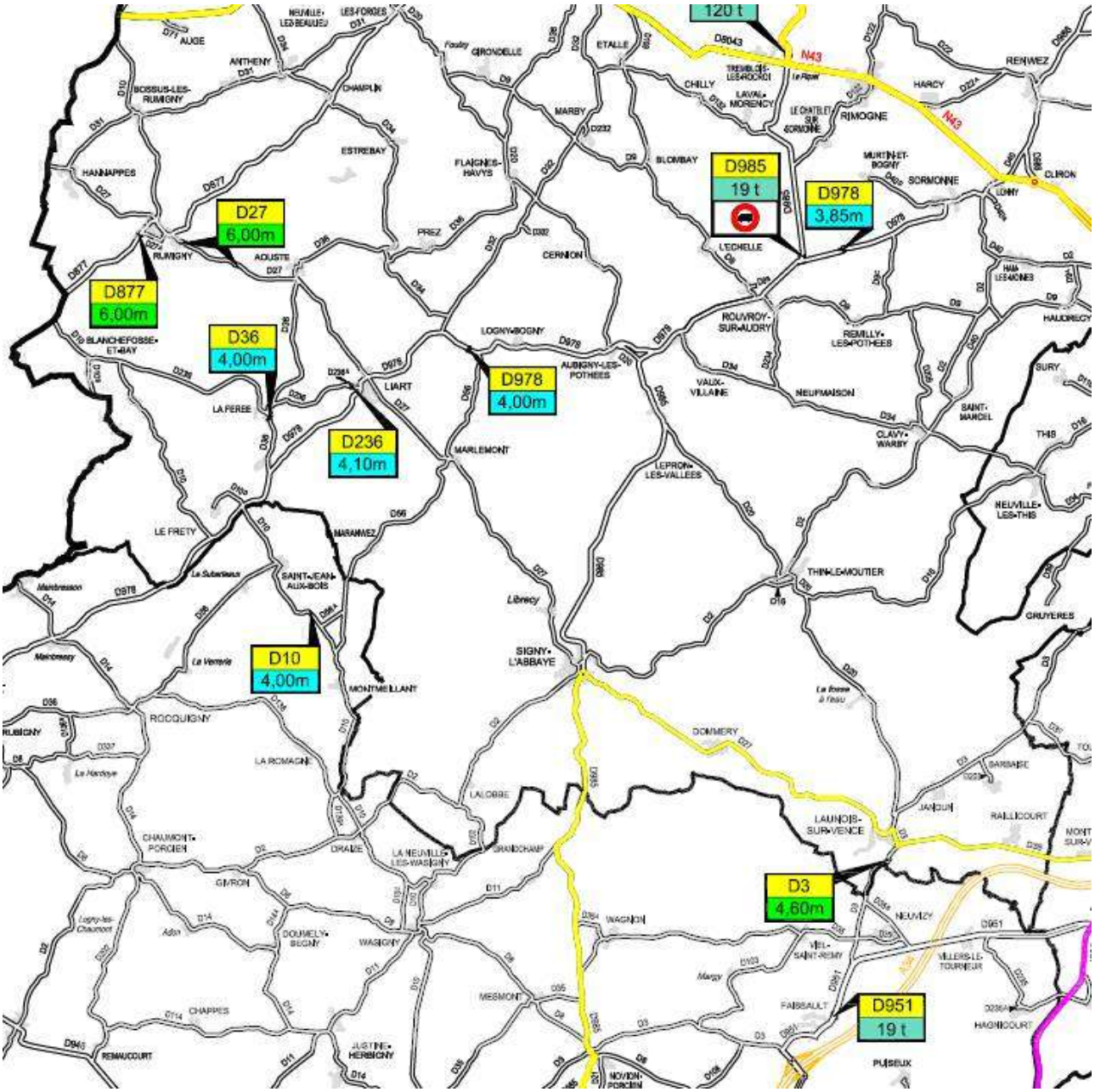
Charleville Mézières - Sedan :



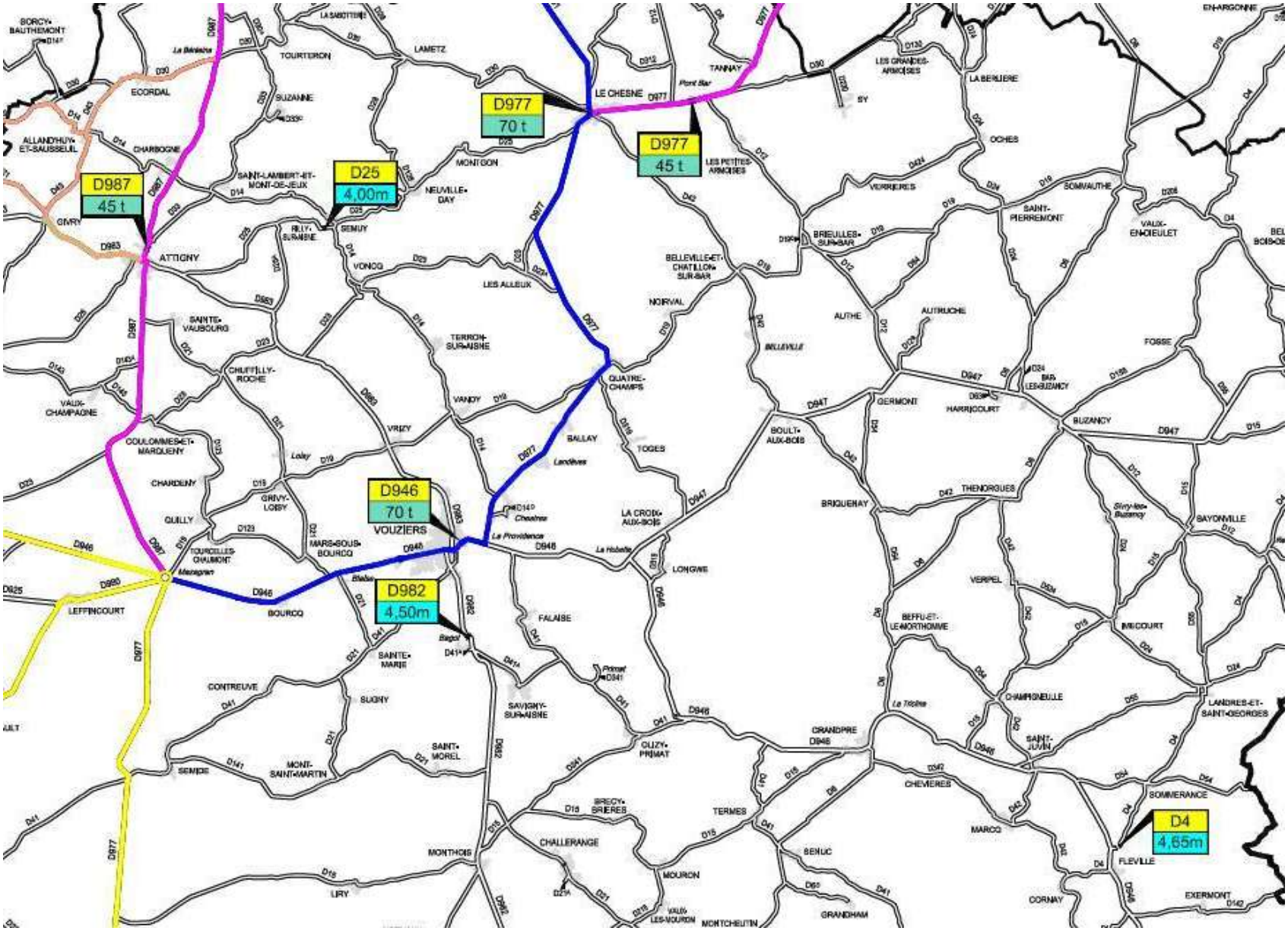
Rocroi - Monthermé :



Signy L'Abbaye - Liart :

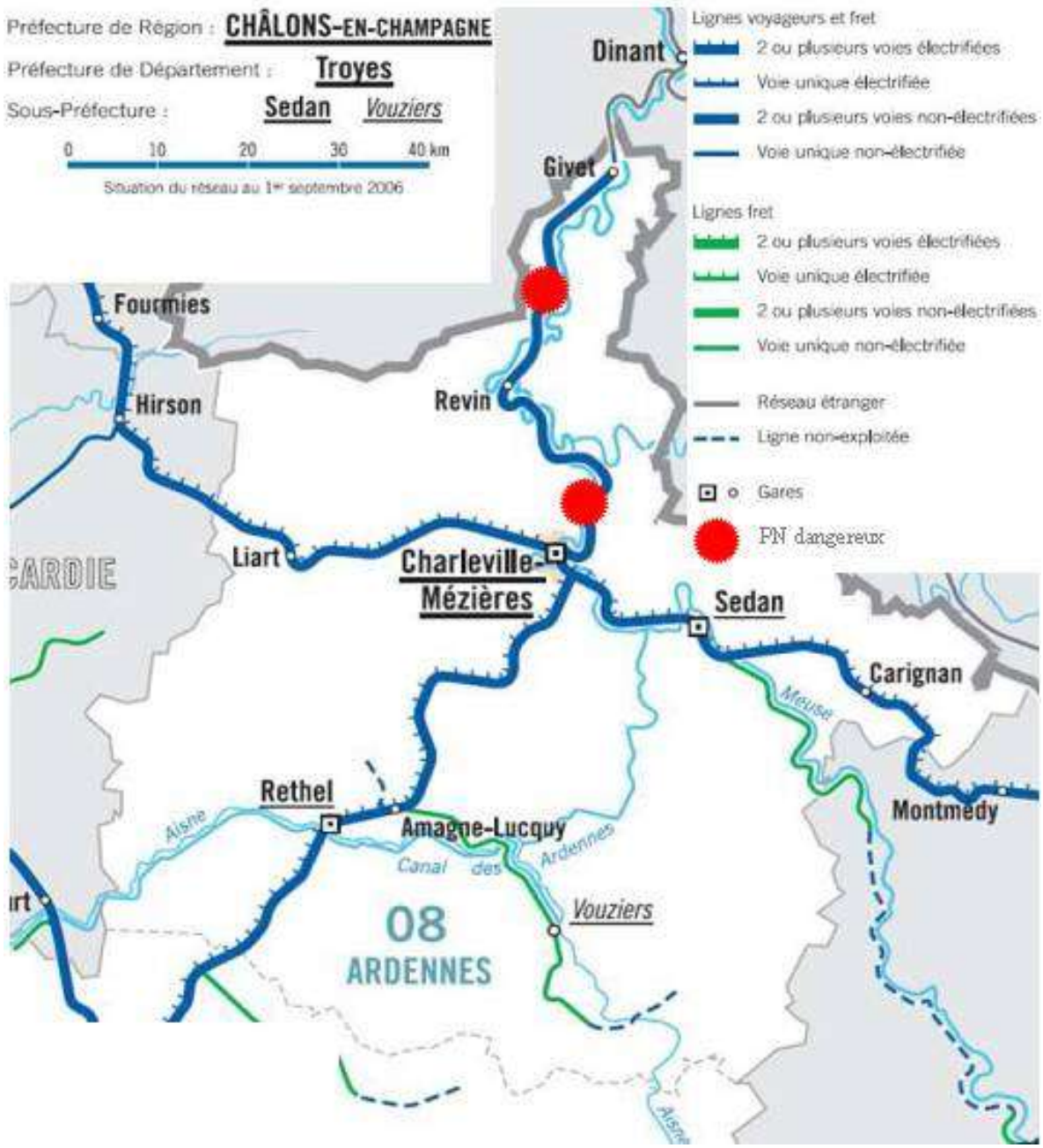


Vouziers :


D977
70 t
D977
45 t
D987
45 t
D25
4,00m
D946
70 t
VOUZIERS
D982
4,50m
D4
4,65m
LE CHESNE
ATTIGNY
VOUZIERS
BOURCQ
LEFFINCOURT
MONTOIS
CHALLERANGE
GRANDPRE
SAINTE-VAUBOURG
CHUFFILLY-ROCHE
TERRON-SUR-AISNE
QUATRE-CHAMPS
BALLAY
TOGES
LONGWE
FALAISE
SAVIGNY-SUR-AISNE
GUIZY-PRIMAT
SAINT-MOREL
MONT-SAINT-MARTIN
CONTREUVE
SUGNY
SAINTE-MARIE
MARS-SOUS-BOURCQ
GRIVY-LOISY
CHARDENY
COULOMMES-ET-MARQUENY
VAUX-CHAMPAGNE
VRIZY
VANDY
LES ALLEUX
VONCQ
SEMUY
NEUVILLE-DAY
MONTGON
SAINT-LAMBERT-ET-MONT-DE-JEUX
CHARBOGNE
ECORDAL
SUZANNE
TOURTERON
LAMETZ
GIVRY
ALLANDY-HUY-ET-SAUSSEUIL
BORCY-BAUTHEMONT
LES PETITES ARMOISES
LES GRANDES-ARMOISES
TANNAY
LA BERLIERE
OCHES
VERRIERES
SOMMAUTHE
SAINT-PIERREMONT
VAUX-ENCHEULET
BRIEULLES-SUR-BAR
BELLEVILLE-ET-CHATILLON-SUR-BAR
NORVAL
AUTHE
AUTRUCHE
FOSSE
BAR-LES-BUZANCY
BUZANCY
GERMONT
HARRICOURT
BOULT-AUX-BOIS
LA CROIX-AUX-BOIS
BRIQUENAY
THENORGUES
SAYONVILLE
VERPEL
BEFFU-ET-LE-MORTHOMME
IMECOURT
CHAMPIGNEULLE
LANDRES-ET-SAINT-GEORGES
SAINT-JUVIN
CHEVIERES
SOMMERANCE
FLEVILLE
EXERMONT
CORNAY
MARCQ
SENUC
MOURON
TERMES
BRECY-BRIERES
GRANDHAM
MONTCHEUTIN
LIRY
SEMIDE
LEFFINCOURT
TOURCELLES-CHAUMONT
ENHARGONNE

Les passages à niveau dangereux

Carte des passages à niveau dangereux



LES PROSPECTIVES DANS LES ARDENNES

En matière de transport routier : L'A 34 prolongée par l'A 304

Le projet consiste à prolonger l'autoroute A34, entre Charleville-Mézières et Reims) depuis le sud de Charleville-Mézières jusque la déviation existante à 2 fois 2 voies de Rocroi / Gué d'Hossus. Pour ce faire un tronçon d'autoroute d'une trentaine de km environ est à construire.

Ce projet possède sa continuité en Belgique par l'aménagement programmée de la nationale 5 en autoroute (itinéraire E 420), entre Charleroi et la frontière Franco-Belge (64 km). Une partie significative de l'itinéraire en Belgique est déjà à 2 fois 2 voies.

Le projet s'inscrit donc sur une grande liaison autoroutière Charleroi / Charleville-Mézières / Reims. Le maillon projeté entre Charleville-Mézières et la frontière, appelé aussi "branche ouest du Y ardennais".

Le chantier durera jusque 2010. Des fouilles archéologiques ont déjà commencé.

Quatre points d'échange sont prévus sur cette section de l'autoroute A 34 :

- Un nœud autoroutier au lieu-dit la Chattoire (commune de La Francheville). Ce dispositif permet tous les mouvements d'échanges entre les 3 branches autoroutières du Y Ardennais (l'une vers Rocroi, l'autre vers Sedan, la troisième vers Reims).

- Un diffuseur losange au droit du bois de Charnois (point de départ du futur barreau de desserte Ouest de Charleville-Mézières).

- Un diffuseur losange au lieu-dit le Piquet assurant les échanges entre l'autoroute A 34 et la RN 43, un diffuseur losange à l'entrée de Rocroi qui assure la liaison avec la déviation de Rocroi et la RN 5.

- Le demi-diffuseur existant sur la déviation actuel de Rocroi échangeant avec la RD 22 sera parallèlement supprimé.

Le projet comporte 7 ouvrages particuliers (dit « non courants ») et 40 ouvrages courants :

Les ouvrages non courants permettent le franchissement des vallées alluviales de la Sormonne, de l'Audry et du Thin, des voies SNCF (ligne Charleville-Lille) et un ouvrage de franchissement grande faune (cerfs),
certains ouvrages courants seront mixtes (rétablissement de ruisseaux et traversé de faune).

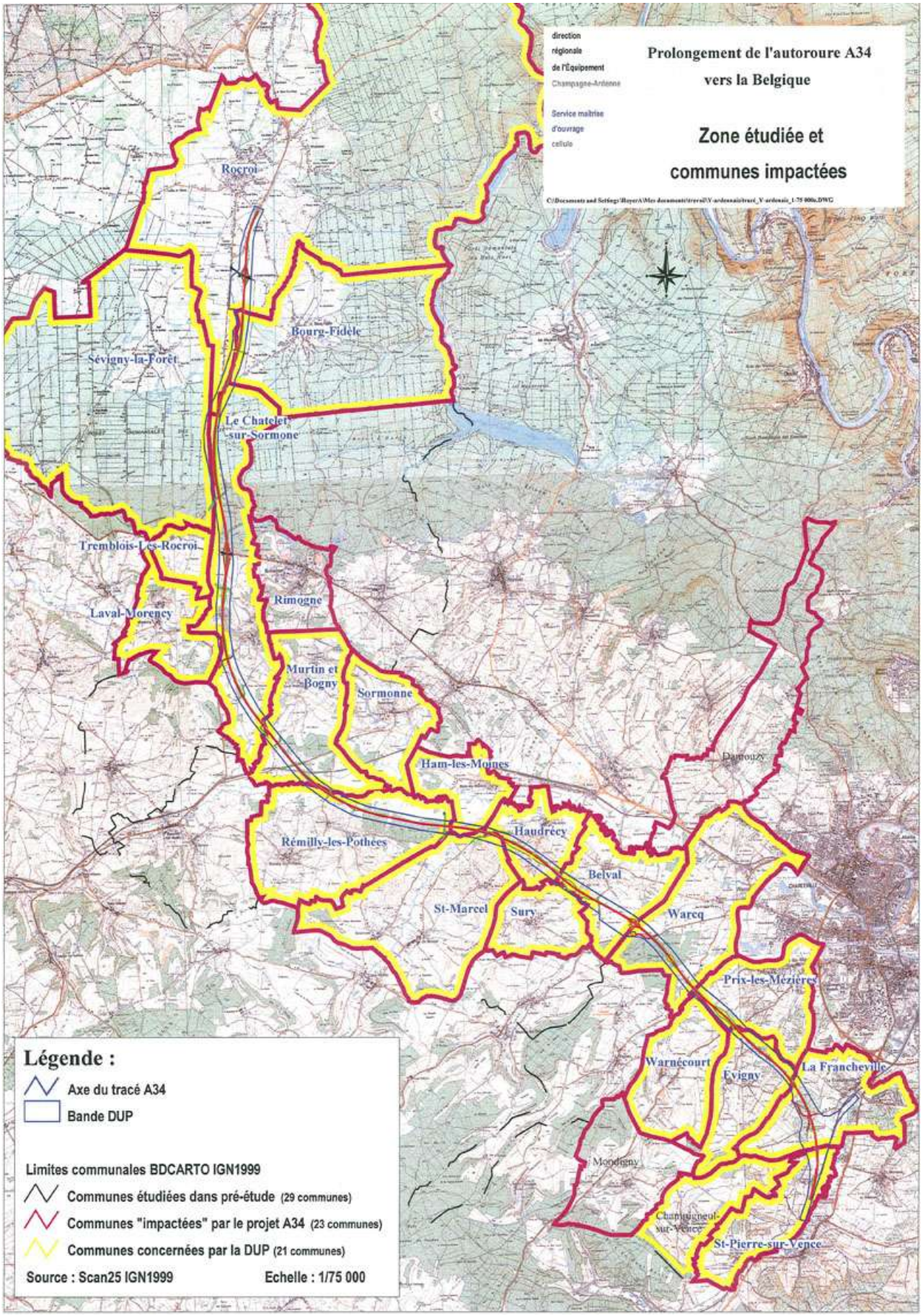
Concernant le trafic :

La mise en service du projet s'accompagnera au niveau national et européen d'un report de trafics de transit de l'ordre de 10 500 véh/jour empruntant actuellement les axes notamment de l'A1 et de l'A31 aujourd'hui surchargés.

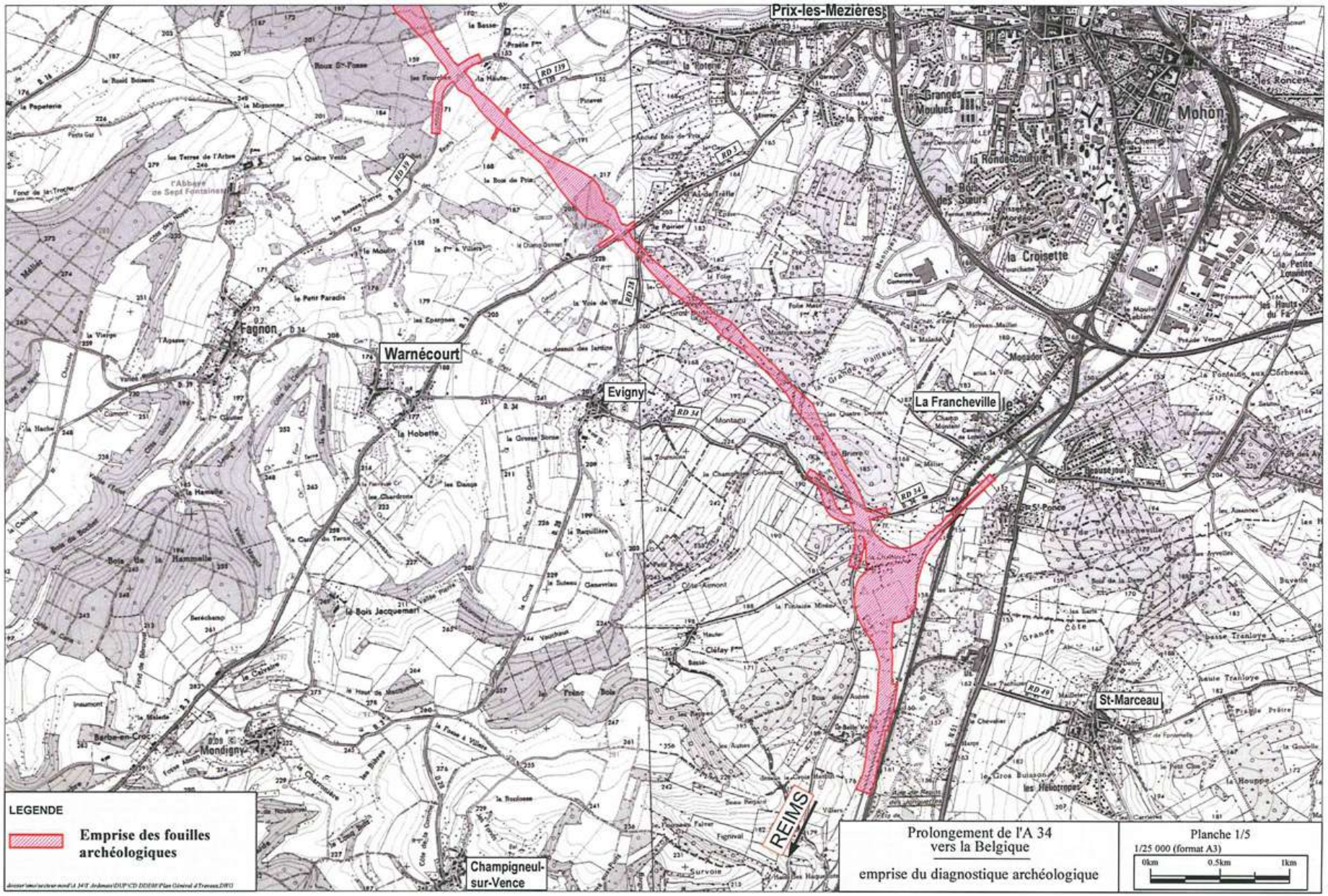
Au niveau local, la mise en service du projet aura également pour effet de délester les RN43, RN51 et rocade de Charleville-Mézières, notamment de leur trafic poids lourds.

En 2020, le trafic attendu sur la nouvelle section de l'A34 mise en service est estimé entre 20 000 et 22 000 véh/jour dont une part significative de poids lourds (entre 30 et 35%).

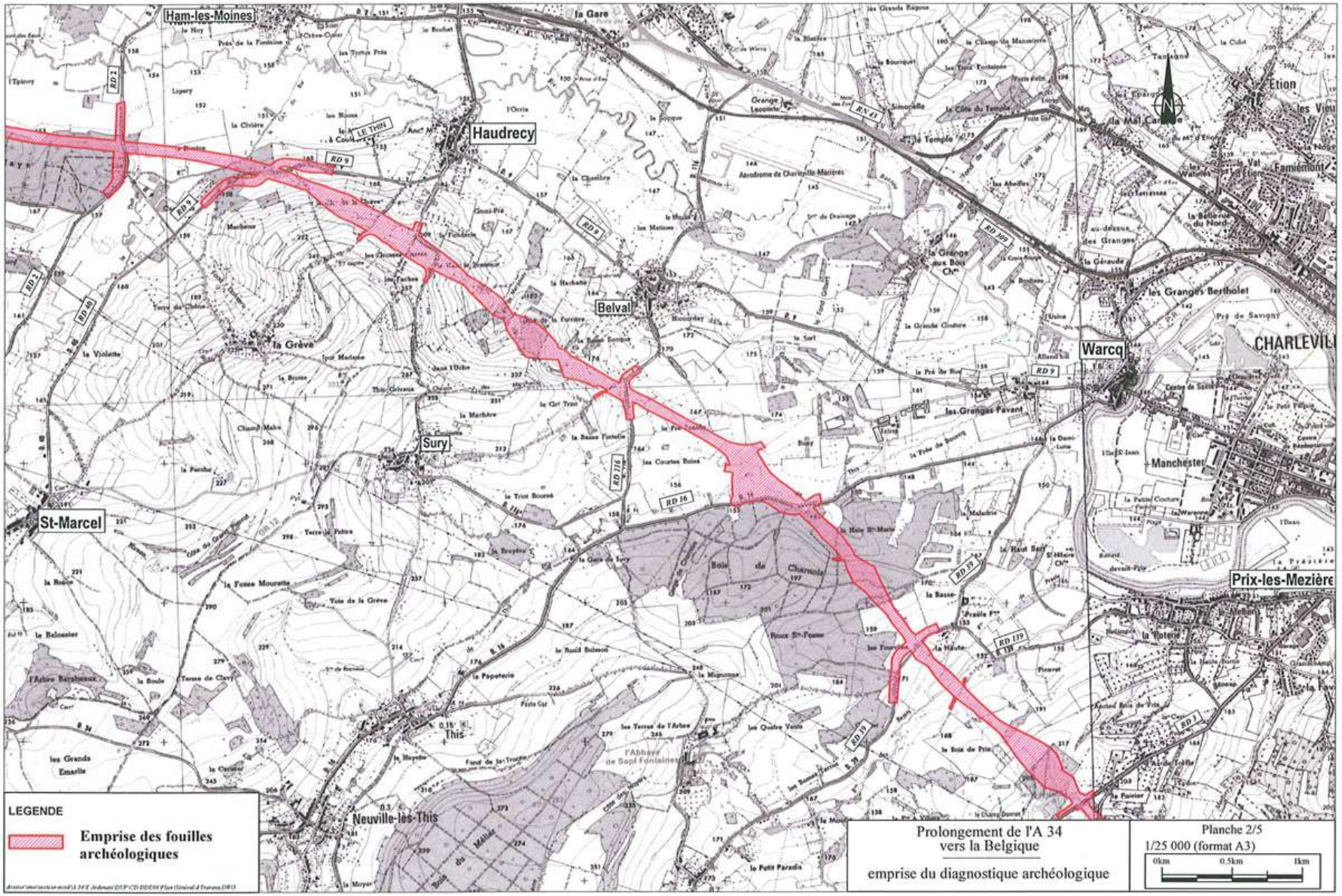
Fuseaux non définitif d'implantation de l'A 304 :



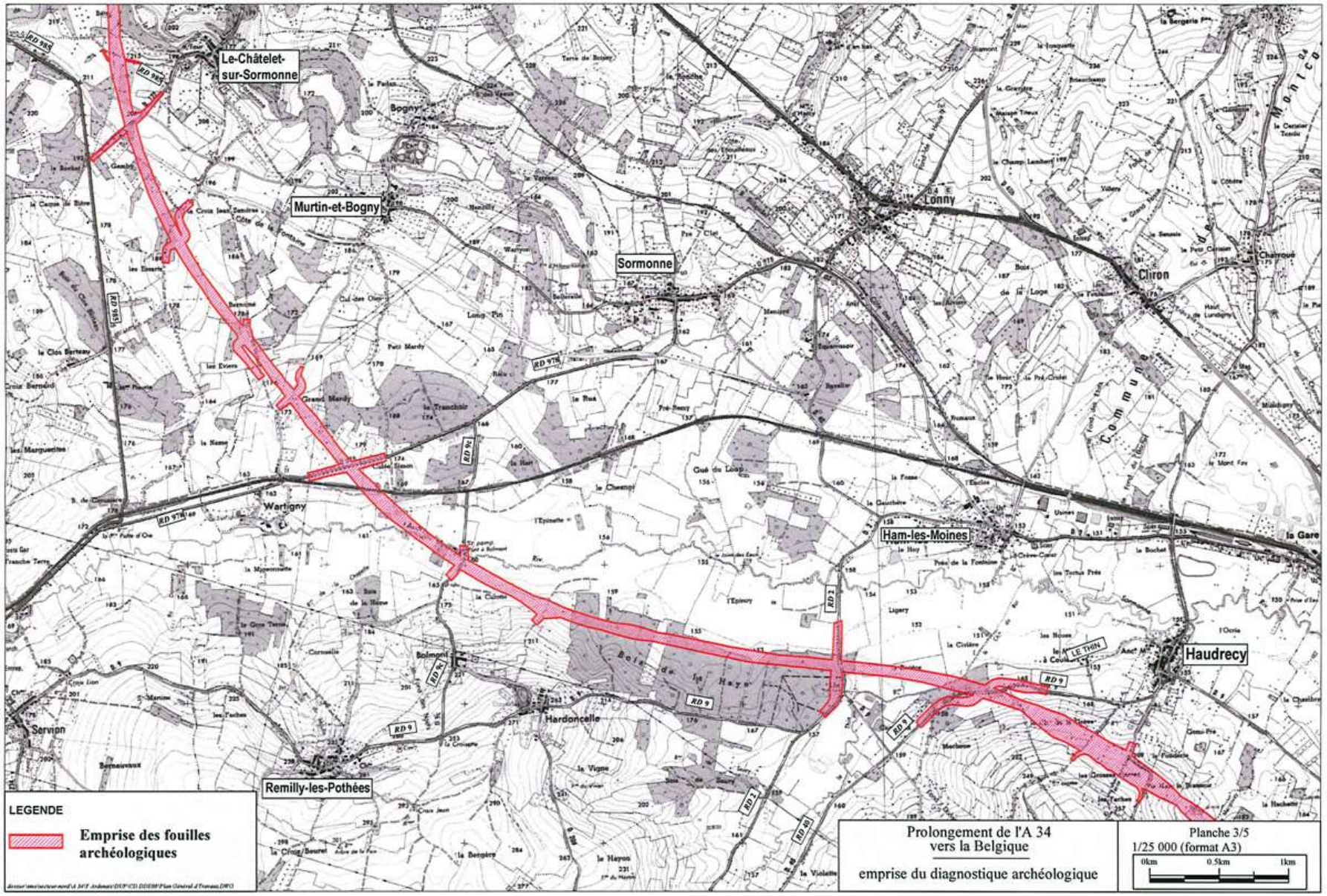
Carte 1 : Prix les Mézières



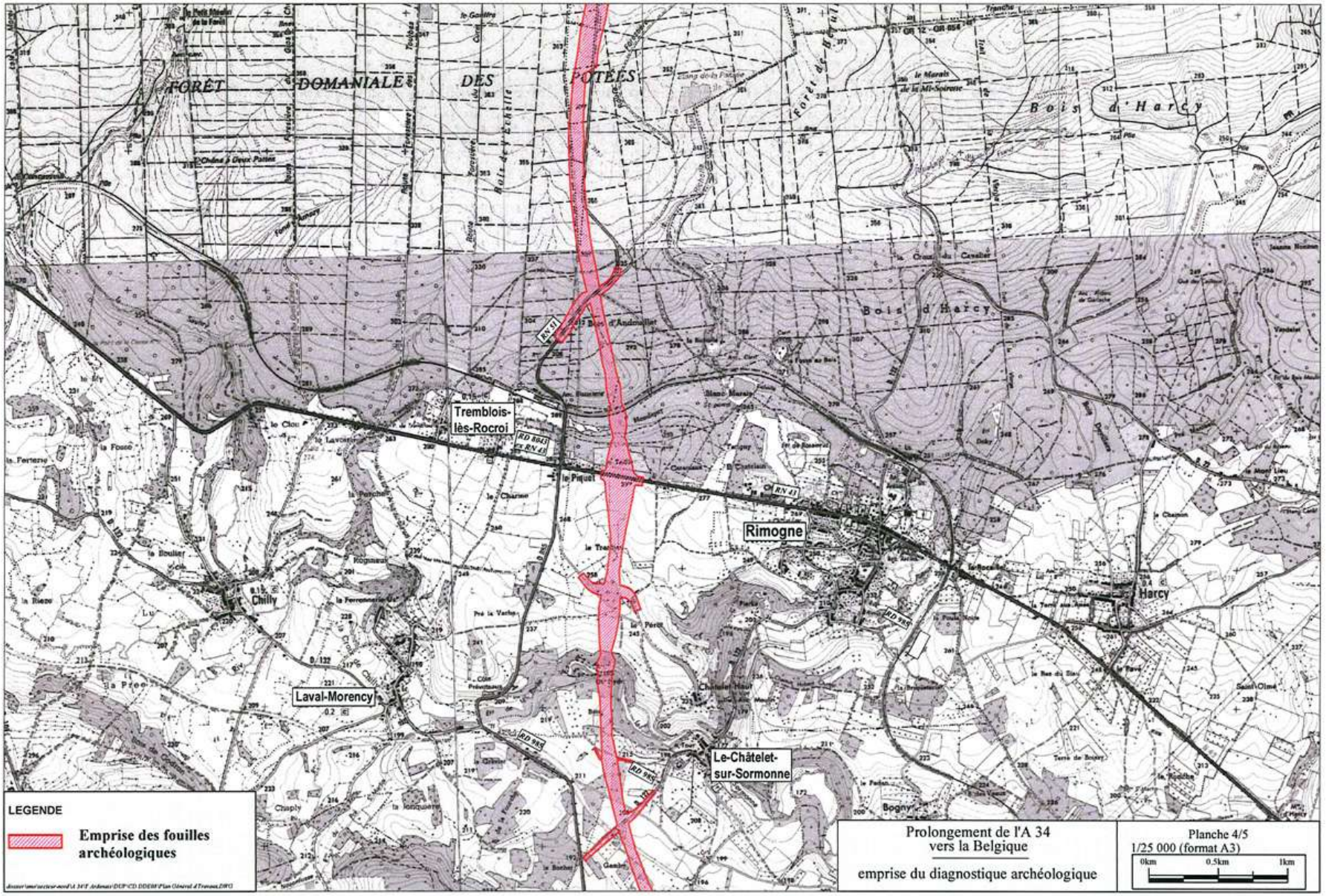
Carte 2 : Haudrecy



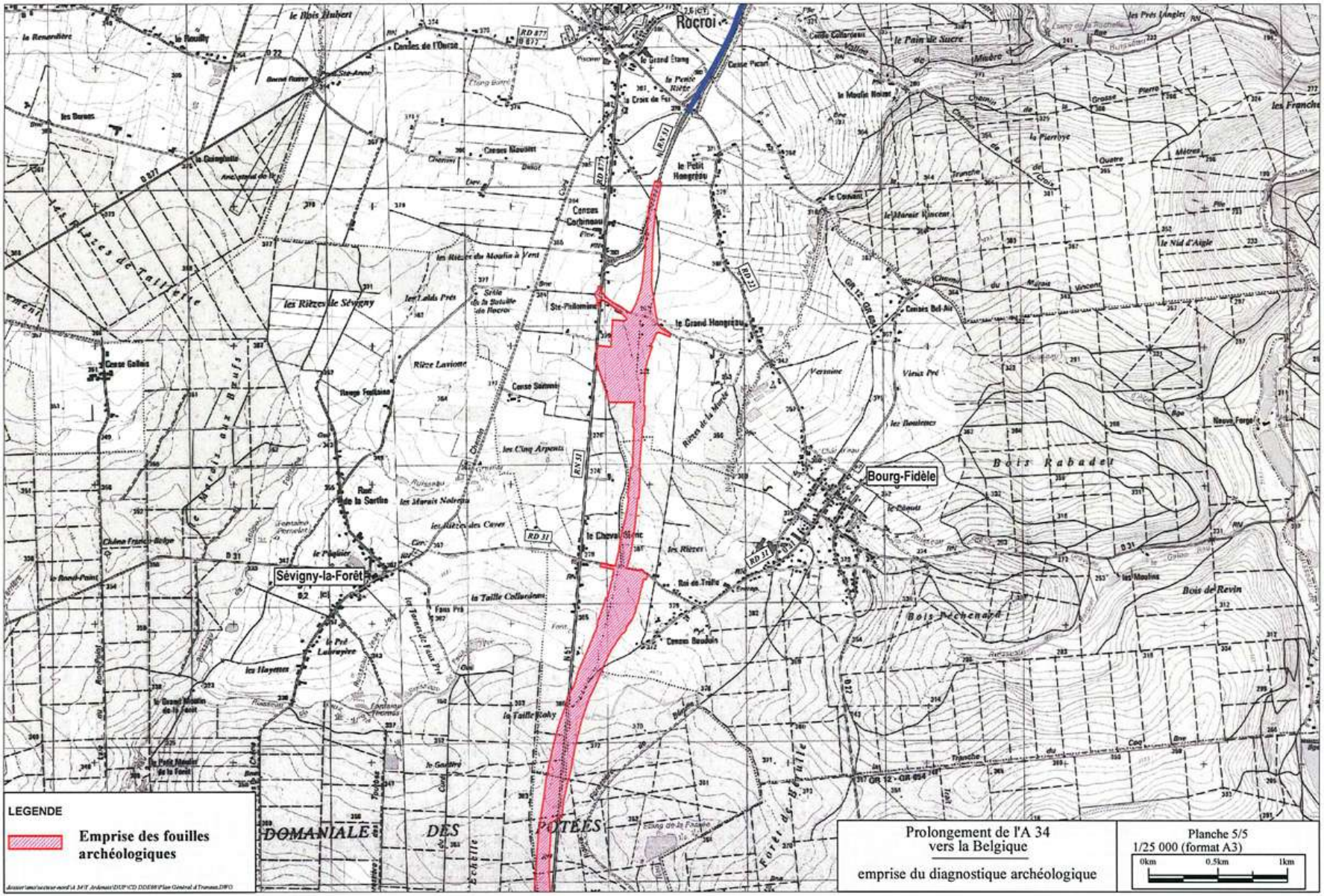
Carte 3 : Le Châtelets sur Sormone



Carte 4 : Rimogne



Carte 5 : Rocroi

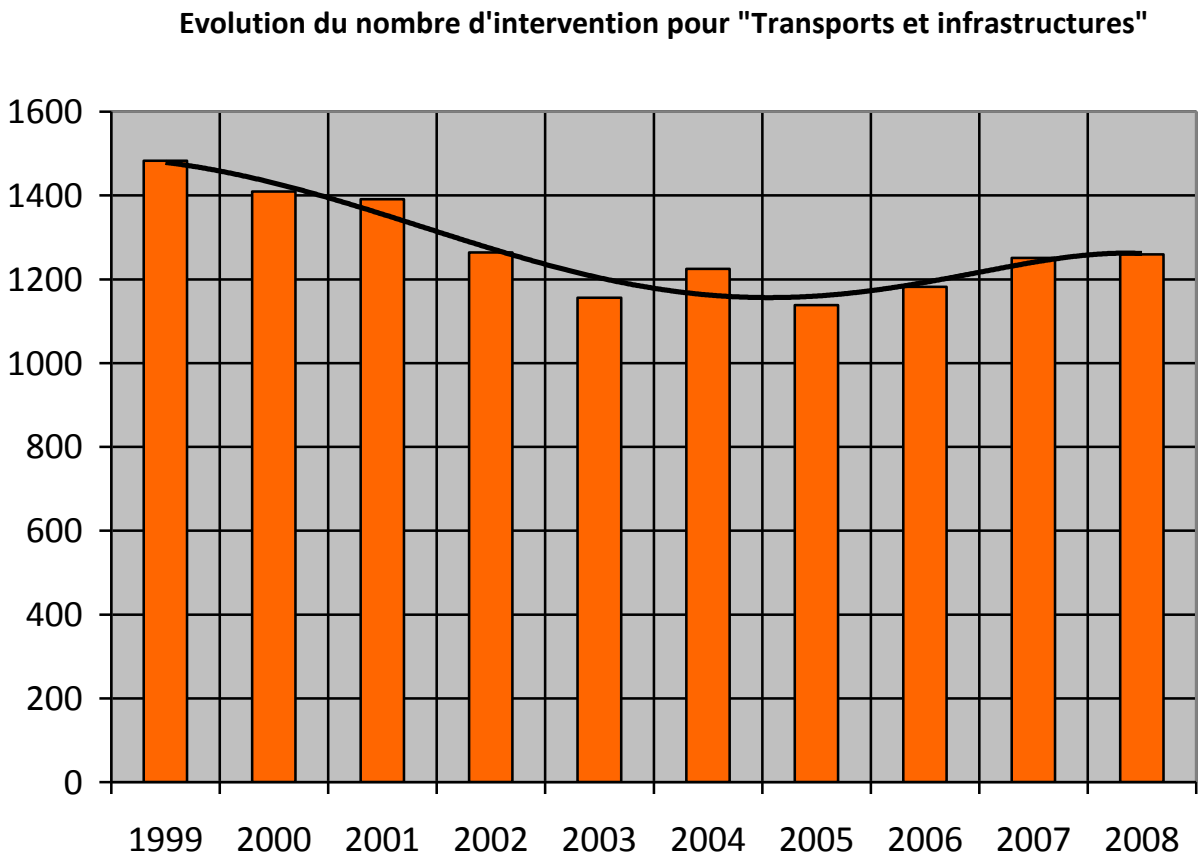


L'ANALYSE STATISTIQUE DES RISQUES « TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES » (SDIS DES ARDENNES – 1999/2008)

Tableau des relevés opérationnels

Année	*1999*	*2000*	*2001*	*2002*	*2003*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*
Nombre d'intervention	1483	1409	1391	1264	1156	1225	1138	1182	1251	1259
% d'accroissement		-4,99%	-1,28%	-9,13%	-8,54%	+5,97%	-7,10%	+3,87%	+5,84%	+0,64%

Graphique des relevés opérationnels



L'ANALYSE DETERMINISTE

Le réseau routier et autoroutier

Le réseau ardennais sera caractérisé à terme par une portion autoroutière dit en "Y" (plus de 110 km), dont les deux pointes supérieures quittent les Ardennes, pour la Belgique, au niveau de Rocroi et de Sedan.

L'axe majeur de **circulation autoroutière** se situe entre Rethel et Charleville Mézières, il est caractérisé par une circulation journalière de près de 40 600 passages comptant 9 % de poids lourds. Il concentre la majorité des déplacements internes au département. Le second axe important se situe entre Charleville Mézières et Reims, avec près de 11 000 passages dont 13 % de poids lourds. La partie reliant Charleville Mézières à Sedan reste importante avec 27 700 passages dans la même proportion de poids lourds.

Un **réseau national** secondaire important (plus de 140 km) dessert, depuis Charleville Mézières, le nord du département, ainsi que l'Es vers Montmédy et L'Ouest vers Hirson. La circulation externe vers le département de l'Aisne (Ouest) se révèle la plus importante avec près de 19 700 passages dont 9 % de poids lourds. Le second axe majeur est l'axe reliant Rethel à Reims (Sud) avec près de 15 700 passages journaliers dont 13 % de poids lourds. Viennent ensuite les axes menant vers la Meuse (Est) et vers la Belgique (Nord) en passant par la pointe Ardennaise. Le surplus de poids lourds provient essentiellement du flux entrant de Belgique à Rocroi et rejoignant Reims par l'Est du département.

Quelques axes secondaires restent employés à des fins de transport en attendant la réalisation du « Y » ardennais, notamment un réseau connu et relativement accidentogène empruntant un axe Rocroi-Reims.

La circulation des poids lourds reste beaucoup plus importante sur les nationales que sur les voies autoroutières, près de 28 % de poids lourds dans le secteur de Revin, 9 % à Charleville Mézières, 10 % à Sedan et près de 13 % après Rethel.

Les aménagements du « Y » Ardennais impacteront fortement les niveaux de circulation des marchandises. La mise en service du projet aura pour effet de délester les RN 43, RN 51 et la rocade centre de Charleville-Mézières. En 2020, le trafic attendu sur la nouvelle section de l'A34 est estimé entre 20 000 et 22 000 véhicules jour dont une part significative de poids lourds (entre 30 et 35%).

Un troisième réseau, le réseau départemental, le plus long et certainement le plus accidentogène (plus de 3200 km) dessert les villes importantes du département. Il est réparti de manière diffuse sur le territoire.

Le réseau ferroviaire

La circulation ferroviaire est caractérisée par deux axes principaux.

L'axe Givet – Reims, du Nord au Sud, est composé du tronçon située entre Charleville Mézières et Givet, partie qui représente le volume de déplacement majeur avec près de 18 600 voyageurs hebdomadaires (227 circulations de trains) et le tronçon entre Charleville Mézières et Reims avec près de 9 800 voyageurs hebdomadaires (116 circulations de trains).

L'axe Metz-Lille, d'Est en Ouest, est le deuxième axe principal. Le tronçon entre Sedan et Charleville Mézières présente la circulation de train la plus importante, avec près de 214 trains hebdomadaires soit près de 9 100 passagers. Le tronçon de Charleville Mézières à Hirson reste très peu employé avec environ 52 circulations et près de 988 passagers.

Les réseaux au Nord de Charleville Mézières, et celui Est-Ouest sont assurés par liaison TER, alors que Charleville et Sedan sont desservies par le TGV en ligne classique (hors grande vitesse) et par des TER. Le réseau Nord est un réseau non électrifié, alors que tout le reste du réseau est alimenté par l'électricité pour la motricité des convois.

Les flux de circulation interne sont nettement plus importants (441) que les flux sortants vers la Marne, la Meuse et l'Aisne (168).

Deux réseaux secondaires existent, d'Amagne vers Vouziers et de Sedan vers Montmédy, ils sont à simple voie et restent non électrifiés à l'heure actuelle.

Le réseau fluvial

Les Ardennes disposent d'un réseau fluvial développé, basé sur l'emploi de la Meuse (le canal de l'Est) et du canal des Ardennes à partir de Dom le Mesnil. Le réseau fluvial forme un axe Nord Sud (canal de l'Est puis canal des Ardennes), puis un axe Nord Est (canal de l'Est uniquement).

Le port de Givet compte parmi les plus importants en termes de volume de marchandise en transit (1^{ier} port Champardennais en 2006), avec ceux de Rethel et d'Asfeld.

Le réseau aérien

Le réseau aérien est très peu développé dans les Ardennes, seul un aérodrome de faible taille existe à Douzy. Un second à Belval a été fermé en 2008, il était le plus important des deux.

Le transport de marchandise :

Le transport de marchandise emprunte trois voies principales dans les Ardennes, les voies routières, ferroviaires et fluviales.

Les données ci-dessus, concernent la circulation de poids lourds notamment, permettent d'identifier les axes majeurs de transit de marchandise par **voie routière**. Le nombre de transporteur routier tend à augmenter légèrement dans le département des Ardennes, tandis que les flux intra et extra départementaux ont quant à eux tendance à diminuer.

Le transport par **voie ferroviaire** reste lui, cantonné sur deux axes départementaux majeurs, Centre-Sud et Ouest-Est

Le **transport fluvial** de marchandise est surtout marqué sur le canal des Ardennes et existe aussi à moindre échelle sur le canal de l'Est. Le port de Givet a subi une légère baisse de son activité depuis 2006, toutefois il reste parmi les plus imposants de la région.

Le transport par **voie aériennes** est insignifiant voir inexistant sur la seule plateforme aérienne restante.

Le transport de marchandise dangereuse :

Il est difficile de dresser une liste exhaustive des axes concernés par un trafic important de transports de matières dangereuses, ce risque étant particulièrement diffus.

Les aléas liés au transport de marchandises dangereuses sont pour partie équivalent aux risques déjà évoqués dans la partie risque industriels et risque radiologiques et nucléaires. La différence majeure réside dans le caractère diffus du risque.

Les marchandises transportées sont dans la grande majorité des cas, des hydrocarbures ou des matières dangereuses employés dans les process industriels (acides, bases, solvant, etc…).

Le transport de marchandise dangereuse empreinte principalement sur le territoire, les réseaux routiers et ferroviaires.

Pour le **transport routier**, le risque est principalement présent sur les axes à forte circulation, mais les axes secondaires ou tertiaires restent également enclins aux risques. Les axes Nord/Sud (par la N51 vers Reims – tracé de l'A34 - ou par la RD977 et 987 vers Châlons-en-Champagne) et Est/Ouest (par la N43 et l'A34) sont également sensibles.

La présence de quelques sites industriels dit sensibles, type « SEVESO » seuil bas ou d'autres sites industriels disposant d'installations classées pour la protection de l'environnement, favorise dans leur proximité immédiate et sur les axes de circulation les desservants, l'accroissement du trafic de marchandises dangereuses.

Des nœuds de circulation importants situés en pleine agglomération, (cas de l'axe provenant de Rethel et bifurquant sur Hirson, au centre de Charleville-Mézières), représentent des dangers majeurs en cas d'accident de transport de matières dangereuses. La mise en présence d'un risque important de quelque nature que se soit et d'une forte densité de population favorise les catastrophes de grande ampleur. En particulier si les dangers toxiques, inflammables, explosifs ou radioactifs sont présents.

Le transport de marchandises dangereuses par **voie ferroviaire** ne concerne que l'axe Ouest-Est.

Aucun transport de matières dangereuses n'est répertorié sur les **bassins** de la Meuse et de l'Aisne. Toutefois un passage ponctuel et irrégulier de carbonate de sodium (soude) existe sur le Canal des Ardennes et sur le Canal latéral à l'Aisne.

Le transport de matières radioactives ou nucléaires est traité dans la partie afférente aux risques nucléaires et radiologiques.

Les centres de stockages et de stationnement de marchandise :

Il est à noter la présence de deux aires de stationnements routiers conséquents en zone frontalière.

La première se situe en France sur la RN.58 au niveau des communes de Villiers Cernay et de la Chapelle, au niveau du poste frontière. Il est constaté l'entrée régulière en France de transports de munitions et d'explosifs. Ces chargements prennent ensuite la direction de l'Italie (Informations du plan TMD de la préfecture des Ardennes).

La seconde se trouve en Belgique sur le territoire de la commune de Couvin (village du BRULY) à la limite de la frontière française (commune de Gue d'hossus sur la RD. 985). Il est à noter l'entrée en France de transports de déchets radioactifs par le poste frontière de Gue d'hossus (Informations du plan TMD de la préfecture des Ardennes).

Le transport de personnes

Les accidents impliquant des vecteurs de transport de personnes relève de la couverture du risque courant, en particuliers en matière de secours à personnes ou de secours à de nombreuses victimes (Plan ORSEC - Plan Rouge).

Le **réseau routier** de transport de personne est plus vaste que celui des transports de marchandises.

Les Ardennes comportent un axe principal de déplacements domicile-travail interne au département, le long de la vallée de la Meuse. Les déplacements s'organisent autour des pôles de Givet, Charleville-Mézières (qui a une importance suffisante pour rayonner sur l'ensemble du département), Sedan, et plus au sud Rethel et Vouziers. Au-delà de l'aire d'attraction de Rethel, se dessine celle de Reims. La voiture particulière reste le mode de transport privilégié pour les déplacements domicile-travail.

Il faut ajouter en sus de la circulation individuelle, les dessertes collectives. Le Conseil Général a en charge l'organisation des transports routiers non urbains d'intérêt départemental sur leur territoire. Ils desserent dans les Ardennes les principales villes du département en employant le réseau routier principal (autoroute) ou secondaire (national et départemental). La partie médiane du département est surtout concernée par les déplacements routiers. Le nord du département étant desservi par voie ferroviaire. D'autre part, le réseau de transport départemental (RDTA) reste lui extrêmement diffus sur l'ensemble du territoire, plus de 50 villes et villages sont desservie par les axes de circulation tertiaires (départementale). Il est a noté également les déplacements scolaires importants, à heures fixes. Le risque routier reste donc très diffus sur le territoire.

Le nombre de passagers acheminés par **voie ferroviaire** reste important vers le Nord du département (225 circulations hebdomadaires), vers Sedan (200 circulations hebdomadaires) et vers Reims (120 circulations hebdomadaires).

Les **voies fluviales** sont peu employées à des fins de transport de personnes, toutefois de nombreux ports de plaisance jonchent les canaux de l'Est et des Ardennes.

Les transports de personne par **voie aérienne** ont vécues un accroissement important au cours de l'année 2006, près de 1400 personnes ont décollé de Belval. La fermeture du site obère pour l'avenir, ce mode de déplacement. Toutefois des activités de vols privés restent existantes et des couloirs de survols du territoire des Ardennes restent un danger en cas de chute d'aéronef.

Les dispositifs de franchissement :

Le département compte de nombreux tunnels, notamment des **tunnels ferroviaires**. La plupart constitue des tubes de plusieurs centaines de mètres. L'accès à la plupart de ces édifices est rendu très difficile aujourd'hui, aux moyens (agrès et engins) du service d'incendie et de secours.

Aucun tunnel **routier** n'existe. 3 tunnels **fluviaux** existent dans les Ardennes, ainsi que 10 tunnels ferroviaires dont 1 désaffecté.

De nombreux **ponts routiers** ou ferroviaires existent également. Aucun pont particulier ou édifice spécifique n'est répertorié dans le département.

Ils existent en sus de ces dispositifs de franchissement, **2 passages à niveau** ferroviaires sensibles. La SNCF mène un plan de modernisation et de sécurisation de ce type d'installation au niveau national.

Le niveau de risque par secteur :

Les risques transport restent très diffus.

SECTEURS	C.M	REVIN	SEDAN	VOUZIERS	RETHEL
NIVEAU DU RISQUE	+++++	++++	+++	+	++

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

La couverture opérationnelle du risque transport repose en partie sur les moyens relevant du risque courant pour le « transport de personnes ». Voir couverture du secours à personne.

Pour le risque de transport de marchandises dangereuses la couverture opérationnelle est basée sur les moyens participant à la couverture des risques « fixes » déjà évoqués, en l'occurrence les moyens de lutte contre les risques de pollution, contre les risques chimiques et radiologiques.

Toutefois les moyens lourds de sauvetage et de déblaiement présents dans le département peuvent dans le cas d'accidents ferroviaires ou d'accidents de poids lourds, être employés.

Les missions des sapeurs-pompiers

Accidents de transport de personnes

La prise en compte des accidents impliquant de nombreuses victimes, dans le cadre de transport de personnes par des vecteurs routiers, ferroviaires et aériens relèvent de la mutualisation des moyens de couverture du risque courant, dans un cadre particulier qu'est le plan destiné à porter secours à de nombreuses victimes (Plan ORSEC - Plan Rouge).

Nota : le plan Rouge :

En France, le **plan rouge** est un plan d'urgence destiné à traiter un nombre important de victimes dans un même lieu, et à organiser les moyens de secours par rapport à cette concentration des victimes. Il est à distinguer du plan blanc, qui est destiné à pallier l'engorgement des services hospitaliers. Il fait parti intégrante depuis 2004 du plan d'organisation de la réponse de sécurité civile, le plan ORSEC

Ces deux plans peuvent être déclenchés de manière indépendante, cependant, le plan blanc est fréquemment déclenché avec le plan rouge afin de faire face à l'afflux de victimes évacuées par le dispositif plan rouge.

Le plan rouge est basé sur trois concepts :

- L'organisation rationnelle des moyens ;
- Une double chaîne de secours, l'une centrée sur la gestion globale du chantier et notamment du sinistre, l'autre sur la prise en charge des victimes ;
- L'installation d'un poste médical avancé, à proximité de la catastrophe ;
- Une bonne organisation de la régulation médicale.

Dans une opération nécessitant le déclenchement d'un « plan rouge », les missions des sapeurs-pompiers sont :

- Lutter contre le sinistre initial, ses effets directs et indirects ;
- Soustraire les victimes du milieu hostile ;
- Prendre en charge les victimes.

Le préfet du département assure la **direction des opérations de secours (DOS)**. C'est lui qui déclenche le plan rouge.

Le directeur du service départemental d'incendie et de secours concerné (ou le commandant de groupement pour la BSPP), ou son remplaçant, assure le **commandement des opérations de secours (COS)**. Il dispose, pour mener à bien sa mission, d'un **directeur des secours incendie et sauvetage (DSIS)**, et d'un **directeur des secours médicaux (DSM)** (ce dernier est selon les départements un médecin chef des sapeurs-pompiers ou du SAMU).

Accidents de transport de marchandises dangereuses

Concernant les accidents de transport impliquant des matières dangereuses (chimiques, radioactives, biologiques ou nucléaires), les missions des sapeurs-pompiers sont en particulier :

- D'assurer la protection, le balisage, la sécurité incendie et l'éclairage de la zone sinistrée ;

- D'identifier le ou les risques connexes à l'accident de transport ;

- D'assurer l'extraction et la prise en charge des impliqués ;

- De mettre en œuvre de manière unique ou combiné des moyens de lutte et de réduction des risques, comme évoqué dans la partie traitant des risques industriels, radiologiques et nucléaires, sur un territoire non localisé.

Les missions sont identiques, seule la localisation non fixée su sinistre modifie la donne.

La stratégie opérationnelle

- Appuyer la réponse spécifique sur une primo réponse basée sur les moyens courants de protection et sur les moyens sanitaires de prise en chargé des impliqués ;

- Anticiper le déclenchement du plan destiné à porter secours à de nombreuses victimes (plan Rouge) en de cas de suspicion d'accident d'un « vecteur de transport de personne » routiers, ferroviaires ou aériens ;

- Favoriser l'engagement de plusieurs cadres spécialisés en « risque chimique », « risque radiologique », afin d'évaluer précocement la nature et l'ampleur du sinistre et adapter ensuite la montée en puissance des moyens (engagement d'équipe de reconnaissance équipées, puis montée en puissance d'un dispositif plus imposant) ;

  Dans le cadre d'une intervention mettant « apparemment » en jeu des matières dangereuses, l'engagement mutuel des moyens radiologiques et chimiques, favorise une levée de doute efficace. Un accompagnement par des personnels qualifiés du SSSM est envisageable en présence d'impliqués, afin d'identifier à partir de la symptomatologie, les sources de danger en présence.

- Mutualiser la réponse locale (de groupement) avec la réponse plus spécifique apportée par les unités sièges des équipes spécialisées, en définissant les compétences des primo intervenants (sécurité collective, balisage, zonage, dégagement des impliqués en cas d'urgence vitale) ;

Le dispositif opérationnel actuel :

Voir les chapitre sur les risques industriels, les risques radiologiques et nucléaires.

Le risque ferroviaire :

Aucune couverture opérationnelle particulière n'a été jusqu'alors mise en œuvre en matière d'accident ferroviaire. Les moyens d'intervention sur un accident ferroviaire impliquant des personnes relèvent en partie des moyens courants de désincarcération du département, mais également des départements limitrophes. Le plan rouge serait déclenché.

Le risque tunnel :

Aucune couverture opérationnelle particulière n'a été jusqu'alors mise en œuvre en matière d'accident dans les tunnels, notamment en matière d'accessibilité des secours sur site et de disponibilité de moyens en eau suffisant.

Aucun équipement de type appareil respiratoire isolant à circuit fermé n'existent au sein du service actuellement (autonomie plus longue, mais emploi réservé à des personnels qualifiés et régulièrement entrainés).

Aucun équipement de type LORRY, permettant le déplacement de moyens ou le transport d'une victime sur les rails, n'est à la disposition du service actuellement.

Il convient pour améliorer cette couverture de :

Délais opérationnels

- Anticiper, au regard de la centralisation des moyens de lutte contre les effets de l'accident de transport (risque chimique dans la plupart des cas), l'engagement immédiat en plus des moyens courants des moyens légers de reconnaissance en risque chimique. Les délais doivent en terme de reconnaissance et de levée de doute, rester proche des délais des moyens courants ;

  L'engagement des moyens courants permet d'apporter dans tous les cas, une réponse conforme à la Marche Générale des Opérations de secours. Ainsi les fonctions de secours à personnes et celles de limitation des effets des sinistres peuvent être mises en œuvre par les primo intervenants (sauvetage et extraction des impliqués, mise en place d'un balisage adapté).

Implantation des moyens :

Le caractère diffus du risque transport ne permet pas d'envisager une implantation différente de celle proposée en matière de couverture des risques localisés et fixes (risques industriels).

D'autre part, les emplacements proposés dans les volets « risques industriels » et « risques radiologiques et nucléaire » restent à proximité immédiate des axes de circulation principaux. Cette répartition reste donc propice à une intervention rapide et efficace sur l'ensemble du territoire.

Qualification des personnels :

Les qualifications des personnels relevant des équipes assurant la couverture des risques industriels satisfont aux besoins en matière de transport. Les accidents de transport étant une des composantes de chacun de ces risques pris indépendamment.

Formation et information des personnels :

- Inclure dans les thèmes d'exercices de cadres et dans les exercices de mise en œuvre des plans de secours, les thèmes d'accidents ferroviaires ;

  Dans le cadre des accidents de transport de personnes, un effort conséquent de formation devra être consenti, notamment pour la prise en compte des interventions impliquant de nombreuses victimes (Plan rouge) et pour les interventions de type ferroviaires.

- Développer dans le cadre des sessions de maintien des acquis de l'équipe de sauvetage déblaiement, des actions de formation sur l'emploi des moyens lourds de désincarcération et des moyens de travail de force sur des équipements ferroviaires ;

- Intégrer dans les orientations de sensibilisation des personnels, le document opérationnel établi par la SNCF pour les interventions sur voies ferroviaires (IN 2611);

  Les incidents et les accidents survenant sur le réseau ferré national (RFN) nécessitent la mise en œuvre de procédures particulières. SNCF Infrastructure s'est dotée de Plans d'Intervention et de Sécurité qui décrivent les organisations, moyens et procédures pour répondre aux plans mis en place par l'autorité administrative. Ce texte décrit les procédures communes aux services de secours et à SNCF Infrastructure lors de l'intervention des secours sur le RFN

Plan d'équipement :

- Baser la réponse en matière de désincarcération sur une montée en puissance des moyens en assurant d'une part la couverture du risque courant, puis la couverture par mutualisation du risque d'accident ferroviaire ;

- Rendre projetable une partie des moyens de désincarcération lourds en cas de sinistre ferroviaire ;

Mutualisation des moyens :

- Développer les relations interdépartementales en matière de formation et d'équipement ;

  L'ampleur de la tâche, en cas d'accident impliquant un transport ferroviaire de passagers, impliquerait une mobilisation et une mutualisation des moyens au niveau supra départemental.

A retenir pour les risques transports et infrastructures :

Analyse des risques

Le réseau autoroutier ardennais sera caractérisé à terme par une portion autoroutière dit en "Y" (plus de 110 km. L'axe majeur de **circulation autoroutière** se situe entre Rethel et Charleville Mézières. Le second axe important se situe entre Charleville Mézières et Reims. La partie reliant Charleville Mézières à Sedan reste importante.

Un **réseau national** secondaire important (plus de 140 km) dessert, depuis Charleville Mézières, le nord du département, ainsi que l'Es vers Montmédy et L'Ouest vers Hirson. Le second axe majeur est l'axe reliant Rethel à Reims (Sud) avec près de 15 700 passages journaliers dont 13 % de poids lourds. Quelques axes secondaires restent employés à des fins de transport en attendant la réalisation du « Y » ardennais, notamment un réseau connu et relativement accidentogène empruntant un axe Rocroi-Reims.

La circulation des poids lourds reste beaucoup plus importante sur les nationales que sur les voies autoroutières, près de 28 % de poids lourds dans le secteur de Revin, 9 % à Charleville Mézières, 10 % à Sedan et près de 13 % après Rethel. Les aménagements du « Y » Ardennais impacteront fortement les niveaux de circulation des marchandises.

Un troisième réseau, le réseau départemental, le plus long et certainement le plus accidentogène (plus de 3200 km) dessert les villes importantes du département. Il est réparti de manière diffuse sur le territoire.

La circulation ferroviaire est caractérisée par deux axes principaux. L'axe Givet – Reims (TER et TGV), du Nord au Sud et l'axe Metz-Lille, d'Est en Ouest(TER). Les flux de circulation interne sont nettement plus importants que les flux sortants.

Les Ardennes dispose d'un réseau fluvial développé, basé sur l'emploi de la Meuse (le canal de l'Est) et du canal des Ardennes Les ports de Givet comptent parmi les plus importants en termes de volume de marchandise en transit (1^{ier} port Champardennais en 2006), avec ceux de Rethel et d'Asfeld.

Le réseau aérien est très peu développé dans les Ardennes, seul deux aérodromes de faible taille existent, Belval et Douzy. Le premier a été fermé en 2008, il était le plus important des deux.

Le transport de marchandise emprunte trois voies principales dans les Ardennes, les voies routières, ferroviaires et fluviales. Il est difficile de dresser une liste exhaustive des axes concernés par un trafic important de transports de matières dangereuses, ce risque étant particulièrement diffus. Le transport de marchandise dangereuse empreinte principalement sur le territoire, les réseaux routiers et ferroviaires.

Les accidents impliquant des vecteurs de transport de personne relève de la couverture du risque courant, en particuliers en matière de secours à personnes ou de secours à de nombreuses victimes (Plan ORSEC - Plan Rouge).

Le département compte de nombreux tunnels, notamment des **tunnels ferroviaires**. La plupart constitue des tubes de plusieurs centaines de mètres. L'accès à la plupart de ces édifices est rendu très difficile aujourd'hui, aux moyens (agrès et engins) du service d'incendie et de secours.

Aucun tunnel **routier** n'existe. 3 tunnels **fluviaux** sont présents dans les Ardennes, ainsi que 10 tunnels ferroviaires dont 1 désaffecté. **2 passages à niveau** ferroviaires sensibles sont répertoriés.

Couverture opérationnelle

Aucune couverture opérationnelle particulière n'a été jusqu'alors mise en œuvre en matière d'accident ferroviaire.

Aucune couverture opérationnelle particulière n'a été jusqu'alors mise en œuvre en matière d'accident dans les tunnels.

Aucun équipement de type LORRY, permettant le déplacement de moyens ou le transport d'une victime sur les rails, n'est à la disposition du service actuellement.

- Inclure dans les thèmes d'exercice de cadre et dans les exercices de mise en œuvre des plans de secours, les thèmes d'accidents ferroviaires ;

- Développer dans le cadre des sessions de maintien des acquis de l'équipe de sauvetage déblaiement, des actions de formation sur l'emploi des moyens lourds de désincarcération et des moyens de travail de force sur des équipements ferroviaires;

- Intégrer dans les orientations de sensibilisation des personnels, le document opérationnel établi par la SNCF pour les interventions sur voies ferroviaires (IN 2611);

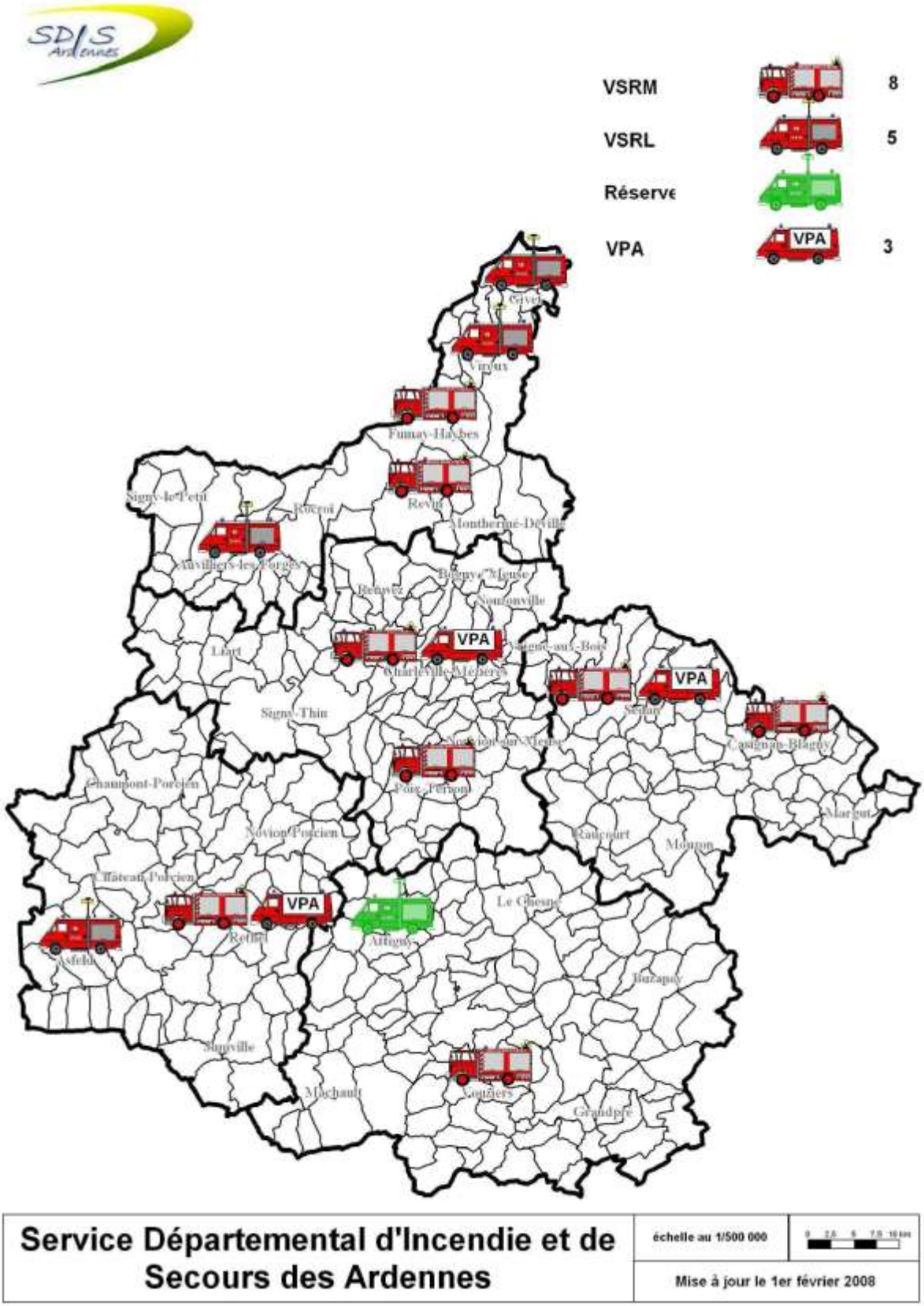
- Baser la réponse en matière de désincarcération sur une montée en puissance des moyens en assurant d'une part la couverture du risque courant, puis la couverture par mutualisation du risque d'accidents ferroviaires ;

- Rendre projetable une partie des moyens de désincarcération lourds en cas de sinistre ferroviaire ;

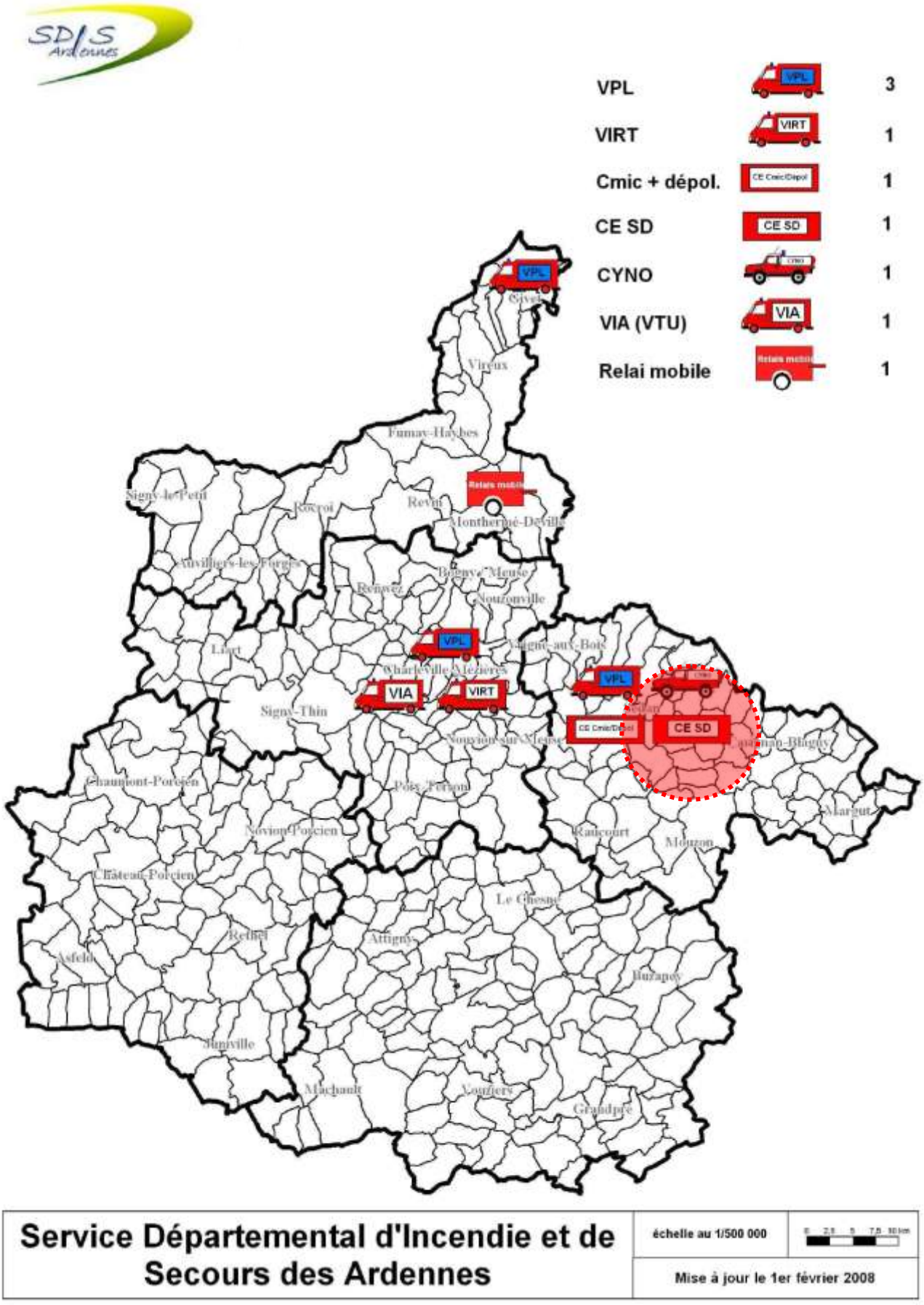
- Développer les relations interdépartementales en matière de formation et d'équipement ;

LA COUVERTURE EN MATERIELS DE SECOURS :

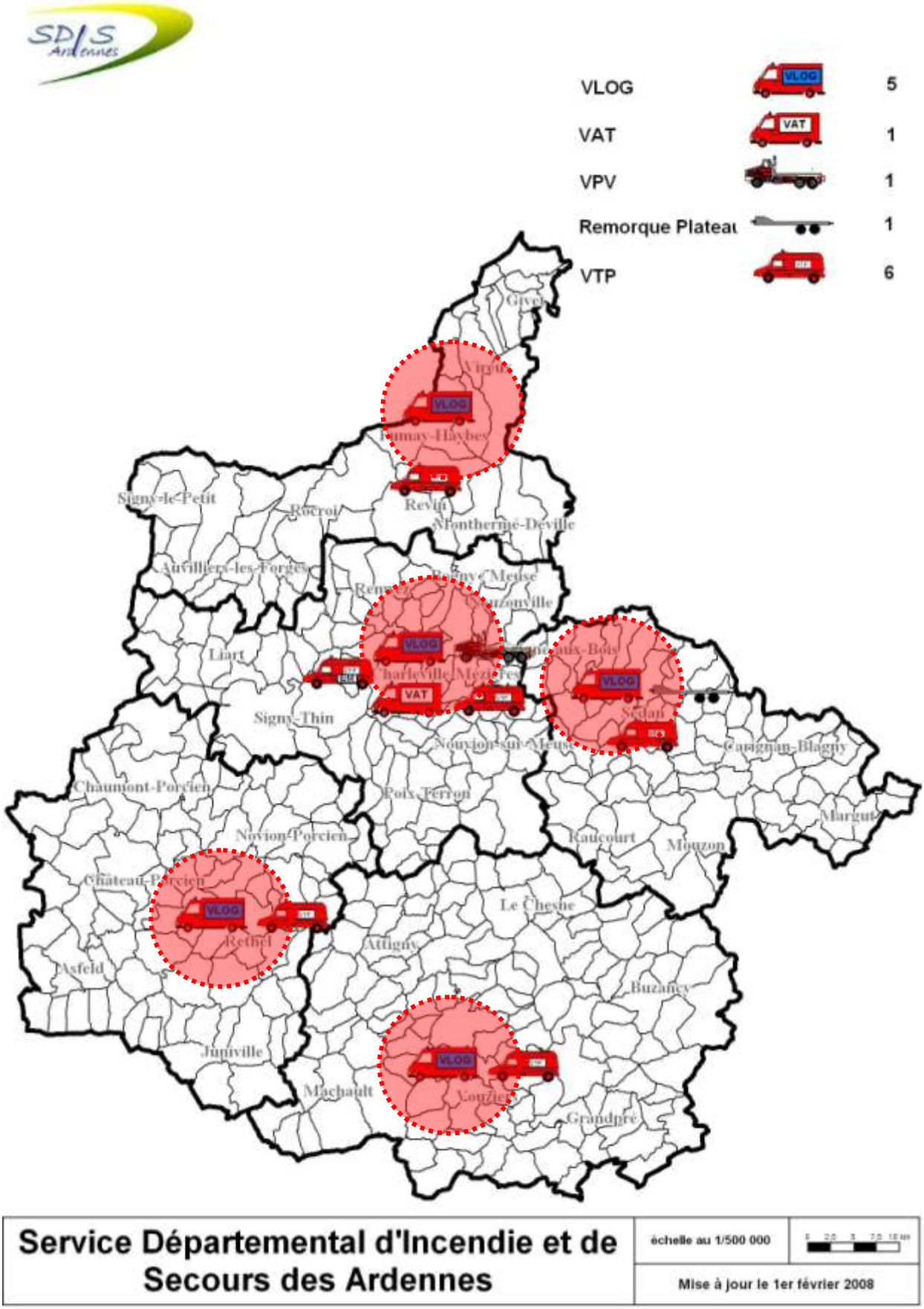
Carte de l'emplacement des moyens de secours routier (désincarcération et protection)



Carte de l'emplacement des moyens spécialisés en sauvetage déblaiement



Carte de l'emplacement des moyens logistiques concourant au sauvetage déblaiement



LES RISQUES « RESEAUX ET INSTALLATIONS D'ENERGIE »

LES RISQUES LIES AUX TRANSPORTS D'ENERGIE :

Les réseaux électriques :

Un réseau électrique est un ensemble d'infrastructures permettant d'acheminer l'énergie électrique des centres de production vers les consommateurs d'électricité.

Un réseau est constitué de lignes électriques exploitées à différents niveaux de tension, connectées entre elles dans des postes électriques. Les postes électriques permettent de répartir l'électricité et de la faire passer d'une tension à l'autre grâce aux transformateurs.

Les réseaux de transport sont à très haute tension (de 150 kV à 800 kV) et ont pour but de transporter l'énergie des grands centres de production vers les régions consommatrices d'électricité.

Les réseaux de répartition sont à haute tension (de l'ordre de 30 à 150 kV) et ont pour but d'assurer à l'échelle régionale la fourniture d'électricité. L'énergie y est injectée essentiellement par le réseau de transport via des transformateurs, mais également par des centrales électriques de moyennes puissances (inférieures à environ 100 MW). Les réseaux de répartition sont distribués de manière assez homogène sur le territoire d'une région.

Les réseaux de distribution ont pour but d'alimenter l'ensemble des consommateurs. Il existe deux sous niveaux de tension :

- Les réseaux à moyenne tension (de 3 à 33 kV) ;
- Les réseaux à basse tension (de 110 à 600 V), sur lesquels sont raccordés les utilisateurs domestiques.

Les installations électriques

Les postes électriques sont les nœuds du réseau électrique. Ce sont les points de connexion des lignes électriques. Les postes des réseaux électriques peuvent avoir 2 finalités :

- L'interconnexion entre les lignes de même niveau de tension : cela permet de répartir l'énergie sur les différentes lignes issues du poste ;
- La transformation de l'énergie : les transformateurs permettent de passer d'un niveau de tension à un autre.

Il est important de noter que la société EDF n'utilise plus aucun transformateur PCB ou PCT (pyralène). Par contre (source : EDF) il est certain que de tels transformateurs sont utilisés par des particuliers à l'intérieur de réseaux privés.

Pour les lignes aériennes, les opérateurs de transport d'électricité, utilisent des pylônes, en général réalisés en treillis d'acier. Leur fonction est de supporter et de maintenir les conducteurs à une distance suffisante du sol et des obstacles : ceci permet de garantir la sécurité et l'isolement par rapport à la terre, les câbles étant nus (non isolés) pour en limiter le poids et le coût.

LES RISQUES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Le risque que présente le transport d'électricité est triple :

- L'électrification de personnes ;
- Un feu d'origine électrique ;
- La perte de l'alimentation électrique (traité dans la partie « risque ressource »).

Pour le réseau aérien, le risque provient en particulier des chutes de lignes ou des chutes d'un élément porteur des lignes (mouvement de terrain, tempête, coup de vent, neige).

Pour le réseau souterrain, le risque de rupture de ligne provient généralement d'arrachement faisant suite à des travaux non ou mal renseignés.

Les réseaux de gaz de ville :

Le réseau de distribution de gaz naturel regroupe l'ensemble des canalisations à moyenne et basse pression, qui assurent l'acheminement du gaz naturel vers les clients finaux.

Ce réseaux est composé de conduite de transport à haute pression, de conduite à moyenne pression et de conduite basse pression. Des postes de détente parsèment le réseau haute et moyenne pression.

Etant donné que les conduites servant au transport du gaz sont toutes souterraines, le risque le plus probable résulte du percement d'une canalisation suite à des travaux mal ou pas renseigné.

Dans de telles circonstances, le risque est triple :

- Asphyxie à l'intérieur des constructions (parties basses, caves) ;
- Explosion suivi ou non d'incendie ;
- Incendie.

LES RISQUES LIES AUX SITES DE PRODUCTION ALTERNATIVE :

L'éolien

Une éolienne permet de transformer l'énergie cinétique du vent en énergie électrique. Elle se compose des éléments suivants :

- Un mât permet de placer le rotor à une hauteur suffisante pour permettre son mouvement Le mât abrite généralement une partie des composants électriques et électroniques (modulateur, commande, multiplicateur, générateur, etc.).

- Un rotor, composé de plusieurs pales (en général trois) et du nez de l'éolienne. Le rotor est entraîné par l'énergie du vent, il peut être couplé à un générateur électrique. Le rotor est relié à la nacelle par le moyeu.

- Une nacelle montée au sommet du mât, abritant les composants mécaniques, pneumatiques, certains composants électriques et électroniques, nécessaires au fonctionnement de la machine.

Dans le cas des éoliennes produisant de l'électricité, un poste de livraison situé à proximité du parc éolien permet de relier ce parc au réseau électrique pour y injecter l'intégralité de l'énergie produite.

LE RISQUE DANS LES ARDENNES

Le gaz :

104 communes sont alimentées en gaz (102 communes ardennaises et 2 meusiennes). Cette couverture assure la desserte de près de 76% de la population du département. Toutes ces communes sont Autorités Concédantes.

Le gaz est distribué dans le département par quatre réseaux aux pressions différentes :

- Un réseau Haute Pression (Hp) de 24 bars à 63,7 bars. Actuellement seules des canalisations de 40 bars parcourent le département. Une canalisation de 63,7 bars traverse d'est en ouest le département.

- Un réseau Moyenne pression de 4 à 24 bars (Mpc). Il circule sur 120 kilomètres avec une pression maximum de 16 bars.

- Un autre réseau « Moyenne pression » de 0,4 à 4 bars (Mpb), de 1080 kilomètres de long,

- Un réseau « Basse pression » de 23,5 millibars de 69 kilomètres.

Le nombre de clients en 2008 s'élève à 61354 clients dont 550 clients dits « gros consommateurs ».

Le réseau de distribution de gaz des Ardennes comprend une station de compression mais pas de site de stockage.

Les chiffres clés du distributeur GrDF Ardennes

104 contrats de concession communaux sur les 482 communes du territoire.

- 102 communes sont sur le département des Ardennes.
- 2 communes sont sur le département de la Meuse.

43 des 45 communes de plus de 1000 h sont desservies en gaz, toutes les villes moyennes le sont. 78 % des Ardennais habitent dans une commune desservie en gaz (77% au national).

Longueurs des réseaux GrDF :

Réseau GrDF BP en mètre	Réseau GrDF MBP en mètre	Réseau GrDF MPC en mètre	Total
69 359,75	**1 080 343,28**	**127 404,40**	**1 277 107,43**

L'électricité :

Dans le département des Ardennes, l'électricité est produite par plusieurs sources dont :

- La centrale nucléaire de Chooz (EDF SA),
- Le bassin hydroélectrique des Marquisades (EDF SA),
- Plusieurs microcentrales hydroélectriques installées sur la Meuse, l'Aisne ou la Vence
- Les parcs éoliens (fort développement à moyen terme),
- Des installations de cogénérations et des fermes de méthanisation

Cette électricité est transportée par trois réseaux :

- Haute Tension (Htb) de plus de 50 000 volts : 63 000, 225 000 et 400 000 volts (ce réseau est exploité par RTE filiale de EDF SA)

- Moyenne Tension (Hta) de 1 000 à 50 000 volts. Le département compte 2705 kilomètres de lignes aériennes et 1158 kilomètres de lignes souterraines de 15 ou 20.000 volts. Le réseau HTA dessert 550 clients.

- Basse Tension (Bta) de moins de 1 000 volts. Ce réseau dessert 150 659 clients.

Les réseaux HTA et BT sont exploités par ERDF filiale d'EDF SA

Il existe aussi un relais industriel de distribution d'énergie (40 0000 volts) à Lonny géré par la filiale RTE.

ERDF dessert la totalité du département des ARDENNES (sauf HANNAPES), douze communes du département de l'AISNE et huit communes du département de la MEUSE, soit un total de 482 communes. Plus de 50 % des communes ont moins de 200 habitants, contre 30 % au niveau national.

Les chiffres clés du distributeur ERDF

- 482 communes

    - 462 communes ardennaises.
    - 12 communes de l'Aisne
    - 8 communes de la Meuse
    - 1 commune ardennaise en régie (Hannappes, commune de 200 habitants desservie par une SICAE du département de l'AISNE).

- 1 Fédération Départementale de l'Electricité

- 1 seul cahier des charges arrivant à échéance en 2024

    - 37 communes en régime urbain
    - 7 syndicats primaires d'Electrification Rurale assurant la MOA BT des communes rurales

Patrimoine électrique

Patrimoine et Diagnostic réseau HTA	Ardennes
Longueurs de réseau HTA (km) : Aérien nu Aérien isolé Souterrain TOTAL (valeur 2007)	 2 687 28 1 158 **3 874**
Nombre de départs HT	150
Longueur moyenne départs HTA (km) : % clients BT sur départs souterrains % clients BT sur départs aériens et mixtes	26,1 km 28% 72%
Nombre de postes HTA/BT ERDF	**3 957**
Nombre de postes TRE-ERDF HTB /HTA alimentant le réseau HTA Ardennais	**21 postes HTB**
Nombre de clients HTA	550 clients

Patrimoine et Diagnostic réseau BT	Ardennes	
Longueurs de réseau BT(km) : Aérien nu Aérien isolé Souterrain TOTAL (valeur 2007)	 179 1555 992,5 2 763	 7% 57% 36% 100%
Taux enfouissement des ouvrages BT neufs : (valeur 2006)	79,1%	
Nombre de clients BT	150 659 clients	

La part de réseau BT fils nus est très faible par rapport à la part du Câble Pré-assemblé Aérien, politique de sécurisation de la BT entreprise par la Fédération Départementale d'Electricité des Ardennes.

Le risque éolien :

La France bénéficie du second gisement éolien en Europe, après le Royaume-Uni.

La géographie du département des Ardennes est marquée par les cuestas du bassin sédimentaire parisien qui se succèdent telles des vagues jusqu'à la rencontre du massif schisteux ardennais.

Cette houle d'éminences de plus en plus haute au fur et à mesure que l'on s'approche de la Belgique, toutes orientées favorablement par rapport aux vents océaniques, constitue l'identité du paysage départemental.

Ces secteurs, du fait de leur caractéristiques géomorphologiques, présentent des conditions aérauliques favorable au développement de l'énergie éolienne.

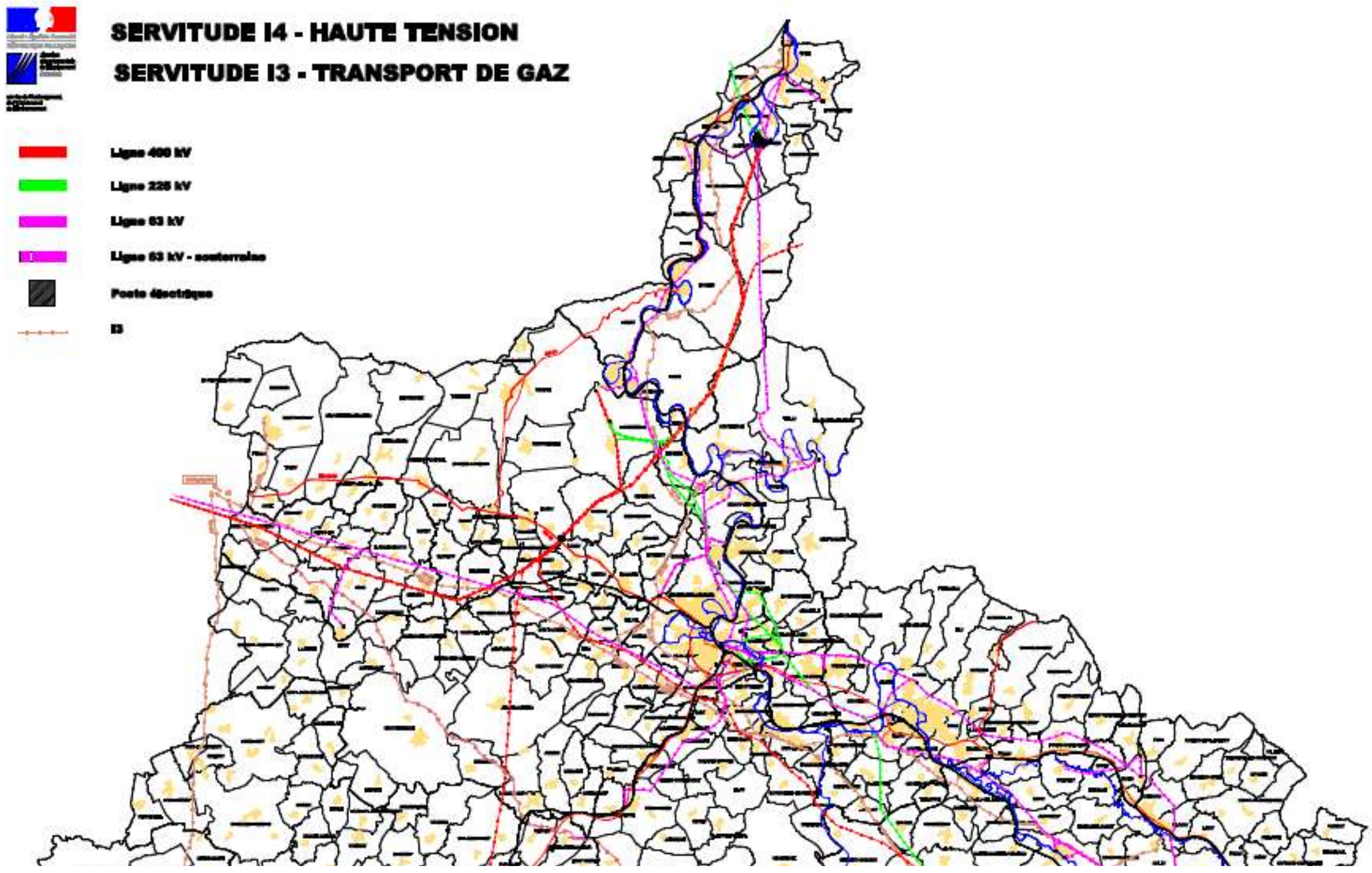
Actuellement, 8 permis de construire ont été acceptés dans les Ardennes (préfecture novembre 2008) pour l'installation d'équipements éoliens.

état récapitulatif des PC éoliens et ZDE signés (et ZDE en fin de procédure)

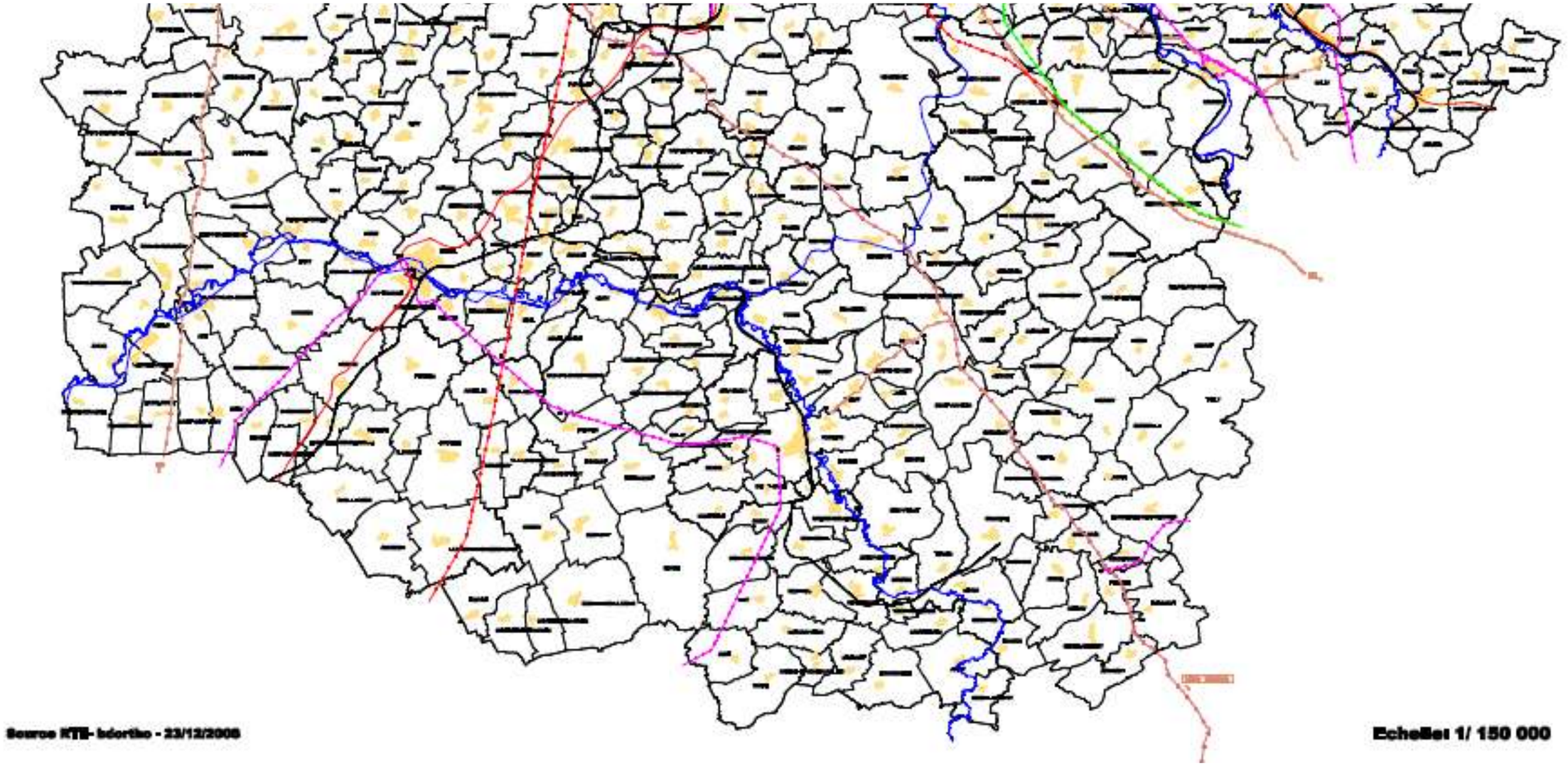
Communes	nombre d'éoliennes	Puiss (MW) indicative	demandeur	Date de signature du PC
PERMIS DE CONSTRUIRE ACCORDES (*mise à jour nov 2008*)				
Vaux-les-Mouzon	3	6,9	Juwy Energies Eoliennes	26/02/2007
Château-Porcien / Ecly / St-Fergeux / Son	10	23	Energie21	31/05/2007 + modificatifs
Raucourt et Flaba (tranche 1)	6	12	Juwy Energies Eoliennes	31/05/2007 + modificatif
Barby / Sorbon / Arnicourt (Mont de Gerson)	8	20	Aile Energie / Aerowatt	06/07/2007
Saulces Champenoise	8	16	VENSOL'R	18/09/2007
Leffincourt / Semide / Machault / Contreuve / Bourcq	16	32	Sté Française d'éoliennes	06/02/2008
Antheny/Auvillers les Forges/Champlin	11	27	SNC Vent de Thiérache (Nordex)	11/08/2008
Rocquigny/Vaux les Rubigny	6	9	Sté Française d'éoliennes	24/11/2008
PERMIS DE CONSTRUIRE REFUSES				
Blombay / L'échelle	8	16	Sté Française d'éoliennes	Refus du 31 juillet 2006
Liart / La Férée	10	20	Volkswind	Refus du 2 avril 2008

CARTE DES ALEAS DANS LES ARDENNES

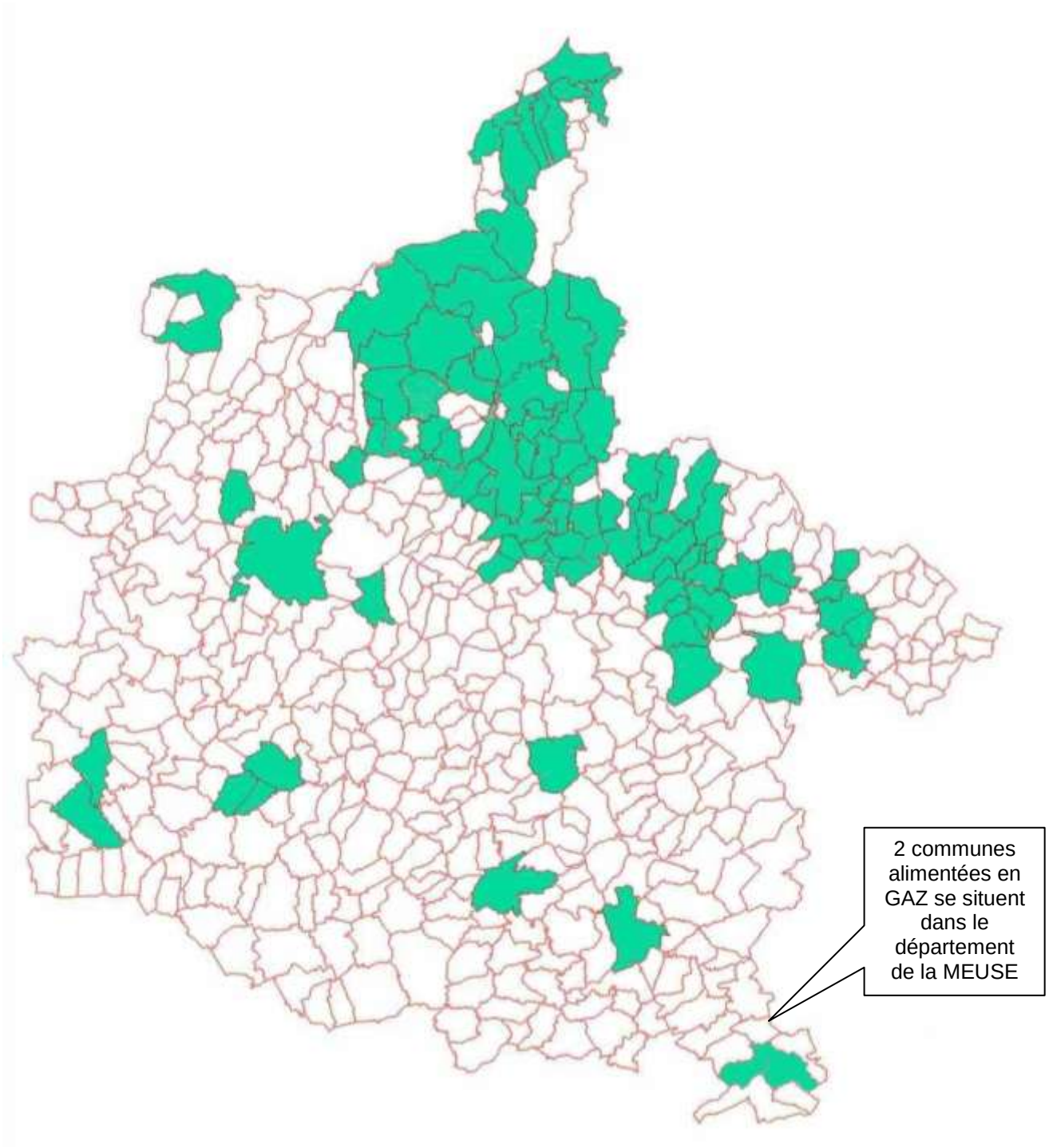
Carte des réseaux énergétiques des Ardennes (Partie Nord) :



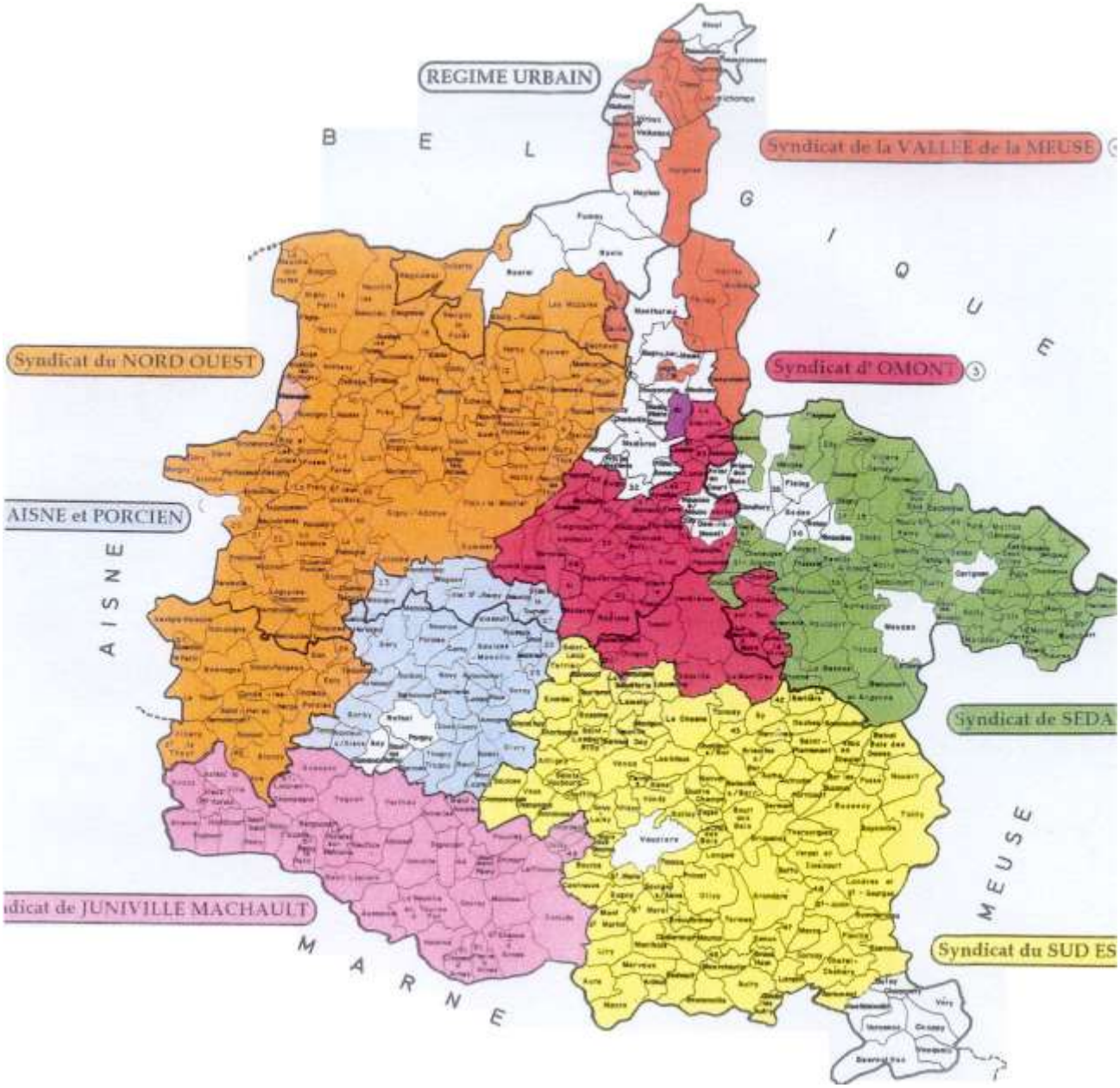
Carte des réseaux énergétiques des Ardennes (Partie Sud) :



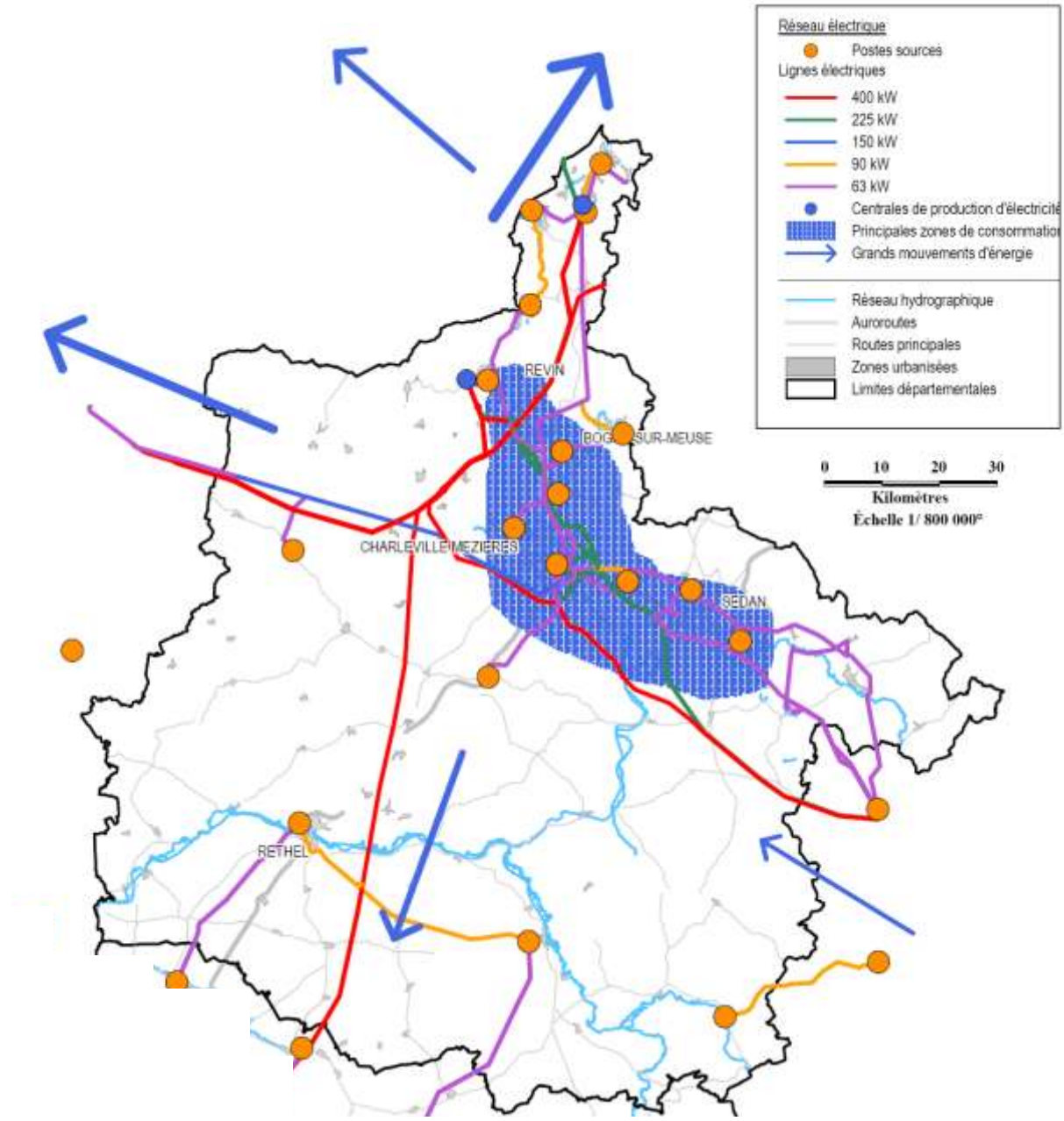
Carte des communes alimentées en gaz (figurées en vert):



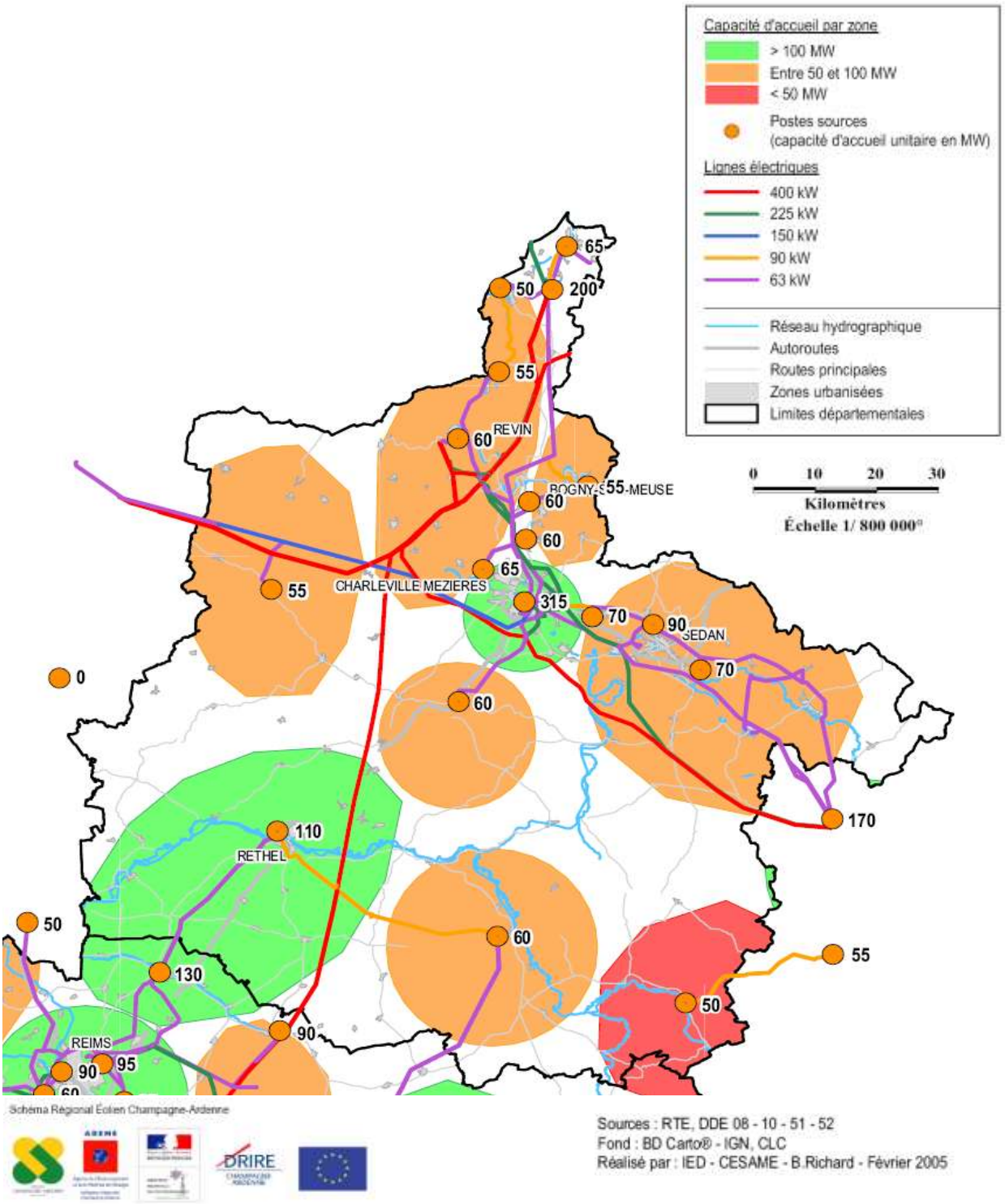
Carte des régimes de distribution de gaz des Ardennes :



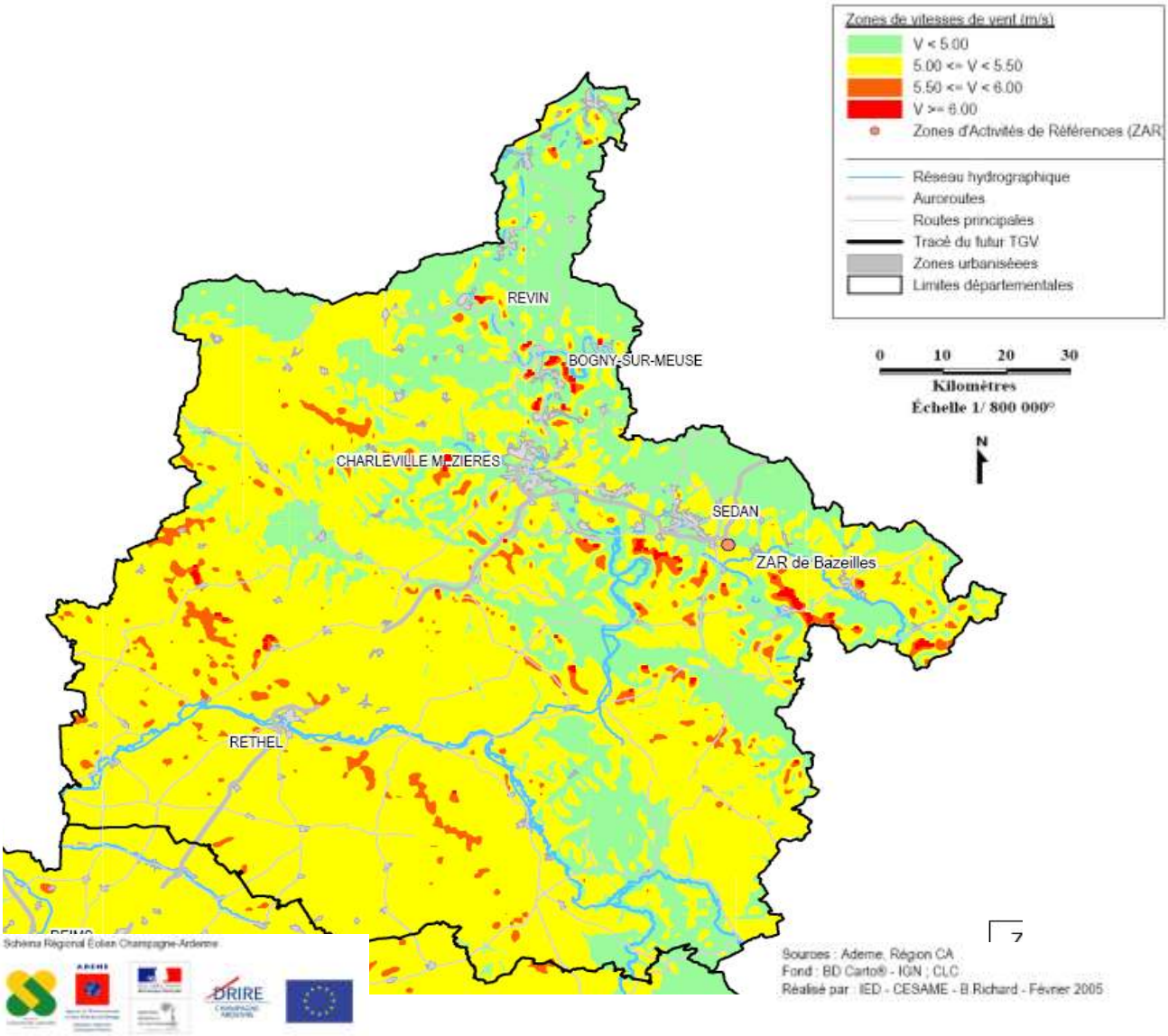
Carte des réseaux électriques et des grands mouvements énergétiques



Carte des capacités d'accueil des éoliennes dans les Ardennes



Carte des capacités d'implantation des éoliennes dans les Ardennes :



L'ANALYSE DETERMINISTE

L'électricité

Le département compte deux grands ensembles de **production d'électricité**, le CNPE de Chooz et l'usine hydro électrique de Saint Nicolas. Les grands mouvements d'énergie concernent surtout le Nord du département. Le CNPE produit de l'électricité à destination des territoires du nord de l'Europe, du Sud et de l'Ouest de la France. Des entrées d'énergie interviennent à l'Est, par le biais des CNPE situés dans l'Est de la France.

ERDF dessert la totalité du département des ARDENNES (sauf HANNAPES), douze communes du département de l'AISNE et huit communes du département de la MEUSE, soit un total de 482 communes.

Le réseau électrique est caractérisé par des lignes « Haute tension » (400 000 Volts) qui servent au transport de l'électricité vers le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest du département. Elles permettent également le transport de l'énergie produite au CNPE de Chooz.

Un réseau 225 000 Volts assure la couverture des zones périurbaines situées dans le bas de la pointe Ardennaise et entre les agglomérations de Charleville Mézières et de Sedan. Ces lignes desservent les zones de plus fortes consommations des Ardennes.

Le réseau 90 000 Volts dessert les villes moyennes, notamment Rethel et Vouziers.

Enfin le réseau 63 000 Volts dessert les villes de plus faible taille et sert notamment au transport de l'énergie fournie par l'usine hydro électrique de Saint Nicolas, près de Revin.

Des lignes 25 000 Volts viennent compléter le dispositif de manière diffuse.

Le gaz

104 communes sont alimentées en gaz (102 communes ardennaises et 2 meusiennes). Cette couverture assure la desserte de près de 76% de la population du département.

Le gaz est distribué dans le département par quatre réseaux aux pressions différentes :

- Un réseau Haute Pression (Hp) de 24 bars à 63,7 bars. Actuellement seules des canalisations de 40 bars parcourent le département. Une canalisation de 63,7 bars traverse d'est en ouest le département.
- Un réseau Moyenne pression de 4 à 24 bars (Mpc). Il circule sur 120 kilomètres avec une pression maximum de 16 bars.
- Un autre réseau « Moyenne pression » de 0,4 à 4 bars (Mpb), de 1080 kilomètres de long,
- Un réseau « Basse pression » de 23,5 millibars de 69 kilomètres.

61354 clients dont 550 clients dits « gros consommateurs » sont répertoriés dans les Ardennes.

Un plan d'action national destiné à réduire les accidents liés aux canalisations de gaz

Chaque année, on recense en France plus de 6 000 endommagements suivis d'une fuite de gaz. Les années 2007 et 2008 ont été particulièrement tragiques avec une succession de quatre accidents graves à Niort, Bondy, Noisy-le-Sec et Lyon, ce dernier ayant entraîné la mort d'un sapeur-pompier.

Les conclusions du rapport de l'inspection de la défense et de la sécurité civile et les constats partagés ont conduit le gouvernement à mettre en place trois groupes de travails chargés de bâtir un plan d'action. Les représentants de l'administration, des professionnels du secours, des exploitants de réseaux, du bâtiment et travaux publics, des organisations syndicales, des fédérations professionnelles, organismes spécialisés de prévention ont été étroitement associés à l'ensemble des réflexions.

Ces travaux, permettent d'aboutir à l'élaboration de préconisations selon deux axes :

- Améliorer la prévention et éviter l'endommagement des réseaux enterrés ;
- Garantir la sécurité des populations et des intervenants en cas de fuite de gaz

Ce dernier point vise notamment les services intervenants et notamment les SDIS à :

L'amélioration de la chaîne de traitement d'une fuite de gaz qui repose en particulier sur les propositions suivantes :

- Améliorer la réaction de l'ensemble de la chaîne, notamment des premiers intervenants en édictant une charte des « gestes à faire et à ne pas faire » en cas d'endommagement d'une canalisation de gaz. Complétée par la création d'une procédure d'urgence gaz dite « renforcée » commune aux services de secours et aux exploitants de réseaux, dont l'objectif est de réduire notablement le délai de coupure du gaz sur le réseau, ces mesures vont permettre de limiter les durées et donc les conséquences des fuites de gaz ;

- Garantir la protection de l'ensemble des acteurs par la mise en place d'un périmètre de sécurité partagé par l'ensemble des professionnels du secours et du gaz. Ces partages de cultures initiés par ces travaux seront pérennisés par des partenariats dans les domaines de la formation, de l'échange d'informations, de retours d'expériences conjoints ;

- Intégrer la gestion des fuites de gaz dans le dispositif ORSEC prenant notamment en compte la prise en charge des personnes impliquées et de leurs familles, le plus tôt possible dans l'événement.

L'éoliens

Actuellement, 8 permis de construire ont été acceptés dans les Ardennes (novembre 2008). Le potentiel éolien reste important, d'autres projets seront vraisemblablement mis en œuvre dans les années à venir.

Le risque éolien réside essentiellement dans les opérations de maintenance et d'entretien de ces matériels. Il pourrait alors être à l'origine de secours à personnes à grande hauteur.

Les éoliennes modernes sont équipées de dispositifs de protection contre les chutes (personnel, matériel). L'entretien se fait à l'arrêt et les systèmes de protection (machinerie, incendie, risques électriques) respectent des normes internationales sévères. Dès lors les risques de chute d'éolienne et le risque incendie restent probables mais extrêmement limités. Les risques liés au secours à personne sur ce type d'installation apparaissent comme prépondérant.

LE NIVEAU DE RISQUE PAR SECTEUR

Les risques « énergie » restent très diffus.

SECTEURS	*C.M*	*REVIN*	*SEDAN*	*VOUZIERS*	*RETHEL*
NIVEAU DU RISQUE	++++	+++	++++	+	+++

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

L'intervention directe sur les dispositifs de transport d'énergie ne relève pas des missions des sapeurs-pompiers, en cas de sinistre. Toutefois les actions de protection liées à ces installations participent aux missions de sauvegarde et de protection des populations.

Dans le cadre du transport de gaz, les sinistres de type explosion ou incendie relèvent des moyens courants du SDIS en matière de lutte et d'autre part des moyens particuliers de l'équipe risque chimique en matière de détection (explosimètres).

Dans le cadre du transport d'électricité, les moyens courants sont appelés à intervenir, notamment en matière de prise en charge des personnes électrisées ou électrocutées. Les accidents matériels sur les lignes haute tension relèvent de l'exploitant. Les moyens du service peuvent concourir à la lutte contre ce type de sinistre.

En matière de risque éolien, le service ne dispose pas de moyens appropriés pour intervenir à grande hauteur. Voir le chapitre développé sur l'opportunité de mettre en place une équipe GRIMP dans le département

Les missions des sapeurs-pompiers

Dans le cadre du risque électrique :

- Assurer la protection des personnes et des biens ;
  - Soustraire et assurer la prise en charge précoce des impliqués ;
  - Réaliser les mesures de sauvegardes des populations, et notamment assurer l'évacuation et/ou la mise à l'abri des impliqués ;
  - Assurer la mise en place d'un périmètre et d'un zonage du lieu de l'intervention ;
  - Assurer la sécurité des services intervenants ;
- Collaborer à la réduction du risque électrique.

Dans le cadre du risque gaz :

- Assurer la protection des personnes et des biens ;
  - Soustraire et assurer la prise en charge précoce des blessés ;
  - Assurer la sécurité des services intervenants.

- Identifier les lieux concernés par le sinistre ;
  - Effectuer des circuits de détection des zones concernées ;
  - Participer à l'identification des gaz en présences ;

- Assurer le lutte contre l'incendie et l'explosion ;
    - Limiter le risque d'inflammation en cas de fuite non enflammée ;
    - Assurer la protection des lieux concernés par un incendie ;
    - Limiter les risques de propagation en cas d'inflammation ;

- Mettre en sécurité la zone ;
    - Réaliser les mesures de sauvegarde des populations, et notamment assurer l'évacuation et/ou la mise à l'abri des impliqués ;
    - Assurer la mise en place d'un périmètre et d'un zonage du lieu de l'intervention ;
    - Limiter le risque d'exposition des populations et des intervenants ;

- Collaborer à la réduction du risque gaz.

Dans le cadre du risque éolien :

- Assurer la protection des personnes et des biens ;

    - Tenter d'accéder auprès des impliqués et de sécuriser leur posture ;
    - Participer à la soustraction et à la prise en charge des blessés ;
    - Assurer la sécurité des services intervenants.

La stratégie opérationnelle

- Engager des moyens courants afin d'assurer la mise en place d'un balisage de sécurité des zones concernées et la mise en place des mesures de sauvegarde de la population ;

- Solliciter immédiatement les services compétents et les renforts intervenants en hauteur (éoliennes);

- Favoriser l'engagement d'un cadre, afin d'évaluer précocement la nature et l'ampleur du sinistre et adapter ensuite la montée en puissance des moyens (engagement d'équipe de reconnaissance équipées, puis montée en puissance d'un dispositif plus imposant) ;

- Anticiper la montée en puissance des moyens de détection dans le cadre des fuites liés au gaz ;

- Collaborer avec les services intervenants en mutualisant les moyens opérationnels, notamment en matière de détection et d'intervention en hauteur (éoliennes).

<u>Le dispositif opérationnel actuel :</u>

Le SDIS dispose actuellement des moyens suivants :

Type de moyen
Véhicule risques technologiques léger
Appareil de détection gaz (explosimètres)
Appareil de détection gaz (toximètres)
EPAS
Extincteur poudre
Véhicule logistique

Le risque électrique :

Le SDIS dispose également dans le cadre de la lutte contre les feux spéciaux de type électrique, de moyens d'attaque de type « poudre ».

Ces moyens sont aujourd'hui être embarqués sur les moyens courants de type fourgon pompe tonne, en dévidoir portable de 50 Kg ou diligentés sur place par des véhicules de transport logistique. Ces équipements ont remplacé les remorques « poudre » devenues difficiles à entretenir et à faire circuler (contrainte sécuritaire de conduite attelée). Ces moyens sont disposés dans chaque centre siège de secteur.

Le risque Gaz :

Le SDIS dispose aujourd'hui dans quasiment chaque engin de lutte contre l'incendie, de moyens de détection des gaz. En sus l'équipe spécialisée en risque chimique est dotée de moyens complémentaires nombreux, beaucoup plus polyvalents et techniquement plus aboutis.

Le risque éoliens

Voir le chapitre sur l'utilité de la mise en place d'une équipe de recherche et d'intervention en milieu périlleux dans les Ardennes, capable d'intervenir dans ce type d'équipement.

Aussi la couverture opérationnelle à venir devra tenir compte de :

<u>Délais opérationnels</u>

- Baser les délais opérationnels sur des délais identiques à ceux relevant du risque courant ;

  <u>La stratégie opérationnelle en la matière impose une réponse immédiate, dès lors les délais imposés sont ceux prescrits dans le cadre du risque courant, en particulier pour le risque électrique et lié au gaz.</u>

Implantation des moyens :

- Poursuivre et maintenir la politique de couverture éparse du département en moyens de détection (explosimètres et toximètres dans les moyens primo intervenants) ;

  Ces outils deviennent aujourd'hui indispensables en matière de détection du danger pour la mise ne place des mesures de protection des populations mais également pour assurer la sécurité des intervenants.

Qualification des personnels :

- Favoriser les formations des personnels de maitrise (chef d'agrès, chef de groupe), au danger des lignes électriques ;

  Certaines unités opérationnelle font appellent régulièrement aux gestionnaires de réseau afin de dispenser des informations au sujet des risques « électrique et gaz ».

- Renforcer les formations des personnels de maitrise (chef d'agrès, chef de groupe) aux dangers du gaz et à l'utilisation technique des outils de détection ;

- Poursuivre et maintenir les formations développées dans le domaine du risque « gaz », sur le plateau technique de Sedan (convention de formation avec GRDF) ;

Formation et information des personnels :

- Sensibiliser l'ensemble des personnels du SDIS au risque électrique et gaz en particulier ;

  L'épisode venteux vécu dernièrement dans le Sud Ouest de la France (chute importante de lignes électriques, ainsi que le nombre important de fuites de gaz recensées en France annuellement, démontrent l'intérêt de cette sensibilisation.

- Planifier des exercices de cadre, réguliers sur des thèmes dimensionnants impliquant des installations électriques et des installations de desserte du gaz.

Plan d'équipement :

- Poursuivre et maintenir la politique de couverture des moyens de lutte contre l'incendie de type fourgon pompe tonne, en moyens de détection (explosimètres et toximètres) ;

Mutualisation des moyens :

- Mutualiser quand cela est possible les moyens de détection avec l'équipe « risque chimique » ;

A retenir pour les risques « Réseaux et installations d'énergie »:

Analyse des risques

Le département compte deux grands ensembles de **production d'électricité**, le CNPE de Chooz et l'usine hydro électrique de Saint Nicolas. Les grands mouvements d'énergie concernent surtout le Nord du département. Des entrées d'énergie interviennent à l'Est.

ERDF dessert la totalité du département des ARDENNES sauf HANNAPES. Le réseau électrique est caractérisé par des lignes « Haute tension » (400 000 Volts) qui servent au transport de l'électricité vers le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest du département.

Un réseau 225 000 Volts assure la couverture des zones périurbaines situées dans le bas de la pointe Ardennaise et entre les agglomérations de Charleville Mézières et de Sedan. Ces lignes desservent les zones de plus fortes consommations des Ardennes. Le réseau 90 000 Volts dessert les villes moyennes, notamment Rethel et Vouziers. Enfin le réseau 63 000 Volts dessert les villes de plus faible taille et sert notamment au transport de l'énergie fournie par l'usine hydro électrique de Saint Nicolas, près de Revin. Des lignes 25 000 Volts viennent compléter le dispositif de manière diffuse.

104 communes sont alimentées en gaz (102 communes ardennaises et 2 meusiennes). Cette couverture assure la desserte de près de 76% de la population du département. 61354 clients dont 550 clients dits « gros consommateurs » sont répertoriés dans les Ardennes.

Actuellement, 8 permis de construire ont été acceptés dans les Ardennes (novembre 2008). Le potentiel éolien reste important, d'autres projets seront vraisemblablement mis en œuvre dans les années à venir. Le risque éolien réside dans les opérations de maintenance et d'entretien.

Les éoliennes modernes sont équipées de dispositifs de protection contre les chutes (personnel, matériel). L'entretien se fait à l'arrêt et les systèmes de protection (machinerie, incendie, risques électriques) respectent des normes internationales sévères. Dès lors les risques de chute d'éolienne et le risque incendie restent probables mais extrêmement limités. Les risques liés au secours à personne sur ce type d'installation apparaissent comme prépondérant.

Couverture opérationnelle

- Poursuivre et maintenir la politique de couverture éparse du département en moyens de détection (explosimètres et toximètres dans les moyens primo intervenants) ;
- Favoriser les formations des personnels de maitrise (chef d'agrès, chef de groupe), au danger des lignes électriques ;
- Renforcer les formations des personnels de maitrise (chef d'agrès, chef de groupe) aux dangers du gaz et à l'utilisation technique des outils de détection ;
- Poursuivre et maintenir les formations développées dans le domaine du risque « gaz », sur le plateau technique de Sedan (convention de formation avec GRDF) ;
- Sensibiliser l'ensemble des personnels du SDIS au risque électrique et gaz en particulier ;
- Planifier des exercices de cadre, réguliers sur des thèmes dimensionnant impliquant des installations électriques et des installations de desserte du gaz.
- Mutualiser quand cela est possible les moyens de détection avec l'équipe « risque chimique » ;

LES RISQUES « URBANISTIQUES »

LE RISQUE BATIMENTAIRE :

Les risques bâtimentaires peuvent concerner :

- Les ouvrages d'art,
- Le patrimoine historique et culturel,
- Les bâtiments administratifs et techniques dits « sensibles » ;
- Les bâtiments recevant du public,
- Les bâtiments à usage d'habitation,

Dès lors des particularités importantes influencent la nature du risque :

Les particularités liées à l'architecture :

- Les bâtiments élevés : habitations de 3ième et 4ième famille, cathédrales et grandes églises ;
- Les bâtiments à cheminements complexes: caves, parcs de stationnement couverts, égouts.

Les particularités liées à la constitution :

- L'habitat ancien, dont la stabilité générale diminue avec les années ;
- Les vieux cœurs de ville, sans recoupement, susceptibles de donner naissance à un feu d'îlot (propagation importante à des zones non recoupées).

Les particularités liées à la vocation :

- Les établissements recevant du public, peu ou pas connus de leurs occupants temporaires ;
- Les établissements présentant un fort contrôle d'accès et entravant l'accès des secours (centres de détention, enceintes militaires, banques, habitations individuelles dotés de systèmes anti-intrusion).

Les particularités liées à la valeur du contenant et/ou du contenu :

- Monuments historiques : châteaux, abbayes ;
- Bibliothèques et locaux d'archives ;
- Les musées.

Les risques liés à ces bâtiments peuvent se manifester par les effets suivants :

- Importants feux de bâtiments,
- Difficultés dans les sauvetages de personnes en élévation,
- Sinistres avec de nombreuses victimes impliquées dans les incendies,
- Ensevelissement de personnes suite à des explosions ou à des effondrements de bâtiment,
- Opérations à fort retentissement médiatique ;
- Destruction de biens de valeur…

Ces structures présentent en plus des risques pré cités un intérêt majeur en matière de patrimoine identitaire pour un département. Certains de ces édifices présentent également une importance plus ou moins vitale, pour le fonctionnement institutionnel, économique et politique.

Les ouvrages d'art :

Les ouvrages d'art particuliers ont été abordés dans la partie réservée à l'étude des risques de transport. Les risques d'affaissement et d'effondrement sont les plus importants.

Le patrimoine historique et culturel :

Le patrimoine historique et culturel représente un enjeu majeur en matière de protection des biens. Les risques d'incendie et de secours à personne sont prépondérants.

Les bâtiments administratifs et techniques sensibles :

Les bâtiment abritant les services administratifs et les institutions du département représentent des enjeux importants en terme de maintien de la vie institutionnelle, en cas de sinistre.

Ainsi les bâtiments administratifs suivants apparaissent comme sensibles :

- La préfecture ;
- Le siège et les emprises du conseil général ;
- Les mairies et services techniques des agglomérations et des villes moyennes ;
- Les chambres consulaires ;
- Les établissements hospitaliers et de soins ;
- Les établissements d'enseignement ;
- Les emprises des forces de l'ordre (gendarmerie, police) ;
- Les enceintes militaires ;
- Les grandes surfaces de vente alimentaire ;
- Les emprises de secours ;
- Les emprises des services déconcentrés de l'état ;
- Les établissements judiciaires et pénitenciaires ;
- Les services fiscaux ;
- Etc….

En la matière, le risque incendie reste prépondérant.

Certains bâtiments techniques représentent également des enjeux importants :

- Captage d'eau potable ;
- Château d'eau ;
- Poste énergétique ;
- Ouvrages de franchissement.

Les bâtiments et infrastructcures liés aux « secteurs, activités et opérateurs d'importance vitale » (SAIV) font partie intégrante de ces bâtiments sensibles. Leur liste reste discrétionnaire pour des raisons évidente de sécurité. Des directives nationales de sécurité, visant à sécuriser ces sites sont en cours de rédaction.

Nota : Pour chaque secteur d'activité, une directive nationale de sécurité définira dans les tous prochains mois la nature des menaces et les objectifs de sécurité. Sur cette base, les principaux opérateurs du secteur établiront leur plan de sûreté identifiant leurs installations névralgiques ; celles-ci, désignées points d'importance vitale, seront dotées d'un plan particulier de protection par l'opérateur et d'un plan de protection externe par le préfet du département concerné.

Les établissements recevant du public et les bâtiments d'habitation :

Les établissements recevant du public (ERP)

Le terme établissement recevant du public, défini à l'article R123-2 du Code de la construction et de l'habitation, désigne les lieux publics ou privés accueillant des clients ou des utilisateurs autres que les employés.

Les ERP sont soumis au respect d'un règlement de sécurité contre l'incendie et les risques de panique, dont la dernière refonte date de l'arrêté du 25 juin 1980. Les ERP sont classés suivant leurs activités et leur capacité d'accueil du public.

Établissements installés dans un bâtiment :

- J : Structures d'accueil pour personnes âgées ou personnes handicapées
- L : Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple
- M : Magasins de vente, centres commerciaux
- N : Restaurants et débits de boissons
- O : Hôtels et pensions de famille
- P : Salles de danse et salles de jeux
- R : Établissements d'enseignement, colonies de vacances
- S : Bibliothèques, centres de documentation
- T : Salles d'exposition
- U : Établissements sanitaires
- V : Établissements de culte
- W : Administrations, banques, bureaux
- X : Établissements sportifs couverts
- Y : Musées

Établissements spéciaux

- PA : Établissements de plein air
- CTS : Chapiteaux, tentes et structures itinérants ou à implantation prolongée ou fixes
- SG : Structures gonflables
- PS : Parcs de stationnement couverts
- OA : Hôtels-restaurants d'altitude
- GA : Gares accessibles au public
- EF : Établissements flottants ou bateaux stationnaires et bateaux
- REF : Refuges de montagne

Immeubles de grande hauteur (IGH)

- GHA : Habitation
- GHO : Hôtel
- GHR : Enseignement
- GHS : Dépôt d'archives
- GHU : Usage sanitaire
- GHW : Bureaux
- GHZ : Usage mixte

La capacité d'accueil ou « catégorie », est désignée par le code de la construction et de l'habitation (CCH) :

- 1re catégorie : Au-dessus de 1 500 personnes ;
- 2e catégorie : De 701 à 1500 personnes ;
- 3e catégorie : De 301 à 700 personnes ;
- 4e catégorie : 300 personnes et inférieur à l'exception des établissements de 5e catégorie ;
- 5e catégorie : Inférieur au seuil dépendant du type d'établissement.

- 1ier groupe : 1ière à 4ième catégorie ;
- 2ième groupe : 5ième catégorie.

Les règles de prévention contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public sont établies de manière à permettre de limiter les risques d'incendie, d'alerter les occupants de la réalisation d'un sinistre, de favoriser leur évacuation, d'éviter la panique, de permettre l'alerte des services de secours et de faciliter leur intervention.

La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité est l'organisme compétent, à l'échelon du département, pour donner des avis à l'autorité investie du pouvoir de police administrative en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. L'autorisation d'ouverture des établissements de 1re à 4e catégorie est délivrée après la visite de l'ERP et la définition d'un avis favorable de la commission de sécurité compétente.

Les établissements recevant du public présentent en plus des risques propres aux bâtiments eux-mêmes, des risques importants pour leurs occupants, notamment dans le cadre des incendies et des mouvements de panique. La méconnaissance des lieux par les occupants en est la cause principale.

Les bâtiments d'habitation

Les bâtiments d'habitation sont classés en quatre familles distinctes.

1ère famille : habitations individuelles isolées ou jumelées à un étage sur rez-de-chaussée, au plus, habitations individuelles à rez-de-chaussée groupées en bande, habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée, groupées en bande avec structures porteuses indépendantes de celles des habitations contiguës.

• ***2ème famille*** : habitations individuelles isolées ou jumelées de plus d'un étage sur rez-de-chaussée; habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée seulement, groupées en bande avec structure porteuse non indépendante, habitations individuelles de plus d'un étage sur rez-de-chaussée groupées en bande ; habitations collectives comportant au plus trois étages sur rez-de-chaussée.

• ***3ème famille*** : Habitations dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à vingt-huit mètres au plus au-dessus du sol utilement accessible aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie,

• ***4ème famille*** : Habitations dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à plus de vingt-huit mètres et à cinquante mètres au plus au-dessus du niveau du sol utilement accessible aux engins des services publics de secours et de lutte contre l'incendie.

Les risques liés aux habitations tiennent surtout aux risques d'incendie. Les habitations de type « collective » comportant plusieurs étages concentrent en particulier ce type de risque en en aggrave les conséquences. La propagation des sinistres étant le point majorant.

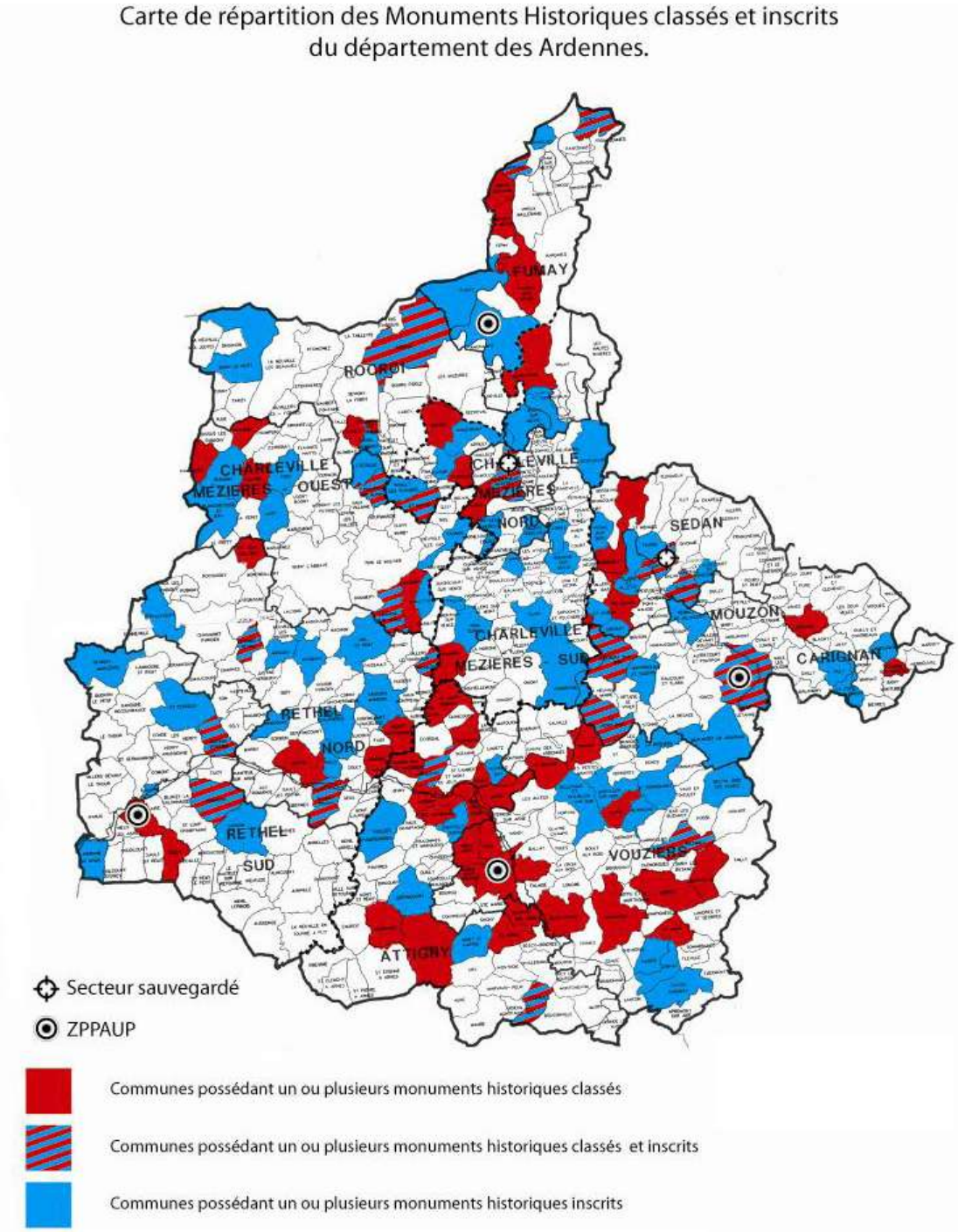
Les ouvrages d'art :

Les ponts et tunnels ont été abordés dans la partie liée aux risques de transport. Aucun autre ouvrage ne présente de risque majeur dans le département.

Le patrimoine historique et culturel :

Le département compte 221 monuments historiques dont 94 classés et 127 inscrits et une trentaine de musées.

Carte des emplacements des monuments historiques classés et inscrits des Ardennes (SDAP 2006) :



Les établissements recevant du public :

Le département compte près de 1000 établissements recevant du public dont 790 relèvent du premier groupe (les immeubles d'habitation ne sont pas pris en compte).

Le traitement de l'ensemble des dossiers administratifs, concernant ces établissements, a été centralisé depuis 2008 au service prévention du SDIS à Prix les Mézières. Cette centralisation avait pour vocation d'harmoniser le suivi et le traitement en matière de prévention. Traitement qui auparavant, pour les communes de Sedan et de Charleville Mézières, dépendait directement des centres de secours (établissement de 2^{ième} à 5^{ième} catégorie).

Le service dans le cadre de cette centralisation à proposé de favoriser la suppression des commissions communale de sécurité au profit d'une commission départementale compétente. Des outils complémentaires de gestion ont été développés, notamment en matière de suivi et d'enregistrement des dossiers (développement d'un logiciel de suivi des ERP). D'autre part, un suivi commun entre les services relevant de la prévision et de la prévention a été renforcé, dans le cadre de la chaîne cinématique « Prévention – Protection – Opération » assurée par le SDIS.

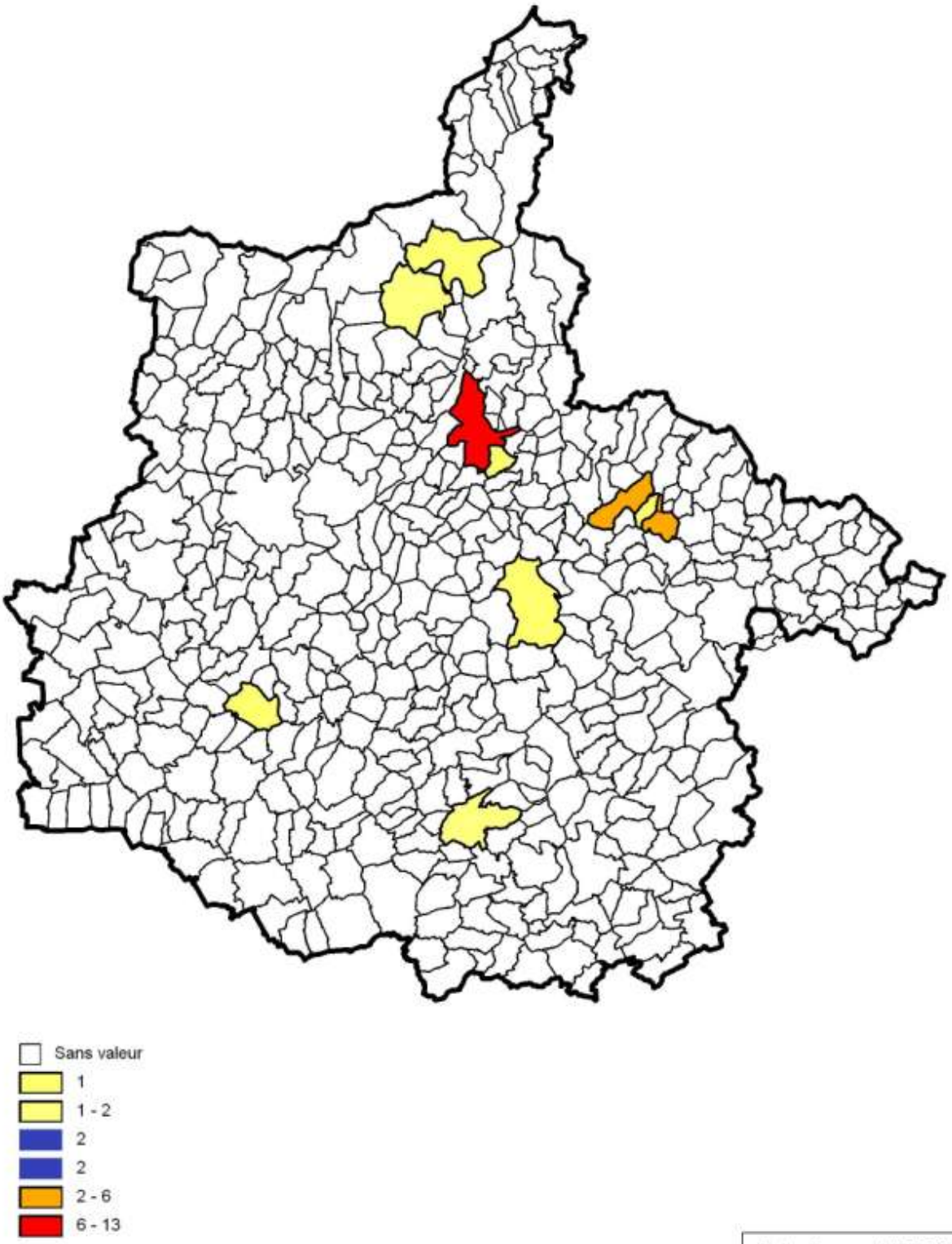
Liste des établissements recevant du public référencés (SDIS 08)

LISTING DES ETABLISSEMENTS RECEVANTS DU PUBLIC PAR TYPE ET CATEGORIE

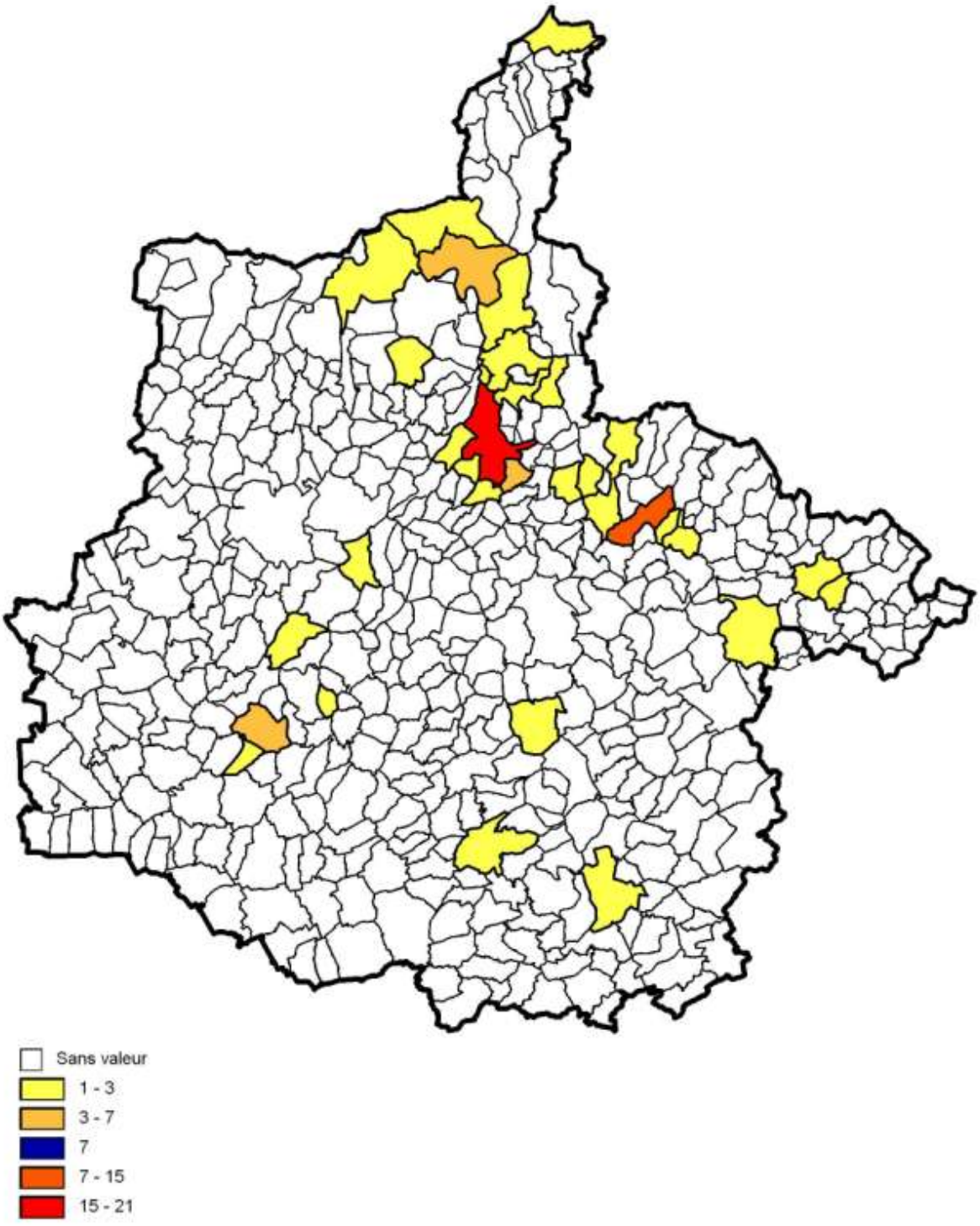
Type de l'ERP	Groupe	Catégorie de l'ERP	NOMBRE
CTS	1ier	1	2
EF	1ier	4	1
GA	1ier	3	1
J	1ier	4	10
	2ième	5	1
L	1ier	1	4
		2	10
		3	58
		4	78
	2ième	5	10
M	1ier	1	69
		2	40
		3	90
		4	35
	2ième	5	5
N	1ier	3	3
		4	6
	2ième	5	7
O	1ier	3	2
		4	7
	2ième	5	81
P	1ier	2	2
		3	12
		4	4
PA	1ier	1	2
		2	8
		3	4
PE	2ième	5	1
R	1ier	3	53
		4	102
	2ième	5	22
RH	1ier	1	1
		2	9
		3	9
		4	17
	2ième	5	13
S	1ier	3	3
		4	2
T		2	1
U	1ier	1	1
		2	1
		3	11
		4	32
	2ième	5	12
V	1ier	2	2
		3	4
W	1ier	3	6
		4	5
	2ième	5	7
X	1ier	1	3
		2	14
		3	33
		4	29
	2ième	5	2
Y	1ier	2	1
		3	1
		4	2
TOTAL ERP			***951***
dont du 1ier groupe			***790***

En annexe X, figure la liste des établissements classés par type et par commune.

Carte des emplacements des ERP de 1ière catégorie dans les Ardennes

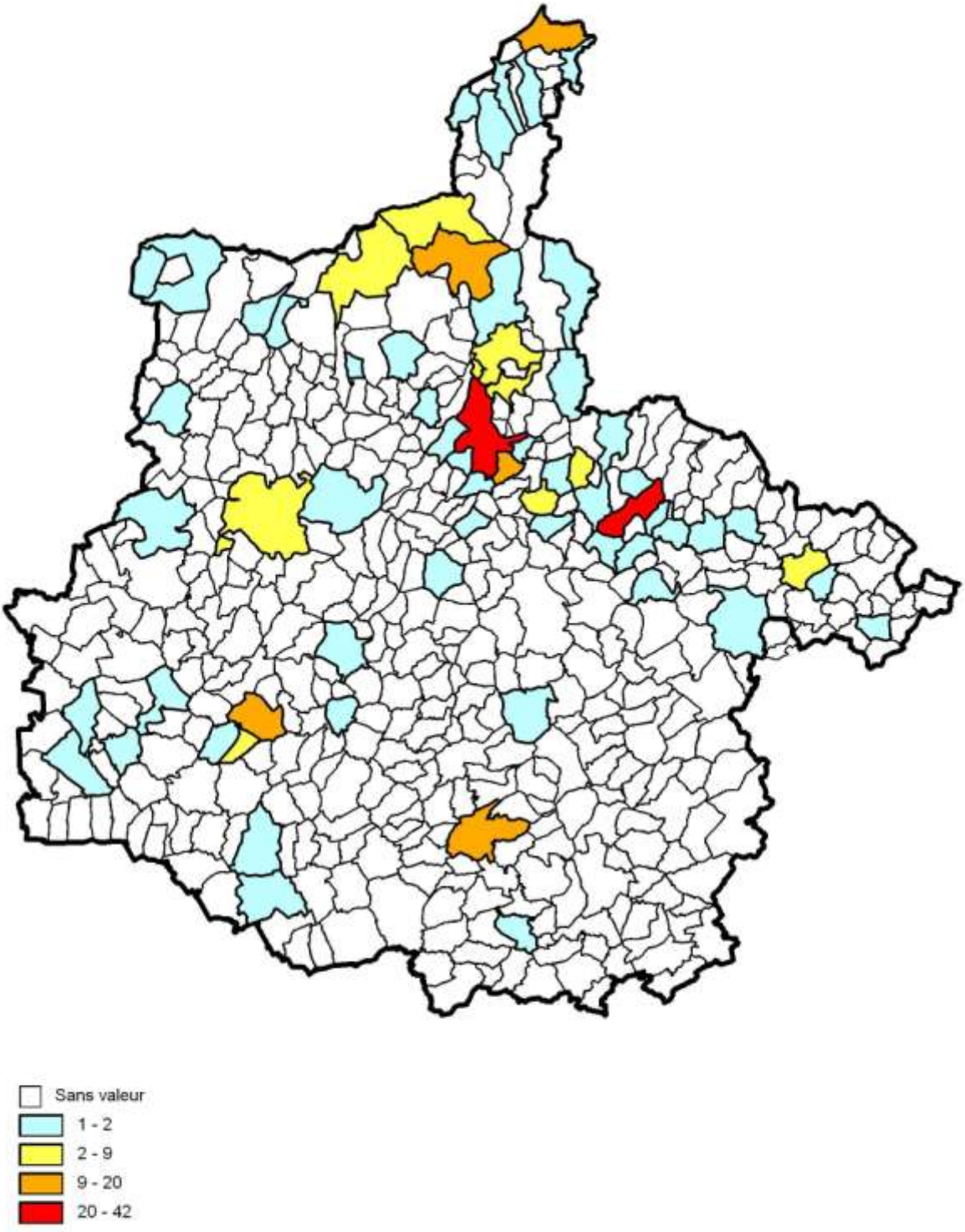


Carte des emplacements des ERP de 2^{ième} catégorie dans les Ardennes



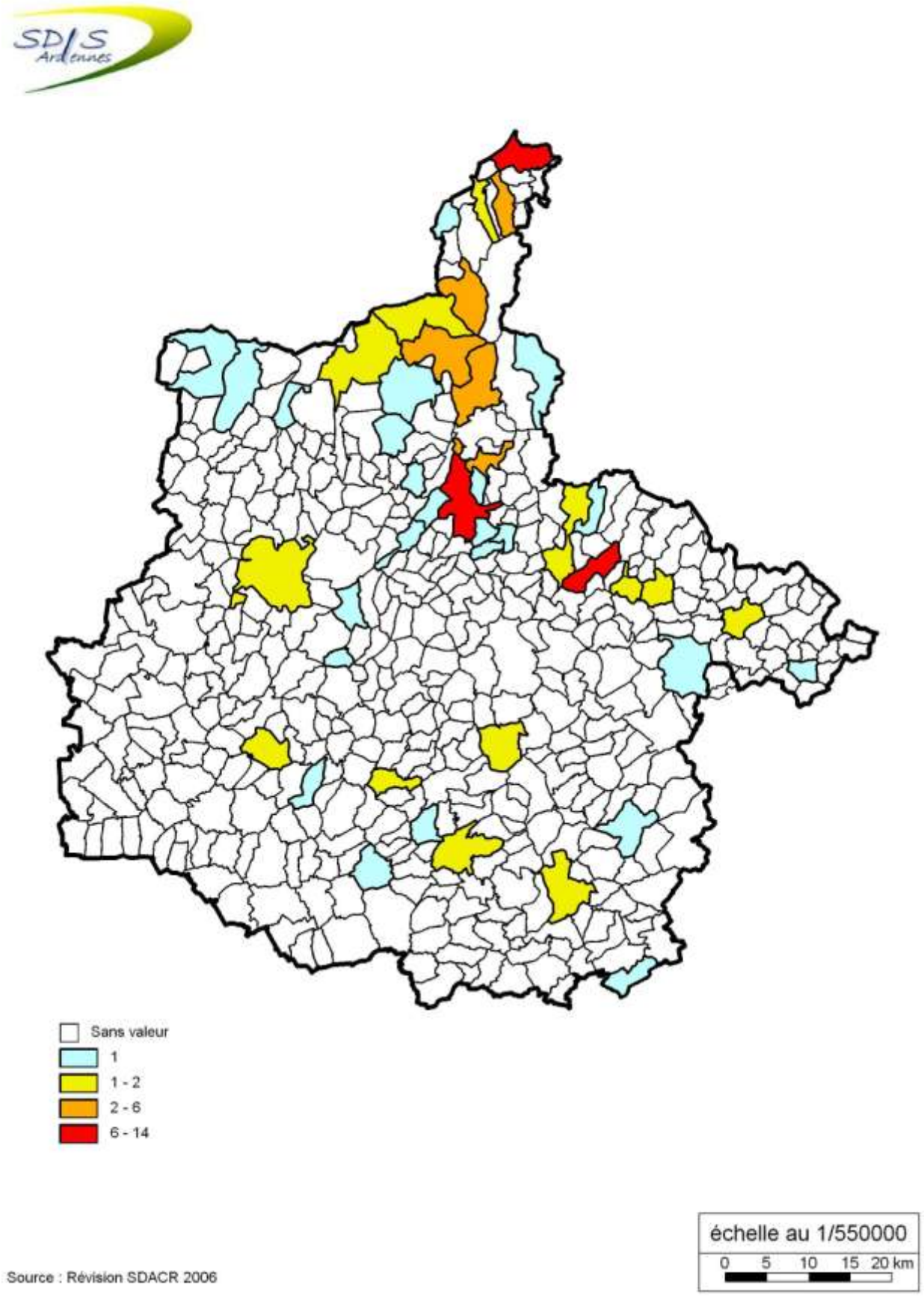
Source : Révision SDACR 2006

Carte des emplacements des ERP de 3ième catégorie dans les Ardennes

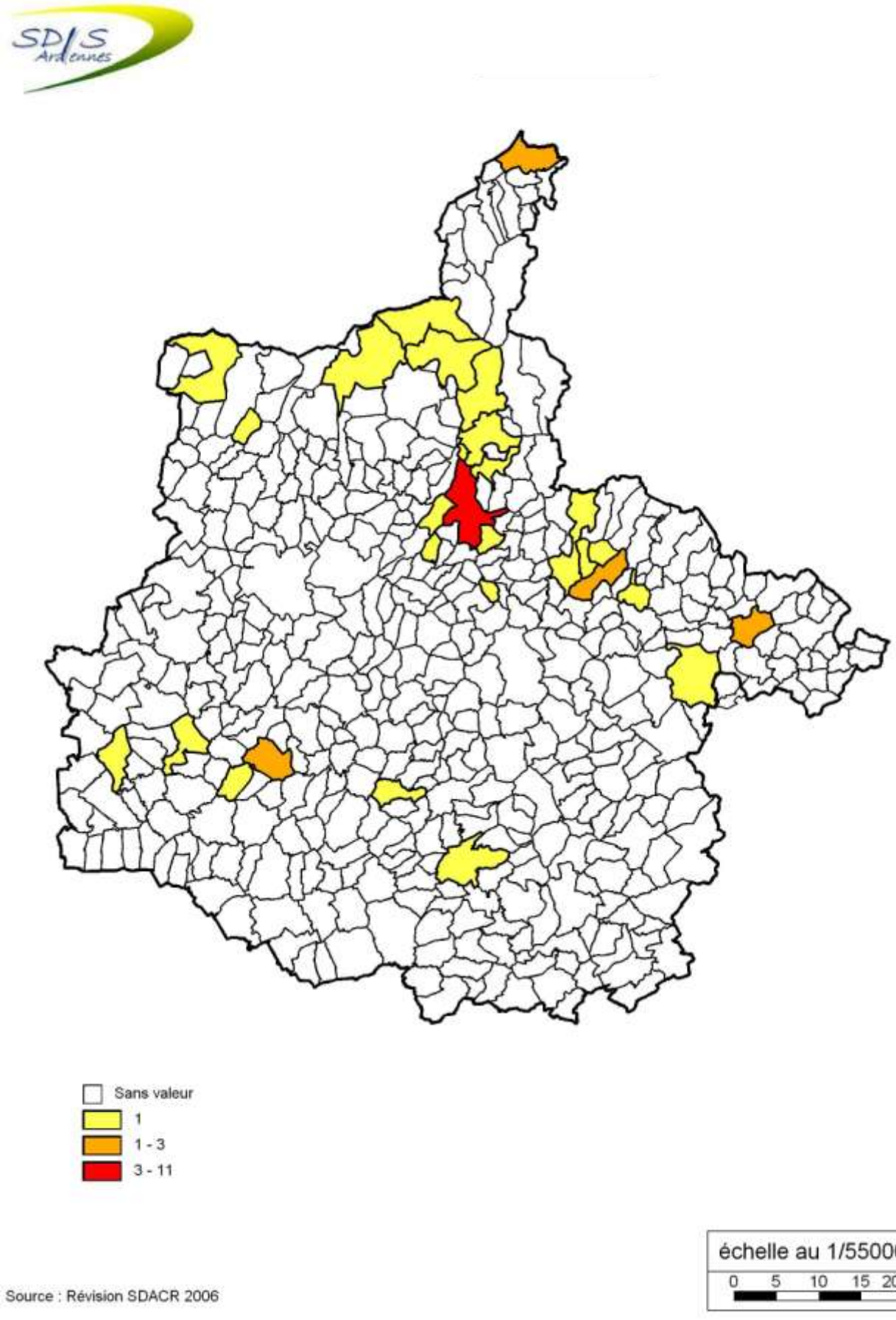


Source : Révision SDACR 2006

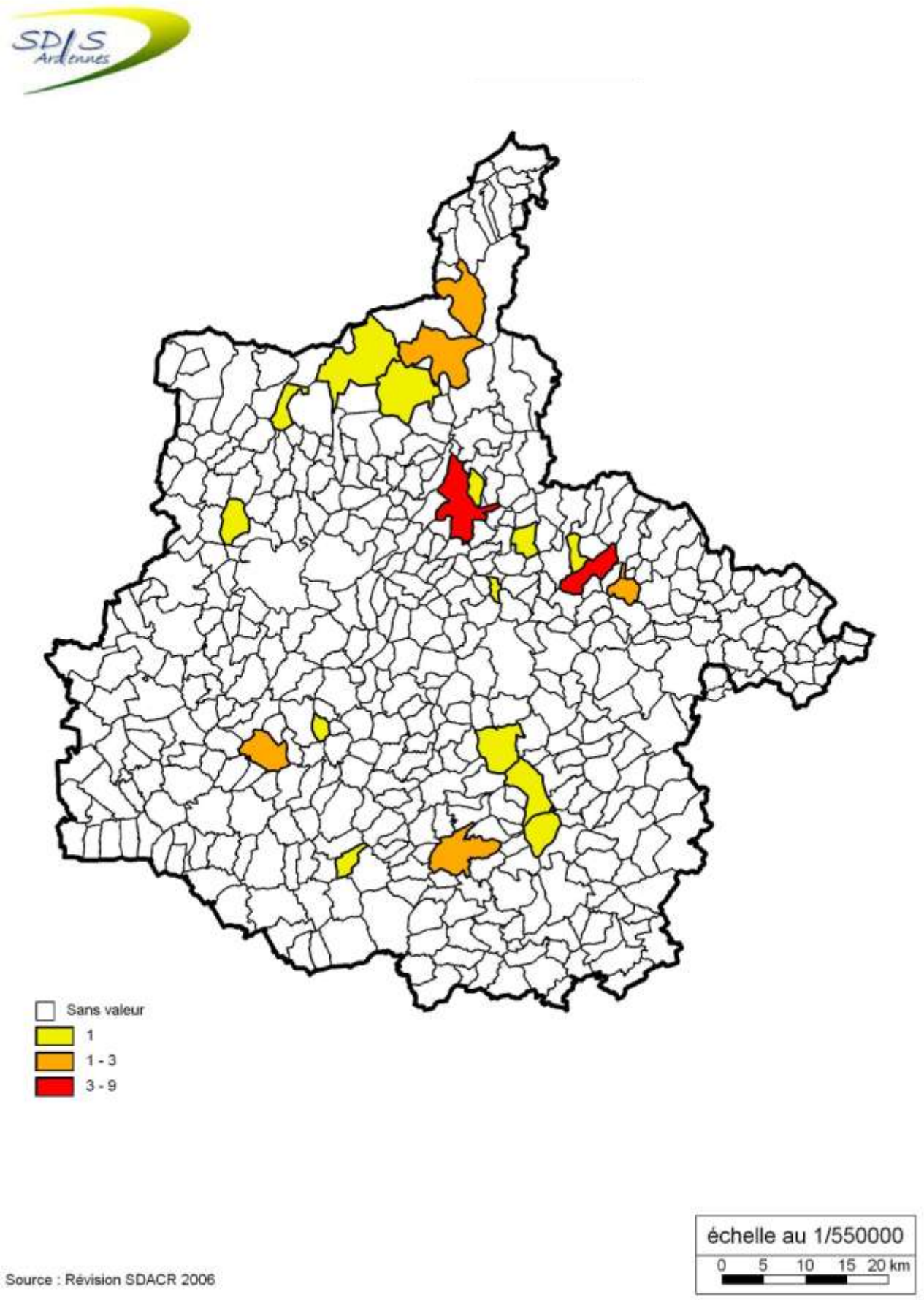
Carte des emplacements des ERP type O (Hôtels) dans les Ardennes



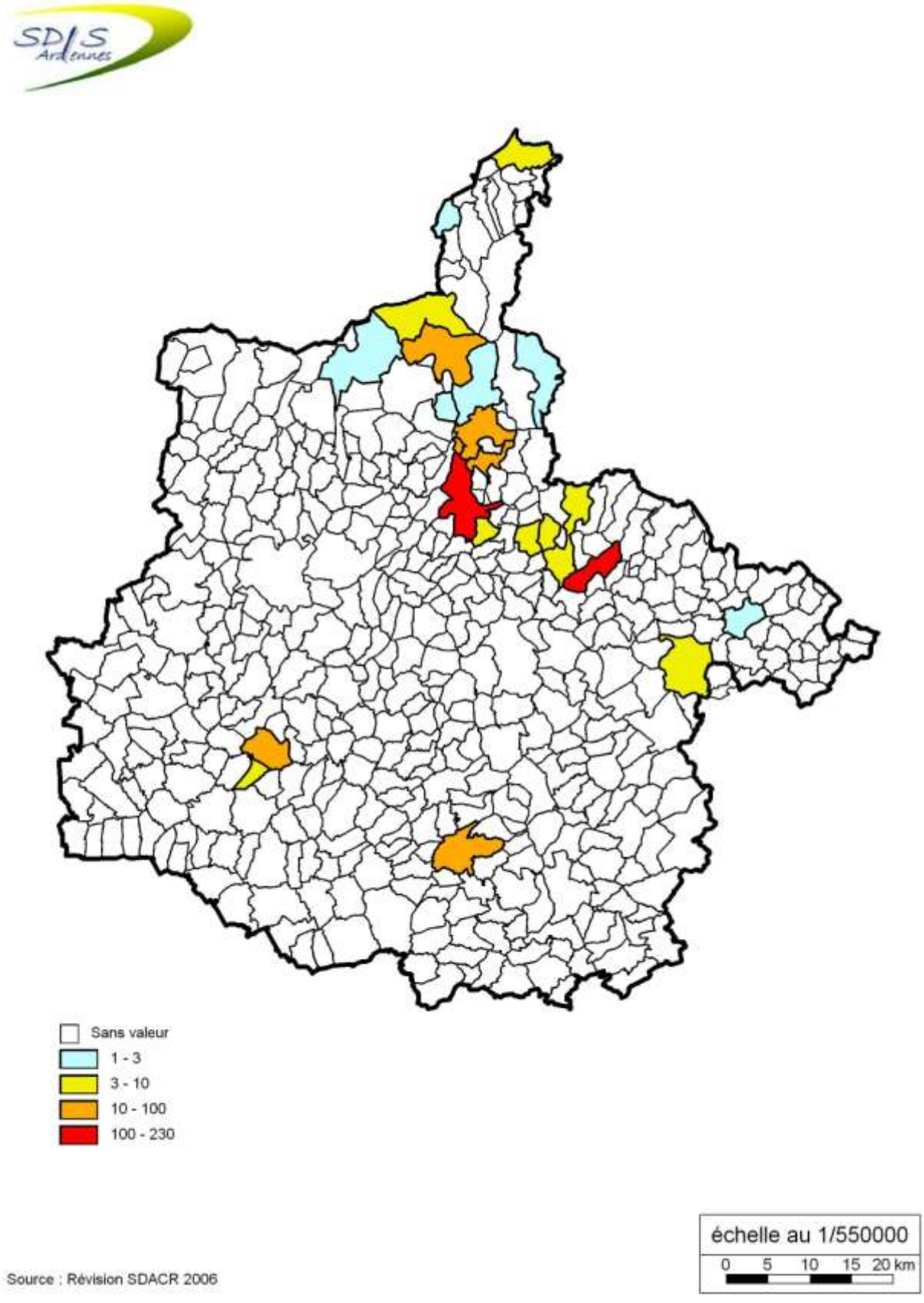
Carte des emplacements des ERP de type U (Hôpitaux et établissements médicaux) dans les Ardennes



Carte des emplacements des ERP de type R (Enseignement) dans les Ardennes



Carte d'emplacement des bâtiments d'habitation de 3^{ième} famille des Ardennes



Carte d'emplacement des bâtiments d'habitation de 4^{ième} famille des Ardennes



Source : Révision SDACR 2006

échelle au 1/550000
0 5 10 15 20 km

Les bâtiments administratifs et techniques sensibles :

La liste exhaustive de tous les établissements sensibles n'est pas évidente à définir.

De plus, les bâtimenst et infrastructcures liés aux « secteurs, activités et opérateurs d'importance vitale » (SAIV) font partie intégrantes de ces bâtiments sensibles, il est impossible d'en diffuser le contenu.

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

Seul le caractère particulier de ces bâtiments, impose un traitement approfondi de ce risque dans la partie relevant des risques particuliers.

Les risques bâtimentaires présentant en majorité des risques liés à l'incendie, les objectifs de couverture seront donc décris dans la partie « Incendie » du risque courant.

A retenir pour les risques « urbanistiques »:

Analyse des risques
Les ponts et tunnels ont été abordés dans la partie liée aux risques de transport. Aucun autre ouvrage ne présente de risque majeur dans le département. Le département compte 221 monuments historiques dont 94 classés et 127 inscrits et une trentaine de musées. Le département compte près de 1000 établissements recevant du public dont 790 relèvent du premier groupe (les immeubles d'habitation ne sont pas pris en compte).
Couverture opérationnelle
La couverture opérationnelle relève des moyens des risques courant.

LES RISQUES SOCIETAUX

Les risques « liés aux personnes » ;

Les risques « sanitaires graves » ;

Les risques « NRBCe et munitions de guerre » ;

LES RISQUES « LIES AUX PERSONNES »

LES DIFFERENTS TYPES DE RISQUES

Ce type de risque est généralement classé en 4 types principaux :

- Les grands rassemblements de personnes ;
- Les mouvements sociaux ;
- Les zones sensibles ;
- Les installations touristiques et culturelles.

Les grands rassemblements :

Les grands rassemblements sont des regroupements localisés dans l'espace et dans le temps d'un nombre très important de personnes. Ils peuvent avoir lieu à l'extérieur ou à l'intérieur d'un établissement ou d'une enceinte.

Ces manifestations peuvent être à l'origine de troubles de l'ordre public et de mouvement de foule ou de panique. Elles peuvent donner lieu dans ces cas à de nombreuses victimes.

Les mouvements sociaux :

Dans bien des cas, les mouvements sociaux résultent de la mise en place d'une doctrine qui vise à placer l'action syndicale, sous toutes ses formes (grèves, manifestations...), au centre de l'actualité en affirmant la primauté de la mobilisation, sur les pratiques de négociation.

Il s'agit en réalité d'épreuves de force susceptibles d'entrainer des modes d'expression ou d'action radicaux et potentiellement générateurs de risque pour les personnes, les biens et l'environnement.

Ces actions visent en générale à appuyer les revendications de salariés, par la cessation de travail et l'expression ou la mise à exécution de menaces de toutes natures (notamment liés à des dégradations des moyens de production ou des biens publics).

Dans ce contexte les mouvements sociaux peuvent prendre la forme de :

- Piquets de grève : groupe de personnels empêchant ou non les non grévistes de travailler ;
- Grève avec occupation : conflit collectif au cours duquel les grévistes occupent les locaux ;
- Défilé et manifestation collective : défilé dans les rues pour étaler leurs revendications.

Ces dernières manifestations sont avec les grèves d'occupation, les manifestations sociales susceptibles de générer des risques. Des incendies et/ou dans de très rares cas des secours à personnes, peuvent résulter de ce type de comportement.

En cas d'emploi ou de détournement des produits dangereux employés sur les sites de production, des risques importants peuvent être générés. Voir les données abordées dans le chapitre sur le risque industriel à ce sujet.

Les zones sensibles :

Les violences envers la société

Dans certaines zones sensibles des épisodes de violence urbaine peuvent intervenir. Elles sont considérées comme des troubles à l'ordre public relativement graves. Les cibles majoritaires de ces actions sont :

- Les écoles ;
- Les transports urbains ;
- Les représentations de l'autorité et des pouvoirs publics (bâtiments et enceintes) ;
- Les commerces ;
- La force de l'ordre et les sapeurs-pompiers.

Des prises à partie, des caillassages et des outrages sont le plus souvent observés. Les violences graves sont moins fréquentes mais restent possibles en cas de montée de fortes tensions.

Les causes des violences urbaines sont multifactorielles. Les explosions de violence sont souvent déclenchées par des rumeurs ou par des actions considérées comme injustifiées. Les dégradations et agressions commises plus généralement par les jeunes ont plusieurs causes croisées, elles deviennent alors souvent leurs propres conséquences et forment alors de véritables cercles vicieux.

Les risques liés aux violences urbaines sont en particuliers :

- Feu de véhicule,
- Incendie de bien public,
- Feu de poubelle ou de détritus,
- Violences collectives à l'encontre des services de secours et de santé, jets de projectiles,
- Occupation de halls d'immeuble, dégradation de mobilier urbain,
- Affrontement entre bandes,
- Rodéo automobile.

Les violences envers les sapeurs-pompiers

Dans le cadre de la mission sur la sécurité des sapeurs-pompiers en intervention, confiée au colonel Christian POURNY en février 2003, un groupe de travail portant sur les interventions lors des violences urbaines, a été constitué.

Les sapeurs-pompiers sont victimes par extension, du rapport de force entre les jeunes des cités et les institutions, d'autant qu'ils représentent celles-ci de façon visible (gyrophare, sirène, uniforme).

En 2005, ce sont 720 faits qui ont été signalés dans 70 départements (SDIS). Ils ont concerné 1 118 sapeurs-pompiers. Trois de ces faits ont été recensés dans les Ardennes.

Les outrages, menaces diverses et insultes sont présents dans 84% des cas. La violence physique est présente dans près du 33 % des cas, associée aux violences verbales dans 12% des cas et elle est présente seule dans 16% des cas.

Des adaptations nationales ont été consenties afin de prévenir et de protéger les sapeurs-pompiers ;

- Formation des personnels ;
- Travail et collaboration avec les forces de police ;
- Modification de la doctrine opérationnelle ;
- Adaptation des effets de protection, des matériels et des agrès ;
- Prise en charge psychologique ;
- Renforcement de la réglementation ;
- Etc…

Les installations touristiques et culturelles

Les installations touristiques regroupent toutes les infrastructures et tous les équipements destinés à accueillir des touristes ou des visiteurs.

On compte parmi elles, les infrastructures :

- D'hébergement (hôtel, camping, chambre d'hôtes..) ;
- D'activités culturelles (Musées, visites industrielles…) ;
- D'activités sportives de plein air ou de pleine nature (randonnée, VTT, navigation, base nautique…) ;

Les risques nautiques

Les risques liés au nautisme seront traités dans cette partie. Les principaux risques sont les suivants :

- Risque de noyade du à la baignade ou aux tentatives de suicide ;
- Risque d'incendie d'un bateau de plaisance ou de transport de marchandise ;
- Risque d'accident de la circulation à proximité de voie d'eau (chute dans l'eau) ;
- Les risques dus aux zones de surface non libre (cavités remplies d'eau).

LES RISQUES DANS LES ARDENNES

Les rassemblements de personnes :

Les principaux rassemblements de personnes des Ardennes (en nombre de visiteurs) :

Manifestations	Lieux	Durée	Visiteurs
Foire de Sedan	Sedan	10 jours	250 000
Festival international de la marionnette	Charleville Mézières	10 jours	145 000
Festival médiéval de Sedan	Sedan	2 jours	45 000
Festival du cabaret Vert	Charleville Mézières	3 jours	35 000
Fête de la musique	Charleville Mézières	1 jour	30 000
Douzy Rock festival	Douzy	2 jours	5 000
Course Sedan Charleville	Sedan -Charleville	1 jour	5 000
Aymon Folk festival	Bogny sur Meuse	2 jours	5 000
Festival de la Cassine	Vendresse	2 jours	3 000

Le développement des manifestations culturelles dites « grands rassemblements », tel que les festivals, les technivals, est croissant ces dernières années.

Ces rassemblements sont parfois accompagnés de manifestations dites « alternatives » qui profitent de la présence d'un public important liée à une autre attraction, pour proposer des rassemblements non planifiés, non encadrés et parfois même non autorisés (exemple, le rassemblement alternatif de 2007 en marge du festival du cabaret Vert à Charleville Mézières).

Dans la majorité des cas, ces manifestations font l'objet d'une déclaration auprès des autorités communales ou préfectorales et restent encadrées, voire sécurisées.

Les mouvements sociaux importants :

Le contexte économique du département des Ardennes fait vivre aux salariés des entreprises endémiques du département, notamment celle de la métallurgie, des heures difficiles. Aussi de nombreuses fermetures d'entreprise, ces dernières années, ont été marquées par des mouvements sociaux de contestation plus ou moins importants.

En 2000, les ouvriers de CELLATEX emploient dans le département et pour la première fois des moyens de pression en brandissant les produits chimiques stockés sur le site comme outil de menace. Ils iront jusqu'à déverser sur le sol et dans une rivière affluente de la Meuse, de l'acide sulfurique teinté en rouge.

Rappel : « Le 5 juillet 2000, alors que leur employeur est introuvable depuis près d'un an, les salariés de Cellatex apprennent que la liquidation de leur société vient d'être prononcée par le tribunal de commerce de Charleville-Mézières. Cette annonce déclenche aussitôt un mouvement d'occupation du site, qui rencontre un important écho médiatique lorsque les salariés menacent d'utiliser le stock de 46 tonnes de sulfure de carbone qui se trouve dans l'usine. Sont également entreposés 56 000 litres d'acide sulfurique et 90 tonnes de soude forte. Le 17 juillet, les salariés déversent de l'acide dans la Meuse. »

Dernièrement, les fermetures de THOME GENOT en 2006, LENOIR ET MERNIER en 2008 et d'autres entreprises ardennaises, ont été marquées par des modes d'action identiques. Aucun déversement ou emploi de matière dangereuse n'a été signalé. Toutefois des menaces fortes ont été proférées.

Rappel : « Le 24 octobre 2006, les 320 salariés de Thomé-Génot sont entrés en résistance à l'annonce de la liquidation judiciaire de leurs ateliers de Nouzonville. Ils menacent d'employer, afin d'obtenir satisfaction, les produits dangereux entreposés dans l'entreprise.»

Rappel : « Une cinquantaine d'ex-salariés de l'entreprise Lenoir-et-Mernier, basée à Bogny-sur-Meuse, dans les Ardennes, et mise en liquidation judiciaire, occupent le site d'une usine du groupe et menacent de déverser de l'acide dans la Meuse. »

Ce risque est détaillé dans la partie liée aux « risques industriels ».

Les zones sensibles dans les Ardennes :

Le département des Ardennes est relativement épargné par les épisodes de violences urbaines, toutefois certaines zones sensibles des grandes agglomérations restent enclines à ces phénomènes. Les villes de Charleville Mézières et de Sedan sont particulièrement concernées. Toutefois d'autres villes touchées par une misère sociale marquée (taux de chômage important) ne sont pas en reste.

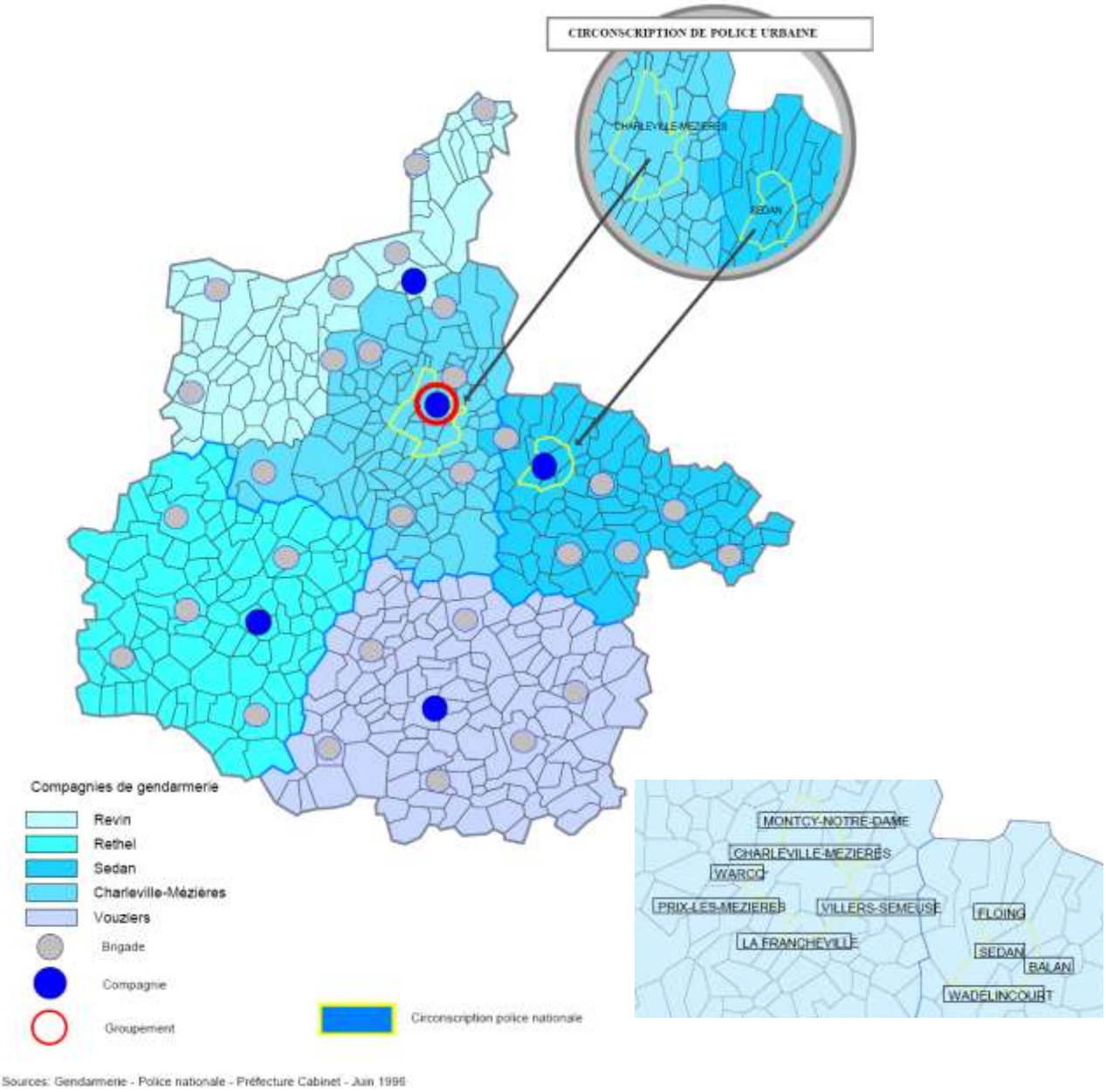
Les quartiers de la Ronde Couture, de Manchester et d'Etion à Charleville Mézières ainsi que le quartier du Lac et l'avenue de la Marne à Sedan sont fréquemment sujets à des manifestations de violence.

Il est important de noter que ces dernières années, une périurbanisation et une ruralisation de ce type de violence intervient dans le département.

Ces violences ont surtout lieu en secteur « Police ».

Les cartes de compétence en matière de sécurité publique :

Gendarmerie et police :



Les installations touristiques et culturelles dans les Ardennes

Le département des Ardennes a pour stratégie de faire du développement touristique une des priorités de sa politique économique. Ces activités représentent dans le département près de 1200 emplois. Le Schéma Départemental de Développement du Tourisme des Ardennes s'articule autour de 6 espaces géo touristiques :

- Vallées de la Meuse et de la Semoy ;
- Thiérache, Rièzes et Sarts ;
- Argonne Ardennaise ;
- Pays Sedanais et Trois Cantons ;
- Charleville-Mézières ;
- Crêtes-Préardennaises, Sources au Val de Bar et Pays Rethélois.

Le tourisme ardennais est en particulier tourné vers :

- Le tourisme de plein air (paysage, forêt, faune) ;
- Le tourisme de la table et de l'accueil ;
- Le tourisme lié au patrimoine culturel et industriel (histoire, ville, route touristique, extraction de l'ardoise, textile, sidérurgie);
- Le tourisme fluvial (canaux de navigation) ;
- Le tourisme de tradition (gastronomie, fêtes) ;
- La voie verte (Meuse).

5 itinéraires touristiques existent dans le département. Ils regroupent les plus beaux monuments des Ardennes et proposent un panorama extraordinaire.

Carte des installations touristiques et culturelles des Ardennes (CDT 08) :



Carte des itinéraires touristiques Ardennais (route des fortifications) :



Carte des itinéraires touristiques Ardennais (route des légendes) :



Carte des itinéraires touristiques Ardennais (route Rimbaud Verlaine) :



Carte des itinéraires touristiques Ardennais (route des forêts et des lacs) :



Carte des itinéraires touristiques Ardennais (route des églises fortifiées) :



Carte des itinéraires touristiques Ardennais (route du Porcien) :



Les musées

Le département compte une trentaine de musées.

Les musées les plus visités (Office départemental du tourisme 2007) ⇨

Musées : les 5 sites les plus visités		
Commune	Nom	Nombre de visiteurs en 2007
Charleville-Mézières	Musée de l'Ardenne	42 313
Renwez	Musée de la Forêt	20 099
Olizy-Primat	Nocturnia	16 000
Novion-Porcien	Musée « Guerre et Paix en Ardennes »	12 800
Vendresse	Domaine de Vendresse	11 271

Liste des principaux musées des Ardennes :

Auflance Musée agricole

Bogny-sur-Meuse Centre d'exposition de minéraux et fossiles des Ardennes – à la découverte de la géologie ardennaise

Brécy-Brières Conservatoire de l'outil

Buzancy Musée du Cheval Ardennais – Bouveries du Château Augeard

Charleville-Mézières Musée de l'Ardenne - Grand marionnettiste Histoire, Art et Archéologie

Charleville-Mézières La Maison des Sorcières et des Légendes

Charleville-Mézières Musée du Café

Cheveuges Musée du Piège

Douzy Musée des Débuts de l'Aviation

L'Echelle Musée "l'Ecole d'Hier"

Evigny Maison de Pays des Crêtes Reconstitution d'un intérieur paysan du 19ème siècle

Givet Centre Européen des Métiers d'Art Expo-vente d'objets d'artisanat d'art

Justine-Herbigny Collection de maquettes en argile

Montcy-Notre-Dame Musée du linge Robert Bucheler

Novion-Porcien Musée Départemental Guerre et Paix en Ardennes

Régniowez
Les ateliers du Prieuré

Revin
Musée du Vieux Revin – Maison Espagnole
Les traditions revinoises

Warcq Musée du Vieux Warcq et de la Tour d'Eau

Bazeilles Maison de la Dernière Cartouche

La Horgne Musée des Spahis 1940 - Bataille opposant cavaliers d'Afrique du Nord et blindés

Margut Musée Mai-Juin 40

Novion-Porcien Musée Départemental Guerre et Paix en Ardennes

Rocroi Musée de la Bataille de Rocroi

Semuy Musée de la Bataille de Mai-Juin 40

Chagny Musée des Deux Guerres Mondiales

Les campings :

Une trentaine de camping sont répartis sur le territoire des Ardennes.

ATTIGNY 08130	MUNICIPAL LE VALLAGE **	100 Emplacements
AUTRY 08250	MUNICIPAL LE PAQUIS **	30 Emplacements
BOURG FIDELE 08230	LA MUREE ****	23 Emplacements
BUZANCY 08240	LA SAMARITAINE ***	117 Emplacements
CHARLEVILLE MEZIERES 08000	MUNICIPAL LE MONT OLYMPE ***	100 Emplacements
CHATEL CHEHERY 08250	CHERI **	100 Emplacements
CHESNE (LE) 08390	LE LAC DE BAIRON ***	200 Emplacements
CHOOZ 08600	MUNICIPAL GRAND CHOOZ **	96 Emplacements
	MUNICIPAL PETIT CHOOZ *	24 Emplacements
DOUZY 08140	LE LAC *	90 Emplacements
FOISCHES 08600	JAMONETTE *	40 Emplacements
FUMAY 08170	MUNICIPAL BELLEVUE **	60 Emplacements
GIVET 08600	MUNICIPAL ****	120 Emplacements
GRANDPRE 08250	MUNICIPAL **	70 Emplacements
GRANDVILLE (LA) 08700	LE PAQUIS *	25 Emplacements
HAULME 08800	DEPARTEMENTAL ***	420 Emplacements
HAYBES 08170	MUNICIPAL DE MORAYPRE **	50 Emplacements
	SAINT LOUIS **	34 Emplacements
JUNIVILLE 08310	LE MOULIN DE LA CHUT **	50 Emplacements
MATTON ET CLEMECY 08110	RESIDENCE DU BANEL *	10 Emplacements
MAZURES (LES) 08500	LE LAC DES VIEILLES FORGES ***	315 Emplacements
MONTHERME 08800	AU PORT A DISEUR **	70 Emplacements
	M. SGIAROVELLO **	58 Emplacements
MOUZON 08210	MUNICIPAL LA TOUR ST JEROME ***	100 Emplacements
RANCENNES 08600	LE SANGLIER *	50 Emplacements
REVIN 08500	LES BATEAUX **	85 Emplacements
ROCROI 08230	MUNICIPAL LES REMPARTS **	50 Emplacements
RUMIGNY 08290	MUNICIPAL **	33 Emplacements
SEDAN 08200	MUNICIPAL LA PRAIRIE **	150 Emplacements
SIGNY L'ABBAYE 08460	MUNICIPAL **	60 Emplacements
SIGNY LE PETIT 08380	DOMAINE DE LA MOTTE	82 Emplacements
THILAY 08800	LE FAUCON *	25 Emplacements
TOURNAVAUX 08800	LE TOURNAVAUX **	77 Emplacements
VIREUX WALLERAND 08320	MUNICIPAL **	50 Emplacements

Les installations sportives de loisirs :

Site de pratique du Golf

Deux golfs 18 trous et un golf 9 trous existent dans les Ardennes.

- **Fagnon** Golf des Sept Fontaines
- **Villers-le-Tilleul** Golf des Ardennes
- **Margut** Golf de Saint Walfroy

Les pratiques des sports mécaniques

Le Karting :

- **Attigny** SM Karting
- **Lonny** Karting de Lonny

Le Quad :

- **Boulzicourt** Arden Rando Quads

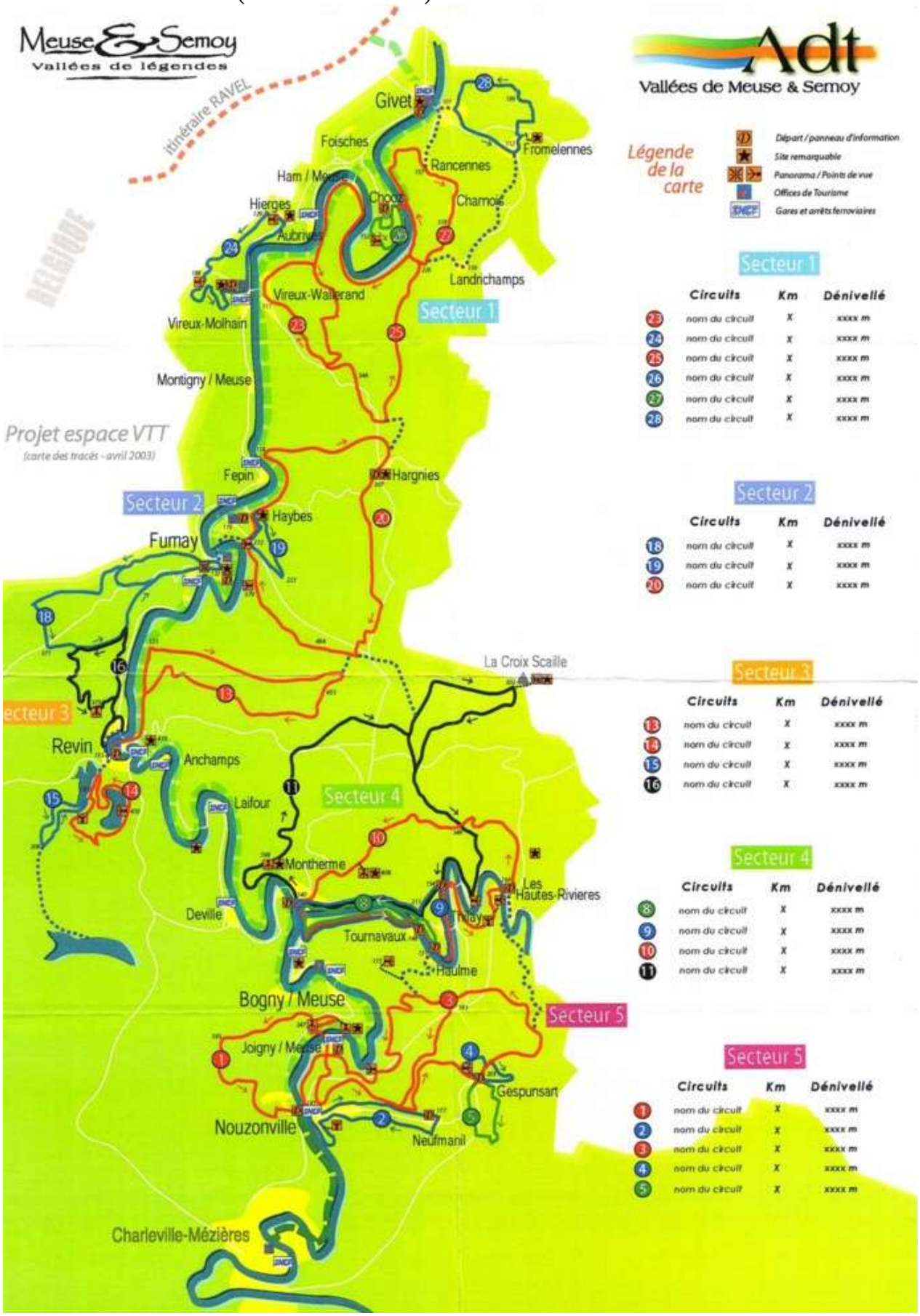
Le train touristique :

- **Attigny** Chemin de Fer Touristique du Sud des Ardennes
- **Escapades Ferroviaires en Ardenne** Entre Charleville-Mézières et Givet

Les circuits VTT :

Plusieurs circuits sont balisés dans le Nord du département, puis dans le Sedanais.

Cartes des circuits de VTT (Nord des Ardennes) :

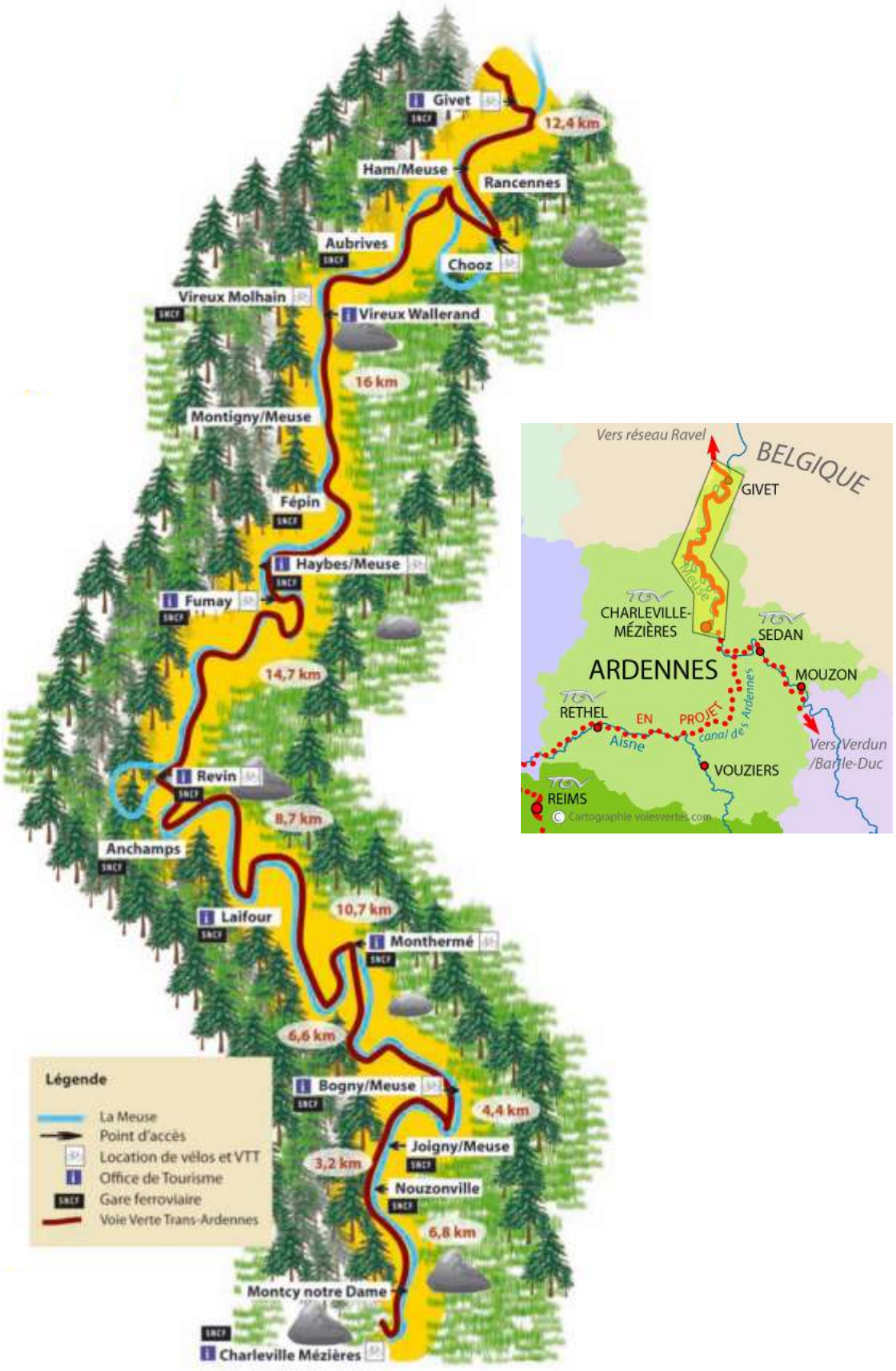


Carte des circuits de VTT (Sedanais)



La voie verte Trans-Ardennes

Longeant la Meuse entre Charleville-Mézières et Givet, la nouvelle Voie verte Trans-Ardennes est aménagée sur l'ancien chemin de halage. Accessibles à tous, les 83 km de promenade offrent de nombreuses balades à apprécier tout au long de l'itinéraire.



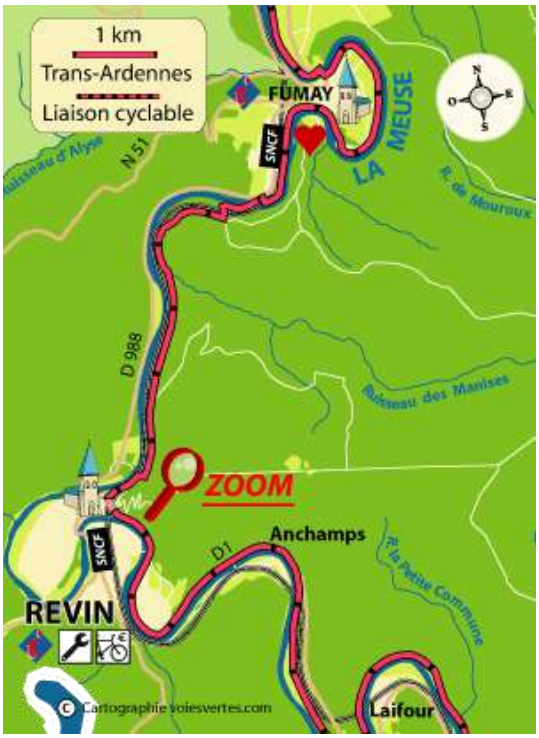
Cartes détaillées de la « Voie verte » :



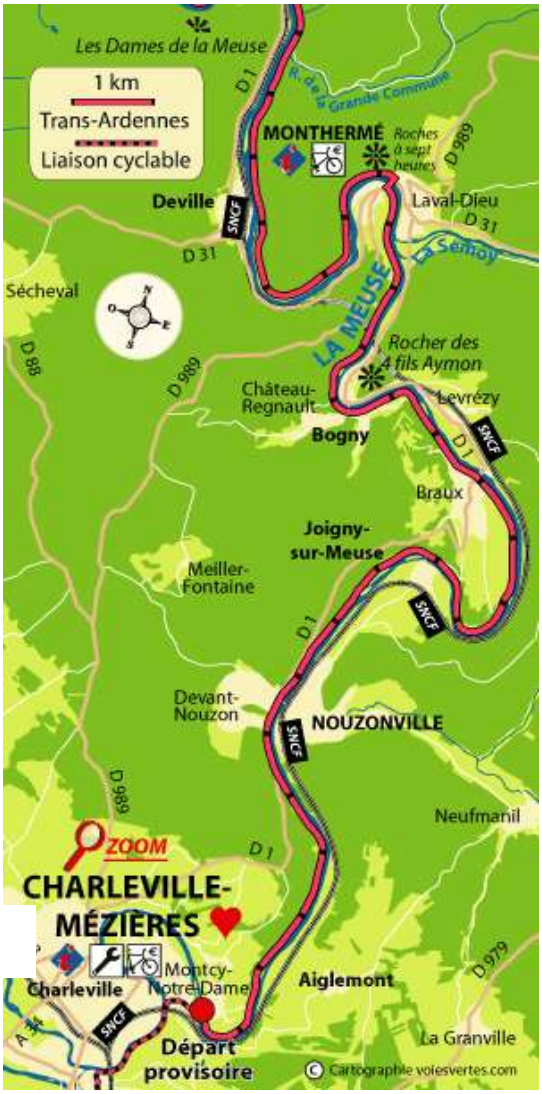




Cartes détaillées de la « Voie verte » :









Les activités à risque

Les sites « d'accro branche »

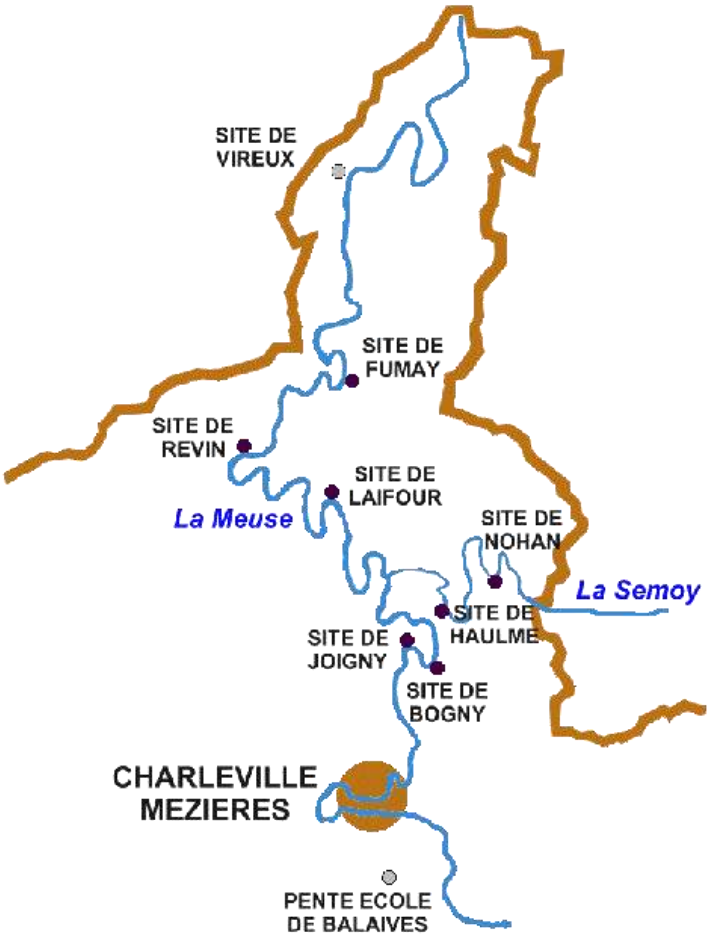
Des activités de type « accro branche » sont situées surtout dans le nord du département :

- **Fumay** Terr'Altitude - tyrolienne géante et saut à l'élastique
- **Les Mazures** Ardennes Terre d'Aventures
- **Signy l'Abbaye** Le Chêne Perché – Parcours acrobatiques – Animations nature

Le vol à voile

Le relief et les conditions aérologiques des Ardennes sont propices à la pratique du vol à voile. Dès lors de nombreux sites de décollage et d'atterrissage existent surtout dans la partie Nord des Ardennes :

Carte des sites de vol à voile des Ardennes :



Des informations détaillées sur des points de décollage et d'atterrissage de vol à voile, figurent en annexe XIV.

L'escalade

Trois sites sont employés par des grimpeurs dans les Ardennes :

- **Linchamps** La roche au Corbeau
- **Monthermé** La Roche aux Corpia
- **Monthermé** Roc la Tour

Les deux derniers sites sont très fréquentés en période estivale.

Les activités et les risques nautiques :

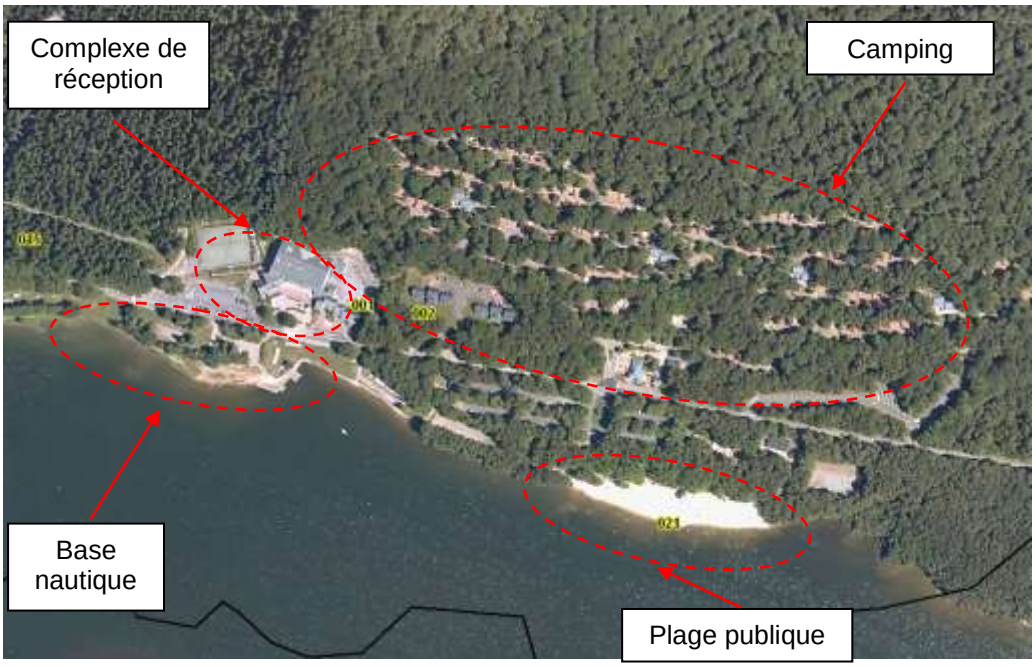
Le département compte plusieurs installations nautiques, les principales sont :

- Lac des Vieilles Forges
- Lac de Bairon
- Base nautique d'Haulmé
- Base de loisirs de Givonne ;
- Base nautique de Charleville Mézières (La Warenne).

La base nautique du lac de Bairon, commune de Le Chesne



La base nautique du lac des Vieille Forges, commune des Mazures



Plusieurs sites de pratique du canoë kayak existent tout au long de la Meuse et de la Semoy :

- **Charleville-Mézières** Club de canoë-kayak Base Nautique Jean Delautre
- **Le Chesne** Base de Loisirs Départementale du Lac de Bairon
- **Haulmé** Base de Loisirs Départementale
- **Haybes** Aventure Evasion
- **Les Hautes-Rivières** Canoë-kayak Marie Crochette
- **Revin** Association Caravel
- **Sedan** Canoë-Kayak du Pays Sedanais
- **Thilay (Nohan sur Semoy)** Camping Le Faucon
- **Semuy** Les Chalets de Méry

Les zones de baignade

Le département comporte des zones de baignades et des plans d'eau surveillés ou non :

- **Buzancy** Plan d'eau de la Samaritaine *surveillée en saison*
- **Charleville-Mézières** Plan d'eau de La Warenne *surveillée en saison*
- **Le Chesne** Base de loisirs Départementale du Lac de Bairon *surveillée en saison*
- **Douzy** Lac de Douzy *surveillée en saison*
- **Givet** Base nautique *surveillée en saison*
- **Haulmé** Base départementale *non surveillée*
- **Les Mazures** Base départementale du Lac des Vieilles Forges *surveillée en saison*
- **Sedan** Lac de Sedan *surveillée en saison*
- **Signy-le-Petit** Etang de la Motte *surveillée en saison*

Les risques nautiques annexes

Le département des Ardennes est traversé par la Meuse, le canal des Ardennes et l'Aisne ce qui représente environ 170 kilomètres de berge. De nombreux bateaux parcours chaque année ces canaux aux titres du tourisme ou pour des transports de marchandise.

Les pays limitrophes présentent plusieurs site dits « profond » (- 60m).

Un risque supplémentaire apparait comme existant dans les Ardennes, le risque lié aux surfaces dites « non libres ». Il s'agit des :

- Différents plans d'eau gelés en période de grand froid. La pellicule de glace formée se transforme en aire de jeu mais comporte un risque majeur en cas de rupture (personne bloquée sous la glace, véhicule tombé à l'eau) ;
- Cavités souterraines inondées (Fosse bleu à Signy l'Abbaye, Gibergon, Les Mazurettes, Chémery sur bar. .) cf : document du club spéléo secours des Ardennes ;
- Mines d'extraction d'ardoise désaffectées de Rimogne. Anciennes galeries immergées ;
- Chutes de personnes dans des silos en eau ;
- Inondations de parking, de tunnel souterrain, ou intervention dans les égouts ;
- Recherches de personne dans un passage de renard (écluse) ;
- Interventions dans ou sous des bateaux, péniches, puits, bus, étroitures…

ANALYSE DES RISQUES LIES AU PERSONNES :

Les grands rassemblements de personne :

Ces manifestations sont fréquentes et diffuses sur l'ensemble du territoire. Dans la grande majorité des cas, elles sont autorisées, planifiées et encadrées par les autorités.

Elles présentent des risques intrinsèques, les mouvements de foule ou les mouvements de panique et les rixes. Des risques extrinsèques existent également, ils sont liés aux conditions météorologiques qui peuvent entrainer des situations susceptibles de porter atteinte à l'intégrité des participants (chute d'arbre ou de structure par exemple).

Les risques prépondérants liés à ces manifestations sont des secours à personnes en grand nombre.

Les conflits sociaux dans les Ardennes, une culture de lutte :

Le département des Ardennes fragile économiquement depuis de plusieurs années a vu naître à compter des années 2000, un détournement des usages normaux et prévisibles des risques dits « industriels ». Les manifestations sociales et les revendications des travailleurs ont été accompagnées, dans de nombreuses entreprises de l'emploi comme outils de lutte, des matières chimiques en particulier. Ces détournements servent avant tout à focaliser l'intérêt médiatique et n'ont pas, dans la grande majorité, d'issue dommageable.

Ainsi, en plus des risques inhérents aux produits dangereux employés des risques notamment de pollution volontaires sont apparus. Les épisodes de CELLATEX (2000), de THOME GENOT (2006) et de LENOIR ET MERNIER (2008) sont là pour nous rappeler que ces risques proviennent autant des process industriels mis en jeu dans ces entreprises, que des détournements d'usage volontaires des matières dangereuses.

Les conséquences et les impacts en cas de sinistre sont pour autant identiques aux risques industriels, à la différence près du retentissement médiatique en découlant.

Les zones sensibles :

Les manifestations de violences urbaines interviennent en particulier dans les grands centres urbains. Toutefois ces dernières années, une périurbanisation et une ruralisation de ce type de violence intervient.

En tant que victimes directes ou indirectes, les sapeurs-pompiers voient d'une part leurs intégrités physique ou morale entachées, mais également leur capacité opérationnelle diminuée, entravée voir annulée complètement. Dès lors, ces excès de violence sont de nature à empêcher ou retarder l'exercice de la mission de secours ou bien de nature à créer des sinistres supplémentaires et/ou à aggraver les sinistres existants.

Les sinistres générés par ces actes, relèvent très souvent des risques courants, notamment en matière de secours à personnes et d'incendie.

Les installations touristiques et culturelles dans les Ardennes

Ces installations sont surtout localisées dans la partie Nord du département mais restent assez diffuses sur les autres secteurs du territoire.

Les installations touristiques et culturelles en tant que telles, ne sont directement génératrices de risque particulier. Les risques relèvent en général des risques courants, ils sont directement liés aux secours à personnes ou à l'incendie.

Toutefois, les activités de type « accro branche », « tyrolienne », « sport mécanique en pleine nature », « VTT », « randonnée », « vol à voile », « escalade » et quelques autres présentent des risques spécifiques et peuvent générer des difficultés opérationnelles, notamment en matière d'accessibilité et de secours en hauteur.

Les risques nautiques

La Meuse, le canal des Ardennes, l'Aisne et tous leurs affluents présentent des risques nautiques et subaquatiques importants. Les risques liés aux noyades volontaires ou accidentelles sont importants en raison des longueurs de berges présentent dans le département.

Ces canaux et fleuves rassemblent la plupart des activités nautiques du département. Le nord du département avec le Meuse et la Semoy présente le plus de risque, notamment en cumulant de nombreuses bases et activités nautiques. D'autre part, les équipements et les aménagements récents effectués sur les bords de Meuse (Trans-Ardennes) sans réelle protection contre les chutes à l'eau, représentent des risques supplémentaires.

Plusieurs plans d'eau existent dans le département. Ils font l'objet pour la plupart d'une surveillance saisonnière pour sécuriser la baignade. Ces surveillances ne sont pas constantes et permanentes.

Aux regards des aléas nautiques présent sur le territoire, les chutes de véhicules ou de personnes à l'eau, les bateaux menaçant de couler, de s'échouer ou de dériver, le dégagement et la désobstruction des voies navigables, les travaux d'urgences et les interventions sur les ouvrages d'arts, les recherches subaquatiques diverses ou les interventions pour accident de plongée peuvent exister.

Les pays limitrophes (Belgique, Luxembourg) présentent plusieurs site dits « profonds » (- 60m) et ne disposent pas tous de moyens qualifiés pour intervenir à ces profondeurs. Ces sites deviennent alors des lieux répertoriés par le SDIS des Ardennes dans le cadre des interventions et des renforts mutuels conventionnés avec nos voisins.

OBJECTIFS DE COUVERTURE DES RISQUES LIES AUX PERSONNES :

La couverture opérationnelle actuelle

La couverture opérationnelle des risques sociétaux relève dans la majorité des cas des moyens de couverture des risques courants. Toutefois des moyens spécifiques sont nécessaires, notamment l'équipe départementale de plongée dans le cadre du risque nautique et subaquatique.

Les grands rassemblements de personnes :

La couverture opérationnelle des risques résultants de grand rassemblement relève des moyens courants. Toutefois l'importance des besoins et le caractère majeur des sinistres lors de ces manifestations permettent de les classer dans les risques particuliers.

Une mutualisation des moyens existants en matière notamment de secours à personnes suffisent à assurer la couverture de ce risque. Le plan ORSEC – Plan Rouge ou plan destiné à porter secours à de nombreuses victimes, s'inscrit dans ce cadre.

Voir la partie, plan Rouge figurant dans la partie « Risque de transport ».

Les conflits sociaux dans les Ardennes :

La couverture de ce risque a d'ores et déjà été abordé dans la partie risque industriel. Elle relève en partie des moyens des équipes départementales de risque chimique et de risque radiologique et des moyens courants.

Les zones sensibles :

Le risque de violence urbaine relève dans la plupart des cas des moyens du risque courant, notamment en matière de lutte contre les incendies et de secours à personnes.

Les installations touristiques et culturelles dans les Ardennes

La couverture de ces risques relève des moyens courants, notamment en matière de lutte contre les incendies et de secours à personnes. Toutefois, certaines activités présentent des spécificités, notamment en matière d'accessibilité des moyens de secours et en matière de secours en grande hauteur.

Les moyens employés dans le cadre des risques d'inondation, d'intempérie, doté d'une accessibilité renforcée de type « véhicule hors chemin » sont employés afin de pallier ces carences d'accessibilité. La partie traitant du risque « mouvement de terrain » aborde l'opportunité de renforcer les moyens d'intervention en milieux périlleux (grande hauteur) du département.

Les activités nautiques dans les Ardennes

La couverture des risques nautiques et subaquatiques est réalisée actuellement grâce à l'équipe départementale de plongée. Ces personnels sont formés et disposent des moyens pour effectuer des secours subaquatiques.

Quatre véhicules de plongée sont répartis sur le territoire départemental et assurent la couverture grâce à la mutualisation des personnels, cette couverture.

Une permanence dédiée est organisée à cette fin. 3 plongeurs sont d'astreinte en permanence afin de répondre à un besoin opérationnel en matière subaquatique. Toutefois certains secteurs ne sont pas suffisamment défendus, notamment le Vouzinois.

Les missions des sapeurs-pompiers

Dans le cadre du risque nautique :

- Assurer le sauvetage et porter assistance aux personnes tombées à l'eau ;
- Assurer les recherches de personnes disparues et/ou suspectées tombées à l'eau ;
- Sécuriser les manifestations ou les interventions à caractère nautique et/ ou à proximité d'étendue ou de cours d'eau ;
- Assurer des reconnaissances et des explorations subaquatiques ;
- Assurer des travaux subaquatiques d'urgence ;
- Participer au traitement ou à la réduction des pollutions aquatiques ;

Les travaux d'urgence recouvrent :

- Le dégagement d'une voie navigable ou fluviale ;
- Le repêchage ou le renflouement de véhicules ou engins divers ;
- L'enlèvement ou la destruction d'obstacles immergés.

La stratégie opérationnelle

- Engager des moyens courants afin d'assurer la mise en place des mesures conservatoires et en particulier localiser et identifier la nature de la demande de secours ;
- Engager une équipe de plongeurs subaquatiques ;
- Alerter et solliciter des moyens médicalisés, en cas de besoin ;

Il convient aujourd'hui de redéfinir la stratégie opérationnelle en matière de sauvetage et de secours aux personnes en milieu aquatique. D'une part, afin de couvrir au mieux les risques identifiés dans le département et d'autre part pour s'adapter à la configuration et à la géographie du département et améliorer les délais d'arrivée sur les lieux des moyens spécialisés.

La mise en place d'une équipe de « nageurs sauveteurs », complémentaire à l'équipe de plongée semble aujourd'hui impérative. Les nageurs sauveteurs aquatiques réalisent des sauvetages de personnes en difficulté en surface, en eaux intérieures (hors subaquatique).

L'intérêt de cette équipe réside dans le fait que les personnels « nageurs sauveteurs » font partie intégrante des moyens de secours courants. Ils interviennent équipés de tenues adaptées, sous la responsabilité de leur chef d'agrès et sont intégrés dans l'effectif des agrès primo intervenants qui peut être un véhicule de secours et d'assistance aux victimes, un engin pompe ou tout autre véhicule d'intervention.

D'autres adaptations sont impératives dans ces domaines.

Délais opérationnels :

- Assurer autant que possible, un engagement des moyens spécialisé dans un délai proche des délais impartis aux risques courants, en particulier pour le sauvetage nautique et subaquatique ;

L'engagement des moyens courants permet d'apporter dans tous les cas, une réponse conforme à la Marche Générale des Opérations de secours. Ainsi les fonctions de secours à personnes et de lutte contre les incendies peuvent être mises en œuvre par les primo intervenants.

Dans le cas des risques nautiques, les sauvetages pour des personnes en difficulté et en surface ne peuvent être réalisés par des moyens courants, à la vue de la technicité et des équipements de sécurité et de nage, nécessaires. Toutefois les personnels formés peuvent faire partie intégrante des équipages courants et débuter dans des conditions définies, une mise en sécurité ou un sauvetage à proprement dit.

Implantation des moyens :

- Implanter en priorité des moyens à accessibilité renforcée (type hors chemin rallongée pour la prise en charge d'un brancard) dans la partie Nord du département pour garantir la couverture des accidents corporels de loisir (zones privilégiée en matière d'installation et de pratique d'activité de loisirs à risque) ;

- Maintenir le maillage territorial en matière d'équipe de plongée ;

- Compléter l'équipe départementale de plongée actuelle par une équipe de sauvetage aquatique (SAV) composée d'environ 60 « nageurs sauveteurs », en particulier dans les zones géographiques non dotées de plongeurs.

  Cette équipe ferait partie intégrante d'un « pôle nautique » regroupant l'équipe départementale de plongée et les nageurs sauveteurs. L'encadrement des nageurs sauveteurs incomberait à l'équipe départementale de plongée.

Qualification des personnels :

- Renforcer et pérenniser la formation des personnels des centres de secours potentiellement soumis aux violences urbaines ;

  Une campagne de formation lancée par le CNFPT en 2006 a débuté dans la région Champagne Ardennes, après les évènements survenus en région parisienne et en province en 2005. Tous les personnels professionnels devaient être formés à cette spécificité, la formation a été stoppée à l'heure actuelle.

- Formaliser et planifier dans le cadre de la mise en place d'une équipe de « nageurs sauveteurs » les formations ad' hoc et les intégrer au plan de formation ;

Formation et information des personnels :

- Sensibiliser dans le cadre du maintien des acquis, en priorité les agents de maitrise aux violences urbaines ;

- Préciser et décliner au niveau local, la doctrine opérationnelle à mettre en place en cas d'épisode de violence urbaine ;

- Favoriser les échanges avec les forces de l'ordre dans le cadre notamment de la formation et de l'échange de retour d'expériences et des bonnes pratiques dans le domaine des violences urbaines ;

Plan d'équipement :

- Favoriser l'achat d'agrès équipés de protection contre le vol, notamment les dispositifs de maintien en marche des engins sans la présence de la clef de contact ;

- Favoriser l'équipement des engins au moyens de film anti bris de glace (près de 70 % des blessures résultantes d'agression proviennent des bris de glace) ;

- Tenir compte dans l'évaluation des besoins en moyens à accessibilité renforcée de type « véhicule hors chemin », des nécessités de transport de moyens, de personnels ou de victimes dans des lieux accueillants des activités de loisirs à risque, pour la prise en compte notamment des secours à personne (randonnée, VTT, escalade, vol à voile) ;

- Prévoir l'équipement dès à présent (effets d'habillement et matériels d'intervention) de l'équipe de « nageurs sauveteurs ». Ces équipements de base sont avant tout constitués de palmes, d'un masque, d'un tuba et d'un équipement iso thermique.

Prévision :

- Identifier en collaboration avec les forces de l'ordre les zones sensibles et assurer un suivi en temps réel de leur niveau de sensibilité ;

A retenir pour les risques « liés aux personnes »:

Analyse des risques
Les manifestations provoquant des grands rassemblements sont fréquentes et diffuses sur l'ensemble du territoire. Dans la grande majorité des cas, elles sont autorisées, planifiées et encadrées par les autorités. Elles présentent des risques intrinsèques, les mouvements de foule ou les mouvements de panique et les rixes. Des risques extrinsèques existent également. Les risques prépondérants liés à ces manifestations sont des secours à personne en grand nombre. Le département des Ardennes fragile économiquement depuis de plusieurs années a vu naître à compter des années 2000, un détournement des usages normaux et prévisibles des risques dits « industriels ». Les manifestations sociales et les revendications des travailleurs ont été accompagnées, dans de nombreuses entreprises de l'emploi comme outils de lutte, des matières chimiques en particulier. Ces détournements servent avant tout à focaliser l'intérêt médiatique et n'ont pas, dans la grande majorité, d'issue dommageable. Les conséquences et les impacts en cas de sinistre sont pour autant identiques aux risques industriels, à la différence près du retentissement médiatique en découlant. Les manifestations de violences urbaines interviennent en particulier dans les grands centres urbains. Toutefois ces dernières années, une périurbanisation et une ruralisation de ce type de violence intervient. En tant que victimes directes ou indirectes, les sapeurs-pompiers voient d'une part leurs intégrités physique ou morale entachées, mais également leur capacité opérationnelle diminuée, entravée voir annulée complètement. Les sinistres générés par ces actes, relèvent très souvent des risques courants, notamment en matière de secours à personne et d'incendie. Ces installations sont surtout localisées dans la partie Nord du département mais restent assez diffuses sur les autres secteurs du territoire. Les installations touristiques et culturelles en tant que telles, ne sont directement génératrices de risque particulier. Les risques relèvent en général des risques courants, ils sont directement liés aux secours à personnes ou à l'incendie. La Meuse, le canal des Ardennes, l'Aisne et tous leurs affluents présentent des risques nautiques et subaquatiques importants. Les risques liés aux noyades volontaires ou accidentelles sont importants en raison des longueurs de berges présentent dans le département. Les pays limitrophes (Belgique, Luxembourg) présentent plusieurs site dits « profonds » (- 60m) et ne disposent pas tous de moyens qualifiés.

Couverture opérationnelle

- Implanter en priorité des moyens à accessibilité renforcée (type hors chemin rallongée pour la prise en charge d'un brancard) dans la partie Nord du département pour garantir la couverture des accidents corporels de loisir (zones privilégiée en matière d'installation et de pratique d'activité de loisirs à risque) ;

- Maintenir le maillage territorial en matière d'équipe de plongée ;

- Compléter l'équipe départementale de plongée actuelle par une équipe de sauvetage aquatique (SAV) composée d'environ 60 « nageurs sauveteurs », en particulier dans les zones géographiques non dotées de plongeurs.

- Renforcer et pérenniser la formation des personnels des centres de secours potentiellement soumis aux violences urbaines ;

- Préciser et décliner au niveau local, la doctrine opérationnelle à mettre en place en cas d'épisode de violence urbaine ;

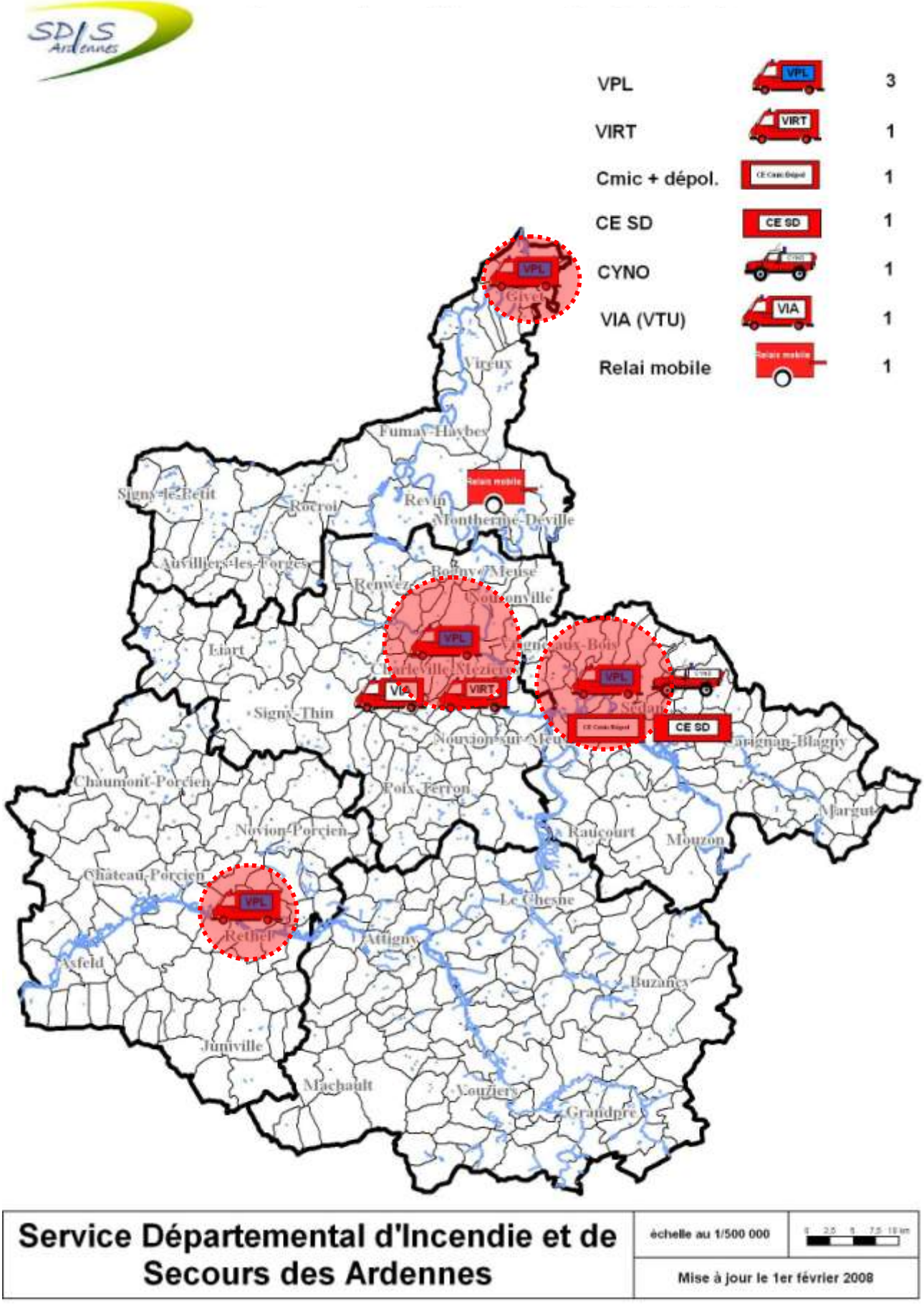
- Favoriser l'achat d'agrès équipés de protection contre le vol, notamment les dispositifs de maintien en marche des engins sans la présence de la clef de contact ;

- Favoriser l'équipement des engins au moyens de film anti bris de glace (près de 70 % des blessures résultantes d'agression proviennent des bris de glace) ;

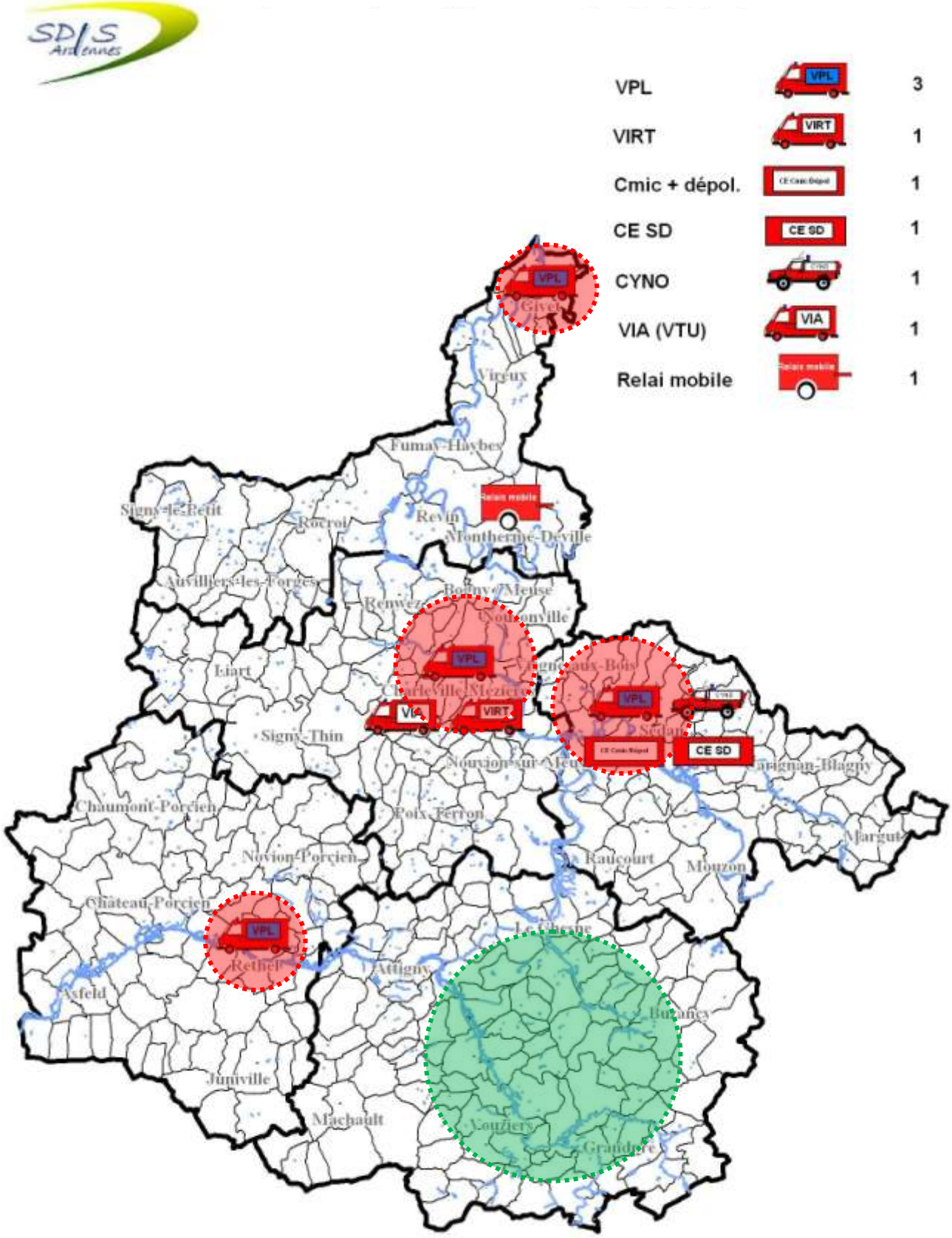
- Identifier en collaboration avec les forces de l'ordre les zones sensibles et assurer un suivi en temps réel de leur niveau de sensibilité ;

LA COUVERTURE EN MATERIELS DE SECOURS :

Carte des emplacements actuels de l'équipe de plongée



Carte des emplacements prévus de l'équipe « SAV » en vert



LES RISQUES « SANITAIRES GRAVES »

LE RISQUE DE PANDEMIE :

Généralités

Une pandémie grippale est une épidémie caractérisée par sa diffusion géographiquement très étendue (plusieurs continents ou le monde), à l'occasion de l'apparition d'un nouveau sous-type de virus résultant d'une modification génétique. Le virus possédant des caractéristiques nouvelles, l'immunité de la population est faible ou nulle. Il peut en résulter un nombre important de cas graves ou de décès.

L'apparition d'une pandémie peut résulter d'une recombinaison génétique entre des virus animaux et humains ou de mutations progressives d'un virus animal, permettent une adaptation à l'homme. Le développement incontrôlée dans l'espace et dans le temps d'une épidémie devient alors une pandémie.

Les principales pandémies pris en compte à ce jour :

Influenza aviaire :

L'Influenza aviaire est une maladie des oiseaux due à des virus de la même famille que celle des virus grippaux qui atteignent l'Homme, mais adaptés aux volailles. L'infection peut toucher presque toutes les espèces d'oiseaux, sauvages ou domestiques. Elle est habituellement silencieuse, les oiseaux infectés ne montrant aucun symptôme ou des symptômes frustes. Dans ce cas, la souche du virus est dite « faiblement pathogène ».

A l'inverse, certaines souches sont « hautement pathogènes ». Elles provoquent une maladie fortement contagieuse et entraînent une mortalité élevée. De manière exceptionnelle, elles peuvent être à l'origine de contaminations humaines.

Depuis 2003 un type particulier de ces virus, le virus H5N1 hautement pathogène, est à l'origine d'une épizootie (épidémie chez l'animal). L'Asie, l'Europe et l'Afrique ont été successivement atteintes. Ce virus, très contagieux chez les oiseaux et les volailles domestiques, n'est dangereux pour l'Homme que dans des circonstances de contacts étroits, prolongés et répétés avec des secrétions respiratoires ou des déjections d'oiseaux infectés, dans des espaces confinés. La transmission du virus aviaire à l'Homme reste un phénomène rare, mais possible.

Grippe porcine :

La grippe porcine est une maladie respiratoire aiguë provoquée par un virus grippal porcin de type A. Elle est endémique chez les porcs, avec une estimation de 25% des animaux atteints à l'échelle mondiale. Son taux de morbidité est élevé et son taux de mortalité est faible. Le virus est transmis par contact direct et indirect et par aérosols, par des animaux malades ou porteurs asymptomatiques. En zone tempérée il existe des pics épidémiques en automne et en hiver. Des vaccinations systématiques sont effectuées sur les populations de porcs dans de nombreux pays.

Les virus grippaux porcins les plus fréquents appartiennent au sous-type H1N1 mais d'autres sous-types existent et les porcs peuvent être co-infectés par plusieurs types de virus en même temps, ce qui peut engendrer un virus recombiné résultant du mélange de différents sous-types. Ces virus n'infectent normalement que les porcs mais ils peuvent parfois passer la barrière de l'espèce et provoquer la maladie chez l'homme, généralement chez des personnes en contact étroit avec les porcs.

Conséquence des pandémies :

Outre leurs impacts sanitaires majeurs, une pandémie peut provoquer durablement :

- Une désorganisation du système de santé en raison de la saturation des services de soins ;
- Des difficultés graves pour certains secteurs d'activité d'importance vitale ou d'autres services essentiels au fonctionnement de la société en période de pandémie ;
- Une désorganisation de la vie sociale et économique.

La réponse à la pandémie grippale relève donc d'approches intersectorielles très diverses et interdépendantes, à la croisée de planifications liées à d'autres risques de grande ampleur.

Situation actuelle de la France :

La France se situe actuellement au niveau 3 (H5N1 – Grippe aviaire) et au niveau 5 (H1N1 – Grippe porcine) de danger pandémique, l'échelle comporte en tout 6 niveaux.

Le risque d'épizootie :

Une épizootie est une maladie frappant, dans une région plus ou moins vaste, une espèce animale ou un groupe d'espèces dans son ensemble. Une épizootie peut se transformer en zoonose si elle se transmet à l'homme. Elle peut alors éventuellement évoluer en épidémie. Une épidémie désigne l'augmentation rapide de l'incidence d'une pathologie en un lieu donné sur un moment donné. En pratique, ce terme est très souvent utilisé à propos d'une maladie infectieuse contagieuse.

LES CONTRES MESURES NATIONALES

La réponse nationale de manière générale

Un plan de lutte national contre les pandémies a été mis en place dès 2004 et réformé en 2009, afin de répondre à ce type de risque. Il prévoit, entre autre, les mesures générales suivantes :

- Stratégie générale de préparation et de réponse ;
- Stratégie de freinage de la pandémie ;
- Stratégie de réponse sanitaire ;
- Prise en compte des aspects internationaux et européens ;
- Continuité de la vie sociale et économique ;
- Information, formation et communication.

Une série de fiches d'aide à la décision, techniques et pratiques, a été instaurée. Dans le cadre de la réponse sanitaire, le service d'incendie trouve toute sa place, notamment en matière de secours à victimes.

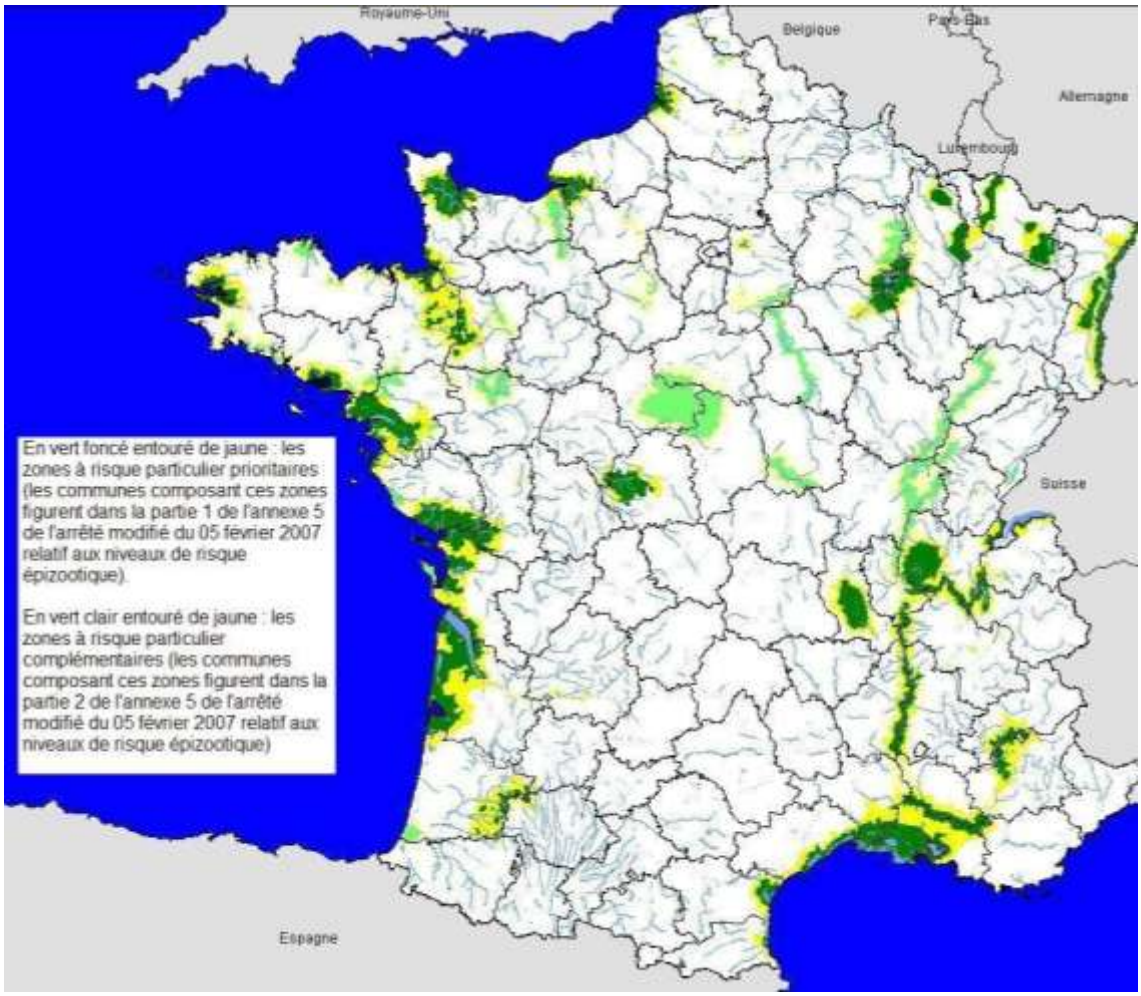
Pour la grippe aviaire

Au niveau national, le plan de lutte national contre les pandémies grippales prévoit également la prise en compte des zoonoses de type « Influenza Aviaires ».

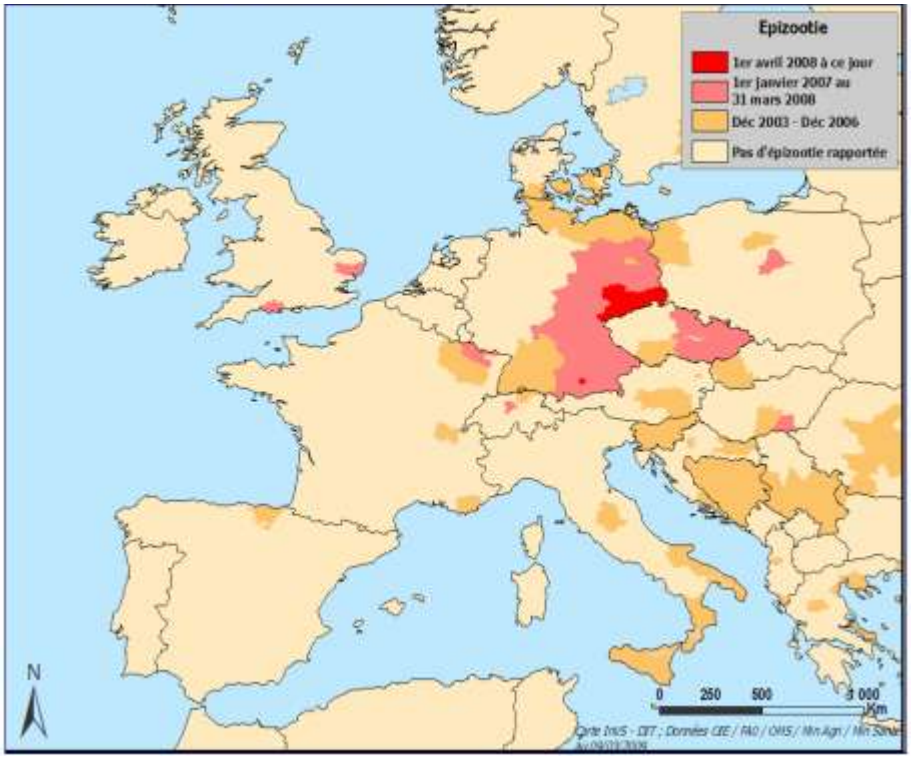
Le ministère de l'agriculture surveille la présence de virus influenza chez les animaux et veille :

- A la mise en application des mesures réglementaires de protection des élevages ;
- Au maintien d'un système performant de vigilance et d'alerte ;
- A l'actualisation et au contrôle de l'efficacité des plans d'urgence départementaux.

Carte des zones humides à risque en matière d'épizootie (Ministère de l'agriculture 2007) :



Carte des zones infectées par le virus « Influenza Aviaire », décembre 2003 à mars 2009 :



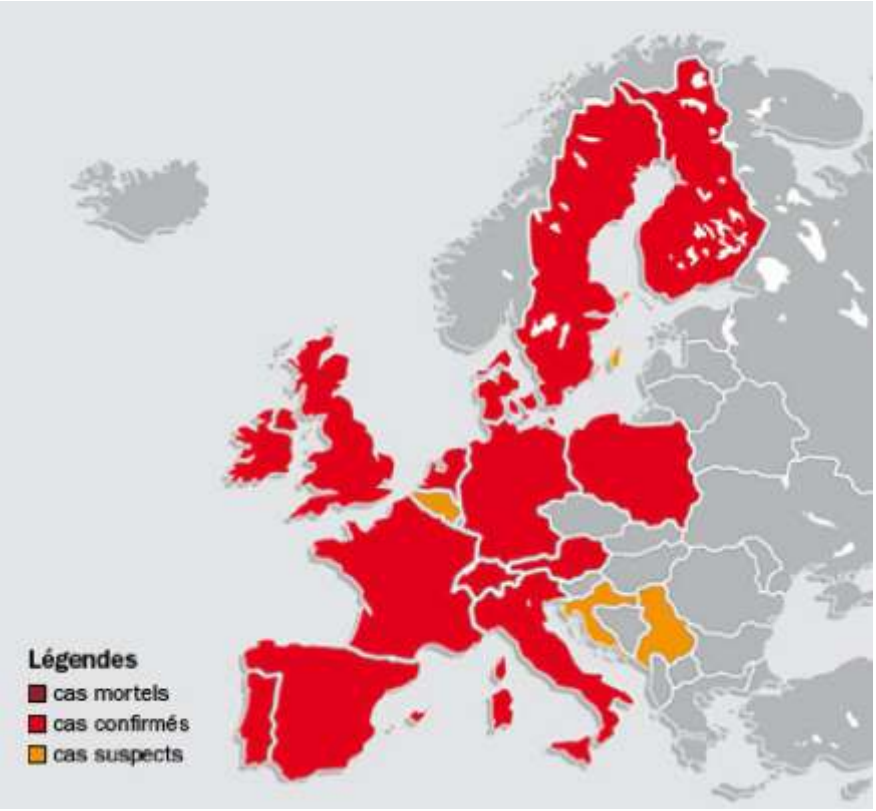
Pour la grippe porcine

En raison de l'extension de l'épidémie de grippe A/H1N1, le passage de la France en situation 5A du « plan de prévention et de lutte contre la grippe aviaire » a été décidé le 30 avril 2009. Les premiers cas ont été confirmés dès le 1er mai, chez des personnes revenant du Mexique.

Dans la situation actuelle, la prise en charge hospitalière est pour l'instant systématique, en raison du nombre limité de cas possibles. La stratégie d'identification rapide des cas et l'hospitalisation (diagnostic, traitement, immédiat, isolement) visent à réduire et à freiner la circulation du virus.

Dans l'hypothèse d'une extension de l'épidémie, le rôle des médecins libéraux dans la détection des cas et la prise en charge des patients sera primordial.

Carte des zones concernées en Europe :



LE RISQUE DANS LES ARDENNES

La situation frontalière du département des Ardennes et sa situation aux regards des diverses épizooties et pandémies notées en France durant ces dernières années le rendent particulièrement exposé à ce risque.

Voir les cartes des zones de découverte des cas de sujets malades en Europe.

LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

La couverture des risques est essentiellement liée à deux problématiques distinctes pour les services d'incendie et de secours. D'une part la prise en charge de la population touchée, ce qui nécessite l'adaptation de l'organisation et des moyens opérationnels (en particulier la limitation du transfert de contamination entre les victimes grâce au respect des préconisations nationales) et d'autre part, assurer la continuité de service en cas d'épidémie impliquant les personnels du service.

Face à ces deux contraintes, des adaptations locales ont été mises en place depuis 2007 :

- Modification de la doctrine (non transport des victimes potentiellement impliquée)
    - Limitation des risques de contamination des personnels intervenants engagés ;
    - Affectation d'agrès et de vecteurs de transport dédiés ;
    - Engagement uniquement des personnels protégés sur intervention ;
    - Procédures de désinfection renforcées ;
    - Gestion de l'élimination des déchets opérationnels ;
    - Relevé des expositions potentielles pour les personnels intervenants.

- Mise à disposition de matériels et d'équipements de protection supplémentaires ;
    - Constitution de stocks de masque de protection de type FFP2 ou FFP3;
    - Protection vaccinale et médicamenteuse des intervenants ;

Le risque a été pris en compte sur le plan de la protection des personnels, toutefois le maintien de la continuité de service en cas d'épidémie n'est pas garanti.

Quelques adaptations peuvent être apportées à la couverture locale, comme suit :

Formation et information des personnels :

- Sensibiliser plus régulièrement les personnels aux risques et aux procédures opérationnelles en vigueur en matière de risques sanitaires graves de type pandémie ;

- Communiquer sur les implications du service en cas de crise et sur les risques encourus par les personnels, afin de minimiser les craintes ;

LES RISQUES « NRBCE ET MUNITIONS DE GUERRE»

LE TERRORISME ET LE TERRITOIRE FRANCAIS

Le terrorisme, c'est l'emploi systématique de la violence (attentats, assassinats, enlèvements, ...) à des fins politiques, de telle sorte que leurs retentissements psychologiques (terreur et peur) dépassent largement le cercle des victimes directes, pour frapper l'opinion publique toute entière.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les actes terroristes ont pris une tout autre teinte. La France doit faire face, comme d'autres pays du monde, à une menace plus importante mais également plus diffuse. Ces menaces n'émanent plus aujourd'hui d'États identifiés, mais de groupes terroristes ou de mouvances revendiquant et prônant la violence.

Le terrorisme conventionnel, employant ou provocant des explosions laisse aujourd'hui place à une autre forme d'attaque. Cette partie traite donc du terrorisme dit « non conventionnel » c'est-à-dire employant des techniques, des méthodes et des substances dangereuses non communes. Des toxiques de guerre, des composés chimiques industriels, des substances nucléaires ou des souches biologiques hautement pathogènes peuvent être employées à des fins criminelles. Ces nouvelles armes de destruction sont dites de « masse », elles entrainent en cas d'utilisation de manière plus ou moins insidieuse de nombreuses victimes, directes et indirectes.

Le livre blanc sur « La défense et la sécurité nationale » de 2008 ainsi que le livre blanc sur « La France face au terrorisme » de 2006, abordent tous deux clairement ces thèmes et proposent des orientations en la matière.

Extrait du livre de blanc de la défense nationale de 2008 :

Des vulnérabilités nouvelles pour le territoire

« La population et le territoire européens sont aujourd'hui plus vulnérables que dans les années 1990, c'est-à-dire davantage exposés à des menaces directes en matière de terrorisme.

La menace terroriste a conduit la France à adopter, en juin 2006, *le Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*. Il en ressort que le mode opératoire des groupes terroristes se modifiera en fonction de leur perception des vulnérabilités européennes.

Les armes du terrorisme reposent aujourd'hui essentiellement sur des moyens conventionnels utilisant les explosifs. Mais l'utilisation d'armes non conventionnelles, même rudimentaires, est recherchée par plusieurs groupes. Si cette recherche aboutissait, elle ferait franchir un seuil dramatique dans la déstabilisation de la communauté nationale, européenne et internationale.

Compte tenu de l'ampleur des attaques possibles, une action d'urgence est nécessaire pour mettre un terme à l'insuffisance des capacités de détection, d'analyse et de réaction, comme des moyens de protection de nos forces de sécurité intérieure, de sécurité civile et des forces armées dans un contexte d'emploi d'armes radiologiques, biologiques ou chimiques. »

Une mutualisation de la réponse face au terrorisme et aux crises de sécurité civile

« Les risques d'origine naturelle ou sanitaire sont devenus des facteurs de déstabilisation massive pour la population et les pouvoirs publics.

Les ***risques sanitaires*** sont susceptibles d'engendrer une désorganisation des échanges économiques. Ils présentent des coûts de prévention et de protection très importants.

De façon similaire, le territoire et la population sont exposés à la possibilité de catastrophes naturelles dont les effets changent progressivement d'échelle. Le territoire métropolitain n'en est pas exempt, comme le montrent les tempêtes de 1999, *de 2008 (NDLR)* ou l'exposition aux risques sismiques de la région méditerranéenne.

Les désorganisations sociales majeures que peuvent provoquer les nouveaux types d'épidémies ou les accidents climatiques violents font partie des risques d'ampleur nouvelle qui pèsent sur la collectivité nationale ». Il en est de même des risques technologiques et industriels.

Par ailleurs, compte tenu de la proximité de certains savoir-faire requis dans les métiers de la défense et de la sécurité, la mutualisation des formations sera favorisée. La pratique existe déjà pour la formation des pilotes d'hélicoptère. Elle pourrait être étendue à des métiers tels que le renseignement et la sécurité civile, s'agissant en particulier des besoins importants existant dans les domaines de la lutte contre les agents radiologiques, biologiques et chimiques, de la protection contre les explosifs et du déminage »

Principales décisions relatives à la protection de la population et du territoire

« Renforcer significativement l'effort national en matière de lutte contre la menace NRBC, tant dans le domaine de la détection, de l'analyse et de l'intervention que dans celui du traitement des victimes.

…./….

Ainsi, le dispositif de sécurité intérieure et de sécurité civile est en première ligne pour faire face à l'ensemble des risques et menaces sur le territoire national. En cas d'événement majeur, la totalité des moyens proches, y compris les réserves opérationnelles, doit pouvoir être engagée immédiatement et renforcée rapidement, le cas échéant, par des unités d'intervention (RAID, GIGN, DCI, GIH) et par au moins trente unités de forces mobiles et dix colonnes de renfort de la sécurité civile dotées de moyens NRBC. Des objectifs opérationnels seront fixés en ce sens au dispositif de sécurité intérieure et de sécurité civile dans le cadre de la planification civilo-militaire de gestion de crise.

…./….

L'effort d'équipement et de formation commune des unités, militaires et civiles, sera relancé, en favorisant l'identification partagée des menaces. L'ensemble des personnels de première intervention du dispositif de sécurité publique sera progressivement équipé du matériel de protection NRBC approprié. »

Les décisions intéressant la sécurité civile, les sapeurs-pompiers

« Sur les quinze prochaines années, les capacités de défense et de protection civile devront évoluer afin de mieux prendre en compte le changement d'échelle prévisible des risques. Il s'agira en particulier :

- de mieux se préparer à faire face aux risques sanitaires, en collaborant étroitement avec le ministère chargé de la Santé, notamment pour prendre en compte les hypothèses de pertes civiles importantes ;

- de renforcer les moyens de lutte contre la menace NRBC, qu'elle soit d'origine intentionnelle ou non intentionnelle ; le renforcement des capacités de sécurité civile reposera en particulier sur le triplement des moyens de décontamination, l'acquisition de moyens mobiles d'analyse couvrant les seize plus grandes agglomérations et la création d'un centre unique destiné à l'entraînement des acteurs du secours ;

- de renforcer les moyens logistiques permettant de faire face à des déplacements massifs de population, organisés ou spontanés ;

- de mettre en place un nouveau système d'alerte des populations, conçu sur le plan national et sur la base d'une approche centrée sur les « bassins de risques » ;

- de mieux prendre en compte les risques induits par les changements climatiques. Dans le cadre des travaux présidés par l'Unesco, la France, soutenue par l'Union européenne, créera un centre régional d'alerte aux tsunamis qui intégrera la détection du phénomène, l'analyse et la transmission de l'alerte aux populations ;

- de réorganiser le dispositif de secours aux personnes à partir d'hélicoptères légers et moyens dans les DOM-COM, en coopération avec les armées.

La sécurité civile continuera à reposer, au plus près de la population, sur des moyens territoriaux, 250 000 sapeurs-pompiers, 300 000 secouristes qui s'appuieront sur les moyens nationaux : formations militaires de la sécurité civile (1 500 hommes), avions et hélicoptères et unités logistiques d'intervention (hébergement, inondations, traitement de l'eau…).

Une grande partie des capacités du pays reposera sur la mobilisation des moyens des collectivités territoriales autour des objectifs décrits au titre de la sécurité nationale. Cette mobilisation devra être concertée et planifiée avec les collectivités. »

LES MUNITIONS DE GUERRE

D'autres risques quasiment assimilables aux précédents, anthropiques mais non volontaires existent dans la région des Ardennes. Le théâtre des trois dernières grandes guerres s'est joué dans la région ou à proximité immédiate. Dès lors de nombreuses munitions persistent dans les sols Ardennais.

Deux types de munition existent, les munitions explosives et les munitions chimiques.

Les munitions chimiques

Une **arme chimique** est une arme utilisant un (ou plusieurs) produit(s) chimique(s), toxiques pour l'humain (et souvent pour tout ou partie des animaux, voire pour les plantes). La recherche et l'emploi d'armes chimiques s'inspirent de ceux d'armes biologiques, dont l'usage est très ancien. L'arme peut être létale (mortelle) ou simplement neutralisante.

L'usage intense et la fabrication industrielle de ces armes se sont développés en 1914-1918. La charge toxique (chlore dans un premier temps) a d'abord été diffusée sous forme gazeuse emportée par le vent vers l'ennemi, puis transportée par un vecteur (munition), généralement obus ou bombe, mais des grenades chimiques ont été utilisées au moins dès 1914-1918.

La dernière année de guerre voit utiliser un nombre croissant de munitions chimiques (25% environ des projectiles utilisés de part et d'autre sont des obus chimiques). Avant l'armistice, un obus sur quatre sortait des chaînes de fabrication muni d'une charge chimique. À la fin de ce conflit, 130 000 tonnes d'agents de guerre chimiques avaient été utilisées, causant 1,2 million de victimes et 100 000 morts.

Les agents chimiques sont des armes de destruction massive. Ils peuvent être classés en trois catégories :

- les incapacitants ;
- les neutralisants psychiques ou physiques ;
- les agents létaux qui provoquent la mort, eux-mêmes classés en plusieurs groupes :
    - les agents vésicants ;
    - les agents suffocants ;
    - les agents asphyxiants ;
    - les agents neurotoxiques.

Il existe de nombreux produits toxiques pouvant être employés comme armes. Ils sont classés dans divers types, en fonction de leur mode d'action. On distingue ainsi les vésicants, les suffocants, les plus dangereux étant les neurotoxiques. Ces produits se présentent généralement sous forme de gaz ou d'aérosols largués dans des bombes ou pulvérisés par des avions spécialement équipés.

- Acide cyanhydrique (Forestite)
- Acroléine (Papite)
- Arsine
- Chlore
- Chloropicrine
- Gaz moutarde (Ypérite)
- Gaz poivre
- Gaz VX
- Phosgène
- Sarin
- Soman
- Tabun

Les munitions conventionnelles

Les munitions conventionnelles comptent les obus, les bombes et les roquettes, les premiers sont tirés par des mortiers depuis le sol, les deuxièmes par des avions depuis le ciel, les troisièmes à partir d'engin portable d'épaule.

De grande quantité de ces armes de guerre persiste dans les sols après les conflits armés, soit sous forme de stock non employé et caché par les assaillants, soit sous forme non explosée. Dans tous les cas, les temps écoulés depuis les derniers conflits sur le territoire français, favorise la décomposition et l'instabilité des munitions en question. Elles deviennent alors instables et extrêmement dangereuses.

LE RISQUE DANS LES ARDENNES

Le terrorisme

Le contexte actuel en termes de menace terroriste n'est plus ce qu'il était en 1999. Absolument pas abordé dans le SDACR précédent, il doit aujourd'hui être pris en compte, même dans un département comme le nôtre.

Le département n'est pas directement enclin à un risque d'attentats d'origine Nucléaire, Radiologique, Biologique, Chimique ou Explosif. La préparation des actes de ce type est souvent orchestrée dans des territoires ruraux dits « discrets ». D'autre part, la proximité de notre département avec de grandes agglomérations, telles que Paris, Lille, Reims, Troyes, Strasbourg, Nancy, Metz, ainsi que le principe de mutualisation acquis aujourd'hui dans ce domaine en matière de réponse de sécurité civile, n'épargnerait pas notre département en cas de crise (en témoigne le renfort au sommet de l'OTAN).

Toutefois, il est important de noter, dans le contexte géopolitique actuel et aux vues des conclusions du livre blanc sur la défense nationale, les orientations entreprises dans ce domaine. Depuis 2001 des initiatives ont été prises afin de pallier aux carences constatées de la capacité de réponse de l'état face une attaque extérieure ou intérieure de cette nature. A partir de 2009, le dispositif existant sera adapté et renforcé. Il sera en partie basé sur la mutualisation nationale des moyens militaires et civils, en particulier des sapeurs-pompiers.

Aujourd'hui chaque SDIS doit assurer la couverture opérationnelle des risques particuliers auxquels il est confronté. Parmi ces risques figurent des risques dont les conséquences sont identiques à celles engendrées lors d'une éventuelle attaque terroriste. Ainsi dans chaque SDIS, des moyens de lutte contre les risques chimiques, radiologiques et de pollution, existent.

Les munitions

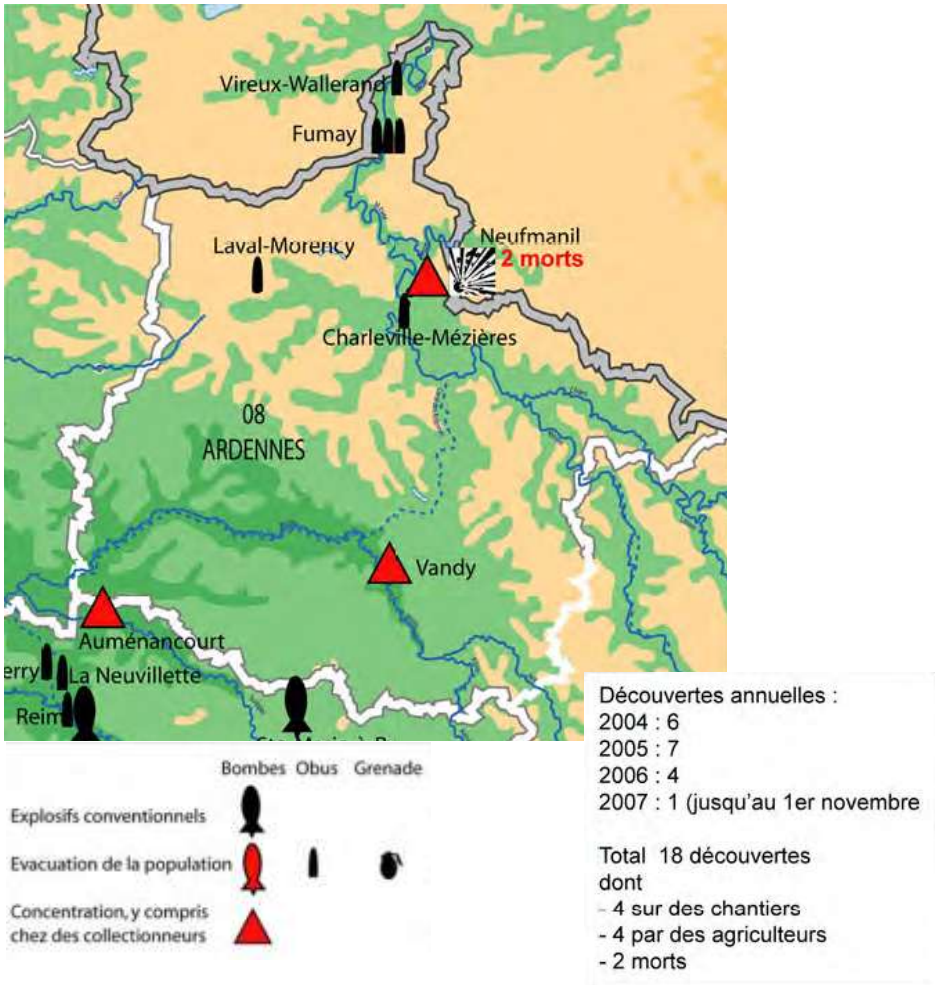
Au regard de sa situation géographique, le département des Ardennes a essuyé les trois dernières grandes guerres auxquelles la France a été confronté. Des stocks importants de munition ont été enterrés par les armées belligérantes durant ces conflits, en particulier durant la première guerre mondiale. D'autre part, de nombreuses munitions ou sous munitions non explosées persistent dans les sols Ardennais. Des découvertes régulières sont signalées. Les munitions restent dans la majorité des cas des petits calibres.

Aucun inventaire officiel n'existe pour signaler la présence des stocks de munitions.

Deux opérations importantes se sont déroulées en 2000 au Chatelet sur Retourne et en 2005 à Vandy. Elles ont toutes deux consistées à évacuer deux stocks de plusieurs dizaines de tonnes de munitions chimiques ou potentiellement chimiques. Ces opérations ont été menées par les services de déminage nationaux, avec l'appui des unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile et les équipes du SDIS spécialisées. Ces sécurisations ont donné lieu à des évacuations de population.

Les découvertes d'obus doivent dans tous les cas être signalées à la préfecture, qui reste la seule interlocutrice des services nationaux de déminage. Le préfet est le garant de l'intervention des services spécialisés.

Carte des découvertes d'obus de 2004 à 2007 (Association Robin des Bois)



LES OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE

La couverture des risques NRBC et munitions chimiques relève de l'équipe spécialisée en risque chimique et des services nationaux spécialisés.

Le SDIS s'est doté depuis 1999 de moyens adaptés et performant en matière de lutte contre ces risque. Il dispose notamment d'appareil de détection de gaz toxique et d'un appareil de détection des toxiques de guerre (AP4C). Les qualifications, les moyens et la doctrine opérationnelle pour faire face à ces risques particuliers très spécifiques relève en particulier de l'équipe spécialisé en risque chimique.

Le maintien et l'entretien du dispositif actuel garanti une réaction adaptée et efficace du service face à cette problématique. Voir les données indiquées dans la partie risque industriel.

SYNTHESE DES ANALYSES ET DES PRECONISATIONS EN MATIERE DE COUVERTURE OPERATIONNELLE PAR TYPE DE RISQUE

LES RISQUES FEUX D'ESPACES NATURELS

A retenir pour le risque « feux d'espaces naturels » :

Analyse des risques

Le département des Ardennes en raison de ses conditions météorologiques, de sa couverture végétale et de son relief, présente d'une manière diffuse et non régulière, un degré non négligeable de risque « feux de broussailles » et « feux de récoltes ». Le risque « feux de forêt » reste relativement limité et dépend fortement des conditions météorologiques.

La surface occupée par la forêt dans les Ardennes, représente près de 30 % du territoire (152 600 ha). Le taux de boisement de la partie Nord (45 %) est très supérieur à celui de la partie Sud (10 %).

Le Nord du département y compris les secteurs Nord de Charleville Mézières, de Monthermé et de Bogny sur Meuse, reste plus favorable aux « **feux de broussaille** », toutefois les conditions météorologiques et surtout hygrométrique, de cette partie du département restent défavorables à ce type de risque en dehors des périodes de sécheresse.

Le reste du département et notamment les plaines du Sud, sont plus enclines aux « **feux de récolte** »

Les zones forestières des Ardennes sont localisées pour une grande partie dans les zones à plus forte densité de population. Certains sites Ardennais présentent des difficultés d'accès, impliquant nécessairement des attaques pédestres des sinistres (Quatre fils Aymons,…).

Les ressources en eau dans les zones forestières s'avèrent déficientes, aussi aucun équipement de défense incendie dédié à la protection de la forêt n'existe dans les Ardennes. Toutefois la vallée de la Meuse étant la plus concernée par ce risque, la proximité plus ou moins importante du fleuve, garantie une ressource en eau pérenne et utilisable en tous temps.

Les données opérationnelles confirment l'emplacement précité du bassin de risque.

Couverture opérationnelle

Il convient pour améliorer la couverture de :

- Conserver la répartition actuelle des moyens, basée sur le principe de mutualisation de 5 groupes par recomposition ;
- Maintenir une couverture opérationnelle accrue dans le Nord du département, en particulier sur la pointe Ardennaise, ainsi que sur la périphérie Nord de Charleville Mézières ;
- Mailler judicieusement le reste du département pour assurer une couverture mutualisée et éparse des « feux de broussailles" et des "feux de récoltes" ;
- Calibrer et optimiser les effectifs de l'équipe départemental ;
- Assurer des campagnes de maintien des acquis, basées sur des enseignements pratiques pluri annualisés (notamment dans le cadre des renforts extérieurs au département) ;
- Poursuivre la normalisation et l'harmonisation des moyens de lutte disséminés dans le département, afin de garantir un emploi sécurisé des agrès et matériels et garantir l'interopérabilité des moyens ;

La participation aux renforts nationaux de manière ponctuelle et non systématique ne peuvent être pris en compte dans la définition du niveau de couverture locale du risque.

LES RISQUES INONDATIONS

A retenir pour les risques « inondations » :

Analyse des risques

Les communes parcourues par la Meuse et ses affluents, en particulier la Chier et la Vence, sont principalement enclines aux inondations. **L'Aisne** alimentée par ses deux plus importants affluents, l'Aire et la Retourne, semble moins sujette aux crues.

Les phénomènes de crue sont dépendant des phénomènes météorologiques ayant lieu sur le bassin des cours d'eau considéré. Les phénomènes de fontes des neiges sur les massifs de l'Est de la France favorisent également les crues dans le bassin de la Meuse. Les décrues sont généralement très lentes.

Des phénomènes de ruissellement pluviaux restent possibles dans le département des Ardennes, un épisode marquant sur la commune de Sedan en 2007 (Fond de Givonne), en témoigne.

Les opérations de secours d'ampleur durant les dernières grandes crues, démontrent le caractère mobilisateur de ce type de sinistre. Des moyens importants, départementaux voire extra départementaux sont nécessaires.

Depuis la mise en place de l'EPAMA, de nombreux aménagements structurels globaux ou localisés ont été réalisés. Nous pouvons imaginer sans certitude que l'ampleur de nouvelle inondation serait alors moindre, toutefois ces remarques ne seront pas totalement prises en compte dans le dimensionnement de la réponse opérationnelle.

Ces types de sinistre participent en fonction de leur ampleur et de leur cinétique, à la désorganisation importante des secours.

Certaines communes ont mis en place des plans communaux de sauvegarde.

Couverture opérationnelle

- Intégrer le risque « inondation » dans les choix des terrains d'assiette des centres de secours ;
- Définir des zones d'accès et de regroupement des moyens en cas de déploiement et de projection de moyens sur des zones inaccessibles en devenir (implantation de CRM ou de centre de secours déporté) ;
- Identifier les zones de stationnement, d'accueil et d'hébergement des renforts extérieurs en cas de sinistre important ;
- Orienter les enseignements (formation de base et adaptation à l'emploi) aux risques inondations vers des formations techniques et pratiques ;
- Favoriser la formation et le maintien des acquis dans le domaine de la conduite des embarcations et des véhicules de type « hors chemin » ;
- Rappeler en permanence les consignes d'emploi et de sécurité pour l'usage des moyens nautiques ;
- Favoriser la dotation de chaque secteur de moyens tout terrain, afin de pallier les difficultés d'accessibilité dues aux inondations (également utiles en cas d'intempérie);
- Maintenir et adapter les réserves départementales d'embarcations, au stricte nécessaire et privilégier les embarcations sécurisées, ainsi que les équipements de sécurité nécessaires à la navigation et à la mise en sécurité des populations ;
- Intégrer au SIG, les analyses prévisionnelles effectuées grâce à l'outil OSIRIS, dimensionner les secteurs inondés en fonction du niveau de la crue et les moyens de couverture envisagés.

LES RISQUES MOUVEMENTS DE TERRAIN

A retenir pour les risques « mouvements de terrain » :

Analyse des risques
Le département des Ardennes est enclin de manière diffuse à des mouvements de terrain. Les structures de type falaises et éboulements de grande ampleur sont aujourd'hui stabilisées dans le département. Très peu de cavités et excavations sont présentes sur le territoire Ardennais. Les carrières exploitées sont en général éloignées des habitations et des lieux urbanisés. Les risques résident essentiellement dans l'entrainement, en cas de mouvement de terrain, de l'effondrement des bâtiments d'habitation, industriels ou ceux recevant du public et dans l'ensevelissement des personnes. Aucune couverture des risques liés aux installations en hauteur n'existe.
Couverture opérationnelle
• Maintenir le fonctionnement actuelle de la permanence opérationnelle ; • Etudier l'opportunité de renforcer l'équipe départementale cynotechnique actuelle (2 chiens de recherche et 1 conducteur cynotechnique en activité) ; • Maintenir l'affectation spécialisée et dédiée des moyens de couverture du risque mouvement de terrain sur le centre de secours de Sedan ; • Favoriser les entrainements commun de l'équipe sauvetage déblaiement et de l'équipe cynotechnique ; • Calibrer et optimiser les effectifs de l'équipe départementale ; • Accroitre l'autonomie de l'équipe spécialisée afin de pouvoir valoriser son existence à un niveau supra départemental ; • Favoriser l'interopérabilité des équipements de « sauvetage et déblaiement » dans le cadre d'une mutualisation interdépartementale, zonale ou nationale ; • Accroitre la mutualisation et l'emploi des moyens de sauvetage et de déblaiement, dans le cadre des risques courants quand cela est possible (désincarcération lourde, manœuvre de force, sauvetage de personne en excavation ou en points hauts) ;

LES RISQUES INTEMPERIES

A retenir pour les risques « intempéries » :

Analyse des risques
Le département des Ardennes en raison de sa position géographique, se trouve sur l'axe des derniers plus importants épisodes de tempête mesurés en France. En témoigne la tempête de 1999 et les nombreux « coup de vent » enregistrés depuis. Le risque reste diffus sur le territoire départemental, toutefois à la vue du relief et de la couverture végétale du Nord du département, les effets des éventuelles tempêtes, y est plus marqués, notamment dans la vallée de la Meuse. La vigilance météo a été renforcée depuis 1999. De nombreuses opérations de protection de biens succèdent à l'évènement météorologique, elles mobilisent des moyens importants de protection de biens (bâchage de toiture) et de travail en hauteur (amarrage d'objets menaçants). Ces opérations sont très mobilisatrices en moyens humains et de vecteur de déplacement. La mutualisation supra départementale est dans ce cas impérative afin de couvrir les besoins locaux notamment en matière de couverture continue des risques courants (secours à personne et incendie). Le département des Ardennes n'est pas enclin à un enneigement important, toutefois un épisode neigeux peut engendrer de nombreuses interventions et de nombreuses gênes pour le service de secours. Les récentes tornades constatées en France témoignent que les régions Nord et Champagne Ardennes sont sujettes à ce type de phénomène météorologique.
Couverture opérationnelle
• Implanter les moyens de couverture sur tout le département, en privilégiant le nord du département (moyen de tronçonnage, de dégagement, de balisage de la chaussée, de protection des toitures) ; • Equiper les engins de secours courant (secours à personne et incendie) et les agrès de commandement, d'équipements de neige permettant une conduite sur route gelée ou enneigée ; • Implanter dans chaque secteur, des moyens de reconnaissance et de commandement de type véhicule léger tout terrain (voir les remarques formulées sur les risque inondations et feux d'espaces naturels – cumul des risques pour quantifier les besoins) ; • Mettre en place, en parallèle des « plans grands froids », un plan interne au SDIS pour la mise en œuvre des mesures « neiges et verglas » ; • Identifier avec anticipation, les zones de stationnement, d'accueil et d'hébergement des moyens de renfort extra départementaux. • Sécuriser les centres de secours et garantir leur autonomie énergétique en toutes circonstances (carburants, électricité) ;

A retenir pour les risques « industriels » :

Analyse des risques

Le tissu industriel concerne essentiellement les zones urbanisées, telles que l'agglomération de Charleville Mézières, de Sedan et la vallée de la Meuse en générale. Le secteur de Rethel accueille de plus en plus d'entreprise. La ville de Vouziers dispose d'une industrialisation plus limitée, mais toutefois présente.

Les entreprises de type SEVESO seuil bas, situées sur le territoire Ardennais sont celles qui présentent les risques les plus marqués. Toutefois, la réglementation des ICPE et la directive SEVESO impose à ces entités la mise en place de systèmes de sécurité intégrée.

En raison de la prépondérance des entreprises de travail et de transformation des métaux, les risques industriels sont essentiellement liés aux explosions, incendies, fuites et épandages de produits toxiques ou corrosifs et aux pollutions de l'eau, de l'atmosphère et des sols.

Le département des Ardennes comporte 7 silos dits « à enjeux importants ».

Les risques de pollution sont présents dans toutes les entreprises ou exploitations agricoles qui emploient en grande quantité des matières dites « polluantes et dangereuses pour l'environnement ».

Peu d'établissement emploient dans les Ardennes des quantités importantes de liquide inflammable. Aucun stockage de carburant n'existe à l'heure actuelle. Toutefois même de faible quantité de matières inflammables, nécessitent en cas de sinistre des moyens de lutte adaptés.

Les risques industriels présentent, en sus des risques qu'ils font encourir à la population et à l'environnement, la particularité d'engendrer des risques d'ordre économique.

Les épisodes de CELLATEX (2001), de THOME GENOT (2006) et de LENOIR ET MERNIER (2008) nous rappellent que les risques proviennent autant des procès industriels, que des détournements volontaires des matières dangereuses, dans le cadre d'actions « terroristes ».

Couverture opérationnelle

- Anticiper, au regard de la centralisation des moyens de reconnaissance et des moyens lourds l'engagement immédiat en plus des moyens courants du véhicule léger de reconnaissance.

- Maintenir l'affectation centralisée des agrès spécialisés dans des centres supports disposant d'une organisation et d'une structure mixte, permettant un entretien et un contrôle des matériels réguliers ;

- Compléter les moyens lourds en émulseur (berce mousse) dans le secteur de péri urbanisation industrialisé de Charleville Mézières Sedan.

- Assurer la formation des personnels spécialisés sur la base des niveaux dits « d'intervention » niveau 2, dans les GNR, afin de faciliter le maintien des acquis et pour favoriser la polyvalence des personnels d'un point de vue opérationnelle ;

- Favoriser une couverture diffuse du département en formant des personnels relevant des centres de secours à proximité des bassins de risque ;

- Planifier des exercices et des entrainements de cadre réguliers sur des thèmes impliquant des matières dangereuses et faisant appel à des risques connexes ;

- Assurer la formation des personnels des moyens courants à l'habillage et à l'emploi des tenues de protection de type 3 ou équivalent, afin de pouvoir effectuer une mise en sécurité ou un sauvetage d'impliqué soumis à un risque chimique ou biologique, avant l'arrivée des moyens spécialisés ;

- Implanter dans chaque agrès de couverture du risque incendie (type FPT), les équipements de protection (tenue de type 3) afin de pouvoir effectuer une mise en sécurité ou un sauvetage d'impliqué soumis à un risque chimique ou biologique, avant l'arrivée des moyens spécialisés ;

- Positionner dans chaque secteur des moyens de balisage et de zonage, puis des moyens sommaires de lutte contre les pollutions ;

- Adapter et modifier la berce « RCH » existante, en tenant compte des besoins actuels du service, notamment en matière de lutte contre les pollutions ;

- Développer les relations interdépartementales en matière de formation et d'équipement ;

- Favoriser la formation des personnels des Ardennes en matière de décontamination de masse, notamment dans le cadre de la mise en place d'une chaine de décontamination (renfort auprès de la dotation des départements limitrophes et participation à des renforts nationaux) ;

- Favoriser les exercices et les entrainements interdépartementaux en matière de risque chimique, biologique et radiologique ;

- Favoriser la mise en place pour chaque établissement industriel, d'outil d'aide à la décision de type plan ETARE et/ou fiche de départ, orientés sur les risques chimiques, biologiques et radiologiques connus dans l'établissement ;

- Développer une approche « par fonction » (fonction de zonage, d'identification, de détection, de décontamination d'urgence) pour chaque type de risque, afin d'affiner précisément nos besoins, en terme de formation et d'équipement ;

LES RISQUES RADIOLOGIQUES ET NUCLEAIRES

A retenir pour les risques radiologiques et nucléaires :

Analyse des risques
Le département des Ardennes comporte un Centre National de Production d'Electricité. A la vue des règles de sureté et de sécurité mises en place dans les CNPE, l'incident nucléaire reste extrêmement peu probable. Les risques courants, notamment l'incendie se révèlent bien plus probables, ils pourraient entrainer en cas de sinistre important un dysfonctionnement du CNPE, voir la dégradation des fonctions de sureté. Les composantes "incendie" et "secours à personnes" restent des craintes majeures dans ce type d'établissement, bien au delà du risque nucléaire. Dans les Ardennes, un nombre non négligeable d'établissement utilise dans le cadre de leurs activités industrielles et ou commerciales des matières radioactives (28 industrielles et 4 médicales). Le transport de matière radioactive recouvre celui des matériels et appareils employant des matières radioactives, mais également celui des éléments de combustible irradiés ou non, à destination du CNPE de Chooz ou de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague. Les voies routières et ferroviaires sont ici concernées. Le risque transport représente aujourd'hui le risque majeur en matière de risque radiologique dans les Ardennes. L'utilisation passée de la radioactivité dans des domaines divers et variés (médicale, éducative, paramédical, industriel, paratonnerre), implique des découvertes d'objets en tous genres, considérés aujourd'hui comme dangereux. Le département comporte au moins quatre sites dotés de dispositif de détection de la radioactivité, sans compter le CNPE.

Couverture opérationnelle

- Renforcer et pérenniser la couverture incendie sur le CNPE ;
- Accroitre rapidement le nombre de cadres qualifiés dans ce domaine particulier ;
- Porter à court terme, le nombre de personnels formés, aux besoins nécessaires pour armer en cas de sinistre au moins 2 équipes d'intervention et 1 équipe de reconnaissance ;
- Favoriser une couverture diffuse du département en formant des personnels relevant des centres de secours à proximité des bassins de risque ;
- Assurer la formation des personnels spécialisés sur la base des niveaux dits « d'intervention » niveau 2, dans les GNR, afin de faciliter le maintien des acquis et pour favoriser la polyvalence des personnels, d'un point de vue opérationnelle ;
- Renforcer l'information des cadres du SDIS (chefs de groupe et chef de colonne), aux nouvelles dispositions relevant du plan particulier d'intervention du CNPE de Chooz, en vue de leur implication éventuelle dans la chaine de commandement ;
- Planifier des exercices et des entrainements réguliers de cadre, sur des thèmes impliquant des matières radioactives et faisant appel à des risques connexes ;
- Favoriser l'entrainement hors département des personnels relevant strictement de l'équipe d'intervention sur des sources dites non scellées (possibilités offertes dans des départements détenteurs d'autorisation d'emploi de ces sources non scellées dans le cadre de convention) ;
- Procéder au remplacement et au complément des appareils de détection de la radioactivité ;
- Doter l'équipe RAD des moyens nécessaires au suivi dosimétrique de ces personnels, conformes aux attentes réglementaires en la matière (code de la santé publique) ;
- Renforcer la capacité de décontamination d'urgence des victimes radio contaminées ;
- Développer les relations interdépartementales en matière de formation et d'équipement ;
- Favoriser la formation des personnels en matière de décontamination de masse, notamment dans le cadre de la mise en place d'une chaine de décontamination (renfort auprès de la dotation du département limitrophe et des renforts nationaux) ;
- Etudier l'opportunité de détenir et d'employer une source radioactive scellée à des fins de formation et d'entrainement ;
- Renforcer le suivi médical des personnels relevant de l'équipe RAD ;
- Mettre en place un protocole commun ou une convention d'assistance mutuelle inter service (SAMU – SDIS – CNPE), pour la prise en charge d'une victime radio contaminée ;

LES RISQUES TANSPORTS ET INFRASTRUCTURES

A retenir pour les risques transports et infrastructures :

Analyse des risques

Le réseau autoroutier ardennais sera caractérisé à terme par une portion autoroutière dit en "Y" (plus de 110 km. L'axe majeur de **circulation autoroutière** se situe entre Rethel et Charleville Mézières. Le second axe important se situe entre Charleville Mézières et Reims. La partie reliant Charleville Mézières à Sedan reste importante.

Un **réseau national** secondaire important (plus de 140 km) dessert, depuis Charleville Mézières, le nord du département, ainsi que l'Es vers Montmédy et L'Ouest vers Hirson. Le second axe majeur est l'axe reliant Rethel à Reims (Sud) avec près de 15 700 passages journaliers dont 13 % de poids lourds. Quelques axes secondaires restent employés à des fins de transport en attendant la réalisation du « Y » ardennais, notamment un réseau connu et relativement accidentogène empruntant un axe Rocroi-Reims.

La circulation des poids lourds reste beaucoup plus importante sur les nationales que sur les voies autoroutières, près de 28 % de poids lourds dans le secteur de Revin, 9 % à Charleville Mézières, 10 % à Sedan et près de 13 % après Rethel. Les aménagements du « Y » Ardennais impacteront fortement les niveaux de circulation des marchandises.

Un troisième réseau, le réseau départemental, le plus long et certainement le plus accidentogène (plus de 3200 km) dessert les villes importantes du département. Il est réparti de manière diffuse sur le territoire.

La circulation ferroviaire est caractérisée par deux axes principaux. L'axe Givet – Reims (TER et TGV), du Nord au Sud et l'axe Metz-Lille, d'Est en Ouest(TER). Les flux de circulation interne sont nettement plus importants que les flux sortants.

Les Ardennes dispose d'un réseau fluvial développé, basé sur l'emploi de la Meuse (le canal de l'Est) et du canal des Ardennes Les ports de Givet comptent parmi les plus importants en termes de volume de marchandise en transit (1^{ier} port Champardennais en 2006), avec ceux de Rethel et d'Asfeld.

Le réseau aérien est très peu développé dans les Ardennes, seul deux aérodromes de faible taille existent, Belval et Douzy. Le premier a été fermé en 2008, il était le plus important des deux.

Le transport de marchandise emprunte trois voies principales dans les Ardennes, les voies routières, ferroviaires et fluviales. Il est difficile de dresser une liste exhaustive des axes concernés par un trafic important de transports de matières dangereuses, ce risque étant particulièrement diffus. Le transport de marchandise dangereuse empreinte principalement sur le territoire, les réseaux routiers et ferroviaires.

Les accidents impliquant des vecteurs de transport de personne relève de la couverture du risque courant, en particuliers en matière de secours à personnes ou de secours à de nombreuses victimes (Plan ORSEC - Plan Rouge).

Le département compte de nombreux tunnels, notamment des **tunnels ferroviaires**. La plupart constitue des tubes de plusieurs centaines de mètres. L'accès à la plupart de ces édifices est rendu très difficile aujourd'hui, aux moyens (agrès et engins) du service d'incendie et de secours.

Aucun tunnel **routier** n'existe. 3 tunnels **fluviaux** sont présents dans les Ardennes, ainsi que 10 tunnels ferroviaires dont 1 désaffecté. **2 passages à niveau** ferroviaires sensibles sont répertoriés.

Couverture opérationnelle

Aucune couverture opérationnelle particulière n'a été jusqu'alors mise en œuvre en matière d'accident ferroviaire.

Aucune couverture opérationnelle particulière n'a été jusqu'alors mise en œuvre en matière d'accident dans les tunnels.

Aucun équipement de type LORRY, permettant le déplacement de moyens ou le transport d'une victime sur les rails, n'est à la disposition du service actuellement.

- Inclure dans les thèmes d'exercice de cadre et dans les exercices de mise en œuvre des plans de secours, les thèmes d'accidents ferroviaires ;

- Développer dans le cadre des sessions de maintien des acquis de l'équipe de sauvetage déblaiement, des actions de formation sur l'emploi des moyens lourds de désincarcération et des moyens de travail de force sur des équipements ferroviaires;

- Intégrer dans les orientations de sensibilisation des personnels, le document opérationnel établi par la SNCF pour les interventions sur voies ferroviaires (IN 2611);

- Baser la réponse en matière de désincarcération sur une montée en puissance des moyens en assurant d'une part la couverture du risque courant, puis la couverture par mutualisation du risque d'accident ferroviaire ;

- Rendre projetable une partie des moyens de désincarcération lourd en cas de sinistre ferroviaire ;

- Développer les relations interdépartementales en matière de formation et d'équipement ;

LES RISQUES RESEAUX ET INSTALLATIONS D'ENERGIE

A retenir pur les risques « Réseaux et installations d'énergie »:

Analyse des risques

Le département compte deux grands ensembles de **production d'électricité**, le CNPE de Chooz et l'usine hydro électrique de Saint Nicolas. Les grands mouvements d'énergie concernent surtout le Nord du département. Des entrées d'énergie interviennent à l'Est.

ERDF dessert la totalité du département des ARDENNES sauf HANNAPES. Le réseau électrique est caractérisé par des lignes « Haute tension » (400 000 Volts) qui servent au transport de l'électricité vers le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest du département.

Un réseau 225 000 Volts assure la couverture des zones périurbaines situées dans le bas de la pointe Ardennaise et entre les agglomérations de Charleville Mézières et de Sedan. Ces lignes desservent les zones de plus fortes consommations des Ardennes. Le réseau 90 000 Volts dessert les villes moyennes, notamment Rethel et Vouziers. Enfin le réseau 63 000 Volts dessert les villes de plus faible taille et sert notamment au transport de l'énergie fournie par l'usine hydro électrique de Saint Nicolas, près de Revin. Des lignes 25 000 Volts viennent compléter le dispositif de manière diffuse.

104 communes sont alimentées en gaz (102 communes ardennaises et 2 meusiennes). Cette couverture assure la desserte de près de 76% de la population du département. 61354 clients dont 550 clients dits « gros consommateurs » sont répertoriés dans les Ardennes.

Actuellement, 8 permis de construire ont été acceptés dans les Ardennes (novembre 2008). Le potentiel éolien reste important, d'autres projets seront vraisemblablement mis en œuvre dans les années à venir. Le risque éolien réside dans les opérations de maintenance et d'entretien.

Les éoliennes modernes sont équipées de dispositifs de protection contre les chutes (personnel, matériel). L'entretien se fait à l'arrêt et les systèmes de protection (machinerie, incendie, risques électriques) respectent des normes internationales sévères. Dès lors les risques de chute d'éolienne et le risque incendie restent probables mais extrêmement limités. Les risques liés au secours à personne sur ce type d'installation apparaissent comme prépondérant.

Couverture opérationnelle

- Poursuivre et maintenir la politique de couverture éparse du département en moyens de détection (explosimètres et toximètres dans les moyens primo intervenants) ;
- Favoriser les formations des personnels de maitrise (chef d'agrès, chef de groupe), au danger des lignes électriques ;
- Renforcer les formations des personnels de maitrise (chef d'agrès, chef de groupe) aux dangers du gaz et à l'utilisation technique des outils de détection ;
- Poursuivre et maintenir les formations développées dans le domaine du risque « gaz », sur le plateau technique de Sedan (convention de formation avec GRDF) ;
- Sensibiliser l'ensemble des personnels du SDIS au risque électrique et gaz en particulier ;
- Planifier des exercices de cadre, réguliers sur des thèmes dimensionnant impliquant des installations électriques et des installations de desserte du gaz.
- Mutualiser quand cela est possible les moyens de détection avec l'équipe « risque chimique » ;

LES RISQUES URBANISTIQUES

A retenir pour les risques « urbanistiques »:

Analyse des risques
Les ponts et tunnels ont été abordés dans la partie liée aux risques de transport. Aucun autre ouvrage ne présente de risque majeur dans le département. Le département compte 221 monuments historiques dont 94 classés et 127 inscrits et une trentaine de musées. Le département compte près de 1000 établissements recevant du public dont 790 relèvent du premier groupe (les immeubles d'habitation ne sont pas pris en compte).
Couverture opérationnelle
La couverture opérationnelle relève des moyens des risques courants.

LES RISQUES LIES AUX PERSONNES

A retenir pour les risques « liés aux personnes »:

Analyse des risques
Les manifestations provoquant des grands rassemblements sont fréquentes et diffuses sur l'ensemble du territoire. Dans la grande majorité des cas, elles sont autorisées, planifiées et encadrées par les autorités. Elles présentent des risques intrinsèques, les mouvements de foule ou les mouvements de panique et les rixes. Des risques extrinsèques existent également. Les risques prépondérants liés à ces manifestations sont des secours à personne en grand nombre. Le département des Ardennes fragile économiquement depuis de plusieurs années a vu naître à compter des années 2000, un détournement des usages normaux et prévisibles des risques dits « industriels ». Les manifestations sociales et les revendications des travailleurs ont été accompagnées, dans de nombreuses entreprises de l'emploi comme outils de lutte, des matières chimiques en particulier. Ces détournements servent avant tout à focaliser l'intérêt médiatique et n'ont pas, dans la grande majorité, d'issue dommageable. Les conséquences et les impacts en cas de sinistre sont pour autant identiques aux risques industriels, à la différence près du retentissement médiatique en découlant. Les manifestations de violences urbaines interviennent en particulier dans les grands centres urbains. Toutefois ces dernières années, une périurbanisation et une ruralisation de ce type de violence intervient. En tant que victimes directes ou indirectes, les sapeurs-pompiers voient d'une part leurs intégrités physique ou morale entachées, mais également leur capacité opérationnelle diminuée, entravée voir annulée complètement. Les sinistres générés par ces actes, relèvent très souvent des risques courants, notamment en matière de secours à personne et d'incendie. Ces installations sont surtout localisées dans la partie Nord du département mais restent assez diffuses sur les autres secteurs du territoire. Les installations touristiques et culturelles en tant que telles, ne sont directement génératrices de risque particulier. Les risques relèvent en général des risques courants, ils sont directement liés aux secours à personnes ou à l'incendie. La Meuse, le canal des Ardennes, l'Aisne et tous leurs affluents présentent des risques nautiques et subaquatiques importants. Les risques liés aux noyades volontaires ou accidentelles sont importants en raison des longueurs de berges présentent dans le département. Les pays limitrophes (Belgique, Luxembourg) présentent plusieurs site dits « profonds » (- 60m) et ne disposent pas tous de moyens qualifiés.

Couverture opérationnelle

- Implanter en priorité des moyens à accessibilité renforcée (type hors chemin rallongée pour la prise en charge d'un brancard) dans la partie Nord du département pour garantir la couverture des accidents corporels de loisir (zones privilégiée en matière d'installation et de pratique d'activité de loisirs à risque) ;

- Maintenir le maillage territorial en matière d'équipe de plongée ;

- Compléter l'équipe départementale de plongée actuelle par une équipe de sauvetage aquatique (SAV) composée d'environ 60 « nageurs sauveteurs », en particulier dans les zones géographiques non dotées de plongeurs.

- Renforcer et pérenniser la formation des personnels des centres de secours potentiellement soumis aux violences urbaines ;

- Préciser et décliner au niveau local, la doctrine opérationnelle à mettre en place en cas d'épisode de violence urbaine ;

- Favoriser l'achat d'agrès équipés de protection contre le vol, notamment les dispositifs de maintien en marche des engins sans la présence de la clef de contact ;

- Favoriser l'équipement des engins au moyens de film anti bris de glace (près de 70 % des blessures résultantes d'agression proviennent des bris de glace) ;

- Identifier en collaboration avec les forces de l'ordre les zones sensibles et assurer un suivi en temps réel de leur niveau de sensibilité ;

BIBLIOGRAPHIE

- Portail de la prévention des risques majeurs PRIM.NET ;
- D.D.A.F Ardennes ;
- D.I.R.E.N Champagne Ardennes ;
- D.I.R NORD ;
- Préfecture des Ardennes – D.D.R.M 01/01/2008 ;
- Site Internet BRGM ;
- Météo France ;
- Observatoire Français des Tornades et des Orages Violents ;
- Site internet : http://cartorisque.prim.net
- Site Internet : http://www.alertes-meteo.com/
- D.D.E Ardennes ;
- Autorité de Sureté Nucléaire ;
- Agence Nationale pour les Déchets Radioactifs ;
- Portail de la prévention des risques majeurs PRIM.NET ;
- Site Internet DIR NORD : http://www.champagne-ardenne.equipement.gouv.f
- RDTA ;
- Site Internet : http://www.sn-nord-est.equipement.gouv.fr
- Observatoire régional des transports en Champagne Ardenne ;

ANNEXES

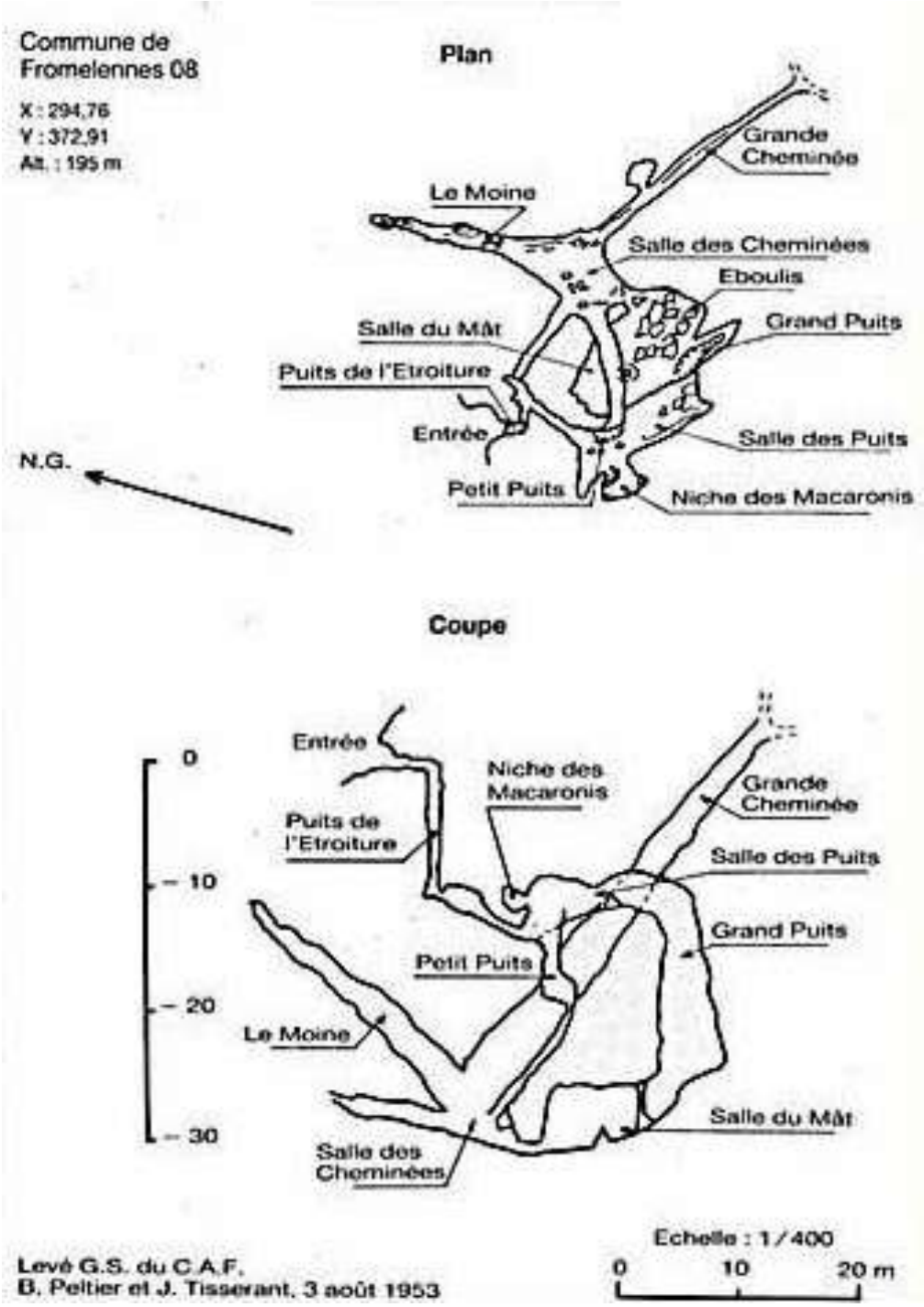
ANNEXE I

Les zones de relevé des crues dans les Ardennes :



ANNEXE II

Plan de la grotte du Nichet, commune de Fromelennes :



ANNEXE III

Liste complète des communes concernées par le risque mouvement de terrain

BASE DE DONNEES NATIONALE DES MOUVEMENTS DE TERRAIN

Département : Ardennes - (08)
Type de mouvement de terrain : Tous
Nombre de communes concernées : 141

Commune	*Code INSEE*	*Nombre de mouvements*
ACY-ROMANCE	08001	1
AMBLIMONT	08009	1
APREMONT	08017	2
ARTAISE-LE-VIVIER	08023	8
ASFELD	08024	1
AURE	08031	1
AUTRY	08036	1
BALHAM	08044	1
BALLAY	08045	2
BELLEVILLE-ET-CHATILLON-SUR-BAR	08057	1
BELVAL	08058	8
BERGNICOURT	08060	1
BERTONCOURT	08062	2
BLOMBAY	08071	2
BOGNY-SUR-MEUSE	08081	3
BRECY-BRIERES	08082	1
BROGNON	08087	1
CAUROY	08092	1
CERNION	08094	3
CHARLEVILLE-MEZIERES	08105	5
CHATEAU-PORCIEN	08107	5
CHATEL-CHEHERY	08109	8
CHAUMONT-PORCIEN	08113	1
CHESNOIS-AUBONCOURT	08117	1
CHEVEUGES	08119	1
CHILLY	08121	8
CHOOZ	08122	1
CLAVY-WARBY	08124	1
CONDE-LES-AUTRY	08128	1
CONDE-LES-HERPY	08126	1
CORNAY	08131	5
DAMOUZY	08137	1
DEVILLE	08139	2
DOMMERY	08141	2
DONCHERY	08142	4
DOUZY	08145	4
ECORDAL	08151	1
ESCOMBRES-ET-LE-CHESNOIS	08153	2
EVIGNY	08160	7
EXERMONT	08161	5

FAGNON	08162	12
FAISSAULT	8163	2
FLEVILLE	08171	2
FLOING	08174	3
FUMAY	08185	1
GIVET	08190	4
GIVONNE	08191	1
GIVRON	08192	1
GIVRY	08193	6
GRANDHAM	08197	7
HANNAPPES	08208	2
HARAUCOURT	08211	4
HAUDRECY	08216	4
HAYBES	08222	3
HERBEUVAL	08223	1
HERPY-L'ARLESIENNE	08225	3
LA BESACE	08063	2
LA FRANCHEVILLE	08180	4
LA GRANDVILLE	08199	1
LA MONCELLE	08294	1
LANCON	08245	5
LA NEUVILLE-LES-WASIGNY	08323	1
LA SABOTTERIE	08374	10
LAUNOIS-SUR-VENCE	08248	1
L'ECAILLE	08148	1
LE CHATELET-SUR-SORMONNE	08110	4
L'ECHELLE	08149	8
LE CHESNE	08116	1
LEPRON-LES-VALLEES	08251	3
LES MAZURES	08284	1
LETANNE	08252	2
LINAY	08255	4
LUCQUY	08262	1
LUMES	08263	1
MACHAULT	08264	1
MARCQ	08274	11
MENIL-LEPINOIS	08287	1
MESMONT	08288	2
MOIRY	08293	1
MONTCORNET-EN-ARDENNE	08125	2
MONTCORNET-EN-ARDENNES	08297	2
MONTCY-NOTRE-DAME	08298	1
MONTGON	08301	3
MONTHERME	08302	4
MONTIGNY-SUR-MEUSE	08304	2
MOUZON	08311	1
NANTEUIL-SUR-AISNE	08313	2
NEUVILLE-DAY	08321	1
NEUVILLE-LES-THIS	08322	1
NOIRVAL	08325	2
NOUART	08326	1

NOUZONVILLE	08328	2
NOYERS-PONT-MAUGIS	08331	3
OLIZY-PRIMAT	08333	1
OMICOURT	08334	1
POURU-SAINT-REMY	08343	1
PRIX-LES-MEZIERES	08346	10
QUATRE-CHAMPS	08350	7
REMILLY-AILLICOURT	08357	3
REMILLY-LES-POTHEES	08358	8
REVIN	08363	2
RIMOGNE	08365	5
ROCROI	08367	1
ROUVROY-SUR-AUDRY	08370	4
SAINT-GERMAINMONT	08381	1
SAINT-LAMBERT-ET-MONT-DE-JEUX	08384	1
SAINT-MARCEL	08389	7
SAINT-MENGES	08391	2
SAPOGNE-ET-FEUCHERES	08400	1
SAPOGNE-SUR-MARCHE	08399	1
SAULCES-MONCLIN	08402	4
SAUVILLE	08405	1
SEDAN	08409	4
SEMUY	08411	1
SENUC	08412	3
SIGNY-L'ABBAYE	08419	14
SIGNY-MONTLIBERT	08421	2
SINGLY	08422	5
SOMMERANCE	08425	2
SURY	08432	3
TERMES	08441	1
TERRON-SUR-AISNE	08443	5
TETAIGNE	08444	4
THILAY	08448	1
THIN-LE-MOUTIER	08449	3
THIS	08450	5
THUGNY-TRUGNY	08452	4
TOGES	08453	1
TOURNES	08457	1
TOURTERON	08458	2
VAUX-LES-MOUZON	08466	1
VAUX-MONTREUIL	08467	1
VILLERS-LE-TOURNEUR	08479	1
VILLERS-SEMEUSE	08480	2
VILLERS-SUR-BAR	08481	1
VIREUX-MOLHAIN	08486	1
VIREUX-WALLERAND	08487	1
VONCQ	08489	6
WADELINCOURT	08494	2
WARCQ	08497	10
WARNECOURT	08498	6

ANNEXE IV

Rose des vents dominants sur les zones significatives des Ardennes (1995 à 2007)

CHARLEVILLE-MEZ (08)

Indicatif : 08105005, alt : 149 m., lat : 49°46'54"N, lon : 04°38'30"E

Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs trihoraires entre 0h00 et 21h00, heure UTC

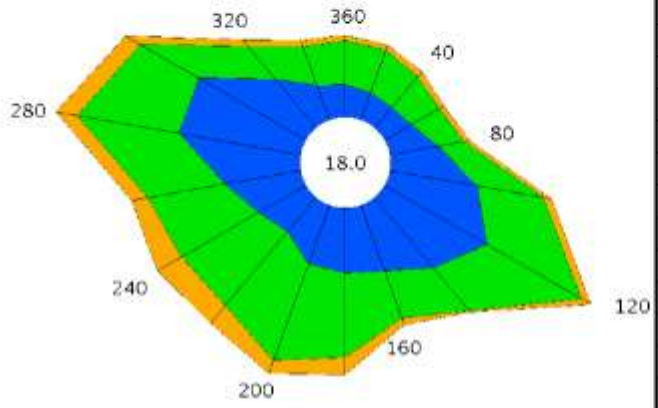


Tableau de répartition
Nombre de cas étudiés : 28994
Manquants : 230

Dir.	[3.0;10.0 [	[10.0; 20.0]	> 20.0 km/h	Total
20	0.9	1.4	0.2	2.5
40	0.9	1.3	0.2	2.3
60	1.0	1.0	0.2	2.2
80	1.6	0.8	0.2	2.6
100	2.8	2.1	0.3	5.2
120	3.8	3.5	0.3	7.6
140	2.9	1.8	+	4.8
160	2.2	1.6	0.2	4.1
180	2.1	2.7	0.6	5.3
200	2.0	3.3	0.4	5.7
220	1.4	3.1	0.7	5.2
240	1.7	2.9	0.9	5.5
260	2.5	2.5	0.5	5.5
280	3.9	3.3	0.7	7.9
300	3.9	2.2	0.5	6.6
320	2.0	1.3	0.3	3.7
340	1.2	1.3	0.2	2.7
360	1.0	1.4	0.2	2.6
Total	37.8	37.5	6.7	82.0
[0;3.0 [				18.0

Groupes de vitesses (km/h)
[3.0;10.0 [[10.0;20.0 [> à 20.0

Pourcentage par direction
0% 5% 10%

Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0,1%

Page 1/1

DOUZY (08)

Indicatif : 08145001, alt : 153 m., lat : 49°39'24"N, lon : 05°02'18"E

Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs trihoraires entre 0h00 et 21h00, heure UTC

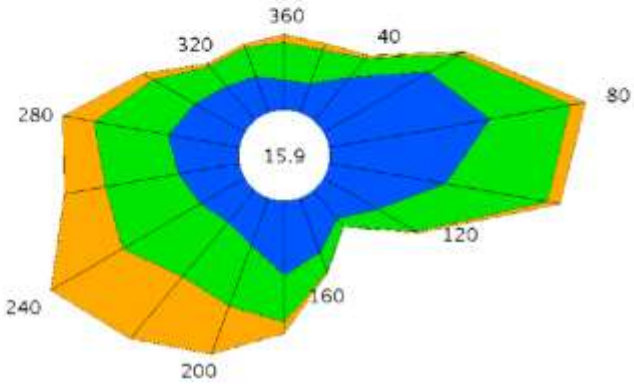


Tableau de répartition
Nombre de cas étudiés : 17394
Manquants : 142

Dir.	[3.0;10.0 [	[10.0; 20.0]	> 20.0 km/h	Total
20	1.0	1.2	0.2	2.5
40	1.9	0.8	0.1	2.9
60	4.1	1.2	0.2	5.5
80	5.6	2.8	0.5	8.9
100	4.0	3.5	0.5	8.0
120	2.1	1.5	0.1	3.7
140	1.3	0.3	0.0	1.6
160	2.0	0.7	+	2.7
180	2.5	1.6	0.4	4.5
200	1.7	2.2	1.8	5.7
220	1.4	2.4	2.8	6.6
240	1.7	3.1	2.8	7.6
260	2.1	2.5	1.4	6.1
280	2.5	2.6	1.1	6.1
300	2.0	1.6	0.4	4.0
320	1.5	0.9	0.1	2.5
340	1.3	1.0	0.1	2.5
360	1.0	1.3	0.3	2.6
Total	39.8	31.4	12.9	84.1
[0;3.0 [				15.9

Groupes de vitesses (km/h)

[3.0;10.0 [[10.0;20.0 [> à 20.0

Pourcentage par direction

0% 5% 10%

Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0.1%

Page 1/1

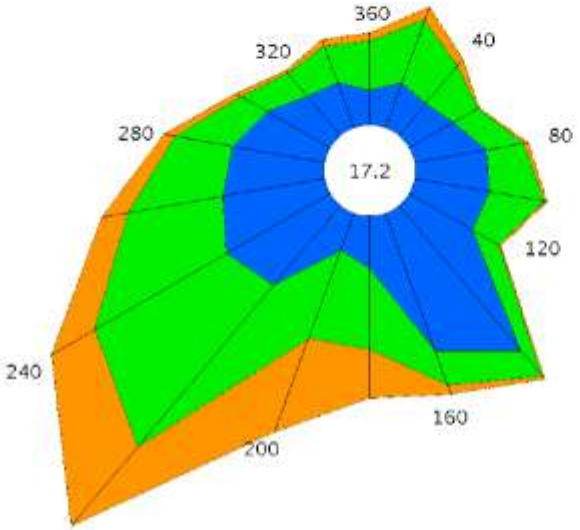
GIVET (08)

Indicatif : 08190001, alt : 165 m., lat : 50°08'36"N, lon : 04°50'30"E

Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs trihoraires entre 0h00 et 21h00, heure UTC

Tableau de répartition
Nombre de cas étudiés : 8292
Manquants : 292



Dir.	[3.0;10.0 [	[10.0; 20.0]	> 20.0 km/h	Total
20	1.3	1.8	0.4	3.5
40	1.2	1.3	0.2	2.7
60	1.4	0.8	+	2.2
80	2.0	1.0	0.1	3.2
100	2.1	1.5	+	3.7
120	2.0	0.8	+	2.9
140	5.2	0.9	0.1	6.2
160	4.0	1.0	0.3	5.3
180	1.4	2.2	1.3	5.0
200	1.1	2.6	2.8	6.4
220	2.9	5.8	2.8	11.5
240	3.3	4.2	1.4	8.9
260	2.9	2.7	0.7	6.2
280	2.6	1.6	0.3	4.5
300	2.0	0.8	0.2	3.0
320	1.4	0.8	+	2.4
340	1.3	1.1	0.2	2.6
360	1.0	1.3	0.2	2.5
Total	39.0	32.4	11.4	82.8
[0;3.0 [				17.2

Groupes de vitesses (km/h)
[3.0;10.0 [[10.0;20.0 [> à 20.0

Pourcentage par direction
0% 5%

Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0,1%

Page 1/1

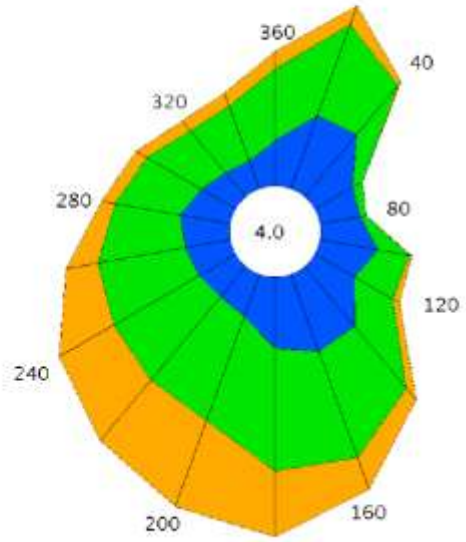
ROCROI (08)

Indicatif : 08367002, alt : 380 m., lat : 49°55'06"N, lon : 04°31'48"E

Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs trihoraires entre 0h00 et 21h00, heure UTC

Tableau de répartition
Nombre de cas étudiés : 25161
Manquants : 1143



Dir.	[3.0;10.0 [	[10.0; 20.0]	> 20.0 km/h	Total
20	2.7	3.4	0.7	6.9
40	2.8	2.3	0.2	5.3
60	1.5	0.4	0.0	1.9
80	1.4	0.2	+	1.7
100	2.1	1.1	+	3.3
120	1.6	1.6	0.3	3.4
140	2.7	2.8	0.5	6.1
160	2.9	4.0	1.2	8.1
180	2.5	4.3	2.3	9.1
200	1.6	3.9	3.2	8.7
220	1.4	3.8	2.8	8.0
240	1.5	3.5	2.2	7.2
260	1.6	3.1	1.1	5.9
280	1.8	2.3	0.5	4.6
300	1.4	2.2	0.4	4.1
320	1.1	1.9	0.5	3.5
340	1.0	2.1	0.5	3.6
360	1.6	2.5	0.6	4.8
Total	33.4	45.5	17.1	96.0
[0;3.0 [				4.0

Groupes de vitesses (km/h)

[3.0;10.0 [[10.0;20.0] > à 20.0

Pourcentage par direction

0% 5% 10%

Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0.1%

Page 1/1

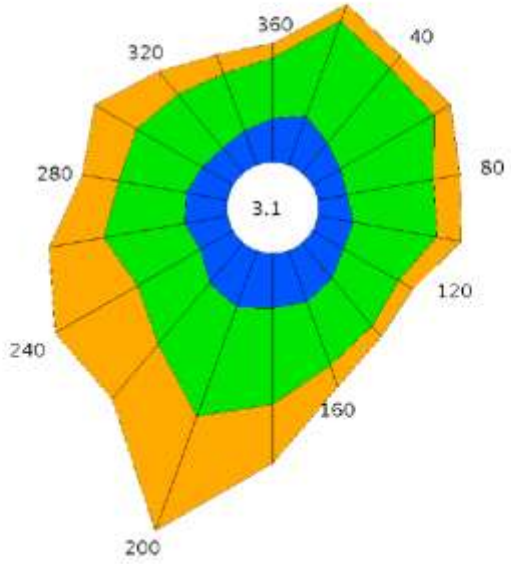
SAULCES-CHAMPENOISES (08)

Indicatif : 08401001, alt : 151 m., lat : 49°25'24"N, lon : 04°29'30"E

Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs trihoraires entre 0h00 et 21h00, heure UTC

Tableau de répartition
Nombre de cas étudiés : 14570
Manquants : 38



Dir.	[3.0;10.0 [	[10.0; 20.0]	> 20.0 km/h	Total
20	1.7	3.3	0.6	5.7
40	1.3	3.2	0.6	5.1
60	1.1	3.6	0.6	5.3
80	1.0	2.9	0.9	4.8
100	1.2	2.8	0.8	4.8
120	1.2	2.1	0.6	3.8
140	1.5	2.1	0.5	4.0
160	1.8	2.2	0.8	4.8
180	1.8	3.2	2.0	6.9
200	2.0	3.8	4.0	9.8
220	1.7	2.6	2.4	6.7
240	1.2	2.4	3.1	6.8
260	1.4	2.7	1.8	6.0
280	1.4	2.3	1.2	4.9
300	1.2	2.5	1.6	5.3
320	1.1	2.3	1.0	4.4
340	1.2	2.0	0.7	3.9
360	1.5	2.0	0.5	3.9
Total	25.3	48.1	23.5	96.9
[0;3.0 [				3.1

Groupes de vitesses (km/h)

[3.0;10.0 [[10.0;20.0 [> à 20.0

Pourcentage par direction

0% 5% 10%

Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0.1%

Page 1/1

Annexe V

Carte des barrages et écluses de la Meuse (de l'Est vers le Nord) :

Barrage de Mouzon – Letanne :



Barrage de Villers Devant Mouzon :



Barrages de Vrignes Meuse :



Barrage de Villers Semeuse :



Barrage de Mézières :



Barrage de Montcy Notre Dame :



Barrage de Joigny sur Meuse :



Barrage de Bogny sur Meuse :



Barrage de Monthermé :



Barrage de Laifour :



Barrage de Revin amont :



Barrage de Revin aval :



Barrage des Mazures :



Barrage de Fumay amont :



Barrage de Fumay aval :



Barrage de Haybes :



Barrage de Fépin :



Barrage de Montigny sur Meuse :



Barrage de Hierges :



Barrage d'Aubrives :



Barrage de Givet :



ANNEXE VI

Liste des barrages et écluses de la Meuse :

La Meuse canalisée française possède encore **24 barrages** à manœuvre manuelle.

N°	NOM	P.K.	EXPLOITATION
	barrage de l'Alma	131,734	manuelle
34	écluse de l'Alma	130,765	automatisée
	pont roulant de l'Alma	130,765	automatisée
35	écluse de Mouzon	122,493	automatisée
	barrage de Villers-devant-Mouzon	118,000	manuelle
	porte de garde de Villers-devant-Mouzon	118,000	manuelle
36	écluse de Remilly-Aillicourt	112,763	automatisée
37	écluse de Sedan	107,047	automatisée
38	écluse de Villette	103,349	automatisée
39	écluse de Donchery	99,611	automatisée
	jonction avec le Canal des Ardennes en rive gauche	96,273	
	barrage de Dom-le-Mesnil	95,273	manuelle
40	écluse de Dom-le-Mesnil	94,788	automatisée
	barrage de Romery		manuelle
41	écluse de Romery	84,280	automatisée
	barrage de Mézières		manuelle
42	écluse de Mézières	81,310	automatisée
43	écluse de Montcy-Notre-Dame	79,090	automatisée
	barrage de Montcy-Notre-Dame		manuelle
	barrage de Joigny-sur-Meuse	70,400	manuelle
44	écluse de Joigny-sur-Meuse	70,090	automatisée
	barrage de Levrézy	63,810	manuelle
45	écluse de Levrézy	63,780	automatisée
	barrage de Monthermé	57,085	mécanisée
	porte de garde de Monthermé	57,085	manuelle
46	écluse de Deville	54,240	automatisée
	barrage de la Commune	50,120	manuelle
47	écluse de la Commune	50,000	automatisée
	barrage des Dames de Meuse	47,350	manuelle
48	écluse des Dames de Meuse	45,410	automatisée
	pont-levis des Dames de Meuse	45,410	manuelle
	barrage d'Orzy	40,910	manuelle
49	écluse d'Orzy	40,680	automatisée
	barrage de Saint-Nicolas		manuelle
	tunnel de Revin	39,190	
50	écluse de Revin	39,080	automatisée
	barrage de Saint-Joseph	33,260	manuelle

N°	NOM	P.K.	EXPLOITATION
51	écluse de Saint-Joseph	32,980	automatisée
	barrage de l'Uf	30,460	manuelle
52	écluse de l'Uf	30,410	automatisée
	barrage de Vanne-Alcorps	26,160	manuelle
53	écluse de Vanne-Alcorps	25,660	automatisée
	barrage de Fépin	22,700	manuelle
54	écluse de Fépin	22,420	automatisée
	barrage de Montigny-sur-Meuse	18,920	manuelle
55	écluse de Montigny-sur-Meuse	17,080	automatisée
	barrage de Mouyon	13,300	manuelle
56	écluse de Mouyon	13,120	automatisée
	pont-levis de Ham-sur-Meuse	9,400	manuelle
	barrage de Ham-sur-Meuse	9,150	manuelle
57	écluse de Ham-sur-Meuse	8,360	automatisée
	tunnel de Ham-sur-Meuse	7,435	
58	écluse des 3 fontaines	7,100	automatisée
	porte de garde des 4 cheminées	2,780	manuelle
	pont roulant des 4 cheminées	2,780	mécanisée
	barrage des 4 cheminées	2,750	manuelle
59	écluse des 4 cheminées	0,510	mécanisée

ANNEXE VII

Liste ICPE dans les Ardennes

ENTREPRISE	*C.P*	*Commune*	*Classement*
CHAMPAGNE CEREALES- Acy Romance	8300	Acy-Romance	Non-Seveso
MAGOT	8090	Aiglemont	Non-Seveso
COOP JUNIVILLE-Aire	8190	Aire	Non-Seveso
CHAMPAGNE CEREALES-Alland'Huy et Saus	8130	Alland'Huy-et-Sausseuil	Non-Seveso
CARTIER	8190	Asfeld	Non-Seveso
ARDEN PIECES AUTO	8130	Attigny	Non-Seveso
CHAMPAGNE CEREALES-Attigny	8130	Attigny	Non-Seveso
MAGOTTEAUX S.A.	8320	Aubrives	Non-Seveso
MCA-Autrecourt et Pourron	8210	Autrecourt-et-Pourron	Non-Seveso
DUMONA FRANCE	8240	Autruche	Non-Seveso
FAA	8140	Bazeilles	Non-Seveso
UNILIN SAS	8140	Bazeilles	Non-Seveso
ATELIERS DES JANVES	8120	Bogny-sur-Meuse	Non-Seveso
JAYOT LCAB (ex-FAV LCAB rue JOURDE)	8120	Bogny-sur-Meuse	Non-Seveso
LENOIR ET MERNIER (Société Nouvelle)	8120	Bogny-sur-Meuse	Non-Seveso
RAGUET S.A. (Bogny)	8120	Bogny-sur-Meuse	Non-Seveso
FRG	8120	Bogny-sur-Meuse	Non-Seveso
STP DE LA VENCE	8410	Boulzicourt	Non-Seveso
ALVES PIERRE ET FILS SARL	8230	Bourg-Fidèle	Non-Seveso
METAL BLANC	8230	Bourg-Fidèle	Non-Seveso
VIELLARD	8190	Brienne-sur-Aisne	Non-Seveso
LA FOULERIE SAS	8110	Carignan	Non-Seveso
ARCAVI-Chalandry-Compostage	8160	Chalandry-Elaire	Non-Seveso
NESTLE FRANCE SAS	8400	Challerange	Non-Seveso
ABATTOIR MUNICIPAL SOCADA - SOCAVI	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
ARCAVI-Charleville-Centre de Tri	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
BAUDOIN GARAGE	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
CARREFOUR	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
CENTRE AUTO SERVICES	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
DEVILLE	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
GEDIMAT SPIRE	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
LU FRANCE	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
MULTI-FERS	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
SUM-TECH	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
VISTEON ARDENNES INDUSTRIES SAS	8000	Charleville-Mézières	Non-Seveso
CNPE de Chooz	8600	Chooz	Non-Seveso
GRANULATS NORD EST	8600	Chooz	Non-Seveso

ENTREPRISE	*C.P*	*Commune*	*Classement*
CHAMPAGNE CEREALES-Chateau Porcien	8360	Château-Porcien	Non-Seveso
SECPA	8360	Château-Porcien	Non-Seveso
SATTP	8360	Château-Porcien	Non-Seveso
BRENNTAG ARDENNES	8090	Cliron	Seuil Bas
CANJAERE	8090	Cliron	Non-Seveso
URANO-Montcornet	8090	Cliron	Non-Seveso
ARCAVI-Damouzy-Transit	8090	Damouzy	Non-Seveso
COLLIGNON LA CARBONN	8800	Deville	Non-Seveso
COLLIGNON ST ELOI	8800	Deville	Non-Seveso
DELPHI FRANCE SAS	8350	Donchery	Non-Seveso
RAYNAUD S.A.	8350	Donchery	Non-Seveso
SPARTECH POLYCOM	8350	Donchery	Non-Seveso
MCA-Douzy	8140	Douzy	Non-Seveso
MCA-Douzy	8140	Douzy	Non-Seveso
GRANULATS NORD EST	8600	Foisches	Non-Seveso
KME France (ex-TREFIMETAUX)	8600	Fromelennes	Non-Seveso
ARCAVI-Fumay-Tri	8170	Fumay	Non-Seveso
ARCAVI-Fumay-Transit	8170	Fumay	Non-Seveso
AFA (ex FARE)	8170	Fumay	Non-Seveso
FERS ET METAUX - Fumay	8170	Fumay	Non-Seveso
GODART SA	8170	Fumay	Non-Seveso
NEXANS	8170	Fumay	Non-Seveso
NPL	8700	Gespunsart	Non-Seveso
ARDENITY (ex SOROCHIMIE)	8600	Givet	Seuil Bas
CHAMPAGNE CEREALES-Givet	8600	Givet	Non-Seveso
METAL INDUSTRIEL DE GIVET	8600	Givet	Non-Seveso
PORT DE GIVET (CCI des Ardennes)	8600	Givet	Non-Seveso
SCHULMAN PLASTICS	8600	Givet	Non-Seveso
SOPAL	8600	Givet	Non-Seveso
VAL DE MEUSE ENROBES GIE	8600	Givet	Non-Seveso
RHENACOAT	8200	Glaire	Seuil Bas
ENIA FRANCE SAS	8200	Glaire	Non-Seveso
S.A.E - Sté ARDENNAISE D'ESSIEUX	8090	Ham-les-Moines	Non-Seveso
DEMARIA-Hannogne Saint Remy	8220	Hannogne-Saint-Rémy	Non-Seveso
PINTO André	8450	Haraucourt	Non-Seveso
VIGNON FONDERIES	8450	Haraucourt	Non-Seveso
ARDOISIERES DE RIMOGNE ET DE ST-LOU	8150	Harcy	Non-Seveso
SICA-Harcy	8150	Harcy	Non-Seveso
BARET - Haybes	8170	Haybes	Non-Seveso
FONTE ARDENNAISE FA4-Haybes	8170	Haybes	Non-Seveso
FCA France Champagne Approvisionnemen	8320	Hierges	Non-Seveso

ENTREPRISE	*C.P*	*Commune*	*Classement*
POUSSEUR PRODUITS REFRACTAIRES	8320	Hierges	Non-Seveso
ROXANE-Source AURELE	8430	Jandun	Non-Seveso
SAAF+ (ex SADA, ex NEW GOM)	8000	La Francheville	Non-Seveso
CHAMPAGNE CEREALES-Le Chesne	8390	Le Chesne	Non-Seveso
COOP JUNIVILLE - PHYTOS Le chatelet	8300	Le Châtelet-sur-Retourne	Seuil Bas
COOP JUNIVILLE- SILOS Le chatelet	8300	Le Châtelet-sur-Retourne	Non-Seveso
BOURGUIGNON BARRE	8800	Les Hautes-Rivières	Non-Seveso
ESTAMFOR	8800	Les Hautes-Rivières	Non-Seveso
MANQUILLET PARIZEL	8800	Les Hautes-Rivières	Non-Seveso
RAYMOND BARRE	8800	Les Hautes-Rivières	Non-Seveso
STEVENIN NOLLEVAUX (Linchamps)	8800	Les Hautes-Rivières	Non-Seveso
STEVENIN NOLLEVAUX (Failloué)	8800	Les Hautes-Rivières	Non-Seveso
ARDENNES ENROBES (ex Screg Est)	8440	Lumes	Non-Seveso
WILLIEME	8440	Lumes	Non-Seveso
MCA-Mairy	8140	Mairy	Non-Seveso
ARCAVI-Monthermé-Transit	8800	Monthermé	Non-Seveso
RAGUET SA (ex-forge SEFAC) Monthermé	8800	Monthermé	Non-Seveso
SEFAC SA	8800	Monthermé	Non-Seveso
SMA	8800	Monthermé	Non-Seveso
CHAMPAGNE CEREALES-Monthois	8400	Monthois	Non-Seveso
ARCELOR (ex SOLLAC)	8210	Mouzon	Non-Seveso
ARDEN PLAST SA	8210	Mouzon	Non-Seveso
FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE	8210	Mouzon	Non-Seveso
LE FEUTRE SA	8210	Mouzon	Non-Seveso
SITA DECTRA-Mouzon	8210	Mouzon	Non-Seveso
URANO-Neuville les Beaulieu	8380	Neuville-lez-Beaulieu	Non-Seveso
ROLLINGER (Fonderie Nouvelle)	8160	Nouvion-sur-Meuse	Non-Seveso
ESKA (ex SOREFAR)	8700	Nouzonville	Non-Seveso
NICOLAS	8700	Nouzonville	Non-Seveso
ALVES PIERRE ET FILS	8270	Novion-Porcien	Non-Seveso
BRASSEUR GERARD	8270	Novion-Porcien	Non-Seveso
CHAMPAGNE CEREALES-Novion Porcien	8270	Novion-Porcien	Non-Seveso
GIE CHARDONNEUSE (EUROLUZ + CAJ)	8310	Pauvres	Non-Seveso
TRELLEBORG STANTON (exDRAFTEX INDUSTR	8430	Poix-Terron	Non-Seveso
ROC	8140	Pouru-aux-Bois	Non-Seveso
SIGA-ABC	8000	Prix-lès-Mézières	Non-Seveso
THYSSEN KRUPP PRISMA	8110	Pure	Non-Seveso
COSSE (ex MATTON REGIS)	8450	Raucourt-et-Flaba	Non-Seveso
TURQUAIS HENRI (ETS)	8450	Raucourt-et-Flaba	Non-Seveso

ENTREPRISE	C.P	Commune	Classement
FERRARI-Ferrailleur-Folie et Ave Mari	8300	Rethel	Non-Seveso
FERRARI-Ferrailleur-Chemin Comtesse	8300	Rethel	Non-Seveso
SER-Centrale d'enrobage	8300	Rethel	Non-Seveso
SMURFIT KAPPA FRANCE-MG-ETOILE	8300	Rethel	Non-Seveso
SMURFIT KAPPA FRANCE-MG-NOIRET	8300	Rethel	Non-Seveso
SOREDEX - SOBEVIR	8300	Rethel	Non-Seveso
VIGALARDEN	8300	Rethel	Non-Seveso
BEROUDIAUX FONDERIE	8500	Revin	Non-Seveso
ARDAM	8500	Revin	Non-Seveso
IDEAL STANDARD FRANCE Céramique	8500	Revin	Non-Seveso
OXAME Bains de France	8500	Revin	Non-Seveso
LA PERSEVERANCE	8230	Rocroi	Non-Seveso
CANELIA	8150	Rouvroy-sur-Audry	Non-Seveso
GODET ET FILS	8140	Rubécourt-et-Lamécourt	Non-Seveso
ARDENNES CHICOREES	8190	Saint-Germainmont	Non-Seveso
CPE BETON	8090	Saint-Laurent	Non-Seveso
Garage DELATTRE	8090	Saint-Laurent	Non-Seveso
FOISSY	8160	Saint-Marceau	Non-Seveso
URANO-Saulces Monclin	8270	Saulces-Monclin	Non-Seveso
SMURFIT KAPPA PRF papeterie	8300	Sault-lès-Rethel	Non-Seveso
EUROBENGALE	8390	Sauville	Non-Seveso
AKERS FRANCE	8200	Sedan	Non-Seveso
CEPIA	8200	Sedan	Non-Seveso
CHAZELLEBas du formulaire	8200	Sedan	Non-Seveso
JARDINIER MASSARD (ANCIEN ETS CAMION	8200	Sedan	Non-Seveso
PERIN FRERES et SARL COGENERATION S	8200	Sedan	Non-Seveso
TARKETT (Plastiques)	8200	Sedan	Non-Seveso
MONIER (exLAFARGE COUV. S.A.S (TUILE	8460	Signy-l'Abbaye	Non-Seveso
MONIER (ex-LAFARGE COUVERTURE)	8460	Signy-l'Abbaye	Non-Seveso
OLFA SAS (ex SAHFFF)	8380	Signy-le-Petit	Non-Seveso
SITA DECTRA-Sommauthe	8240	Sommauthe	Non-Seveso
ARCAVI-Sorbon-Transit	8300	Sorbon	Non-Seveso
PAPIN	8220	Sévigny-Waleppe	Non-Seveso
COOP JUNIVILLE-Taizy	8360	Taizy	Non-Seveso
THEVENIN ET CIE	8800	Thilay	Non-Seveso
BOUCHER	8460	Thin-le-Moutier	Non-Seveso
URANO-Thin le Moutier	8460	Thin-le-Moutier	Non-Seveso
TSDM	8090	Tournes	Non-Seveso
CARRIERES DE VENDRESSE	8160	Vendresse	Non-Seveso
CARRIERES DE VENDRESSE	8160	Vendresse	Non-Seveso
PEUGEOT CITROEN Automobiles SA	8000	Villers-Semeuse	Non-Seveso

ENTREPRISE	C.P	Commune	Classement
COLLIGNON	8430	Villers-le-Tourneur	Non-Seveso
LE MOULIN A COULEUR (ex BOIZET)	8430	Villers-le-Tourneur	Non-Seveso
RECYLUX	8350	Villers-sur-Bar	Non-Seveso
ITW PRODUITS CHIMIQUES (ex SPRAYTEC)	8320	Vireux-Molhain	Seuil Bas
SCIERIE LAMBERT FORET SERVICES	8320	Vireux-Wallerand	Non-Seveso
AVI	8440	Vivier-au-Court	Non-Seveso
D2i	8440	Vivier-au-Court	Non-Seveso
FONTE ARDENNAISE FA1-Vivier au Court	8440	Vivier-au-Court	Non-Seveso
FONTE ARDENNAISE FA5-Vivier au Court	8440	Vivier-au-Court	Non-Seveso
GALVA 08	8440	Vivier-au-Court	Non-Seveso
GOCYK KUZMIR	8440	Vivier-au-Court	Non-Seveso
SODIFER	8440	Vivier-au-Court	Non-Seveso
AMI (ex-APM)	8400	Vouziers	Non-Seveso
CHAMPAGNE CEREALES-Vouziers Arrondisse	8400	Vouziers	Non-Seveso
FAYOLLE FRANCOIS- (ex JEANFERS ET M	8400	Vouziers	Non-Seveso
FONTE ARDENNAISE FA2-Vrigne aux Bois	8330	Vrigne-aux-Bois	Non-Seveso
FONTE ARDENNAISE FA3-Vrigne aux Bois	8330	Vrigne-aux-Bois	Non-Seveso
JARDINIER MASSARD	8330	Vrigne-aux-Bois	Non-Seveso
MARCEL France MECANO GALVA	8330	Vrigne-aux-Bois	Non-Seveso
PONCELET	8200	Wadelincourt	Non-Seveso
SIVU DE CHARLEVILLE WARCQ	8000	Warcq	Non-Seveso
ETIENNE FRERES-Yoncq	8210	Yoncq	Non-Seveso
ARCAVI-Eteignieres-Compostage	8260	éteignières	Non-Seveso
ARCAVI-Eteignieres-CSDU	8260	éteignières	Non-Seveso

ANNEXE VIII

Liste des accidents industriels et agricoles constatés dans les Ardennes de 1969 à 2009.

La base de données ARIA, exploitée par le ministère de l'écologie et du développement durable, recense essentiellement les événements accidentels qui ont, ou qui auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publique, l'agriculture, la nature et l'environnement.

Pour l'essentiel, ces événements résultent de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, élevages,... classés au titre de la législation relative aux Installations Classées, ainsi que du transport de matières dangereuses. Le recensement et l'analyse de ces accidents et incidents, français ou étrangers sont organisés depuis 1992.

Ce recensement qui dépend largement des sources d'informations publiques et privées, n'est pas exhaustif. La liste des évènements accidentels présentés ci-après ne constitue qu'une sélection de cas illustratifs.

N°34669 - 05/06/2008 - FRANCE - 08 - NOUZONVILLE
C23.61 - Fabrication d'éléments en béton pour la construction
Un incendie se déclare vers 1 h dans une usine de fabrication de pierres de parement de 2 500 m². Selon la presse, l'origine du sinistre serait criminelle : 4 foyers ont été allumés à des endroits stratégiques. Les dommages sont énormes. Aucun blessé n'est à déplorer mais l'outil de production est touché et 10 employés sont en chômage technique. Les autorités effectuent une enquête pour déterminer les causes de l'accident.



N°34656 - 02/06/2008 - FRANCE - 08 - SEDAN
G46.66 - Commerce de gros d'autres machines et équipements de bureau
Un feu se déclare vers 13h30 dans une ancienne filature de 10 000 m² réhabilitée en plusieurs entrepôts. Les services de secours évacuent 160 élèves d'une école voisine et mettent en oeuvre 5 lances à débit variable pour circonscrire l'incendie. Le bilan de l'accident fait état d'un pompier légèrement blessé par l'explosion d'une bouteille de gaz et d'une personne incommodée par les fumées ; 1 500 m² du bâtiment sont détruits. Selon la presse, de l'essence aurait été inflammée accidentellement par une cigarette lors du remplissage d'une motocyclette. Le propriétaire du véhicule a vainement essayé d'éteindre le feu, mais la propagation a été quasiment instantanée.

N°34668 - 01/06/2008 - FRANCE - 08 - GLAIRE
C22.23 - Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction
dans une usine de production de revêtement de sol plastique, un feu se déclare vers 10h30 sur le four de l'une des 2 lignes de production, au cours d'une opération de maintenance. La machine d'une trentaine de mètres de long émet un fort dégagement de fumée. L'équipe de sécurité de l'usine intervient et évacue le personnel. Des moyens importants sont déployés, le feu est rapidement maîtrisé, puis éteint à 13h20. Le bâtiment n'est pas atteint ; seule, la chaîne de fabrication est endommagée. L'importance exacte du dommage subi restant à déterminer, il est impossible de prévoir la durée d'immobilisation de la chaîne ; 67 employés sont en chômage technique.

N°34061 - 07/01/2008 - FRANCE - 08 - REVIN
C24.51 - Fonderie de fonte
Un feu d'huile se déclare vers 13h30 dans une fonderie de fonte à la suite de la rupture de flexibles hydrauliques et de l'écoulement de l'huile sur des baignoires à 950 °C en cours de moulage. Les pompiers éteignent l'incendie en 1 h avec une lance à mousse. Aucun blessé n'est à déplorer. La production est interrompue une semaine le temps de remettre en état les installations. La brigade de gendarmerie s'est rendue sur les lieux.

N°33955 - 05/12/2007 - FRANCE - 08 - HARAUCOURT
C33.20 - Installation de machines et d'équipements industriels
Un feu se déclare vers minuit dans une entreprise de travail des métaux de 150 m². Les pompiers éteignent l'incendie avec 4 lances à débit variable dont 1 sur échelle. Trois employés sont en chômage technique pour une durée indéterminée. Le maire et la gendarmerie se sont rendus sur les lieux.

N°34171 - 29/11/2007 - FRANCE - 08 - BOURG-FIDELE
C24.43 - Métallurgie du plomb, du zinc ou de l'étain
Un incendie se produit au niveau de l'un des 2 fours de fusion d'une entreprise spécialisée dans la seconde transformation du plomb. L'établissement est mis en sécurité. Aucun blessé n'est à déplorer, mais les dégâts matériels notamment brûleur et alimentation électrique nécessiteront plusieurs semaines avant le redémarrage des activités ; une partie du personnel est en chômage technique. Selon l'exploitant, une réaction exothermique due à la présence de matières incompatibles avec le plomb lors de l'enfournement des matières premières, malgré l'analyse initiale au spectromètre de masse, pourrait être à l'origine de l'accident. La présence d'humidité ou de corps creux est également évoquée. Un échantillon de la matière ayant provoqué le sinistre est analysé par un laboratoire extérieur.

N°33874 - 07/11/2007 - FRANCE - 08 - LE CHATELET-SUR-RETOURNE
C16.24 - Fabrication d'emballages en bois
Un incendie se déclare vers 19 h dans une usine de fabrication demballages en bois. Les pompiers éteignent lincendie avec 6 lances à débit variable. Aucun blessé nest à déplorer et aucun chômage technique nest envisagé. La gendarmerie effectue une enquête pour déterminer les causes du sinistre.

N°33252 - 04/07/2007 - FRANCE - 08 - PAUVRES
A01.11 - Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses
Un feu se déclare vers 14h30 dans un filtre à poussières et un tamiseur à 15 m de hauteur dans la tour de travail d'un silo de luzerne. L'extinction automatique du filtre se déclenche. Les secours redoutant la propagation du sinistre aux cellules et des explosions évacuent l'ensemble du personnel. Les pompiers éteignent l'incendie avec 3 lances à débit variable dont 1 sur échelle et contrôlent l'absence de propagation du feu par les goulottes ; leur intervention a été compliquée en raison des accès difficiles. Aucun chômage technique n'est prévu mais les installations sont arrêtées pour une durée indéterminée.



N°33224 - 02/07/2007 - FRANCE - 08 - ALLAND'HUY-ET-SAUSSEUIL
ZZZ.ZZ - Origine inconnue
Un déversement d'engrais liquide pollue le SAULCES. Les gendarmes retrouvent 2 fûts vides qui ont été déversés intentionnellement dans le ruisseau. La faune aquatique est atteinte (poissons morts).

N°32929 - 25/04/2007 - FRANCE - 08 - SEDAN
C28.91 - Fabrication de machines pour la métallurgie
Un feu se déclare vers 13 h dans une fonderie de fonte à la suite d'un débordement de crasse durant une coulée sous pression centrifuge. L'incendie se propage dans les gaines techniques, électriques et hydrauliques ainsi que dans le conduit d'extraction d'air de la centrifugeuse. Le personnel circonscrit le sinistre avec 18 extincteurs avant l'arrivée des secours publics ; le feu est définitivement éteint vers 15 h. La production est interrompue durant 5 jours et 40 employés sont en inactivité en application des accords RTT. Selon l'exploitant, le débordement s'est produit lors du remplissage d'un moule sans la surveillance habituelle en raison de l'absence d'un opérateur.

N°32582 - 28/11/2006 - FRANCE - 08 - CHALLERANGE
C10.51 - Exploitation de laiteries et fabrication de fromage
Dans une laiterie, vers 18h30, sans avoir préalablement vérifié l'étiquetage du conteneur, un opérateur de production déverse 60 l d'eau de javel (12% Chlore libre) dans la trémie tampon « acide » de l'installation de nettoyage en place. Celle-ci contenant 60 l d'acide nitrique à 53 %, le mélange provoque un dégagement de chlore gazeux dans les lieux et les étages. Les 10 employés présents sont évacués et examinés par le médecin ; 3 personnes font l'objet d'examens complémentaires, 2 passent par précaution la nuit à l'hôpital et sortent le lendemain. Une personne présentant un antécédent asthmatique fait l'objet d'un arrêt de travail de 3 jours. Les pompiers vident le mélange dans un conteneur et ventilent le chlore résiduel dans les étages. Aucune conséquence sur l'environnement ou sur la santé des personnes n'est spécifiée. Cet incident serait dû à une double erreur humaine : une erreur lors de la livraison des produits puis le manque d'attention de l'opérateur.

N°32401 - 23/10/2006 - FRANCE - 08 - CHOOZ
D35.11 - Production d'électricité
Vers 10h50, un feu de poussières suivi d'un dégagement de fumées blanches se déclare sur la grille d'un conduit de VMC dans un local de réfrigération en zone non nucléaire de la tranche 2 d'une centrale de production électrique. Les pompiers inspectent les gaines de ventilation avec une caméra thermique. Aucun point chaud n'est détecté. Néanmoins des rondes sont réalisées jusqu'en début d'après-midi.

N°32334 - 08/10/2006 - FRANCE - 08 - LE CHATELET-SUR-RETOURNE
A01.50 - Culture et élevage associés
Un feu se déclare vers 8h40 dans un hangar agricole de 2 000 m² ; l'incendie embrase le local contenant 500 t de fourrage et du matériel agricole. Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide de 6 lances.

N°32583 - 29/09/2006 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
C10.72 - Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation
Un déversement de 20 l de glucose se produit dans une biscuiterie à la suite d'une surpression au niveau du raccord d'une tuyauterie lors du dépotage d'un camion.

N°32025 - 27/07/2006 - FRANCE - 08 - NC
D35.11 - Production d'électricité
Suite à une erreur humaine, 24 kg de phosphates provenant d'une centrale nucléaire se déversent dans la MEUSE. Selon les pompiers, il n'y a pas eu de conséquences environnementales. Les autorités belges et néerlandaises ont été informées de l'incident.

N°31978 - 03/06/2006 - FRANCE - 08 - GESPUNSART
C25.50 - Forge, emboutissage, estampage ; métallurgie des poudres
Dans une une usine de travail des métaux, 400 l d'huile soluble se déversent dans le réseau d'évacuation des eaux à la suite du débordement du réservoir de lubrification d'une machine en cours de remplissage. Le samedi à midi, l'opérateur a ouvert la vanne permettant de remplir le réservoir, puis est parti en oubliant de la refermer. La gendarmerie effectue une enquête. L'exploitant met en place une pompe anti-refoulement sur l'installation.

N°31881 - 15/05/2006 - FRANCE - 08 - VIVIER-AU-COURT
C24.51 - Fonderie de fonte
Dans une fonderie de fonte utilisant 2 cubilots en alternance 1 jour sur 2, une explosion se produit à 18h30 lors du défournement, par les trappes situées en partie inférieure du four, des produits de fin de fusion dans une benne. Du coke, de la fonte et du laitier sont projetés dans le bâtiment et 30 m² de toiture sont détruits. Les secours publics sont alertés et le personnel de l'entreprise est évacué. Posté à 10 m du cubilot avec une lance à eau à fort débit pour arrosé ces produits en cas de départ de feu, un employé est brûlé au visage et aux bras et hospitalisé durant 4 jours ; un second salarié en état de choc est soigné par les pompiers. Selon l'exploitant, une réaction eau/métal en fusion serait à l'origine de l'accident. En effet, le ciment réfractaire recouvrant la benne de récupération avait été mis en place le matin même et la durée de séchage aurait été insuffisante. Le coût des dommages matériels est estimé à 10 000 euros. Plusieurs mesures techniques et organisationnelles sont prises pour limiter le risque de renouvellement d'un tel accident : acquisition de 3 bennes afin d'assurer un meilleur roulement et un temps de séchage suffisant du ciment réfractaire (36 h), stockage de ces capacités à l'abri de l'eau, séchage de la benne destinée au défournement du jour avec un brûleur à gaz, mise en place d'une alarme sonore destinée à prévenir le personnel pendant la durée de l'opération, actualisation de la liste des équipements de protection individuelle (par métier ou poste de travail), matérialisation d'une zone de protection et désignation d'un responsable de défournement, révision de la procédure.

N°31610 - 03/04/2006 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
C28.92 - Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction
Un feu se déclare vers 16 h dans une cabine de peinture de 30 m de long d'une usine de fabrication de matériels de travaux publics de 6 000 m². L'incendie se propage sur 100 m² de la toiture du bâtiment. Les employés sont évacués et les pompiers maîtrisent le sinistre avec 3 lances à débit variable. Le personnel pourrait être en chômage technique. Aucun impact sur l'environnement n'est signalé.

N°31447 - 14/02/2006 - FRANCE - 08 - MONTHERME
C28.22 - Fabrication de matériel de levage et de manutention
Un feu se déclare vers 10h30 sur un transformateur dans une usine de fabrication d'équipements de levage et de manutention. Les pompiers éteignent l'incendie avec 2 extincteurs à poudre. 46 employés sont en chômage technique durant une journée. Selon l'exploitant, une cosse mal resserrée sur le tableau de connexion électrique à la suite d'une intervention des services de l'électricité est à l'origine du sinistre.

N°30104 - 24/06/2005 - FRANCE - 08 - DONCHERY
YYY.YY - Activité indéterminée
Vers 21h3 et après son réarmement, une fuite de pyralène a lieu sur un transformateur de 40 KV dans une entreprise. Les secours découvrent que le transformateur est fendu en partie basse, le pyralène s'écoulant régulièrement dans le bac de rétention (environ 600 l écoulés). Un endiguement à l'aide de terre est mis en place. Une 2ème ronde met en évidence une autre fuite : la levée de terre est rehaussée, une entreprise spécialisée est contactée pour nettoyer la zone. Trois employés ayant inhalé du produit sont hospitalisés pour examen. Un fin filet de produit s'écoule toujours du transformateur le lendemain matin. En milieu de matinée, le personnel est autorisé à regagner les postes de travail.

N°30052 - 16/06/2005 - FRANCE - 08 - AUBRIVES
C24.52 - Fonderie d'acier
Une explosion d'un four électrique à induction se produit vers 16 h dans une fonderie d'acier. La projection de métal en fusion provoque l'incendie de la toiture du bâtiment. Un employé gravement brûlé au thorax, aux bras et au visage est conduit à l'hôpital ; 2 salariés plus légèrement brûlés sont soignés sur place par le médecin des secours. L'alimentation électrique du four est coupée et les pompiers maîtrisent le sinistre avec de la poudre. Une surveillance des lieux est mise en place.

N°29808 - 10/05/2005 - FRANCE - 08 - BAZEILLES
C16.21 - Fabrication de placage et de panneaux de bois
Une explosion suivie d'un départ de feu se produit dans la chaufferie d'une usine de fabrication de panneaux de bois soumise à autorisation. Durant les heures qui ont précédé l'explosion, la presse accouplée à la chaufferie a déjà connu plusieurs arrêts / redémarrages. Peu avant 17 h, l'opérateur en salle de commande de la chaufferie n° 2 constate un arrêt automatique de l'ensemble de l'installation suivi par un dégagement de " fumée/vapeur blanche " au niveau des pompes d'huile caloporteur. Il avertit immédiatement par téléphone le responsable de secteur. Quelques secondes plus tard, l'explosion et le départ de feu se produisent dans le secteur des cuves de purge d'huile, connexes au circuit primaire de la chaufferie. La chaufferie n° 2 est évacuée. Le système d'extinction automatique par pulvérisation de mousse maîtrise l'incendie. Les pompiers du site, aidés par les secours externes 15 min plus tard, éteignent les foyers secondaires et mettent en place un périmètre de sécurité de 300 m autour du bâtiment, dont certains bardages menacent de s'effondrer. Afin d'éviter une pollution par les eaux d'extinction d'incendie, l'exploitant isole le bassin de collecte des eaux pluviales du cours d'eau dans lequel il se déverse. L'opérateur présent dans la salle de contrôle de la chaufferie, choqué, est hospitalisé. Des bardages de tôles sont arrachés lors de l'explosion, 2 armoires électriques et des installations connexes aux cuves de purge sont endommagées par les flammes. Si l'ossature principale du bâtiment n'est pas atteinte, l'exploitant craint toutefois que l'explosion n'ait fragilisé les fixations du bardage. L'inspecteur des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de réactualiser le POI de l'établissement. Dix jours avant l'accident, un départ de feu s'était déjà produit sur une presse de cette usine (n° ARIA 29729). Selon l'expertise, la présence d'eau dans le circuit primaire de la chaudière a provoqué une dégradation des caractéristiques physico-chimiques du fluide caloporteur. Un débordement intempestif de cette huile chaude dans les cuves de purge a provoqué un phénomène de moussage au contact de l'eau présente dans ces capacités entraînant une surpression dans l'une des cuves et l'ouverture de son disque de rupture ; le nuage ainsi vaporisé a explosé au contact d'une surface chaude.

N°29828 - 10/05/2005 - FRANCE - 08 - REVIN
D35.22 - Distribution de combustibles gazeux par conduites
Peu avant 10h, lors des travaux de construction d'un collège, un engin de terrassement arrache une canalisation (réseau = 16 bar ; diamètre = 100 mm) provoquant ainsi une fuite de gaz. Un périmètre de 300 m est mis en place, 30 personnes sont évacuées vers la cafétéria de la piscine. Environ 1200 foyers sont privés de gaz et les 700 employés de 2 entreprises voisines qui ne sont plus alimentées normalement sont en chômage technique ; l'une d'elle fabriquant des sanitaires perd une partie de sa production. Compte tenu des conditions météorologiques défavorables (plafond de nuage bas), les odeurs de gaz sont ressenties aux alentours malgré le rideau d'eau installé par les pompiers à l'aide de 3 lances 'queue de paon'. Les services du gaz font appel à des équipes spécialisées pour dégager la conduite 200 m en amont et installer une vanne permettant de couper l'alimentation du tronçon. La fuite est ainsi neutralisée vers 14h30. Les pompiers réalisent des mesures d'explosivité qui ne révèlent pas d'anomalie et les riverains sont autorisés à regagner leur domicile vers 16h. Pendant les travaux lourds de réparation qui se prolongent dans la nuit, 4 600 foyers seront privés de gaz. Une centaine d'agents des services du gaz est mobilisée pour la remise en pression du réseau et la réalimentation des abonnés.

N°29801 - 09/05/2005 - FRANCE - 08 - MOUZON
C13.93 - Fabrication de tapis et moquettes
Dans une usine de fabrication de tapis et de moquettes, un feu se déclare au niveau de condensateurs d'un transformateur 5 000 V / 380 V. Le sinistre est maîtrisé avec un extincteur à poudre. 32 ouvriers sont évacués et la moitié de l'établissement est privée d'électricité. Aucun chômage technique n'est envisagé, mais le nombre d'heures nécessaires à la remise en état des lieux entraîne une perte d'exploitation.

N°29729 - 29/04/2005 - FRANCE - 08 - BAZEILLES
C16.21 - Fabrication de placage et de panneaux de bois
Dans une usine de fabrication de panneaux de bois, un feu se déclare vers 2 h sur le haut d'une presse. Alertés par la détection incendie de l'installation, le chef d'équipe et les pompiers du site maîtrisent le sinistre en activant le système d'extinction par déluge de la presse. Les foyers résiduels sont éteints à l'aide d'un RIA avant l'arrivée des secours publics. Les dommages matériels limités aux câbles électriques sont estimés à 5 000 euros et les pertes de production à 36 000 euros. Selon l'exploitant, des fibres de bois et de l'huile de graissage se sont accumulées dans un bac collecteur où le mélange combustible a séché et s'est enflammé ; les aspirations d'air ont ensuite attisé le feu. A la suite du sinistre, l'exploitant augmente la fréquence de nettoyage de l'installation et modifie les bacs collecteurs pour en faciliter la vidange.

N°29620 - 10/04/2005 - FRANCE - 08 - CHOOZ
D35.11 - Production d'électricité
Un feu d'origine électrique se déclare sur un onduleur dans le local d'accueil hors zone contrôlée d'une centrale nucléaire. Les employés maîtrisent le sinistre avec 2 extincteurs à poudre.

N°29479 - 21/03/2005 - FRANCE - 08 - NOVY-CHEVRIERES
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie dans 2 bâtiments agricoles de 800 et 700 m² se propage à une maison. Les pompiers évacuent 200 bovins et protègent une cuve de fuel de 500 l et un stock de produits phytosanitaires ; ils éprouvent des difficultés d'approvisionnement en eau. 1 bête meurt lors du sinistre.

N°29330 - 03/03/2005 - FRANCE - 08 - POURU-SAINT-REMY
A01.47 - Élevage de volailles
Un incendie détruit un poulailler isolé de 800 m² ; 10 000 poulets sont tués.

N°29205 - 17/02/2005 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
M73.11 - Activités des agences de publicité
A la suite du remplissage d'une cuve dans une imprimerie, 1 000 l de fioul sont déversés sur le sol. Véhiculée par les égouts, une partie des hydrocarbures rejoint un ru qui alimente la MEUSE. Les pompiers mettent en place un barrage absorbant sur le ru.

N°30280 - 22/12/2004 - FRANCE - 08 - SAULT-LES-RETHEL
C17.12 - Fabrication de papier et de carton
Un feu se déclare dans la sécherie d'une papeterie. La combustion des toiles synthétiques cause un important dégagement de fumées. Les secours du site circonscrivent le sinistre à l'aide des moyens de l'atelier et demandent le renfort des pompiers externes ; l'incendie est totalement éteint au bout d'1 h. Les eaux d'extinction sont canalisées dans le circuit du process. L'atelier est arrêté 10 h, le temps du nettoyage complet de la sécherie et du remplacement de 3 toiles de sécherie fondues. Un roulement de rouleau 'madeleine', servant de support aux toiles de sécherie, se serait bloqué et échauffé, provoquant alors un départ de feu.

N°28551 - 06/11/2004 - FRANCE - 08 - RETHEL
YYY.YY - Activité indéterminée
Dans une entreprise de plomberie, un incendie embrase un bâtiment de 350 m² abritant 8 véhicules légers et des bouteilles de gaz. Des autocars sont évacués dans l'établissement contigu. Les flammes menaçant de se propager à 2 habitations, 6 riverains sont évacués.

N°28491 - 03/11/2004 - FRANCE - 08 - LUCQUY
H49.20 - Transports ferroviaires de fret
Un feu se déclare à 23h30 dans un hangar de 500 m² dans une partie occupée par une société de transport ferroviaire. Arrivés sur les lieux à minuit, les 18 pompiers mobilisés doivent toutefois attendre la coupure de l'électricité par l'exploitant avant de pouvoir intervenir. Le retard pris permet aux flammes de se propager, par l'intermédiaire de la toiture et d'une cloison mitoyenne en bois, à une partie attenante où une coopérative agricole abrite 20 t de soja en sacs et en vrac, des sacs de semences, des palettes de quincaillerie, 2 t d'engrais solides et 2 sacs de 600 kg d'ammonitrates rapidement évacués par leur propriétaire. Les secours maîtrisent le sinistre à 3h30, mais l'extinction se poursuit jusqu'à l'aube au fur et à mesure du déblai. L'accident rend inutilisable le bâtiment et si aucun produit n'a été brûlé, l'eau a endommagé les engrais solides et des sacs de semence. A leur arrivée et avant de disposer d'informations sur les produits stockés, les secours ont préventivement obturé les égouts et levé des digues de terre pour confiner les eaux d'extinction.

N°28492 - 03/11/2004 - FRANCE - 08 - HARAUCOURT
YYY.YY - Activité indéterminée
Un incendie se déclare sur un tracteur et des balles de fourrage dans un bâtiment de 250 m² avant de s'étendre à sa toiture. Les 20 pompiers mobilisés s'alimentent dans une rivière et évitent la propagation des flammes à une caravane et à des bouteilles de gaz.

N°28211 - 07/10/2004 - FRANCE - 08 - SAINT-GERMAINMONT
G46.31 - Commerce de gros de fruits et légumes
Un feu se déclare dans un séchoir contenant 15 t de chicorées. Le sinistre est maîtrisé grâce à l'extinction automatique et l'interventions des secours internes et externes. Vingt personnes sont en chômage technique 1/2 journée.

N°28215 - 06/10/2004 - FRANCE - 08 - LA HORGNE
C16.23 - Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries
Un incendie détruit les ateliers et les bureaux d'une menuiserie de 450 m².

N°28187 - 05/10/2004 - FRANCE - 08 - LES PETITES-ARMOISES
A01.61 - Activités de soutien aux cultures
Un incendie détruit 500 m² d'un hangar de 2 500 m² contenant du fourrage et divers matériels agricoles dont une moissonneuse batteuse. Le matériel non endommagé est évacué.

N°28088 - 01/09/2004 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
F43.32 - Travaux de menuiserie
Dans un atelier de menuiserie PVC, un feu se déclare dans une cabine de peinture contenant 400 l de peinture et 100 l de dissolvants. L'incendie détruit la partie stockage et les ateliers de production, mais les pompiers évitent la propagation du sinistre aux locaux administratifs. Trente employés sont en chômage technique.

N°27935 - 29/08/2004 - FRANCE - 08 - DONCHERY
G46.73 - Commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d'appareils sanitaires
Dans un hangar de 3 000 m², un incendie se déclare sur un poids-lourd de palettes en bois et se propage à un atelier de 300 m². Les pompiers évitent l'extension du sinistre à une quinzaine de bouteilles de gaz au moyen d'une lance à mousse.

N°27542 - 10/07/2004 - FRANCE - 08 - LA MONCELLE
000.0 - Particuliers
La GIVONNE est polluée par 1 000 l de fuel à la suite d'une fuite sur une cuve enterrée de 5 000 l. Les pompiers mettent en place un barrage flottant et des boudins absorbants. Le propriétaire pompe le produit restant dans la cuve et prend en charge le coût de la dépollution de la rivière (achat d'absorbants, destruction du polluant récupéré).

N°27560 - 06/07/2004 - FRANCE - 08 - TOURNES
H49.3 - Autres transports terrestres de voyageurs
A la suite d'un accident de la circulation, un camion citerne transportant 6 000 l de gasoil et 200 l de super carburant se renverse sur la chaussée. La citerne est dépotée et la circulation coupée sur la RN43.

N°27491 - 01/07/2004 - FRANCE - 08 - LA FRANCHEVILLE
G46.61 - Commerce de gros de matériel agricole
Un feu se déclare à 12h30 dans la partie administrative d'un commerce de matériel agricole fermé au public. L'établissement n'ouvre que le lendemain matin après nettoyage des locaux.

N°27331 - 16/06/2004 - FRANCE - 08 - TANNAY
A01.50 - Culture et élevage associés
Un feu détruit un bâtiment agricole de 400 m² abritant 600 balles de foin (180 t).

N°27349 - 13/06/2004 - FRANCE - 08 - DONCHERY
G46.13 - Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction
Dans une usine de fabrication de palettes en bois, un feu se déclare sur un camion garé à proximité d'un dépôt de palettes de 800 m³. Les 2 employés sont en chômage technique 2 jours.

N°27299 - 10/06/2004 - FRANCE - 08 - MONTHERME
G47.11 - Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire
Un violent orage provoque la chute de 150 m² de plafond d'un supermarché ; 15 employés sont en chômage technique pour une durée indéterminée.

N°27170 - 27/05/2004 - FRANCE - 08 - GESPUNSART
C25.50 - Forge, emboutissage, estampage ; métallurgie des poudres
Un feu de gaine de ventilation se déclare vers 8 h dans une usine de travail des métaux. Treize employés sont en chômage technique durant la journée. La gendarmerie s'est rendue sur les lieux.

N°27154 - 24/05/2004 - FRANCE - 08 - REVIN
C23.42 - Fabrication d'appareils sanitaires en céramique
Un feu se déclare sur 2 cuves d'un compresseur de 100 l dans une usine de fabrication d'appareils sanitaires en céramique. L'usine reste fermée l'après-midi pour la remise en état de l'installation.

N°27155 - 24/05/2004 - FRANCE - 08 - NOUZONVILLE
C31.09 - Fabrication d'autres meubles
Vers 2 h, un incendie détruit 400 m² d'un atelier de menuiserie d'une usine de fabrication de meubles. Les services techniques coupent l'électricité sur le site. Trois employés sont en chômage technique.

N°26793 - 27/03/2004 - FRANCE - 08 - FLOING
YYY.YY - Activité indéterminée
Un feu se déclare dans un entrepôt de 150 m² contenant du polystyrène.

N°26139 - 04/01/2004 - FRANCE - 08 - DONCHERY
H52.29 - Autres services auxiliaires des transports
Un incendie embrase 5 000 des 30 000 palettes stocké sur un parc dans une usine de fret.

N°25849 - 12/09/2003 - FRANCE - 08 - SIGNY-LE-PETIT
C16.29 - Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie
Dans la soirée, le flexible d'une pompe éclate dans une usine fabriquant des accessoires pour sanitaires. Une solution d'eau et d'huile minérale hydrosoluble ('eau blanche') se déverse par les égouts dans l'étang situé en contrebas, puis dans 'LA PETITE EAU'. La solution n'est pas toxique mais diminue le taux d'oxygène du milieu naturel entraînant la mort par asphyxie des poissons de l'étang et des truites sauvages du ruisseau. Le jour suivant, les pompiers installent un barrage pour empêcher l'eau polluée de s'échapper de l'étang et détournent le cours du ruisseau. Selon le directeur de l'usine, un bassin de rétention devrait être mis en place.

N°25534 - 10/09/2003 - FRANCE - 08 - CAUROY
A01.50 - Culture et élevage associés
Plusieurs vaches périssent carbonisées dans l'incendie de 3 hangars agricoles de 800 m² abritant 300 t de paille et divers matériels agricoles.

N°25434 - 29/08/2003 - FRANCE - 08 - RETHEL
H49.41 - Transports routiers de fret
Un incendie se déclare dans un bâtiment de maintenance dans une entreprise de transport routier.

N°25483 - 04/08/2003 - FRANCE - 08 - SAULCES-CHAMPENOISES
G46.21 - Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail
Un feu se déclare dans une coopérative agricole impliquant un silo de luzerne et de pulpe de betteraves. Les dommages restent matériels, la partie supérieure d'un élévateur, la trémie, le tapis de convoyage et l'ensemble des filtres de dépoussiérage sont atteints. L'Inspection des Installations Classées constate les faits et demande à l'exploitant d'améliorer les mesures préventives (détecteurs d'étincelles) et protectives (extinction automatique dans les centrales d'aspiration ; amélioration de l'accessibilité au site ; renforcement des consignes d'intervention pour les intervenants internes ou externes).

N°24836 - 14/06/2003 - FRANCE - 08 - MOUZON
C13.95 - Fabrication de non-tissés, sauf habillement
Un incendie se déclare sur 5 fûts de produits à base de cire et de solvants dans une usine de fabrication de textiles non tissés. Les pompiers attaquent le feu à l'aide de 2 lances à mousse. Deux ouvriers sont gravement brûlés.

N°24650 - 21/05/2003 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
G47.11 - Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire
Un feu se déclare dans un supermarché de 2 800 m². Il se propage à la galerie marchande, touchant un magasin de vidéo et un de chaussures. Le centre commercial est évacué avant l'arrivée de 41 pompiers. Un acte criminel serait à l'origine de l'incendie.

N°24681 - 27/03/2003 - FRANCE - 08 - VIVIER-AU-COURT
C24.51 - Fonderie de fonte
Dans une fonderie de fonte, lors du défournement du cubilot par ouverture d'une porte située à sa partie inférieure, une explosion se produit au moment où 1 500 kg de scories et autres impuretés restant en fin de fusion tombent dans une benne. Une partie de la toiture du bâtiment est soufflée. Selon l'exploitant, la présence d'oxyde de carbone formé dans le cubilot serait à l'origine de l'explosion, la présence d'eau dans la benne ayant été écartée. En effet l'arrêt du ventilateur d'extraction du système de dépoussiérage en fin de coulée permet la formation d'oxyde de carbone par manque d'oxygène dans le cubilot. Lors du défournement, la concentration en oxyde de carbone en mélange avec l'oxygène de l'air peut se trouver dans les limites d'explosibilité et exploser au contact de la fonte en fusion. L'exploitant modifie la procédure de fin de fusion pour laisser fonctionner l'aspiration jusqu'au défournement du cubilot évitant la formation d'oxyde de carbone. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'interroger le fabricant de cubilot sur l'analyse de cet accident et sur la validité de la procédure de défournement.

N°24283 - 20/03/2003 - FRANCE - 08 - ECORDAL
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie se déclare dans 3 bâtiments agricoles de 1 200 m². Cinquante bêtes sont évacuées.

N°24792 - 20/02/2003 - FRANCE - 08 - NOYERS-PONT-MAUGIS
ZZZ.ZZ - Origine inconnue
A la suite d'un déversement accidentel, des hydrocarbures polluent la MEUSE. Une nappe importante est observée aux alentours de SEDAN. Les pompiers n'installent pas de barrage flottant en raison d'un fort courant.

N°23942 - 22/01/2003 - FRANCE - 08 - DOUZY
H49.41 - Transports routiers de fret
Un camion transportant 32 000 l d'hydrocarbures se renverse sur la chaussée. 10 l d'essence (super 98) se déversent sur la chaussée.

N°24235 - 08/01/2003 - FRANCE - 08 - GIVET
C24.44 - Métallurgie du cuivre
Dans une fonderie possédant 5 tours aéroréfrigérantes, des analyses effectuées le 19 mars 2002 à la suite d'un courrier de la préfecture révèlent la présence de légionelles sur 2 des 5 tours (respectivement 200 000 et 1 000 UFC/l). Un dépassement du seuil de 1 000 UFC/l implique que l'exploitant mette en oeuvre un traitement visant à éliminer ces bactéries, puis une nouvelle analyse pour vérifier l'efficacité du traitement effectué. Un dépassement du seuil de 100 000 UFC/l entraîne l'arrêt immédiat de l'installation, une vidange complète du circuit, puis une désinfection de l'installation. Une nouvelle analyse est ensuite prévue. Ces 2 étapes sont répétées tant que la concentration en légionelles n'est pas inférieure à 1 000 UFC/l. L'inspection des installations classées envoie un courrier à l'exploitant lui rappelant les actions à engager et les services à contacter en cas de présence de légionelles. L'exploitant établit un rapport sur les actions engagées : arrêt, vidange et désinfection de la tour la plus contaminée, désinfection pour l'autre tour, puis nouvelles analyses sur les 5 tours. Celles-ci indiquent la contamination de 3 tours sur 5 (50 000 UFC/l au lieu de 200 000, 6 000 au lieu de 1 000 et 1 100 UFC/l pour une 3ème tour). De nouveaux traitements sont réalisés permettant pour la tour la plus contaminée de descendre à 1 375 UFC/l, mais pour la 2ème, la concentration remonte à 50 050 UFC/l. Après un nouveau traitement, les analyses du 14 novembre indiquent des taux de 450 et inférieur à50 UFC/l. Le 8 janvier 2003, la DDASS informe la DRIRE qu'un employé de la fonderie a été hospitalisé après avoir contracté la légionellose. L'exploitant est contacté afin de prendre les dispositions nécessaires pour éviter la contamination d'autres personnes. Les analyses montrent de nouveau une forte concentration sur l'une des tours et son bac de refroidissement (respectivement 625 000 et 13 000 UFC/l). Le traitement concernant les dépassements de 100 000 UFC/l est appliqué. L'employé a probablement contracté la maladie en effectuant le nettoyage haute pression du bac de refroidissement sans protection respiratoire. Ces jours ne sont pas en danger. L'inspection des installations classées préconise la réalisation d'analyses tous les 15 jours. Si l'exploitant ne parvient pas à trouver une solution à ce problème récurrent, l'inspection proposera la suspension des tours aéroréfrigérantes.

N°23698 - 12/12/2002 - FRANCE - 08 - QUATRE-CHAMPS
H49.41 - Transports routiers de fret
Un camion d'acide sulfurique se renverse sur la route. Le camion est mis en sécurité et aucune fuite de produit n'est observée. La circulation est interrompue. Les moyens de dépotage sont dépêchés sur place.

N°23336 - 18/10/2002 - FRANCE - 08 - SAINT-AIGNAN
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie détruit un bâtiment agricole de 1 000 m² abritant 400 t de fourrage.

N°23202 - 03/10/2002 - FRANCE - 08 - CHEVEUGES
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie se déclare dans un bâtiment agricole de 2 000 m² abritant 300 t de fourrage et du matériel agricole divers.

N°23040 - 15/09/2002 - FRANCE - 08 - COUCY
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie se déclare dans un hangar agricole abritant 800 t de fourrage. Deux pompiers sont blessés durant leur intervention. D'importants moyens hydrauliques sont mobilisés afin de maîtriser le sinistre.

N°22424 - 09/05/2002 - FRANCE - 08 - DONCHERY
C33.20 - Installation de machines et d'équipements industriels
A la suite de fortes pluies, une coulée de boue atteint une usine de chaudronnerie.

N°22368 - 23/04/2002 - FRANCE - 08 - REVIN
YYY.YY - Activité indéterminée
Un incendie se déclare dans 2 garages à usage d'entrepôt chez un imprimeur abritant un 4 x 4, un stock de papier et du matériel d'imprimerie. Trois personnes sont en chômage technique.

N°22446 - 16/04/2002 - FRANCE - 08 - BOGNY-SUR-MEUSE
O84.22 - Défense
Une douzaine de démineurs de la sécurité civile enlève quelques 500 obus chimiques allemands datant de la guerre 14-18. Un périmètre de sécurité de 400 m de rayon est mis en place autour du gisement. Une cellule chimique est installée sur place.

N°22109 - 28/03/2002 - FRANCE - 08 - LA FRANCHEVILLE
C16.10 - Sciage et rabotage du bois
Un incendie qui se déclare dans le faux-plafond d'une scierie, provoque l'embrasement de 40 m² de palettes. Un pompier est légèrement blessé durant l'intervention.

N°21395 - 07/11/2001 - FRANCE - 08 - LOUVERGNY
M71.20 - Activités de contrôle et analyses techniques
Un véhicule type 4x4, contenant une source scellée de césium 137 provenant d'une entreprise spécialisée dans le contrôle des gazoducs ou oléoducs, se retourne seul dans une zone rurale. A l'arrivée des pompiers, le conteneur semble intact mais le chauffeur est blessé. Une entreprise spécialisée récupère le conteneur.

N°21384 - 04/11/2001 - FRANCE - 08 - COUCY
R93.29 - Autres activités récréatives et de loisirs
Une fuite de gaz se produit une citerne se trouvant à l'extérieur d'une salle des fêtes ; 100 personnes sont évacuées. Il s'agit probablement d'un acte de vandalisme.

N°21379 - 01/11/2001 - FRANCE - 08 - RETHEL
E36.00 - Captage, traitement et distribution d'eau
Durant 4 à 5 jours et par précaution, une commune est soumise à des restrictions dans la consommation d'eau potable à la suite d'un acte de vandalisme commis sur une station de pompage dont l'accès a été forcé. La police effectue un enquête. Les analyses réalisées sur les eaux ne révèleront aucune anomalie.

N°21348 - 28/10/2001 - FRANCE - 08 - VIEL-SAINT-REMY
A01.50 - Culture et élevage associés
Un feu de paille se déclare dans un hangar agricole de 1 000 m² ; 50 bovins sont évacués.

N°21185 - 20/09/2001 - FRANCE - 08 - FAGNON
A01.50 - Culture et élevage associés
Une fuite se produit sur une citerne en plein air contenant environ 18 000 l de solution azotée à 30%. Une CMIC colmate la fuite et le produit est transvasé dans une autre capacité.

N°21063 - 30/08/2001 - FRANCE - 08 - BOGNY-SUR-MEUSE
D35.22 - Distribution de combustibles gazeux par conduites
Une canalisation de gaz est perforée par un tractopelle. 16 pavillons (soit environ 25 personnes) sont évacués.

N°21062 - 29/08/2001 - FRANCE - 08 - MOUZON
ZZZ.ZZ - Origine inconnue
La MEUSE est polluée sur 300 m.

N°20798 - 28/06/2001 - FRANCE - 08 - BOURG-FIDELE
C24.45 - Métallurgie des autres métaux non ferreux
A la suite d'un orage, un rejet acide provenant du réseau d'eaux pluviales d'une installation d'affinage de plomb provoque une importante mortalité de truites dans la MUREE, en période d'étiage (pH 1,5 mesuré au point de rejet). Cette pollution est due à la contamination, constatée mais non réparée depuis une dizaine de jours, d'un 1er bassin de récupération des eaux pluviales par des rejets d'acide provenant d'une fuite sur le circuit de recyclage d'eaux de procédé ; un défaut d'étanchéité du chenal reliant ce bassin, au niveau de son dispositif de débordement, à un 2ème bassin de rétention d'eaux pluviales (2000 m³) a permis une infiltration rejoignant le canal de rejet des eaux de l'établissement dans la rivière. Les divers travaux d'étanchéification nécessaires sont imposés par l'inspection.

N°20463 - 04/06/2001 - FRANCE - 08 - LE CHATELET-SUR-RETOURNE
O84.22 - Défense
Un stock d'obus datant de la première guerre mondiale est déplacé depuis un village vers une base militaire. La zone de stockage, découverte en début d'année lors de fouilles, couvre 100 m² et les munitions, a priori non toxiques, sont en position debout. Le transfert des munitions nécessite la mise en place d'un périmètre de sécurité de 800 m autour du chantier, qui englobe le village, la nationale 51 et la ligne de chemin de fer entre Reims et Charleville-Mézières. Il sera maintenu durant la durée des travaux soit 8 j. Des merlons sont édifiés par l'armée. Les 566 habitants du village sont donc évacués pendant la durée des opérations. Les 52 démineurs répartis en 10 équipes travaillent sans discontinuer, avec rotation toutes les 2 h. Les obus extraits (fortement corrodés) sont conditionnés en palettes, transportées par wagonnets jusqu'aux 4 camions équipés pour ce type de transport . Le pourcentage élevé d'obus de petit calibre (77 et 105 mm), plus légers et faciles à porter que les autres (150 mm) permet d'accélérer le rythme des opérations et de les terminer plus tôt que prévu (10 j initialement programmés). Ce sont en fait 132 t d'engins qui sont mises au jour (au lieu des 170 t estimées avant l'opération). Le nombre d'obus transportés est de 8095. Au total, 300 intervenants publics ou assimilés ont participé à l'opération (gendarmerie, SAMU, croix-rouge, DDE, services municipaux, pompiers,...).

N°20424 - 26/05/2001 - FRANCE - 08 - REMILLY-AILLICOURT
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie se déclare dans 3 bâtiments agricoles contenant du fourrage et du matériel.

N°20710 - 24/05/2001 - FRANCE - 08 - VIVIER-AU-COURT
C24.51 - Fonderie de fonte
Dans une fonderie, un incendie se déclare dans le système de dépoussiérage et détruit les manches filtrantes. Une particule incandescente sortie de la cheminée de rejet du cubilot a probablement été aspirée. La remise en état de la partie cyclone du circuit sera effectuée sous huit jours et des analyses sur les rejets seront effectuées pour envisager un fonctionnement provisoire sans filtre à manches pendant quelques semaines.

N°20927 - 27/03/2001 - FRANCE - 08 - SEDAN
ZZZ.ZZ - Origine inconnue
Une pollution de la MEUSE d'origine et de nature indéterminées est visible pendant 1 h.

N°19767 - 02/02/2001 - FRANCE - 08 - JANDUN
YYY.YY - Activité indéterminée
Un incendie détruit un hangar de 450 m² contiguë à une maison d'habitation ; 20 000 l de vin sont détruits. Deux personnes sont évacuées et 4 autres sont en chômage technique.

N°19696 - 22/01/2001 - FRANCE - 08 - NOUZONVILLE
YYY.YY - Activité indéterminée
5 employés sont intoxiqués à la suite d'une mauvaise ventilation d'un four de chauffe pour l'aluminium.

N°19655 - 15/01/2001 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
Q86.10 - Activités hospitalières
Un incendie se déclare dans un régulateur de boîtier électronique situé au service des soins intensifs et de la cardiologie d'un hôpital. Les malades, gênés par la fumée, sont déplacés vers d'autres services. Un groupe électrogène de remplacement est mis en place.

N°19657 - 15/01/2001 - FRANCE - 08 - CHOOZ
D35.13 - Distribution d'électricité
Un feu se déclare dans la partie non nucléaire, à l'intérieur d'un local électrique d'une centrale nucléaire. Les pompiers interviennent pour maîtriser le sinistre.

N°19638 - 12/01/2001 - FRANCE - 08 - LAVAL-MORENCY
H49.3 - Autres transports terrestres de voyageurs
Un poids lourd transportant de l'hydroxyde de sodium se couche sur le bas côté d'une route départementale et se renverse dans le fossé. L'accident fait un blessé. 2 h plus tard, une citerne arrive sur place pour permettre le dépotage du camion. Les secours rencontrent par la suite des difficultés pour relever le poids lourd et 10 h seront nécessaires pour transvaser le produit dans une autre citerne.

N°19566 - 06/01/2001 - FRANCE - 08 - VIVIER-AU-COURT
A01.5 - Culture et élevage associés
A la suite de pluies importantes, 35 personnes sont évacuées et 170 bovins, 12 chevaux et 6 ovins sont évacués.

N°19567 - 06/01/2001 - FRANCE - 08 - VIVIER-AU-COURT
C24.51 - Fonderie de fonte
A la suite de fortes pluies, une usine est en pompage permanent au moyen de 4 pompes soit 230 m³/h.

N°19568 - 06/01/2001 - FRANCE - 08 - BOGNY-SUR-MEUSE
C25.99 - Fabrication d'autres produits métalliques n.c.a.
A la suite de fortes pluies, une entreprise de galvanisation est inondée ; 15 personnes sont en chômage technique.

N°19484 - 27/12/2000 - FRANCE - 08 - FLOING
O84.22 - Défense
Les démineurs désamorcent une bombe de 250 kg avant son évacuation.

N°19473 - 22/12/2000 - FRANCE - 08 - SEDAN
C10.71 - Fabrication de pain et de pâtisserie fraîche
Un incendie se déclare dans une boulangerie située au rez-de-chaussée d'un bâtiment de 3 étages. Les fumées intoxiquent 3 personnes au premier étage qui sont évacuées.

N°19374 - 06/12/2000 - FRANCE - 08 - CHOOZ
D35.13 - Distribution d'électricité
De la fumée se dégage d'un local de stockage dans le bâtiment de traitement des effluents d'une centrale nucléaire. Des fûts fermés, non détériorés et contenant des produits faiblement radioactifs, se trouvaient dans le local mais ne sont pas endommagés. Un pompier et le personnel du service sécurité du site entrent dans le local. Après contrôle, ces personnes ne présentent aucune contamination. L'origine de l'odeur ayant donné l'alerte (plastique brûlé) provenait d'un aérotherme.

N°19314 - 24/11/2000 - FRANCE - 08 - DEVILLE
C24.51 - Fonderie de fonte
Une explosion de fonte non suivie de feu se produit dans un four et fait 1 blessé grave et 2 blessés légers.

N°19161 - 05/11/2000 - FRANCE - 08 - RETHEL
C22.19 - Fabrication d'autres articles en caoutchouc
Un incendie détruit un bâtiment de 2 000 m² dans une usine fabriquant des joints d'étanchéité de voitures. Le feu s'est déclaré dans le hall des presses après redémarrage de l'usine arrêtée la veille. Alimenté par les huiles hydrauliques des réservoirs des presses et par les palettes et cartons d'emballage, il s'est rapidement propagé. Dix à vingt tonnes de caoutchouc se sont également consumées. La cause est probablement d'origine électrique. Une pollution des sols par les eaux de ruissellement est signalée. Du chômage technique est prévu pour environ 260 personnes. L'atelier sinistré ne redémarrera que sous certaines conditions : un dossier de régularisation complet sera déposé (demande d'autorisation). Une étude de sols est exigée, la mise en place de système de détection automatique et celle d'un bassin de confinement des eaux d'incendie seront prévues.

N°19004 - 24/10/2000 - FRANCE - 08 - NOUVION-SUR-MEUSE
D35.2 - Production et distribution de combustibles gazeux
A la suite de travaux avec une pelleteuse, une fuite de gaz se produit sur une canalisation de 4 bars. Un périmètre de sécurité est mis en place : une trentaine de maisons et un magasin, représentant environ 100 personnes, sont mis en sécurité. Les services techniques du gaz interviennent pour juguler la fuite.

N°18835 - 01/10/2000 - FRANCE - 08 - REVIN
YYY.YY - Activité indéterminée
Un incendie se déclare dans un magasin.

N°18778 - 21/09/2000 - FRANCE - 08 - TOURNES
H49.41 - Transports routiers de fret
Un poids lourd transportant 23 t de pétrole se couche en contrebas de la route. Les 3 trous d'homme présentent des fuites, qui sont finalement colmatées. Une déviation est mise en place. L'accident a fait 2 blessés. 5 h après l'accident, une société spécialisée procède au dépotage du camion à l'aide d'une pompe antidéflagrante. Cette opération dure 1 h 45. Le camion est ensuite relevé.

N°18675 - 13/09/2000 - FRANCE - 08 - JOIGNY-SUR-MEUSE
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie détruit 3 bâtiments dont l'un à usage domestique, un hangar à paille et le dernier abritant du matériel agricole. Lors des travaux de déblaiement, un mur s'effondre à la suite d'une fausse manoeuvre et 2 personnes sont ensevelies sous les décombres.

N°18712 - 13/09/2000 - FRANCE - 08 - CHOOZ
C24.46 - élaboration et transformation de matières nucléaires
Sur le site d'une centrale nucléaire, lors d'une intervention visant à dégager un tronc d'arbre sur la MEUSE, le camion-grue, équipé d'une nacelle, se couche et la nacelle tombe à l'eau. Le camion a été déséquilibré par un glissement du terrain. Le grutier est extrait de sa cabine par l'équipe de secours de la centrale. L'occupant de la nacelle, projeté dans la rivière, est repêché par les secours. Les 2 ouvriers souffrent de plaies et contusions diverses. Cet accident s'est produit sur la partie non nucléaire de la centrale.

N°18628 - 09/09/2000 - FRANCE - 08 - GRANDPRE
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie détruit 100 t de paille dans une étable.

N°18578 - 31/08/2000 - FRANCE - 08 - AUGE
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie détruit un bâtiment d'une exploitation agricole contenant 30 t de foin.

N°18427 - 06/08/2000 - FRANCE - 08 - HARAUCOURT
C24.5 - Fonderie
Un incendie détruit partiellement la toiture d'une fonderie.

N°18376 - 31/07/2000 - FRANCE - 08 - ECORDAL
C22.21 - Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques
Un incendie se déclare dans une usine de 200 m² contenant 50 t de bakélites et de colorants naturels. Il n'y a aucun danger de pollution.

N°18335 - 17/07/2000 - FRANCE - 08 - GIVET
C20.60 - Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques
A la suite d'un conflit social avec leur employeur pour cause de liquidation judiciaire, 153 salariés licenciés qui occupent la filature de viscose, déversent 5 000 l d'acide sulfurique et des colorants dans un ruisseau traversant l'usine et se déversant dans la MEUSE. Les pompiers parviennent à contenir la pollution avant qu'elle n'atteigne la MEUSE. Un protocole de fin de conflit est signé le 21 juillet. L'usine contient toujours, 3 j après la fin de son occupation, 46 t de sulfure de carbone, 50 000 l d'acide sulfurique et 90 t de soude concentrée. La mise en sécurité du site industriel commence par le traitement de la pollution du ruisseau, la protection des zones de lagunage et le transfert des produits dangereux. Les relevés effectués 2 semaines après le déversement montrent que le ruisseau et les zones de lagunage retrouvent progressivement une acidité conforme à la normale. Le site est surveillé en permanence par une société de gardiennage tandis que la gendarmerie et les pompiers maintiennent un dispositif renforcé de vigilance. Les pompiers, notamment, vérifient toutes les 4 heures la mise en sécurité des produits stockés. Ce déversement d'acide et de colorants n'aura eu qu'un faible impact écologique mais un fort impact médiatique. Ce dernier conduit une équipe de cinéates à tourner un téléfilm en 2004 sur ce sujet sur les lieux même du conflit.

N°18202 - 07/07/2000 - FRANCE - 08 - OMONT
H49.41 - Transports routiers de fret
Un camion transportant 2 cuves de 250 l d'oxygène liquide se couche sur le côté. On détecte une fuite sur une des bonbonnes. Les pompiers interviennent.

N°18178 - 06/07/2000 - FRANCE - 08 - GIVET
C20.60 - Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques
Dans une usine de production de fibres synthétiques en liquidation judiciaire, plusieurs feux de braseros allumés par des manifestants se propagent au faux plafond d'un bâtiment abritant des produits chimiques de type sulfure de carbone et dioxyde de soufre. Les pompiers interviennent avec des moyens importants et maîtrisent rapidement l'incendie. Seuls des dommages matériels sont à déplorer, aucune pollution notable de l'environnement n'a été observée.

N°17872 - 06/06/2000 - FRANCE - 08 - VIREUX-MOLHAIN
G46.21 - Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail
Un incendie se déclare dans un hangar de 3 600 m² abritant des matériaux type palettes, cuve de fuel, véhicules industriels, différents produits non répertoriés et des plastiques.

N°17824 - 30/05/2000 - FRANCE - 08 - SEDAN
C13.99 - Fabrication d'autres textiles n.c.a.
Un feu se déclare dans une lingerie.

N°17697 - 08/05/2000 - FRANCE - 08 - SEDAN
YYY.YY - Activité indéterminée
Un feu se déclare dans un entrepôt désaffecté.

N°17597 - 30/03/2000 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
C27.52 - Fabrication d'appareils ménagers non électriques
Dans une usine de fabrication d'appareils ménagers, des hydrocarbures polluent la MEUSE à la suite d'un problème technique survenu sur une pompe du circuit de chauffage de l'usine. Les pompiers installent un barrage flottant, pulvérisent des produits absorbants et pompent le polluant.

N°17600 - 23/03/2000 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
YYY.YY - Activité indéterminée
Du fuel d'origine inconnue pollue la MEUSE en surface, en sortie du réseau d'assainissement de la commune. Les pompiers posent un barrage et pompent le polluant. Un établissement industriel à l'origine d'une pollution identique 3 mois plus tôt est suspecté. Une enquête est effectuée.

N°17289 - 28/02/2000 - FRANCE - 08 - BOURG-FIDELE
C24.45 - Métallurgie des autres métaux non ferreux
Dans une usine d'affinage de plomb, une explosion se produit lors de la remise en service d'un four de fusion, alimenté en gaz propane, en arrêt depuis 1 mois. Sous l'effet du souffle, 2 ouvriers sont choqués ; l'un d'eux projeté au sol sera hospitalisé. La chambre de combustion et les conduits d'évacuation des gaz sont endommagés. Une défaillance d'un système de sécurité sur l'alimentation en gaz du four est suspectée : juste après leur allumage, les 2 brûleurs se sont éteints et la relance de l'allumage automatique a été inefficace. L'explosion est survenue lors de la procédure manuelle, après balayage à l'air de la chambre de combustion, 5 s après l'enclenchement de l'allumage.

N°17278 - 19/02/2000 - FRANCE - 08 - CHOOZ
C24.46 - élaboration et transformation de matières nucléaires
Dans une centrale nucléaire, l'alternateur associé à l'une des tranches, en cours de redémarrage, situé en zone non nucléaire, prend feu en début de nuit. Le feu est rapidement maîtrisé. La sûreté de l'installation nucléaire n'est pas menacée. Des vérifications techniques sont engagées. Les autorités belges sont averties par mesure de sécurité. Il n'y a pas eu de blessé.

N°17055 - 03/01/2000 - FRANCE - 08 - NOUZONVILLE
YYY.YY - Activité indéterminée
Un feu se déclare dans un bâtiment industriel désaffecté.

N°16936 - 17/12/1999 - FRANCE - 08 - VOUZIERS
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie détruit une étable et une grange abritant du matériel agricole et du fourrage.

N°16947 - 08/12/1999 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
G47.24 - Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé
Du fuel provenant d'une boulangerie se déverse dans la MEUSE à la suite de la défaillance de la conduite d'alimentation d'un groupe électrogène. Les pompiers posent un barrage.

N°16774 - 24/10/1999 - FRANCE - 08 - REVIN
ZZZ.ZZ - Origine inconnue
Des hydrocarbures et des matières organiques d'origine inconnue polluent la MEUSE. Les pompiers installent un barrage et la gendarmerie effectue des prélèvements.

N°16612 - 26/09/1999 - FRANCE - 08 - VIREUX-WALLERAND
ZZZ.ZZ - Origine inconnue
Des hydrocarbures d'origine indéterminée polluent la MEUSE face au bassin de plaisance. Les pompiers posent un barrage flottant et le Service de Navigation arrête la circulation fluviale durant 2 heures. La gendarmerie ouvre une enquête.

N°16200 - 01/09/1999 - FRANCE - 08 - JANDUN
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie se déclare dans un hangar agricole de 600 m².

N°16489 - 01/09/1999 - FRANCE - 08 - LUMES
H49.20 - Transports ferroviaires de fret
Un convoi de marchandises venant du Nord et se dirigeant vers Sedan est arrêté en gare de triage de Lumes à la suite d'une fuite de gaz toxique sur ses 3 wagons-citernes. Ces 3 citernes vides contiennent à l'état résiduel du diméthylamine et de l'acrylonitrile. Le plan d'alerte déclenché, le trafic ferroviaire est neutralisé. Les pompiers établissent un périmètre de sécurité de 400 m². La gendarmerie interdit à la circulation les routes avoisinantes et demande aux riverains de se confiner. Une CMIC effectue des mesures de l'air ambiant. Une mauvaise fermeture d'une vanne serait probablement à l'origine de cette fuite.

N°15916 - 23/07/1999 - FRANCE - 08 - WARCQ
YYY.YY - Activité indéterminée
Dans l'enceinte d'une entreprise, un incendie détruit un dépôt de palettes situé en plein air.

N°14208 - 10/10/1998 - FRANCE - 08 - NOVION-PORCIEN
G46.21 - Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail
Dans une coopérative agricole, un amas de grains de maïs humide en haut d'une colonne de séchage s'échauffe et provoque une élévation de température. Le dispositif de chauffage se déforme sous l'effet de la chaleur. Les pompiers vident l'équipement.

N°12757 - 08/04/1998 - FRANCE - 08 - POIX-TERRON
C10.71 - Fabrication de pain et de pâtisserie fraîche
Un incendie se déclare dans une boulangerie et se propage à la toiture d'un bâtiment ainsi qu'à deux habitations contiguës.

N°12371 - 28/01/1998 - FRANCE - 08 - REVIN
D35.13 - Distribution d'électricité
Un feu survient sur un transformateur à huile minérale sur un barrage hydroélectrique. Il n'y a aucun blessé et aucun dommage pour l'environnement. Une enquête est effectuée pour connaître les origines du sinistre.

N°11699 - 18/10/1997 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
G47.71 - Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Un incendie détruit un magasin de vêtements. Douze personnes sont mises en chômage technique.

N°11878 - 05/09/1997 - FRANCE - 08 - BOURG-FIDELE
C24.45 - Métallurgie des autres métaux non ferreux
Des bovins sont intoxiqués par du plomb provenant d'une usine retraitant des batteries. Les propriétaires des animaux demandent des analyses de sang. Celles-ci révèlent une forte concentration de plomb (0,86 µg/g pour une valeur normale de 0 à 0,25 µg/g : Concentration mortelle à partir de 1µg/g). Des prélèvements d'eau dans la MUREE et sur du foin donnent aussi des concentrations importantes en Pb. Les retombées de poussières mesurées au moyen de 4 jauges situées à proximité du site révèlent pour 3 jauges un taux de 20 mg de Pb/m² et la 4ème de 1 000 mg de Pb/m². Cette pollution depuis une dizaine d'années a des conséquences directes sur la santé animale et humaine. Une expertise et des travaux sont réalisés pour réduire les émissions de plomb.

N°11546 - 18/08/1997 - FRANCE - 08 - MONTHERME
C25.61 - Traitement et revêtement des métaux
Sur le site d'une usine de traitement de surface, une cuve cylindrique verticale en plastique de 20 m³ contenant 16 m³ d'acide chlorhydrique usé dilué à 30 %, installée dans sa cuvette de rétention de 25 m³, se déchire sur 1,5 m suivant une génératrice verticale ; 6 m³ d'acide gicle par-dessus le mur de la cuvette de rétention, le reste se déverse dans la cuvette. L'acide s'écoule en partie dans la SEMOY via le réseau des eaux pluviales. La rivière est placée sous surveillance. Une société privée répand un absorbant neutralisant sur la zone polluée et pompe le fond de cuve et la cuvette de rétention ; 7 riverains sont évacués.

N°10759 - 13/02/1997 - FRANCE - 08 - PARGNY-RESSON
A01.50 - Culture et élevage associés
Un incendie détruit un hangar dans une exploitation agricole.

N°10719 - 28/07/1996 - FRANCE - 08 - ASFELD
H50.40 - Transports fluviaux de fret
A la suite du pompage du ballast de sa péniche, un particulier provoque une pollution du canal des Ardennes par de l'huile de moteur. L'administration constate les faits.

N°8494 - 12/04/1996 - FRANCE - 08 - BAZEILLES
G47.52 - Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en magasin spécialisé
Dans un centre commercial, une explosion se produit dans la réserve des produits inflammables d'un magasin de bricolage ; 13 personnes, dont 1 pompier, blessées, sont hospitalisées. Tout le centre commercial est évacué. Le magasin est détruit, les deux magasins attenants sont également touchés. Le personnel est en chômage technique.

N°8225 - 22/02/1996 - FRANCE - 08 - CAUROY
H49.41 - Transports routiers de fret
Le chauffeur d'un poids lourd transportant 27 000 l d'alcool éthylique perd le contrôle de son véhicule qui se renverse sur le bas côté. Une légère fuite est constatée sur la citerne. Une déviation est mise en place par les secours pendant les opérations de relevage et de dépotage de la citerne.

N°8269 - 06/01/1996 - FRANCE - 08 - LE CHATELET-SUR-SORMONNE
H49.41 - Transports routiers de fret
Sur la RN 51, à la sortie d'une courbe, le chauffeur d'un poids lourd transportant 32 000 l de carburant perd le contrôle de son véhicule sur la chaussée complètement verglacée. La citerne se renverse dans le fossé laissant fuir les hydrocarbures par les 5 trous d'hommes. Un périmètre de sécurité et une déviation sont mis en place pendant les opérations de relevage et de dépotage. Le chauffeur est blessé.

N°26862 - 26/05/1995 - FRANCE - 08 - MONTHOIS
H52.10 - Entreposage et stockage
Lors du chargement d'un camion sous l'une des 8 cellules d'un bloc solidaire d'un silo de 550 t, un chauffeur aperçoit du grain s'échapper au dessus de la goulotte de chargement. Croyant celle-ci coincée sous un arceau, il ferme la vanne et déplace son camion. Le responsable du silo demande une vidange à vitesse réduite de la cellule. Au bout de 10 min, la fissure, sous la pression des grains, s'est propagée jusqu'au bas de la cellule qui éclate libérant 500 t de grains. L'exploitant fait part de son intention de réutiliser les 7 autres cellules en limitant la hauteur de stockage à 15 m avec mise en place de témoins sur les fissures. A la suite de cet accident, on constate de plus, au niveau de ces 7 cellules, un déficit en armatures horizontales, la présence de fissures sur les barres à vérins, la carbonatation du béton, l'oxydation des aciers au niveau des zones de fissures avec une diminution de section des armatures en certains endroits et en certains points et un travail de l'acier au-delà de sa limite élastique. Concernant la cellule effondrée, on constate un déficit important en armatures horizontales, des traces de corrosion sur 90% des aciers, une diminution de la section des aciers par étirement au niveau des zones de rupture ainsi que la présence de nombreux vides autour des aciers et la présence de fissures verticales le long des barres de vérin sur la paroi interne de la cellule.

N°6816 - 12/04/1995 - FRANCE - 08 - TREMBLOIS-LES-ROCROI
H49.41 - Transports routiers de fret
Un camion-citerne transportant 31 m³ de carburant se renverse dans un fossé. Le conducteur est légèrement blessé. Une CMIC stoppe une fuite estimée à 1 500 l d'hydrocarbures, le reste est transvasé dans un camion.

N°12875 - 01/01/1995 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
C29.10 - Construction de véhicules automobiles
Au cours d'une opération de maintenance sur un four affleurant, un opérateur renverse une brouette contenant une charge humide dans un bain de fusion. Des projections enflammées brûlent 2 personnes grièvement. (La date et le mois de l'accident sont inconnus).

N°6061 - 05/09/1994 - FRANCE - 08 - SIGNY-L'ABBAYE
H49.41 - Transports routiers de fret
Un semi-remorque transportant 25 t de bitume chaud, et dont le chauffeur perd le contrôle, se renverse en rase campagne sur la RD 985. Perforée sous le choc, la citerne laisse échapper 500 kg de produit qui se solidifie sur la chaussée. Aucune victime n'est à déplorer et l'environnement n'est pas atteint.

N°5856 - 06/08/1994 - FRANCE - 08 - VIREUX-MOLHAIN
C20.59 - Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.
Un incendie détruit une usine de fabrication et de conditionnement de bombes aérosols. L'intervention mobilise 50 pompiers qui parviennent à protéger 3 réservoirs de propane et un stock de produits chimiques : trichloréthane et acide sulfurique. Les habitations sont évacuées durant les 3 h d'intervention des secours. Le matériel informatique et les archives ont été sauvés ; sur l'emplacement de l'usine subsistent 4 cuves dont l'une contient une dizaine de t de propane. Ce réservoir doit être vidangé et dégazé. Une remise en route partielle devrait s'opérer dans les anciens locaux de l'entreprise en attendant la remise en état générale du site. Les dommages matériels internes et les pertes de production sont évalués à 15,5 MF.

N°6195 - 18/07/1994 - FRANCE - 08 - SEDAN
H49.20 - Transports ferroviaires de fret
Une fuite se produit sur un wagon-citerne contenant de l'acrylate d'éthyle. Le trafic ferroviaire est interrompu pendant 2 h.

N°7897 - 07/07/1994 - FRANCE - 08 - CHARLEVILLE-MEZIERES
C24.34 - Tréfilage à froid
Dans un établissement de tréfilage à froid, un joint se rompt sur un réservoir d'acide chlorhydrique en cours de remplissage. Des vapeurs acides incommodent des riverains.

ANNEXE IX

Liste des sites pollués dans les Ardennes

08 - AUVILLERS LES FORGES - friche DEVIN-MOINE
Ancienne fonderie de fonte avec crassier interne et crassier connexe à quelques dizaines de mètres. La société a déposé son bilan et la cessation totale d'activité est intervenue en 1994.

---

08 - BOURG FIDELE - METAL BLANC
La société Métal Blanc est une unité de deuxième fusion de plomb et d'affinage. Une pollution des sols autour de l'usine par du plomb a été relevée sur une profondeur de 10 cm. Les teneurs en plomb au sol sont comprises entre 212 et 945 mg/kg de ...

---

08 - BREVILLY - Société Métallurgique de Brévilly
La société SMBI, filiale du groupe OXFORD AUTOMOTIVE, produit des profilés en acier ordinaire, élaborés à partir de laminoirs à chaud. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 09/12/1998, à exercer les activités suivantes: -le travail mécanique des ...

---

08 - CARIGNAN - FICHET BAUCHE
La société FICHET-BAUCHE s'est implantée sur le site en 1972 pour fabriquer des armoires et coffre-forts d'une part, et, des classeurs rotatifs d'autre part, incluant une activité de tôlerie et peinture (pliage, soudure, traitement de surface et atelier ...

---

08 - CARIGNAN - OVAKO LA FOULERIE
L'entreprise produit des bagues laminées pour roulements. Sa capacité de production annuelle est de 13000 tonnes. L'entreprise dispose pour ce faire: -de 4 lignes de production équipées chacunes de poste de cisaillage à chaud ou à froid, de fours thermiques ...

---

08 - CHARLEVILLE MEZIERES - TREFILEST
La société TREFILUNION devenue par la suite TREFILEUROPE, puis TREFILEST, fabriquait en 1990 des fils métalliques et des grillages et était réglementée par un arrêté préfectoral en date du 31 juillet 1990. Cet arrêté imposait à la société TREFILUNION ...

---

08 - CHARLEVILLE MEZIERES - ANCIENNE USINE A GAZ DE CHARLEVILLE
Le site est situé au Sud de Charleville en bordure de la Meuse, entre un quartier d'habitations périurbaines (faubourg d'Arches) et une zone industrielle. Le terrain a une superficie de 17 500 m2. Le site repose sur des remblais et limons surmontant ...

---

08 - CHARLEVILLE MEZIERES - DECHARGE DE LA FONTINETTE
Décharge de déblais inertes de démolition et de sables de fonderie, située à proximité d'un captage d'alimentation en eau potable. Les apports de déchets ont été suspendus par arrêté préfectoral du 21/10/1991.

---

08 - CHARLEVILLE MEZIERES - SA combustibles villers-semeuze
Il s'agit d'un dépôt d'hydrocarbures d'une capacité de 15370 m3 comprenant un ensemble de 10 réservoirs aériens. Le dépôt est exclusivement utilisé pour le fioul et le gazole.

---

08 - CLIRON - CANJAERE
Les activités exercées sur le site consistent au découpage et au traitement de diverses pièces de bois (piquets, poteaux). L'établissement est implanté dans une petite zone industrielle. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation ...

---

08 - DONCHERY - FOSECO
Il s'agit de l'ancienne décharge de la société FOSECO, dans laquelle ont été entassés pendant 30 ans des résidus de fabrication ainsi que des déchets divers (17000 m3 sur 13000 m2). La société a cessé toutes ses activités de production de pièces préfabriquées, ...

---

08 - FROMELENNES - KME SAS (TREFIMETAUX)
Fonderie et tréfilerie de tubes de cuivre. L'activité sur le site du travail du cuivre remonte à 2 siècles. La fonderie a engendré 2 crassiers distincts. La tréfilerie est à l'origine de plusieurs pollutions aux hydrocarbures

---

08 - GESPUNSART - GILHAC
IL s'agit de l'ancien site Gilhac où était implantée une unité de galvanisation arrêtée depuis février 2000. Une déclaration de cessation d'activité accompagnée d'un mémoire de remise en état ont été adressés en novembre 1999 à la préfecture des Ardennes, ...

---

08 - GIVET - Agence EDF-GDF Services de Givet (ancienne usine à gaz)
Le terrain situé au nord-ouest du centre-ville de Givet et d'une superficie de 4958 m2 a accueilli de 1900 à 1956 une usine de production de gaz à partir de la distillation de la houille. Les installations sont maintenant détruites. Actuellement, le ...

---

08 - GIVET - CELLATEX
La société CELLATEX qui fabriquait des fils textiles artificiels a été mise en liquidation judiciaire le 5 juillet 2000. Cette liquidation a engendré un conflit social pendant l'été 2000. Le site était resté en l'état. Puis les stockages et dépots, ...

---

08 - GLAIRE - VALLOUREC
La société VALLOUREC-ISOPIPE puis la société G.T.S. Industrie fabriquait sur le site des tubes pour pipe line qui étaient ensuite enduits de bitume ou de revêtement époxy. Le site qui s'étend sur une surface de 25 ha sur les communes de SEDAN et de ...

---

08 - HAYBES - ets Baret
Le site est inscrit dans la base de données BASOL : - en application de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2/02/1998. - en application de la circulaire du 3/04/1996. L'activité sur le site consiste au sciage de bois et au traitement à la créosote. ...

---

08 - HIERGES - CRASSIER DES HAUTS FOURNEAUX DE LA CHIERS
Il s'agit d'un dépôt de crasses, laitiers et sables de fonderie et d'aciérie, situé sur la commune de HIERGES et provenant d'un ancien site sidérurgique important et vieux de deux siècles installé sur 56 ha sur le territoire des communes de HIERGES et ...

---

08 - HIERGES - FORGES et HAUTS FOURNEAUX DE LA CHIERS
Ancien site sidérurgique important vieux de 2 siècles installé sur 56 ha sur le territoire des communes de Hierges et Vireux-Molhain et ayant cessé toutes ses activités en 1984. L'emprise comprenait 4 sites distincts: - l'usine sidérurgique, - la gare ...

---

08 - LAIFOUR - SA FONDERIE COCHAUX
Fonderie de fonte détruite par un incendie criminel le 04/12/1998.

---

08 - MARGUT - COLAS-HENIN
La société COLAS-HENIN (de MARGUT) est soumise au régime de déclaration, au titre de la législation sur les installations classées, pour un stockage de fioul domestique. Elle se situe en centre ville de MARGUT, à côté d'un cours d'eau (ruisseau "la Carité"). Suite ...

---

08 - MOUZON - SOMMER
Il s'agit de l'ancien site de la société Sommer à Mouzon, dont l'activité était la transformation de textile. La ville de Mouzon envisage de reprendre tout ou partie du site pour implanter de nouvelles entreprises.

---

08 - NOUZONVILLE - fonderie VAL THOME
Ancienne fonderie d'acier avec crassier connexe en bordure de Meuse. L'activité a cessé en 1998 et le site est en liquidation judiciaire depuis cette date.

---

08 - POIX TERRON - SMURFIT SOCAR
Ancienne papeterie et décharge de déchets de papeterie-cartonnerie à partir de vieux papiers (située dans un ancien marais), exploitées de 1974 à 1999. L'activité de l'usine a cessé au 30/06/1999. Dans le cadre de cette cessation, il a été demandé un ...

---

08 - PURE & MESSEMPRE - SCI MESSEMPRE
Le site est implanté à cheval sur la commune d'OSNES et de PURE et MESSEMPRE dans une région peu urbanisée, très agricole, le long d'une petite rivière l'Aulnois, affluent de la Chiers. Les activités anciennes exercées par la société étaient la métallurgie, ...

---

08 - REMILLY AILLICOURT - PERIN combustible
Ce site est un ancien dépot pétrolier arrêté en 1998 dont toutes les installations ont été démontées.

---

08 - RETHEL - Centre EDF GDF Services de Rethel
Le site est localisé à l'Ouest de Rethel, en bordure de l'Aisne. Le terrain est en zone résidentielle et artisanale. Une usine de fabrication de gaz à partir de la distillation de la houille s'est implantée sur la site entre 1841 et 1940. Les installations ...

---

08 - REVIN - BEROUDIAUX SA
Le site est inscrit dans la base de données BASOL en application de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2/02/1998. Fonderie de fonte, fabricant des contre-poids pour les véhicules de chantier. Crassier connexe à la fonderie, en cessation d'exploitation ...

---

08 - REVIN - fonderie LEBEAU
De 1896 à 1998, la société LEBEAU a exploité à Revin une activité de fonderie de fonte, orientée vers la production de pièces destinées à la fabrication de construction mécaniques. L'activité de fonderie a cessé en 1998 et en liquidation judiciaire depuis ...

---

08 - REVIN - IDEAL STANDARD FRANCE (usine)
IDEAL STANDARD FRANCE (ex PORCHER puis SANIFRANCE puis AMERICAN STANDARD) exploite à REVIN une usine comportant des ateliers de fonderie, d'émaillerie et de céramique. L'établissement fabrique essentiellement des baignoires.

---

08 - REVIN - IDEAL STANDARD FRANCE décharge
IDEAL STANDARD FRANCE (ex PORCHER puis SANIFRANCE puis AMERICAN STANDARD) exploite à REVIN une usine comportant des ateliers de fonderie, d'émaillerie et de céramique. L'établissement fabrique essentiellement des baignoires et des sanitaires. Une décharge ...

---

08 - SEDAN - ANCIENNE USINE A GAZ DE SEDAN
Le site est localisé au Nord/Nord Est de Sedan, en bordure de la Meuse, au coeur d'un quartier d'habitations. Sur une superficie de 9 600 m2, une usine à gaz a été exploitée depuis les années 1880 jusqu'à 1956. Deux gazomètres sur trois ont été démontés ...

---

08 - SEDAN - MORY combustibles et carburants

Le site de MORY à Sedan a été utilisé dans les années 1930 en dépôt de charbon, puis en 1960 en dépôt pétrolier, puis en 1970 en dépôt de biens d'équipement. Un dépôt d'hydrocarbures en activité autorisé par arrêté préfectoral du 20 juin 1986 est maintenant ...

---

08 - THILAY - GALVASEMOY

L'ancienne usine de traitement de surface GALVAMESOY a cessé son activité en 1992 et a déversé des boues d'hydroxydes à même le terrain. Des rejets non conformes ont par ailleurs été constatés dans La Semoy. Le site a été repris en 1994 par l'entreprise ...

---

08 - VILLERS SEMEUSE - EDF

Il s'agit d'un site avec un bâtiment de 168 m2 ayant servi au stockage et au décuvelage de transformateurs au PCB-

ANNEXE X

Liste des établissements recevant du public classés par type

ERP PAR TYPE, CATEGORIE ET COMMUNE

Type	Catégorie	Libellé de l'ERP	Adresse	Commune
CTS	1	CHAPITEAU (SPECTACLE SUR GLACE)	rue de la Vieille Meuse	CHARLEVILLE MEZIERES
		CHATEAU DE LA CASSINE	Couvent des Cordeliers	VENDRESSE
EF	4	PENICHE RESTAURANT LE MAWHOT	Quai Charcot	CHARLEVILLE MEZIERES
GA	3	GARE SNCF	Place de la Gare	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	EHPAD DE CARIGNAN	rue de la Pièce du Roi	CARIGNAN
J	4	FOYER RESIDENCE POUR PERSONNES AGEES	Route Départementale 988	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	EHPAD "MONTCY SAINT PIERRE"	86 rue des Paquis	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	EHPAD LES PERDRIX	2 rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	EHPAD LA GRANDE TERRE	2 rue de la Grande Terre	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	EHPAD PRE DU SART	rue Léon Blum	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE LE PRE AUX SAULES	lieu dit La Livre au Beurre	ETREPIGNY
J	4	EHPAD SAINT ANTOINE	Les Hauts Buttés	MONTHERME
J	4	EHPAD DE ROCROI	6 rue de Nevers	ROCROI
J	4	CHRS L'ESPERANCE	5 rue Cunin Gridaine	SEDAN
J	5	INSTITUT MEDICO-EDUCATIF LES SYLVAINS	route de Pauvres	DRICOURT
L	1	SALLE DE SPORTS A USAGE POLYVALENT	27 rue de la Pièce du Roi	CARIGNAN
L	1	PARC DES EXPOSITIONS (HALLS A ET B)	route de Prix	CHARLEVILLE MEZIERES
L	1	CINEMA MULTIPLEXE METROPOLIS	rue de Longueville	CHARLEVILLE MEZIERES
L	1	CENTRE DES CONGRES	Les Vieilles Forges	LES MAZURES
L	2	THEATRE MUNICIPAL	Place du Théâtre	CHARLEVILLE MEZIERES
L	2	CENTRE SOCIAL MANCHESTER	26 28 rue Jules Raulin	CHARLEVILLE MEZIERES
L	2	SALLE POLYVALENTE	rue Pasteur	LUCQUY
L	2	SALLE DES FETES ROGER MAILLARD	Place Gambetta	NOUZONVILLE
L	2	SALLE DES FETES	Boulevard de la IVème Armée	RETHEL
L	2	SALLE MARCILLET	Place Crussy	SEDAN
L	2	SALLE DES SPORTS	Les Avergères	TAGNON
L	2	COMPLEXE MUNICIPAL	13 rue Ferdinand Buisson	VILLERS SEMEUSE
L	2	CENTRE CULTUREL LES TOURELLES	6 rue Henrionnet	VOUZIERS
L	2	SALLE DES FETES	16 BIS rue du Chemin Salé	VOUZIERS
L	3	SALLE POLYVALENTE	rue Arthur Rimbaud	AMAGNE

L	3	SALLE DES FETES ET FOYER	Place Grand Cour	ASFELD
L	3	COMPLEXE POLYVALENT	route de Hierges	AUBRIVES
L	3	SALLE POLYVALENTE - COMPLEXE SPORTIF	rue de Flamanville	BAZEILLES
L	3	FOYER RURAL LE SALONNAIS	Place du 24ème RI	BLANZY LA SALONNAISE
L	3	SALLE DES FETES	14 Place du Docteur Gairal	CARIGNAN
L	3	SALLE DES FETES	rue de la République	CHALLERANGE
L	3	SALLE DE SPECTACLES "LE FORUM"	18 avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	CENTRE CULTUREL ANDRE DHOTEL	88 rue Albert Poulain	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	ILOT JEAN JAURES	avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	CENTRE D'AUDIOPHONOLOGIE	15 avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	SALLE POLYVALENTE DUBEDOUT	rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	SALLE DE NEVERS	Place de Nevers	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	19 rue d'Aubilly	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	TRIBUNAL D'INSTANCE	rue de l'Arquebuse	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	MUSEE	avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	COMPLEXE DE L'ASSOCIATION FRANCO TURQUE	rue Martin Cacheleux	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	GROUPE SCOLAIRE KENNEDY	rue Kennedy	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	MAISON DIOCESAINE JULES BIHERY	28 avenue Gustave Gailly	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	COMPLEXE PORTE DE FLANDRE	avenue Gustave Gailly	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	SALLE SOCIO CULTURELLE WILBAULT	rue des Promenades	CHATEAU PORCIEN
L	3	COMPLEXE POLYVALENT	Chemin de la Mission	CHOOZ
L	3	FOYER RURAL	Grand Rue	ETEIGNIERES
L	3	SALLE POLYVALENTE	lieu dit Le Richat	FROMELENNES
L	3	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL	rue François de Pressencé	FUMAY
L	3	SALLE DES FETES (ANCIENNE EGLISE DES RECOLLETS)	rue des Recollets	GIVET
L	3	CENTRE CULTUREL LES RECOLLECTINES	18 rue Méhul	GIVET
L	3	CERCLE MESS MANGIN	Place de l'Esplanade	GIVET
L	3	SALLE HENRI MICHEL	Chemin de Mon Bijou	GIVET
L	3	ESPACE DE SPECTACLES LE MANEGE	Place de l'Esplanade	GIVET
L	3	SALLE DES FETES ET DES SPORTS	7 rue de la Gare	HARAUCOURT
L	3	SALLE POLYVALENTE	Place du Général de Gaulle	JUNIVILLE
L	3	SALLE POLYVALENTE	5 rue d'Evigny	LA FRANCHEVILLE
L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Bois de la Coue	LE CHESNE
L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Château d'Eau	LES HAUTES RIVIERES
L	3	SALLE DES FETES	rue des Ecoles	MARGUT
L	3	SALLE DES FETES	rue de la Gare	MAUBERT FONTAINE
L	3	CENTRE CULTUREL	rue Jean Baptiste Clément	NOUZONVILLE

L	3	SALLE POLYVALENTE DE LA VENCE	route de Montigny	POIX TERRON
L	3	SALLES D'ACTIVITÉS	ruelle Bersin	POURU SAINT REMY
L	3	SALLE POLYVALENTE ET GYMNASE	rue du Stade	PRIX LES MEZIERES
L	3	SALLE COMMUNALE	rue de la Grange au Blé	PUISEUX
L	3	LA HALLE	Place de la Mairie	RENWEZ
L	3	SALLE DE SPECTACLES JEAN VILAR	Place Jean Jaurès	REVIN
L	3	SALLE POLYVALENTE	Quai Edgar Quinet	REVIN
L	3	SALLE DES SPORTS	Place Jean Jaurès	REVIN
L	3	SALLE POLYVALENTE	Place Jean Mermoz	ROCQUIGNY
L	3	SALLE POLYVALENTE	Quartier Saint Nicolas	ROCROI
L	3	SALLE DES FETES	3 rue Brennus Delaitre	SAINT GERMAINMONT
L	3	FOYER POUR TOUS	rue de la Vieille Ville	SAULCES MONCLIN
L	3	SALLE POLYVALENTE	71 avenue Bourgoin	SAULT LES RETHEL
L	3	MAISON D'ACCUEIL DU PAYS SEDANAIS	29 31-35 rue du Ménil	SEDAN
L	3	POLE CULTUREL	Place Calonne	SEDAN
L	3	CINEMA LE TURENNE	17 avenue de Verdun	SEDAN
L	3	MAISON DE QUARTIER CLAUDE GEORGIN	lieu dit Les Economes	SEDAN
L	3	SALLE DES FETES	rue du Château	SIGNY LE PETIT
L	3	SALLE DES FETES	rue René Dupont	TOURNES
L	3	SALLE DES FÊTES ET MAIRIE	14-15 rue Henri Pecqueur	VIREUX MOLHAIN
L	4	SALLE POLYVALENTE		ARREUX
L	4	SALLE POLYVALENTE	58 rue du Général Sarrail	AUBRIVES
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de Chaud Four	AVAUX
L	4	SALLE DES FETES ET DES SPORTS	rue Salette	BALLAY
L	4	SALLE RENEE VIGNOL	avenue de la Croisette	BLAGNY
L	4	SALLE POLYVALENTE DANTON	Place Danton	BOGNY SUR MEUSE
L	4	SALLE DE SPECTACLES	1 bis rue de Château Regnault	BOGNY SUR MEUSE
L	4	COMPLEXE POLYVALENT	Chemin de Rumelle	BOSSEVAL ET BRIANCOURT
L	4	LA GUINGUETTE DES ETANGS DE LA PREE	rue du Moulin	BOULZICOURT
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de la Gare	BOULZICOURT
L	4	SALLE DES FETES ANTOINE DE CROY	Place de l'Eglise	BOURG FIDELE
L	4	SALLE DES FETES	rue de la Gare	BUZANCY
L	4	INSTITUT DE LA MARIONNETTE	7 Place Winston Churchill	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	MAISON SAINT JOSEPH	rue Cardot	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	SALLE POUR ASSOCIATIONS	63 route de Monthermé	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue d'Etion	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	10 Boulevard Gambetta	CHARLEVILLE MEZIERES

L	4	SALLE POLYVALENTE GUY CANON	119 route de Warcq	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	SALLE DES FETES ET MAIRIE	Hôtel de Ville	CHATEAU PORCIEN
L	4	SALLE POLYVALENTE	Place du Docteur Fréal	CHAUMONT PORCIEN
L	4	SALLE POLYVALENTE BOUFFARD	Allée des Demoiselles	CHEVEUGES
L	4	CENTRE D'INFORMATION PUBLIC	Centrale Nucléaire	CHOOZ
L	4	SALLE POLYVALENTE	7 rue du Baty	CHOOZ
L	4	MAISON DES ASSOCIATIONS	Place Pierre Destrée	CLIRON
L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL L'ATELIER	route de Vrigne aux Bois	DONCHERY
L	4	SALLE POLYVALENTE	2 Place du 11 Novembre	DOUZY
L	4	SALLE POLYVALENTE	Place de l'Eglise	FLAIGNES HAVYS
L	4	SALLE DES FETES	15 route de Sedan	FLIZE
L	4	SALLE DES FETES COMMUNALE	rue des Braves Gens	FLOING
L	4	SALLES POLYVALENTES CAMILLE MANGIN (ANCIEN PRESBYTÈRE)	rue de l'Harmonie	FLOING
L	4	SALLE DES FETES	rue de la Manufacture	FROMELENNES
L	4	SALLE DES FETES	rue Sainte Marie	FUMAY
L	4	SALLE DES FETES	39 rue de la Gare	GESPUNSART
L	4	SALLE DES FETES	30 rue de Montflix	GRANDPRE
L	4	SALLE COMMUNALE	rue Principale	GRUYERES
L	4	SALLE POLYVALENTE	Place de Launay	HARGNIES
L	4	FOYER COMMUNAL	Place de l'Hôtel de Ville	HAYBES
L	4	SALLE POLYVALENTE - MAGASIN DE VENTE	zone industrielle les Forges	HIERGES
L	4	SALLE POLYVALENTE	Château de l'Echelle	L'ECHELLE
L	4	BATIMENT SAVART - SALLE DES FETES	Place de la Mairie	LA NEUVILLE AUX JOUTES
L	4	BATIMENT SAVART	Place de la Mairie	LA NEUVILLE AUX JOUTES
L	4	SALLE DES FETES	rue du Moulin	LA NEUVILLE EN TOURNE A FUY
L	4	SALLE POLYVALENTE	Voie communale n° 3	LEFFINCOURT
L	4	CENTRE SOCIAL ET MULTI ACCUEIL "LES LUTINS"	5 rue de l'Eglise	LES MAZURES
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue des Nots	LIART
L	4	SALLE DES FETES	route de la Croix aux Bois	LONGWE
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Alexandre Hazeaux	MACHAULT
L	4	SALLE DES FETES	12 rue des Remparts	MAUBERT FONTAINE
L	4	SALLE DE SPECTACLES	3 rue Paul Doumer	MONTHERME
L	4	SALLE DES FETES	rue Moulin Lavigne	MOUZON
L	4	FOYER RESIDENCE LES MARONNIERS (PARTIE COMMUNE)	avenue Moulin Lavigne	MOUZON
L	4	SALLE DES FETES	3 rue Frédéric Paté	NEUFLIZE

L	4	SALLE LEO LAGRANGE	Place Maurice Thorez	NOUVION SUR MEUSE
L	4	SALLE GERARD PHILIPE	rue Jean Jaurès	NOUVION SUR MEUSE
L	4	POLE NATURE NOCTURNIA	Le Bois de Roucy	OLIZY PRIMAT
L	4	SALLE POLYVALENTE	2 route de Coulommes	PAUVRES
L	4	ESPACE MULTIACTIVITES	rue des Ecoliers	PRIX LES MEZIERES
L	4	SALLE POLYVALENTE	Chemin des Grands Pettons	RANCENNES
L	4	SALLE POLYVALENTE - MAIRIE	6 rue de Butez	REMILLY AILLICOURT
L	4	SALLE CULTURELLE LOUIS JOUVET	Place de Caen	RETHEL
L	4	SALLE DE SPECTACLES	rue de Nevers	ROCROI
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de l'Eglise	SAINT ETIENNE A ARNES
L	4	AMPHITHEATRE	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
L	4	BATIMENT NORD	avenue du Général de Gaulle	SEDAN
L	4	AMPHITHEATRE	rue des Anciens d'Afrique du Nord	SEDAN
L	4	CENTRE EDUCATIF	29 rue Jean Jaurès	SEDAN
L	4	CENTRE COMMERCIAL DE LA PRAIRIE	avenue du Général de Gaulle	SEDAN
L	4	BATIMENT SUD	avenue du Général de Gaulle	SEDAN
L	4	SALLE DES FETES	Impasse du Presbytère	SEMIDE
L	4	SALLE POLYVALENTE		SERY
L	4	SALLE DES FETES	rue du Docteur Doyen	TAGNON
L	4	SALLE POLYVALENTE	Place de l'Eglise	THILAY
L	4	SALLES SPORTIVES ET CULTURELLES	5 rue de la Gare	TOURNES
L	4	MAISON DE LA CULTURE ET DES LOISIRS LUCIEN ARDENNE	Place de l'Eglise	VIVIER AU COURT
L	4	SALLE BELLEVUE	rue de Condé	VOUZIERS
L	4	SALLE DES FETES	4 rue Voltaire	VRIGNE AUX BOIS
L	4	SALLE POLYVALENTE	route de Vandy	VRIZY
L	4	SALLE DES FETES - MAIRIE	rue de l'Abreuvoir	YONCQ
L	5	MAISON DES ASSOCIATIONS	16 Place de l'Eglise	AUBRIVES
L	5	MAISON DU TEMPS LIBRE		DAMOUZY
L	5	MAISON D'ACCUEIL RURALE POUR PERSONNES AGEES	2 rue de Crawinkel	JUNIVILLE
L	5	SALLE DE L'OMNIA	17 boulevard Jean Baptiste Clément	NOUZONVILLE
L	5	SALLE POLYVALENTE	Ruelle des Ecoles	SAVIGNY SUR AISNE
L	5	RESIDENCE PERSONNES AGEES MAC DONALD (PARTIES COMMUNES)	7 12 Rue Jules Clin	SEDAN
L	5	CHATEAU FORT - GALERIE DES ANTIQUITES		SEDAN
L	5	CHATEAU FORT - SALLE DES TRESORS		SEDAN

L	5	SALLE JEANNE D'ARC	rue du Général Bertrand	VIREUX WALLERAND
L	5	SALLE POLYVALENTE	Chestres	VOUZIERS
M	1	MAGASIN BRICOMARCHE	Route Nationale 43	BALAN
M	1	CENTRE COMMERCIAL MAC MAHON	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
M	1	CENTRE COMMERCIAL INTERMARCHE	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
M	1	MAGASIN VETI	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
M	1	MAGASIN GEMO CHAUSSURES (ANCIEN HYPER AUX CHAUSSURES)	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
M	1	CELLULE OKAIDI	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE GENERALE D'OPTIQUE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE VENTE DE FLEURS ET PHOTOS	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE MOBISTORE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN MATCH	42 avenue des Martyrs de la Résistance	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN DECATHLON	Route de Prix	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN BRICOMARCHE	197 avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE OPTIQUE LECLER	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE EURO FASHION	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE CACHE CACHE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE CELIO	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE SERVICE A LA CLE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	HALL DE PRESSE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	BAR RESTAURANT LE KEVIN	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	SALON DE COIFFURE SAINT KARL	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	RESTAURANT MAC DONALD'S	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE SHAMPOO	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE JULIEN DORCEL	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE ALAIN AFFELOU	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE NOCIBE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE CADOON'S	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN INTERMARCHE	197 avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN LEROY MERLIN	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE PHOTO STATION	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	BOUTIQUE N° 6	route de Beauraing	GIVET
M	1	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BRICOMARCHE)	route de Beauraing	GIVET

M	1	BOUTIQUE N° 9	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 8	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 7	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 5	route de Beauraing	GIVET
M	1	ESPACE JARDINERIE	route de Beauraing	GIVET
M	1	BAR	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 3	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 2	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N°1	route de Beauraing	GIVET
M	1	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (INTERMARCHE)	route de Beauraing	GIVET
M	1	COUR "BATI"	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 10	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 11	route de Beauraing	GIVET
M	1	MAGASIN DALEX	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BOUTIQUE OPTIC 2000	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MEUBLES RICHARD	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	PRESSING "ARC EN CIEL"	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN SPORT ESPACE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN CAT PRESSE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BOUTIQUE STAR GAMES (ANCIENNE BOUTIQUE NOUGATINE)	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BAR BRASSERIE "COULEUR CAFE"	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BOUTIQUE SFR	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN BAG FASHION	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BOUTIQUE CAMARA	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	PARFUMERIE PASSION BEAUTE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	L'ETOILE BIJOUTERIE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	ALLIANCE COIFFURE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN CARREFOUR (ANCIEN CHAMPION)	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	CORDONNERIE PLUS	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN CHAUSSEA	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN DU LUNDI AU SAMEDI	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN BRICONAUTE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	14 avenue Pasteur	SEDAN
M	1	MAGASIN DECATHLON	14 avenue Pasteur	SEDAN
M	1	CENTRE COMMERCIAL CORA	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE

M	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	rue du Blanc Mont	VOUZIERS
M	1	MAGASIN CHAMPION	1 rue Verte	VOUZIERS
M	2	MAGASIN CHAMPION	43 route Nationale	BLAGNY
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	63 avenue Blanqui	BOGNY SUR MEUSE
M	2	MAGASIN CHAUSSEA	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS KIABI - CHAUSSEA	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN PROMOCASH	boulevard Louis Aragon	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN LA HALLE AUX VETEMENTS	18 rue Pierre Bérégovoy	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN JEANTEUR	3 rue de la République	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	rue Robert Sorbon	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN CERAMIC ARDENNE	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN LEADER PRICE	avenue Forest	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN KIABI	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	avenue Jean Baptiste Clément	FUMAY
M	2	MAGASIN CHAMPION	225 rue des Evignes	FUMAY
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	Chemin de Mon Bijou	GIVET
M	2	MAGASIN INTERSPORT	Zone commerciale Villers II	LES AYVELLES
M	2	MAGASIN CARREFOUR MARKET (ANCIEN CHAMPION)	42 rue Parmentier	NOUZONVILLE
M	2	MAGASIN BRICO DEPOT	route de Warnécourt	PRIX LES MEZIERES
M	2	MAGASIN LES BRICONAUTES	rue Pierre Latécoère	RETHEL
M	2	MAGASIN BRICOMARCHE	rue Vital Sueur	REVIN
M	2	MAGASIN BAZAR LAND	rue Vital Sueur	REVIN
M	2	MAGASIN LEADER PRICE	15 rue Gambetta	REVIN
M	2	MAGASIN INTERMARCHE DE LA BOUVERIE	13 avenue Danton	REVIN
M	2	MAGASIN CHAMPION	rue de la Petite Chapelle	ROCROI
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	24 rue de Reims	SAULT LES RETHEL
M	2	MAGASIN CHAMPION	116 avenue Léon Charpentier	SEDAN
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	rue Cadeau	SEDAN
M	2	PARC COMMERCIAL - MAGASIN DE FLEURS	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	2	PARC COMMERCIAL - SURFACE LIBRE 1	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	2	PARC COMMERCIAL - LA HALLE	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	2	MAGASINS DEFI MODE - CHAUSSEA	rue des Forges	SEDAN
M	2	MAGASIN GIFI	rue des Forges	SEDAN
M	2	MAGASIN DEFI MODE	rue des Forges	SEDAN
M	2	MAGASIN CHAUSSEA	rue des Forges	SEDAN
M	2	MAGASIN MAXI TOYS	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	2	MAGASIN AUBERT	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE

M	2	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS 4 MURS - FABIO LUCCI	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	2	MAGASIN FABIO LUCCI	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	2	MAGASIN GEMO VETEMENTS	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	2	MAGASIN 4 MURS	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	2	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS AUBERT - MAXI TOYS	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN ALDI	Route de Reims	ACY ROMANCE
M	3	MAGASIN CHAUSS EXPO	route de Reims	ACY ROMANCE
M	3	MAGASIN ECOMARCHE	rue Arthur Rimbaud	AMAGNE
M	3	MAGASIN ALDI	50 52-54 avenue de Gaulle	BALAN
M	3	MAGASIN GEDIMAT SPIRE	30 avenue de Gaulle	BALAN
M	3	MAGASIN ALDI	lieu dit les Rillettes	BLAGNY
M	3	MAGASIN ALDI	route départementale 1	BOGNY SUR MEUSE
M	3	MAGASIN LIDL	rue Victor Hugo	BOGNY SUR MEUSE
M	3	MAGASIN LIDL	avenue du Général de Gaulle	CARIGNAN
M	3	MAGASIN INTERMARCHE	1 rue de la Jonclière	CARIGNAN
M	3	MAGASIN METRO	avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN LEADER PRICE (ANCIEN MUTANT)	255 avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN LIDL	rue Ferroul	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN NETTO	rue d'Etion	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN SHOPI (ANCIEN MARCHE U)	15 rue Irénée Carré	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN KERIA LUMINAIRES	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN NETTO	rue de Warcq	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN VETIMARCHE	197 avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN NOZ	rue des Anciens Combattants	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN ALDI	6 boulevard Jean Delautre	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MARCHE COUVERT	rue du Daga	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN CHAUSS EXPO	197 199 rue des Anciens Combattants	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN CONFORAMA	rue André Joseph	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	JARDINERIE "VIVE LE JARDIN"	Route Nationale 43	CLIRON
M	3	MAGASIN DALEX	229 rue des Evignes	FUMAY
M	3	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT B E5)	route de Beauraing	GIVET
M	3	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT A E1)	route de Beauraing	GIVET

M	3	MAGASIN NETTO	Chemin de Mon Bijou	GIVET
M	3	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT A E3)	route de Beauraing	GIVET
M	3	MAGASIN ALDI	35 rue du Bon Secours	GIVET
M	3	MAGASIN MARCHE PLUS	16 rue Gambetta	GIVET
M	3	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT A E2)	route de Beauraing	GIVET
M	3	MAGASIN VET AFFAIRES	zone commerciale Villers I	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN MONDIAL PECHE	Zone Commerciale Villers II	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN TEXTI LOISIRS	Zone Commerciale Villers II	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN CASA	Zone Commerciale Villers II	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN TOUTENCAM	Zone Commerciale Villers I	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN SHOPI (ANCIEN CHAMPION)	rue André Compain	MONTHERME
M	3	MAGASIN LEADER PRICE (ANCIEN MUTANT)	avenue de la Paix	MOUZON
M	3	MAGASIN SHOPI	rue Albert Peltriaux	NOUVION SUR MEUSE
M	3	MAGASIN LEADER PRICE	1 rue Danton	NOUZONVILLE
M	3	MAGASIN SHOPI	avenue des Martyrs de la Résistance	RENWEZ
M	3	LA HALLE	Place de Caen	RETHEL
M	3	MAGASIN SHOPI (ANCIEN STOC)	45 avenue Gambetta	RETHEL
M	3	MAGASIN ELECTROMENAGER DE L'ETOILE	Zone commerciale de l'Etoile	RETHEL
M	3	MAGASIN CROC AFFAIRES	Zone d'Activités du Foirail	RETHEL
M	3	MAGASIN DEFI MODE	Zone Commerciale de l'Etoile	RETHEL
M	3	MAGASIN ALDI	rue Pierre Latécoère	RETHEL
M	3	MAGASIN DEFI MODE	rue Vital Sueur	REVIN
M	3	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS DEFI MODE ET CHAUSSEA	rue Vital Sueur	REVIN
M	3	MAGASIN CHAUSSEA	rue Vital Sueur	REVIN
M	3	MAGASIN LIDL	rue Jean Moulin	REVIN
M	3	MAGASIN SHOPI	rue Pasteur	RIMOGNE
M	3	MAGASIN ALDI	rue Royale	ROCROI
M	3	MAGASIN LEADER PRICE (ANCIEN MUTANT)	17 21 rue de Reims	SAULT LES RETHEL
M	3	PARC COMMERCIAL - LA HALLE AUX CHAUSSURES	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	3	MAGASIN TOUTENCAM	62 avenue Philippoteaux	SEDAN
M	3	MAGASIN ALDI	avenue de la Marne	SEDAN
M	3	MAGASIN LIDL	rue des Forges	SEDAN
M	3	MAGASIN KING JOUETS (ANCIEN TEDDY TOYS)	rue des Forges	SEDAN
M	3	MAGASIN NETTO	rue Salvatore Allendé	SEDAN

M	3	MAGASIN LEADER PRICE	37 rue Jean Jaurès	SEDAN
M	3	MAGASIN NOZ	rue des Forges	SEDAN
M	3	MAGASIN I'DECOR (ANCIEN GARY)	12 rue Thiers	SEDAN
M	3	MAGASIN HYGENA	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN GEMO CHAUSSURES	Zone Commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN TOOTA	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN ALDI	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN CHAUSSEA	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN LA HALLE AUX CHAUSSURES	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN BUT	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN LA HALLE AUX VETEMENTS	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN THIRIET	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN C&A	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	GROUPEMENT HALLE AUX CHAUSSURES / SPORT 2000	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN SPORT 2000	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	GROUPEMENT CHAUSSEA / THIRIET	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN ALDI	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASINS TOOTA - HYGENA	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN DEVIANNE	zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN INTERMARCHE	rue Roger Posty	VIREUX MOLHAIN
M	3	MAGASIN NOZ	rue Albert Caquot	VOUZIERS
M	3	LES GALERIES CARNOT	42 place Carnot	VOUZIERS
M	3	MAGASIN MONSIEUR BRICOLAGE	1 rue des Artisans	VOUZIERS
M	3	MAGASIN MARCHE PLUS	27 Place Carnot	VOUZIERS
M	3	MAGASIN LIDL	rue Albert Caquot	VOUZIERS
M	3	MAGASIN ALDI	rue Albert Caquot	VOUZIERS
M	3	MAGASIN ALDI	5 rue Pierre Viénot	VRIGNE AUX BOIS
M	3	MAGASIN SHOPI	12 rue Pierre Viénot	VRIGNE AUX BOIS
M	3	MAGASIN ALDI	Boulevard Lucien Pierquin	WARCQ
M	4	MAGASIN SHOPI	3 rue Saint Charles	ATTIGNY
M	4	MAGASIN BATIMARCHE	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
M	4	MAGASIN EUREKA	65 rue Blanqui	BOGNY SUR MEUSE
M	4	MAGASIN SHOPI	38 avenue de Saint Julien	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	LIBRAIRIE RIMBAUD	26 rue de la République	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	MAGASIN JEANTEUR "HOMMES"	2 rue de la République	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	LA MAISON AUTOUR DU MONDE	44 46 rue de la République	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	MAGASIN ALDI	3 rue du Theux	CHARLEVILLE MEZIERES

M	4	MAGASIN FEU VERT	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	MAGASIN CASH EXPRESS	134 rue Jules Fuzelier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	MAGASIN SHOPI	37 rue de la Sommevue	CHATEAU PORCIEN
M	4	MAGASIN SHOPI	rue Georges Clémenceau	DONCHERY
M	4	MAGASIN ALDI (PROJET ABANDONNE)	route de Revin	FUMAY
M	4	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT B E7)	route de Beauraing	GIVET
M	4	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT B E6)	route de Beauraing	GIVET
M	4	MAGASIN LIDL	rue des Trois Fourchettes	GIVET
M	4	MAGASIN ECOMARCHE	Route Nationale 43	MAUBERT FONTAINE
M	4	MAGASIN SHOPI	16 rue Mothe	MOUZON
M	4	MAGASIN ECOMARCHE (ANCIEN BAZ ECO)	24 rue Jean Baptiste Clément	NOUZONVILLE
M	4	MAGASIN EURO MATERIAUX	rue de la Petite Prée	SAULT LES RETHEL
M	4	HOTEL DES VENTES	4 bis rue de Mirbritz	SEDAN
M	4	PARC COMMERCIAL - BONOBO	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	4	PARC COMMERCIAL - MAGASIN FEU VERT	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	4	MAGASIN SHOPI	6 rue Berthelot	SEDAN
M	4	MARCHE PLUS	9 rue Gambetta	SEDAN
M	4	PARC COMMERCIAL - CACHE CACHE	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	4	MAGASIN SHOPI	route de Rocroi	SIGNY L'ABBAYE
M	4	MAGASIN CROZATIER	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	4	MAGASIN JEAN'S UNIVERSE	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	4	CROZATIER - CUISINE PLUS - JEAN'S UNIVERSE	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	4	MAGASIN CUISINE PLUS	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	4	MAGASIN SHOPI	115 avenue Roger Posty	VIREUX MOLHAIN
M	4	MAGASIN LIDL (PROJET ABANDONNE)	avenue Roger Posty	VIREUX MOLHAIN
M	4	MAISON DE L'ELEVEUR	2 route de Vandy	VOUZIERS
M	4	MAGASIN BIGMAT	rue du Port	VOUZIERS
M	5	MAGASIN SHOPI	17 rue du Pont de la Folie	ASFELD
M	5	MAGASIN LE RELAIS DES MOUSQUETAIRES	rue du Maréchal Foch	AUBRIVES
M	5	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT B E4)	route de Beauraing	GIVET
M	5	PARC COMMERCIAL - SURFACE LIBRE 2	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	5	PARC COMMERCIAL - MAGASIN THIRIET	18 avenue de la Marne	SEDAN
N	3	RESTAURANT INTER ADMINISTRATIF	Square Mialaret	CHARLEVILLE MEZIERES
N	3	RESTAURANT D'ENTREPRISE DU CREDIT AGRICOLE	rue de Clèves	CHARLEVILLE MEZIERES

N	3	GARDEN ICE CAFE	7 Place Ducale	CHARLEVILLE MEZIERES
N	4	RESTAURANT L'ORANGERIE	cour du Château	BAZEILLES
N	4	RESTAURANT LE PIRATIER	zone d'activités Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
N	4	RESTAURANT LE BUFFALO GRILL	Boulevard Jean Delautre	CHARLEVILLE MEZIERES
N	4	FERME RESTAURANT DE MONTIMONT	hameau de Montimont	DONCHERY
N	4	RESTAURANT RAPIDE MAC DONALD'S	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
N	4	BAR DISCOTHEQUE L'HACIENDA		VRIZY
N	5	BAR RESTAURANT "CHEZ MARGOT" (ANCIEN HÔTEL LA GIVONNE)	15 rue du Général Lebrun	BAZEILLES
N	5	RESTAURANT LE BOIS D'AULNES	rue Cécilia Gazanière	LAUNOIS SUR VENCE
N	5	BERGERIE		LAUNOIS SUR VENCE
N	5	BAR RESTAURANT DE LA PLACE	15 Place Gambetta	NOUZONVILLE
N	5	CAFETERIA LE TOURNESOL	Boulevard de la 2ème DI	RETHEL
N	5	BATIMENT CUISINE CENTRALE	avenue du Général Margueritte	SEDAN
N	5	AUBERGE "CHEZ ODETTE"	Place de l'Eglise	WILLIERS
O	3	HOTELLERIE DU CHATEAU FORT	Porte des Princes	SEDAN
O	3	HOTEL RELAIS MERCURE	rue Louise Michel	VILLERS SEMEUSE
O	4	HOTEL LE RELAIS DU SQUARE	3 Place de la Gare	CHARLEVILLE MEZIERES
O	4	HOTEL FORMULE 1	ZAC Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
O	4	HOTEL KYRIAD	Place Bozzi	CHARLEVILLE MEZIERES
O	4	HOTEL PREMIERE CLASSE	ZAC Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
O	4	HOTEL RESTAURANT DU COEUR D'OR	2 4 rue des Vanniers	DOUZY
O	4	ERMITAGE SAINT WALFROY	route de Saint Walfroy	MARGUT
O	4	HOTEL RESTAURANT LA SAPINIERE	1 route de Sedan	REMILLY AILLICOURT
O	5	HOTEL RESTAURANT "A L'IMPERATRICE EUGENIE	Route Nationale 51	AUBRIVES
O	5	HOTEL RESTAURANT DEBETTE	Place de la Mairie	AUBRIVES
O	5	HOTEL BAR BROCANTE "MON IDEE"	24 route Nationale	AUVILLERS LES FORGES
O	5	HOTEL DE L'ORANGERIE	Cour du Château	BAZEILLES
O	5	CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	route de Chatillon	BELLEVILLE ET CHATILLON SUR BAR
O	5	HOTEL RESTAURANT LE SAUMON	Place du Général Chanzy	BUZANCY
O	5	HOTEL RESTAURANT DU GRAND CERF	1 Place de la Fontaine	CARIGNAN
O	5	CHATEAU DE CHARBOGNE	11 Grande Rue	CHARBOGNE
O	5	CERCLE MIXTE DE GARNISON	rue du Mess	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL LE MARCASSIN	10 rue d'Alsace	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL DE PARIS	24 avenue Georges Corneau	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL DE LA MEUSE	8 rue de l'Epargne	CHARLEVILLE MEZIERES

O	5	HOTEL RESTAURANT FLEURITEL	Boulevard Jean Delautre	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL GRILL CAMPANILE	ZAC Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL "LE DORMEUR DU VAL"	32 rue de la Gravière	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	PLATE FORME D'ACCUEIL D'URGENCE	12 avenue du 91ème RI	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL RESTAURANT LE PALAIS	rue de Mantoue	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL LE PELICAN	avenue du Maréchal Leclerc	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	FOYER DE L'ANCRE	rue Jules Verne	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL RESTAURANT DE L'EUROPE	26 rue du Baron Quinart	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL PRINCESSE DE CLEVES	43 rue de l'Arquebuse	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	CESAR HOTEL	23 avenue du Maréchal Leclerc	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL RESTAURANT "CHATEAU DU FAUCON"	Chemin Départemental 334	DONCHERY
O	5	GITE RURAL (ANCIEN PRESBYTÈRE)	rue du 8 Mai	DOUZY
O	5	HOTEL RESTAURANT ABBAYE DES SEPT FONTAINES	rue des Sept Fontaines	FAGNON
O	5	GITE COMMUNAL AVEC LOCAUX ASSOCIATIFS	13 rue Fernand Simon	FLEVILLE
O	5	HOTEL D'ALGER	73 rue Jean Baptiste Clément	FUMAY
O	5	HOTEL RESTAURANT LES ROCHES	avenue Jean Jaurès	FUMAY
O	5	RELAIS VTT	Route des Chaumières	GIVET
O	5	HOTEL LES DAMES DE MEUSE	22 rue Thiers	GIVET
O	5	HOTEL LE ROOSEVELT	14 Quai des Remparts	GIVET
O	5	HOTEL VAL SAINT HILAIRE	7 Quai des Fours	GIVET
O	5	HOTEL LES REFLETS JAUNES	2 rue du Général de Gaulle	GIVET
O	5	HOTEL RESTAURANT MA CAMPAGNE	Grande Rue	GIVONNE
O	5	GITE RURAL	Base de loisirs	HAULME
O	5	LE MOULIN LABOTTE	52 rue Edmond Dromart	HAYBES
O	5	HOTEL RESTAURANT SAINT HUBERT	47 rue André Cunin	HAYBES
O	5	GITE RURAL "LES MALINETTES"	117 rue Principale	LA NEUVILLE AUX JOUTES
O	5	CHATEAU DE LAMETZ (GÎTES RURAUX)		LAMETZ
O	5	HOTEL LE VAL DE VENCE	rue Cécilia Gazanière	LAUNOIS SUR VENCE
O	5	CAFE ET HÔTEL DES SPORTS	1 rue du Lac de Bairon	LE CHESNE
O	5	HOTEL RESTAURANT LE CONSTANTIN	lieu dit Constantine	LEFFINCOURT
O	5	HOTEL RESTAURANT LE SANDRA	40 route de Sedan	LES AYVELLES
O	5	HOTEL RESTAURANT LE CHEVAL BLANC	61 rue de Sedan	LES AYVELLES
O	5	HOTEL L'ECLIPSE	rue du Puits	LUMES
O	5	AU REPOS DU LIEVRE	La Cense Gobron	MAUBERT FONTAINE
O	5	BAR HOTEL CHABOTIER	2 rue Gustave Gailly	MONTCY NOTRE DAME
O	5	MOTEL DUBOIS	route nationale 43	NEUVILLE LEZ BEAULIEU
O	5	AUBERGE DU PETIT NAY	Route Nationale	NOUART LES CHAMPYS

O	5	AUBERGE DU PORT	Chemin de Remilly	REMILLY AILLICOURT
O	5	HOTEL RESTAURANT DES VOYAGEURS	11 avenue des Martyrs de la Résistance	RENWEZ
O	5	HOTEL RESTAURANT LE MODERNE	Place Victor Hugo	RETHEL
O	5	HOTEL	13 Quai Chéri Pauffin	RETHEL
O	5	HOTEL RESTAURANT LE SANGLIER	1 rue Pierre Curie	RETHEL
O	5	HOTEL RESTAURANT LE DAGUET	37 rue Paul Bert	REVIN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE FRANÇOIS 1ER	44 Quai Camille Desmoulins	REVIN
O	5	FERME AUBERGE LE MALGRE TOUT	route du Malgré Tout	REVIN
O	5	HOTEL BAR RESTAURANT LE COMMERCE	Place Briand	ROCROI
O	5	HOTEL RESTAURANT LE PALAIS	15 Place d'Armes	ROCROI
O	5	HOTEL PIZZERIA LES REMPARTS	10 rue des Remparts	ROCROI
O	5	HOTEL RESTAURANT LE SAINT MICHEL	3 rue Saint Michel	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE CAMPANILE	Parc de Frénois	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LA MARMOTTE	89 91 avenue de la Marne	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE RELAIS	rue Gaston Sauvage	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE PALAIS DERVICH (ANCIEN MARCASSIN)	26 Boulevard Gambetta	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT DE L'EUROPE	2 Place de la Gare	SEDAN
O	5	BAR - HÔTEL LE MODERNE	6 rue de la République	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE LUXEMBOURG	4 rue Thiers	SEDAN
O	5	HOTEL LA SAPONIERE	route d'Ambly	SEUIL
O	5	AUBERGE DE L'ABBAYE	2 Place Aristide Briand	SIGNY L'ABBAYE
O	5	CHATEAU MONTAUBOIS		SIGNY L'ABBAYE
O	5	HOTEL RESTAURANT LE GIBERGEON	7 Place de l'Eglise	SIGNY L'ABBAYE
O	5	HOTEL RESTAURANT LE LION D'OR	27 Place de l'Eglise	SIGNY LE PETIT
O	5	HOTEL (ANNEXE HOTEL LE LION D'OR)	29 Place de l'Eglise	SIGNY LE PETIT
O	5	LES COMPAGNONS DE LA ROUTE	21 route Nationale 43	TOURNES
O	5	AUBERGE RESTAURANT LA FERME D'ECRY	18 route d'Ecry	VIEUX LES ASFELD
O	5	RELAIS VTT	Place de la Collégiale	VIREUX MOLHAIN
O	5	HOTEL RESTAURANT DU COMMERCE	5 rue de la Gare	VIREUX MOLHAIN
O	5	GÎTE RURAL "LE CHATEAU DU RISDOUX"	Lieu dit Le Risdoux	VIREUX WALLERAND
O	5	HOTEL RESTAURANT "ARGONNE HOTEL"	route de Reims	VOUZIERS
O	5	LE RELAIS DES 4 VENTS	132 Boulevard Lucien Pierquin	WARCQ
P	2	POLE DE LOISIRS MULTI-ACTIVITES	rue de Longueville	CHARLEVILLE MEZIERES
P	2	DISCOTHEQUE LE MILLENIUM	36 rue Victor Hugo	CHARLEVILLE MEZIERES
P	3	DISCOTHEQUE RESTAURANT LA GRANDE CHAUMIERE	12 rue Blanqui	BOGNY SUR MEUSE

P	3	CENTRE SOCIAL RONDE COUTURE	9 BIS rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
P	3	DISCOTHEQUE LE PARADISIO	1 route de Neufmanil	GESPUNSART
P	3	DISCOTHEQUE "LE CHATEAU"	Chemin de Cense le Château	HARAUCOURT
P	3	DISCOTHEQUE LA CHAUMIERE	105 La Pisselotte	LA NEUVILLE AUX JOUTES
P	3	DISCOTHEQUE LA CALECHE	rue du Château	LAUNOIS SUR VENCE
P	3	DISCOTHEQUE LA MARLIERE		SAPOGNE FEUCHERES
P	3	COSEC PORTE DE BALAN	7 rue de l'Ancienne Porte de Balan	SEDAN
P	3	BAR DANSANT LE SWING	21 rue de l'Hôtel Massart	SEDAN
P	3	SALLE POLYVALENTE	Place de la Gare	THIN LE MOUTIER
P	3	DISCOTHEQUE LE V.I.P.	Route de Vrigne Meuse	VIVIER AU COURT
P	3	DISCOTHEQUE LE COMPLEX (ANCIEN STELLA)	16 rue du Chemin Salé	VOUZIERS
P	4	LA BUVETTE	lieu dit La Forge	CHAMPIGNEULLE
P	4	DISCOTHEQUE LE WARCAN	Olly	ILLY
P	4	DISCOTHEQUE LE DON QUICHOTTE	Les Eroineaux	RAILLICOURT
P	4	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE "CALONNE"	2 Place Calonne	SEDAN
PA	1	STADE DU PETIT BOIS	rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
PA	1	STADE LOUIS DUGAUGUEZ	Boulevard Delattre de Tassigny	SEDAN
PA	2	STADE MUNICIPAL	Chemin rural de Lamécourt	BAZEILLES
PA	2	STADE JEAN PIERRE FREROT		LUMES
PA	2	STADE RAYMOND SOMMER		MOUZON
PA	2	STADE DE LA POTERIE	lieu dit la Poterie	PRIX LES MEZIERES
PA	2	STADE MUNICIPAL CAMILLE TITEUX	rue des Bateaux	REVIN
PA	2	STADE ABBE GILLET	rue de la Garenne	SEDAN
PA	2	ZONE DE BAIGNADE DU LAC	lieu dit le Clos Neuflize	SEDAN
PA	2	STADE MUNICIPAL ROGER MARCHE	avenue Jean Jaurès	VILLERS SEMEUSE
PA	3	STADE DU PONT DE MEUSE		DOM LE MESNIL
PA	3	STADE MUNICIPAL	rue Normandie Niemen	NOUVION SUR MEUSE
PA	3	STADE MUNICIPAL JEAN CHATELIN	rue des Sports	SAULT LES RETHEL
PA	3	STADE MUNICIPAL	rue Nouvelle	VOUZIERS
PE	5	RELAIS VTT	65 67 Quai Edgar Quinet	REVIN
R	3	COLLEGE JULES FERRY	25 rue Bernisseaux	BOGNY SUR MEUSE
R	3	POLE SCOLAIRE RENE DAUMAL	rue du Cimetière	BOULZICOURT
R	3	COLLEGE MULTISITES CARIGNAN - MARGUT	6 rue de Froide Fontaine	CARIGNAN
R	3	ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE	21 rue des Ecoles	CARIGNAN
R	3	INSTITUT UNIVERSITAIRE TECHNOLOGIQUE	Boulevard Jean Delautre	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE BAYARD	7 rue Saint Louis	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE FRED SCAMARONI	rue Fred Scamaroni	CHARLEVILLE MEZIERES

R	3	COLLEGE ROGER SALENGRO	2 bis rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	GROUPE SCOLAIRE FLANDRE - SALLE DE NEVERS	Place de Nevers	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	ECOLE NATIONALE DE MUSIQUE ET DE DANSE	rue Madame de Sévigné	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	LYCEE PRIVE NOTRE DAME	1 Place de la Basilique	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLÈGE JEAN MACE	rue Jean Macé	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE JEAN DE LA FONTAINE	rue Jean de la Fontaine	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE LEO LAGRANGE	42 rue de la Ronde Couture	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	IUFM	avenue Pierre Mendès France	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	POLE DE HAUTE TECHNOLOGIE (CRITT - IFTS)	ZAC Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	GROUPE SCOLAIRE DES CAPUCINES	rue des Capucines	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE SAINT JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE	20 rue Madame de Sévigné	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	GROUPE SCOLAIRE LA CITADELLE	Allée de la Citadelle	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	ECOLE MATERNELLE DES CAPUCINES	rue des Capucines	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	CENTRE SOCIAL ET D'ANIMATION DE LA RONDE COUTURE	9 bis rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	CFAI DES ARDENNES	131 avenue Charles de Gaulle	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	ECOLE PRIMAIRE DES CAPUCINES	rue des Capucines	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	GROUPE SCOLAIRE FLANDRE	Place de Nevers	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	ECOLE SAINTE ANNE	rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE MARIE-HELENE CARDOT	26 rue Raoul Pagnier	DOUZY
R	3	COLLEGE LES AURAINS	27 rue Anatole France	FUMAY
R	3	CITE SCOLAIRE VAUBAN	15 rue André Bouzy	GIVET
R	3	COLLEGE MULTISITES VOUZIERS - LE CHESNE (SITE DE LE CHESNE)	rue Lucien Hubert	LE CHESNE
R	3	COLLEGE LES DEUX VALLEES	rue Voltaire	MONTHERME
R	3	COLLEGE VAL DE MEUSE	rue Normandie Niemen	NOUVION SUR MEUSE
R	3	COLLEGE JEAN ROGISSART	9 rue Bara	NOUZONVILLE
R	3	COLLEGE GEORGE SAND	640 rue de la Roche des Diales	REVIN
R	3	HALLE OMNISPORTS	640 rue de la Roche des Diales	REVIN
R	3	GROUPE SCOLAIRE CALMETTE	avenue Calmette	REVIN
R	3	PÔLE HOTELLERIE ET DEMI PENSION	avenue de la Cité Scolaire	REVIN
R	3	COLLEGE ARISTIDE BRIAND	47 rue Aristide Briand	REVIN
R	3	COLLEGE LE BLANC MARAIS	152 rue Bouilleaux	RIMOGNE
R	3	COLLEGE ANDREE VIENOT	23 rue du 18 Juin 1940	ROCROI
R	3	CENTRE SCIENCES ARTS ET NATURE	Les Broisses Basses	RUMIGNY
R	3	PARTIE BATIMENT A	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
R	3	COLLEGE VALLIERE	771 route de Perthes	SAULT LES RETHEL

R	3	COLLEGE LE LAC	boulevard Delattre de Tassigny	SEDAN
R	3	ECOLE PRIMAIRE BITCHE	9 rue de Bitche	SEDAN
R	3	ECOLE PRIMAIRE PRAIRIE	121 avenue de Gaulle	SEDAN
R	3	COLLEGE ELISABETH DE NASSAU	Place Nassau	SEDAN
R	3	COLLEGE ET LYCEE MABILLON	23 avenue des Martyrs de la Résistance	SEDAN
R	3	COLLEGE FRENOIS	59 Chemin de Boutry	SEDAN
R	3	COLLEGE TURENNE	21 Place Crussy	SEDAN
R	3	COLLEGE MARCEL GANICHON	rue de l'Abbaye	SIGNY L'ABBAYE
R	3	COLLEGE JULES LEROUX	rue Jules Ferry	VILLERS SEMEUSE
R	3	COLLEGE CHARLES BRUNEAU	10 rue de la Campagne	VIREUX WALLERAND
R	3	COLLEGE PASTEUR	1 rue Pasteur	VRIGNE AUX BOIS
R	4	CENTRE DE LOISIRS	Les Mottes	AIGLEMONT
R	4	COLLEGE JEAN BAPTISTE PAYER	3 rue du Château	ASFELD
R	4	COLLEGE MULTISITES ATTIGNY - MACHAULT	1 rue Verlaine	ATTIGNY
R	4	ECOLE MATERNELLE	Place de l'Infanterie de Marine	BAZEILLES
R	4	LA FOULERIE (CSSA)	Route de la Moncelle	BAZEILLES
R	4	GROUPE SCOLAIRE LA VALLEE	Quartier de Levrézy	BOGNY SUR MEUSE
R	4	COLLEGE ROUGET DE LISLE	rue Rouget de Lisle	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE	avenue Charles de Gaulle	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE	1 rue des Liègeois	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	GROUPE SCOLAIRE LOUIS HANOT	rue Louis Hanot	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ESPACE ANDRE LEBON	25 rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE PRIMAIRE LES HAYBIONS	1 rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE JOLIOT CURIE	Place Joliot Curie	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	SALLE D'ACTIVITES	rue Louis Hanot	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE PIERRE VIENOT	rue du Muguet	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE PRIMAIRE ET RESTAURANT SCOLAIRE	rue Louis Hanot	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE LOUIS HANOT	rue Louis Hanot	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	GROUPE SCOLAIRE JOLIOT CURIE	Place Joliot Curie	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE PRIMAIRE JOLIOT CURIE	Place Joliot Curie	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE PRIMAIRE PIERRE VIENOT	20 avenue du Muguet	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE SAINT REMY (MATERNELLE ET PRIMAIRE)	18 rue Louis Jouvet	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	GRETA DES ARDENNES	27 rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	GROUPE SCOLAIRE PIERRE BROSSOLETTE	rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE PRIMAIRE	1 rue de la Sommevue	CHATEAU PORCIEN
R	4	GROUPE SCOLAIRE ET SALLE POLYVALENTE	7 rue du Baty	CHOOZ

R	4	GROUPE SCOLAIRE	7 rue du Baty	CHOOZ
R	4	POLE SCOLAIRE MATERNELLE	8 rue des Remparts de la Corderie	DONCHERY
R	4	ECOLE MATERNELLE MARBEUHAN	rue des Remparts de la Corderie	DONCHERY
R	4	GROUPE SCOLAIRE LE CHARNOIS	171 rue Jules Guesde	FUMAY
R	4	ECOLE PRIMAIRE CHARLES DE GAULLE	rue de Paradis	GIVET
R	4	ECOLE MATERNELLE CHARLES DE GAULLE	rue de Paradis	GIVET
R	4	ECOLE ELEMENTAIRE SAINT HILAIRE	2 rue des Ecoles	GIVET
R	4	ECOLE MATERNELLE DE LA TOUR D'AUVERGNE	Allée Charles Bruneau	GIVET
R	4	COLLEGE	rue des Quatre Frères Tellier	GRANDPRE
R	4	POLE SCOLAIRE	rue Chantereine	JUNIVILLE
R	4	COLLEGE	19 rue des Ecoles	JUNIVILLE
R	4	ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE	rue Cadot	LE CHESNE
R	4	CHATEAU DE LA BARBIERE	Le Mont Dieu	LE MONT DIEU
R	4	ECOLE MATERNELLE	10 rue Grande	LES HAUTES RIVIERES
R	4	COLLEGE EDOUARD PIETTE	rue Labecq	LIART
R	4	POLE SCOLAIRE GUILLAUME DE MACHAULT	rue Basse	MACHAULT
R	4	GROUPE SCOLAIRE LAPORTE	28 rue de la Poste	MARGUT
R	4	ECOLE ELEMENTAIRE	rue Roger Salengro	MONTCY NOTRE DAME
R	4	LE CHATEAU DES FEES	Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	4	MAISON DON BOSCO - BATIMENT SCOLAIRE	rue Monseigneur Bihery	MONTHERME
R	4	MAIRIE	Place de L'Eglise	MONTHOIS
R	4	ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE	Place de L'Eglise	MONTHOIS
R	4	GROUPEMENT MAIRIE - ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE	Place de L'Eglise	MONTHOIS
R	4	COLLEGE MULTISITES MOUZON - RAUCOURT (SITE DE MOUZON)	4 rue Jean-Claude Stoltz	MOUZON
R	4	ECOLE PRIMAIRE ET MATERNELLE	5 rue Frédéric Paté	NEUFLIZE
R	4	POLE SCOLAIRE	rue des Sports	NEUFLIZE
R	4	GROUPE SCOLAIRE	15 rue Jules Ferry	NEUFMANIL
R	4	GROUPE SCOLAIRE PAUL LANGEVIN	rue Paul Langevin	NOUVION SUR MEUSE
R	4	GROUPE SCOLAIRE VILLEMAUX	Place Villemaux	NOUVION SUR MEUSE
R	4	ECOLE PRIVEE SAINTE THERESE	1 rue du Général Margueritte	NOUZONVILLE
R	4	GROUPE SCOLAIRE DEVANT NOUZON	7 rue Albert Poulain	NOUZONVILLE
R	4	ECOLE ELEMENTAIRE DU CENTRE	rue des Bouvreuils	NOUZONVILLE
R	4	ECOLE PRIMAIRE DE LA CACHETTE	rue de Lorraine Prolongée	NOUZONVILLE
R	4	POLE SCOLAIRE ET MAIRIE	2 Place de la Mairie	NOVION PORCIEN
R	4	GROUPE SCOLAIRE ROBERT GOBEZ	rue de la Gare	POIX TERRON

R	4	ECOLE COMMUNALE	Place de la Mairie	PURE
R	4	COLLEGE VICTOR AMEDEE SECHERET	rue du Fond de Villers	RAUCOURT ET FLABA
R	4	ECOLE MATERNELLE JULES MICHELET	rue de la Boutillette	RENWEZ
R	4	ECOLE PRIMAIRE JULES MICHELET	rue de la Boutillette	RENWEZ
R	4	COLLEGE SAINTE THERESE	3 Quai Gaignot	RETHEL
R	4	ECOLE PRIMAIRE ET MATERNELLE SAINTE THERESE	3 Quai Gaignot	RETHEL
R	4	ECOLE PRIMAIRE MAZARIN	Place de Caen	RETHEL
R	4	ECOLE ELEMENTAIRE DE LA CAMPAGNE	247 rue Léon Blum	REVIN
R	4	ECOLE MATERNELLE DE LA CAMPAGNE	rue Ferrer	REVIN
R	4	ECOLE PRIMAIRE DE LA BOUVERIE	rue Charles Adam	REVIN
R	4	ECOLE MATERNELLE DE LA BOUVERIE	55 rue Jean Baptiste Clément	REVIN
R	4	POLE SCOLAIRE DU CENTRE	rue du Quartier	ROCROI
R	4	POLE SCOLAIRE	Grande Rue	RUMIGNY
R	4	POLE SCOLAIRE	Chemin Rural de la Carrière	SAINT GERMAINMONT
R	4	MAISON DE LA FORMATION	4 rue de la Tanière	SEDAN
R	4	GROUPE SCOLAIRE FRENOIS	2 rue de la Marfée	SEDAN
R	4	HARMONIE MUNICIPALE	23 rue Jean Jaurès	SEDAN
R	4	ECOLE PRIMAIRE LECLERC ADAM	2 rue Leclerc Adam	SEDAN
R	4	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL	79 avenue de la Marne	SEDAN
R	4	ECOLE CATHOLIQUE DE LA SALLE	3 avenue de Verdun	SEDAN
R	4	ECOLE MATERNELLE BITCHE	13 rue de Bitche	SEDAN
R	4	ECOLE CATHOLIQUE DU SACRE COEUR	4 6 rue Mac Donald	SEDAN
R	4	GROUPE SCOLAIRE BLANPAIN	8 rue Blanpain	SEDAN
R	4	ECOLE PRIMAIRE FOND DE GIVONNE	91 Faubourg du Fond de Givonne	SEDAN
R	4	GROUPE SCOLAIRE L'ESPLANADE	1 rue Rogissart	SEDAN
R	4	ECOLE MATERNELLE PRAIRIE	avenue Kennedy	SEDAN
R	4	ECOLE MATERNELLE LA PLAGE	Quai Paul Bert	SEDAN
R	4	ECOLE MATERNELLE PIERRE CONGAR	34 Faubourg du Fond de Givonne	SEDAN
R	4	COLLEGE JEAN BAPTISTE CLEMENT	rue de l'Ecaillette	SIGNY LE PETIT
R	4	ECOLE MATERNELLE FAY	rue du Canton de Beaune la Rolande	TAGNON
R	4	POLE SCOLAIRE	Lieu dit Le Pré Saucet	THIN LE MOUTIER
R	4	POLE SCOLAIRE	rue René Dupont	TOURNES
R	4	ECOLE MATERNELLE GAMBETTA	6 rue Gambetta	VILLERS SEMEUSE
R	4	ECOLE PRIMAIRE LE CHARME	21 rue Jean Rogissart	VILLERS SEMEUSE
R	4	ECOLE MATERNELLE	rue du 8 mai 1945	VIREUX WALLERAND
R	4	CENTRE SOCIO CULTUREL INTERCOMMUNAL	rue du Ridoux	VIREUX WALLERAND

R	4	ECOLE MATERNELLE DEBUSSY	Côte Jaune	VIVIER AU COURT
R	4	ECOLE MATERNELLE AVETANT	6 rue Avetant	VOUZIERS
R	4	CENTRE POLYVALENT RURAL	rue de l'Agriculture	VOUZIERS
R	4	ECOLE PRIMAIRE ABEL DODEMAN	1 rue du Chemin Salé	VOUZIERS
R	4	ECOLE MATERNELLE DORA LEVI	rue Verte	VOUZIERS
R	4	HALTE GARDERIE	43 rue Gambetta	VRIGNE AUX BOIS
R	5	GROUPE SCOLAIRE NOTRE DAME	rue Notre Dame	BALLAY
R	5	BATIMENTS ATELIERS - SALLES DE CLASSE - GYMNASE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
R	5	ECOLE MATERNELLE LES HAYBIONS	1 rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	5	ECOLE MATERNELLE BRONNERT	boulevard Bronnert	CHARLEVILLE MEZIERES
R	5	ECOLE PRIMAIRE BRONNERT	boulevard Bronnert	CHARLEVILLE MEZIERES
R	5	ECOLE MATERNELLE	1 rue de la Sommevue	CHATEAU PORCIEN
R	5	COLLEGE	78 rue de la Sommevue	CHATEAU PORCIEN
R	5	COLLEGE JEAN MERMOZ	route de Seraincourt	CHAUMONT PORCIEN
R	5	MAISON DE L'ENFANT	18 rue Jean Jaurès	DONCHERY
R	5	GROUPE SCOLAIRE	rue des Ecoles	LES MAZURES
R	5	BATIMENT 7 : SESSAD	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	BATIMENT 1 : EDUCATIF EXTERNAT	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	BATIMENT 6 : ECOLE	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	BATIMENT 5 : ATELIER HORTICULTURE	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	BATIMENT 2 : EDUCATIF EXTERNAT	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	ECOLE MATERNELLE MAZARIN	Place de Caen	RETHEL
R	5	ATELIER DE TRANSFORMATION	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
R	5	CLASSES ATELIERS POUR ENSEIGNEMENT SPECIALISE	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
R	5	CENTRE MEDICO PSYCHO PEDAGOGIQUE	3-5 7 rue des Géraniums	SAULT LES RETHEL
R	5	PAVILLON GOBERT	lieu dit La Vénerie	SIGNY L'ABBAYE
R	5	ECOLE PRIMAIRE PIERRE TOUFFLIN	rue du Canton de Beaune la Rolande	TAGNON
R	5	ECOLE MATERNELLE PANIER	Côte Jaune	VIVIER AU COURT
RH	1	LYCEE FRANÇOIS BAZIN	145 avenue Charles de Gaulle	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	2	LYCEE HOTELIER	route de la Moncelle	BAZEILLES
RH	2	LYCÉE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ETION	rue Jean de la Fontaine	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	2	LYCEE CHANZY	13 rue Delvincourt	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	2	LYCEE GASPARD MONGE	2 avenue de Saint Julien	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	2	LYCEE SEVIGNE	14 rue Madame de Sévigné	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	2	LYCEE ARMAND MALAISE	84 rue du Bois Fortant	CHARLEVILLE MEZIERES

RH	2	LYCEE PAUL VERLAINE	44 rue du Docteur Gobinet	RETHEL
RH	2	LYCEE PIERRE BAYLE	rue Rogissart	SEDAN
RH	2	LYCEE JEAN BAPTISTE CLEMENT	11 rue Jean Jaurès	SEDAN
RH	3	COLLEGE ARTHUR RIMBAUD	20 Quai Jean Charcot	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	3	INSTITUTION SAINT REMY	6 Place Winston Churchill	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	3	LYCEE AGRICOLE	route de Novion	RETHEL
RH	3	COLLEGE ROBERT DE SORBON	rue Etienne Dolet	RETHEL
RH	3	PARTIE BATIMENT B AVEC LEGTA	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
RH	3	LYCEE PROFESSIONNEL LE CHATEAU	1 Place du Château	SEDAN
RH	3	LYCEE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL LOUIS ARMAND	51 rue Tambach Dietharz	VIVIER AU COURT
RH	3	COLLEGE PAUL DROUOT	rue de la Fusion	VOUZIERS
RH	3	LYCEE THOMAS MASARYK	33 rue Bournizet	VOUZIERS
RH	4	CENTRE EDUCATIF ET PROFESSIONNEL	1 rue de Vassoigne	BAZEILLES
RH	4	ANNEXE DU LYCEE FRANÇOIS BAZIN	rue Jean-Jacques Rousseau	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	4	INSTITUT MEDICO EDUCATIF	21 rue du 24 Août	HAYBES
RH	4	CENTRE DE LOISIRS ET D'INITIATION PERMANENT	23 rue du 24 Août	HAYBES
RH	4	BASE DE LOISIRS	rue du lac de Bairon	LE CHESNE
RH	4	BASE DE LOISIRS	Les Vieilles Forges	LES MAZURES
RH	4	CENTRE DE LOISIRS ET D'HEBERGEMENT	rue Colin Not	LIART
RH	4	MAISON FAMILIALE ET RURALE	11 Place de la Gare	LUCQUY
RH	4	LYCEE TECHNIQUE PRIVE NOTRE DAME	18 rue du Château	MAUBERT FONTAINE
RH	4	CENTRE DE LOISIRS LES ECAILLETTES	Chemin des Ecaillettes	MONTHERME
RH	4	MAISON DON BOSCO - BATIMENT PRINCIPAL	rue Monseigneur Bihery	MONTHERME
RH	4	CFA BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	Route Départementale 941	POIX TERRON
RH	4	CENTRE DE VACANCES JEUNESSE MEUSE	La Petite Commune	REVIN
RH	4	LYCEE JEANNE D'ARC	27 rue Bournizet	VOUZIERS
RH	4	ECOLE PRIMAIRE	27 rue Bournizet	VOUZIERS
RH	4	GROUPE SCOLAIRE PRIVE SAINT LOUIS	27 rue Bournizet	VOUZIERS
RH	4	COLLEGE SAINT LOUIS	27 rue Bournizet	VOUZIERS
RH	5	PONEY CLUB	7 rue Achille Monceau	AVANCON
RH	5	BATIMENTS RELIES PAR GALERIE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
RH	5	GITE D'ETAPE "LES COMPAGNONS DES JOURS HEUREUX"	Hameau de Rumel	ISSANCOURT ET RUMEL
RH	5	HOME D'ACCUEIL	Chemin Départemental 977	LA CHAPELLE
RH	5	CENTRE DE LOISIRS	route de Bourg Fidèle	LES MAZURES
RH	5	CENTRE D'HEBERGEMENT ET D'ANIMATION	Rue des Cloutiers	LIART

RH	5	BATIMENT 3 : INTERNAT	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
RH	5	MAISON DON BOSCO - PAVILLON CARBONNIER	rue Monseigneur Bihery	MONTHERME
RH	5	CENTRE EDUCATIF RENFORCE DE BAYBEL	43 rue de l'Europe	MOUZON
RH	5	FOYER PALATINAT 2 (CENTRE EDUCATIF)	1 rue Ancienne Porte de Bouillon	SEDAN
RH	5	FOYER PALATINAT 1 (CENTRE EDUCATIF)	5 Rue du Palatinat	SEDAN
RH	5	UNITE PASTEUR (CENTRE EDUCATIF)	3 avenue Pasteur	SEDAN
RH	5	CENTRE DE LOISIRS ET D'HEBERGEMENT (MAISON DES 4 FRERES)	Forêt Domaniale	SIGNY L'ABBAYE
S	3	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	8 rue Ferroul	CHARLEVILLE MEZIERES
S	3	MEDIATHEQUE "LES VOYELLES"	Place Jacques Félix	CHARLEVILLE MEZIERES
S	3	MEDIATHEQUE	rue des Anciens d'Afrique du Nord	SEDAN
S	4	ARCHIVES DEPARTEMENTALES	rue de la Porte de Bourgogne	CHARLEVILLE MEZIERES
S	4	ATELIER, STOCKAGE, ARCHIVES, DON DU SANG, PHARMACIE	avenue du Général Margueritte	SEDAN
T	2	LA HALLE AUX DILIGENCES		LAUNOIS SUR VENCE
U	1	CENTRE HOSPITALIER MANCHESTER	45 avenue de Manchester	CHARLEVILLE MEZIERES
U	2	CENTRE HOSPITALIER	avenue du Général Margueritte	SEDAN
U	3	EHPAD CHATEAU MARCADET	21 rue des Euvies	BOGNY SUR MEUSE
U	3	EHPAD - CENTRE DE SEJOUR POUR PERSONNES AGEES	Place Jacques Félix	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	HOPITAL CORVISART	rue d'Aubilly	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE BEL'AIR	1 rue Pierre Hallali	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	POLYCLINIQUE DU PARC	avenue Georges Corneau	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	UNITE DE PSYCHLOGIE MEDICALE	rue d'Aubilly	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	EHPAD SAINT REMY	rue d'Aubilly	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	EHPAD "SAVIGNY PRÉ"	rue Savigny Pré	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	EHPAD DE L'HOPITAL LOCAL NOUZONVILLE	65 rue Edouard Vaillanf	NOUZONVILLE
U	3	GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES - SITE DE RETHEL	1 Place Hourtoule	RETHEL
U	3	EHPAD G. ANTONIOZ - DE GAULLE	rue Latécoère	RETHEL
U	4	FOYER HEBERGEMENT POUR ADULTES HANDICAPES	rue des Eaux Vergère	ACY ROMANCE
U	4	FOYER POUR ADULTES HANDICAPES LA BARAUDELLE	1 Impasse Le Long pré	ATTIGNY
U	4	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE LES CAMPANULES	1 rue des Campanules	AUVILLERS LES FORGES
U	4	EHPAD "FLAMANVILLE"	24 rue de Flamanville	BAZEILLES
U	4	MAISON DE RETRAITE DES ANCIENS COMBATTANTS (ONAC)	23 avenue de Blagny	CARIGNAN
U	4	EHPAD FOYER TURQUAIS	21 23 avenue de Blagny	CARIGNAN
U	4	MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE SAINT	34 rue de Warcq	CHARLEVILLE MEZIERES

		JULIEN		
U	4	EHPAD JEAN JAURES	24 26 avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
U	4	EHPAD LA RESIDENCE	3 rue Jean Mermoz	CHARLEVILLE MEZIERES
U	4	CENTRE DE READAPTATION FONCTIONNELLE POUR ADULTES	34 rue de Warcq	CHARLEVILLE MEZIERES
U	4	EHPAD "LES VIGNES"	1 rue de Morteau	CHATEAU PORCIEN
U	4	EHPAD SAINT BENOIT	2 rue du Commandant Bourges	DONCHERY
U	4	EHPAD DE FLOING	rue André Payer	FLOING
U	4	EHPAD (HOPITAL LOCAL - MDR MALCOTTE PERLAUX)	30 Place du Baty	FUMAY
U	4	CLINIQUE	12 Quai des Fours	GIVET
U	4	EHPAD VAL DE MEUSE	16 rue Flayelle	GIVET
U	4	EHPAD DE GLAIRE	route de Sedan	GLAIRE
U	4	EHPAD "L'ABBAYE"	Place de l'Abbatiale	MOUZON
U	4	RESIDENCE LEON BRACONNIER	76 rue Waldeck Rousseau	REVIN
U	4	CLINIQUE	27 rue Etienne Dolet	REVIN
U	4	FOYER LA REDOUTE	route de Petite Chapelle	ROCROI
U	4	EHPAD LINARD	2 Place d'Armes	SAINT GERMAINMONT
U	4	BATIMENT MATERNITE	avenue du Général Margueritte	SEDAN
U	4	UNITE DE SOINS LONGUE DURÉE "LA PETITE VENISE"	avenue du Général Margueritte	SEDAN
U	4	EHPAD MARIE BLAISE	7 rue Jean Bertrand	SIGNY LE PETIT
U	4	FOYER POUR PERSONNES HANDICAPEES "LA SOURCE"	route de la Petite Chapelle	TAILLETTE
U	4	CLINIQUE DU DOCTEUR L'HOSTE	33 avenue Jean Jaurès	VILLERS SEMEUSE
U	4	BATIMENT LONG SEJOUR V80	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	4	BATIMENTS CHIRURGIE, CONVALESCENCE, BLOC OPERATOIRE	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	4	MAISON DE RETRAITE LA RESIDENCE (BATIMENTS A, B, C)	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	4	MAISON DEPARTEMENTALE DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	11 Boulevard Lucien Pierquin	WARCQ
U	4	CENTRE DE READAPTATION FONCTIONNELLE POUR ENFANTS	route de Charleville	WARNECOURT
U	5	IEPM DE MONTVILLERS	2 rue des Genêts	BAZEILLES
U	5	BATIMENT INFIRMERIE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
U	5	BATIMENT CENTRE D'ACCUEIL	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
U	5	BATIMENT CHATEAU - CUISINE - BUANDERIE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
U	5	UNITE ALZHEIMER (ANNEXE EHPAD "LES VIGNES")	ruelle Cochet	CHATEAU PORCIEN
U	5	CENTRE D'ACCUEIL THERAPEUTIQUE A TEMPS	4 avenue Pasteur	GIVET

		PARTIEL		
U	5	FOYER DE VIE ET CENTRE D'ACTIVITES OCCUPATIONNEL	Chemin n° 1 de Montcornet à Sécheval	MONTCORNET
U	5	ESPACE SANTE	1 avenue du Général de Gaulle	REVIN
U	5	BATIMENT CONSULTATIONS EXTERNES	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	5	BATIMENT PAU RECORDA	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	5	FOYER DE VIE "VAL DES MARIZYS"	2 Allée des Peupliers	VOUZIERS
U	5	BATIMENT LES CERISIERS	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
V	2	BASILIQUE	Place de la Basilique	CHARLEVILLE MEZIERES
V	2	EGLISE SAINT NICOLAS	Place Anatole France	RETHEL
V	3	LIEU DE CULTE ISLAMIQUE	rue de la Fonderie	CHARLEVILLE MEZIERES
V	3	EGLISE DU SACRE COEUR	Boulevard Gambetta	CHARLEVILLE MEZIERES
V	3	SALLE MUSEOGRAPHIQUE	Place de la République	DONCHERY
V	3	EGLISE SAINT REMY DES MINIMES	rue Gambetta	RETHEL
W	3	CHAMBRE ET ECOLE DE COMMERCE	avenue Georges Corneau	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	DDASS	avenue François Mitterrand	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	DDASS ET INSPECTION ACADEMIQUE	avenue François Mitterrand	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	INSPECTION ACADEMIQUE	avenue François Mitterrand	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE	Esplanade du Palais de Justice	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	MAISON DE L'AGRICULTURE	44 rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
W	4	MAIRIE	avenue de Toulon	DONCHERY
W	4	BATIMENT SAVART - MAIRIE	Place de la Mairie	LA NEUVILLE AUX JOUTES
W	4	MAIRIE	6 rue de Butez	REMILLY AILLICOURT
W	4	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	19 boulevard Fabert	SEDAN
W	4	TRIBUNAL D'INSTANCE	1 rue de la Comédie	SEDAN
W	5	BATIMENT ADMINISTRATIF ET SALLES DE CLASSE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
W	5	GENDARMERIE DES ARDENNES	198 avenue Charles de Gaulle	CHARLEVILLE MEZIERES
W	5	BATIMENT 4 : ADMINISTRATION, MEDICO PSY ET RESTAURATION	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
W	5	COMITE ARDENNAIS DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	1 Rond Point Emile Zola	RETHEL
W	5	BATIMENT ADMINISTRATIF	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
W	5	SOUS PREFECTURE	rue de Neuil	SEDAN
W	5	BATIMENT ADMINISTRATIF	avenue du Général Margueritte	SEDAN
X	1	SALLE DES SPORTS DUBOIS CRANCE	rue Dubois Crancé	CHARLEVILLE MEZIERES
X	1	LA PATINOIRE	La Warenne	CHARLEVILLE MEZIERES
X	1	SALLE DES FETES ET GYMNASE		LES MAZURES

X	2	SALLE DES SPORTS	rue Poupart	BALAN
X	2	SALLE OMNISPORTS BAYARD	rue Louis Tirman	CHARLEVILLE MEZIERES
X	2	SALLE DE SPORTS SALENGRO	rue Félicien Wautelet	CHARLEVILLE MEZIERES
X	2	CENTRE AQUATIQUE	rue des Paquis	CHARLEVILLE MEZIERES
X	2	COSEC DOMMANGE	rue du Général de Gaulle	DONCHERY
X	2	COMPLEXE SPORTIF POLYVALENT	rue du Bois de Ham	FUMAY
X	2	CENTRE AQUALUDIQUE RIVEA	RD 949 Site de Normandie	GIVET
X	2	COSEC		GRANDPRE
X	2	AIRE SPORTIVE COUVERTE	Base de loisirs de Bairon	LE CHESNE
X	2	AIRE SPORTIVE POLYVALENTE	rue Jules Ferry	NEUFMANIL
X	2	SALLE DES SPORTS	rue du Puits	RENWEZ
X	2	GYMNASE AVEC GRADINS ET SALLE OMNISPORTS	rue Normandie Niemen	RETHEL
X	2	SALLE MARCEL SCHMITT	Esplanade du Lac	SEDAN
X	2	SALLE DES SPORTS BEREGOVOY	13 avenue Jean Jaurès	VRIGNE AUX BOIS
X	3	CENTRE EQUESTRE "LES ECURIES D'ORCIERES"	La Croix Saint Martin	BARBY
X	3	COMPLEXE SPORTIF	rue de Flamanville	BAZEILLES
X	3	MAISON DES SPORTS DEPARTEMENTALE	Voie Communale n° 10	BAZEILLES
X	3	SALLE DE SPORTS	Plaine de Jeux Mesprés	BOGNY SUR MEUSE
X	3	COSEC	4 rue de Froide Fontaine	CARIGNAN
X	3	GYMNASE	rue Prottin	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	COMPLEXE SOCIO SPORTIF DU CREDIT AGRICOLE	rue des Paquis	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	PISCINE	rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	GYMNASE UNIVERSITAIRE	avenue Pierre Mendès France	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	SALLE DE TENNIS DE TABLE "REINE BESTEL"	Chemin du Mémorial	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	GYMNASE JEAN MACE	rue Jean Macé	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	COSEC LE CHARNOIS	Le Charnois	FUMAY
X	3	GYMNASE JUSTIN LABOUREY	7 bis rue de Paradis	GIVET
X	3	COMPLEXE SPORTIF POLYVALENT	Lieu dit Newet	LES HAUTES RIVIERES
X	3	COMPLEXE SPORTIF	Allée Méhul	MONTHERME
X	3	COSEC	rue Normandie Niemen	NOUVION SUR MEUSE
X	3	PISCINE MUNICIPALE	rue Jean Jaurès	NOUZONVILLE
X	3	GYMNASE FRANCISCO COBO	rue de la Grande Allée	NOUZONVILLE
X	3	SALLE POLYVALENTE ALBERT DURANTON		NOYERS PONT MAUGIS
X	3	COSEC	rue Normandie Niemen	RETHEL
X	3	PISCINE MUNICIPALE	rue Normandie Niemen	RETHEL
X	3	PISCINE FRANCOIS MITTERRAND	rue de la Céramique	REVIN
X	3	HALLE SPORTIVE POLYVALENTE	avenue Calmette	REVIN

X	3	CENTRE AQUATIQUE	rue du Général Moreau	ROCROI
X	3	GYMNASE FRENOIS	rue Lalo	SEDAN
X	3	GYMNASE	rue Jean Rogissart	SEDAN
X	3	BOULODROME ROGER CLAUSS	rue Rogissart	SEDAN
X	3	PISCINE MUNICIPALE ANDRE PREVOT	Esplanade du Lac	SEDAN
X	3	COSEC	rue de l'Abbaye	SIGNY L'ABBAYE
X	3	GYMNASE JEAN JAURES	avenue Jean Jaurès	VILLERS SEMEUSE
X	3	COSEC	rue Paul Langevin	VIVIER AU COURT
X	3	PISCINE MUNICIPALE	12 rue Verte	VOUZIERS
X	3	GYMNASE POLYVALENT	rue de Syrienne	VOUZIERS
X	4	COSEC	3 Place Grand Cour	ASFELD
X	4	GYMNASE "ARGONNE"	route de Chatillon	BELLEVILLE ET CHATILLON SUR BAR
X	4	GYMNASE JULES FERRY	rue Bernisseaux	BOGNY SUR MEUSE
X	4	SALLE DES SPORTS	rue des Capucines	CHARLEVILLE MEZIERES
X	4	GYMNASE JEAN MERMOZ	route départementale 2	CHAUMONT PORCIEN
X	4	SALLE DES SPORTS	Chemin de la Mission	CHOOZ
X	4	SALLE DES SPORTS		DOM LE MESNIL
X	4	COSEC	lieu dit Champ la Poule	FLOING
X	4	PISCINE MUNICIPALE	rue Albert Thomas Prolongée	FUMAY
X	4	PISCINE	rue Berthelot	GIVET
X	4	COMPLEXE CULTUREL ET SPORTIF	Place Saint Martin	HARCY
X	4	COSEC	avenue des Sports	JUNIVILLE
X	4	BATIMENT SAVART - SALLE DE SPORTS	Place de la Mairie	LA NEUVILLE AUX JOUTES
X	4	AIRE SPORTIVE COUVERTE	Chemin des Longues Royes	LE CHESNE
X	4	SALLE OMNISPORTS EVOLUTIVE COUVERTE	Chemin de l'Etang	LUMES
X	4	AIRE SPORTIVE COUVERTE	rue Sous Le Village	MONTCY NOTRE DAME
X	4	CENTRE AQUATIQUE	Lieu dit Les Rosois	MOUZON
X	4	COSEC	rue du Malgré Tout	RAUCOURT ET FLABA
X	4	COSEC	rue du 18 juin 1940	ROCROI
X	4	COSEC	rue Jean Monnet	SAULT LES RETHEL
X	4	COSEC ESPLANADE	rue Rogissart	SEDAN
X	4	GYMNASE JEAN BAPTISTE CLEMENT	Place Notre Dame	SEDAN
X	4	GYMNASE CRUSSY	4 avenue Aristide Briand	SEDAN
X	4	SALLE DE GYMNASTIQUE	Chaussée de Sedan	VILLERS SEMEUSE
X	4	STAND DE TIR MUNICIPAL	rue Jules Lobet	VILLERS SEMEUSE
X	4	GYMNASE EDF-CNEN	rue Pasteur Prolongée	VIREUX MOLHAIN

X	4	PISCINE MUNICIPALE FRANÇOIS MITTERRAND	rue du Ridoux	VIREUX WALLERAND
X	4	GYMNASE JEAN NOEL CAQUOT	rue de la Fusion	VOUZIERS
X	4	COSEC	rue Pasteur	VRIGNE AUX BOIS
X	5	GYMNASE	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
X	5	STADE DE FOOTBALL (VESTIAIRES ET LOCAUX ACCOMPAGNEMENT)	rue Charmont	VIREUX MOLHAIN
Y	2	MUSEE GUERRE ET PAIX	Route Départementale n° 3	NOVION PORCIEN
Y	3	MUSEE DE L'ARDENNE	29 31 Place Ducale	CHARLEVILLE MEZIERES
Y	4	ECURIES		LAUNOIS SUR VENCE
Y	4	CHATEAU FORT - CIRCUIT DE VISITES		SEDAN

Liste des établissements recevant du public calassés par commune.

NBRE ERP PAR TYPE, CATEGORIE ET COMMUNE

Type	Catégorie	Libellé de l'ERP	Adresse	Commune
M	3	MAGASIN ALDI	Route de Reims	ACY ROMANCE
M	3	MAGASIN CHAUSS EXPO	route de Reims	ACY ROMANCE
U	4	FOYER HEBERGEMENT POUR ADULTES HANDICAPES	rue des Eaux Vergère	ACY ROMANCE
R	4	CENTRE DE LOISIRS	Les Mottes	AIGLEMONT
L	3	SALLE POLYVALENTE	rue Arthur Rimbaud	AMAGNE
M	3	MAGASIN ECOMARCHE	rue Arthur Rimbaud	AMAGNE
L	4	SALLE POLYVALENTE		ARREUX
L	3	SALLE DES FETES ET FOYER	Place Grand Cour	ASFELD
M	5	MAGASIN SHOPI	17 rue du Pont de la Folie	ASFELD
R	4	COLLEGE JEAN BAPTISTE PAYER	3 rue du Château	ASFELD
X	4	COSEC	3 Place Grand Cour	ASFELD
M	4	MAGASIN SHOPI	3 rue Saint Charles	ATTIGNY
R	4	COLLEGE MULTISITES ATTIGNY - MACHAULT	1 rue Verlaine	ATTIGNY
U	4	FOYER POUR ADULTES HANDICAPES LA BARAUDELLE	1 Impasse Le Long pré	ATTIGNY
L	3	COMPLEXE POLYVALENT	route de Hierges	AUBRIVES
L	4	SALLE POLYVALENTE	58 rue du Général Sarrail	AUBRIVES
L	5	MAISON DES ASSOCIATIONS	16 Place de l'Eglise	AUBRIVES
M	5	MAGASIN LE RELAIS DES MOUSQUETAIRES	rue du Maréchal Foch	AUBRIVES
O	5	HOTEL RESTAURANT "A L'IMPERATRICE EUGENIE	Route Nationale 51	AUBRIVES
O	5	HOTEL RESTAURANT DEBETTE	Place de la Mairie	AUBRIVES
O	5	HOTEL BAR BROCANTE "MON IDEE"	24 route Nationale	AUVILLERS LES FORGES
U	4	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE LES CAMPANULES	1 rue des Campanules	AUVILLERS LES FORGES
RH	5	PONEY CLUB	7 rue Achille Monceau	AVANCON
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de Chaud Four	AVAUX
M	1	MAGASIN BRICOMARCHE	Route Nationale 43	BALAN
M	3	MAGASIN ALDI	50 52-54 avenue de Gaulle	BALAN

M	3	MAGASIN GEDIMAT SPIRE	30 avenue de Gaulle	BALAN
X	2	SALLE DES SPORTS	rue Poupart	BALAN
L	4	SALLE DES FETES ET DES SPORTS	rue Salette	BALLAY
R	5	GROUPE SCOLAIRE NOTRE DAME	rue Notre Dame	BALLAY
X	3	CENTRE EQUESTRE "LES ECURIES D'ORCIERES"	La Croix Saint Martin	BARBY
L	3	SALLE POLYVALENTE - COMPLEXE SPORTIF	rue de Flamanville	BAZEILLES
M	1	CENTRE COMMERCIAL MAC MAHON	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
M	1	CENTRE COMMERCIAL INTERMARCHE	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
M	1	MAGASIN VETI	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
M	1	MAGASIN GEMO CHAUSSURES (ANCIEN HYPER AUX CHAUSSURES)	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
M	4	MAGASIN BATIMARCHE	rue de la Dernière Cartouche	BAZEILLES
N	4	RESTAURANT L'ORANGERIE	cour du Château	BAZEILLES
N	5	BAR RESTAURANT "CHEZ MARGOT" (ANCIEN HÔTEL LA GIVONNE)	15 rue du Général Lebrun	BAZEILLES
O	5	HOTEL DE L'ORANGERIE	Cour du Château	BAZEILLES
PA	2	STADE MUNICIPAL	Chemin rural de Lamécourt	BAZEILLES
R	4	ECOLE MATERNELLE	Place de l'Infanterie de Marine	BAZEILLES
R	4	LA FOULERIE (CSSA)	Route de la Moncelle	BAZEILLES
RH	2	LYCEE HOTELIER	route de la Moncelle	BAZEILLES
RH	4	CENTRE EDUCATIF ET PROFESSIONNEL	1 rue de Vassoigne	BAZEILLES
U	4	EHPAD "FLAMANVILLE"	24 rue de Flamanville	BAZEILLES
U	5	IEPM DE MONTVILLERS	2 rue des Genêts	BAZEILLES
X	3	COMPLEXE SPORTIF	rue de Flamanville	BAZEILLES
X	3	MAISON DES SPORTS DEPARTEMENTALE	Voie Communale n° 10	BAZEILLES
O	5	CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	route de Chatillon	BELLEVILLE ET CHATILLON SUR BAR
X	4	GYMNASE "ARGONNE"	route de Chatillon	BELLEVILLE ET CHATILLON SUR BAR
L	4	SALLE RENEE VIGNOL	avenue de la Croisette	BLAGNY
M	2	MAGASIN CHAMPION	43 route Nationale	BLAGNY
M	3	MAGASIN ALDI	lieu dit les Rillettes	BLAGNY
L	3	FOYER RURAL LE SALONNAIS	Place du 24ème RI	BLANZY LA SALONNAISE
L	4	SALLE POLYVALENTE DANTON	Place Danton	BOGNY SUR MEUSE

L	4	SALLE DE SPECTACLES	1 bis rue de Château Regnault	BOGNY SUR MEUSE
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	63 avenue Blanqui	BOGNY SUR MEUSE
M	3	MAGASIN ALDI	route départementale 1	BOGNY SUR MEUSE
M	3	MAGASIN LIDL	rue Victor Hugo	BOGNY SUR MEUSE
M	4	MAGASIN EUREKA	65 rue Blanqui	BOGNY SUR MEUSE
P	3	DISCOTHEQUE RESTAURANT LA GRANDE CHAUMIERE	12 rue Blanqui	BOGNY SUR MEUSE
R	3	COLLEGE JULES FERRY	25 rue Bernisseaux	BOGNY SUR MEUSE
R	4	GROUPE SCOLAIRE LA VALLEE	Quartier de Levrézy	BOGNY SUR MEUSE
U	3	EHPAD CHATEAU MARCADET	21 rue des Euvies	BOGNY SUR MEUSE
X	3	SALLE DE SPORTS	Plaine de Jeux Mesprés	BOGNY SUR MEUSE
X	4	GYMNASE JULES FERRY	rue Bernisseaux	BOGNY SUR MEUSE
L	4	COMPLEXE POLYVALENT	Chemin de Rumelle	BOSSEVAL ET BRIANCOURT
L	4	LA GUINGUETTE DES ETANGS DE LA PREE	rue du Moulin	BOULZICOURT
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de la Gare	BOULZICOURT
R	3	POLE SCOLAIRE RENE DAUMAL	rue du Cimetière	BOULZICOURT
L	4	SALLE DES FETES ANTOINE DE CROY	Place de l'Eglise	BOURG FIDELE
R	5	BATIMENTS ATELIERS - SALLES DE CLASSE - GYMNASE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
RH	5	BATIMENTS RELIES PAR GALERIE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
U	5	BATIMENT INFIRMERIE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
U	5	BATIMENT CENTRE D'ACCUEIL	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
U	5	BATIMENT CHATEAU - CUISINE - BUANDERIE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
W	5	BATIMENT ADMINISTRATIF ET SALLES DE CLASSE	4 rue du Fourneau	BOUTANCOURT
L	4	SALLE DES FETES	rue de la Gare	BUZANCY
O	5	HOTEL RESTAURANT LE SAUMON	Place du Général Chanzy	BUZANCY
J	4	EHPAD DE CARIGNAN	rue de la Pièce du Roi	CARIGNAN
L	1	SALLE DE SPORTS A USAGE POLYVALENT	27 rue de la Pièce du Roi	CARIGNAN
L	3	SALLE DES FETES	14 Place du Docteur Gairal	CARIGNAN
M	3	MAGASIN LIDL	avenue du Général de Gaulle	CARIGNAN
M	3	MAGASIN INTERMARCHE	1 rue de la Jonclière	CARIGNAN
O	5	HOTEL RESTAURANT DU GRAND CERF	1 Place de la Fontaine	CARIGNAN
R	3	COLLEGE MULTISITES CARIGNAN - MARGUT	6 rue de Froide Fontaine	CARIGNAN
R	3	ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE	21 rue des Ecoles	CARIGNAN

U	4	MAISON DE RETRAITE DES ANCIENS COMBATTANTS (ONAC)	23 avenue de Blagny	CARIGNAN
U	4	EHPAD FOYER TURQUAIS	21 23 avenue de Blagny	CARIGNAN
X	3	COSEC	4 rue de Froide Fontaine	CARIGNAN
L	3	SALLE DES FETES	rue de la République	CHALLERANGE
P	4	LA BUVETTE	lieu dit La Forge	CHAMPIGNEULLE
O	5	CHATEAU DE CHARBOGNE	11 Grande Rue	CHARBOGNE
EF	4	PENICHE RESTAURANT LE MAWHOT	Quai Charcot	CHARLEVILLE MEZIERES
CTS	1	CHAPITEAU (SPECTACLE SUR GLACE)	rue de la Vieille Meuse	CHARLEVILLE MEZIERES
GA	3	GARE SNCF	Place de la Gare	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	FOYER RESIDENCE POUR PERSONNES AGEES	Route Départementale 988	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	EHPAD "MONTCY SAINT PIERRE"	86 rue des Paquis	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	EHPAD LES PERDRIX	2 rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	EHPAD LA GRANDE TERRE	2 rue de la Grande Terre	CHARLEVILLE MEZIERES
J	4	EHPAD PRE DU SART	rue Léon Blum	CHARLEVILLE MEZIERES
L	1	PARC DES EXPOSITIONS (HALLS A ET B)	route de Prix	CHARLEVILLE MEZIERES
L	1	CINEMA MULTIPLEXE METROPOLIS	rue de Longueville	CHARLEVILLE MEZIERES
L	2	THEATRE MUNICIPAL	Place du Théâtre	CHARLEVILLE MEZIERES
L	2	CENTRE SOCIAL MANCHESTER	26 28 rue Jules Raulin	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	SALLE DE SPECTACLES "LE FORUM"	18 avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	CENTRE CULTUREL ANDRE DHOTEL	88 rue Albert Poulain	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	ILOT JEAN JAURES	avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	CENTRE D'AUDIOPHONOLOGIE	15 avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	SALLE POLYVALENTE DUBEDOUT	rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	SALLE DE NEVERS	Place de Nevers	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	19 rue d'Aubilly	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	TRIBUNAL D'INSTANCE	rue de l'Arquebuse	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	MUSEE	avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	COMPLEXE DE L'ASSOCIATION FRANCO TURQUE	rue Martin Cacheleux	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	GROUPE SCOLAIRE KENNEDY	rue Kennedy	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	MAISON DIOCESAINE JULES BIHERY	28 avenue Gustave Gailly	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	COMPLEXE PORTE DE FLANDRE	avenue Gustave Gailly	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	INSTITUT DE LA MARIONNETTE	7 Place Winston Churchill	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	MAISON SAINT JOSEPH	rue Cardot	CHARLEVILLE MEZIERES

L	4	SALLE POUR ASSOCIATIONS	63 route de Monthermé	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue d'Etion	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	10 Boulevard Gambetta	CHARLEVILLE MEZIERES
L	4	SALLE POLYVALENTE GUY CANON	119 route de Warcq	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE OKAIDI	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE GENERALE D'OPTIQUE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE VENTE DE FLEURS ET PHOTOS	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE MOBISTORE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN MATCH	42 avenue des Martyrs de la Résistance	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN DECATHLON	Route de Prix	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN BRICOMARCHE	197 avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE OPTIQUE LECLER	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE EURO FASHION	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE CACHE CACHE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE CELIO	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE SERVICE A LA CLE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	HALL DE PRESSE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	BAR RESTAURANT LE KEVIN	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	SALON DE COIFFURE SAINT KARL	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	RESTAURANT MAC DONALD'S	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE SHAMPOO	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE JULIEN DORCEL	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE ALAIN AFFELOU	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE NOCIBE	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE CADOON'S	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN INTERMARCHE	197 avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	MAGASIN LEROY MERLIN	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	1	CELLULE PHOTO STATION	Rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN CHAUSSEA	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS KIABI - CHAUSSEA	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN PROMOCASH	boulevard Louis Aragon	CHARLEVILLE MEZIERES

M	2	MAGASIN LA HALLE AUX VETEMENTS	18 rue Pierre Bérégovoy	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN JEANTEUR	3 rue de la République	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	rue Robert Sorbon	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN CERAMIC ARDENNE	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN LEADER PRICE	avenue Forest	CHARLEVILLE MEZIERES
M	2	MAGASIN KIABI	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN METRO	avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN LEADER PRICE (ANCIEN MUTANT)	255 avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN LIDL	rue Ferroul	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN NETTO	rue d'Etion	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN SHOPI (ANCIEN MARCHE U)	15 rue Irénée Carré	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN KERIA LUMINAIRES	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN NETTO	rue de Warcq	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN VETIMARCHE	197 avenue Carnot	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN NOZ	rue des Anciens Combattants	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN ALDI	6 boulevard Jean Delautre	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MARCHE COUVERT	rue du Daga	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN CHAUSS EXPO	197 199 rue des Anciens Combattants	CHARLEVILLE MEZIERES
M	3	MAGASIN CONFORAMA	rue André Joseph	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	MAGASIN SHOPI	38 avenue de Saint Julien	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	LIBRAIRIE RIMBAUD	26 rue de la République	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	MAGASIN JEANTEUR "HOMMES"	2 rue de la République	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	LA MAISON AUTOUR DU MONDE	44 46 rue de la République	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	MAGASIN ALDI	3 rue du Theux	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	MAGASIN FEU VERT	rue Paulin Richier	CHARLEVILLE MEZIERES
M	4	MAGASIN CASH EXPRESS	134 rue Jules Fuzelier	CHARLEVILLE MEZIERES
N	3	RESTAURANT INTER ADMINISTRATIF	Square Mialaret	CHARLEVILLE MEZIERES
N	3	RESTAURANT D'ENTREPRISE DU CREDIT AGRICOLE	rue de Clèves	CHARLEVILLE MEZIERES
N	3	GARDEN ICE CAFE	7 Place Ducale	CHARLEVILLE MEZIERES
N	4	RESTAURANT LE PIRATIER	zone d'activités Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
N	4	RESTAURANT LE BUFFALO GRILL	Boulevard Jean Delautre	CHARLEVILLE MEZIERES
O	4	HOTEL LE RELAIS DU SQUARE	3 Place de la Gare	CHARLEVILLE MEZIERES

O	4	HOTEL FORMULE 1	ZAC Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
O	4	HOTEL KYRIAD	Place Bozzi	CHARLEVILLE MEZIERES
O	4	HOTEL PREMIERE CLASSE	ZAC Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	CERCLE MIXTE DE GARNISON	rue du Mess	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL LE MARCASSIN	10 rue d'Alsace	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL DE PARIS	24 avenue Georges Corneau	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL DE LA MEUSE	8 rue de l'Epargne	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL RESTAURANT FLEURITEL	Boulevard Jean Delautre	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL GRILL CAMPANILE	ZAC Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL "LE DORMEUR DU VAL"	32 rue de la Gravière	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	PLATE FORME D'ACCUEIL D'URGENCE	12 avenue du 91ème RI	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL RESTAURANT LE PALAIS	rue de Mantoue	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL LE PELICAN	avenue du Maréchal Leclerc	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	FOYER DE L'ANCRE	rue Jules Verne	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL RESTAURANT DE L'EUROPE	26 rue du Baron Quinart	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	HOTEL PRINCESSE DE CLEVES	43 rue de l'Arquebuse	CHARLEVILLE MEZIERES
O	5	CESAR HOTEL	23 avenue du Maréchal Leclerc	CHARLEVILLE MEZIERES
P	2	POLE DE LOISIRS MULTI-ACTIVITES	rue de Longueville	CHARLEVILLE MEZIERES
P	2	DISCOTHEQUE LE MILLENIUM	36 rue Victor Hugo	CHARLEVILLE MEZIERES
P	3	CENTRE SOCIAL RONDE COUTURE	9 BIS rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
PA	1	STADE DU PETIT BOIS	rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	INSTITUT UNIVERSITAIRE TECHNOLOGIQUE	Boulevard Jean Delautre	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE BAYARD	7 rue Saint Louis	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE FRED SCAMARONI	rue Fred Scamaroni	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE ROGER SALENGRO	2 bis rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	GROUPE SCOLAIRE FLANDRE - SALLE DE NEVERS	Place de Nevers	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	ECOLE NATIONALE DE MUSIQUE ET DE DANSE	rue Madame de Sévigné	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	LYCEE PRIVE NOTRE DAME	1 Place de la Basilique	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLÈGE JEAN MACE	rue Jean Macé	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE JEAN DE LA FONTAINE	rue Jean de la Fontaine	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	COLLEGE LEO LAGRANGE	42 rue de la Ronde Couture	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	IUFM	avenue Pierre Mendès France	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	POLE DE HAUTE TECHNOLOGIE (CRITT - IFTS)	ZAC Moulin Leblanc	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	GROUPE SCOLAIRE DES CAPUCINES	rue des Capucines	CHARLEVILLE MEZIERES

R	3	COLLEGE SAINT JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE	20 rue Madame de Sévigné	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	GROUPE SCOLAIRE LA CITADELLE	Allée de la Citadelle	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	ECOLE MATERNELLE DES CAPUCINES	rue des Capucines	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	CENTRE SOCIAL ET D'ANIMATION DE LA RONDE COUTURE	9 bis rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	CFAI DES ARDENNES	131 avenue Charles de Gaulle	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	ECOLE PRIMAIRE DES CAPUCINES	rue des Capucines	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	GROUPE SCOLAIRE FLANDRE	Place de Nevers	CHARLEVILLE MEZIERES
R	3	ECOLE SAINTE ANNE	rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	COLLEGE ROUGET DE LISLE	rue Rouget de Lisle	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE	avenue Charles de Gaulle	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE	1 rue des Liègeois	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	GROUPE SCOLAIRE LOUIS HANOT	rue Louis Hanot	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ESPACE ANDRE LEBON	25 rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE PRIMAIRE LES HAYBIONS	1 rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE JOLIOT CURIE	Place Joliot Curie	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	SALLE D'ACTIVITES	rue Louis Hanot	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE PIERRE VIENOT	rue du Muguet	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE PRIMAIRE ET RESTAURANT SCOLAIRE	rue Louis Hanot	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE LOUIS HANOT	rue Louis Hanot	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	GROUPE SCOLAIRE JOLIOT CURIE	Place Joliot Curie	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE PRIMAIRE JOLIOT CURIE	Place Joliot Curie	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE PRIMAIRE PIERRE VIENOT	20 avenue du Muguet	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	ECOLE SAINT REMY (MATERNELLE ET PRIMAIRE)	18 rue Louis Jouvet	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	GRETA DES ARDENNES	27 rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
R	4	GROUPE SCOLAIRE PIERRE BROSSOLETTE	rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	5	ECOLE MATERNELLE LES HAYBIONS	1 rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
R	5	ECOLE MATERNELLE BRONNERT	boulevard Bronnert	CHARLEVILLE MEZIERES
R	5	ECOLE PRIMAIRE BRONNERT	boulevard Bronnert	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	1	LYCEE FRANÇOIS BAZIN	145 avenue Charles de Gaulle	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	2	LYCÉE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ETION	rue Jean de la Fontaine	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	2	LYCEE CHANZY	13 rue Delvincourt	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	2	LYCEE GASPARD MONGE	2 avenue de Saint Julien	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	2	LYCEE SEVIGNE	14 rue Madame de Sévigné	CHARLEVILLE MEZIERES

RH	2	LYCEE ARMAND MALAISE	84 rue du Bois Fortant	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	3	COLLEGE ARTHUR RIMBAUD	20 Quai Jean Charcot	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	3	INSTITUTION SAINT REMY	6 Place Winston Churchill	CHARLEVILLE MEZIERES
RH	4	ANNEXE DU LYCEE FRANÇOIS BAZIN	rue Jean-Jacques Rousseau	CHARLEVILLE MEZIERES
S	3	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	8 rue Ferroul	CHARLEVILLE MEZIERES
S	3	MEDIATHEQUE "LES VOYELLES"	Place Jacques Félix	CHARLEVILLE MEZIERES
S	4	ARCHIVES DEPARTEMENTALES	rue de la Porte de Bourgogne	CHARLEVILLE MEZIERES
U	1	CENTRE HOSPITALIER MANCHESTER	45 avenue de Manchester	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	EHPAD - CENTRE DE SEJOUR POUR PERSONNES AGEES	Place Jacques Félix	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	HOPITAL CORVISART	rue d'Aubilly	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE BEL'AIR	1 rue Pierre Hallali	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	POLYCLINIQUE DU PARC	avenue Georges Corneau	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	UNITE DE PSYCHLOGIE MEDICALE	rue d'Aubilly	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	EHPAD SAINT REMY	rue d'Aubilly	CHARLEVILLE MEZIERES
U	3	EHPAD "SAVIGNY PRÉ"	rue Savigny Pré	CHARLEVILLE MEZIERES
U	4	MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE SAINT JULIEN	34 rue de Warcq	CHARLEVILLE MEZIERES
U	4	EHPAD JEAN JAURES	24 26 avenue Jean Jaurès	CHARLEVILLE MEZIERES
U	4	EHPAD LA RESIDENCE	3 rue Jean Mermoz	CHARLEVILLE MEZIERES
U	4	CENTRE DE READAPTATION FONCTIONNELLE POUR ADULTES	34 rue de Warcq	CHARLEVILLE MEZIERES
V	2	BASILIQUE	Place de la Basilique	CHARLEVILLE MEZIERES
V	3	LIEU DE CULTE ISLAMIQUE	rue de la Fonderie	CHARLEVILLE MEZIERES
V	3	EGLISE DU SACRE COEUR	Boulevard Gambetta	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	CHAMBRE ET ECOLE DE COMMERCE	avenue Georges Corneau	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	DDASS	avenue François Mitterrand	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	DDASS ET INSPECTION ACADEMIQUE	avenue François Mitterrand	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	INSPECTION ACADEMIQUE	avenue François Mitterrand	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE	Esplanade du Palais de Justice	CHARLEVILLE MEZIERES
W	3	MAISON DE L'AGRICULTURE	44 rue du Petit Bois	CHARLEVILLE MEZIERES
W	5	GENDARMERIE DES ARDENNES	198 avenue Charles de Gaulle	CHARLEVILLE MEZIERES
X	1	SALLE DES SPORTS DUBOIS CRANCE	rue Dubois Crancé	CHARLEVILLE MEZIERES
X	1	LA PATINOIRE	La Warenne	CHARLEVILLE MEZIERES

X	2	SALLE OMNISPORTS BAYARD	rue Louis Tirman	CHARLEVILLE MEZIERES
X	2	SALLE DE SPORTS SALENGRO	rue Félicien Wautelet	CHARLEVILLE MEZIERES
X	2	CENTRE AQUATIQUE	rue des Paquis	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	GYMNASE	rue Prottin	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	COMPLEXE SOCIO SPORTIF DU CREDIT AGRICOLE	rue des Paquis	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	PISCINE	rue des Mésanges	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	GYMNASE UNIVERSITAIRE	avenue Pierre Mendès France	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	SALLE DE TENNIS DE TABLE "REINE BESTEL"	Chemin du Mémorial	CHARLEVILLE MEZIERES
X	3	GYMNASE JEAN MACE	rue Jean Macé	CHARLEVILLE MEZIERES
X	4	SALLE DES SPORTS	rue des Capucines	CHARLEVILLE MEZIERES
Y	3	MUSEE DE L'ARDENNE	29 31 Place Ducale	CHARLEVILLE MEZIERES
L	3	SALLE SOCIO CULTURELLE WILBAULT	rue des Promenades	CHATEAU PORCIEN
L	4	SALLE DES FETES ET MAIRIE	Hôtel de Ville	CHATEAU PORCIEN
M	4	MAGASIN SHOPI	37 rue de la Sommevue	CHATEAU PORCIEN
R	4	ECOLE PRIMAIRE	1 rue de la Sommevue	CHATEAU PORCIEN
R	5	ECOLE MATERNELLE	1 rue de la Sommevue	CHATEAU PORCIEN
R	5	COLLEGE	78 rue de la Sommevue	CHATEAU PORCIEN
U	4	EHPAD "LES VIGNES"	1 rue de Morteau	CHATEAU PORCIEN
U	5	UNITE ALZHEIMER (ANNEXE EHPAD "LES VIGNES")	ruelle Cochet	CHATEAU PORCIEN
L	4	SALLE POLYVALENTE	Place du Docteur Fréal	CHAUMONT PORCIEN
R	5	COLLEGE JEAN MERMOZ	route de Seraincourt	CHAUMONT PORCIEN
X	4	GYMNASE JEAN MERMOZ	route départementale 2	CHAUMONT PORCIEN
L	4	SALLE POLYVALENTE BOUFFARD	Allée des Demoiselles	CHEVEUGES
L	3	COMPLEXE POLYVALENT	Chemin de la Mission	CHOOZ
L	4	CENTRE D'INFORMATION PUBLIC	Centrale Nucléaire	CHOOZ
L	4	SALLE POLYVALENTE	7 rue du Baty	CHOOZ
R	4	GROUPE SCOLAIRE ET SALLE POLYVALENTE	7 rue du Baty	CHOOZ
R	4	GROUPE SCOLAIRE	7 rue du Baty	CHOOZ
X	4	SALLE DES SPORTS	Chemin de la Mission	CHOOZ
L	4	MAISON DES ASSOCIATIONS	Place Pierre Destrée	CLIRON
M	3	JARDINERIE "VIVE LE JARDIN"	Route Nationale 43	CLIRON
L	5	MAISON DU TEMPS LIBRE		DAMOUZY
PA	3	STADE DU PONT DE MEUSE		DOM LE MESNIL
X	4	SALLE DES SPORTS		DOM LE MESNIL

L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL L'ATELIER	route de Vrigne aux Bois	DONCHERY
M	4	MAGASIN SHOPI	rue Georges Clémenceau	DONCHERY
N	4	FERME RESTAURANT DE MONTIMONT	hameau de Montimont	DONCHERY
O	5	HOTEL RESTAURANT "CHATEAU DU FAUCON"	Chemin Départemental 334	DONCHERY
R	4	POLE SCOLAIRE MATERNELLE	8 rue des Remparts de la Corderie	DONCHERY
R	4	ECOLE MATERNELLE MARBEUHAN	rue des Remparts de la Corderie	DONCHERY
R	5	MAISON DE L'ENFANT	18 rue Jean Jaurès	DONCHERY
U	4	EHPAD SAINT BENOIT	2 rue du Commandant Bourges	DONCHERY
V	3	SALLE MUSEOGRAPHIQUE	Place de la République	DONCHERY
W	4	MAIRIE	avenue de Toulon	DONCHERY
X	2	COSEC DOMMANGE	rue du Général de Gaulle	DONCHERY
L	4	SALLE POLYVALENTE	2 Place du 11 Novembre	DOUZY
O	4	HOTEL RESTAURANT DU COEUR D'OR	2 4 rue des Vanniers	DOUZY
O	5	GITE RURAL (ANCIEN PRESBYTÈRE)	rue du 8 Mai	DOUZY
R	3	COLLEGE MARIE-HELENE CARDOT	26 rue Raoul Pagnier	DOUZY
J	5	INSTITUT MEDICO-EDUCATIF LES SYLVAINS	route de Pauvres	DRICOURT
L	3	FOYER RURAL	Grand Rue	ETEIGNIERES
J	4	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE LE PRE AUX SAULES	lieu dit La Livre au Beurre	ETREPIGNY
O	5	HOTEL RESTAURANT ABBAYE DES SEPT FONTAINES	rue des Sept Fontaines	FAGNON
L	4	SALLE POLYVALENTE	Place de l'Eglise	FLAIGNES HAVYS
O	5	GITE COMMUNAL AVEC LOCAUX ASSOCIATIFS	13 rue Fernand Simon	FLEVILLE
L	4	SALLE DES FETES	15 route de Sedan	FLIZE
L	4	SALLE DES FETES COMMUNALE	rue des Braves Gens	FLOING
L	4	SALLES POLYVALENTES CAMILLE MANGIN (ANCIEN PRESBYTÈRE)	rue de l'Harmonie	FLOING
U	4	EHPAD DE FLOING	rue André Payer	FLOING
X	4	COSEC	lieu dit Champ la Poule	FLOING
L	3	SALLE POLYVALENTE	lieu dit Le Richat	FROMELENNES
L	4	SALLE DES FETES	rue de la Manufacture	FROMELENNES
L	3	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL	rue François de Pressencé	FUMAY
L	4	SALLE DES FETES	rue Sainte Marie	FUMAY

M	2	MAGASIN INTERMARCHE	avenue Jean Baptiste Clément	FUMAY
M	2	MAGASIN CHAMPION	225 rue des Evignes	FUMAY
M	3	MAGASIN DALEX	229 rue des Evignes	FUMAY
M	4	MAGASIN ALDI (PROJET ABANDONNE)	route de Revin	FUMAY
O	5	HOTEL D'ALGER	73 rue Jean Baptiste Clément	FUMAY
O	5	HOTEL RESTAURANT LES ROCHES	avenue Jean Jaurès	FUMAY
R	3	COLLEGE LES AURAINS	27 rue Anatole France	FUMAY
R	4	GROUPE SCOLAIRE LE CHARNOIS	171 rue Jules Guesde	FUMAY
U	4	EHPAD (HOPITAL LOCAL - MDR MALCOTTE PERLAUX)	30 Place du Baty	FUMAY
X	2	COMPLEXE SPORTIF POLYVALENT	rue du Bois de Ham	FUMAY
X	3	COSEC LE CHARNOIS	Le Charnois	FUMAY
X	4	PISCINE MUNICIPALE	rue Albert Thomas Prolongée	FUMAY
L	4	SALLE DES FETES	39 rue de la Gare	GESPUNSART
P	3	DISCOTHEQUE LE PARADISIO	1 route de Neufmanil	GESPUNSART
L	3	SALLE DES FETES (ANCIENNE EGLISE DES RECOLLETS)	rue des Recollets	GIVET
L	3	CENTRE CULTUREL LES RECOLLECTINES	18 rue Méhul	GIVET
L	3	CERCLE MESS MANGIN	Place de l'Esplanade	GIVET
L	3	SALLE HENRI MICHEL	Chemin de Mon Bijou	GIVET
L	3	ESPACE DE SPECTACLES LE MANEGE	Place de l'Esplanade	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 6	route de Beauraing	GIVET
M	1	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BRICOMARCHE)	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 9	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 8	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 7	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 5	route de Beauraing	GIVET
M	1	ESPACE JARDINERIE	route de Beauraing	GIVET
M	1	BAR	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 3	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 2	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N°1	route de Beauraing	GIVET
M	1	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE	route de Beauraing	GIVET

		(INTERMARCHE)		
M	1	COUR "BATI"	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 10	route de Beauraing	GIVET
M	1	BOUTIQUE N° 11	route de Beauraing	GIVET
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	Chemin de Mon Bijou	GIVET
M	3	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT B E5)	route de Beauraing	GIVET
M	3	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT A E1)	route de Beauraing	GIVET
M	3	MAGASIN NETTO	Chemin de Mon Bijou	GIVET
M	3	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT A E3)	route de Beauraing	GIVET
M	3	MAGASIN ALDI	35 rue du Bon Secours	GIVET
M	3	MAGASIN MARCHE PLUS	16 rue Gambetta	GIVET
M	3	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT A E2)	route de Beauraing	GIVET
M	4	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT B E7)	route de Beauraing	GIVET
M	4	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT B E6)	route de Beauraing	GIVET
M	4	MAGASIN LIDL	rue des Trois Fourchettes	GIVET
M	5	CENTRE COMMERCIAL RIVES D'EUROPE (BATIMENT B E4)	route de Beauraing	GIVET
O	5	RELAIS VTT	Route des Chaumières	GIVET
O	5	HOTEL LES DAMES DE MEUSE	22 rue Thiers	GIVET
O	5	HOTEL LE ROOSEVELT	14 Quai des Remparts	GIVET
O	5	HOTEL VAL SAINT HILAIRE	7 Quai des Fours	GIVET
O	5	HOTEL LES REFLETS JAUNES	2 rue du Général de Gaulle	GIVET
R	3	CITE SCOLAIRE VAUBAN	15 rue André Bouzy	GIVET
R	4	ECOLE PRIMAIRE CHARLES DE GAULLE	rue de Paradis	GIVET
R	4	ECOLE MATERNELLE CHARLES DE GAULLE	rue de Paradis	GIVET
R	4	ECOLE ELEMENTAIRE SAINT HILAIRE	2 rue des Ecoles	GIVET
R	4	ECOLE MATERNELLE DE LA TOUR D'AUVERGNE	Allée Charles Bruneau	GIVET
U	4	CLINIQUE	12 Quai des Fours	GIVET

U	4	EHPAD VAL DE MEUSE	16 rue Flayelle	GIVET
U	5	CENTRE D'ACCUEIL THERAPEUTIQUE A TEMPS PARTIEL	4 avenue Pasteur	GIVET
X	2	CENTRE AQUALUDIQUE RIVEA	RD 949 Site de Normandie	GIVET
X	3	GYMNASE JUSTIN LABOUREY	7 bis rue de Paradis	GIVET
X	4	PISCINE	rue Berthelot	GIVET
O	5	HOTEL RESTAURANT MA CAMPAGNE	Grande Rue	GIVONNE
U	4	EHPAD DE GLAIRE	route de Sedan	GLAIRE
L	4	SALLE DES FETES	30 rue de Montflix	GRANDPRE
R	4	COLLEGE	rue des Quatre Frères Tellier	GRANDPRE
X	2	COSEC		GRANDPRE
L	4	SALLE COMMUNALE	rue Principale	GRUYERES
L	3	SALLE DES FETES ET DES SPORTS	7 rue de la Gare	HARAUCOURT
P	3	DISCOTHEQUE "LE CHATEAU"	Chemin de Cense le Château	HARAUCOURT
X	4	COMPLEXE CULTUREL ET SPORTIF	Place Saint Martin	HARCY
L	4	SALLE POLYVALENTE	Place de Launay	HARGNIES
O	5	GITE RURAL	Base de loisirs	HAULME
L	4	FOYER COMMUNAL	Place de l'Hôtel de Ville	HAYBES
O	5	LE MOULIN LABOTTE	52 rue Edmond Dromart	HAYBES
O	5	HOTEL RESTAURANT SAINT HUBERT	47 rue André Cunin	HAYBES
RH	4	INSTITUT MEDICO EDUCATIF	21 rue du 24 Août	HAYBES
RH	4	CENTRE DE LOISIRS ET D'INITIATION PERMANENT	23 rue du 24 Août	HAYBES
L	4	SALLE POLYVALENTE - MAGASIN DE VENTE	zone industrielle les Forges	HIERGES
P	4	DISCOTHEQUE LE WARCAN	Olly	ILLY
RH	5	GITE D'ETAPE "LES COMPAGNONS DES JOURS HEUREUX"	Hameau de Rumel	ISSANCOURT ET RUMEL
L	3	SALLE POLYVALENTE	Place du Général de Gaulle	JUNIVILLE
L	5	MAISON D'ACCUEIL RURALE POUR PERSONNES AGEES	2 rue de Crawinkel	JUNIVILLE
R	4	POLE SCOLAIRE	rue Chantereine	JUNIVILLE
R	4	COLLEGE	19 rue des Ecoles	JUNIVILLE
X	4	COSEC	avenue des Sports	JUNIVILLE
RH	5	HOME D'ACCUEIL	Chemin Départemental 977	LA CHAPELLE
L	3	SALLE POLYVALENTE	5 rue d'Evigny	LA FRANCHEVILLE

L	4	BATIMENT SAVART - SALLE DES FETES	Place de la Mairie	LA NEUVILLE AUX JOUTES
L	4	BATIMENT SAVART	Place de la Mairie	LA NEUVILLE AUX JOUTES
O	5	GITE RURAL "LES MALINETTES"	117 rue Principale	LA NEUVILLE AUX JOUTES
P	3	DISCOTHEQUE LA CHAUMIERE	105 La Pisselotte	LA NEUVILLE AUX JOUTES
W	4	BATIMENT SAVART - MAIRIE	Place de la Mairie	LA NEUVILLE AUX JOUTES
X	4	BATIMENT SAVART - SALLE DE SPORTS	Place de la Mairie	LA NEUVILLE AUX JOUTES
L	4	SALLE DES FETES	rue du Moulin	LA NEUVILLE EN TOURNE A FUY
O	5	CHATEAU DE LAMETZ (GÎTES RURAUX)		LAMETZ
N	5	RESTAURANT LE BOIS D'AULNES	rue Cécilia Gazanière	LAUNOIS SUR VENCE
N	5	BERGERIE		LAUNOIS SUR VENCE
O	5	HOTEL LE VAL DE VENCE	rue Cécilia Gazanière	LAUNOIS SUR VENCE
P	3	DISCOTHEQUE LA CALECHE	rue du Château	LAUNOIS SUR VENCE
T	2	LA HALLE AUX DILIGENCES		LAUNOIS SUR VENCE
Y	4	ECURIES		LAUNOIS SUR VENCE
L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Bois de la Coue	LE CHESNE
O	5	CAFE ET HÔTEL DES SPORTS	1 rue du Lac de Bairon	LE CHESNE
R	3	COLLEGE MULTISITES VOUZIERS - LE CHESNE (SITE DE LE CHESNE)	rue Lucien Hubert	LE CHESNE
R	4	ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE	rue Cadot	LE CHESNE
RH	4	BASE DE LOISIRS	rue du lac de Bairon	LE CHESNE
X	2	AIRE SPORTIVE COUVERTE	Base de loisirs de Bairon	LE CHESNE
X	4	AIRE SPORTIVE COUVERTE	Chemin des Longues Royes	LE CHESNE
R	4	CHATEAU DE LA BARBIERE	Le Mont Dieu	LE MONT DIEU
L	4	SALLE POLYVALENTE	Château de l'Echelle	L'ECHELLE
L	4	SALLE POLYVALENTE	Voie communale n° 3	LEFFINCOURT
O	5	HOTEL RESTAURANT LE CONSTANTIN	lieu dit Constantine	LEFFINCOURT
M	2	MAGASIN INTERSPORT	Zone commerciale Villers II	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN VET AFFAIRES	zone commerciale Villers I	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN MONDIAL PECHE	Zone Commerciale Villers II	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN TEXTI LOISIRS	Zone Commerciale Villers II	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN CASA	Zone Commerciale Villers II	LES AYVELLES
M	3	MAGASIN TOUTENCAM	Zone Commerciale Villers I	LES AYVELLES
O	5	HOTEL RESTAURANT LE SANDRA	40 route de Sedan	LES AYVELLES

O	5	HOTEL RESTAURANT LE CHEVAL BLANC	61 rue de Sedan	LES AYVELLES
L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Château d'Eau	LES HAUTES RIVIERES
R	4	ECOLE MATERNELLE	10 rue Grande	LES HAUTES RIVIERES
X	3	COMPLEXE SPORTIF POLYVALENT	Lieu dit Newet	LES HAUTES RIVIERES
L	1	CENTRE DES CONGRES	Les Vieilles Forges	LES MAZURES
L	4	CENTRE SOCIAL ET MULTI ACCUEIL "LES LUTINS"	5 rue de l'Eglise	LES MAZURES
R	5	GROUPE SCOLAIRE	rue des Ecoles	LES MAZURES
RH	4	BASE DE LOISIRS	Les Vieilles Forges	LES MAZURES
RH	5	CENTRE DE LOISIRS	route de Bourg Fidèle	LES MAZURES
X	1	SALLE DES FETES ET GYMNASE		LES MAZURES
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue des Nots	LIART
R	4	COLLEGE EDOUARD PIETTE	rue Labecq	LIART
RH	4	CENTRE DE LOISIRS ET D'HEBERGEMENT	rue Colin Not	LIART
RH	5	CENTRE D'HEBERGEMENT ET D'ANIMATION	Rue des Cloutiers	LIART
L	4	SALLE DES FETES	route de la Croix aux Bois	LONGWE
L	2	SALLE POLYVALENTE	rue Pasteur	LUCQUY
RH	4	MAISON FAMILIALE ET RURALE	11 Place de la Gare	LUCQUY
O	5	HOTEL L'ECLIPSE	rue du Puits	LUMES
PA	2	STADE JEAN PIERRE FREROT		LUMES
X	4	SALLE OMNISPORTS EVOLUTIVE COUVERTE	Chemin de l'Etang	LUMES
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Alexandre Hazeaux	MACHAULT
R	4	POLE SCOLAIRE GUILLAUME DE MACHAULT	rue Basse	MACHAULT
L	3	SALLE DES FETES	rue des Ecoles	MARGUT
O	4	ERMITAGE SAINT WALFROY	route de Saint Walfroy	MARGUT
R	4	GROUPE SCOLAIRE LAPORTE	28 rue de la Poste	MARGUT
L	3	SALLE DES FETES	rue de la Gare	MAUBERT FONTAINE
L	4	SALLE DES FETES	12 rue des Remparts	MAUBERT FONTAINE
M	4	MAGASIN ECOMARCHE	Route Nationale 43	MAUBERT FONTAINE
O	5	AU REPOS DU LIEVRE	La Cense Gobron	MAUBERT FONTAINE
RH	4	LYCEE TECHNIQUE PRIVE NOTRE DAME	18 rue du Château	MAUBERT FONTAINE
U	5	FOYER DE VIE ET CENTRE D'ACTIVITES OCCUPATIONNEL	Chemin n° 1 de Montcornet à Sécheval	MONTCORNET
O	5	BAR HOTEL CHABOTIER	2 rue Gustave Gailly	MONTCY NOTRE DAME
R	4	ECOLE ELEMENTAIRE	rue Roger Salengro	MONTCY NOTRE DAME

R	4	LE CHATEAU DES FEES	Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	BATIMENT 7 : SESSAD	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	BATIMENT 1 : EDUCATIF EXTERNAT	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	BATIMENT 6 : ECOLE	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	BATIMENT 5 : ATELIER HORTICULTURE	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
R	5	BATIMENT 2 : EDUCATIF EXTERNAT	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
RH	5	BATIMENT 3 : INTERNAT	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
W	5	BATIMENT 4 : ADMINISTRATION, MEDICO PSY ET RESTAURATION	4 Chemin de Chaumont	MONTCY NOTRE DAME
X	4	AIRE SPORTIVE COUVERTE	rue Sous Le Village	MONTCY NOTRE DAME
J	4	EHPAD SAINT ANTOINE	Les Hauts Buttés	MONTHERME
L	4	SALLE DE SPECTACLES	3 rue Paul Doumer	MONTHERME
M	3	MAGASIN SHOPI (ANCIEN CHAMPION)	rue André Compain	MONTHERME
R	3	COLLEGE LES DEUX VALLEES	rue Voltaire	MONTHERME
R	4	MAISON DON BOSCO - BATIMENT SCOLAIRE	rue Monseigneur Bihery	MONTHERME
RH	4	CENTRE DE LOISIRS LES ECAILLETTES	Chemin des Ecaillettes	MONTHERME
RH	4	MAISON DON BOSCO - BATIMENT PRINCIPAL	rue Monseigneur Bihery	MONTHERME
RH	5	MAISON DON BOSCO - PAVILLON CARBONNIER	rue Monseigneur Bihery	MONTHERME
X	3	COMPLEXE SPORTIF	Allée Méhul	MONTHERME
R	4	MAIRIE	Place de L'Eglise	MONTHOIS
R	4	ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE	Place de L'Eglise	MONTHOIS
R	4	GROUPEMENT MAIRIE - ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE	Place de L'Eglise	MONTHOIS
L	4	SALLE DES FETES	rue Moulin Lavigne	MOUZON
L	4	FOYER RESIDENCE LES MARONNIERS (PARTIE COMMUNE)	avenue Moulin Lavigne	MOUZON
M	3	MAGASIN LEADER PRICE (ANCIEN MUTANT)	avenue de la Paix	MOUZON
M	4	MAGASIN SHOPI	16 rue Mothe	MOUZON
PA	2	STADE RAYMOND SOMMER		MOUZON
R	4	COLLEGE MULTISITES MOUZON - RAUCOURT (SITE DE MOUZON)	4 rue Jean-Claude Stoltz	MOUZON
RH	5	CENTRE EDUCATIF RENFORCE DE BAYBEL	43 rue de l'Europe	MOUZON
U	4	EHPAD "L'ABBAYE"	Place de l'Abbatiale	MOUZON
X	4	CENTRE AQUATIQUE	Lieu dit Les Rosois	MOUZON

L	4	SALLE DES FETES	3 rue Frédéric Paté	NEUFLIZE
R	4	ECOLE PRIMAIRE ET MATERNELLE	5 rue Frédéric Paté	NEUFLIZE
R	4	POLE SCOLAIRE	rue des Sports	NEUFLIZE
R	4	GROUPE SCOLAIRE	15 rue Jules Ferry	NEUFMANIL
X	2	AIRE SPORTIVE POLYVALENTE	rue Jules Ferry	NEUFMANIL
O	5	MOTEL DUBOIS	route nationale 43	NEUVILLE LEZ BEAULIEU
O	5	AUBERGE DU PETIT NAY	Route Nationale	NOUART LES CHAMPYS
L	4	SALLE LEO LAGRANGE	Place Maurice Thorez	NOUVION SUR MEUSE
L	4	SALLE GERARD PHILIPE	rue Jean Jaurès	NOUVION SUR MEUSE
M	3	MAGASIN SHOPI	rue Albert Peltriaux	NOUVION SUR MEUSE
PA	3	STADE MUNICIPAL	rue Normandie Niemen	NOUVION SUR MEUSE
R	3	COLLEGE VAL DE MEUSE	rue Normandie Niemen	NOUVION SUR MEUSE
R	4	GROUPE SCOLAIRE PAUL LANGEVIN	rue Paul Langevin	NOUVION SUR MEUSE
R	4	GROUPE SCOLAIRE VILLEMAUX	Place Villemaux	NOUVION SUR MEUSE
X	3	COSEC	rue Normandie Niemen	NOUVION SUR MEUSE
L	2	SALLE DES FETES ROGER MAILLARD	Place Gambetta	NOUZONVILLE
L	3	CENTRE CULTUREL	rue Jean Baptiste Clément	NOUZONVILLE
L	5	SALLE DE L'OMNIA	17 boulevard Jean Baptiste Clément	NOUZONVILLE
M	2	MAGASIN CARREFOUR MARKET (ANCIEN CHAMPION)	42 rue Parmentier	NOUZONVILLE
M	3	MAGASIN LEADER PRICE	1 rue Danton	NOUZONVILLE
M	4	MAGASIN ECOMARCHE (ANCIEN BAZ ECO)	24 rue Jean Baptiste Clément	NOUZONVILLE
N	5	BAR RESTAURANT DE LA PLACE	15 Place Gambetta	NOUZONVILLE
R	3	COLLEGE JEAN ROGISSART	9 rue Bara	NOUZONVILLE
R	4	ECOLE PRIVEE SAINTE THERESE	1 rue du Général Margueritte	NOUZONVILLE
R	4	GROUPE SCOLAIRE DEVANT NOUZON	7 rue Albert Poulain	NOUZONVILLE
R	4	ECOLE ELEMENTAIRE DU CENTRE	rue des Bouvreuils	NOUZONVILLE
R	4	ECOLE PRIMAIRE DE LA CACHETTE	rue de Lorraine Prolongée	NOUZONVILLE
U	3	EHPAD DE L'HOPITAL LOCAL NOUZONVILLE	65 rue Edouard Vaillanf	NOUZONVILLE
X	3	PISCINE MUNICIPALE	rue Jean Jaurès	NOUZONVILLE
X	3	GYMNASE FRANCISCO COBO	rue de la Grande Allée	NOUZONVILLE
R	4	POLE SCOLAIRE ET MAIRIE	2 Place de la Mairie	NOVION PORCIEN
Y	2	MUSEE GUERRE ET PAIX	Route Départementale n° 3	NOVION PORCIEN

X	3	SALLE POLYVALENTE ALBERT DURANTON		NOYERS PONT MAUGIS
L	4	POLE NATURE NOCTURNIA	Le Bois de Roucy	OLIZY PRIMAT
L	4	SALLE POLYVALENTE	2 route de Coulommes	PAUVRES
L	3	SALLE POLYVALENTE DE LA VENCE	route de Montigny	POIX TERRON
R	4	GROUPE SCOLAIRE ROBERT GOBEZ	rue de la Gare	POIX TERRON
RH	4	CFA BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	Route Départementale 941	POIX TERRON
L	3	SALLES D'ACTIVITÉS	ruelle Bersin	POURU SAINT REMY
L	3	SALLE POLYVALENTE ET GYMNASE	rue du Stade	PRIX LES MEZIERES
L	4	ESPACE MULTIACTIVITES	rue des Ecoliers	PRIX LES MEZIERES
M	2	MAGASIN BRICO DEPOT	route de Warnécourt	PRIX LES MEZIERES
PA	2	STADE DE LA POTERIE	lieu dit la Poterie	PRIX LES MEZIERES
L	3	SALLE COMMUNALE	rue de la Grange au Blé	PUISEUX
R	4	ECOLE COMMUNALE	Place de la Mairie	PURE
P	4	DISCOTHEQUE LE DON QUICHOTTE	Les Eroineaux	RAILLICOURT
L	4	SALLE POLYVALENTE	Chemin des Grands Pettons	RANCENNES
R	4	COLLEGE VICTOR AMEDEE SECHERET	rue du Fond de Villers	RAUCOURT ET FLABA
X	4	COSEC	rue du Malgré Tout	RAUCOURT ET FLABA
L	4	SALLE POLYVALENTE - MAIRIE	6 rue de Butez	REMILLY AILLICOURT
O	4	HOTEL RESTAURANT LA SAPINIERE	1 route de Sedan	REMILLY AILLICOURT
O	5	AUBERGE DU PORT	Chemin de Remilly	REMILLY AILLICOURT
W	4	MAIRIE	6 rue de Butez	REMILLY AILLICOURT
L	3	LA HALLE	Place de la Mairie	RENWEZ
M	3	MAGASIN SHOPI	avenue des Martyrs de la Résistance	RENWEZ
O	5	HOTEL RESTAURANT DES VOYAGEURS	11 avenue des Martyrs de la Résistance	RENWEZ
R	4	ECOLE MATERNELLE JULES MICHELET	rue de la Boutillette	RENWEZ
R	4	ECOLE PRIMAIRE JULES MICHELET	rue de la Boutillette	RENWEZ
X	2	SALLE DES SPORTS	rue du Puits	RENWEZ
L	2	SALLE DES FETES	Boulevard de la IVème Armée	RETHEL
L	4	SALLE CULTURELLE LOUIS JOUVET	Place de Caen	RETHEL
M	1	MAGASIN DALEX	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BOUTIQUE OPTIC 2000	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MEUBLES RICHARD	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL

M	1	PRESSING "ARC EN CIEL"	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN SPORT ESPACE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN CAT PRESSE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BOUTIQUE STAR GAMES (ANCIENNE BOUTIQUE NOUGATINE)	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BAR BRASSERIE "COULEUR CAFE"	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BOUTIQUE SFR	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN BAG FASHION	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	BOUTIQUE CAMARA	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	PARFUMERIE PASSION BEAUTE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	L'ETOILE BIJOUTERIE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	ALLIANCE COIFFURE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN CARREFOUR (ANCIEN CHAMPION)	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	CORDONNERIE PLUS	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN CHAUSSEA	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN DU LUNDI AU SAMEDI	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	1	MAGASIN BRICONAUTE	Zone commerciale De l'Etoile	RETHEL
M	2	MAGASIN LES BRICONAUTES	rue Pierre Latécoère	RETHEL
M	3	LA HALLE	Place de Caen	RETHEL
M	3	MAGASIN SHOPI (ANCIEN STOC)	45 avenue Gambetta	RETHEL
M	3	MAGASIN ELECTROMENAGER DE L'ETOILE	Zone commerciale de l'Etoile	RETHEL
M	3	MAGASIN CROC AFFAIRES	Zone d'Activités du Foirail	RETHEL
M	3	MAGASIN DEFI MODE	Zone Commerciale de l'Etoile	RETHEL
M	3	MAGASIN ALDI	rue Pierre Latécoère	RETHEL
N	5	CAFETERIA LE TOURNESOL	Boulevard de la 2ème DI	RETHEL
O	5	HOTEL RESTAURANT LE MODERNE	Place Victor Hugo	RETHEL
O	5	HOTEL	13 Quai Chéri Pauffin	RETHEL
O	5	HOTEL RESTAURANT LE SANGLIER	1 rue Pierre Curie	RETHEL
R	4	COLLEGE SAINTE THERESE	3 Quai Gaignot	RETHEL
R	4	ECOLE PRIMAIRE ET MATERNELLE SAINTE THERESE	3 Quai Gaignot	RETHEL
R	4	ECOLE PRIMAIRE MAZARIN	Place de Caen	RETHEL
R	5	ECOLE MATERNELLE MAZARIN	Place de Caen	RETHEL
RH	2	LYCEE PAUL VERLAINE	44 rue du Docteur Gobinet	RETHEL

RH	3	LYCEE AGRICOLE	route de Novion	RETHEL
RH	3	COLLEGE ROBERT DE SORBON	rue Etienne Dolet	RETHEL
U	3	GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES - SITE DE RETHEL	1 Place Hourtoule	RETHEL
U	3	EHPAD G. ANTONIOZ - DE GAULLE	rue Latécoère	RETHEL
V	2	EGLISE SAINT NICOLAS	Place Anatole France	RETHEL
V	3	EGLISE SAINT REMY DES MINIMES	rue Gambetta	RETHEL
W	5	COMITE ARDENNAIS DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	1 Rond Point Emile Zola	RETHEL
X	2	GYMNASE AVEC GRADINS ET SALLE OMNISPORTS	rue Normandie Niemen	RETHEL
X	3	COSEC	rue Normandie Niemen	RETHEL
X	3	PISCINE MUNICIPALE	rue Normandie Niemen	RETHEL
L	3	SALLE DE SPECTACLES JEAN VILAR	Place Jean Jaurès	REVIN
L	3	SALLE POLYVALENTE	Quai Edgar Quinet	REVIN
L	3	SALLE DES SPORTS	Place Jean Jaurès	REVIN
M	2	MAGASIN BRICOMARCHE	rue Vital Sueur	REVIN
M	2	MAGASIN BAZAR LAND	rue Vital Sueur	REVIN
M	2	MAGASIN LEADER PRICE	15 rue Gambetta	REVIN
M	2	MAGASIN INTERMARCHE DE LA BOUVERIE	13 avenue Danton	REVIN
M	3	MAGASIN DEFI MODE	rue Vital Sueur	REVIN
M	3	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS DEFI MODE ET CHAUSSEA	rue Vital Sueur	REVIN
M	3	MAGASIN CHAUSSEA	rue Vital Sueur	REVIN
M	3	MAGASIN LIDL	rue Jean Moulin	REVIN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE DAGUET	37 rue Paul Bert	REVIN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE FRANÇOIS 1ER	44 Quai Camille Desmoulins	REVIN
O	5	FERME AUBERGE LE MALGRE TOUT	route du Malgré Tout	REVIN
PA	2	STADE MUNICIPAL CAMILLE TITEUX	rue des Bateaux	REVIN
PE	5	RELAIS VTT	65 67 Quai Edgar Quinet	REVIN
R	3	COLLEGE GEORGE SAND	640 rue de la Roche des Diales	REVIN
R	3	HALLE OMNISPORTS	640 rue de la Roche des Diales	REVIN
R	3	GROUPE SCOLAIRE CALMETTE	avenue Calmette	REVIN
R	3	PÔLE HOTELLERIE ET DEMI PENSION	avenue de la Cité Scolaire	REVIN
R	3	COLLEGE ARISTIDE BRIAND	47 rue Aristide Briand	REVIN

R	4	ECOLE ELEMENTAIRE DE LA CAMPAGNE	247 rue Léon Blum	REVIN
R	4	ECOLE MATERNELLE DE LA CAMPAGNE	rue Ferrer	REVIN
R	4	ECOLE PRIMAIRE DE LA BOUVERIE	rue Charles Adam	REVIN
R	4	ECOLE MATERNELLE DE LA BOUVERIE	55 rue Jean Baptiste Clément	REVIN
RH	4	CENTRE DE VACANCES JEUNESSE MEUSE	La Petite Commune	REVIN
U	4	RESIDENCE LEON BRACONNIER	76 rue Waldeck Rousseau	REVIN
U	4	CLINIQUE	27 rue Etienne Dolet	REVIN
U	5	ESPACE SANTE	1 avenue du Général de Gaulle	REVIN
X	3	PISCINE FRANCOIS MITTERRAND	rue de la Céramique	REVIN
X	3	HALLE SPORTIVE POLYVALENTE	avenue Calmette	REVIN
M	3	MAGASIN SHOPI	rue Pasteur	RIMOGNE
R	3	COLLEGE LE BLANC MARAIS	152 rue Bouilleaux	RIMOGNE
L	3	SALLE POLYVALENTE	Place Jean Mermoz	ROCQUIGNY
J	4	EHPAD DE ROCROI	6 rue de Nevers	ROCROI
L	3	SALLE POLYVALENTE	Quartier Saint Nicolas	ROCROI
L	4	SALLE DE SPECTACLES	rue de Nevers	ROCROI
M	2	MAGASIN CHAMPION	rue de la Petite Chapelle	ROCROI
M	3	MAGASIN ALDI	rue Royale	ROCROI
O	5	HOTEL BAR RESTAURANT LE COMMERCE	Place Briand	ROCROI
O	5	HOTEL RESTAURANT LE PALAIS	15 Place d'Armes	ROCROI
O	5	HOTEL PIZZERIA LES REMPARTS	10 rue des Remparts	ROCROI
R	3	COLLEGE ANDREE VIENOT	23 rue du 18 Juin 1940	ROCROI
R	4	POLE SCOLAIRE DU CENTRE	rue du Quartier	ROCROI
U	4	FOYER LA REDOUTE	route de Petite Chapelle	ROCROI
X	3	CENTRE AQUATIQUE	rue du Général Moreau	ROCROI
X	4	COSEC	rue du 18 juin 1940	ROCROI
R	3	CENTRE SCIENCES ARTS ET NATURE	Les Broisses Basses	RUMIGNY
R	4	POLE SCOLAIRE	Grande Rue	RUMIGNY
L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de l'Eglise	SAINT ETIENNE A ARNES
L	3	SALLE DES FETES	3 rue Brennus Delaitre	SAINT GERMAINMONT
R	4	POLE SCOLAIRE	Chemin Rural de la Carrière	SAINT GERMAINMONT
U	4	EHPAD LINARD	2 Place d'Armes	SAINT GERMAINMONT
L	4	AMPHITHEATRE	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
R	3	PARTIE BATIMENT A	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT

R	5	ATELIER DE TRANSFORMATION	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
R	5	CLASSES ATELIERS POUR ENSEIGNEMENT SPECIALISE	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
RH	3	PARTIE BATIMENT B AVEC LEGTA	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
W	5	BATIMENT ADMINISTRATIF	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
X	5	GYMNASE	27 rue du Muguet	SAINT LAURENT
P	3	DISCOTHEQUE LA MARLIERE		SAPOGNE FEUCHERES
L	3	FOYER POUR TOUS	rue de la Vieille Ville	SAULCES MONCLIN
L	3	SALLE POLYVALENTE	71 avenue Bourgoin	SAULT LES RETHEL
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	24 rue de Reims	SAULT LES RETHEL
M	3	MAGASIN LEADER PRICE (ANCIEN MUTANT)	17 21 rue de Reims	SAULT LES RETHEL
M	4	MAGASIN EURO MATERIAUX	rue de la Petite Prée	SAULT LES RETHEL
PA	3	STADE MUNICIPAL JEAN CHATELIN	rue des Sports	SAULT LES RETHEL
R	3	COLLEGE VALLIERE	771 route de Perthes	SAULT LES RETHEL
R	5	CENTRE MEDICO PSYCHO PEDAGOGIQUE	3-5 7 rue des Géraniums	SAULT LES RETHEL
X	4	COSEC	rue Jean Monnet	SAULT LES RETHEL
L	5	SALLE POLYVALENTE	Ruelle des Ecoles	SAVIGNY SUR AISNE
J	4	CHRS L'ESPERANCE	5 rue Cunin Gridaine	SEDAN
L	2	SALLE MARCILLET	Place Crussy	SEDAN
L	3	MAISON D'ACCUEIL DU PAYS SEDANAIS	29 31-35 rue du Ménil	SEDAN
L	3	POLE CULTUREL	Place Calonne	SEDAN
L	3	CINEMA LE TURENNE	17 avenue de Verdun	SEDAN
L	3	MAISON DE QUARTIER CLAUDE GEORGIN	lieu dit Les Economes	SEDAN
L	4	BATIMENT NORD	avenue du Général de Gaulle	SEDAN
L	4	AMPHITHEATRE	rue des Anciens d'Afrique du Nord	SEDAN
L	4	CENTRE EDUCATIF	29 rue Jean Jaurès	SEDAN
L	4	CENTRE COMMERCIAL DE LA PRAIRIE	avenue du Général de Gaulle	SEDAN
L	4	BATIMENT SUD	avenue du Général de Gaulle	SEDAN
L	5	RESIDENCE PERSONNES AGEES MAC DONALD (PARTIES COMMUNES)	7 12 Rue Jules Clin	SEDAN
L	5	CHATEAU FORT - GALERIE DES ANTIQUITES		SEDAN
L	5	CHATEAU FORT - SALLE DES TRESORS		SEDAN
M	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	14 avenue Pasteur	SEDAN

M	1	MAGASIN DECATHLON	14 avenue Pasteur	SEDAN
M	2	MAGASIN CHAMPION	116 avenue Léon Charpentier	SEDAN
M	2	MAGASIN INTERMARCHE	rue Cadeau	SEDAN
M	2	PARC COMMERCIAL - MAGASIN DE FLEURS	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	2	PARC COMMERCIAL - SURFACE LIBRE 1	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	2	PARC COMMERCIAL - LA HALLE	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	2	MAGASINS DEFI MODE - CHAUSSEA	rue des Forges	SEDAN
M	2	MAGASIN GIFI	rue des Forges	SEDAN
M	2	MAGASIN DEFI MODE	rue des Forges	SEDAN
M	2	MAGASIN CHAUSSEA	rue des Forges	SEDAN
M	3	PARC COMMERCIAL - LA HALLE AUX CHAUSSURES	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	3	MAGASIN TOUTENCAM	62 avenue Philippoteaux	SEDAN
M	3	MAGASIN ALDI	avenue de la Marne	SEDAN
M	3	MAGASIN LIDL	rue des Forges	SEDAN
M	3	MAGASIN KING JOUETS (ANCIEN TEDDY TOYS)	rue des Forges	SEDAN
M	3	MAGASIN NETTO	rue Salvatore Allendé	SEDAN
M	3	MAGASIN LEADER PRICE	37 rue Jean Jaurès	SEDAN
M	3	MAGASIN NOZ	rue des Forges	SEDAN
M	3	MAGASIN I'DECOR (ANCIEN GARY)	12 rue Thiers	SEDAN
M	4	HOTEL DES VENTES	4 bis rue de Mirbritz	SEDAN
M	4	PARC COMMERCIAL - BONOBO	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	4	PARC COMMERCIAL - MAGASIN FEU VERT	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	4	MAGASIN SHOPI	6 rue Berthelot	SEDAN
M	4	MARCHE PLUS	9 rue Gambetta	SEDAN
M	4	PARC COMMERCIAL - CACHE CACHE	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	5	PARC COMMERCIAL - SURFACE LIBRE 2	18 avenue de la Marne	SEDAN
M	5	PARC COMMERCIAL - MAGASIN THIRIET	18 avenue de la Marne	SEDAN
N	5	BATIMENT CUISINE CENTRALE	avenue du Général Margueritte	SEDAN
O	3	HOTELLERIE DU CHATEAU FORT	Porte des Princes	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE SAINT MICHEL	3 rue Saint Michel	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE CAMPANILE	Parc de Frénois	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LA MARMOTTE	89 91 avenue de la Marne	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE RELAIS	rue Gaston Sauvage	SEDAN

O	5	HOTEL RESTAURANT LE PALAIS DERVICH (ANCIEN MARCASSIN)	26 Boulevard Gambetta	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT DE L'EUROPE	2 Place de la Gare	SEDAN
O	5	BAR - HÔTEL LE MODERNE	6 rue de la République	SEDAN
O	5	HOTEL RESTAURANT LE LUXEMBOURG	4 rue Thiers	SEDAN
P	3	COSEC PORTE DE BALAN	7 rue de l'Ancienne Porte de Balan	SEDAN
P	3	BAR DANSANT LE SWING	21 rue de l'Hôtel Massart	SEDAN
P	4	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE "CALONNE"	2 Place Calonne	SEDAN
PA	1	STADE LOUIS DUGAUGUEZ	Boulevard Delattre de Tassigny	SEDAN
PA	2	STADE ABBE GILLET	rue de la Garenne	SEDAN
PA	2	ZONE DE BAIGNADE DU LAC	lieu dit le Clos Neuflize	SEDAN
R	3	COLLEGE LE LAC	boulevard Delattre de Tassigny	SEDAN
R	3	ECOLE PRIMAIRE BITCHE	9 rue de Bitche	SEDAN
R	3	ECOLE PRIMAIRE PRAIRIE	121 avenue de Gaulle	SEDAN
R	3	COLLEGE ELISABETH DE NASSAU	Place Nassau	SEDAN
R	3	COLLEGE ET LYCEE MABILLON	23 avenue des Martyrs de la Résistance	SEDAN
R	3	COLLEGE FRENOIS	59 Chemin de Boutry	SEDAN
R	3	COLLEGE TURENNE	21 Place Crussy	SEDAN
R	4	MAISON DE LA FORMATION	4 rue de la Tanière	SEDAN
R	4	GROUPE SCOLAIRE FRENOIS	2 rue de la Marfée	SEDAN
R	4	HARMONIE MUNICIPALE	23 rue Jean Jaurès	SEDAN
R	4	ECOLE PRIMAIRE LECLERC ADAM	2 rue Leclerc Adam	SEDAN
R	4	ECOLE MATERNELLE LOUISE MICHEL	79 avenue de la Marne	SEDAN
R	4	ECOLE CATHOLIQUE DE LA SALLE	3 avenue de Verdun	SEDAN
R	4	ECOLE MATERNELLE BITCHE	13 rue de Bitche	SEDAN
R	4	ECOLE CATHOLIQUE DU SACRE COEUR	4 6 rue Mac Donald	SEDAN
R	4	GROUPE SCOLAIRE BLANPAIN	8 rue Blanpain	SEDAN
R	4	ECOLE PRIMAIRE FOND DE GIVONNE	91 Faubourg du Fond de Givonne	SEDAN
R	4	GROUPE SCOLAIRE L'ESPLANADE	1 rue Rogissart	SEDAN
R	4	ECOLE MATERNELLE PRAIRIE	avenue Kennedy	SEDAN

R	4	ECOLE MATERNELLE LA PLAGE	Quai Paul Bert	SEDAN
R	4	ECOLE MATERNELLE PIERRE CONGAR	34 Faubourg du Fond de Givonne	SEDAN
RH	2	LYCEE PIERRE BAYLE	rue Rogissart	SEDAN
RH	2	LYCEE JEAN BAPTISTE CLEMENT	11 rue Jean Jaurès	SEDAN
RH	3	LYCEE PROFESSIONNEL LE CHATEAU	1 Place du Château	SEDAN
RH	5	FOYER PALATINAT 2 (CENTRE EDUCATIF)	1 rue Ancienne Porte de Bouillon	SEDAN
RH	5	FOYER PALATINAT 1 (CENTRE EDUCATIF)	5 Rue du Palatinat	SEDAN
RH	5	UNITE PASTEUR (CENTRE EDUCATIF)	3 avenue Pasteur	SEDAN
S	3	MEDIATHEQUE	rue des Anciens d'Afrique du Nord	SEDAN
S	4	ATELIER, STOCKAGE, ARCHIVES, DON DU SANG, PHARMACIE	avenue du Général Margueritte	SEDAN
U	2	CENTRE HOSPITALIER	avenue du Général Margueritte	SEDAN
U	4	BATIMENT MATERNITE	avenue du Général Margueritte	SEDAN
U	4	UNITE DE SOINS LONGUE DURÉE "LA PETITE VENISE"	avenue du Général Margueritte	SEDAN
W	4	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	19 boulevard Fabert	SEDAN
W	4	TRIBUNAL D'INSTANCE	1 rue de la Comédie	SEDAN
W	5	SOUS PREFECTURE	rue de Neuil	SEDAN
W	5	BATIMENT ADMINISTRATIF	avenue du Général Margueritte	SEDAN
X	2	SALLE MARCEL SCHMITT	Esplanade du Lac	SEDAN
X	3	GYMNASE FRENOIS	rue Lalo	SEDAN
X	3	GYMNASE	rue Jean Rogissart	SEDAN
X	3	BOULODROME ROGER CLAUSS	rue Rogissart	SEDAN
X	3	PISCINE MUNICIPALE ANDRE PREVOT	Esplanade du Lac	SEDAN
X	4	COSEC ESPLANADE	rue Rogissart	SEDAN
X	4	GYMNASE JEAN BAPTISTE CLEMENT	Place Notre Dame	SEDAN
X	4	GYMNASE CRUSSY	4 avenue Aristide Briand	SEDAN
Y	4	CHATEAU FORT - CIRCUIT DE VISITES		SEDAN
L	4	SALLE DES FETES	Impasse du Presbytère	SEMIDE
L	4	SALLE POLYVALENTE		SERY
O	5	HOTEL LA SAPONIERE	route d'Ambly	SEUIL

M	4	MAGASIN SHOPI	route de Rocroi	SIGNY L'ABBAYE
O	5	AUBERGE DE L'ABBAYE	2 Place Aristide Briand	SIGNY L'ABBAYE
O	5	CHATEAU MONTAUBOIS		SIGNY L'ABBAYE
O	5	HOTEL RESTAURANT LE GIBERGEON	7 Place de l'Eglise	SIGNY L'ABBAYE
R	3	COLLEGE MARCEL GANICHON	rue de l'Abbaye	SIGNY L'ABBAYE
R	5	PAVILLON GOBERT	lieu dit La Vénerie	SIGNY L'ABBAYE
RH	5	CENTRE DE LOISIRS ET D'HEBERGEMENT (MAISON DES 4 FRERES)	Forêt Domaniale	SIGNY L'ABBAYE
X	3	COSEC	rue de l'Abbaye	SIGNY L'ABBAYE
L	3	SALLE DES FETES	rue du Château	SIGNY LE PETIT
O	5	HOTEL RESTAURANT LE LION D'OR	27 Place de l'Eglise	SIGNY LE PETIT
O	5	HOTEL (ANNEXE HOTEL LE LION D'OR)	29 Place de l'Eglise	SIGNY LE PETIT
R	4	COLLEGE JEAN BAPTISTE CLEMENT	rue de l'Ecaillette	SIGNY LE PETIT
U	4	EHPAD MARIE BLAISE	7 rue Jean Bertrand	SIGNY LE PETIT
L	2	SALLE DES SPORTS	Les Avergères	TAGNON
L	4	SALLE DES FETES	rue du Docteur Doyen	TAGNON
R	4	ECOLE MATERNELLE FAY	rue du Canton de Beaune la Rolande	TAGNON
R	5	ECOLE PRIMAIRE PIERRE TOUFFLIN	rue du Canton de Beaune la Rolande	TAGNON
U	4	FOYER POUR PERSONNES HANDICAPEES "LA SOURCE"	route de la Petite Chapelle	TAILLETTE
L	4	SALLE POLYVALENTE	Place de l'Eglise	THILAY
P	3	SALLE POLYVALENTE	Place de la Gare	THIN LE MOUTIER
R	4	POLE SCOLAIRE	Lieu dit Le Pré Saucet	THIN LE MOUTIER
L	3	SALLE DES FETES	rue René Dupont	TOURNES
L	4	SALLES SPORTIVES ET CULTURELLES	5 rue de la Gare	TOURNES
O	5	LES COMPAGNONS DE LA ROUTE	21 route Nationale 43	TOURNES
R	4	POLE SCOLAIRE	rue René Dupont	TOURNES
CTS		CHATEAU DE LA CASSINE		VENDRESSE
O	5	AUBERGE RESTAURANT LA FERME D'ECRY	18 route d'Ecry	VIEUX LES ASFELD
L	2	COMPLEXE MUNICIPAL	13 rue Ferdinand Buisson	VILLERS SEMEUSE
M	1	CENTRE COMMERCIAL CORA	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	2	MAGASIN MAXI TOYS	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE

M	2	MAGASIN AUBERT	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	2	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS 4 MURS - FABIO LUCCI	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	2	MAGASIN FABIO LUCCI	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	2	MAGASIN GEMO VETEMENTS	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	2	MAGASIN 4 MURS	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	2	GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS AUBERT - MAXI TOYS	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN HYGENA	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN GEMO CHAUSSURES	Zone Commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN TOOTA	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN ALDI	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN CHAUSSEA	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN LA HALLE AUX CHAUSSURES	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN BUT	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN LA HALLE AUX VETEMENTS	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN THIRIET	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN C&A	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	GROUPEMENT HALLE AUX CHAUSSURES / SPORT 2000	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN SPORT 2000	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	GROUPEMENT CHAUSSEA / THIRIET	Zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN ALDI	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASINS TOOTA - HYGENA	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	3	MAGASIN DEVIANNE	zone commerciale Villers II	VILLERS SEMEUSE
M	4	MAGASIN CROZATIER	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	4	MAGASIN JEAN'S UNIVERSE	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	4	CROZATIER - CUISINE PLUS - JEAN'S UNIVERSE	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
M	4	MAGASIN CUISINE PLUS	Zone Commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
N	4	RESTAURANT RAPIDE MAC DONALD'S	Zone commerciale Villers I	VILLERS SEMEUSE
O	3	HOTEL RELAIS MERCURE	rue Louise Michel	VILLERS SEMEUSE
PA	2	STADE MUNICIPAL ROGER MARCHE	avenue Jean Jaurès	VILLERS SEMEUSE
R	3	COLLEGE JULES LEROUX	rue Jules Ferry	VILLERS SEMEUSE
R	4	ECOLE MATERNELLE GAMBETTA	6 rue Gambetta	VILLERS SEMEUSE

R	4	ECOLE PRIMAIRE LE CHARME	21 rue Jean Rogissart	VILLERS SEMEUSE
U	4	CLINIQUE DU DOCTEUR L'HOSTE	33 avenue Jean Jaurès	VILLERS SEMEUSE
X	3	GYMNASE JEAN JAURES	avenue Jean Jaurès	VILLERS SEMEUSE
X	4	SALLE DE GYMNASTIQUE	Chaussée de Sedan	VILLERS SEMEUSE
X	4	STAND DE TIR MUNICIPAL	rue Jules Lobet	VILLERS SEMEUSE
L	3	SALLE DES FÊTES ET MAIRIE	14-15 rue Henri Pecqueur	VIREUX MOLHAIN
M	3	MAGASIN INTERMARCHE	rue Roger Posty	VIREUX MOLHAIN
M	4	MAGASIN SHOPI	115 avenue Roger Posty	VIREUX MOLHAIN
M	4	MAGASIN LIDL (PROJET ABANDONNE)	avenue Roger Posty	VIREUX MOLHAIN
O	5	RELAIS VTT	Place de la Collégiale	VIREUX MOLHAIN
O	5	HOTEL RESTAURANT DU COMMERCE	5 rue de la Gare	VIREUX MOLHAIN
X	4	GYMNASE EDF-CNEN	rue Pasteur Prolongée	VIREUX MOLHAIN
X	5	STADE DE FOOTBALL (VESTIAIRES ET LOCAUX ACCOMPAGNEMENT)	rue Charmont	VIREUX MOLHAIN
L	5	SALLE JEANNE D'ARC	rue du Général Bertrand	VIREUX WALLERAND
O	5	GÎTE RURAL "LE CHATEAU DU RISDOUX"	Lieu dit Le Risdoux	VIREUX WALLERAND
R	3	COLLEGE CHARLES BRUNEAU	10 rue de la Campagne	VIREUX WALLERAND
R	4	ECOLE MATERNELLE	rue du 8 mai 1945	VIREUX WALLERAND
R	4	CENTRE SOCIO CULTUREL INTERCOMMUNAL	rue du Ridoux	VIREUX WALLERAND
X	4	PISCINE MUNICIPALE FRANÇOIS MITTERRAND	rue du Ridoux	VIREUX WALLERAND
L	4	MAISON DE LA CULTURE ET DES LOISIRS LUCIEN ARDENNE	Place de l'Eglise	VIVIER AU COURT
P	3	DISCOTHEQUE LE V.I.P.	Route de Vrigne Meuse	VIVIER AU COURT
R	4	ECOLE MATERNELLE DEBUSSY	Côte Jaune	VIVIER AU COURT
R	5	ECOLE MATERNELLE PANIER	Côte Jaune	VIVIER AU COURT
RH	3	LYCEE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL LOUIS ARMAND	51 rue Tambach Dietharz	VIVIER AU COURT
X	3	COSEC	rue Paul Langevin	VIVIER AU COURT
L	2	CENTRE CULTUREL LES TOURELLES	6 rue Henrionnet	VOUZIERS
L	2	SALLE DES FETES	16 BIS rue du Chemin Salé	VOUZIERS
L	4	SALLE BELLEVUE	rue de Condé	VOUZIERS
L	5	SALLE POLYVALENTE	Chestres	VOUZIERS
M	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	rue du Blanc Mont	VOUZIERS
M	1	MAGASIN CHAMPION	1 rue Verte	VOUZIERS

M	3	MAGASIN NOZ	rue Albert Caquot	VOUZIERS
M	3	LES GALERIES CARNOT	42 place Carnot	VOUZIERS
M	3	MAGASIN MONSIEUR BRICOLAGE	1 rue des Artisans	VOUZIERS
M	3	MAGASIN MARCHE PLUS	27 Place Carnot	VOUZIERS
M	3	MAGASIN LIDL	rue Albert Caquot	VOUZIERS
M	3	MAGASIN ALDI	rue Albert Caquot	VOUZIERS
M	4	MAISON DE L'ELEVEUR	2 route de Vandy	VOUZIERS
M	4	MAGASIN BIGMAT	rue du Port	VOUZIERS
O	5	HOTEL RESTAURANT "ARGONNE HOTEL"	route de Reims	VOUZIERS
P	3	DISCOTHEQUE LE COMPLEX (ANCIEN STELLA)	16 rue du Chemin Salé	VOUZIERS
PA	3	STADE MUNICIPAL	rue Nouvelle	VOUZIERS
R	4	ECOLE MATERNELLE AVETANT	6 rue Avetant	VOUZIERS
R	4	CENTRE POLYVALENT RURAL	rue de l'Agriculture	VOUZIERS
R	4	ECOLE PRIMAIRE ABEL DODEMAN	1 rue du Chemin Salé	VOUZIERS
R	4	ECOLE MATERNELLE DORA LEVI	rue Verte	VOUZIERS
RH	3	COLLEGE PAUL DROUOT	rue de la Fusion	VOUZIERS
RH	3	LYCEE THOMAS MASARYK	33 rue Bournizet	VOUZIERS
RH	4	LYCEE JEANNE D'ARC	27 rue Bournizet	VOUZIERS
RH	4	ECOLE PRIMAIRE	27 rue Bournizet	VOUZIERS
RH	4	GROUPE SCOLAIRE PRIVE SAINT LOUIS	27 rue Bournizet	VOUZIERS
RH	4	COLLEGE SAINT LOUIS	27 rue Bournizet	VOUZIERS
U	4	BATIMENT LONG SEJOUR V80	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	4	BATIMENTS CHIRURGIE, CONVALESCENCE, BLOC OPERATOIRE	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	4	MAISON DE RETRAITE LA RESIDENCE (BATIMENTS A, B, C)	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	5	BATIMENT CONSULTATIONS EXTERNES	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	5	BATIMENT PAU RECORDA	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
U	5	FOYER DE VIE "VAL DES MARIZYS"	2 Allée des Peupliers	VOUZIERS
U	5	BATIMENT LES CERISIERS	12 rue Henrionnet	VOUZIERS
X	3	PISCINE MUNICIPALE	12 rue Verte	VOUZIERS
X	3	GYMNASE POLYVALENT	rue de Syrienne	VOUZIERS
X	4	GYMNASE JEAN NOEL CAQUOT	rue de la Fusion	VOUZIERS
L	4	SALLE DES FETES	4 rue Voltaire	VRIGNE AUX BOIS

M	3	MAGASIN ALDI	5 rue Pierre Viénot	VRIGNE AUX BOIS
M	3	MAGASIN SHOPI	12 rue Pierre Viénot	VRIGNE AUX BOIS
R	3	COLLEGE PASTEUR	1 rue Pasteur	VRIGNE AUX BOIS
R	4	HALTE GARDERIE	43 rue Gambetta	VRIGNE AUX BOIS
X	2	SALLE DES SPORTS BEREGOVOY	13 avenue Jean Jaurès	VRIGNE AUX BOIS
X	4	COSEC	rue Pasteur	VRIGNE AUX BOIS
L	4	SALLE POLYVALENTE	route de Vandy	VRIZY
N	4	BAR DISCOTHEQUE L'HACIENDA		VRIZY
M	3	MAGASIN ALDI	Boulevard Lucien Pierquin	WARCQ
O	5	LE RELAIS DES 4 VENTS	132 Boulevard Lucien Pierquin	WARCQ
U	4	MAISON DEPARTEMENTALE DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	11 Boulevard Lucien Pierquin	WARCQ
U	4	CENTRE DE READAPTATION FONCTIONNELLE POUR ENFANTS	route de Charleville	WARNECOURT
N	5	AUBERGE "CHEZ ODETTE"	Place de l'Eglise	WILLIERS
L	4	SALLE DES FETES - MAIRIE	rue de l'Abreuvoir	YONCQ

ANNEXE XI

Les ports de Givet

Le port privé de Givet :

Société ou exploitant : **Champagne Céréales**
Adresse : **164 route de Bonsecours - 08600 Givet**
Téléphone : **03 24 42 10 35**
Subdivision territoriale : **Subdivision de Givet - SNNE - tél. : 03 24 42 10 02**

Voie navigable : **Canal de la Meuse**
Point kilométrique (P.K.) : **1.5**
Rive : **gauche**

Mouillage garanti : **3,00 m (trafic international)**
Activités du port : **céréales, oléagineux et protéagineux**
Type d'activité : **expéditions/réceptions**
Capacité du silo :
silo vertical : 16 800 tonnes - silo à fond plat : 60 000 tonnes
Linéaire de quai : **186 m**

Equipements : **poste chargement orientable pour bateaux de 250 à 1500 tonnes, transporteurs à bande, élévateurs, grue...**
Autres dessertes : **routière**

Le port public de Givet :

Concessionnaire du port : **Chambre de Commerce et d'Industrie des Ardennes**
Adresse : **CCI 08 - 18A avenue Georges Corneau - BP 389 - 08106 Charleville-Mézières Cedex**

Société ou exploitant :
Charbonnage de France, Lafarge Granulats, Tréfimétaux, Carmeuse,
France Champagne Approvisionnement, Unilin
Adresse : **120 route de Bonsecours - 08600 Givet**

Voie navigable : **Canal de la Meuse**
Point kilométrique (P.K.) : **1.8**
Rive : **gauche**

Activités du port : **bois, combustibles minéraux solides, produits métallurgiques, minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction, engrais, produits chimiques, grosses pièces**
Type d'activité : **expéditions/réceptions, manutention, stockage...**

Equipements : **grue, pelle hydraulique, chargeurs sur pneu, bascule route...**

Autres dessertes : **routière**

ANNEXE XII

Données des tunnels ferroviaires :

LIGNE HIRSON / CHARLEVILLE-MEZIERES

TUNNEL DE LIART

Caractéristiques principales du tunnel :

Tunnel de LIART de 300 m (du PK 027,988 au PK 028,288)
Département 08
Ligne 20 ou 222 000
Section de ligne d'AUBENTON à CHARLEVILLE
Entre les gares de LIART et d'AUBIGNY

Localisation géographique :

Département des Ardennes (08)
Commune :
Entrée (Est) = commune de LIART
Sortie (Ouest) = commune de LIART
Tête Est située au PK 027,988
Tête Ouest située au PK 028,288
Altitude moyenne : 227,6 m

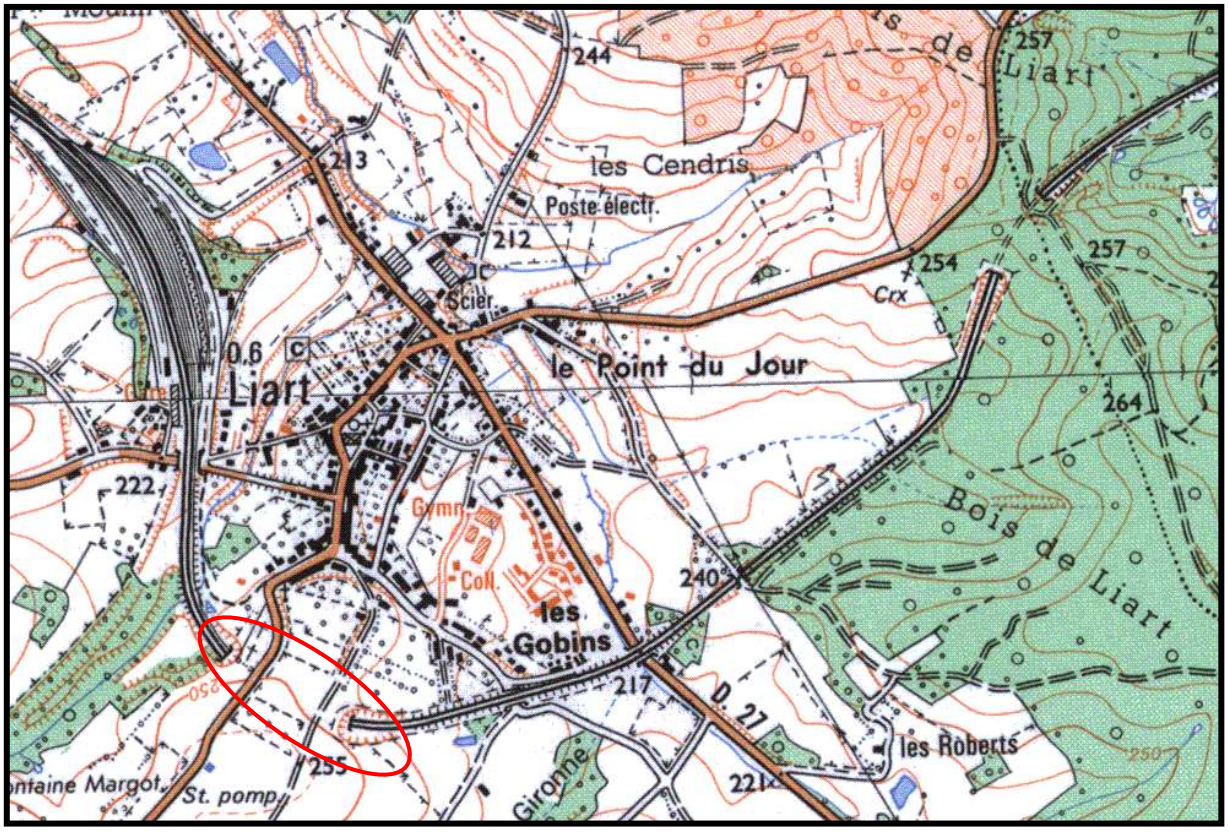
Localisation ferroviaire :

Ligne : AUBENTON à CHARLEVILLE (222 000 ou 20)
Entrée : (Est) située au PK 027,988
Sortie : (Ouest) située au PK 028,288
Entre les gares : de LIART et AUBIGNY
Etablissement Infrapôle Champagne Ardenne
Régulation / Centre Opérationnel de Gestion des Circulations de Reims (C.O.G.C = ex PC)

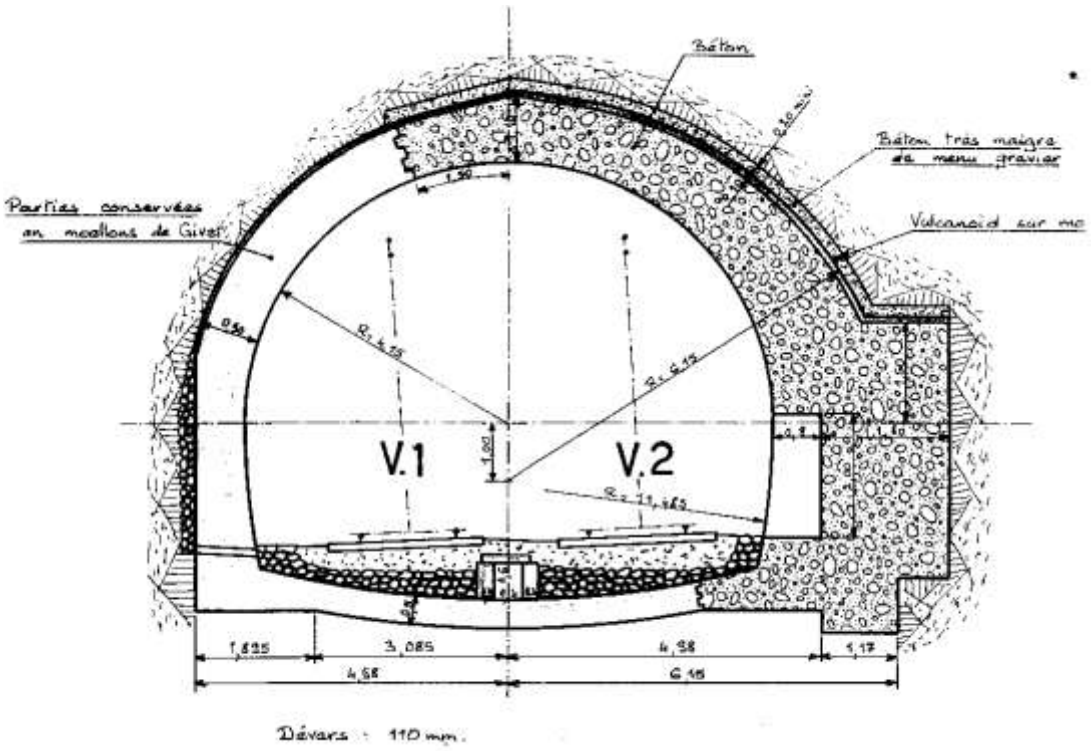
Description :

Il y a 2 lorrys légers dans un abri couvert en dur au PK 28,320 (clefs sur place).
Sur ligne régulée (table EST du COGC de Lille)
Vitesse maximum : 90 km/h
Nombre moyen de circulations : 220 par jour environ
Longueur : 300 m
Double voie
KVB : non
Espacement : BAL sur S
Pente de 3,51 mm / mètre vers Charleville sur 384 m
Tunnel en courbe de rayon 384 m
Electrifié en 25 000 V
RSS de Pagny sur Moselle
Radio sol-train : oui
Eclairage : tunnel éclairé
Niches : 5 niches par voie en quinconce espacées de 50 ml
Ventilation : naturelle

Localisation du tunnel :

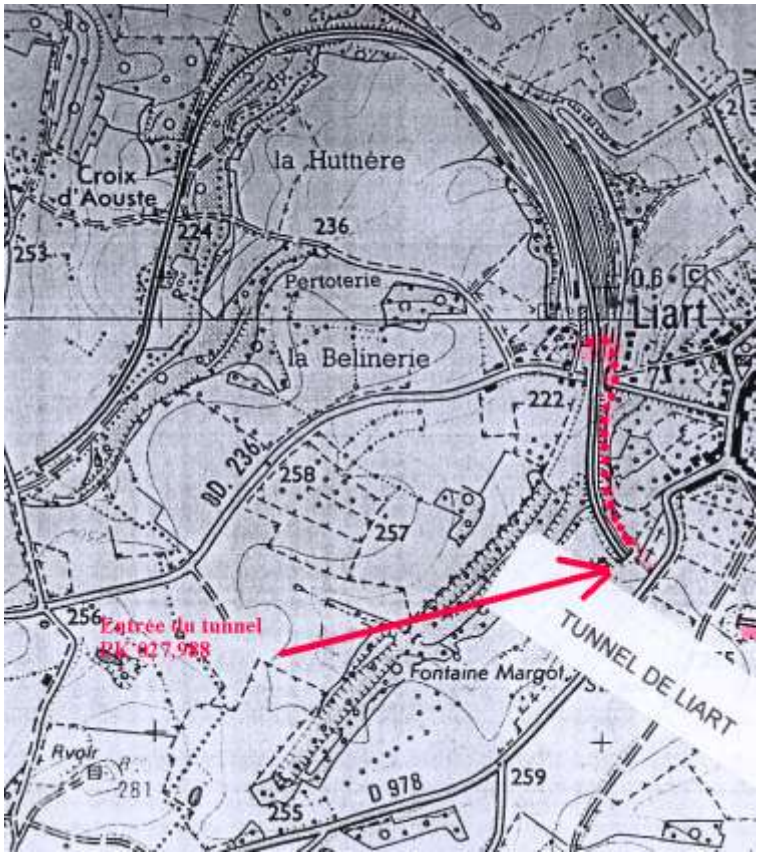


Coupe du tunnel :

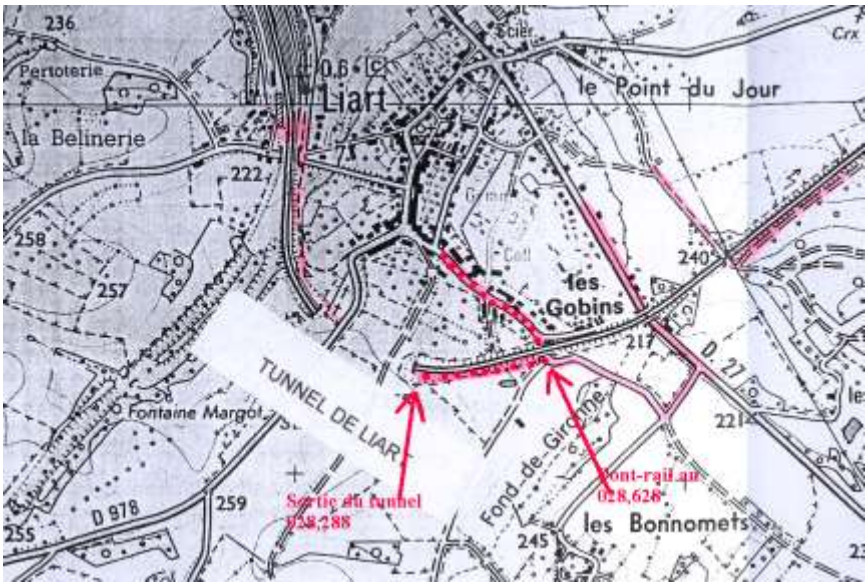


Accès :

Accès côté Est ou entrée PK 027,988 coté LIART : Accès par la gare de LIART, à pied, distance de 540 m
Accès par CD 978 et à travers champ mais clôture et terrain accidenté.



Accès côté Ouest ou sortie ou PK 028,288 : Accès depuis le village de Liart ou CD 27, prendre le chemin latéral au niveau du pont-rail PK 28,628 (cité des Gobins) sur 300 m, praticable par camionnette, 4x4 ou VP, demi tour possible sur le chemin.



TUNNEL DE MARTINSART

Caractéristiques principales du tunnel :

Tunnel de MARTINSART de 165 m (du PK 029,981 au PK 030,146)
Département 08
Ligne 20 ou 222 000
Section de ligne d'AUBENTON et CHARLEVILLE
Entre les gares de LIART et d'AUBIGNY

Localisation géographique :

Département des Ardennes (08)
Entrée (Sud) = commune de LIART
Sortie (Nord) = commune de LIART
Tête Nord située au PK 029,981
Tête Sud située au PK 030,146
Altitude moyenne : 239,30 m

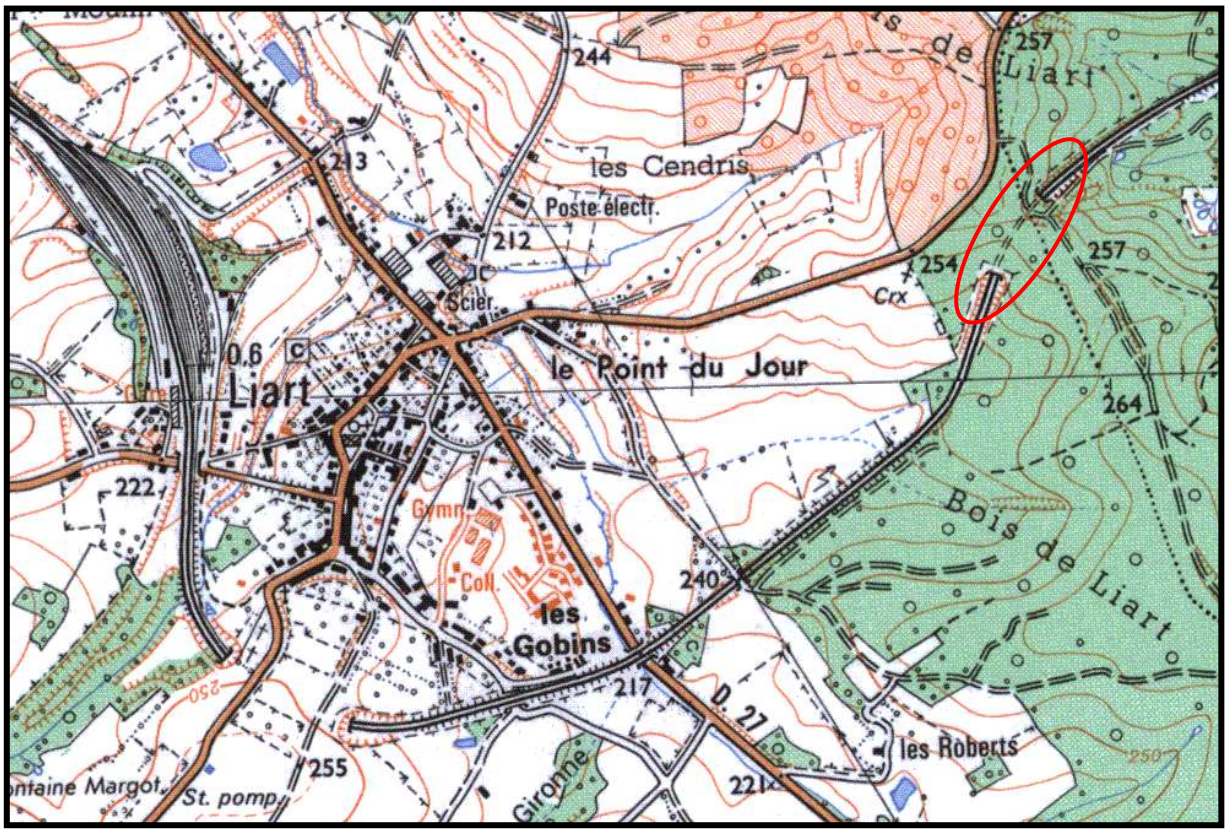
Localisation ferroviaire

Ligne : AUBENTON à CHARLEVILLE (222 000 ou 20)
Entrée : (sud) située au PK 029,981
Sortie : (nord) située au PK 030,146
Entre les gares : de LIART et AUBIGNY
Etablissement Infrapôle Champagne Ardenne

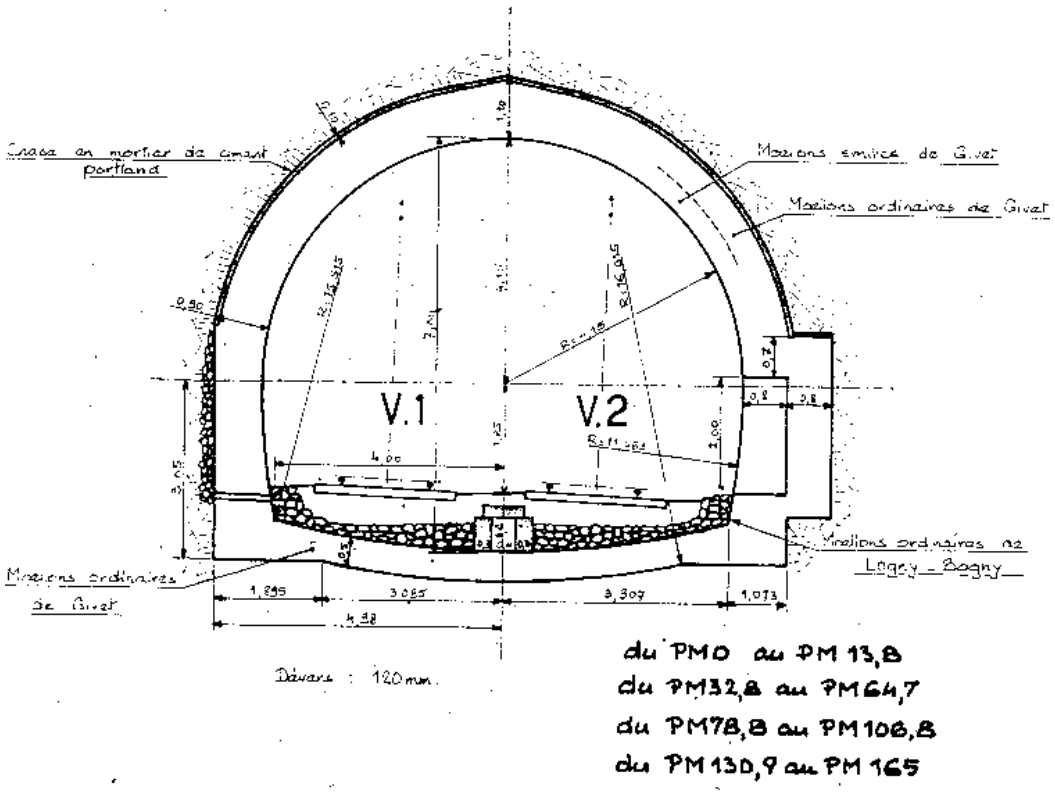
Description

Il y a 2 lorrys légers dans un abri couvert en dur au PK 28,320 (clefs sur place) à la tête du tunnel de Liart côté Charleville voie2.
Sur ligne régulée par table EST du COGC de Lille
Vitesse maximum : 100 km/h
Nombre moyen de circulations : 91 par jour
Longueur : 165 m
Double voie
Espacement : BAL
Pente de 3,4 mm / mètre sur 165 m vers Tournes (CHARLEVILELE)
Tunnel en courbe de rayon 500 m
Electrifié en 25 000 V
RSS de Pagny sur Moselle
Radio sol-train : oui
Eclairage : tunnel éclairé
Niches : 3 niches par voie en quinconce espacées de 34 ml
Ventilation : naturelle

Localisation du tunnel :



Coupe du tunnel :



Accès

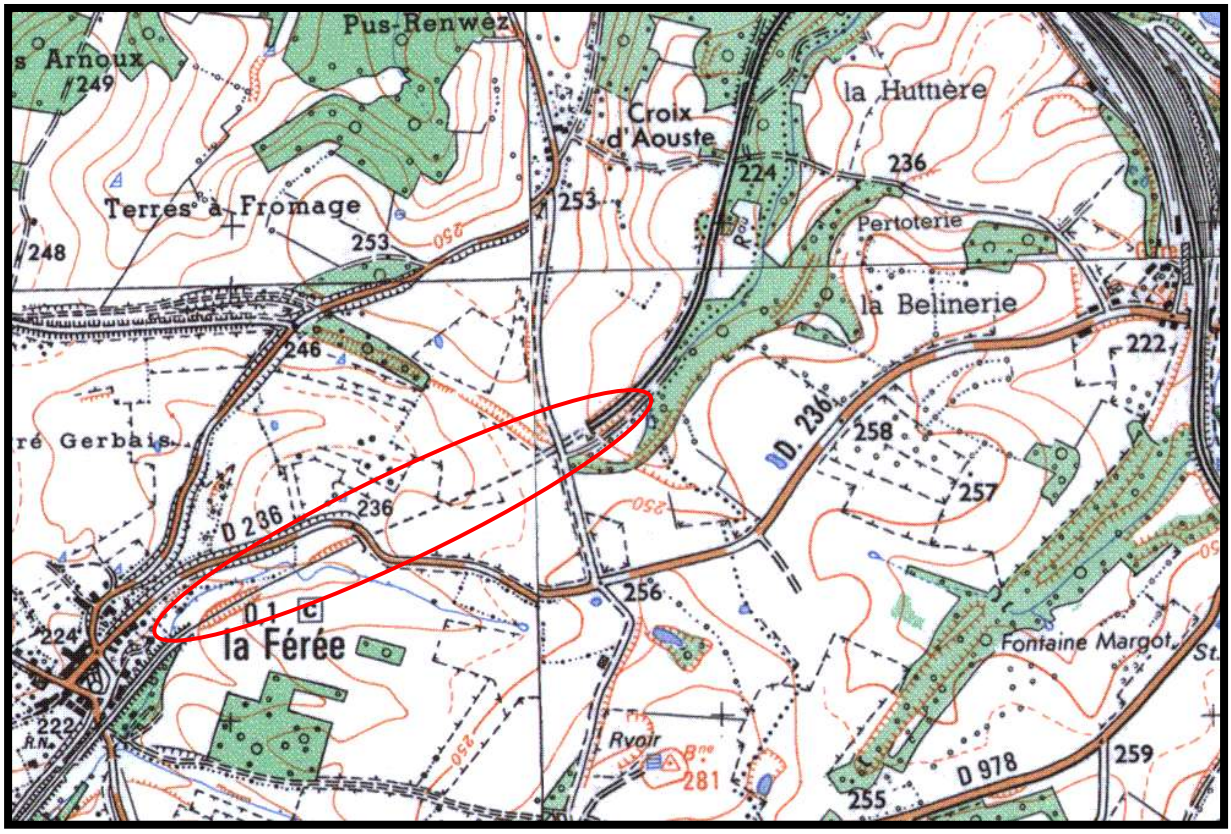
Accès côté Sud ou entrée PK 029,981 coté LIART: Depuis le CD 978, accès par pont-route au PK 029,138 puis accès à pied par la piste.

Accès côté Nord ou sortie ou PK 030,146 coté AUBIGNY : Depuis le CD 978, prendre le chemin forestier, praticable par camionnette, 4x4 ou V, difficultés sur le trajet par temps humide, demi-tour possible au niveau des voies Continuer sur la piste carrossable coté voie 1, il reste 150 m à pied à faire par la piste.

LIGNE ROSOY SUR SERRE / LIART (DESAFFECTEE)

TUNNEL DE LA FEREE (Désaffecté)

Longueur : 530 mètres
Etat : Désaffecté



LIGNE REIMS / CHARLEVILLE-MEZIERES

TUNNEL DE PERTHES

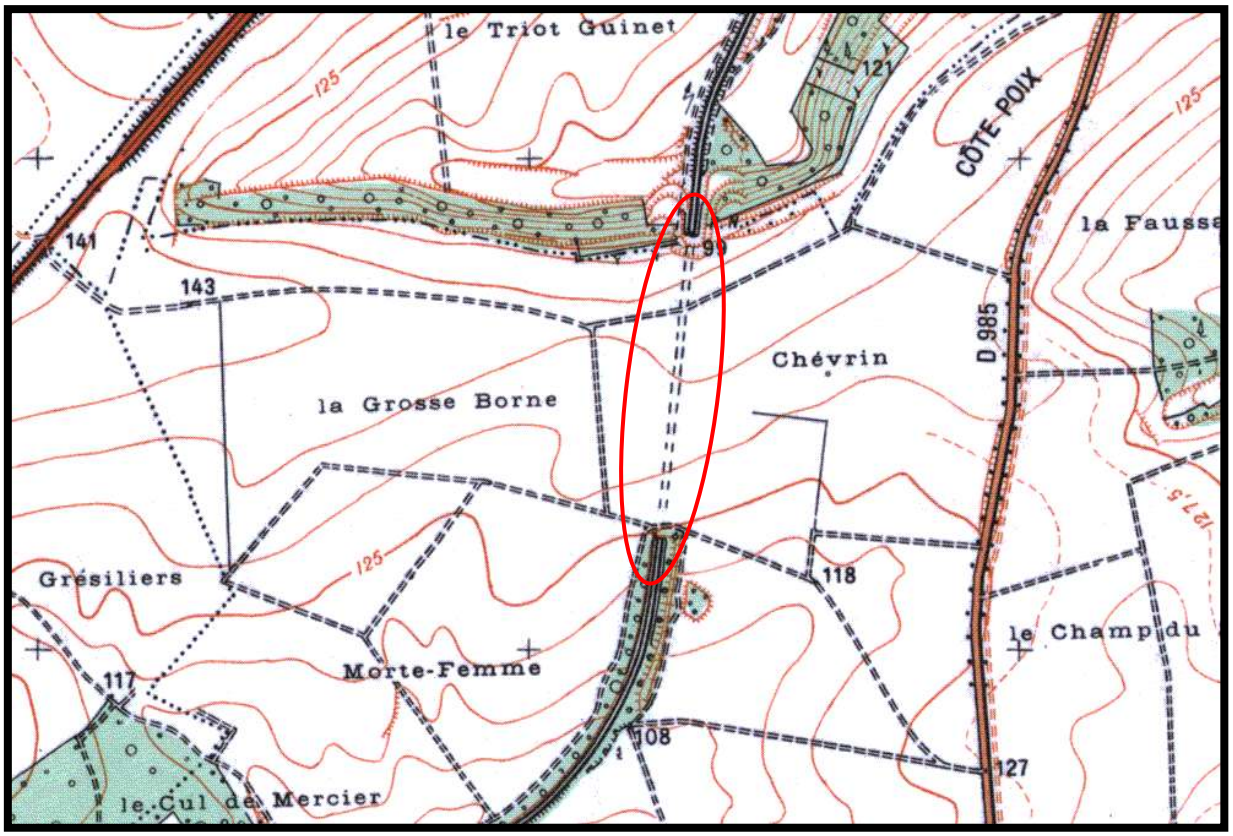
Caractéristiques principales du tunnel :

Tunnel de PERTHES de 628 m (du PK 089,236 au PK 089,864)
Département 08
Ligne 2 ou 205 000
Section de ligne de REIMS à CHARLEVILLE
Entre les gares de TAGNON et de RETHEL

Localisation géographique

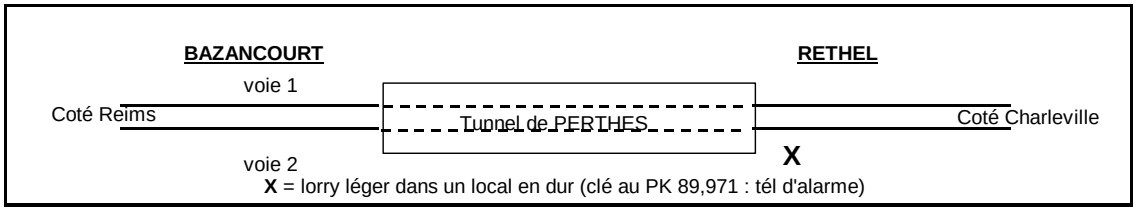
Département des Ardennes (08)
Entrée (sud) = commune de PERTHES
Entrée (nord) = commune de PERTHES
Tête sud (entrée) située au PK 089,236
Coordonnée GPS du TUNNEL DE "PERTHES" entrée (PK 89,23) :
X = 745,30 Y = 198,30
Tête nord (sortie) située au PK 089,864
Coordonnée GPS du TUNNEL DE "PERTHES" sortie (PK 89,82) :
X = 745,30 Y = 198,90
Altitude moyenne : 99,5 m

Plan de situation :



Localisation ferroviaire

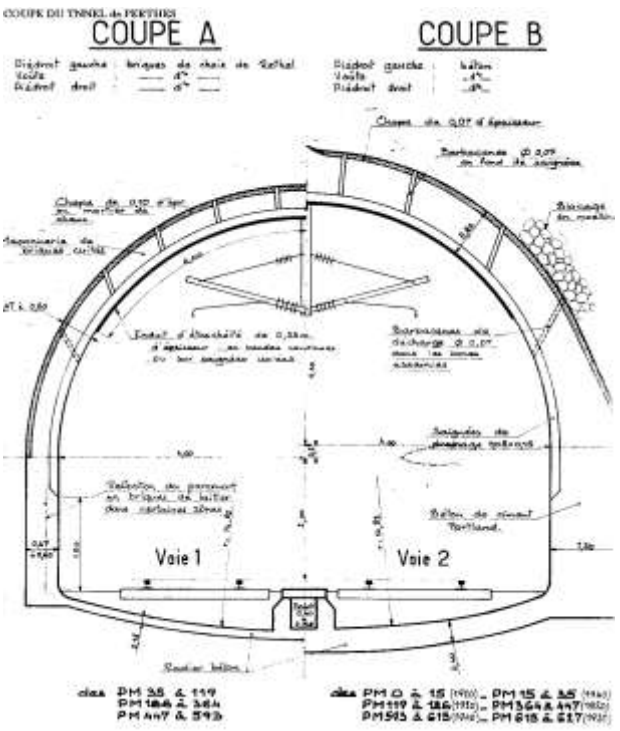
Ligne : REIMS à CHARLEVILLE (205 000 ou 2)
Entrée : (sud) située au PK 089,236
Sortie : (nord) située au PK 089,864
Entre les gares : de TAGNON et RETHEL
Etablissement Infrapôle Champagne Ardenne
Régulation / Centre Opérationnel de Gestion des Circulations de Reims (C.O.G.C = ex PC)



Description

Il n'y a un lorry léger dans un local en dur (clé au PK 89,971 : tél d'alarme)
Sur ligne non régulée (COGC de Reims)
Vitesse maximum : 130 km/h
Nombre moyen de circulations : 47 par jour
Longueur : 628 m
Double voie
Espacement : BAPR
KVB : non
Pente de 4,87 mm / mètre vers CHARLEVILLE sur 628 m
Tunnel en alignement
Electrifiée en 25 000V
RSS de Paris- Est : tél 01.42.05.44.67
Radio sol-train : oui canton Rethel
Eclairage tunnel : non éclairé.
Niches : 6 niches par voie face à face espacées de 40 ml
Ventilation : naturelle

Coupe du tunnel :



Liaisons télécom :

- Filaires :

A l'entrée coté Reims (sud) : PN 50 PK 089,129 à 900 m de l'entrée
A la sortie coté Charleville (Nord) : téléphone d'alarme au PK 89,971

- Hertziennes :

Fonctionnement des mobiles à vérifier

Accès :

Accès côté sud ou entrée PK 089,236 coté REIMS : Accès par le PN 50 PK 088,129 (PERTHES), par chemin bitumé, accessible par tous les temps, demi-tour possible, l'entrée du tunnel est à 900 m à pied par la piste.

Accès côté nord ou sortie ou PK 089,864 coté CHARLEVILLE : Accès par chemin rural, menant à l'entrée du tunnel, accessible par tous temps, possibilité de faire demi-tour.

LIGNE CHARLEVILLE-MEZIERES / GIVET

TUNNEL DE CHATEAU REGNAULT

Caractéristiques principales du tunnel :

Tunnel de CHATEAU-REGNAULT de 518 m (du PK 159,329 au PK 159,846) entre les gares de BOGNY et de MONTHERMÉ

Tunnel de MONTHERMÉ de 801 m (du PK 160,240 au PK 161,041) entre les gares de MONTHERMÉ et de DEVILLE

Ligne 20.5 ou 205 000

Localisation géographique

Tunnel de CHATEAU-REGNAULT

Tête sud située au PK 159,329
Tête nord située au PK 159,846
Coordonnée GPS du TUNNEL DE "CHATEAU-REGNAULT" : entrée au PK 159,85 : X = 772,84 Y = 243,36
Altitude moyenne : 147,4 m

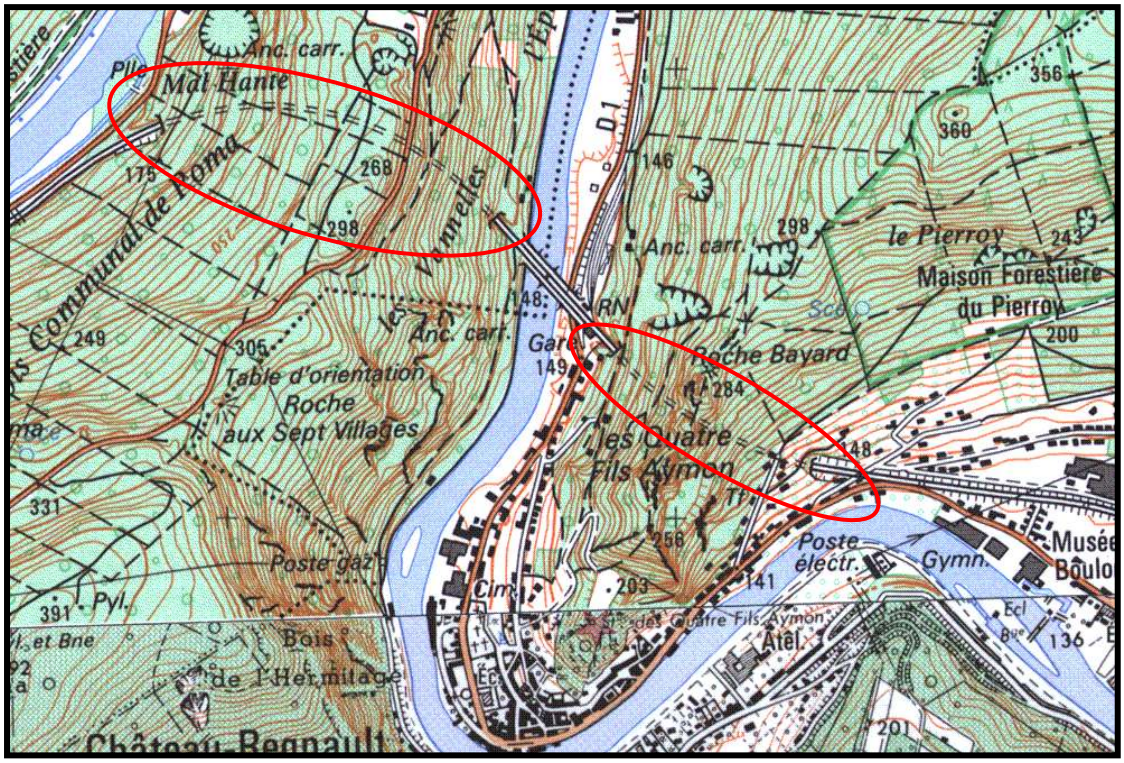
Tunnel de MONTHERMÉ

Tête sud située au PK 160,240
Coordonnée GPS du TUNNEL DE "MONTHERME" entrée au PK 160,240 : X = 772,58 Y = 243,66
Tête nord située au PK 161,041
Coordonnée GPS au TUNNEL DE "MONTHERME" de la sortie (au PK 161,05) : X = 771,90 Y = 243,90
Altitude moyenne : 147,294m

Commun aux deux tunnels

Commune : Entrée (sud) = commune de BOGNY
Entrée (nord) = commune de BOGNY

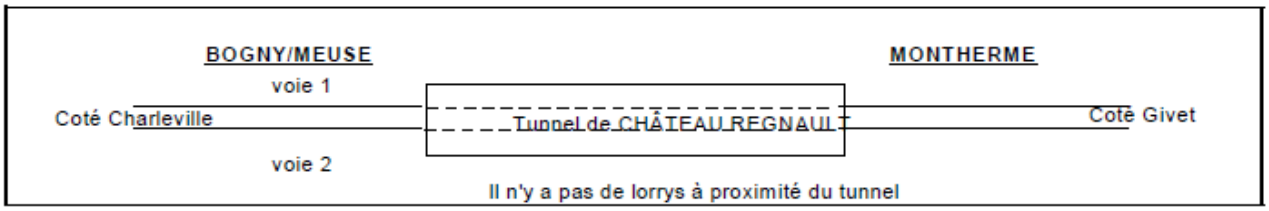
Plan de situation :



Localisation ferroviaire

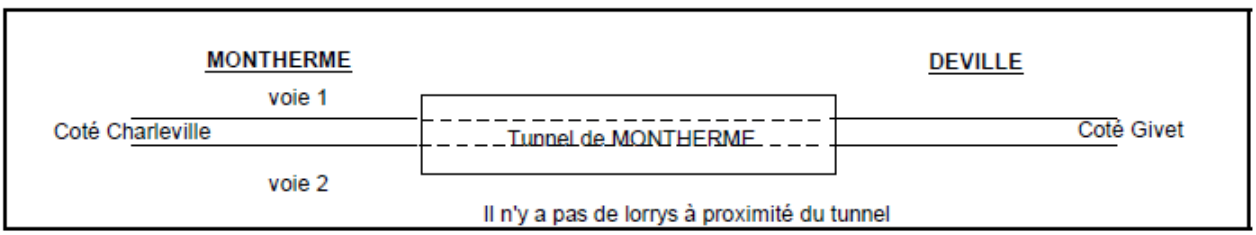
Tunnel CHATEAU-REGNAULT :

Entrée sud située au PK 159,329
Sortie nord située au PK 159,846
Entre les gares de BOGNY et de MONTHERMÉ



Tunnel MONTHERMÉ :

Entrée sud située au PK 160,240
Sortie nord située au PK 161,041
Entre les gares de MONTHERMÉ et de DEVILLE



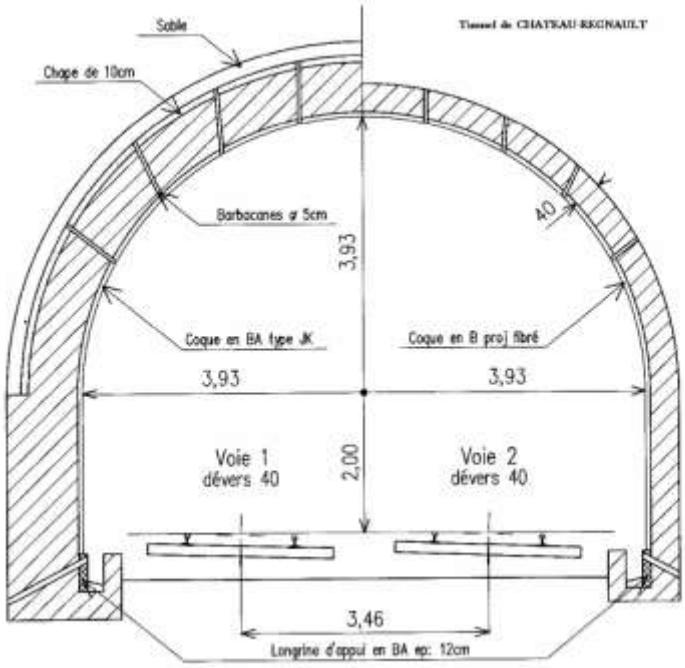
Commun aux deux tunnels

Ligne : CHARLEVILLE à GIVET (205 000 ou 20.5)
Etablissement Infrapôle Champagne Ardenne
Régulation / Centre Opérationnel de Gestion des Circulations de Reims (C.O.G.C = ex PC)(1)

Description

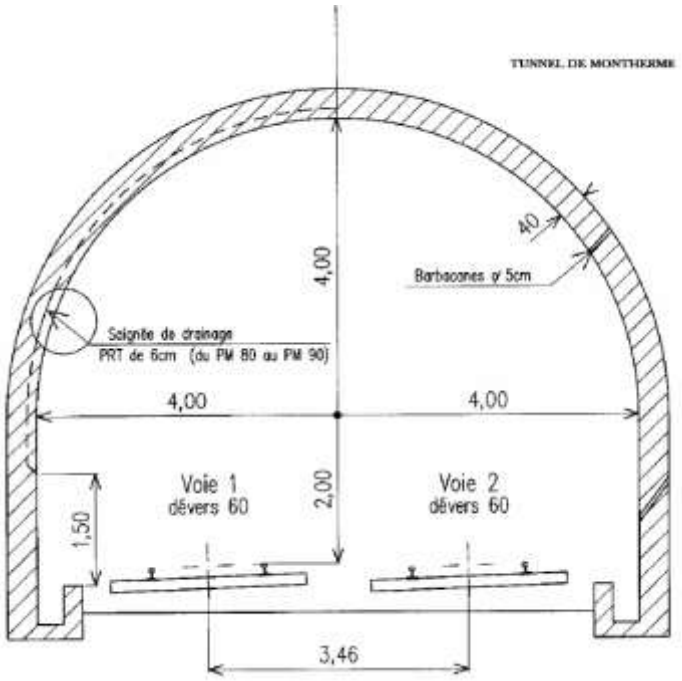
Tunnel CHATEAU-REGNAULT

Vitesse maximum : 100 km/h
Il n'y a pas de lorry à proximité du tunnel
Longueur : 518 m
Pente de 0,00 mm / mètre sur 518 m
Tunnel en courbe de rayon 1000m
Niches : 5 niches par voie en quinconce espacées de 49 ml
Coupe du tunnel de CHATEAU-REGNAULT:



Tunnel MONTHERMÉ

Vitesse maximum : 80 km/h
Il n'y a pas de lorry à proximité du tunnel
Longueur : 801 m
Pente de 2,5 mm / mètre sur 801 m
Tunnel en courbe de rayon 800m
Niches : 7 niches par voie en quinconce espacées de 52 ml
Coupe du tunnel de MONTHERMÉ :



Commun aux deux tunnels

Sur ligne non régulée
Nombre moyens de circulations : 35 / jour
Double voie
Espacement : BAL sur S
KVB : non
Non électrifié
Radio sol-train : non
Eclairage : les deux tunnels sont éclairés
Ventilation : naturelle

<u>Liaisons télécom</u>

· Filaires :

A la sortie coté Givet (Nord) : téléphone au PN 83 PK 159,240
A l'entrée coté Charleville (Sud) : téléphone au panneau 159,8 au PK 159,859

· Hertziennes : Aucune donnée.

<u>Accès</u>

Tunnel CHATEAU-REGNAULT

Accès côté sud ou entrée PK 159,329 coté CHARLEVILLE : Accès par le PN 83 PK 159,240, voirie communale, demi-tour possible, l'entrée du tunnel est à 110 m.

Accès côté nord ou sortie ou PK 159,846 coté GIVET : Accès cour de la gare de MONTHERMÉ

Tunnel MONTHERMÉ

Accès côté sud ou entrée PK 160,240 coté CHARLEVILLE : Accès cour de la gare de MONTHERMÉ

Accès côté nord ou sortie ou PK 161,041 coté GIVET : Accès par route D1, puis par chemin non carrossable sur 40m qui débouche à gauche de la D1, 1000m après la sortie de la commune de MONTHERMÉ.

TUNNEL DE LAIFOUR

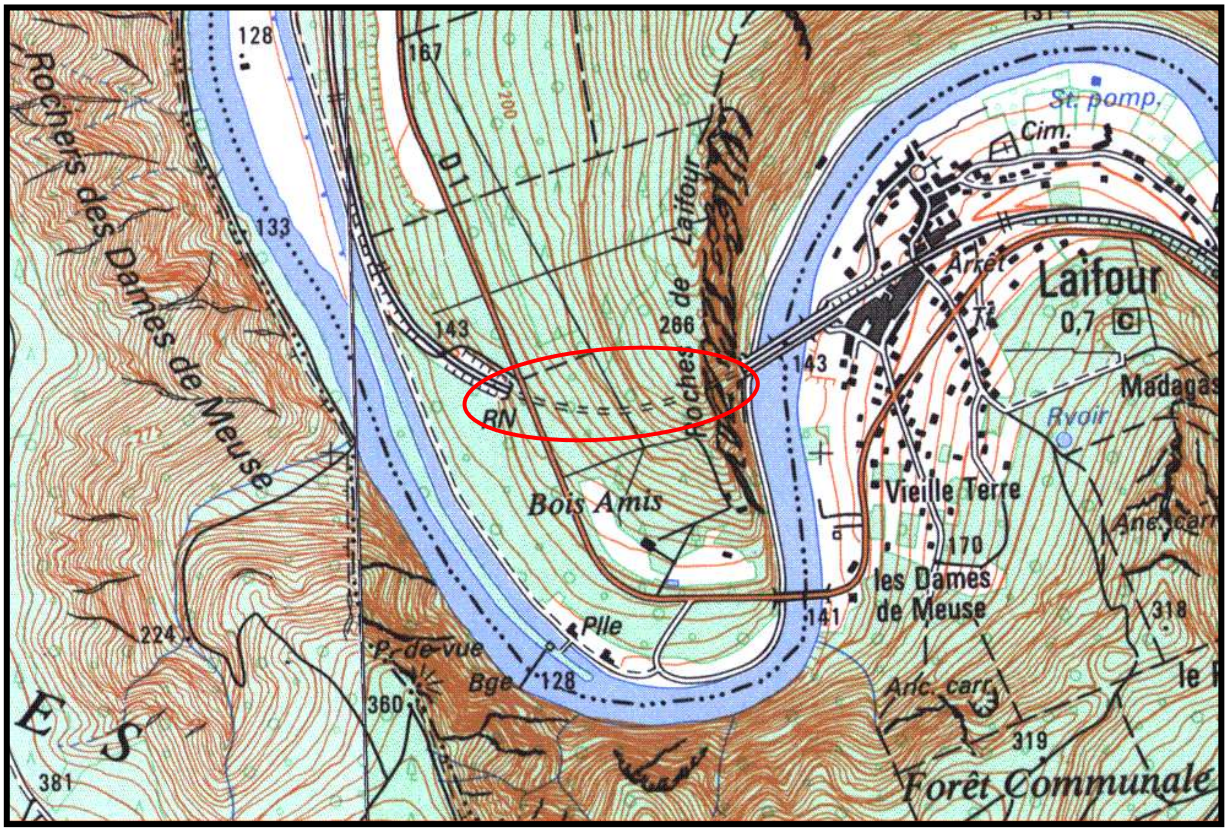
Caractéristiques principales du tunnel :

Tunnel de LAIFOUR de 486 m (du PK 168,252 au PK 168,738)
Ligne 20.5 ou 205 000
Section de ligne de CHARLEVILLE à GIVET
Entre les gares de DEVILLE et de REVIN

Localisation géographique

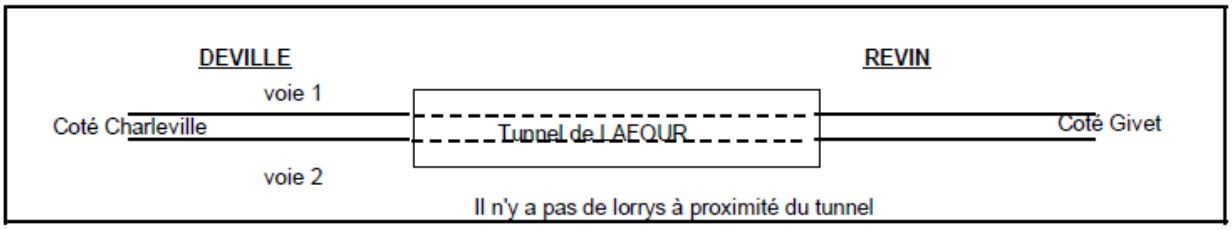
Entrée (sud) = commune de LAIFOUR
Entrée (nord) = commune de LAIFOUR
Tête sud située au PK 168,252
Tête nord située au PK 168,738
Altitude moyenne : 134,1 m

Plan de situation :



Localisation ferroviaire

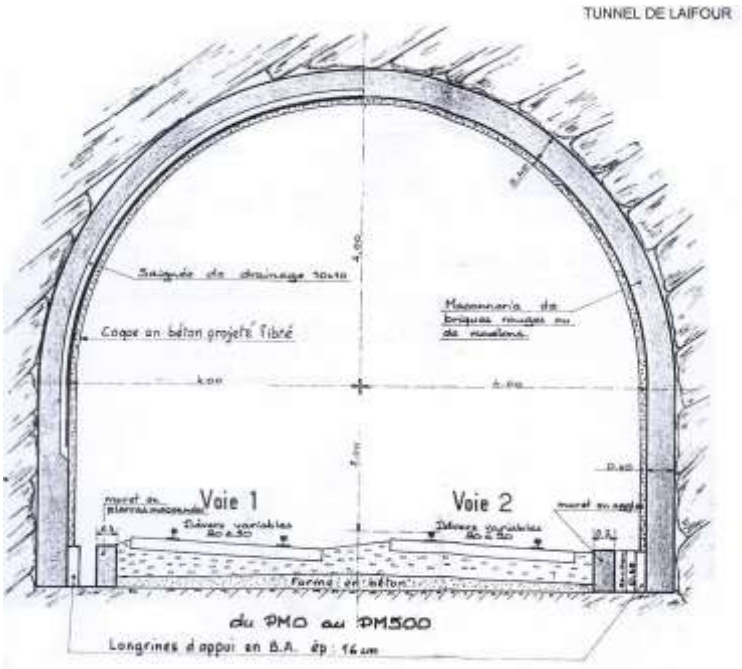
Ligne : CHARLEVILLE à GIVET (205 000 ou 20.5)
Entrée : (sud) située au PK 168,252
Sortie : (nord) située au PK 168,738
Entre les gares : de DEVILLE et REVIN
Etablissement Infrapôle Champagne Ardenne
Régulation / Centre Opérationnel de Gestion des Circulations de Reims (C.O.G.C = ex PC)



Description

Il n'y a pas de lorry à proximité du tunnel
Sur ligne non régulée
Vitesse maximum : 80 km/h
Nombre moyen de circulations : 35 par jour
Longueur : 486 m
Double voie
Espacement : BAL sur S
KVB : non
Pente de 1,57 mm / mètre vers GIVET sur 486 m
Tunnel en courbe de rayon 500 m
Non électrifié
Radio sol-train : non
Eclairage : tunnel : éclairé
Niches : 5 niches par voie en quinconce espacées de 44 ml
Ventilation : naturelle

Coupe du tunnel :



Liaisons télécom

· Filaires :
A la sortie coté Givet (nord) : téléphone au PN 90 PK 168,252
A l'entrée coté Charleville (sud) : Néant
· Hertziennes :
Fonctionnement des mobiles à vérifier

Accès :

Accès côté sud ou entrée PK 168,252 coté CHARLEVILLE : Accès par le PN 90 PK 167,826, voie communale, demi-tour possible, l'entrée du tunnel est à 425m.
Accès côté nord ou sortie ou PK 168,738 coté GIVET : Accès par route (commune) et chemin carrossable, demi-tour possible.

TUNNEL DE REVIN

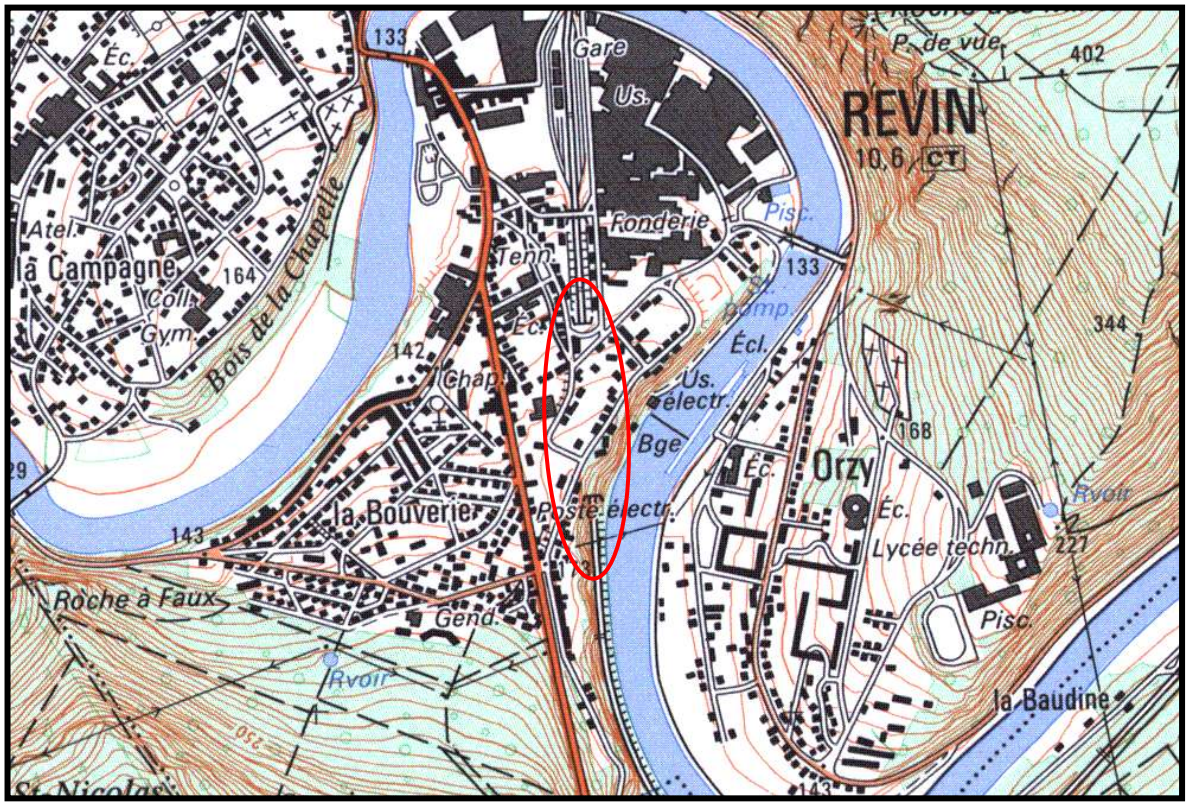
Caractéristiques principales du tunnel :

Tunnel de REVIN (396 m) (PK 174,507 au PK 174,903)
Ligne 20.5 ou 205 000
Section de ligne de CHARLEVILLE à GIVET
Entre les gares de DEVILLE et de REVIN

Localisation géographique

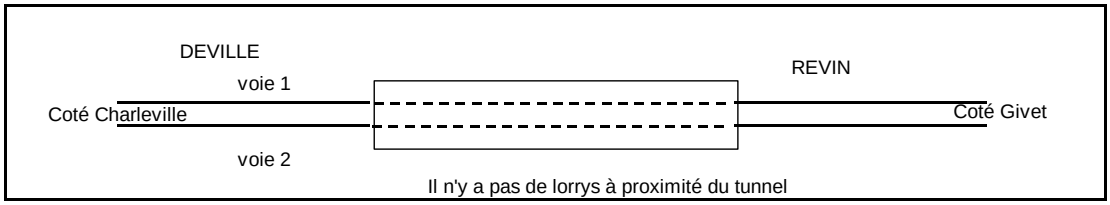
Entrée (sud) = commune de REVIN
Entrée (nord) = commune de REVIN
Tête sud située au PK 174,507
Coordonnée GPS du TUNNEL DE REVIN entrée au PK 174,507 : X = 765,60 Y = 250,40
Tête nord située au PK 174,903
Coordonnée GPS du TUNNEL DE REVIN sortie au PK 174,903 : X = 765,56 Y = 250,80
Altitude moyenne 134,10 m

Plan de situation :



Localisation ferroviaire

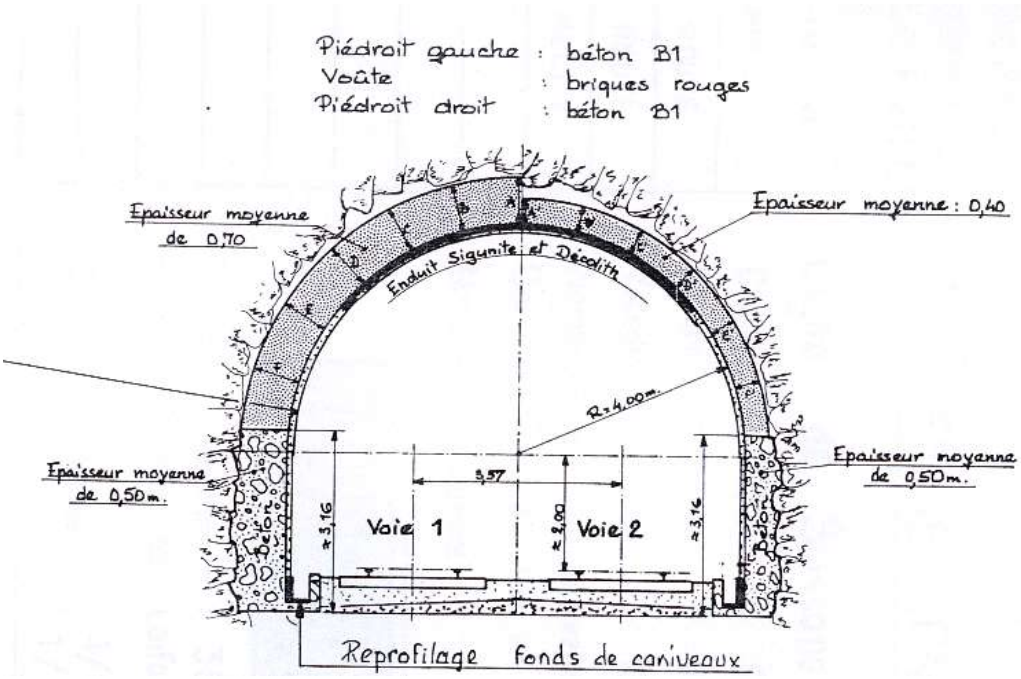
Ligne : CHARLEVILLE à GIVET (205 000 ou 20.5)
Entrée : (sud) située au PK 174,507
Sortie : (nord) située au PK 174,903
Entre les gares : de DEVILLE et de REVIN
Etablissement EVEN de Charleville Mézières
Régulation / Centre Opérationnel de Gestion des Circulations de Reims (C.O.G.C = ex PC)



Description

Il n'y a pas de lorry à proximité du tunnel
Sur ligne non régulée
Vitesse maximum : 100 km/h
Nombre moyen de circulations : 35 par jour
Longueur : 396 m
Double voie
Espacement : BAL sur S
KVB : non
Pente de 1,575 mm / mètre vers REVIN sur 396 m
Tunnel en alignement
Non électrifié
Radio sol-train : non
Eclairage : tunnel éclairé
Niches : 4 niches par voie en quinconce espacées de 50 ml
Ventilation : naturelle

Coupe du tunnel :



Liaisons télécom :

Filaires :

A l'entré coté (sud) : téléphone d'alarme au Km
Dans le tunnel : téléphones d'alarme aux Km

Hertziennes :

Accès :

Accès côté sud ou entrée PK 174,507 coté Charleville : Accès par le PN 93 PK 173,181, l'entrée du tunnel est à 1135 m

Accès côté nord ou sortie ou PK 174,903 coté REVIN : Accès par la cour de la gare

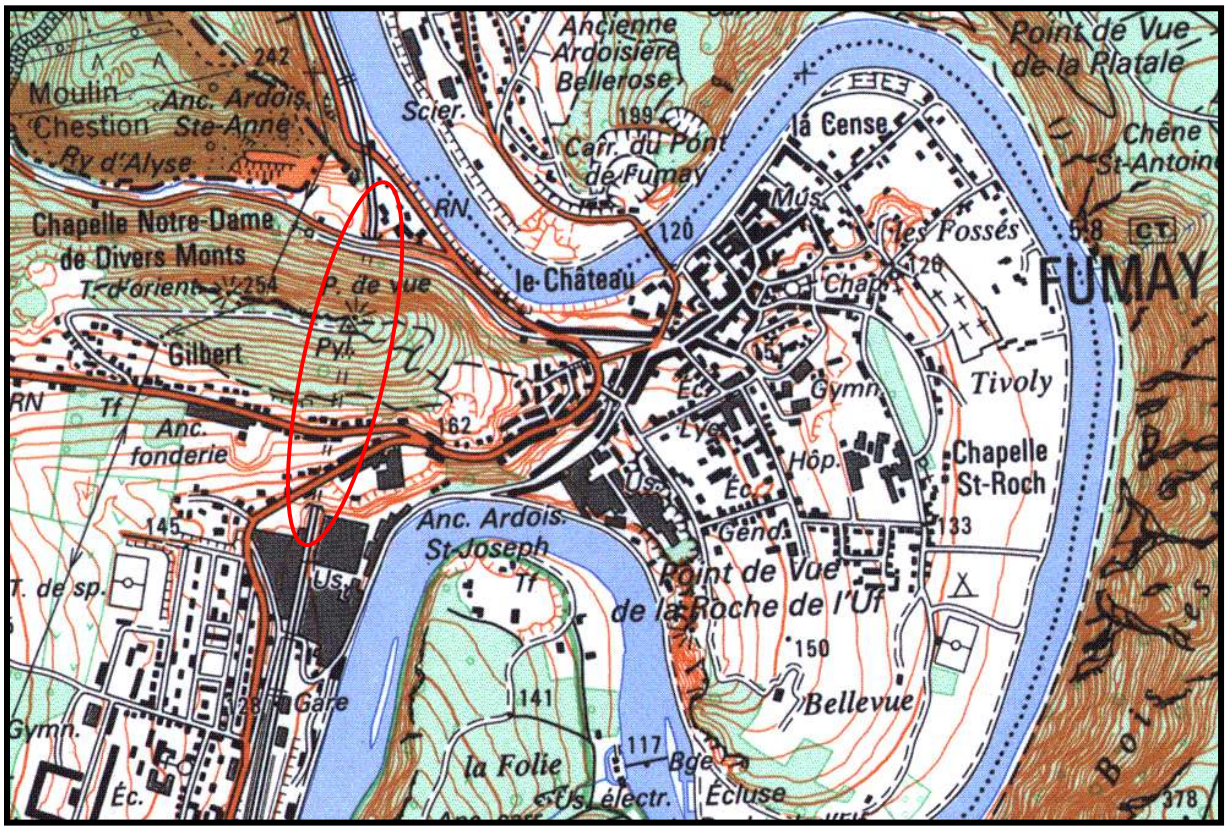
TUNNEL DE FUMAY

Caractéristiques principales du tunnel :

Tunnel de FUMAY de 558 m (du PK 183,336 au PK 183,894)
Ligne 20.5 ou 205 000
Section de ligne de CHARLEVILLE à GIVET
Entre les gares de FUMAY et de HAYBES
Localisation géographique
Département des Ardennes (08)
Commune :
Entrée (sud) = commune de FUMAY
Entrée (nord) = commune de FUMAY

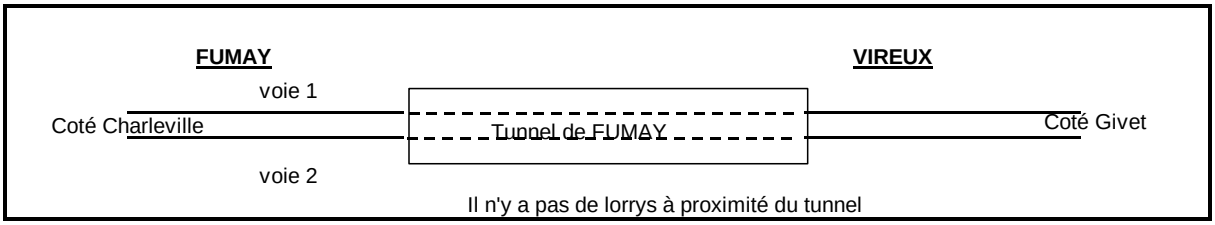
Tête sud située au PK 183,336
Tête nord située au PK 183,894
Altitude moyenne : 126 m

Plan de situation :



Localisation ferroviaire

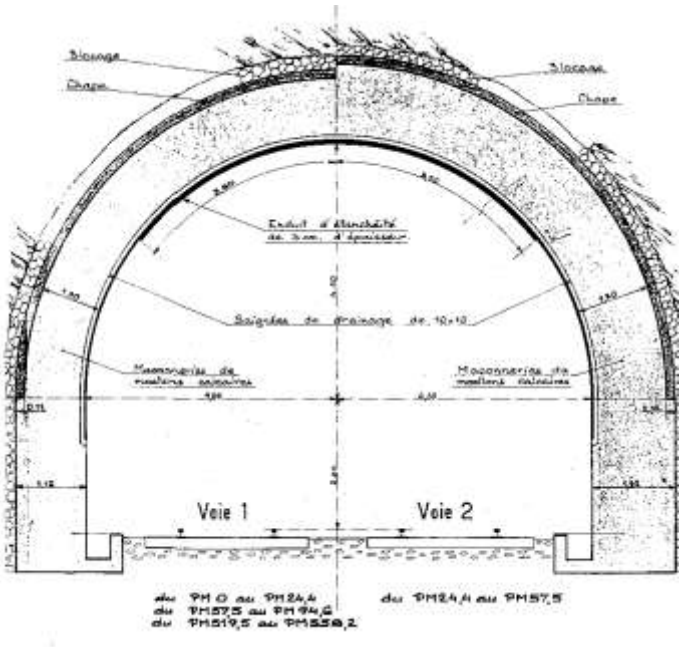
Ligne : CHARLEVILLE à GIVET (205 000 ou 20.5)
Entrée : (sud) située au PK 183,336
Sortie : (nord) située au PK 183,894
Entre les gares : de FUMAY et VIREUX
Etablissement Infrapôle Champagne Ardenne
Régulation / Centre Opérationnel de Gestion des Circulations de Reims (C.O.G.C = ex PC)



Description

Il n'y a pas de lorry à proximité du tunnel
Sur ligne non régulée
Vitesse maximum : 100 km/h
Nombre moyen de circulations : 42 par jour
Longueur : 558 m
Double voie
Espacement : BAL sur S
KVB : non
Pente de 3,00 mm / mètre vers GIVET sur 558 m
Tunnel en alignement
Non électrifié
Radio sol-train : non
Eclairage : tunnel : non éclairé
Niches : 4 et 5 niches par voie en quinconce espacées de 49 ml
Ventilation : naturelle

Coupe du tunnel :



Liaisons télécom

Filaires :

A la sortie coté Givet : téléphone au PN 99 PK 183,071 ? ? ?

A l'entré coté Charleville (sud) : PN 100 PK 184,089 ? ?

Hertziennes :

Fonctionnement des mobiles à vérifier

Accès

Accès côté sud ou entrée PK 183,336 coté CHARLEVILLE : Accès par le PN 99 PK 183,071, route Départementale 2, demi-tour possible, l'entrée du tunnel est à 265m.

Accès côté nord ou sortie ou PK 183,894coté GIVET : Accès par le PN 100 PK 184,089, route Nationale 51, demi-tour possible, l'entrée du tunnel est à 195m.

TUNNEL DE GIVET

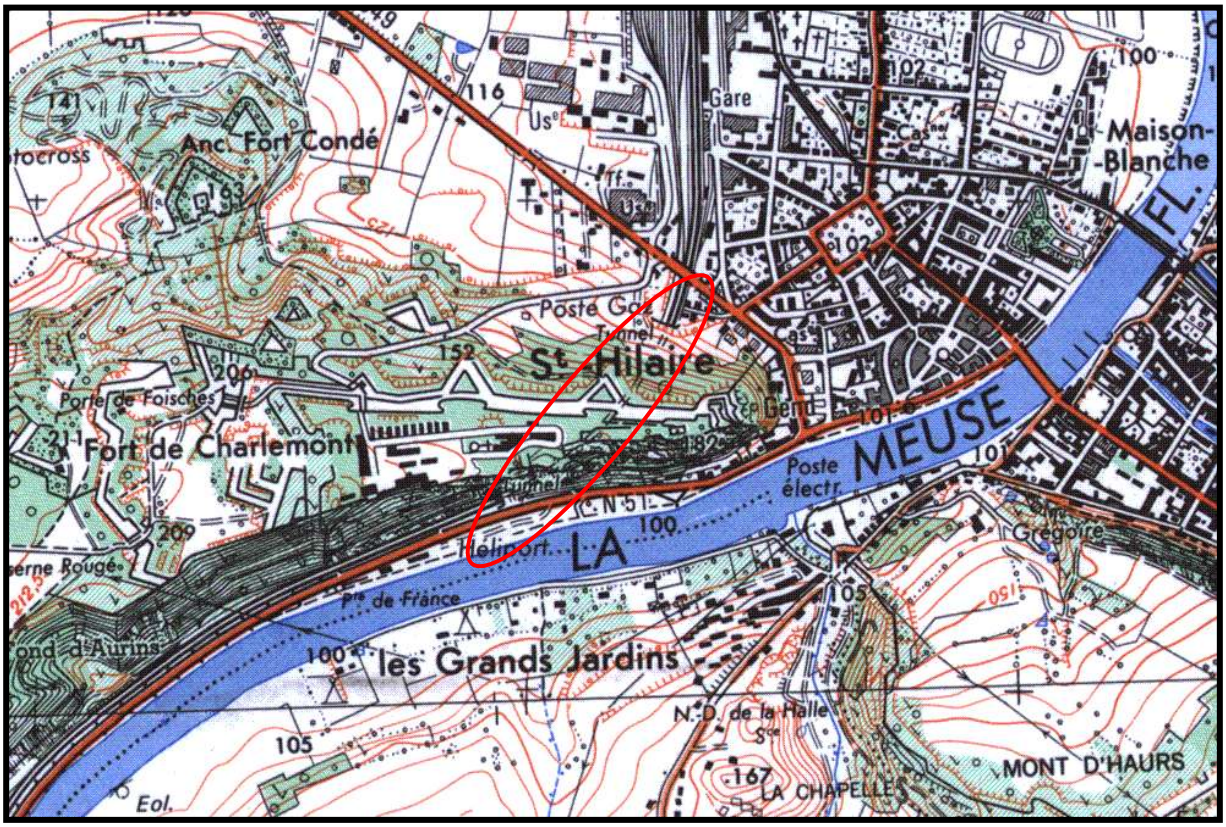
Caractéristiques principales du tunnel :

Tunnel de CHARLEMONT (GIVET) de 510 m (du PK 205,140 au PK 205,
Ligne 20.5 ou 205 000
Section de ligne de CHARLEVILLE à GIVET
Entre les gares de VIREUX et de GIVET

Localisation géographique

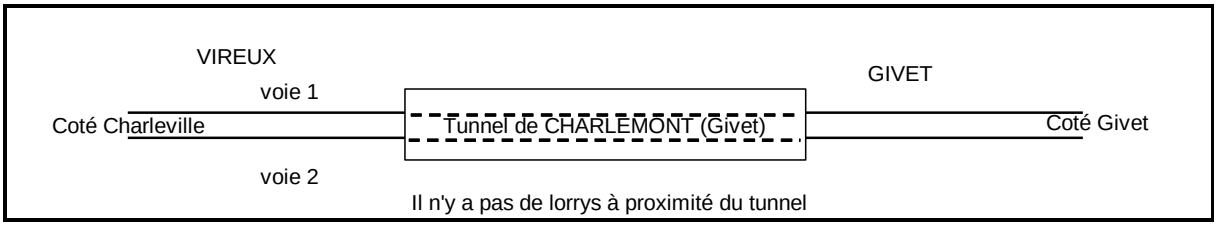
Entrée (sud) = commune de GIVET
Entrée (nord) = commune de GIVET
Tête sud située au PK 205,140
Tête nord située au PK 205,650
Altitude moyenne105 m

Plan de situation :



Localisation ferroviaire

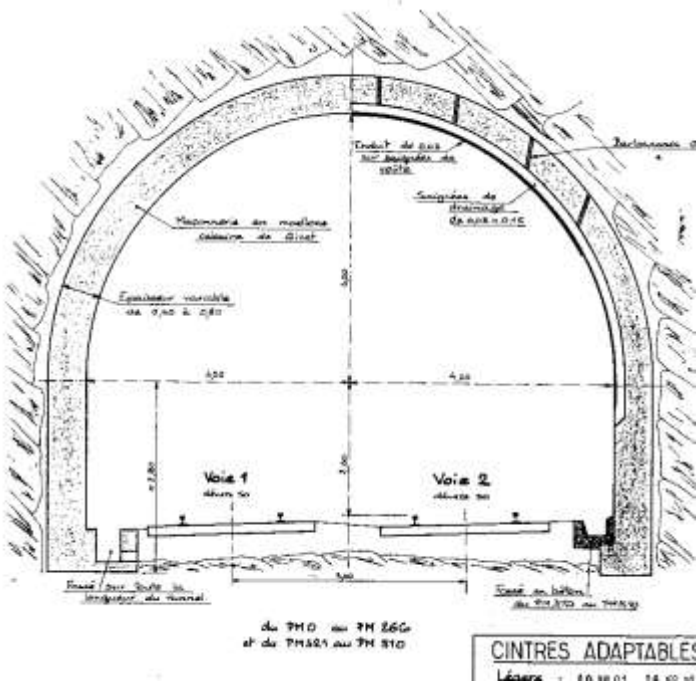
Ligne : CHARLEVILLE à GIVET (205 000 ou 20.5)
Entrée : (sud) située au PK 205,140
Sortie : (nord) située au PK 205,650
Entre les gares : de VIREUX et de GIVET
Etablissement Infrapôle Champagne Ardenne
Régulation / Centre Opérationnel de Gestion des Circulations de Reims (C.O.G.C = ex PC)



Description

Il n'y a pas de lorry à proximité du tunnel
Sur ligne non régulée
Vitesse maximum : 100 km/h
Nombre moyen de circulations : 42 par jour
Longueur : 510 m
Double voie
Espacement : BAL sur S
KVB : non
Pente de 3,89 mm / mètre vers GIVET sur 510 m
Tunnel en courbe (rayon de 700 m)
Non électrifié
Radio sol-train : non
Eclairage : tunnel : non éclairé
Niches : 4 et 5 niches par voie en quinconce espacées de 49 ml
Ventilation : naturelle

Coupe du tunnel :



Liaisons télécom :

Filaires :
A la sortie coté Givet : téléphone du Carré 2 au PK 205,671 ou du C3 au PK 205,739
A l'entré coté Charleville (sud) : néant
Hertziennes :
Fonctionnement des mobiles ? ? ? ? à vérifier

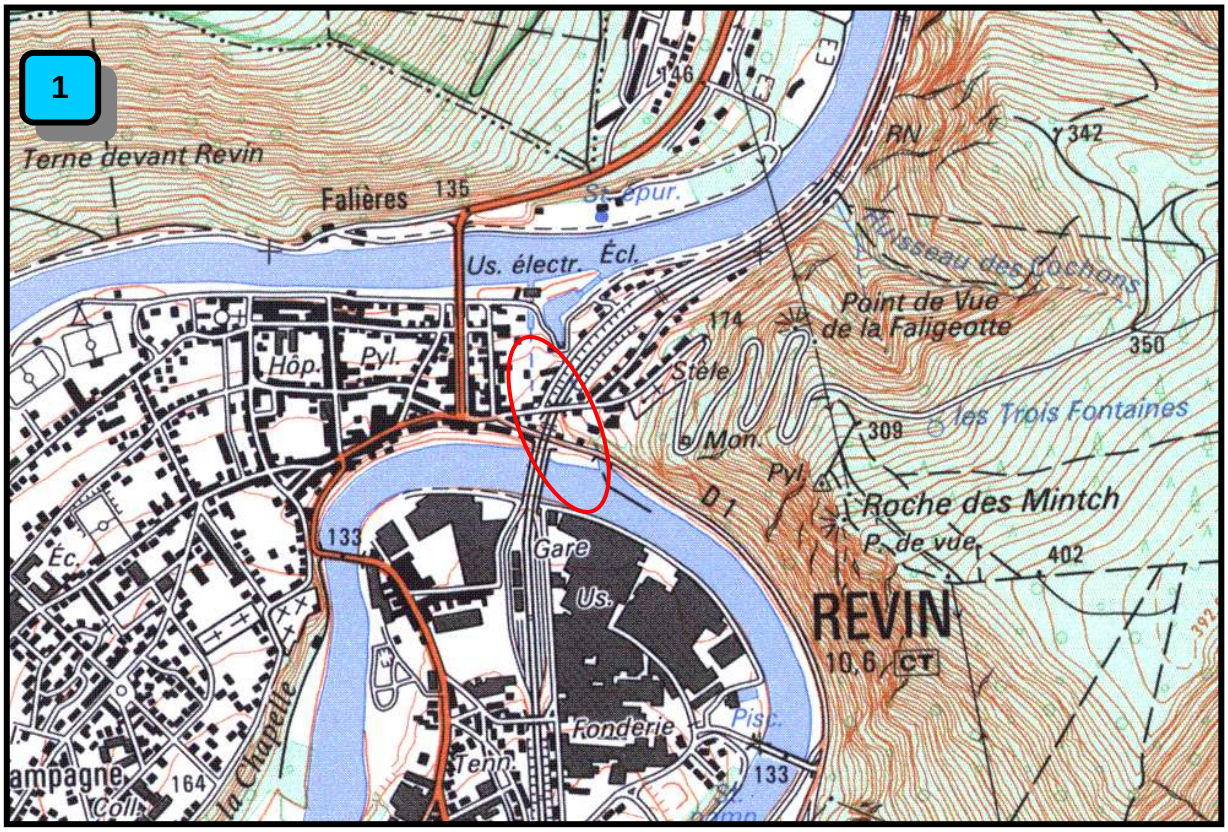
Accès :

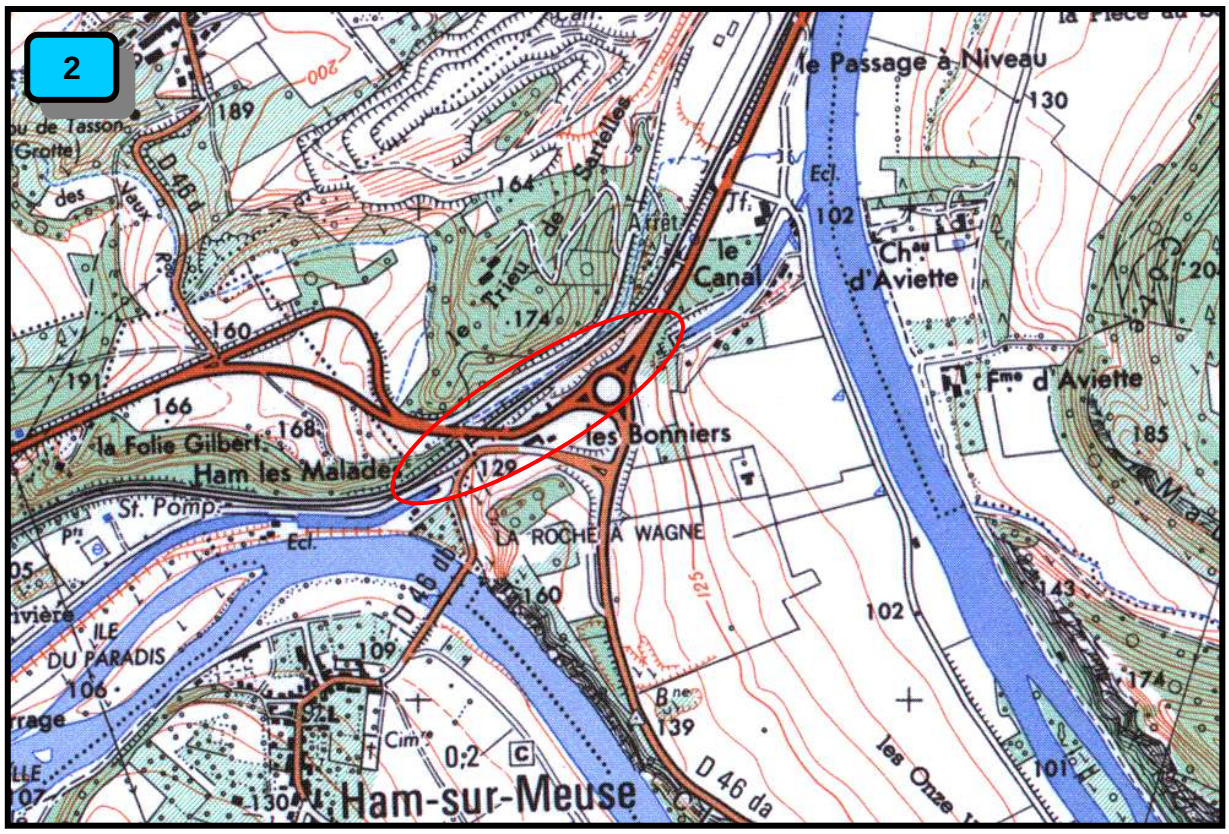
Accès côté sud ou entrée PK 205,140 coté Charleville : Accès par route, demi-tour possible, l'entrée du tunnel est à 10 m par escalier.

Accès côté nord ou sortie ou PK 205,650 coté GIVET : Itinéraire carrossable dans la cour de la gare de GIVET, demi tour possible.

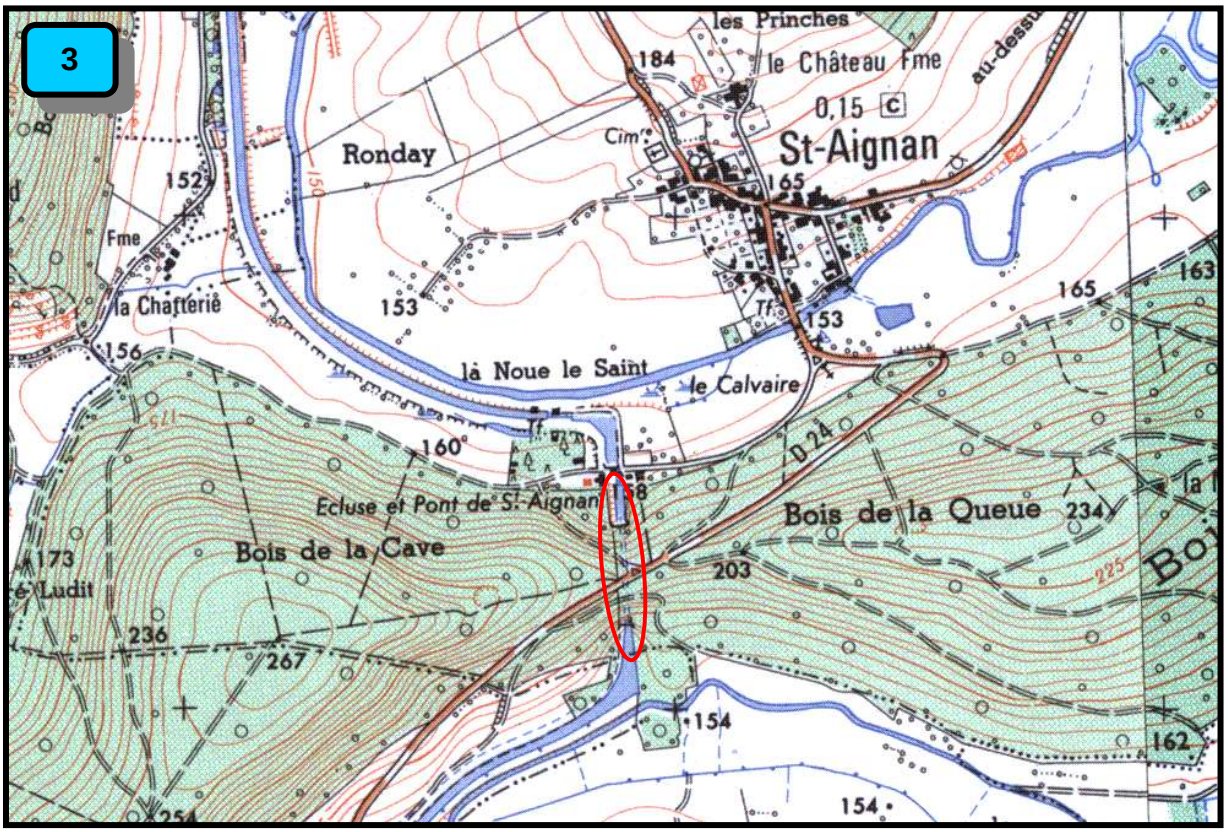
ANNEXE XIII

Données des tunnels fluviaux :





CANAL DES ARDENNES (SEMUY / PONT A BAR)



Données des tunnels fluviaux :

Emplacement	*Longueur*	*Date de construction*	*Trafic*
Ham sur Meuse	565.10 m	1870	Commerce : 2.4 / jour Plaisance : 6.9 / jour
Revin	224 m	1870	Commerce : 2.4 / jour Plaisance : 6.9 / jour
Saint Aignan	196.5 m	1838	Commerce : 1 / jour Plaisance : 2 / jour

ANNEXE XIV

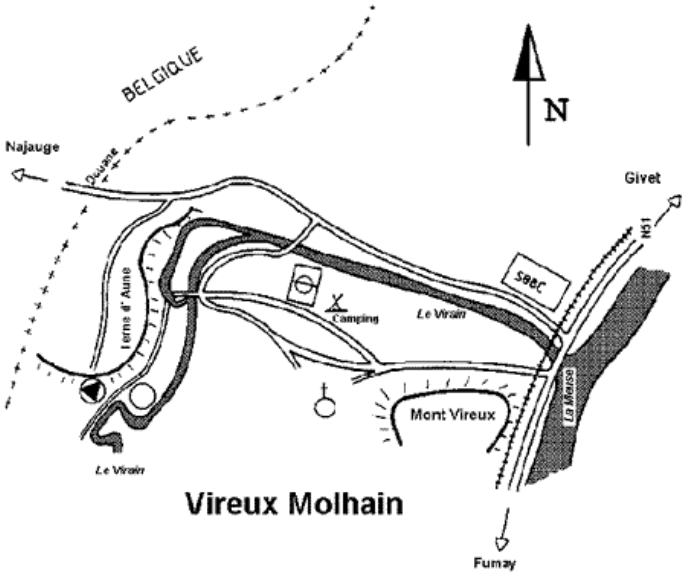
Les sites de vol à voile

Plan des sites :

Site de Vireux :

DECOLLAGE

Site : Terne d'Aune
Orientation : SUD / Sud Est
Altitude : 175 mètres
Dénivelé : 60 mètres
Accès : Par la route de Najauge, suivre le fléchage indiquant le site en arrivant au col.



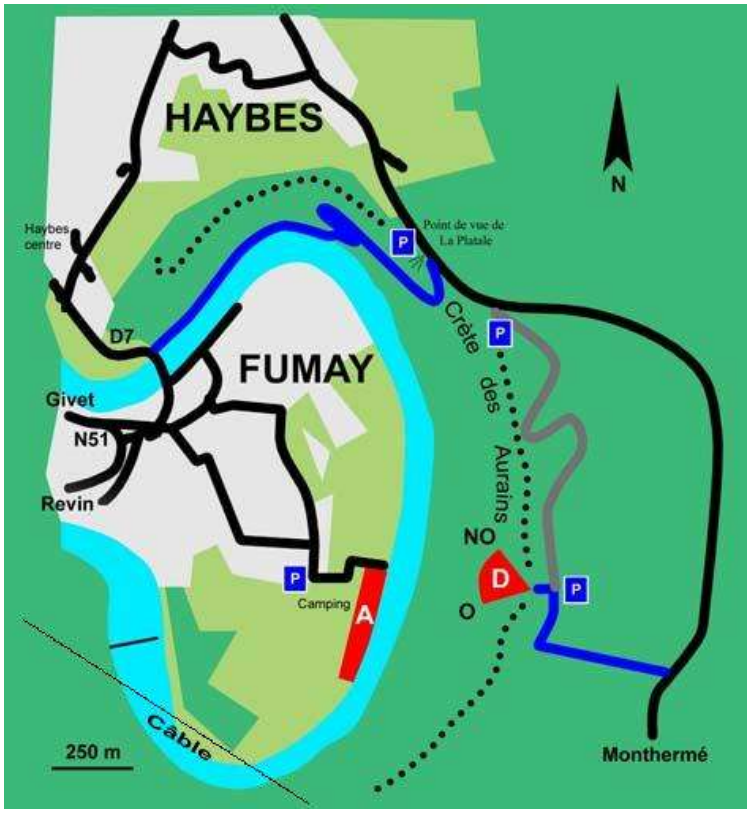
ATTERRISSAGE

Pré le long du Viroin
Attitude : 115 mètres
Dangers / Difficultés : Attention au Bétail
Accès : A pied à partir du décollage

Site de Fumay Haybes :

DECOLLAGE : Haybes

Orientation : OUEST / Nord-Ouest
Coordonnées : GPS 49° N 59' 21 " / E 43' 16"
Altitude : 365 mètres
Dénivelé : 249 mètres
Accès : Par Haybes, route des Hauts Buttés à environ 2,5 Km, parking obligatoire sur la droite (en terrasse).
pieds, prendre trait de coupe jusqu'à crête.



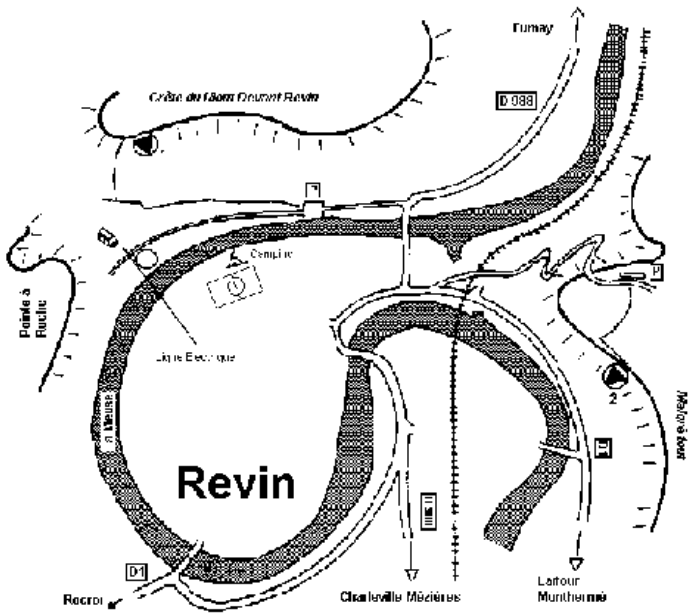
ATTERRISSAGE : Camping Fumay

Altitude : 116 mètres
Dangers / Difficultés : Attention la Meuse est profonde, reconnaissance obligatoire. Présence d'un câble au de la boucle
Accès : A pied par le chemin le long la Meuse

04° A la sud de

Site de Revin Fallière

DÉCOLLAGE Crête du Mont devant Revin



Orientation : SUD-EST / SUD / SUD-OUEST
Coordonnées GPS : 49° N 56' 56 " / 04° E 37' 33 "
Altitude : 370 mètres
Dénivelé : 240 mètres
Accès : Direction Fumay, prendre à gauche après le pont. Prendre le chemin menant à la crête (Fléchage)

ATTERRISSAGE Pré de Fallières

Altitude : 130 mètres
Dangers / Difficultés : Turbulent, exigu, ligne EDF enfouie à l'extrémité ouest du terrain, mais traverse la Meuse.
Accès : A pied par le chemin le long de la Meuse

Site de Revin Malgré Tout

DECOLLAGE Crête du Malgrè Tout

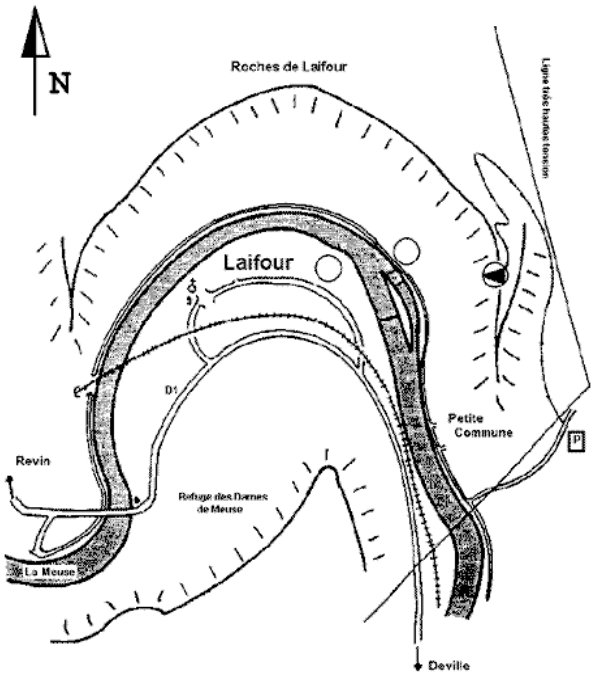
Orientation : SUD-OUEST
Altitude : 377mètres
Dénivelé : 247 mètres
Dangers / Difficultés : Court, falaise
Accès : De Revin,direction les Hauts Buttés, parking à 500 mètres après le point de vue de Faligeote. Prendre le chemin de crête.

ATTERRISSAGE AUCUN

Vache de secours possible sur le chemin de halage dans la vallée direction de Fumay ou pose au sommet possible pour pilotes expérimentés.

Site de Laifour

DÉCOLLAGE Roches de Laifour



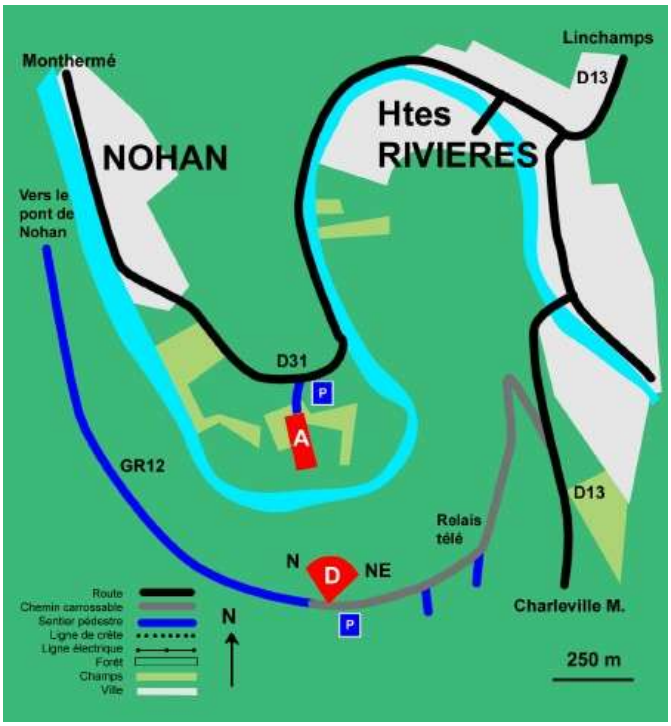
Orientation : SUD -OUEST
Coordonnées GPS : 49° N 55' 06 " / 04° 42' 21"
Altitude : 353 mètres
Dénivelé : 221 mètres
Accès : Par le chemin de la petite commune, stationner à coté du pont en ciment, suivre toujours vers la gauche le chemin menant à la crête. Accès interdit aux véhicules.
Dangers / Difficultés : Petit déco avec forte pente, site déconseillé aux débutants. Usage plutôt départ de cross. Ligne THT à proximité.

ATTERRISSAGE Le long de la Meuse en Aval de l'Écluse

Altitude : 132 mètres
Dangers / Difficultés : Très étroit, nécessite un repérage, attention la Meuse est profonde.
Accès : En venant de Revin, prendre à droite avant le pont, puis suivre la Meuse et stationner obligatoirement en amont de l'écluse.

Site de Nohan

DECOLLAGE Crête de"Robertsart"



Orientation : Nord, Nord-Est
Coordonnées GPS : 49° N 52' 24" / 04° 49' 57"
Altitude : 320 mètres
Dénivelé : 160 mètres
Accès : Dans le village de Hautes Rivières, traverser la Semoy et suivre la route D13 en direction de Nouzonville. A environ 100 m, prendre le chemin à droite (120°) (GR 12).
Le décollage se trouve sur le flanc Nord de la Semoy

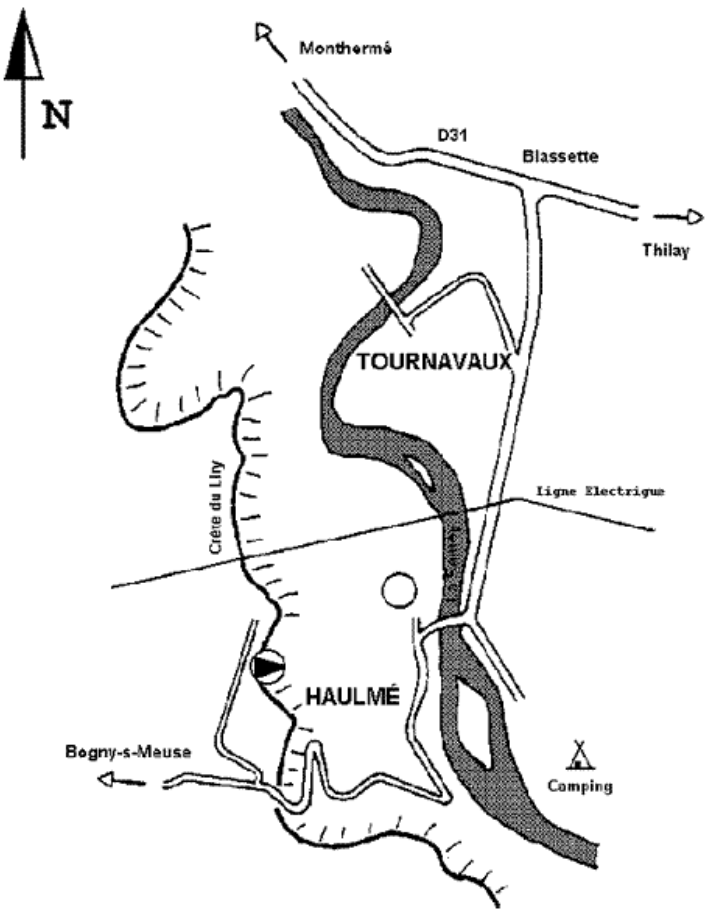
ATTERRISSAGE Prairies longeant la Semois avec manche à air ou rubans face au décollage.

Altitude : 160 mètres
Dangers / Difficultés : Turbulent en Nord Est, aérologie turbulente
Accès : Le long de la D31 au pied du décollage. Se garer le long de la route et accéder à l'atterrissage à pied par un petit sentier (bois sapin).

Site de Haulmé

DECOLLAGE Antenne du Liry

Orientation : EST / Nord-Est
Coordonnées GPS : 49° N 51' 48" / 04° E 46' 49 "
Altitude : 329 mètres
Dénivelé : 184 mètres
Accès : Par la route Haulmé / Bogny, puis au col prendre la direction point de vue du Liry.



ATTERRISSAGE Champs en contrebas du décollage en bordure du château d'eau.

Altitude : 145 mètres
Dangers / Difficultés : Verger au bord du chemin menant au château d'eau. Interdit dans le champ clôturé.
Accès : Le parking est interdit sur l'atterrissage, se garer prés du pont. Eviter de se poser dans le champ voisin à droite

Site de Joigny sur Meuse

DECOLLAGE Crête de "Devant Joigny" "ROCHER WOINIC"

Orientation : SUD / Sud Est
Coordonnées GPS : 49° N 50' 35'' / 04° E 45' 51''
Altitude : 245 mètres
Dénivelé : 105 mètres
Dangers / Difficultés La Meuse est profonde, une ligne HT traverse la Meuse à l'extrémité EST
Accès : Sur la D1 de Nouzonville à Bogny prendre un chemin de terre à droite au col Parking A gauche du chemin en épi le long des arbres.

ATTERRISSAGE Bordure droite de la Meuse coté terrain de foot et cimetière

Altitude : 140 mètres
Dangers / Difficultés : Une ligne HT traverse la Meuse à l'extrémité EST
Accès : Avant le pont, à droite en venant de Joigny
Parking Prés du cimetière, peu de place, ne pas rester Référence IGN Série Bleue 1 / 25000 . 3009 OUEST

Site école de Balaives

DECOLLAGE

Orientation : NORD/NORD OUEST
Coordonnées GPS
Altitude : 275 mètres
Dénivelé : 20 mètres
Dangers / Difficultés Eviter la tendance NORD/EST, qui génère des turbulences dangereuses, surtout près du rideau d'arbres.
Accès : De Charleville, prendre l'autoroute vers Reims, sortir à Lafrancheville, suivre la N51 jusque Boulzicourt, prendre à gauche la D 864 vers Flize et la première à droite vers Balaives. La pente école est à gauche de la route. Passer impérativement les fils au moyen de l'échelle fixe située au sommet de la pente.